

Introduction

Polémiques et antidotes contre certains mythes ou mantras «gauchistes»⁽¹⁾ est la sixième anthologie⁽²⁾ publiée par *Ni patrie ni frontières*. Environ deux tiers de ce volume présentent des textes parus dans la revue entre 2002 et 2007 quand cette publication était encore photocopiée. Le dernier tiers est constitué de contributions inédites ou publiées uniquement sur Internet entre 2007 et 2010.

Les articles rassemblés dans ce recueil sont liés à des questions débattues dans les milieux d'extrême gauche, d'«ultragauche», anarchistes ou libertaires: le citoyennisme, la laïcité, le multiculturalisme, les mouvements anti-guerre, les «émeutes de 2005, l'opéraïsme italien, Mai 68, le mouvement contre le CPE en 2006, l'antisémitisme supposé de Chavez, les thèses de Huntington, le terrorisme d'extrême gauche, les rapports avec le PS, le rôle des bureaucraties syndicales, la «victoire du non» lors du référendum de 2005, les théories du complot, les limites de la liberté d'expression et de la démocratie bourgeoise. Ces textes n'ont pas tous été écrits pour la revue, et le choix de les reproduire est donc dicté par le fait qu'ils nous semblent toucher des points sensibles et poser de bonnes questions.

Quant aux positions politiques de la revue, elles n'ont **rien de particulièrement original**: elles s'inspirent de quelques vieux principes «communistes»⁽³⁾ susceptibles de garantir à la classe ouvrière son indépendance.

Néanmoins, la défense de ces quelques principes ne suffit pas.

Il est aussi indispensable d'éviter d'employer un jargon pour initiés, et ne pas se dissimuler derrière des citations des Saintes Ecritures marxistes ou anarchistes quand on n'arrive pas à rendre compte de la réalité. Apprendre à penser par soi-même, contre les groupes pseudo-radicaux, les littérateurs qui se constituent une cour d'admiratrices et d'admirateurs, les détenteurs d'une hypothétique science marxiste, les universitaires cherchant à construire une nouvelle niche quitte à se déguiser en radicaux chics, les découvreurs de Nouvelles Théories qui recyclent des vieilleries réformistes, etc.

L'étatisme capitaliste (social-démocrate ou stalinien) et le nationalisme tiers-mondiste continuent à sévir. Ces idéologies réapparaissent sous des formes toujours aussi létales. Y compris dans les courants altermondialistes, écologistes, antiracistes ou féministes qui ont fréquemment servi de leurres pour canaliser la révolte de la «jeunesse radicalisée».

Il faut donc savoir aller à contre-courant, prendre à rebrousse-poil les militants, secouer leur conformisme, leur paresse intellectuelle et leur...conservatisme. Percevoir ce qui se cache derrière la langue de bois de leurs dirigeants, mais aussi sous le langage sophistiqué des intellectuels qui se donnent un vernis contestataire ou «antilibéral». Impossible de s'arrêter à la dénonciation du seul «néo-libéralisme» ou du «social-libéralisme».

Il faut aussi démasquer les ennemis de l'universalisme, les défenseurs prétendument désintéressés des «identités» nationales, régionales, ethniques ou sexuelles, qui essaient de nous vendre l'illusion d'un capitalisme «à visage humain», «durable» ou «équitable», en totale symbiose avec l'idéologie des bureaucraties des grandes organisations internationales comme l'UNESCO et l'ONU, toutes plus féministes, antiracistes et multiculturalistes les unes que les autres.

Disséquer certains lieux communs ou idées reçues qui font consensus dans l'extrême gauche, dans le mouvement libertaire, voire plus généralement à gauche, telle est l'une des fonctions que tente de remplir *Ni patrie ni frontières* depuis 2002, en dehors, bien sûr, de traduire régulièrement des textes de différentes tendances, ou de sortir de l'oubli de vieux articles.

Cette anthologie a un ton délibérément polémique : certains textes ont suscité des discussions violentes, sur Internet ou ailleurs. S'il est parfois utile de «tordre le bâton» dans un sens pour mieux se faire comprendre, cela suscite aisément l'incompréhension. Néanmoins, il est indispensable de sortir de cette culture dominante du consensus mou, qui va de pair avec l'indifférence et l'ignorance mutuelle, et qui consiste à croire (ou faire croire) que toutes les idées se valent.

Se livrer à des attaques personnelles est contre-productif et stérile, mais refuser de critiquer vigoureusement les idées d'un individu ou d'un groupe politique, au nom du principe ridicule selon lequel toutes les théories, les idéologies ou les religions seraient respectables, conduit à la confusion dans laquelle nous baignons.

C'est contre cette confusion que cette revue entend, à sa minuscule échelle, offrir quelques antidotes depuis 2002. Aux lectrices et aux lecteurs de juger s'ils leur sont utiles.

Ni patrie ni frontières, mars 2011

P.S. : Les textes de cette anthologie sont présentés selon leur ordre chronologique de parution (sur Internet ou dans la revue) sauf quelques exceptions. Un index thématique se trouve à la fin du livre.

Notes

1. Par souci de concision, le titre de ce recueil use du terme journalistique de «gauchistes» pour désigner les anarchistes, les trotskystes, les maoïstes, les «ultragauches», etc., malgré leurs différences fondamentales. Toutes mes excuses à celles et ceux qui se sentiront offensés par cet amalgame...

2. Les cinq compilations précédentes de *Ni patrie ni frontières* portaient sur les thèmes suivants :

- *Sionisme et antisionisme, antisémitisme et question juive* ;
- *Islam, islamisme, «islamophobie»* ;
- *La Fable de l'illégalité : immigration et intégration forcée aux Pays-Bas* ;
- *De la violence politique* ;
- *Religion et politique*

3. Ce terme n'est peut-être plus adéquat aujourd'hui, en tout cas plus compréhensible, étant donné les ravages causés par le stalinisme: il désigne ce que Marx, Engels et les anarchistes entendaient au XIX^e siècle, c'est-à-dire l'abolition de l'Etat, du salariat, de la propriété privée et de la monnaie.

Remerciements : Plusieurs textes écrits par nos soins et reproduits dans cette compil' ont circulé, avant leur parution, parmi des lectrices et lecteurs qui ont pris le temps de donner leur point de vue, de souligner des erreurs et d'exprimer leurs désaccords. Depuis septembre 2002, la revue a donc largement bénéficié de leurs conseils avisés, de leurs critiques fraternelles et je tiens à remercier ici chaleureusement : Ariane, Ben, Benoît, Céline, Charles, les deux Christian, Christophe, Claudio, Damien, David, Eric, Guy, Jacques, James, Jean-François, Jean-Louis, Jean-Pierre, Jean-Luc, Karim, Loren, Luc, Marie-Cécile, Maïté, Michel, Michèle, les trois Nicolas, Nicole, les trois Philippe, Ronald, Serge, Simone, Wil, et l'équipe de *De Fabel van de illegaal* (aujourd'hui dans le groupe Doorbraak). J'espère n'avoir oublié personne !

Présentation

des deux articles suivants

sur Lutte ouvrière

Les deux premiers articles de cette anthologie ont été écrits au mois de mai 2002 pour la revue *Dissidences*, bulletin d'historiens qui s'intéressent au passé et au devenir des organisations d'extrême gauche. Je n'ai introduit ici que quelques modifications de détail pour répondre à certaines critiques, mais je n'ai pas voulu refondre complètement ces textes, en me fondant sur des témoignages que j'aurais été incapable de vérifier n'étant plus membre de ce groupe depuis 1974, soit près de quatre décennies.

C'est à ceux qui en sont membres actuellement, ou qui l'ont quitté récemment, de se livrer à ce travail. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que les analyses de LO écrites par d'ex-membres ne sont pas légion.

Si l'on élimine les stupidités racontées par les journalistes dans quelques livres bâclés, il n'existe en tout et pour tout que trois brochures consacrées à Lutte ouvrière, deux écrites par la LCR (*Lutte ouvrière ou la tendance prolétarienne* ; *Lutte ouvrière et la révolution mondiale*) en 1971 et l'autre par un ex-militant de LO qui passa brièvement à Révolution internationale: *Rupture avec Lutte ouvrière et le trotskysme* en 1973. On ajoutera à ces trois textes, les nombreux articles écrits par *Combat communiste* après 1975 et dont certains se trouvent sur le site mondialisme.org ou dans le n° 20-21 de notre revue. Si l'on a de la patience, on pourra lire également les textes de la tendance Voix des travailleurs (Vdt) et leurs «débats» avec la majorité de LO (dont les réponses sont consternantes et dont les arguments ne sont qu'un copier-coller de ceux que j'entendis 24 ans plus tôt), mais le lecteur risque fort d'être déçu (cf. par exemple «Fausses raisons d'une exclusion, vraies raisons d'une rupture, nos perspectives», texte publié en mars 1997 et que l'on trouve sur Internet ainsi que la brochure «Aux origines de la tendance Voix des travailleurs, Faits et documents», janvier 1998 : <http://membres.lycos.fr/vdt/sommaire.html>).

Ayant milité à LO entre 1967 et 1974, et en ayant été exclu⁽¹⁾ avant de fonder avec quelques camarades un groupuscule aujourd'hui disparu (*Combat communiste*), mes informations sur LO ne sont pas de la première fraîcheur et les textes ci-dessous contiennent certainement des inexactitudes.

Il est évident, par exemple, que la politique de cette organisation a radicalement changé par rapport à l'intervention en milieu étudiant et enseignant, comme en témoigne son rôle dans différents mouvements touchant ces milieux qu'elle considérait auparavant comme incurablement «petits bourgeois», donc indignes de son attention prolétarienne. C'est ainsi que l'on a vu les mi-

litants de LO se mettre à contacter systématiquement les élèves des classes préparatoires dans les lycées, avec l'idée, sans doute, que ces jeunes étudiants au moins sauraient écrire et auraient une solide culture générale. Voire n'auraient guère d'esprit critique, étant donné la mentalité de ces structures éducatives destinées à former les futures élites des entreprises, des médias et de l'Etat. D'autre part, l'approfondissement de la crise, les licenciements massifs dans tous les secteurs industriels qui faisaient partie du «cœur de la classe» (automobile, chimie, sidérurgie, mines, etc.) ont remis en cause la politique d'implantation prioritaire dans les très grandes entreprises, politique qui caractérisait LO dans les années 1960/1980, pour la bonne raison qu'il y en a de moins en moins. Et un militant actuel de Lutte ouvrière trouvera certainement d'autres points de non-concordance entre sa réalité présente et celle que je décris dans ces articles.

Malheureusement la nature particulière de LO fait que ce groupe, sur les questions fondamentales, n'a pas varié d'un iota depuis un quart de siècle, et même depuis sa (re)fondation en 1956. On peut dire que les effets relativement bénéfiques du bain de Jouvence que lui a accordé 1968 ont été dissipés depuis longtemps et remplacés par un climat interne particulièrement étouffant, conforme d'ailleurs à son marxisme congelé et à son léninisme-trotskyisme invariant.

Jusqu'à présent, LO vise principalement à se conserver elle-même (et éventuellement à se reproduire) en vase clos, en se construisant à l'écart de tous les autres courants et contre eux. Sa particularité, en dehors de quelques positions radicales (le plus souvent défendues en interne ou dans ses publications «théoriques», mais pas dans ses tracts ou son journal) qu'elle maintient contre vents et marées tout en diffusant une propagande de plus en plus insipide, est qu'elle n'est jamais tombée dans la mégalomanie, si courante chez les courants trotskystes (ou maoïstes dans les années 60 et 70). Au contraire, elle a toujours eu tendance, du moins sous la houlette du défunt Hardy, alias Robert Barcia, à se dévaloriser en interne, à se considérer comme des nains politiques à côté des bolcheviks («de la merde», pour reprendre ses termes), attitude que l'on ne retrouve dans aucun groupe trotskyste, fût-il constitué de 3 membres....

Mais il s'agit indubitablement d'une secte, dans le sens que l'on donne traditionnellement à ce mot dans le mouvement ouvrier: un groupe totalement incapable de changer et de tenir compte des besoins généraux du mouvement, car il ne se soucie que de sa survie.

Y.C., janvier 2011

Notes

1. Le motif officiel de l'exclusion était que j'avais «pris contact avec une organisation étrangère sans demander l'autorisation de l'organisation». Cette mesure grave (en tout cas pour un militant fidèle et croyant comme moi en l'omniscience de l'organisation et de son Comité central) était d'autant plus étonnante que j'appartenais à la même cellule qu'un dirigeant historique de LO, Pierre Bois, et qu'il avait trouvé ma démarche «maladroite» mais n'avait pas à aucun moment parlé d'une sanction. D'ailleurs, le jour où mon exclusion fut votée, un mois plus tard, il se débrouilla pour ne pas être présent à cette mascarade, ce qui lui permit de ne pas avoir à se justifier d'une indulgence coupable à mon égard ou d'une ignorance des règles qu'il était censées connaître puisqu'il dirigeait l'organisation depuis plus de trente ans ! Il s'agissait en fait d'un mensonge grossier (j'avais en effet seulement écrit une lettre à la maison d'édition du futur SWP britannique pour demander l'autorisation de traduire le livre de Tony Cliff, *Le Capitalisme d'Etat en Russie*, qui sera d'ailleurs publié par la suite chez EDI et traduit par un autre militant) mais surtout d'une manœuvre destinée à intimider une centaine d'opposants de province (autour de la section de Bordeaux). Ceux-ci ne furent nullement impressionnés car leur dirigeant préparait sans doute déjà leur sortie de LO et il fonda Union ouvrière en décembre 1975, groupe qui dura moins de deux ans et explosa en une myriade de groupuscules dont on n'entendit plus jamais parler.

La conséquence de mon exclusion fut assez baroque : je continuai à militer tout seul pour LO, sans avoir le moindre contact avec qui que ce soit sauf une dirigeante de l'organisation, à laquelle je rendais des comptes une fois par mois. Il s'agissait clairement d'une mise à l'épreuve, d'une «punition» temporaire, plutôt que d'un bannissement définitif. Mais un an plus tard, lorsque d'autres camarades parisiens furent exclus, ce fut moi qui rompis les liens avec LO pour participer à la création de Combat communiste, groupe qui exista de 1975 à 1988, mais dont je partis en 1981. Ces péripéties n'ont aucun intérêt historique mais visent seulement à préciser aux lectrices et lecteurs d'«où je parle», et à montrer accessoirement que le fonctionnement interne de LO était (et est sans doute) plus complexe qu'on le croit.

Les médias «de gauche» et Lutte Ouvrière

Trois candidats trotskystes se sont affrontés durant les dernières élections présidentielles de 2002 : Olivier Besancenot, postier, Arlette Laguiller, retraitée du Crédit Lyonnais et Daniel Gluckstein, permanent du PT.

A la lecture de la presse de gauche, on n'a pu que constater une relative indulgence pour la LCR et une grande sévérité par rapport à LO et au PT. Cette différence de traitement était-elle seulement due à l'écart qui séparait les candidats dans les sondages ? Arlette Laguiller approchant les 8-10% était-elle une cible plus importante à dénoncer que Besancenot qui a commencé à moins d'1% ou Gluckstein qui plafonnait à 0,6% ? Une grande partie de ce que les journalistes ont reproché à LO et au PT s'appliquait aussi à la LCR: existence d'un appareil discret, bricolages en tout genre pour récolter des fonds, présence clandestine ou semi-clandestine dans les syndicats et les entreprises, etc. Mais allons plus loin: si l'on considère le programme que défendent ces trois groupes, ils sont tout aussi «subversifs». Tous trois prônent l'insurrection armée, le renversement de l'État bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat fondée sur les conseils ouvriers – même s'ils n'en parlent guère durant les périodes électorales.

Il faut donc chercher, ailleurs que dans le programme de ces trois organisations, la raison d'une différence de traitement dans la presse de gauche.

Prenez par exemple le cas de l'enterrement de Pierre Bois, dirigeant de la grève Renault en 1947 et vieux militant ouvrier de LO. A cette occasion, *Libération* titre «Arlette ment» sur toute la largeur de la page. On s'attend à de graves révélations et l'on découvre que ce qui a provoqué la colère de Christophe Forcari n'est qu'une peccadille: LO a donné de fausses informations sur le jour, ou l'heure, de l'enterrement pour que le cimetière ne soit pas envahi par les photographes. Le «spécialiste» de l'extrême gauche à *Libération* explique que LO a menti afin que l'on ne prenne pas de photos de Hardy. On nage en plein roman...

Désireux de gonfler sa baudruche, Forcari reprend à son compte la thèse que François Koch a lancée dans son livre *La vraie nature d'Arlette* en 1999: les RG ne disposeraient d'aucun renseignement sur Hardy et la plupart des dirigeants de LO. On a du mal à croire que les RG n'aient jamais envoyé de sous-marins à LO, ne serait-ce qu'à titre de sympathisants. Et tout informateur infiltré peut repérer très vite qui dirige et qui prend la parole dans les réunions internes, à la fête, dans les meetings publics, dans les caravanes, etc.

A partir de là, ce n'est plus qu'une question de filature: avec les moyens sophistiqués actuels, ce n'est pas vraiment un problème d'écouter les conversa-

tions à distance, de poser des micros, de suivre les voitures des responsables et d'en tirer les conclusions. Surtout quand les pseudonymes censés protéger les militants, les lieux et les heures de réunion restent les mêmes pendant des années.

Mais admettons un instant (ce qui me semble invraisemblable) que les RG ne possèdent que fort peu de renseignements sur LO. Ne serait-ce pas tout simplement parce que ces messieurs jugent que ce groupe n'est guère dangereux, pour le moment ? En quoi les militants de LO menacent-ils l'ordre public ? Leurs activités syndicales et électorales sont d'un légalisme absolu. Ils ne fabriquent ni armes, ni faux papiers, leur service d'ordre ne s'attaque jamais à aucune ambassade ni à d'autres groupes politiques, et ils ne participent presque jamais à des manifestations interdites.

Pourtant, après avoir accusé Arlette de mensonge sans en apporter vraiment la preuve, *Libération* en remet une louche en publiant un article des frères Cohn-Bendit: le titre, subtilement diffamatoire, affirme que LO serait «subventionné par des entreprises capitalistes». On s'attend à des révélations fracassantes. En fait, on découvre qu'il s'agit de trois petites entreprises de formation contrôlées par LO, et non d'un ou de plusieurs grands trusts pharmaceutiques, comme pouvaient le laisser supposer le titre et les rumeurs qui circulent depuis trois ans sur le financement de LO. Pourquoi donc une telle hargne se déchaîne-t-elle régulièrement contre Arlette Laguiller et LO ?

Les journalistes de gauche qui prétendent rendre un service à la démocratie en démasquant une «secte», en dévoilant la véritable identité d'un prétendu «gourou», ne seraient-ils pas mus par des considérations moins nobles ?

En dehors de la volonté évidente de vendre du papier à n'importe quel prix, ne sont-ils pas tout simplement furieux de ne pas savoir comment aborder une organisation atypique qui ne joue pas le jeu des confidences et ne respecte guère les journalaux ?

D'un autre côté, pourquoi LO maintient-elle une attitude aussi rigide, voire hostile, vis-à-vis des milieux médiatiques, attitude qui, dans une certaine mesure, nuit à son image ?

A mon avis, l'image négative de LO dans les médias de gauche tient à quatre raisons: l'histoire particulière de LO ; la composition sociale du groupe ; la psychologie des militants et la difficulté que certains journalistes ont à confronter leur propre passé «gauchiste».

Les origines historiques de LO

LO explique toujours que sa principale, sinon sa seule originalité dans le mouvement trotskyste, est sa «méthodologie organisationnelle». Il serait trop long d'exposer ici ce qu'est cette fameuse méthodologie, fondée sur un texte intitulé le «Rapport sur l'organisation» ou «Rapport 43» (cf. le site marxists.org.) Disons seulement qu'à l'époque (en 1943) le petit groupe qui est indirectement à l'origine de LO aujourd'hui avait une opinion très négative sur les mœurs des organisations trotskystes qu'il ne jugeait pas assez «bolche-

viques». Barta, le dirigeant de l'Union communiste, lointain ancêtre de LO, considérait qu'il fallait prendre au sérieux les consignes de Trotsky et que ses partisans devaient déployer tous leurs efforts pour s'implanter dans la classe ouvrière. Et à ce titre se montrer particulièrement exigeants avec les nouvelles recrues ou les adhérents qui ne travaillaient pas dans les usines ou les bureaux.

Quelles en sont les conséquences, soixante ans plus tard, sur le recrutement de LO ?

Une composition sociale spécifique

Les militants «extérieurs» ne sont en général pas issus de familles aisées (industriels, avocats, médecins, notaires) ni des professions dites intellectuelles (universitaires, savants, écrivains, artistes). Ils sont souvent les rejetons de couches plus modestes de la petite bourgeoisie⁽¹⁾ (artisans, commerçants, instituteurs, profs de lycée). Ceux issus de la grande bourgeoisie ou de l'intelligentsia médiatique ne font pas long feu à LO. Alors que tout le monde connaît des dizaines de noms d'acteurs, d'écrivains, de journalistes, d'universitaires et d'hommes politiques ayant sympathisé ou milité à la LCR ou à l'OCI, on aurait du mal à en trouver plus d'une dizaine qui soient passés par LO.

De plus ils ne s'en vantent pas, fidèles en cela à une sorte d'omerta (il ne faut rien révéler aux flics et ne pas faire le jeu de la bourgeoisie), doublée parfois de la honte de s'être égaré dans une organisation qui a la réputation d'avoir des analyses simplistes et des mœurs «monacales».

Les étudiants membres de LO arrêtent leurs études supérieures assez tôt (ils n'ont pas le temps de pousser jusqu'à l'agrégation ou au doctorat), ne se mêlent pas aux mouvements féministes, antiracistes, de soutien aux mouvements de libération nationale, etc. Ils ne militent pas non plus à l'UNEF et participent en pointillé aux grèves et mouvements qui agitent l'université⁽²⁾.

Leurs possibilités d'entrer personnellement en contact avec des futurs «grands» journalistes, romanciers, universitaires, avocats ou médecins sont donc très limitées.

S'ils arrivent à terminer leurs études supérieures (passer un concours comme le CAPES est difficile, mais quand on milite en même temps à LO c'est carrément héroïque), leur temps libre est consacré à des tâches militantes, non à des relations amicales désintéressées avec des gens ayant des idées différentes et/ou une stratégie d'ascension sociale.

Ils se coupent délibérément de leur milieu social, comme les y encourage LO, sauf pour de temps en temps demander de l'argent à tel parent ou relation fortunée qui fournira ainsi (sans le savoir, le plus souvent) une «cotisation exceptionnelle» pour l'organisation, ou afin de leur vendre des bons pour la fête. Certes, LO entretient des liens avec certains intellectuels et artistes médiatiques. Ne serait-ce que pour la fête de Presles, l'organisation est obligée d'entretenir un minimum de relations commerciales, voire amicales avec ce

que LO appelle toujours avec mépris des «petits bourgeois».

Mais, à ma connaissance, les militants ne copinent pas, ne se vantent pas de leurs relations ou ne les utilisent pas pour faire carrière. En clair, ils ne font pas partie des réseaux qui mélangent amitié, relations intimes, fréquentations politiques et renvois d'ascenseur.

Cela explique sans doute d'ailleurs pourquoi LO a eu besoin, d'après François Koch, de créer des entreprises de formation afin de placer certains de ces cadres.

Si ces militants avaient appartenu aux réseaux affectifs et familiaux des classes moyennes, ils auraient sans doute su trouver un moyen plus facile et moins risqué politiquement de gagner leur vie tout en militant à temps plein (LO ne connaît pas les 35 heures !).

Et cela explique aussi les rapports de méfiance réciproque qui se sont noués entre les journalistes de la presse politique et les dirigeants de LO. Ils ne viennent pas du même milieu, n'ont pas le même passé générationnel et politique.

Une psychologie et des motivations particulières

Rares sont les militants de LO qui ont dansé au Palace ou aux Bains douches, fumé de l'herbe en écoutant Jimmy Hendrix, pratiqué l'amour libre, collé un poster du Che sur le mur de leur chambre à coucher, vécu en communauté ou acheté un billet d'avion pour Katmandou. Ils n'ont pas non plus milité activement au MLAC (Mouvement de libération de l'avortement et de la contraception) – quoiqu'ils prétendent –, aux Comités Vietnam, à Act-Up, au FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire), au MLF, à Droit au Logement, à ATTAC et dans toutes ces organisations larges qui ont toujours constitué un vivier naturel pour le milieu d'extrême gauche. Ou s'ils y ont fait un court séjour, ils en sont vite partis, absorbés par les tâches que l'organisation leur a fixées.

Ce sont le plus souvent des individus isolés, contactés grâce à la technique du «bouton de veste», comme le disait avec mépris un dirigeant de la Ligue.

Ce sont très rarement des dirigeants de mouvements étudiants ou lycéens. En effet, LO n'a jamais construit son organisation à partir de campagnes politiques volontaristes sur tel ou tel thème d'actualité, national ou international, et qui auraient abouti à des vagues d'adhésions. (Une seule exception, à ma connaissance: la grève des CET et lycées techniques impulsée, avec succès, par LO en 1973 au moment de la lutte contre la loi Debré.) Elle recrute ses militants un par un, patiemment, ce qui signifie que sa progression numérique a peu de rapports avec les facteurs de politisation qui ont marqué chaque génération depuis les années 60. Et ce qui explique aussi sa différence radicale avec les groupes d'extrême gauche, son réalisme morose. Si les sympathisants qu'elle attire ont été politisés par des événements extérieurs (que ce soit la guerre du Vietnam ou les luttes des sans-papiers), leur enthousiasme juvénile est rapidement canalisé vers une vision plus pondérée, plus froide, à très long terme, de la construction du Parti. C'est pourquoi, vus de l'extérieur, les mili-

tants de LO apparaissent si ternes.

Ils ne partagent pas les grands enthousiasmes qui font vibrer chaque génération, quitte à la décevoir ensuite. Ils n'ont pas sauté dans les manifs en criant «Ho-ho-chi-minh» pour ensuite déplorer le sort des *boat people*. Ils ne se sont pas enthousiasmés pour la révolution portugaise et ses commissions de travailleurs, l'Unité populaire chilienne et ses cordons industriels, le syndicat polonais Solidarnosc, les manifs antimondialisation de Seattle et Gênes, etc.

Le pessimisme historique radical qui les anime leur donne une aura de lucidité qui peut attirer certains jeunes, mais est insupportable pour la majorité de ceux qui cherchent à vivre de grandes passions politiques. Les militants de LO «savent» à chaque fois, avant même qu'ils se déclenchent, que tous ces mouvements sont voués à l'échec... faute de l'existence d'un parti révolutionnaire.

Ce regard distant porté sur tous les mouvements, en France et à l'étranger, qui ont politisé des générations de militants depuis quarante ans, nourrit une psychologie particulière, très difficile à comprendre à la fois pour les militants des autres groupes et aussi pour les journalistes qui ont une grille de lecture assez simple de ce qu'est l'extrême gauche, compréhension liée en général à leur expérience personnelle en milieu lycéen ou étudiant. Ils ont toutes les peines du monde à appréhender un groupe qui vit dans une autre dimension politique, à un autre rythme que toutes les autres organisations révolutionnaires, et n'a aucune intention de changer d'un iota.

Mais leur hostilité vis-à-vis de LO a peut-être une autre raison.

La geste gauchiste et les médias

Les journalistes de la presse politique de gauche (Plenel, July), les auteurs qui ont retracé l'épopée de l'extrême gauche soixante-huitarde (Hamon et Rotman), les hommes politiques passés par l'extrême gauche (Weber, Filoche, Cambadélis, Dray, Mélenchon) ont tous un point commun: un extrême contentement de soi, tout à fait dans l'air du temps, d'ailleurs⁽³⁾.

Pour eux, il existerait une sorte de continuité entre leur engagement révolutionnaire d'hier et leur adhésion aux valeurs de la société d'aujourd'hui. Ils tiennent absolument à faire croire qu'ils ont grosso modo toujours pensé de la même façon, et que leur évolution politique du «camp» de la révolution à celui de la réforme du capitalisme (voire de sa gestion, comme Denis Kessler, passé de la Gauche prolétarienne au... MEDEF), est une évolution naturelle. *Génération* (tout est dans le titre) de Hamon et Rotman le décrit bien: à quinze ans il est normal d'être d'extrême gauche (on fait sa crise d'adolescence), à trente ans on doit passer aux choses sérieuses: voter Mitterrand et faire carrière.

En faisant constamment référence à la lutte des classes, Arlette Laguiller tranche avec cette vision autocomplaisante que les ex-soixante-huitards diffusent sur leur jeunesse et surtout sur leurs positions politiques présentes. Elle

rompt le consensus qui s'est établi sur le passé de l'extrême gauche, sur le prétendu «apport positif» du gauchisme sur le terrain de la culture et des mœurs (féminisme, écologie), combiné avec son irréalisme politique, son irresponsabilité, mais qui n'auraient pas eu de conséquences graves.

Et cette rupture du consensus est inacceptable pour les journalistes et commentateurs de gauche qui ont un passé politique vaguement «radical». Ils ne peuvent reconnaître, comme par exemple la droite et l'extrême droite les en accusent, qu'ils ont apporté un soutien critique ou inconditionnel aux partis et États communistes ou aux mouvements de libération nationale qui ont instauré des dictatures sanglantes. C'est parce qu'ils n'arrivent pas à faire un bilan honnête de leurs engagements de jeunesse qu'ils ont besoin de travestir leur passé et de le rendre acceptable, vu la position qu'ils occupent aujourd'hui dans le champ médiatique.

En cela, l'existence de LO et de son discours qu'ils appellent avec mépris «ouvriériste», ses références continues au communisme et à la révolution d'Octobre les gênent, parce qu'ils sont constamment renvoyés à des raisonnements, à une idéologie qu'ils ont eux-mêmes partagés, sans jamais en faire un inventaire honnête.

Y.C., mai 2002, *Dissidences* n°11

Notes

1. J'emploie ici le terme de petite bourgeoisie par facilité et parce qu'il s'agit d'un des «concepts» favoris de LO. Mais, comme chacun le sait, cette notion désigne des couches sociales à géométrie variable chez Marx et ses successeurs.

En réalité, il s'agit le plus souvent d'un terme fourre-tout, très péjoratif chez les militants d'extrême gauche, et bien commode pour discréditer un opposant à l'intérieur de l'organisation ou bien un groupe concurrent.

En effet, si en théorie la petite bourgeoisie est une classe qui oscille entre la bourgeoisie et le prolétariat, en pratique, dans la plupart des analyses historiques marxistes, la petite bourgeoisie joue un rôle contre-révolutionnaire, du coup d'État de Napoléon III au fascisme et au nazisme, en passant, pour LO, par les dictatures du tiers monde issues des mouvements de libération nationale (Chine, Cuba, Vietnam, etc.).

Pour parler clairement, «petit-bourgeois», pour LO, égale contre-révolutionnaire ou au moins traître potentiel à la classe ouvrière. D'où la position très inconfortable, au sein de l'organisation, de ceux issus de cette catégorie sociale, car tout manque de dévouement, erreur ou divergence est automatiquement expliqué par son origine sociale. Inversement, le rôle positif accordé aux «mouvements sociaux» et notamment aux mouvements étudiants depuis des années par des courants comme la LCR est sous-tendu par une analyse plus différenciée, moins déterministe de la petite bourgeoisie, mais évidemment plus opportuniste.

2. Des camarades de LO m'ont fait remarquer que désormais LO accorde des «congs sabbatiques» aux militants pour qu'ils préparent leurs examens universitaires ; d'autre part, on a pu remarquer, en 2006, que LO était très active dans le mouvement étudiant, notamment dans les coordinations. Deux différences notables avec la réalité que j'ai connue dans les années 60 et 70 (**note de novembre 2007**).

3. A ces deux facteurs vient s'en ajouter un troisième, qui tient à la relation particulière qu'entretient LO avec ses ex-militants surtout lorsqu'ils sont issus des classes moyennes. L'alternative avec LO est toujours le «tout ou rien», il n'y a pas de moyen terme possible, ou plus exactement supportable.

Donc, lorsqu'un «militant extérieur» s'en va de l'organisation, même s'il est exclu pour ses divergences, il le vit intérieurement très mal, il culpabilise. En effet, s'il a milité pendant plusieurs années, il a forcément intériorisé le mépris de la petite bourgeoisie et plus généralement le mépris de tout mode de vie non militant, que lui a inculqué LO – la «haine de soi» pour reprendre un concept utilisé dans un tout autre contexte.

Le plus souvent, il cherche à disparaître dans la nature parce qu'il a du mal à affronter le regard de ses ex-camarades. Ceux-ci, encouragés parfois par l'organisation, lui tournent le dos lorsqu'ils le rencontrent, refusent de lui serrer la main, etc. De plus, lorsque les militants extérieurs quittent LO, ils n'ont

plus l'occasion de revoir tous les jours d'autres camarades, tout simplement parce qu'ils ne militent pas dans leur quartier, ni dans leur milieu professionnel. Ils militent toujours dans d'autres quartiers et en direction d'entreprises très éloignées de leur domicile. La coupure avec l'organisation est donc totale, en raison même du mode de militantisme qui a cours à LO. On comprend dans ces conditions que la LCR, aux mœurs plus souples, ait une périphérie «petite-bourgeoise» plus importante et nettement plus visible, y compris dans les milieux médiatiques. En ce qui concerne les ex-militants ouvriers, qui en général ne quittent pas l'usine où ils travaillent, l'attitude de LO est beaucoup plus souple, ce qui explique que ceux-ci n'hésitent pas à continuer à venir à la fête, à donner des informations pour le «bulletin de boîte», à acheter le journal, voire même à cotiser de temps en temps.

4. Il est fascinant d'observer, dans toutes les émissions de télévision faisant appel aux témoignages des «vrais gens», à quel point, aujourd'hui, il est fondamental pour les individus d'affirmer qu'ils s'épanouissent dans cette société.

Qu'il s'agisse de parents divorcés, d'enfants de familles monoparentales, de personnes obèses, d'obsédés de l'Internet ou de la sape, de dragueurs professionnels, de catholiques intégristes, de gigolos, peu importe. Le message que la télé transmet est simple: «Nous sommes heureux en ce monde.» En cela, les ex-gauchistes qui ont abdicqué tout sens critique pour se recycler dans les médias entrent parfaitement dans le moule et contribuent au décervelage et à la crétinisation générale.

Note ajoutée en 2011 : Le livre de Robert Barcia (alias Hardy) *La Véritable Histoire de Lutte ouvrière. Entretiens avec Christophe Bourseiller*, publié chez Denoël en 2003 est très décevant car l'auteur passe son temps à se justifier d'avoir créé des entreprises de visiteurs médicaux pour financer ses permanents – ce qui est sans intérêt – et n'explique pas du tout l'originalité des positions politiques de Lutte ouvrière, aidé en cela par l'ignorance et la complaisance de son intervieweur Christophe Bourseiller. Ce livre contient cependant une information intéressante sur un élément déterminant de la structure de LO. La scission que décrit Barcia entre d'un côté les ouvriers emmenés par Bois, de l'autre les «extérieurs» emmenés par Barta, explique peut-être comment cette fixation sur et contre la petite-bourgeoisie a pu se développer autant à LO. Je ne parle pas du dilettantisme petit-bourgeois que dénonçait déjà Trotsky dans les années 30, quand il s'acharna à construire l'Opposition de gauche internationale contre le stalinisme puis la Quatrième Internationale, mais du climat organisationnel très particulier qui existe à LO.

Il y a clairement eu abandon des ouvriers par les intellectuels à l'échelle du groupuscule qu'était l'Union communiste (ancêtre de LO). Du moins c'est ce que nous raconte Hardy. Cela correspond-il à la vérité historique ? Peu importe, puisque cela fait maintenant partie de la légende de l'organisation. Cet

abandon et cette trahison originels se doubleraient, chez le principal leader de LO d'une forte culpabilité: il était malade pendant la grève Renault de 1947, il a arrêté de militer, il s'est dégagé de toute activité pendant un temps pour se soigner, etc. Et quand l'organisation se reconstruit, elle se reconstruit sur une méfiance féroce vis-à-vis des extérieurs, des «intellectuels», prônée par quelqu'un qui n'est pas un prolétaire et devient même un petit chef d'entreprise. Et qui instaure, avec l'aide d'autres «extérieurs» permanents de l'organisation ou petits-bourgeois salariés et de quelques ouvriers, un régime où il faut tout le temps faire ses preuves lorsqu'on n'est pas un prolétaire, comme si l'organisation devait constamment attiser et revivre, sous un registre dramatique, cette peur originelle de ses militants ouvriers, d'être abandonnés par leurs camarades extérieurs, par les intellectuels du groupe. Ce qui expliquerait pourquoi la plupart des «extérieurs», quand ils quittent l'organisation, ferment leur gueule et culpabilisent. Le système est bien verrouillé, d'autant plus que, comme il n'y a aucune démocratie interne, personne ne peut, de l'intérieur, dévoiler ces mécanismes, et mettre un terme à ce péché originel du petit-bourgeois.

Le pseudo-«Gourou» et la Travailleuse Ou comment LO se piège elle-même

Pour toute personne ayant assisté à la première apparition publique de Hardy*, le dirigeant historique de LO, devant un parterre de militants et de sympathisants à la Mutualité en 1973, les choses étaient claires dès le départ. Avec sa franchise habituelle, il expliqua l'objectif de l'organisation: certes, Arlette n'était pas une intellectuelle «brillante» (*sic*), qui avait l'habitude de parader dans les salons parisiens, mais elle était une camarade dont tous les militants présents pouvaient être «fiers», une femme, une travailleuse qui offrirait une excellente image du groupe. Ainsi naquit la «porte-parole» de Lutte Ouvrière.

Les années passant, et le poids médiatique et électoral d'Arlette Laguiller augmentant, Arlette et Hardy, et tout LO avec eux, se trouvèrent prisonniers d'un mythe dont ils n'avaient sans doute pas pesé toutes les conséquences. Tous les éditoriaux du journal et des bulletins d'entreprise, tous les communiqués de presse étaient signés Arlette, alors qu'ils étaient écrits par des militants différents et réécrits collectivement, pratique parfaitement normale et qu'une organisation révolutionnaire n'a aucune raison de cacher. Après tout, les trotskystes sont pour la direction collégiale et le travail collectif, non ?

Certes, Arlette Laguiller était parfaitement capable d'écrire elle-même ces textes mais elle ne pouvait pas être partout à la fois. Rappelons qu'à l'époque, elle travaillait encore au Crédit Lyonnais et exerçait des responsabilités syndicales.

Même des dirigeants de LO connus publiquement, comme par exemple ceux qui prenaient la parole régulièrement à la Mutualité depuis des années, disparaissaient totalement derrière Arlette Laguiller au risque de laisser croire que la porte-parole était une sorte de *deus ex machina*. Et évidemment le jour où un journaliste découvrit qu'un des dirigeants les plus anciens de LO (Hardy alias Robert Barcia) avait fondé trois entreprises de formation pour caser quelques cadres de l'organisation, et après que certains bulletins intérieurs se furent mis à circuler publiquement, le «pot-aux-roses» fut dévoilé. Il était facile de présenter Arlette comme la prétendue «potiche» de Hardy. Mais à qui la faute ?

Si cette présentation des faits est évidemment méprisante et injuste pour Arlette Laguiller, il faut bien voir que c'est Lutte Ouvrière elle-même qui s'est mise dans cette situation. Pourquoi n'a-t-elle pas expliqué dès le départ et publiquement quelle était la position d'Arlette Laguiller dans l'organisation, qui étaient les membres de la direction et comment fonctionnait exactement le groupe ?

Certes, cela n'aurait pas empêché les journalistes d'attaquer LO mais cela les aurait au moins privés de certains arguments qui font encore mouche, en l'absence de réponses crédibles.

Malheureusement pour son image, LO est empêtrée dans des contradictions insurmontables liées à ses pratiques clandestines, ou plus exactement pseudo-clandestines, mais aussi à sa fidélité indéfectible au léninisme et à sa conception du marxisme.

Deux pratiques inconciliables

Tout le monde sait que les militants de LO utilisent des pseudonymes (c'est aussi le cas à la LCR et au PT), qu'ils prennent certaines précautions pour se réunir, font attention à ce qu'ils racontent au téléphone et ne distribuent pas leurs bulletins intérieurs aux portes des facultés. Jusque-là rien de très original.

Ce qui l'est plus, c'est qu'en se présentant systématiquement à toutes les élections depuis trente ans LO a été obligé de donner des milliers de noms à l'administration, donc à la police, facilitant ainsi considérablement le travail aux RG, ou à tout plumitif désirant découvrir la véritable identité des membres de LO. Les militants se trouvent désormais dans la situation absurde où les flics ou les journalistes sont en position de mieux connaître le nom, l'adresse, la profession, la famille, voire la vie intime de leurs camarades qu'eux-mêmes !

La décision politique de LO de mener systématiquement des campagnes électorales depuis trente ans est totalement incompatible avec des pratiques clandestines. A moins de créer deux organisations séparées comme l'ETA et Herri Batasuna en Espagne, mais LO n'en a ni le désir ni les moyens.

C'est pourquoi Arlette Laguiller, comme tout autre militant de LO, est et sera toujours mal à l'aise pour parler du fonctionnement de son organisation. Elle est constamment partagée entre les règles de la clandestinité (on ne dit rien, ou alors le strict minimum, aux flics, aux journalistes, aux parents, aux sympathisants, etc.) et celles de la vie électorale (on se présente comme un groupe ouvert, démocratique et sympa, à l'image de la fête de LO où tout le monde bouffe, discute, se distrait, danse ou écoute de la musique).

De plus, il faut bien dire que cette clandestinité est complètement bidon: les militants gardent les mêmes pseudonymes pendant des dizaines d'années, les lieux de rendez-vous sont tout le temps les mêmes, les militants ne vérifient pas à chacun de leurs déplacements s'ils sont suivis, s'ils sont mis sur écoute, si des micros sont cachés dans leurs appartements ou leurs voitures, etc. En

fait la clandestinité est seulement une arme contre la démocratie interne. Elle permet d'isoler les cellules et les sections entre elles, de filtrer les communications horizontales en donnant tous pouvoirs aux secrétaires de cellules et de sections, qui font remonter l'information uniquement verticalement et de façon sélective. Lesdits secrétaires sont en général des éléments «extérieurs», dits «petits-bourgeois», triés sur le volet et bien dans la ligne. Et dès qu'un secrétaire commence à se poser trop de questions, il se voit, comme par hasard, détaché de la plupart de ses responsabilités, afin de saper toute possibilité d'influence personnelle.

Un modèle importé des années 20

Mais il faut aller plus loin dans l'analyse. Lorsque LO envisagea pour la première fois de se présenter aux élections en 1973, elle fit circuler un texte de l'Internationale communiste sur l'agitation révolutionnaire dans les municipalités. Ce texte correspondait à une période, le début des années 20, où les partis communistes étaient dans une dynamique d'affrontement avec les différents États européens. Les PC pensaient – sans doute à tort – pouvoir renverser le capitalisme à court terme, mais c'étaient des partis regroupant des dizaines, voire des centaines de milliers de membres, et non des groupuscules.

En décidant de copier cette stratégie 80 ans plus tard et dans des circonstances totalement différentes, LO se condamne à l'impuissance. Comme en témoignent ses interventions dans les conseils généraux, elle se livre à un travail, certes utile, de dénonciation des subventions votées aux patrons, des compromissions de la gauche plurielle au sein de ces institutions et se fait le porte-voix des grèves qui se déclenchent dans les circonscriptions concernées. Mais l'action de LO s'arrête au niveau de la propagande: conseillers généraux et députés européens n'ont qu'une seule perspective, attendre que les travailleurs se réveillent et qu'une grève générale avec occupation d'usines se déclenche. Historiquement, le mouvement ouvrier français dans ses débuts a déjà connu une situation de ce genre avec les députés guesdistes qui avaient une attitude verbalement très agressive à la Chambre des députés et à l'échelle locale. La révolution se faisant attendre, on sait où cela les a menés...

On peut se demander si les législateurs français, en décidant de verser des subventions aux partis politiques en fonction du nombre de voix qu'ils obtiennent aux élections, n'ont pas rendu un fier service à LO puis à la LCR, désormais saisie elle aussi par la fièvre électorale.

Gagner des voix, pour ces groupes, c'est aussi très prosaïquement gagner de l'argent, et comme on le sait, ces organisations sont constituées de petits salariés et ne reçoivent aucune commission ni subvention déguisée de la part du secteur privé. Mais ce cadeau est également un cadeau empoisonné car il permet à des groupuscules de croire (et de faire croire à leurs sympathisants) qu'ils font avancer la révolution en récoltant des voix.

Et la tentation est grande, pour gagner des voix et donc de l'argent, de présenter un programme de plus en plus modéré. Un cercle vicieux s'est enclenché dont on ne voit guère le bout.

LO et le «nouveau Parti communiste»

Lorsque la presse brocarde les propos d'Arlette sur le «grand parti des travailleurs», elle passe complètement à côté du problème. LO ne croit pas une seconde que 30 à 40 000 électeurs vont venir la rejoindre après les présidentielles, qu'elle aura plus de 3 millions de voix ou qu'une fraction du PC va lui tendre la main. C'est bien mal connaître LO que de penser que ce groupe pourrait tomber dans le crétinisme électoral ou les illusions sur des tendances de gauche du PC. Toutes ses analyses politiques, toute sa tradition s'y opposent.

Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, LO n'a pas d'autre stratégie politique que l'accumulation d'un capital militant par ses propres moyens. De la même façon, en 1968, elle avait agité quelque temps l'idée d'un grand parti rassemblant les révolutionnaires (pas seulement les trotskystes), puis entamé des négociations assez longues avec la Ligue, mais rien dans sa culture politique ne l'y préparait. Il ne s'agissait que d'un rideau de fumée pour masquer son désarroi face à une situation riche en possibilités... qu'elle ne voulait pas exploiter.

Curieusement les membres du groupe la «Voix des Travailleurs», exclus de LO en 1997 à Rouen et Bordeaux, et qui menèrent quelque temps une existence indépendante avant de rejoindre la LCR en l'an 2000, ne l'avaient pas compris non plus, trente ans après 1968. Tout comme les journalistes, ils prirent au sérieux le «Plan d'urgence» élaboré par LO pour les élections de 1995 et l'idée d'un «grand Parti des travailleurs». Ils s'étonnent, dans une brochure écrite en mars 1997, que la direction de LO «n'y avait même en fait jamais cru» (au Parti des travailleurs) et ait lancé le Plan d'urgence tout en pensant: «On le fait mais on n'y croit pas.» De même, ils pensaient (en 1997 !) que LO était ouverte «à la collaboration avec les autres tendances trotskystes».

Un tel manque de lucidité laisse pantois mais confirme une vieille loi de la politique: les partis ne sont pas les seuls responsables des illusions que leurs électeurs ou leurs militants entretiennent à leur égard.

Le succès électoral actuel d'Arlette Laguiller met LO, toutes proportions gardées, dans la même situation qu'après Mai 68. LO voit bien que sa présence systématique aux élections a fini par lui rapporter un petit capital de sympathie et de popularité, mais elle ne sait pas quoi en faire, vu les limites qu'elle s'est elle-même fixées. Son conservatisme la paralyse. Son pessimisme foncier l'empêche d'avoir la souplesse nécessaire pour profiter des opportunités politiques qui se présentent à elle. Son attachement à sa «méthodologie organisationnelle» (au bolchevisme à la sauce LO) la rend incapable d'élaborer une stratégie novatrice sur le plan politique.

Autant, sur le terrain des entreprises, elle sait parfois participer à (ou impul-

ser) des rassemblements unitaires, syndicaux ou extra-syndicaux, autant sur le terrain politique, elle s'y refuse. Ses dirigeants s'interdisent de définir une autre politique, par peur d'être «contaminés», «détruits» par le milieu «petit-bourgeois» et «gauchiste». Cette peur panique de nager dans des eaux inconnues paralyse et désarme les militants de LO face à leurs succès électoraux.

Au grand écart permanent qu'est sans cesse obligé de faire LO pour justifier et mener à bien deux pratiques inconciliables⁽¹⁾, la clandestinité et l'activité électorale, s'ajoute un handicap supplémentaire: son farouche attachement au léninisme.

La division du travail au sein de l'organisation

L'opposition que dresse la presse entre Arlette, la travailleuse, et Hardy, l'homme de l'appareil, n'est pas tout à fait fausse, même si elle est caricaturale. LO, comme tous les groupes léninistes, se veut une organisation de «révolutionnaires professionnels». Or, dans une telle organisation, si tous sont en principe révolutionnaires, certains sont plus «professionnels» que d'autres. Et ce ne sont pas les militants qui travaillent en usine ou dans les bureaux pour une raison bien simple: ils ne peuvent consacrer qu'un temps limité à l'activité politique car l'essentiel de leur énergie est accaparé par leur... patron.

LO exerce une énorme pression sur ses militants «extérieurs»: elle s'assure ainsi de leur dévouement, mais veille aussi à ce qu'ils ne fassent pas carrière dans la société bourgeoise. Néanmoins, leur élévation dans la hiérarchie, grâce aux sacrifices qu'ils font pour la Cause, leur donne un grand pouvoir interne. Et c'est là peut-être que LO, comme tous les groupes léninistes, manque sincèrement d'imagination pour remettre en cause, en son sein, les conséquences de la division du travail capitaliste.

Certes, les militants ouvriers de LO ont une culture politique solide, ils ont lu, assimilé et discuté les classiques du marxisme, mais l'organisation utilise leurs connaissances uniquement sur le plan syndical.

Elle n'essaie pas de leur faire écrire des articles sur des films, des romans ou des sujets de société ; elle ne profite pas des périodes de chômage des militants pour organiser des stages de formation accélérée, permettant aux ouvriers et employés de l'organisation de pouvoir donner des cours d'histoire du mouvement ouvrier, d'écrire des articles dans le journal ou dans la revue *Lutte de classe* sur toutes sortes de sujets, etc. Elle ne les envoie pas dans des conférences internationales pour qu'ils rencontrent d'autres militants, ouvriers ou non. Elle ne pratique pas la rotation des tâches qu'elle prône comme modèle dans la future révolution socialiste. Le journal n'est pas pris en charge à tour de rôle par les sections de différentes villes de France, comme le font certaines publications libertaires ; l'éditorial des bulletins d'entreprise est rédigé centralement, même si cela n'a pas toujours été le cas, etc.

L'excès de centralisme aboutit à des situations caricaturales, comme le rapporte *Le Monde* du 5/4/2002: lorsque les journalistes veulent savoir pourquoi

les députées de LO au Parlement européen ont voté contre un amendement proposant de maintenir un monopole dans le secteur de l'électricité, Chantal Cauquil, elle aussi une travailleuse, affirme qu'il faut attendre qu'Arlette rentre de sa campagne présidentielle pour répondre... Si l'anecdote est exacte, elle montre bien le manque d'autonomie politique des représentants de l'organisation.

LO reproduit une division finalement assez classique: aux ouvriers, le syndicalisme, la rédaction des échos d'entreprise et des articles de journal consacrés aux conflits sociaux ; aux «extérieurs» les tâches techniques (frappe, impression et diffusion des bulletins, secrétariat, collage d'affiches) et politiques (articles, cours de formation, contacts et discussions avec d'autres organisations), etc.

Ce manque d'audace est d'autant plus étonnant pour une organisation qui parle constamment des «travailleurs» et de la classe ouvrière. Non que la tâche soit facile, mais force est de constater que LO ne se pose pas le problème ou en tout cas ne s'y attelle pas sérieusement. Il est vrai que LO, comme tous les groupes trotskystes, défend un patrimoine politique où la démocratie ouvrière n'est guère à l'honneur, quoi qu'elle en dise. Trotsky oublia et renia de fait ce qu'il avait écrit dans *Nos tâches politiques* et *Rapport sur la délégation sibérienne* sur les dangers du bolchevisme, quand il rejoignit le parti en 1917. Et lorsqu'il fut expulsé d'URSS il ne revint jamais sur la mise à l'écart des conseils d'usine au profit des soviets locaux, la façon dont les bolcheviks dissolvaient toute organisation élue où ils n'avaient pas la majorité, la militarisation des syndicats, la répression contre les autres tendances du mouvement ouvrier dès le début de la révolution russe.

Mais ces contradictions dans leur héritage politique, les militants de LO ne les voient pas ou les écartent d'un revers de la main. Et ils sont persuadés de défendre un modèle de révolution extrêmement démocratique.

Force est néanmoins de constater qu'il existe une contradiction flagrante entre le fonctionnement interne de LO (la division des tâches entre militants «de boîte» et militants «extérieurs», une organisation très hiérarchisée, une méfiance totale de la direction envers ses cadres intermédiaires, et de ses cadres envers les militants de base) et son modèle idéalisé de révolution (la démocratie ouvrière, la suppression de la division du travail). Cela ne lui donne guère les moyens de parler librement de son fonctionnement interne. Et LO est terriblement gênée chaque fois que des militants sont exclus et que des bulletins intérieurs circulent sur la place publique, car cela dévoile un fonctionnement à la fois peu démocratique et peu conforme à l'idéal proclamé.

La situation inextricable de LO est encore aggravée par un autre paramètre: son rapport au marxisme.

Un marxisme momifié

LO entretient un véritable culte des intellectuels marxistes fondateurs (Marx, Engels, Lénine, Plekhanov, Luxembourg et Trotsky) qu'elle pare de

toutes les vertus, afin de mieux les opposer aux intellectuels marxistes qui les ont suivis. De manière caricaturale, elle affirme ainsi que «l'intelligentsia a été le vecteur principal de la dégénérescence des organisations ouvrières» et que «dans les années trente la dégénérescence stalinienne des différents partis communistes n'a pas dû grand-chose à l'intégration d'une couche d'ouvriers (...) mais beaucoup à la trahison des intellectuels, voire à leur intégration dans la société»⁽²⁾.

Pourquoi LO diabolise-t-elle ainsi les intellectuels, en général, et les charge-t-elle d'une culpabilité historique démesurée ? Quel est son objectif lorsqu'elle tord le bâton dans un sens et caricature ainsi ses propres positions ? Évidemment pas de fournir une explication solide de ce qu'il est convenu d'appeler la contre-révolution stalinienne ou les périodes de reflux du mouvement ouvrier. Non, il s'agit seulement d'un raisonnement à usage interne.

En effet, ces accusations lui permettent d'ignorer ou de dévaloriser les contributions de tous les intellectuels marxistes critiques depuis les années 20, quitte à s'en inspirer, mais sans le dire, et à utiliser également les contributions d'intellectuels «bourgeois», mais sans jamais reconnaître sa dette à leur égard.

L'opposition constante entre les bons intellectuels du passé (grosso modo jusque dans les années 20) et les méchants intellectuels du présent (depuis 80 ans !) contribue à figer tous les militants dans un respect rigide, à les infantiliser vis-à-vis d'un passé glorieux et mythique. En effet, qui sont-ils auprès des géants qu'étaient leurs ancêtres, ceux qui ont vécu et combattu durant la période ascendante du mouvement ouvrier ?

Ce procédé bloque toute réflexion politique nouvelle au sein du groupe, toute remise en cause possible des écrits des pères fondateurs, et rend impossible tout approfondissement de la théorie révolutionnaire. Et cette technique permet enfin d'assurer la domination intellectuelle d'une minorité de dirigeants sur la masse des militants.

Cette diabolisation de l'intelligentsia a été utilisée aussi pendant un temps par les bolcheviks en Russie avec le résultat désastreux que l'on sait: on a humilié, persécuté, emprisonné dans des camps, fusillé des dizaines de milliers de personnes en fonction de leur seule origine sociale petite-bourgeoise, tout en donnant aussi à d'autres «intellectuels» ou aux mêmes des privilèges exorbitants pour qu'ils collaborent avec l'État soviétique. L'anti-intellectualisme de LO peut donc se réclamer d'un sinistre précédent.

Précisons tout de même: la formation politique de LO est relativement variée, tant au niveau des romans que des livres théoriques qu'elle fait lire à ses sympathisants. Et personne n'interdit aux militants de lire d'autres livres que ceux de la liste «obligatoire». Mais comme les discussions sont strictement cantonnées à un dialogue en tête à tête autour d'un livre, le hasard joue un rôle démesuré dans le processus de formation.

Le jeune sympathisant qui est pris en «liaison» (formé) par un militant à

l'esprit curieux, un peu hétérodoxe, aura la chance de voir ses horizons s'ouvrir un peu. Mais s'il tombe sur quelqu'un qui ne sait que lui répéter ce qu'il vient de lire, son sens critique ne s'affinera guère. Sans compter que ce mode de formation repose sur un rapport de domination et de contrôle maître-élève assez éloigné des principes de la pédagogie moderne.

La discussion politique collective devrait jouer un rôle essentiel de formation. Or, les militants de LO n'osent pas critiquer la direction, ou proposer une orientation nouvelle, car ils vivent dans la peur constante d'être «contaminés» par les idées petites-bourgeoises, concept creux et à contenu variable, mais fort pratique pour intimider tout contestataire.

Ce devrait être, par exemple, le rôle d'une revue théorique révolutionnaire que de critiquer les théories «bourgeoises» qui modèlent la pensée des classes dominantes et dominées. Car après tout, pourquoi rassembler dans un même groupe des centaines d'hommes et de femmes, si ce n'est pour mettre leurs savoirs en commun et à partir de là progresser ensemble? Mais LO a tellement peur que la discussion lui échappe, qu'elle néglige la polémique publique avec les grands idéologues bourgeois et préfère que ses militants gardent leurs connaissances pour eux, n'en fassent qu'un usage clandestin, privé. Un comble pour une organisation qui se réclame du collectivisme !

LO a publié un recueil de témoignages de sympathisants et militants intitulé *Paroles de prolétaires*. En soi, l'idée était bonne: montrer que la classe ouvrière existe toujours et qu'elle continue à subir des conditions de travail très dures, qui aboutissent à une usure physique et psychique intolérable, sans compter les maladies professionnelles, les accidents du travail, etc.

Mais il est sidérant que, avec un capital aussi riche en militants dans de nombreux secteurs d'activité, LO se soit refusée à développer une réflexion plus générale sur les changements apportés par l'informatique et l'automatisation dans l'organisation du travail, l'évolution de la hiérarchie, le travail intérimaire, le travail posté, etc., afin de mieux définir et comprendre le capitalisme français aujourd'hui. LO possède l'implantation nécessaire, l'expérience syndicale et politique, les moyens intellectuels et militants, et elle se contente d'aligner des témoignages. Pourquoi craint-elle tant de passer du particulier au général, de faire travailler ensemble militants ouvriers et «extérieurs» pour réfléchir collectivement, et dépasser la simple description du quotidien subi à l'usine, au bureau, à l'hôpital ou sur les chantiers ? Une telle peur ne s'explique que par une conception de l'organisation et de la théorie révolutionnaire extrêmement étriquée, doublée d'une méfiance totale vis-à-vis de ses propres militants.

Science petite-bourgeoise et science prolétarienne

Pour mieux faire comprendre la position de LO, il faut la caricaturer. En fait, c'est un peu comme si LO reprenait à son compte la division, de triste mémoire, entre science bourgeoise (dans le cas de LO: petite-bourgeoise) et

science prolétarienne. La science prolétarienne, ce serait, grosso modo, celle des marxistes jusqu'à la mort de Trotsky en 1940 (mais en excluant tous les marxistes non orthodoxes, comme Bordiga, Lukacs, Pannekoek, Otto Rühle, Otto Bauer, Wilhelm Reich, et bien d'autres). Et cette science serait un bloc compact, indiscutable, valable jusqu'à ce que, tel le Messie revenant sur terre, un ou des intellectuels modestes et sincères se mettent au service du prolétariat et fassent avancer la théorie révolutionnaire.

La science petite-bourgeoise, d'un autre côté, ce serait tous les marxistes depuis 1940 (voire avant), et évidemment tous les intellectuels non marxistes, dans toutes les sciences humaines depuis presque un siècle. Même une discipline comme la psychanalyse, qui intéressait fort Trotsky, et aux services de laquelle il a eu recours pour l'une de ses filles, n'est pas prise en compte par LO. Ne parlons pas de la sociologie, de la science politique, de l'ethnologie, de l'anthropologie, etc.

La modestie: une arme à usage interne

Mais LO utilise aussi un autre argument que celui de la «trahison des intellectuels»: lorsqu'elle se refuse à développer son capital théorique, elle le fait au nom de la modestie. Cette modestie contraste d'ailleurs étrangement avec ses certitudes affichées publiquement dans presque tous les domaines et sur presque tous les sujets, et les leçons qu'elle donne à tous les autres groupes et partis.

De plus, il est étonnant qu'un groupuscule qui prétend contribuer à sauver l'humanité de la barbarie, préparer une révolution mondiale, puisse se donner des airs modestes, vu les dimensions planétaires de son projet. Quoi qu'il en soit, ce thème de la modestie, de l'humilité, est essentiel pour comprendre le fonctionnement interne de LO. Tout individu qui critique ne serait-ce qu'un point de détail est remis à sa place au nom de la modestie ou poussé à définir sur-le-champ un contre-programme complet. Et s'il s'entête à poser des questions, à ruer dans les brancards, on le présente comme un petit-bourgeois prétentieux ou carriériste, ou tout simplement un emmerdeur. Il faut avoir une force de caractère peu commune, posséder déjà une personnalité affirmée avant d'intégrer l'organisation, pour rompre avec un tel endoctrinement. Et c'est en partie pourquoi il y a si peu de tendances, de fractions ou de scissions politiques à LO.

Lorsqu'on lit les bulletins intérieurs publiés par la «Voix des Travailleurs», le niveau de la discussion entre le dernier groupe de militants exclus de LO en 1997 et la direction est consternant. Pendant des pages et des pages, les protagonistes se plaignent du peu de substance du débat, mais curieusement ils n'arrivent pas à en déterminer les causes. Alors, exaspérée, la direction se livre à des attaques personnelles... et la minorité se plaint de la méchanceté de la direction.

Mais aucun des protagonistes ne se rend compte que la médiocrité de la

discussion tient au piètre statut de la théorie et de la discussion politique au sein de l'organisation – statut dont ils sont tous les deux responsables.

L'organisation coopte des militants qui ont intégré dans leur personnalité, dans leur subconscient, l'idée qu'ils sont insignifiants par rapport à des géants comme Marx, Trotsky ou Lénine, ce qui semble assez évident, mais aussi par rapport à ceux qui les dirigent, ce qui est déjà plus contestable.

Accordons à LO que cela part d'une nécessité élémentaire: une organisation ne peut rediscuter ses bases théoriques chaque fois qu'elle recrute un nouvel adhérent, aussi intelligent, dynamique ou cultivé soit-il. Une organisation révolutionnaire sert à agir, pas seulement à discuter. Mais une organisation vivante et efficace n'est-elle pas aussi une organisation qui sait préparer la relève de ses cadres ? Et une telle relève est-elle possible sans laisser une chance aux plus jeunes et aux moins expérimentés ? De plus, la théorie et l'action sont censées s'enrichir mutuellement, et non être en perpétuelle opposition, comme c'est le cas à LO.

Son fonctionnement rigide fait de LO une organisation très conformiste sur le plan intellectuel et politique, dont la vie n'est jamais rythmée par des discussions politiques ou théoriques significatives. Et quand ces discussions éclatent, c'est toujours dans un climat d'exaspération et de suspicion qui vise à faire taire au plus vite les dissidents, et à retourner rapidement «au boulot».

Un dernier élément joue également un rôle: la direction se méfie de ses cadres, qui se méfient des militants, qui eux-mêmes se méfient des sympathisants. LO est engagée dans une spirale de méfiance, une dynamique du soupçon, qui la paralyse régulièrement et l'amène aussi à adopter une attitude conservatrice ou timorée vis-à-vis de tout mouvement qui ne rentre pas dans ses schémas préconçus. Mais peut-être cela est-il l'un des effets de sa compréhension particulière du léninisme. Emma Goldman faisait déjà remarquer, il y a fort longtemps, que les bolcheviks avaient fort peu confiance en les capacités des travailleurs et des masses exploitées de gérer eux-mêmes la société, de construire un nouveau mode de production. Raison pour laquelle ils pouvaient théoriser sans complexe leur substitutisme et la dictature du Parti.

Plan média et dogmatisme: une contradiction insoluble

Un tel conformisme ne fait pas bon ménage avec un «plan média» efficace pour diffuser une image positive de LO et d'Arlette Laguiller. Là encore, LO est prise dans une contradiction insoluble: elle veut à la fois se présenter comme une organisation vivante, ouverte, mais elle s'interdit elle-même toute innovation théorique d'envergure.

Nuançons tout de même la critique. Cette affirmation n'est pas tout à fait exacte en ce qui concerne l'analyse des démocraties populaires, de la Chine, de Cuba, et des mouvements de libération nationale, où LO a «innové» en s'inspirant, mais sans le reconnaître officiellement, des analyses des courants dits «capitalistes d'État». Il suffit de lire les textes de *Socialisme ou Barbarie* des années 50 et 60 sur ces questions et de les comparer avec ceux de LO. Cela explique en partie pourquoi cette question a déjà provoqué plusieurs fois

des conflits au sein de l'organisation, car le socle théorique de LO repose sur des contradictions explosives et insolubles.

D'autre part, il faut reconnaître que, contrairement aux «lambertistes» du PT, LO ne répète pas constamment que les «forces productives» ont «cessé de croître» depuis 1938 ! Mais cette révision d'un point important du *Programme de transition* a été effectuée de manière clandestine par LO, sans la moindre explication politique publique, sans la moindre réflexion autonome, ouvrant ainsi la porte à toutes les affirmations fantaisistes (il suffit de lire ce qu'écrivait encore LO sur la Russie d'hier et d'aujourd'hui).

En effet, reconnaître une telle «révision» du programme trotskyste (qui n'est pas bénigne puisqu'elle touche aux capacités d'évolution du capitalisme) pourrait suggérer à certains militants que, si Lev Davidovitch a pu se tromper sur un problème aussi important, il s'est peut-être fourvoyé sur d'autres questions...

Dans le même ordre d'idées, les militants de LO lisent le *Traité d'économie marxiste* d'Ernest Mandel, mais jamais LO n'en a fait la critique, en soulignant ses points d'accord et de désaccord avec le théoricien le plus important de la Quatrième Internationale. Pourtant, il est difficile de nier que les idées avancées dans ce livre aient des conséquences politiques importantes. Tant que LO vivait en vase clos, une telle frilosité, un tel conservatisme idéologique n'avaient aucune conséquence pour son image de marque. Dans le grand public, personne ne connaissait les textes des quelques individus qui quittaient LO ou en étaient exclus.

Maintenant qu'elle a choisi de s'exposer régulièrement sur le terrain électoral, qu'elle a des conseillers généraux et des députés européens, LO doit rendre des comptes à des journalistes qui ne sont absolument pas impressionnés par le dévouement de ses militants, le nombre de ses bulletins d'entreprise⁽⁴⁾ ou l'efficacité de sa stratégie syndicale.

Et qui font flèche de tout bois pour la discréditer par tous les moyens, quitte à puiser des anecdotes croustillantes dans les bulletins intérieurs, ou dans les interviews des ex-militants de LO pour disqualifier Arlette Laguiller. Face à ce tir de barrage, il ne suffit pas de jouer les victimes de la phalocratie⁽⁵⁾, de la vénalité ou du manque d'éthique des journalistes en quête de sensationnel.

Un défi à relever ?

Depuis la création de l'Opposition de gauche, dans les années 20, et son expulsion des partis communistes, le courant trotskyste, n'a jamais pu, dans aucun pays, constituer un parti de masse. Pendant des décennies, les trotskystes ont invoqué des «conditions objectives» qui n'étaient pas mûres, la répression dont ils étaient victimes, l'emprise des sociaux-démocrates et des staliniens sur la classe ouvrière, etc. Même si l'explication qu'ils fournissent pour rendre compte de leurs échecs n'est guère satisfaisante, force est de reconnaître qu'ils militaient dans des situations extrêmement difficiles. Depuis la

disparition de l'URSS et des démocraties populaires, les partis communistes européens sont en pleine crise comme le montre, entre autres, le score de Robert Hue aux élections présidentielles. Quant aux partis sociaux-démocrates, il y a belle lurette qu'ils ont perdu leur base ouvrière militante. Une occasion s'ouvre donc peut-être aux groupes révolutionnaires, et notamment aux trotskystes, de démontrer la validité de leur projet dans des circonstances incomparablement plus favorables, au sein des pays capitalistes développés.

Face à ce défi, on voit difficilement comment LO, tout comme les autres groupes d'extrême gauche, pourrait sortir de son état groupusculaire sans s'imposer des révisions déchirantes. Mais veulent-ils vraiment sortir de leur isolement et s'atteler à une remise en cause radicale ? Il est à craindre que le conservatisme et le dogmatisme l'emporteront, aussi suicidaires soient-ils.

Y.C., mai 2002, *Dissidences* n°11

Notes

* Hardy, de son vrai nom Robert Barcia, est décédé en juillet 2009, mais LO n'a annoncé son décès qu'en septembre 2010 !!!

1. A ce propos, signalons une anecdote cocasse: François Koch a découvert que LO contrôlait 3 entreprises de formation de visiteurs médicaux parce que le siège de ces 3 sociétés servait également de permanence électorale à LO. Comme quoi:

a) LO n'est pas vraiment une organisation clandestine, car n'importe quel amateur sait qu'il faut cloisonner les structures ;

b) elle n'est pas très efficace au «jeu» de la clandestinité.

2. Citations extraites de la brochure *Fausse raisons d'une exclusion*, publiée en mars 1997 par le groupe Voix des Travailleurs, entré depuis à la LCR.

3. Idem.

4. **Note ajoutée en 2011** : De nombreux critiques de Lutte ouvrière limitent l'activité de LO à une diffusion de tracts sur les «boîtes», comme si ce groupe n'avait pas défendu des positions politiques originales (quoi qu'on pense de leur justesse) sur toute une série de questions pendant 50 ans. Je ne partage pas les positions politiques de LO sur énormément de points, mais il ne me viendrait jamais à l'esprit de réduire leur patrimoine politique au seul «travail de boîte» et au «sérieux organisationnel». Sans compter que ce «travail de boîte» avait et a toujours une finalité politique clairement proclamée : parler de politique aux travailleurs sur leurs lieux de travail, ce qu'aucun groupe révolutionnaire ne faisait de façon aussi systématique dans les années 50 et 60, et ce que très peu de groupes en dehors de LO ne font avec régularité même depuis les années 70, bien que les effectifs de l'extrême gauche aient augmenté, et que le PCF ne cogne plus sur les diffuseurs de tracts à coups de barre de

fer et les lapident plus à coups de boulons.

5. Signalons que cette hostilité personnelle contre Arlette Laguiller en tant que femme, n'est pas seulement le fait de journalistes de la grande presse (masculins et féminins d'ailleurs), elle est aussi partagée par certains libertaires, comme en témoigne par exemple le site contre.courant.org qui, sous prétexte d'humour, se montre particulièrement répugnant et haineux à l'égard de la porte-parole de Lutte Ouvrière.

«Moralisme» ou esprit d'entreprise ?

Il est fréquent d'entendre dire que LO serait une organisation «moraliste», de «moines soldats» (selon l'expression humoristique de Hardy lui-même), etc., comme si les militantes et militants de LO n'avaient aucune vie amoureuse ou alors qu'elle était réduite au strict minimum. Pourtant ils divorcent, ont des aventures avec d'autres partenaires que le régulier ou la régulière, font des enfants ou n'en font pas, etc., comme tout le monde. À mon avis, il ne s'agit pas du tout d'un problème de morale, mais de gestion.

Les cadres de LO gèrent leur organisation comme une petite entreprise qui doit tourner au maximum, 7 jours sur 7, dimanche, jours fériés et vacances inclus. Les critiques des mœurs internes de LO (la séparation des couples dans deux cellules différentes, ou lors des caravanes de propagande en été, par exemple) prennent ses arguments au sérieux, tout en oubliant de parler des justifications de LO (népotisme possible, conséquence des antagonismes conjugués sur le fonctionnement d'une cellule, etc.) qui ne sont pas tout à fait aberrantes et méritent discussion.

En vérité, il ne s'agit pas d'un problème moral mais d'un problème de gestion efficace du personnel militant. Un couple, placé dans la même cellule ou dans la même caravane d'été, ne focalisera pas toute son énergie vers le travail militant. Une partie de cette énergie se dispersera alors (s'ils sont amoureux, je ne parle pas des vieux couples qui n'ont plus aucune attirance mutuelle) dans des rêveries, des regards, des caresses discrètes, des baisers volés, toutes choses nuisibles pour la productivité de militants politiques. Et LO essaie de tirer le maximum des jeunes hommes et des jeunes femmes qu'elle recrutent, et qui sont à une époque de leur vie où le désir, la sexualité travaillent drôlement l'esprit et le corps, où l'on change fréquemment de partenaire, etc.

C'est à cette conception de l'organisation-entreprise qu'il faut s'attaquer ou dont il faut discuter, pas au prétendu moralisme de LO.

Certains patrons n'aiment pas les salariées qui tombent enceintes ou les femmes ayant des enfants pour les mêmes raisons. De même certaines entreprises interdisent à leurs salariés de sortir entre eux.

Le contraire est aussi vrai : dans certaines vieilles entreprises américaines (Disney, Readers Digest, etc.) dont les dirigeants prônaient une morale religieuse très stricte, on privilégiait plutôt la politique inverse, les mariages au sein de l'entreprise, les relations amicales et amoureuses dans un milieu fermé, pour mieux contrôler les pulsions sexuelles des salariés, le tout en encourageant les valeurs religieuses, la famille, etc. S'engager sur une discussion à propos du moralisme de LO est donc un piège. On joue alors sur le même ter-

rain que LO qui rétorque (avec raison sur certains plans, mais pas vis-à-vis des homosexuels, pour lesquels j'ai découvert récemment que LO éprouvait une grande sympathie – elle est loin l'époque où les cadres de LO nous expliquaient que les homosexuels étaient plus sensibles au chantage policier que les hétérosexuels !) qu'ils ne sont pas moralistes, qu'ils sont opposés au mariage, etc., et qu'en fait on veut les coincer sur le terrain de la sexualité pour sortir des anecdotes croustillantes, gagner l'appui de la petite-bourgeoisie, etc.

Quant au droit de regard de l'organisation, du Parti, sur la vie privée des militants, cela renvoie à une autre discussion plus générale sur le type de société que l'on veut construire et le type de société dont LO et les trotskystes se réclament (la Russie soviétique sous la dictature du Parti bolchevik). Mais sur ce point précis, les trotskystes qui défendent encore l'emprisonnement des anarchistes sous Lénine et Trotsky, la répression contre les ouvriers de Cronsadt ou contre les partisans de Makhno, ne pourront rien nous apprendre d'utile sur les vertus de la morale léniniste ou bolchevik.

Pas plus que ceux du NPA, ou d'autres groupes, qui défendent la dictature castriste, ce régime qui plonge des milliers de jeunes femmes dans la misère, ne leur laissant pas d'autre solution que de se prostituer pour les touristes – les tristement fameuses *jineteras*. Ceux-là n'ont rien à nous apprendre sur la morale et le féminisme exemplaires du stalinisme tropical qu'ils révèrent !

Y.C., janvier 2011

De Malatesta à Arlette Laguiller: un gouffre révélateur

Cette semaine, *Le Monde Libertaire* et *Lutte Ouvrière* traitent de la question des élections, chacun bien sûr à sa façon, mais les problèmes qu'ils posent sont au fond les mêmes.

La Fédération anarchiste republie un texte de Malatesta, écrit le 15 mai 1924, sur les «anarchistes électionnistes», qui choisissent de voter dans certains cas bien précis. Le révolutionnaire italien décrit notamment l'évolution du mouvement ouvrier français qui fut antiparlementaire à ses débuts et s'effondra dans l'Union sacrée en 1914.

Il met en avant deux explications, un peu courtes mais toujours actuelles, pour cette «involution»:

– «la fringale du pouvoir»,

– et «le désir de concilier le renom de révolutionnaire avec la vie sereine et les petits avantages que s'attire celui qui rentre dans la vie politique officielle, même en tant qu'opposant».

Voilà qui devrait faire réfléchir nos trotskystes hexagonaux qui se présentent à toutes les élections en jouant les coquets et les coquettes, c'est-à-dire en prétendant ne pas vouloir vraiment être élus.

Cette semaine, *Lutte ouvrière* dénonce, dans un article intitulé «Les électeurs en démocratie surveillée», «tous les filtres mis en place pour empêcher que les électeurs soient représentés par des femmes et des hommes qui les représentent réellement et qui n'auraient pas peur de dénoncer ce qui se fait à l'Assemblée ou dans ses coulisses».

Mais la critique de l'État bourgeois se résume-t-elle à dénoncer des «filtres» et à proposer de «révoquer ceux qu'ils ont élus et ne tiennent pas parole»? En clair, à réclamer des référendums systématiques ou de nouvelles élections dans le cadre du système actuel?

J'avais cru comprendre que les révolutionnaires souhaitaient faire vivre et prospérer d'autres structures que le Parlement: conseils de quartiers et d'usine, commissions de travailleurs, associations de locataires, de paysans producteurs, et j'en passe. Pourquoi passer cet aspect essentiel sous la table? Parce qu'il est utopique dans la situation actuelle? Franchement pas plus utopique que de réclamer «l'interdiction des licenciements», «la levée du secret bancaire», l'«ouverture des livres de comptes» et autres mesures totalement impossibles à imposer sans une situation pré-révolutionnaire. Or, LO ne pense pas que la France se trouve dans une telle situation.

Dans son texte de 1924, Malatesta montre aussi comment les anciens «anti-parlementaires» utilisèrent ce qu'il appelle la «note sentimentale»: il fallait voter pour obtenir «l'amnistie pour les communards», «libérer le vieux Blanqui» qui se mourait en prison, etc. Et déjà on employait l'argument qu'il fallait «voter pour se compter» (cela ne vous rappelle rien ?). *«Et puis, quand le fruit fut mûr, c'est-à-dire quand les gens furent persuadés d'aller voter, on voulut être candidat et député sérieusement»*. Certes, Lutte Ouvrière n'en est sans doute pas encore là, mais qu'est-ce qui pourra la prémunir contre une telle involution ?

En tout cas, pas certains aspects de son programme comme en témoigne l'intervention d'Arlette Laguiller à la fête de LO, reproduite dans *Lutte ouvrière* du 24 mai 2002: *«Parce que moins d'impôts, cela voudra dire moins de moyens pour une police humanisée, plus présente en permanence, au contact de la population, de jour comme de nuit, si c'est pour assurer la sécurité des personnes.»*

Cette déclaration coexiste et contraste avec un article, sur la page suivante, dont le titre est «La fumée des flash-balls et ceux qu'elle vise» et qui se termine par la phrase suivante: «Car si la bourgeoisie et son État ont besoin d'une police, c'est pour assurer leur propre sécurité, au besoin contre la population.»

On se trouve bien là au nœud de la question. En l'absence de mouvement social, de luttes importantes de la classe ouvrière, de petits groupes révolutionnaires se présentent aux élections et, pour attirer le chaland, ils s'aventurent sur le terrain de ce qu'ils appellent «l'insécurité» en prônant une «police humanisée, plus présente». Et en même temps, ils expliquent que la création d'une telle police est impossible... Allez comprendre...

Certes, pour revenir à Malatesta, il ne suffit pas de «toujours rester purs», en clair de proclamer des positions radicales et de ne rien faire pour les défendre. Mais il faut aussi prendre la question à la racine. Sans mobilisation dans les quartiers populaires et ouvriers, sans une renaissance de la solidarité et de l'organisation sur tous les plans entre les habitants de ces quartiers, on voit mal comment la présence (hypothétique) d'une «police humanisée» (qui aurait des matraques en sucre d'orge et des pistolets à eau ?) pourrait changer quoi que ce soit. Mais il faut reconnaître à Lutte ouvrière le mérite de poser le problème... sans le résoudre. Les révolutionnaires sont-ils pour une «police humanisée» ou pour des milices ouvrières ? Ou pour les deux ?

L'expérience de la révolution russe dont se réclament les trotskystes m'inclinerait plutôt à penser que LO et la LCR seraient pour les deux, dans un premier temps, puis (qu'ils le désirent ou non) on passerait aux choses sérieuses: la construction d'un État dirigé par des révolutionnaires professionnels et soutenu par une police professionnelle, et entretenant une nuée de mouchards et de provocateurs pour fliquer la population, comme c'était le cas sous les bolcheviks, et dans tous les régimes qui se sont réclamés de la révolu-

tion russe jusqu'à aujourd'hui.

En défendant un programme maximaliste (l'abolition de l'État, de toute police, de toute armée), les anarchistes sont loin de résoudre tous les problèmes, comme l'exemple de l'Espagne en 1936 l'a bien montré, mais au moins ils rappellent certains principes élémentaires aux révolutionnaires qui, sur le terrain électoral, mettent leur programme dans leur poche.

Y.C., mai 2002

Voter les yeux fermés: une curieuse conception de la démocratie

Entre les deux tours de l'élection présidentielle française de 2002, les médias de gauche ont lancé une gigantesque campagne de propagande en faveur du vote Chirac et contre l'abstention. Et le candidat de la droite a finalement été élu au deuxième tour. D'ailleurs comment aurait-il pu en être autrement ? Même si tous les électeurs de gauche et d'extrême gauche du premier tour (environ 10 millions) s'étaient abstenus, Chirac aurait quand même gagné haut la main, puisqu'au premier tour le «Corrézien» et les candidats de sa famille politique avaient obtenu presque 11 millions de voix et Le Pen/Mégret 5,2 millions de voix.

Pourtant le niveau d'hystérie contre Le Pen, hystérie soigneusement mise en scène et orchestrée, a atteint des sommets rarement égalés ; des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue entre les deux tours ; des associations qui ne s'étaient jamais prononcées sur des questions politiques ont appelé à se mobiliser et à voter contre «le fascisme» ; et les rumeurs les plus folles ont couru, la plus ridicule étant sans doute cette phrase faussement attribuée à Hitler et que Le Pen a, semble-t-il, piquée au maire de New York, en changeant seulement les deux derniers mots: «Je suis socialement à gauche, économiquement à droite et, plus que jamais, nationalement de France.»

Elle aurait d'ailleurs tout aussi bien pu être prononcée par le général Boulanger, Charles Maurras ou... Jean-Pierre Chevènement, mais tous les moyens étaient bons pour faire croire aux électeurs que la France se trouvait dans une situation quasiment identique à celle de l'Allemagne en 1933.

Maintenant que le prétendu «séisme» politique a disparu aussi vite qu'il est médiatiquement apparu, on peut et l'on doit donc se demander pourquoi les partis de gauche, et même certains groupes d'extrême gauche comme la LCR, ont tellement grossi l'importance de cette élection, dont le résultat était de toute façon joué d'avance.

Durant cette campagne, toutes sortes d'arguments ont été avancés pour justifier le vote «républicain» en faveur de Chirac ou «antifasciste» contre Le Pen (où était donc la différence ?). Certains ont invoqué les prétendus enjeux exceptionnels de cette élection, d'autres dénoncé l'abstention dans toutes les situations politiques. Cet article essaiera de répondre aux principaux arguments lancés à cette occasion.

Le Salon du Livre et Berlusconi

Avant d'aborder l'élection présidentielle française, il faut tout d'abord remonter quelques mois en arrière et évoquer le boycott des représentants du gouvernement italien au Salon du Livre, boycott organisé par une large coalition allant du PS au syndicat CNT de la culture et de la communication !!!

Certes, les manifestations qui eurent lieu en janvier 2002 ne regroupèrent que quelques dizaines de personnes et n'eurent aucun impact sur l'opinion publique. Mais l'argumentaire déployé contre Berlusconi et Sgarbi, son sinistre représentant à Paris, préfigurait curieusement celui employé contre Le Pen six mois plus tard. Comme si la tempête dans le verre de chianti du Salon avait servi de répétition générale au psychodrame grotesque de mai 2002. Le terme même de «honte», si fréquemment employé lors des manifestations contre Le Pen d'avril-mai 2002 et notamment le Premier Mai 2002 («J'ai honte d'être français») avait déjà été utilisé par des militants italiens lors du Salon du Livre («*Vergogna* !», criaient-ils devant les caméras de la télévision).

L'argumentation de nos antiberlusconiens reposait sur trois piliers particulièrement fragiles:

- une comparaison absurde entre Mussolini et Berlusconi,
- une présentation déformée des circonstances historiques de l'avènement du fascisme,
- et une pseudo-théorie de la «fascisation rampante» de l'Italie.

En effet, un certain nombre d'intellectuels affirment que l'Italie vit aujourd'hui dans un régime «pré-fasciste» et qu'un nouveau fascisme est en train de s'installer de façon insidieuse, sans que les Italiens s'en rendent compte, notamment grâce au contrôle exercé sur les médias par Berlusconi et grâce à l'épuration de la magistrature.

Lorsqu'on leur objecte que le fascisme dans les années 20 s'est imposé par une violence qui n'avait rien de symbolique, soit ils répondent avec aplomb que Mussolini est arrivé au pouvoir grâce aux élections (oubliant ainsi la Marche sur Rome et tout ce qui l'a précédée et suivie), soit ils accusent leurs critiques de perpétuer des schémas d'analyse «ringards» – anathème qui, à lui seul, dispense celui qui le profère de chercher le moindre argument à l'appui de sa «thèse».

Ceux qui dénoncent l'avènement proche du fascisme en Italie pratiquent sciemment la désinformation. Il n'y a rien de commun entre un homme politique comme Berlusconi, aussi crapuleux soit-il, et Mussolini qui est parvenu au pouvoir après avoir mobilisé, pendant plusieurs années, des milices rassemblant des centaines de milliers d'hommes contre le mouvement ouvrier, en faisant un coup d'État et en établissant un régime de terreur contre la population.

En janvier 2002, au cours d'une interview sur la chaîne de télévision Arte, un écrivain italien a comparé les «*squadri* fascistes» (les chemises noires) qui ratonnaient et tuaient les militants ouvriers avec les «*squadri* d'aujourd'hui»

(les journalistes, selon lui) qui procèdent au lynchage médiatique des intellectuels en désaccord avec eux.

Cet auteur a «oublié» de mentionner que, si l'on tue des gens en Italie aujourd'hui, ce sont des immigrés anonymes, pas des journalistes ni des intellos de gauche – mais le sort des prolétaires étrangers n'intéresse guère la gauche parlementaire transalpine.

Mettre sur le même plan les passages à tabac, les meurtres, les emprisonnements arbitraires de l'époque mussolinienne et quelques articles ou déclarations diffamatoires, voilà justement le genre d'arguments qui ne convainc aucun Italien dont les parents ou les grands-parents ont connu la dictature fasciste et qui possède un minimum de culture historique.

Faut-il donc renoncer à dénoncer Berlusconi et ses magouilles ? Non, bien sûr, mais on doit faire preuve de rigueur et trouver des arguments solides. Ceux qui affirment que Berlusconi est un «assassin» et un «fasciste» ne convainquent personne. Ils renforcent plutôt le Condottiere en l'accusant de crimes qu'il n'a pas commis ou d'idées qu'il ne défend pas. Mieux vaudrait s'intéresser aux liens de Berlusconi avec la Mafia, et aux origines de sa vertigineuse ascension dans le monde des affaires, puis de la politique.

Les intellectuels qui traitent Berlusconi de fasciste ou de «fourrier du fascisme», sont en général des individus cultivés, habitués à peser leurs mots lorsqu'ils écrivent. Ils croient sans doute efficace de manipuler l'opinion italienne et internationale en jouant sur les réflexes antifascistes. Malheureusement cela n'a pas marché en Italie (Berlusconi a été élu deux fois), et il faudrait peut-être se demander pourquoi...

A moins de se consoler en pensant que plus de 50% des Italiens sont crédules, trompés ou irrécupérables, attitude qui n'est pas doute pas étrangère à une certaine élite qui combine souvent un antifascisme de salon avec un profond mépris pour les classes exploitées.

Berlusconi et ses alliés Dini et Bossi servent d'épouvantail à la gauche italienne, mais aussi à la gauche française, au fond pour la même raison: **TOUTES LES DEUX VEULENT FAIRE OUBLIER LEUR BILAN DESASTREUX AU GOUVERNEMENT.** Dans le cas du PS français qui est resté quinze ans au pouvoir, la pente est encore plus dure à remonter que pour les Démocrates de gauche (ex-staliniens italiens) et Rifondazione comunista (pseudo-scission de gauche des précédents).

Les boucs émissaires du PS

Aussi toute diversion est-elle bonne à prendre, comme en témoigne la façon dont les socialistes français ont instrumentalisé Le Pen et SOS Racisme (mais aussi l'absence de parité hommes/femmes, les conflits parents/profs, la «violence scolaire», l'«insécurité», l'«incivilité», et autres sujets de faux débats et de controverses biaisées). L'antifascisme tapageur du PS est d'autant plus

choquant et répugnant que les dirigeants de ce Parti, de la guerre d'Indochine au Rwanda en passant par la guerre d'Algérie, ont beaucoup plus de «sang sur les mains» que Berlusconi n'en aura sans doute jamais.

Le premier tour des élections présidentielles a créé une situation particulière, dont le PS a essayé de tirer malgré tout profit en enfourchant le cheval de bataille de l'«antifascisme» afin d'éviter que les électeurs se posent la moindre question sur ses responsabilités dans la progression de l'extrême droite en France.

En appelant à voter Chirac au deuxième tour, le PS empêchait la droite de l'attaquer trop violemment puisque, grâce à lui, le seul président de la Cinquième République à avoir ouvertement tenu des propos racistes sur les «bruits et les odeurs» des immigrés a pu se refaire une virginité et apparaître comme un antiraciste, un démocrate et un «antifasciste» sincère. Mais en appelant à voter Chirac, les partis de gauche ont renforcé la thèse favorite de Le Pen sur l'«establishment» qui s'arrangerait pour écarter le FN du Parlement alors que ce mouvement représente, sur le plan électoral, une force beaucoup plus importante que le PC ou les Verts – ce qui est malheureusement indubitable.

Pour justifier leur consigne de vote, les partis de gauche ont dû faire l'impasse sur toutes les magouilles financières auxquelles est mêlé le président de la République. De plus, ils ont voulu nous faire avaler que Chirac était viscéralement hostile à la personne de Le Pen (si c'est le cas, pourquoi alors se sont-ils rencontrés en cachette en 1995 ?) mais aussi à ses idées (si c'est vrai, pourquoi tolère-t-il dans son parti et dans sa majorité présidentielle autant d'hommes politiques qui tiennent des propos douteux sur l'immigration ?).

Le Pen a fourni un bouc émissaire parfait pour éviter au PS d'expliquer les causes profondes de l'échec de Jospin.

Le PS n'avait commis aucune erreur. Si le FN se retrouvait au deuxième tour des présidentielles face à Chirac, et pas Jospin, c'était seulement la faute aux autres: aux 11 millions d'abstentionnistes ; aux médias qui affirmaient et continuent à affirmer d'ailleurs, avec raison, qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre les programmes de la droite et de la gauche officielles, et que cela ne peut que renforcer l'extrême droite ; à la peur (comme si les socialistes eux-mêmes n'utilisaient pas l'arme de la peur, alors qu'ils sont à l'origine du tournant sécuritaire, raciste et anti-immigrés) ; aux intellectuels qui seraient devenus «élitistes» ; aux ouvriers qui seraient les seuls à être fascinés par les démagogues ; aux électeurs qui n'auraient pas compris le bilan positif de la gauche ; aux jeunes, que le PS découvre tout à coup, alors qu'il n'en avait rien à faire avant, etc.

En fait, l'enjeu entre les deux tours des présidentielles n'était pas le résultat final (le PS savait parfaitement que Chirac allait gagner), mais le deuxième tour (si ce n'est le premier tour) des législatives de juin. Les socialistes ont

dramatisé au maximum l'issue de la présidentielle pour pouvoir surfer sur cette vague jusqu'en juin et rester le parti majoritaire à gauche qui dicterait sa loi aux Verts et au PC.

Si le PS avait gagné les législatives de juin 2002, on aurait de nouveau eu droit à la cohabitation. Les 5 millions d'électeurs du FN auraient de nouveau eu l'impression (justifiée) qu'on les tenait pour quantité négligeable et méprisable, ce qui n'aurait fait qu'apporter de l'eau au moulin de Le Pen. Et le PS aurait continué à broder sur le thème de l'insécurité, cette fois en s'abritant derrière les «petites gens» ayant voté Le Pen.

Pourtant, le minimum, lorsqu'on fait de la politique, c'est d'assumer les conséquences de ses actes et de ses échecs. Le PS et les partis de la gauche plurielle n'ont eu ni ce courage ni cette dignité-là.

En votant les yeux fermés pour Chirac et en accusant tous ceux qui leur demandaient des comptes d'être des «fourriers du fascisme», le PS renouait également avec une vieille pratique dans le mouvement ouvrier, inaugurée par les partis staliniens puis reprise ensuite par tous les autres.

Les deux faces de l'«antifascisme»

Toute personne sensée ne peut qu'être révoltée par la barbarie fasciste. Cependant, la question n'est pas seulement morale, elle est aussi politique. Et force est de reconnaître que l'«antifascisme» est une idéologie équivoque, qui consiste à diviser l'humanité, les régimes politiques, les partis politiques en deux catégories uniques.

La dénonciation du fascisme permet de créer une ambiance émotive très forte, de diaboliser tous ceux qui ne pensent pas comme soi-même. Il n'y aurait, dans chaque situation historique, que deux camps. Toute position différente est assimilée au camp d'en face, et celui-ci «nazifié». Les regroupements sont déjà constitués, les arguments fourbis, il ne reste plus qu'à voter, ou à se ranger aux côtés de ses potes, et surtout à ne se poser aucune question.

Bien sûr, l'antifascisme a aussi un côté sain: il prône certains principes démocratiques élémentaires et rappelle que ceux-ci ne sont pas acquis pour l'éternité. Mais cette idéologie a aussi ses limites, et ce sont ces limites qui nous intéressent ici.

Il y a quarante ans le MRAP, Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, diffusait déjà des brochures dénonçant Le Pen, ses liens avec l'extrême droite fasciste et nazie, le côté pernicieux de ses arguments, son passé de tortionnaire en Algérie, etc. Le moins que l'on puisse dire c'est que ces explications, relayées ensuite régulièrement par la presse de gauche, n'ont eu aucune efficacité, puisque le «Millionnaire de Saint-Cloud» est passé de 0,5% à 15% aux élections. Cette propagande antifasciste était nécessaire et reste utile mais elle ne suffit pas.

La véritable source du succès de Le Pen ne réside pas dans de mauvais sentiments xénophobes ou racistes qu'il suffirait d'éradiquer; le FN profite du chômage, des bas salaires et des difficultés matérielles de toutes sortes qui ac-

cablent une fraction de plus en plus importante des classes exploitées. Il profite aussi du désarroi causé par l'accélération de la construction de l'Europe politique et par les nouvelles formes de la mondialisation capitaliste. L'électorat du FN est imperméable à tous les discours pleins de bonnes intentions sur le racisme, tout comme il se méfie du patriotisme républicain que veut lui servir une partie de la gauche caviar et des socialos.

Oui, mais, quand même, la France est le pays des droits de l'homme et de l'intégration

L'idéologie des droits de l'homme est un produit d'exportation très comode, qui permet aux représentants des classes dirigeantes françaises de faire la leçon à tous les autres États, qu'ils soient démocratiques ou non. Malheureusement, elle n'a guère de conséquences sur le comportement des Français à l'intérieur de l'Hexagone. Tous les étrangers qui n'ont pas la peau blanche et le type «européen» ont fait, en s'installant en France, la même expérience et connu la même désillusion. Et ce phénomène est bien antérieur au moment où Le Pen et le FN ont commencé à avoir du succès aux élections. Les discours patriotards de certains des enfants d'Arméniens, de Polonais, d'Espagnols ou d'Italiens, dont les parents ont fait partie des vagues d'immigration précédentes et qui appartiennent aujourd'hui à la classe politique ou médiatique, ne peuvent dissimuler la réalité.

Leurs parents ont d'abord été fort mal accueillis, victimes de brimades, de discriminations, de ratonnades, de campagnes de presse racistes, quand on ne les a pas parqués dans des camps comme ce fut le cas après la défaite de la République espagnole. Et, comme le disait un historien de l'immigration, on dispose des témoignages de ceux qui sont restés, qui se sont enracinés en France, mais on n'a jamais recueilli l'opinion des millions de travailleurs étrangers qui ont essayé de vivre en France et sont repartis en courant. En tout cas, ce qui est évident, depuis les années 50 et 60 c'est que les immigrés africains et nord-africains n'ont pas la cote auprès d'une partie de la population. Et ce rejet ne se limite pas à la première génération mais s'applique aussi aux enfants de la troisième génération.

Là encore, le patriotisme républicain est totalement déphasé par rapport à des jeunes et des moins jeunes qui valorisent autant leur communauté d'origine que la nationalité mentionnée sur leur carte d'identité. Les multiples campagnes anti-islamistes (mais sur le fond anti-musulmanes, voire tout simplement anti-arabes) n'ont rien fait pour arranger les choses, car le système politique français se révèle incapable de traiter avec égalité toutes les religions et tous les peuples sur son sol.

Quand des centaines de milliers de musulmans sont obligés de prier dans la rue, comme à Marseille, ou dans des hangars douteux parce que systématiquement les maires refusent des permis de construire pour des mosquées ; quand on met des bâtons dans les roues à une Union des étudiants musulmans alors qu'on ne se pose aucune question sur l'Union des étudiants juifs de

France, ses positions politiques et ses liens avec l'État d'Israël, ces quelques indices ne trompent pas. Il y a deux poids, deux mesures. La «démocratie» française n'est pas capable de respecter véritablement les différences ethniques et religieuses: elle ne connaît qu'un modèle, l'assimilation autoritaire, modèle qui ne peut plus fonctionner dans le monde d'aujourd'hui. Comme le dit brutalement le comique Dieudonné dans un de ses sketches où il incarne le personnage d'un patron «social»: «L'intégration, je la pratique tous les jours. Je leur dis, à tous les immigrés qui travaillent pour moi: "Il faut que vous intégriez que vous êtes de la merde pour les Français."»

Le fascisme se résume-t-il au programme de Le Pen ?

Contrairement à ce que beaucoup de journaux de gauche ont raconté pendant la campagne électorale, le fascisme n'est pas un catalogue de mesures réactionnaires, mais un mouvement social basé sur la terreur de masse et qui utilise cette terreur pour venir au pouvoir. De plus, les principaux points du programme du Front national, pris séparément ou même tous ensemble, ne sont pas fascistes, mais seulement réactionnaires. Ils prônent le retour à un certain nombre de lois qui ont été appliquées dans l'histoire récente de la France, ou dans d'autres pays démocratiques, sans pour autant qu'ils basculent dans le fascisme.

Toute personne née en France en 1950 a vécu pendant environ trente ans dans un pays où existait la peine de mort, où l'avortement était interdit et puni d'emprisonnement, où les femmes mariées ne pouvaient pas avoir de compte en banque sans l'autorisation de leur mari, où le franc était la monnaie nationale, où le Parlement européen n'existait pas, où les homosexuels étaient persécutés par les flics, où les femmes violées ne pouvaient pas porter plainte en étant prises au sérieux, etc.

La France n'était pas un pays fasciste, mais une nation au gouvernement à la fois autoritaire et très populaire (merci De Gaulle, nouvelle idole de la gauche nationale-républicaine !).

Quant à l'expulsion des immigrés, la Suisse a chassé des dizaines de milliers d'entre eux à une période récente et personne, même dans l'extrême gauche, n'a crié au fascisme.

Vers des régimes autoritaires ?

Ce qui se dessine en Europe pour le moment n'est pas la montée du fascisme mais plutôt une restriction de l'espace démocratique, comparable à ce qui existe depuis toujours dans des pays comme les États-Unis, par exemple.

Bush a fait emprisonner 1 200 personnes après le 11 septembre. Un an plus tard, et bien que la justice américaine n'ait pas encore réussi à trouver des motifs d'inculpation sérieux (en dehors de questions de visa ou de séjour illégal), une minorité d'entre eux ont droit à 1 heure de visite par mois, sont maintenus en isolement 23 heures sur 24, etc. Quant à la majorité ils ont tout simplement «disparu» dans les prisons américaines ou ont été expulsés clandestinement. Dans un autre domaine, la suppression des aides sociales mise en place par

Bush vise clairement les Noirs américains et notamment les jeunes filles des ghettos qui sont mères célibataires avant 18 ans, etc. Il s'agit de mesures dangereuses, racistes, réactionnaires, mais qui n'ont rien à voir avec le fascisme.

De même, les mesures de Berlusconi contre l'immigration, les discours sur la prétendue supériorité de l'Occident, le démantèlement de la magistrature, les lois qui favorisent la criminalité en col blanc, etc., sont certes des mesures réactionnaires mais elles n'ont rien de fasciste.

Forza Italia, le parti de Berlusconi qui gouverne avec les racistes de la Ligue du Nord et les post-fascistes à peine repentis d'Alliance nationale, appartient au même groupe parlementaire européen que les partis de droite qui soutiennent Chirac. Et la répression de la manifestation de Gênes, même si elle a été accompagnée d'injures, de coups et de références au passé fasciste de la part de certains policiers italiens, fait partie des «bavures» traditionnelles dans les États démocratiques face à des manifestants violents. A Göteborg aussi il y a eu un mort et personne n'a expliqué que la Suède était un État fasciste (pourtant sa police est gangrenée par une extrême droite raciste et en plus nostalgique du nazisme).

Ne serait-il pas judicieux de rendre le vote obligatoire comme en Belgique ?

Les élections sont totalement déconsidérées dans les pays de vieille tradition démocratique, et ce n'est pas le fait de les rendre obligatoires qui les rendrait plus populaires ou plus efficaces. Les socialistes français le comprennent bien, puisqu'ils ont créé des conseils de quartier. Ils se sont enfin aperçus qu'ils étaient complètement coupés de la population, et depuis leur échec de mai-juin 2002 ils essaient désespérément de renouer avec leur électorat à travers ces conseils.

Mais si la crise économique qui dure depuis 25 ans continue, si le chômage ne diminue pas massivement, il est fort probable que se généraliseront des régimes autoritaires, plébiscités par des peuples qui ne veulent surtout pas se mobiliser, s'intéresser à leurs propres affaires, mais avoir des représentants auxquels ils ne demanderont aucun compte et qu'ils rejeteront, comme des enfants gâtés capricieux, aux prochaines élections pour voter pour le candidat aux idées opposées.

Les ex-électeurs de droite ou de gauche qui votent aujourd'hui pour Le Pen agissent en consommateurs de la politique, ils font des caprices et ne prêtent aucune attention ni aux idées ni aux programmes.

Mais à qui la faute ? Qui a dépolitisé complètement les débats au nom de la «fin des idéologies» ? Qui s'est acharné à faire de la surenchère sécuritaire ? Qui a refusé de mettre en œuvre un programme concret, de prendre des engagements précis et chiffrés, de donner des explications politiques claires ?

**Voter les yeux fermés,
avec une pince sur le nez, des gants en plastique, etc. ?**

Il est caractéristique que personne ne se soit même posé la question de demander à Chirac un engagement minimum de sa part. Les partis de gauche n'ont même pas voulu en discuter car ils avaient déjà décidé qu'ils étaient impuissants à changer ou exiger quoi que ce soit.

Pourtant ceux qui croient à l'efficacité du bulletin de vote, aux engagements électoraux, à la sincérité des candidats en lice auraient pu poser au moins trois conditions avant de se précipiter vers les urnes. Ils auraient pu exiger que Chirac s'engage :

1) à ne plus jamais faire alliance avec le FN, comme la droite le fait régulièrement, dans les conseils généraux ou régionaux et à l'occasion de certaines législatives ;

2) à cesser d'utiliser l'amalgame insécurité = immigrés ;

3) à exclusion de son parti, ou des partis qui le soutiennent, tous les dirigeants politiques qui tiennent des propos ambigus sur les immigrés et l'insécurité (Gaudin, Madelin, Poniatoski, Balladur, Pasqua, Griotteray, Juppé, Fillon, Soisson, et j'en passe).

A ces conditions, et même si les promesses n'engagent souvent que ceux qui les croient, un vote Chirac aurait pu avoir un sens «démocratique» minimum.

En fait les électeurs de gauche qui ont voté Chirac ont voulu voter pour avoir la conscience tranquille et ne plus entendre parler du Front national. Malheureusement ce mouvement est toujours là, et cette dernière élection a même apporté une sinistre révélation supplémentaire. La relève est prête: Marine, la fille de Le Pen, Aryenne aux yeux bleus, a du bagout, de la répartie et sait jouer dans tous les registres, exactement comme Papa. Ceux qui misaient sur le vieillissement du Chef en sont pour leurs frais.

La démocratie se réduit-elle aux élections ?

Heureusement, la vie politique démocratique ne se réduit pas aux élections et surtout pas aux magouilles électorales. Il existe mille autres façons de se faire entendre. La démocratie, ce n'est pas seulement voter tous les cinq ans pour un type auquel on donne un chèque en blanc.

Dans l'histoire de la France, tous les acquis importants se sont d'abord joués dans la rue, par des manifestations, des grèves, voire dans certains cas des affrontements armés. A commencer par le suffrage universel masculin (après 1789) et le suffrage féminin (après la Résistance). Et la limitation de la durée légale du travail, les retraites, les congés payés, la création de la Sécurité sociale, etc. Aucune réforme importante en France n'a été l'œuvre d'un groupe de députés éclairés qui avait un projet de réformes sociales importantes et a réussi à les faire passer par le seul suffrage universel.

Si l'on considère les quelques réformes qui ont été adoptées sous Mitterrand (du remboursement de l'IVG aux radios et télés «libres» en passant par les lois contre le viol, le harcèlement sexuel ou pour le respect des homo-

sexuels, par exemple), aucun de ces changements n'aurait eu lieu sans de longues luttes extraparlimentaires. Le suffrage universel n'est qu'un des aspects de la démocratie et ce n'est pas le principal.

Oui, mais quand même, la démocratie est un bien précieux.

Regarde, dans les pays du tiers monde...

Justement, parlons-en de ces fameux pays du tiers monde qui envieraient tellement «notre» démocratie. Prenons le cas du Venezuela, où la démocratie est si fragile depuis 1958. Toute personne ayant passé quelques mois dans ce pays avant l'arrivée au pouvoir de Chavez constatait que, s'il existait des élections libres, les éléments les plus importants de la démocratie, eux, étaient fort peu développés: la liberté d'opinion, la liberté de presse, la liberté de réunion, le droit de grève, le droit d'association, toutes ces libertés fondamentales n'étaient ni respectées ni vraiment l'enjeu de luttes politiques importantes.

Par contre, le peuple a voté pendant plus de 25 ans (jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Chavez) un coup pour les «blancs» (les sociaux-démocrates), un coup pour les «verts» (les sociaux-chrétiens), ce qui assurait aux partisans du camp vainqueur des milliers de boulots mais aucune amélioration solide et à long terme.

Et les événements récents (tentatives de coup d'Etat, grèves déclenchées par les patrons, etc.) montrent bien que, même élu avec 60% des voix, un Président aussi modéré que Chavez a les mains liées face à l'infime minorité des propriétaires fonciers, des capitalistes, des hauts fonctionnaires qui n'acceptent pas que l'on puisse envisager éventuellement de rogner un milliardième de leurs privilèges matériels et sociaux.

Ceux qui ont refusé d'appeler à voter Chirac ont-ils fait

la politique du pire comme le PC allemand face à Hitler ?

La comparaison avec l'Allemagne n'a aucun sens. Ceux qui prônaient la politique du pire à l'époque (le PC allemand) pensaient (ou prétendaient) qu'une révolution armée allait renverser le fascisme et ils avaient certaines raisons de le croire. Ils vivaient dans un pays où la social-démocratie s'était appuyée sur l'armée pour massacrer l'extrême gauche. Rien à voir avec la France de 2002.

Aujourd'hui, en France, les électeurs abstentionnistes (dont la majorité auraient voté à gauche d'après les sondages) et les 10% qui ont voté pour l'extrême gauche ne sont pas des partisans de l'action armée. On ne voit pas des milices armées de gauche et de droite défiler et s'affronter dans les rues. Il n'y a pas des millions d'anciens combattants qui ont eu une expérience récente et traumatisante de la guerre. La France ne croule pas sous le poids de réparations qu'elle ne peut pas payer. Elle n'est pas amputée d'une partie de son territoire par une armée d'occupation étrangère. Des émeutes n'éclatent pas dans toute la France. Nous ne sommes pas en 1932 en Allemagne.

Quelle leçon tirer de la campagne de la gauche pour Chirac ?

Le principal résultat du vote de la gauche pour Chirac a été de renforcer l'autorité du président de la République et indirectement des partis qui

l'appuient, permettant à ceux-ci de préparer un nouveau train de mesures anti-ouvrières et antipopulaires. En clair, ce vote a donné un petit vernis de légitimité à un individu (Chirac) et à un régime (la Cinquième République) qui en avaient bien besoin. Quant au MNR, au FN et à Le Pen, ils sont toujours là, même s'ils n'ont eu qu'un député élu et leurs idées n'ont malheureusement pas reculé d'un pouce dans la population française.

L'essentiel reste à faire. Et pour cela il ne faudra surtout pas compter sur le PS et les partis de la gauche plurielle qui, lors de leur long passage au pouvoir, ont été incapables d'enrayer la montée du chômage, les vagues de licenciements collectifs, la hausse des prix et les spéculations financières en tout genre qui ont aggravé les conditions de vie de la majorité de la population.

Y.C., septembre 2002

A propos de «Voter les yeux fermés...»

1/12/2002

(...) Il y a, dans ce premier numéro, bien des réflexions stimulantes qui en appellent d'autres, mais j'aimerais surtout réagir à certains passages de l'article le plus immédiatement en rapport avec les interrogations du moment : "Voter les yeux fermés... Une curieuse conception de la démocratie".

"Les ex-électeurs de droite ou de gauche qui votent aujourd'hui pour Le Pen agissent en consommateurs de la politique, ils font des caprices et ne prêtent aucune attention ni aux idées ni aux programmes", nous dis-tu. Mais est-ce bien de la politique qu'ils consomment ? Ce qui était en jeu, dans ces élections, étaient-ce vraiment des choix politiques ou simplement l'issue d'une âpre compétition pour le contrôle du pouvoir central, dans laquelle le discours politique n'était que prétexte ? Si bien des électeurs jouent de leur bulletin de vote comme on joue au loto, n'est-ce pas au fond parce que tout, dans le manège électoral, les invite à le faire ? parce qu'ils ont fini par se convaincre – et comment leur donner tort ? – qu'il n'y a plus dans l'élection d'enjeux véritables, rien qui soit susceptible de changer concrètement leur vie ?

Dans de telles conditions, pourquoi renonceraient-ils à faire, en votant pour un Le Pen qui, lui au moins, parle "popu" et ose narguer une classe politique détestée, un pied de nez facile à des politiciens aux yeux de qui ils n'existent qu'aux échéances électorales ? Quand les hommes politiques ne se reconnaissent plus liés que par les exigences des multinationales, des lobbies capitalistes européens et par la "loi" du marché, mais plus du tout par les hommes qu'ils prétendent vouloir représenter, peut-on exiger des électeurs qu'ils continuent à prendre au sérieux la "démocratie" ? Peut-on leur reprocher de "ne prêter aucune attention ni aux idées ni aux programmes", quand les idées et les programmes sont non seulement bafouables mais régulièrement bafoués ? En d'autres termes : si l'opportunisme devient la règle en "démocratie", pourquoi devrait-il être l'apanage des élus ?

Parce que, diront peut-être certains, c'est au peuple à prendre au sérieux la démocratie, puisqu'elle est censée le servir. Mais la première façon de prendre au sérieux, n'est-ce pas de se demander si elle est bien ce qu'elle prétend être ? Si elle permet, par exemple, une représentation effective des opinions et des intérêts contradictoires qui traversent la société.

A en juger à la croissance répétée du taux d'abstentions, nombreux sont ceux qui ont déjà tranché la question. Mais ceux qui font profession de "faire" de la politique, pourquoi sont-ils les derniers à la poser ouvertement et publiquement, cette question ? Pourquoi à l'extrême gauche semble-t-on avoir tout oublié de la critique de l'électoratisme de 68 ("Je vote, tu votes, nous votons, vous votez, ils exploitent"), alors que tout dans la réalité de la classe politique – disparition de toute rigueur morale, démission de tout volontarisme face aux

"lois" de l'économie... – devrait lui redonner vigueur ?

Une hypothèse : et si trop d'intérêts d'appareil interdisaient qu'on se la pose ? Si la manne financière venant récompenser le parti qui franchit la barre des 5 % d'électeurs, si les postes de députés, mais aussi, plus modestement, de conseillers régionaux, généraux, municipaux... étaient au fond une invitation à fermer les yeux, à enfermer son esprit critique à double tour ?

Poussons l'hypothèse un peu plus loin : et si, tout compte fait, dans la situation ubuesque du mois d'avril où il était devenu difficile de ne pas s'interroger sur le sérieux des règles démocratiques imposées, agiter fébrilement la menace du fascisme (fondée ou pas, peu importe, la rigueur historique n'a rien à voir dans l'affaire) avait été, pour quasiment tous, à droite, à gauche et à l'extrême gauche, la façon la plus commode, au fond, de convaincre le plus grand nombre d'aller *quand même* cautionner ce système par un vote ? Voter *les yeux fermés*, oui, plutôt que se poser des questions sur la nature de cette démocratie qui nous invite une fois tous les trois, quatre ans à nous prendre pour des citoyens et nous réduit, aussitôt le "devoir" accompli, au rang de consommateurs-spectateurs. Tout plutôt que le discrédit massif, avoué, de ce système.

A un tel discrédit il aurait fallu savoir, il est vrai, opposer une perspective émancipatrice cohérente. Tu rappelles à très juste titre que, "dans l'histoire de la France, tous les acquis importants se sont d'abord joués dans la rue"... Mais n'est-ce pas la démocratie elle-même, la démocratie de base, qui se joue dans les luttes ? Où, en effet, apprend-on dans cette société à penser collectivement, à débattre, à respecter des décisions collectives, à déléguer et à demander des comptes, sinon dans les luttes ?

Alors, faisons une dernière hypothèse : et si, au fond, c'était d'abord et avant tout la grande faiblesse des luttes de ces dernières décennies qui, en maintenant l'ouvrier, l'employé, le lycéen, l'étudiant... dans son isolement télévisuel, expliquait le succès persistant du démagogue en chef ?

Et si l'immense responsabilité de la gauche institutionnelle, c'était, plus encore que son incapacité à *apporter* une réponse aux problèmes concrets des couches populaires, d'avoir pendant vingt ans fait croire qu'elle en avait et la volonté et les moyens, contribuant ainsi à étouffer la vieille idée fondatrice du mouvement ouvrier selon laquelle les intérêts et les aspirations des couches subalternes ne peuvent être défendus que par elles-mêmes, à travers la lutte collective ?

N.T.

«Tournantes», «mâles dangereux» et «classes dangereuses»

Le 4 octobre 2002, *Libération* a publié, dans ses pages «Rebonds», un article incroyable d'une sociologue sur les «tournantes»: commentant le procès d'Argenteuil et les condamnations de 5 à 12 ans d'emprisonnement qui ont été prononcées («La disparité des peines entre le viol collectif et certains crimes de sang amène à réfléchir sur ce qu'on attend d'une sanction», ajoute notre auteure pour nous faire croire à son esprit critique).

Elisabeth Zucker-Rouillois (co-auteure d'un livre intitulé *Reconsidérer la famille*) explique en substance que les viols collectifs seraient en quelque sorte un rite de passage jouissif pour les adolescents dans les quartiers populaires.

Citons un extrait de sa prose:

«Pour un adolescent qui découvre les pulsions de son corps, le viol collectif cumule de nombreux avantages, s'il n'est pas sanctionné. Il permet d'affirmer sa supériorité mâle hétérosexuelle, alors même qu'il est dans l'acte sexuel commun avec ses pairs garçons dans l'accomplissement même de son homosexualité qu'il dénie et réprouve ; il se déculpabilise par le rabaissement de la sexualité. Ce viol garantit aussi de ne pas consommer l'inceste avec sa mère, puisque celle qu'il force est précisément, par son apparence, son émancipation affichée et sa conduite, pour lesquelles elle doit être punie, à l'opposé de cette mère qu'il protège et qu'il hait à la fois parce qu'elle le tue et l'étouffe de son amour ou le déçoit sans cesse par son indifférence à son égard et par sa soumission à l'ordre mâle auquel elle l'oblige. Celle qu'il viole n'a plus de visage. En revanche, il est fixé sur l'approbation et les encouragements de ses copains et complices avec qui il n'aspire qu'à la fusion. Ce tableau fait horreur mais il est hélas familier à l'inconscient le plus archaïque de tout un chacun pour peu qu'il s'interroge.»

Il faudrait consacrer une longue réponse à cet étalage de pseudo-connaissances psychanalytiques, qui fait partie d'un processus plus large: l'utilisation pernicieuse de la psychologie et de la psychanalyse comme grille de lecture systématique de tous les phénomènes sociaux ou politiques. Ce procédé cache le plus souvent des préjugés sociaux ou raciaux, ou camoufle simplement des enjeux de pouvoir.

Cet article sur un viol collectif à Argenteuil et le procès qui a suivi concentre tous les lieux communs actuellement répandus dans le corps ensei-

gnant, chez les travailleurs sociaux et les psychologues scolaires, et bien sûr chez un certain nombre d'hommes politiques, de féministes et de militants de gauche.

Derrière des propos apparemment sophistiqués, se cachent en fait de sordides intérêts: certaines femmes et certains hommes, appartenant à des associations ou à des partis politiques très divers, orchestrent et politisent les conflits entre des individus de sexe différent.

A la haine (maladroitement dissimulée) contre les «classes dangereuses» viennent s'ajouter maintenant la peur et la haine du sexe (ou du «genre») dangereux: le sexe mâle.

A la criminalisation systématique de la jeunesse populaire masculine, des hommes et des hétérosexuels s'ajoutent deux autres éléments répugnants: dans les grands médias d'information, ces réflexions sont presque toujours énoncées à propos des habitants des quartiers ouvriers et, de plus, d'origine étrangère.

La loi française interdisant de nommer l'origine nationale ou ethnique des jeunes violeurs d'Argenteuil, les considérations psychanalytiques de notre sociologue (ou d'innombrables journalistes) servent à raciser (de manière dissimulée) le problème du viol, comme si les Français (et d'ailleurs tous les Européens) de «pure souche» ne pratiquaient pas le viol, individuel, et collectif depuis des siècles, de la Saint-Barthélemy à la guerre d'Algérie en passant par la campagne de Russie. Enfin, si l'on peut ajouter à ces propos sur «ces gens-là» (terme utilisé par les médias et les intellectuels à propos des musulmans ou des jeunes immigrés ou descendants d'immigrés) quelques considérations sur le machisme de la religion musulmane, la boucle est bouclée.

P.S.: Le lundi 16 décembre 2002, dans la même soirée, deux chaînes de télévision différentes consacraient une émission l'une aux luttes des femmes dans le tiers monde et l'autre aux immigrés en Europe. Invités et journalistes reprenaient jusqu'à la nausée ces amalgames entre mâles et violeurs ; musulmans et exciseurs ; maris violents et étrangers «extra-communautaires» ; prolétaires et brutes épaisses ; Africains, Turcs ou Arabes et ignorants, etc. Dans un cas, la chaîne bénéficiait de la caution de femmes politiques algériennes, marocaines, jordaniennes, somaliennes et burkinabés ; dans l'autre, Arte avait invité des hommes censés représenter les immigrés et leurs descendants français ainsi qu'un criminologue allemand, grand spécialiste de la compassion et de la psychologie !

Y.C., décembre 2002

Quelques précisions à propos de *Ni patrie ni frontières*

M'étant totalement «déconnecté» des milieux révolutionnaires pendant 20 ans, j'ai redécouvert, en préparant ce petit bulletin depuis quelques mois, toute une série de comportements déplaisants que j'avais rangés dans un coin poussiéreux de ma mémoire: mépris des autres, incapacité à sortir de l'orthodoxie de sa chapelle, dogmatisme, condamnations à l'emporte-pièce, mémoire fortement sélective concernant les erreurs passées, mégalomanie, inimitiés personnelles, opportunisme, verbiage ultra-radical combiné à l'absence non moins radicale de toute activité militante, incantations rhétoriques contre la petite-bourgeoisie, etc.

Mais aussi, heureusement, des qualités fort stimulantes : esprit critique, intérêt pour le mouvement ouvrier et son histoire, volonté d'en découdre avec l'ordre existant, saine révolte contre l'oppression, hospitalité et même... sens de l'humour.

J'ai essayé de prendre ma plume pour exprimer ma perplexité devant la déliquescence de l'extrême gauche et de l'ultra-gauche au cours de ces vingt dernières années mais le résultat ne me satisfaisait pas.

Je voulais à la fois éviter toute équivoque quant à l'objectif de *Ni patrie ni frontières* et ne pas perdre mon temps avec certains individus. Heureusement, je tombai sur un texte : «Verbalisme» écrit par Guy Fargette en 1989 mais qui – hélas – n'avait pas pris une ride.

Verbalisme signifie d'après le Petit Robert : «utilisation des mots pour eux-mêmes au détriment de l'idée» et a pour synonyme, selon le même dictionnaire, logomachie : «querelle sur des mots» (en clair pinaillage) mais aussi «assemblage de mots creux dans un raisonnement». Et quelques lignes plus loin, dans la même page, on trouve aussi logorrhée : «flux de paroles inutiles».

Ces trois termes définissent parfaitement une partie des pièges dans lesquels cette minuscule revue souhaiterait ne pas tomber. *Ni patrie ni frontières* aurait aussi bien pu s'appeler *Ni logomachie ni logorrhée*, et peut-être aurais-je dû choisir ce titre pour tenir à l'écart certains zozos.

Quoi qu'il en soit, il me semble utile de préciser à nouveau que les textes publiés dans cette revue puiseront dans deux sources :

- des textes classiques du vieux mouvement ouvrier international, dans ce qu'il a de plus vivant,
- des contributions actuelles, si possible de militant(e), ou au moins de gens

qui ont eu une activité militante et qui savent de quoi ils parlent lorsqu'ils évoquent les luttes, les grèves, la répression ou les problèmes d'organisation.

Ce ne sont pas les revues académiques qui manquent, ni les lieux où toutes sortes d'intellectuels peuvent s'exprimer et écrire des choses, parfois très utiles, y compris pour le combat de la classe ouvrière contre les patrons. Mais entre un article exhaustif d'un universitaire britannique sur la révolution de Cromwell ou les délégués d'atelier (shop stewards) et celui d'un militant, aussi schématique soit-il, sur le même sujet, pas d'hésitation, je choisirai le second.

L'objectif de *Ni patrie ni frontières* n'est pas de servir de tribune à d'ex-gauchistes fatigués ou démoralisés. Il est de donner la parole à des militant(e)s ou à des hommes et des femmes qui ont gardé, vaille que vaille, une optique militante et ne crachent pas sur leur passé, quand bien même ils ne sont plus adhérents à tel ou tel groupuscule.

Pour en revenir à «Verbalisme», ce texte visait à l'époque certains courants (je laisse au lecteur le soin de découvrir lesquels), mais il m'a semblé avoir une portée plus large, parce que le climat qu'il décrit a, tel un nuage atomique, eu un rayon d'action beaucoup plus étendu et durable que son auteur, peut-être, ne l'imaginait il y a treize ans.

Y.C, décembre 2002

Guy Fargette

Principes du verbalisme «radical»

Dans ses *Notes on Nationalism*, George Orwell décrit la manière dont l'expression des positions politiques tombait, à son époque déjà, dans un sectarisme exacerbé, qui reprenait les formes du chauvinisme le plus accablant. Parmi les caractéristiques de cette mort arrogante de la raison, on peut retenir les points de repère suivants :

- classer les êtres humains en catégories rigides,
- s'identifier à un groupe (même mythique),
- ne penser qu'en termes de rivalité de prestige pour ce groupe (tout ce qui advient est considéré comme une confirmation de la doctrine),
- se laisser dominer par une soif abstraite d'un pouvoir idéologique,
- énoncer la conclusion avant toute justification,
- afficher une bonne conscience inébranlable à partir d'un processus de fabrication permanente d'illusions sur soi.

Depuis décembre 1986, les rencontres diverses induites par la trace de l'existence du mouvement lycéen et étudiant, jusque dans les cercles qui l'avaient estimé fort peu intéressant, ont montré à quel point l'esprit de critique sociale en France est enlisé dans un quadrillage absurde de rivalités sectaires. Ce produit du reflux des années soixante-dix dure et s'approfondit alors que les éléments de réveil social se multiplient. Il y a là un aspect qui caractérise les milieux «radicaux», entendus comme ceux (distincts des courants anarchistes ou de l'ultra-gauche conseilliste, qui ont leurs pesanteurs spécifiques) où l'on parle indéfiniment de contestation fondamentale des règles établies, en dehors de toute perspective concrète et de toute structure organisationnelle précise. Pour ceux qui aiment les étiquettes, cela recoupe assez précisément une bonne partie de la postérité de l'Internationale Situationniste et l'essentiel de l'ultra-gauche néo-bordiguiste.

Comme ce verbalisme tire ce qui lui reste de force de n'être guère condamné (parce qu'en soi, il ne mérite même pas qu'on s'y attarde), on trouvera ci-dessous une description de ses caractéristiques. Les principes muets qui fondent encore ce qui se proclame comme «radicalité» constituent un ensemble organique, bien qu'ils ne soient que rarement tous réunis chez un individu ou dans un groupe. Leur exposé montre à quel roc d'irrationalisme on se heurte : soit on préfère s'en écarter sans phrases, et ces gens s'estiment au-dessus de toute critique, soit on les attaque avec vigueur, et ils tirent une illusion

d'existence des chicanes qu'ils opposent à ces observations. A les critiquer avec virulence, on prend même le risque déplaisant d'être conduit à leur ressembler quelque peu. Leur force, c'est que le fait de les rencontrer est compromettant au regard du simple bon sens.

«Quand le réel devient intolérable, il faut que l'esprit le fuie pour inventer un monde artificiel et parfait» (A. Koestler, *Les Somnambules*). L'originalité malheureuse de ces «radicaux», c'est que leurs efforts n'aboutissent qu'à une confusion aggravée, mais comme celle-ci s'affiche avec une assurance agressive, leur bonne conscience de façade exige une mise au point sur le registre où ils se croient excellents, celui de la dureté.

Le texte recourt donc dans une certaine mesure à cette sévérité tranchante qui les fascine tant. Il ne part que d'une seule exigence, la mise en conformité des actes et des paroles, et ne se réclame ni d'une connaissance «scientifique» de tels milieux, ni d'une position «révolutionnaire», dont la base manque aujourd'hui.

Paris, mai 1989

(1)

À la manière des militants politiques, les «radicaux» confondent espoir et réalité. Mais tandis que les premiers s'illusionnent sur leur activité, les seconds fuient toute occasion de vérification pratique, parce qu'ils se considèrent en relation privilégiée avec l'histoire. C'est d'ailleurs pourquoi ils n'aiment pas non plus la discussion effective, celle qui amène chacun à mettre à jour ses propres présupposés et à produire les degrés intermédiaires de ses argumentations.

(2)

Ce «radicalisme» abstrait se ramène le plus souvent à une affirmation de logique absolue de l'histoire. Plus elle tarde à se manifester, et plus son avènement sera éclatant, justifiant après coup les positions adoptées. L'exigence de cohérence personnelle, hautement revendiquée dans le détail, est toujours remise à plus tard, pour le moment où se manifestera enfin la secrète hégémonie du courant qu'ils prétendent incarner.

Comme la perspective d'une activité subversive concrète est, dans le meilleur des cas, renvoyée à un avenir indistinct, le problème de la vérification immédiate des positions est prodigieusement simplifié : il suffit de définir chaque relation en termes d'allié ou d'ennemi, selon de rigoureuses procédures d'identification et d'exclusion.

(3)

Les «radicaux» s'associent toujours sur des marottes théoriciennes : leurs illusions sur eux-mêmes et sur le monde tirent d'abord leur consistance d'être au-delà de l'expression. C'est à partir de telles conventions muettes que peu-

vent prospérer leurs coteries qui, chacune, aiment à se voir comme une «cour» de l'esprit critique, supérieure à toute autre rivale, et définissant les normes de la subversion idéale. Le simple fait de les avoir rencontrés impliquerait une dette de reconnaissance à leur égard.

Cette haute opinion de soi a pour conséquence une étrange habitude : toute erreur, même de détail, doit faire perdre la face. Mais comme ils ne cessent d'en commettre, et d'assez graves, ils échappent à la réflexion par les poses exigeantes. Les réputations, obligatoirement exagérées, s'inversent brusquement à chaque épreuve de la réalité, et la triste comédie des chicanes obscures conclut leurs crises périodiques.

(4)

La surenchère verbale, qui produit des «concepts» toujours plus décisifs, implique que les moindres différends théoriques contiennent tous les autres imaginables. Un «radical» craint par-dessus tout de paraître modéré, parce que sa «logique» lui fait par principe suspecter tous les autres de modérantisme. Le sens de la nuance est une marque de naïveté coupable dans ces milieux, incapables de penser le monde comme contradictoire. Tout ex-partisan ou ex-proche doit être traité comme le plus sournois des ennemis. Ces cliques pathétiques sont persuadées qu'il suffit d'avoir formellement le dernier mot pour que la réalité s'aligne sur l'apparence de leurs faux-semblants.

(5)

Cette non-pensée «radicale» est dépourvue de tout critère stable qui lui permettrait d'ordonner ses jugements. C'est en cela qu'elle illustre la perte généralisée du jugement dans la société : à chaque nouvelle question, sur laquelle aucune «autorité» critique reconnue ne peut avoir tranché, le désarroi et l'incertitude sont patents. Mais un «radical» moderne est comme un marquis de l'Ancien Régime ou un député de la Troisième République (cf. G. Sorel, *La Décomposition du Marxisme*) : il prétend tout savoir sans avoir eu besoin d'apprendre. Le doute doit se masquer sous une assurance ombrageuse.

(6)

Les plus audacieux des «radicaux» élaborent un système qui prétend avoir réponse à tout, mais ils redoutent particulièrement de rencontrer quelqu'un qui prenne la mesure de leur système. Ils disposent donc de méthodes tout empiriques pour se défendre contre ce genre de lucidité. De même que leurs compères qui n'ont pas leur patience laborieuse de «théoriciens», ils se laissent porter par l'enchaînement des mots et reproduisent en idée le comportement autoritaire : la soumission inconditionnelle à l'instance théorique reconnue va de pair avec l'arrogance envers les néophytes supposés.

Que l'un de ces derniers ait l'étrange infortune de posséder quelque capacité concrète (donc par définition limitée, comme tout ce qui est réel), et il se voit

très vite traité en idiot utile, que l'on flatte tant qu'on en espère quelque chose (traduction, documentation, informations précises, etc.), mais que l'on regarde de haut dès qu'il se révèle plus indépendant que suiveur. La pose des «radicaux» se résume à dire à autrui ce qu'il devrait faire, au nom de critères indiscernables.

Ce tour est nécessaire parce que le recours à ceux-ci est éminemment sélectif : il faut que ces critères connaissent régulièrement des éclipses pour ceux qui les professent par sous-entendus.

(7)

La familiarité avec le langage de la critique étant un peu au-dessus de leurs forces, ils se contentent le plus souvent d'un vocabulaire réduit à quelques mots fétichisés. Ils tombent ainsi dans ce défaut typique de l'époque : employer comme principe d'organisation la désintégration de la langue en mots en soi (cf. Adorno, *Le Jargon de l'Authenticité*) : «*[ce jargon] dispose d'un nombre modique de mots qui se referment sur eux-mêmes et deviennent des signaux*».)

C'est pourquoi leur réaction à tout argument gênant les conduit toujours à se raccrocher non aux idées mais aux mots, et à entamer une guerre à leur propos, en suspectant d'intentions cachées les gêneurs. Il y a là un véritable mécanisme de substitution à l'analyse théorique, qui masque fort bien l'absence de jugement. Devenir tout à coup pointilleux sur le détail, avec tous les contresens imaginables, leur permet d'oublier tout ce qui les sépare d'une vision vivante. Quiconque a affaire à eux devrait s'expliquer à l'infini des erreurs d'interprétation qu'ils commettent volontiers.

(8)

À partir du moment où ils admirent une théorie, un groupe, une publication, ils ne savent que s'y identifier, sans se demander pour autant s'il ne faudrait pas abandonner certains défauts et vieilles habitudes, bref se remettre quelque peu en question.

Ce qui parle à leur imagination, ce n'est donc pas la pratique de la subversion, nécessairement peu prestigieuse et qu'ils n'ambitionnent même pas de s'approprier, mais le maniement plus ou moins racoleur du vocabulaire qui doit la résumer et la mimer avec fracas. Dès qu'une prétention est affirmée, l'entourage doit affecter de la considérer comme intégralement réalisée. Pour un «radical», toute critique générale de ses erreurs semble pire qu'une insulte, une injustice. À ses yeux, tous les défauts ont une grande importance, sauf les siens.

(9)

Comme ils ne s'intéressent qu'à ce qui leur paraît confirmer leurs marottes, très peu de «radicaux» sont capables de ténacité dès que la situation devient

contraire. Ils passent très facilement et d'un seul coup, d'un intégrisme proclamé de la vérité à une indifférence matoise sur cette question. Les polémiques stériles sont des occasions privilégiées pour concentrer les passions rentrées. La mise en scène exigeante des émotions, héritée des milieux de la bohème artistique qui a vécu à Paris jusqu'à la fin des années cinquante, n'a plus pour effet que d'introduire une relation unilatérale entre les faits et les interprétations. Leur irrationalisme se trahit en ceci qu'ils trouvent trop cruel de soumettre leurs vues à la moindre vérification.

(10)

Ils confondent simplisme et «radicalité» parce qu'il leur faut de temps en temps sauter de la passivité à la fuite en avant agitée. Mais c'est là que se manifeste toute l'incongruité de leurs errements : alors qu'ils en remontent à tout le monde sur la «question de l'organisation», ils sont incapables de seulement s'associer au-delà de leurs cercles de copinage, commodité de relation que ces gens confondent régulièrement avec l'amitié. Quand un groupe de ce genre n'est pas trop éphémère, ses membres finissent par se persuader d'avoir toujours eu raison sur l'essentiel.

Tout regroupement auquel ils daignent participer un instant serait appelé à devenir le regroupement révolutionnaire de l'époque, destin que seule une adversité incompréhensible ou de troubles malveillances empêcheraient d'atteindre. Les pires ne savent que s'enfermer dans un bavardage illimité, qu'il est évidemment hors de question de seulement nommer. Ils se conforment ainsi à la caricature du «bavard d'arrière-salle de café», que l'ancien mouvement ouvrier traitait sans indulgence.

(11)

Les «radicaux» ne pouvant assumer en toute conscience l'immense décalage qui sépare aujourd'hui les aspirations des actes immédiats, ils choisissent de l'annuler en paroles. Quelle que soit leur manière, ils retombent toujours sur les procédés formels de ce *jargon de l'authenticité* décrit par Théodor Adorno.

Mais cette reproduction involontaire du dialecte dominant ne conduit à un conformisme particulier que par inertie, par facilité, bref par mimétisme, et non par intérêt. Leurs discours sont davantage des coquilles vides que des idéologies. Leur langue sacrée ne peut faire illusion sur les profanes et s'ancrer dans leurs émotions, parce qu'elle n'est pas celle de tous les jours.

(12)

L'essentiel de ces comportements où la dissociation entre actes et paroles est si forte a longtemps trouvé un appui dans le mythe de l'Internationale Situationniste, dont le souvenir a pesé sur de nombreux esprits de ce genre. Tous les «radicaux» voudraient rejouer l'aventure de ce groupe dont l'action a pris pour eux, qui connaissent très mal tous les courants critiques du siècle,

l'apparence d'une ouverture qualitative vers une compréhension nouvelle du monde.

Ces «radicaux» se refusent de toute façon à comprendre que, s'il y a de rares périodes de fondation, qui cristallisent des bilans de mouvements antérieurs et qui exigent des délimitations vigilantes, il y a surtout des périodes de développement historique, qui requièrent d'autres qualités que la volonté d'en découdre les uns contre les autres et de croire par ces petites guerres privées combattre le monde entier. Mais ils ne peuvent cesser de penser selon cette réflexion de d'Alembert (qu'ils ignorent évidemment !) : *«rien n'est si dangereux pour le vrai et ne l'expose tant à être méconnu que l'alliage ou le voisinage de l'erreur»*.

La recherche d'une pureté abstraite les obsède et les paralyse.

Il y a un mythe de l'Internationale situationniste en ceci que ce groupe ne fut original que dans la synthèse qui lui permit d'agencer des aspects préexistants de la critique moderne en un tout particulier (et contestable). La vérité de cette synthèse dépendait strictement d'un pari sur la fusion, alors vue comme imminente, de nouveaux mouvements sociaux en une totalité retrouvant et dépassant les qualités de l'ancien mouvement ouvrier. Le fait que cette fusion ne se soit pas réalisée est escamotée par ces admirateurs de l'Internationale situationniste

Celle-ci reste donc pour eux absolument parfaite. Ils la prennent comme un modèle d'action historique bien qu'elle n'ait même pas constitué de véritable organisation, son existence ayant été suspendue au rôle de catalyseur d'un individu. Cet attachement irrationnel à une image fétiche renvoie à un mécanisme social dominant : aujourd'hui on ne devrait entreprendre une activité historique qu'à la condition d'être le premier dans son genre. Ce serait la seule manière d'apparaître aux yeux d'autrui et donc à soi-même.

Certains ne se consoleront jamais d'avoir été précédés dans la voie qu'ils auraient prétendu frayer. La tendance à vouloir incarner la théorie de l'époque tire son origine des mécanismes sociaux qui valorisent le narcissisme individuel. *«L'individu dépossédé de tout se cramponne à lui-même»* (T. Adorno).

Si l'Internationale situationniste a nourri des défauts accablants chez des suivants qu'elle n'avait ni souhaités ni prévus (et dont la trace vénéneuse commence aujourd'hui heureusement à se perdre), c'est qu'elle était loin d'être indemne de ces traits. Bien qu'elle les ait critiqués de façon répétée, ils se sont diffusés infiniment plus aisément que ses «qualités» revendiquées.

Le rapport qu'elle a entretenu avec ces partisans embarrassants ne provient pas seulement de ces derniers.

De même que l'on a pu dire que certains courants politiques avaient bénéficié de la croyance que le paradis social fût réalisé sur terre, dans quelque Etat lointain, de même l'Internationale situationniste a attiré parce qu'elle donnait l'impression d'être le lieu éloigné de tous, où aurait été atteinte une maîtrise

de la subversion sociale.

L'Internationale situationniste n'a évité la paralysie que dans la mesure où ses membres ont réussi à corriger au coup par coup cette pente, dont ils n'ont jamais pu se défaire. Il est ainsi remarquable que ce groupe ait pu énoncer l'essentiel de la critique qu'il méritait sans que cela ébranle pour autant son aura : dans *La Véritable Scission*, les auteurs constataient que nombre de ses membres étaient demeurés «*au-dessous du militantisme politique*». L'indifférence à une remarque aussi énorme n'a qu'une explication : ce défaut, loin de disparaître, est devenu encore plus fréquent dans ces milieux.

La dissolution de l'Internationale situationniste ne fut pas cette victoire secrète et paradoxale que la légende dorée de ses partisans a proclamée. L'expérience des vingt années écoulées est là pour montrer à quel point le danger qu'apparaisse une bureaucratie situationniste était illusoire. Les «*prositus*», ces fans impuissants, n'avaient pas l'étoffe de dangereux récupérateurs, du moins sur le terrain de l'action politique. Ils exprimaient seulement la vérité macroscopique de leur modèle.

Les minuscules courants que l'Internationale situationniste a inspirés n'ayant exercé aucune influence notable sur le cours des événements depuis leur naissance, les milieux «*radicaux*» s'en sont, à demi consciemment, plus ou moins détournés, avec une pointe de nostalgie pour tant de promesses, et beaucoup de rancœurs refoulées. Celles-ci jaillissent parfois avec l'incohérence énergique qui accompagne les retours de flamme.

La consommation de théorie alterne avec les affirmations abstraites les plus extravagantes. L'ostentation de la théorie tend à devenir théorie de l'ostentation, et la manie de l'exagération, le plus commode des refuges (on prétendra par exemple que la société moderne est semblable à Auschwitz, etc.).

Orphelins d'un père idéologique, ils s'en inventent des substituts grâce à un intégrisme redoublé du concept.

(13)

Les plus cohérents sont ceux qui affichent aujourd'hui un anti-démocratisme avéré, qui leur permet d'exposer une bonne partie de ce qu'ils pensent vraiment. Leur formalisme verbal se condense en une espèce d'idéologie, qui n'a pas pour autant d'ancrage dans la sphère matérielle : c'est le sort étonnant de ces «*sectaires sans sectes*».

Leur anti-démocratisme théorique leur permet de justifier par avance leurs comportements (obsession de la supériorité du groupe ou du courant auquel ils s'identifient, indifférence à la vérité objective quand le cœur du système idéologique est concerné, absence de zones neutres dans leur esprit).

Ces gens-là sont évidemment incapables de voir que toute tentative pour forcer l'histoire ne conduit qu'à détruire le sens d'une démarche critique. Ils

compensent ce défaut accablant en l'aggravant par un optimisme de la crise, qui dans toute situation concrète tourne au triomphalisme de la décomposition : plus ça va mal, et plus les temps nouveaux approchent.

Chez eux, la «discussion» ne doit servir qu'à transmettre les ordres de la théorie, l'absence de règles étant présentée comme le profond secret qui permettrait de décrocher la victoire en toute circonstance. Ce qui était extrêmement pesant chez les bordiguistes historiques (dont les affirmations procédaient néanmoins d'un long mouvement réel et constituaient des tentatives de réponse à des problèmes pratiques précis, dans le cadre d'un reflux historique sans précédent) est devenu prétention creuse chez ces successeurs. Leur inconsistance se trahit à ce simple fait que ces remarquables esprits doivent changer de concept fondamental tous les quatre ou cinq ans, sans pouvoir s'en expliquer.

Alors même que ces «radicaux» voudraient posséder l'image de la totalité critique, la déformation métonymique (prendre la partie pour le tout, le contenant pour le contenu, la cause pour l'effet, le signe pour la chose désignée, etc.) réduit leur perception de l'histoire à une algèbre morbide, qui se présente comme le reflet d'un déterminisme «naturel». Il s'agit là d'un symbolisme dégradé, qui exacerbe les défauts de tout symbolisme :

*«Du point de vue causal, le symbolisme se présente comme une espèce de court-circuit de la pensée. Au lieu de chercher le rapport entre deux choses en suivant les détours cachés de leurs relations causales, la pensée, faisant un bond, le découvre, tout à coup, non comme une connexion de cause ou d'effet, mais comme une connexion de signification et de finalité. Un rapport de ce genre pourra s'imposer dès que deux choses auront en commun une qualité essentielle qu'on peut rapporter à une valeur générale. Ou, pour employer la terminologie de la psychologie expérimentale : toute association basée sur une similitude quelconque peut déterminer immédiatement l'idée d'une connexion essentielle (...). [le symbolisme] est lié indissolublement à la conception du monde qu'on a appelée au Moyen Age réalisme, et que nous appelerrions, quoique moins exactement, idéalisme platonique» (J. Huizinga, *Le Déclin du Moyen Age*).*

L'objectivisme impersonnel devient une orthodoxie qui tient lieu de pensée. L'abstraction du «parti historique» permet de ne donner aucun contenu concret au processus révolutionnaire, pourtant espéré comme le messie. Ils attendent tout d'un mouvement dont ils ne peuvent ni ne veulent rien savoir et s'en sortent par un esprit de contradiction, qui s'affiche comme originalité théorique : quoi qu'il arrive, le «mouvement communiste» est toujours autre chose. Le goût du paradoxe est un moyen incomparable pour se singulariser et se placer au-dessus de tout mouvement réel. Certains vont même jusqu'à cristalliser en concept ce principe de la négation systématique (ils parlent péjora-

tivement de «programmatisation» pour toute esquisse de contenu positif et concret dans un mouvement de contestation sociale).

(14)

Ceux qui sont irrigués par un jargon «radical» voient tout à travers lui, parce qu'il s'agit pour eux de définir un discours qui ait l'air plus satisfaisant que le processus historique lui-même. Les plus patauds expliquent même qu'on ne peut accepter la distinction courante entre apparence et réalité (certaines références absurdes au surréalisme permettent une telle opération), ou que le temps ne nous est pas extérieur (ce qui leur permet d'oublier que toute activité est tissée au temps).

La force de ces errements n'est pas à négliger parce qu'ils rencontrent et justifient à leur manière le décervelage général, au lieu de s'y opposer. La dé-
possession atteint un tel degré aujourd'hui que l'abus de la force, y compris contre le langage, semble seul à portée de main, et tout le reste ne serait que «littérature».

(15)

Dans cette usure des références, la défense de tout système comme s'il s'agissait d'une orthodoxie qu'il est hors de question de discuter, mène tôt ou tard à un néant théorique : «se définir contre» reste le dernier moyen d'«affirmation». Il suffit alors de brandir des slogans à résonance plus ou moins philosophique (la «publicité de la misère», la «domination réelle du capital», la «subsumption réelle du travail au capital», le «spectaculaire intégré», etc.).

Le jargon préserve son auteur *«du désagrément d'avoir à s'exprimer sérieusement sur une matière à laquelle il ne comprend rien, et lui permet cependant de feindre, si possible, un rapport tout à fait réel à cette matière. Ce jargon est parfaitement approprié parce que, de lui-même, il unit toujours l'apparence d'un concret absent avec l'ennoblissement de ce concret»* (T. Adorno).

Au-delà des mots, une constante perdue, un comportement sans phrase fondée sur des abstractions creuses. Certains pousseront l'inconséquence jusqu'à parler de «démocratie directe», mais ils se débloquent à la première occasion où il faut argumenter sérieusement. La «pratique» n'est invoquée que pour mettre abruptement en œuvre une logique du tout ou rien dans les rapports personnels, logique qui dispense de l'ouverture d'esprit. Comme le manque complet de recul par rapport à soi-même doit, dans le même temps, s'accorder avec la décomposition moderne de l'individu, un comportement de mimétisme inconscient en est la résultante monotone. Le ton cassant est ainsi la marque indispensable (et suffisante) d'une volonté de rupture sans retour avec le monde. Cette pirouette n'a rien d'original : il a toujours été plus pru-

dent de feindre démonstrativement la révolte que de l'effectuer sans bruit.

(16)

Le noyau du comportement «radical», c'est de s'attendre à être choisi par l'histoire, plutôt que d'aller au-devant d'elle par une patiente transformation personnelle. Les «radicaux» font de leur participation à un mouvement un critère de qualité pour ce dernier. Mais quand ils comprennent la relative difficulté d'une telle jonction (plus que jamais, la révolte et la lucidité isolent dans cette société), le problème cesse vite de les intéresser. Ils misent peu là-dessus tout en espérant à chaque fois gagner beaucoup. Comme ils ne peuvent que perdre régulièrement, ils se consolent au plus vite de leurs déboires, en recommençant immuablement leurs rituels fondés sur la complaisance réciproque. S'en étonner passe pour une faute de goût.

(17)

Leur incapacité à prendre du recul vis-à-vis d'eux-mêmes et de ce qui les entoure les amène à plaquer des schémas sur toutes les situations rencontrées, et ainsi à décliner la bêtise selon des principes variés. Non seulement l'esprit de contradiction est érigé en norme théorique, mais les erreurs personnelles sont projetées rétrospectivement sur le mouvement réel (les attentes déçues vis-à-vis du prolétariat sont par exemple retournées en incapacités absolues de ce dernier, les tendances vaincues de l'histoire ayant nécessairement été complices de leur défaite, etc.).

(18)

Aujourd'hui encore, les «radicaux» sont incapables de penser la récupération et les reflux qu'ils sont habités par une rhétorique de l'identique : ils cherchent à retrouver en toute circonstance les signes qu'ils vénèrent. En illustrant une forme paradoxale de mort de la raison, tout en érigeant cette attitude en norme, ils appartiennent doublement à cette époque.

(19)

Ils croient qu'il suffit d'avoir vaguement compris une théorie pour s'en approprier l'image. Ils négligent donc toute mise en forme confrontant ce qui est intériorisé et ce qui est vécu. Quand ce ne sont pas gens d'un seul livre, d'une seule théorie (défaut banal, mais qui prend chez eux des formes d'une variété infinie), ils prennent de toute façon les idées comme objets d'attachement et non comme moyens de compréhension du monde. *«Leur jargon de prédilection est sacralisé comme langue d'un royaume invisible»* (T. Adorno). Ces sectateurs de la Révélation sont victimes d'un aspect dominant de l'époque, l'effondrement des capacités d'expérience personnelle, et adoptent le même comportement tautologique que celui des bandes : qui n'est pas comme moi

est contre moi.

(20)

Le prolétaire ordinaire, l'employé conformiste, l'ouvrier prudent qui «évite les ennuis» manifestent plus de dignité dans leur aliénation que les «radicaux» avec leur lucidité incertaine et capricieuse, parce que ces derniers reproduisent tous les défauts de l'intellectuel sans s'approprier aucune de ses qualités. La «radicalité» est une conséquence du provincialisme français, qui ignore le monde au-delà des frontières nationales. Jamais le goût pour les marottes théoriques n'aurait pu connaître une telle extension dans un autre pays que celui-ci, où tant d'esprits ont, depuis des siècles, aimé croire que l'écriture de quelques pages pourrait changer le sort du monde. L'anti-intellectualisme des «radicaux» couvre utilement leur mimétisme honteux.

Guy Fargette (mai 1989)

Un bain de haine chauvine

Le 15 février, sous le titre «Saddam, tortionnaire du peuple irakien», j'ai diffusé un tract qui reproduisait des extraits d'une lettre ouverte aux pacifistes écrite par Adriano Sofri et publiée dans le journal italien *La Repubblica*, le 19 janvier (*).

Si j'avais choisi le titre, le texte était de Sofri et n'avait rien de révolutionnaire. J'avais apprécié cet article parce qu'il tapait sur un seul clou et le faisait de façon claire et efficace, sans jargon inutile. Toute son argumentation peut se résumer en une phrase: «On ne peut déclarer sa solidarité avec le peuple irakien sans revendiquer la fin de l'oppression que lui impose Saddam.»

Comme je me trouvais placé dans une sorte de goulet d'étranglement sur la place Denfert-Rochereau, ceux qui prenaient et lisaient mon tract étaient bloqués tout près de moi, ce qui fait que j'ai eu l'occasion d'entendre assez vite leurs réactions. En effet, ils n'avaient rien d'autre à faire que de lire la prose de Sofri en attendant de pouvoir avancer. Si un certain nombre de personnes m'ont manifesté leur accord après l'avoir lue, voire m'ont félicité («Personne ne dénonce Saddam»), un nombre assez significatif de «manifestants de base» m'ont agressé verbalement, jeté le tract à la figure, rendu avec une insulte, ou déchiré en petits morceaux.

Politique du faciès ?

Ce n'est pas leur hostilité en soi qui m'a gêné (une diffusion de tracts est faite pour provoquer des réactions), c'est sa tonalité majoritairement raciste ou raciale. La plupart de mes contradicteurs étaient d'origine maghrébine, moyen ou proche-orientale, comme ils me l'ont précisé au cours de la «discussion». Ils m'apostrophaient en me lançant: «T'es de quel pays, toi ? T'es pas Français», comme s'il fallait être Irakien ou ressembler physiquement à un Irakien (porter la moustache ?) pour avoir le droit de condamner la dictature sanguinaire de Saddam Hussein. Lorsque je refusais de répondre à ces questions et m'insurgeais contre ces procédés de flics lepénistes, les mêmes ou d'autres me rétorquaient que j'étais sans doute un Américain, financé par la CIA, payé par Bush, un traître – traître à quoi et à qui ? (1) –, un agent d'Alain Madelin, que ma parka rembourrée (valeur: 70 euros) le prouvait bien, que mes tracts coûtaient cher, que j'étais favorable à la guerre, etc. Deux d'entre eux ont essayé de retourner la foule contre moi, en criant des insultes pendant plusieurs minutes.

Curieusement, un certain nombre de dames patronnesses de gauche (je dis ça au feeling, ne leur ayant pas demandé leur carte du PS ou des Verts) par-

taient elles aussi du même point de vue «ethnique» pour en tirer des conclusions opposées. «Vous êtes Irakien ?» me demandaient-elles, la compassion dans la voix et une petite larme à l'œil.

Un militant de gauche se scandalisa du titre de la revue *Ni patrie ni frontières* mentionné à la fin du tract. «Ah ! vous êtes un partisan de la mondialisation libérale, alors ?» Un couple de vieux réacs se récria: «On est en France, monsieur, vous n'avez pas honte !» Ils rejoignaient ainsi le chœur des socialistes-nationaux (chevènementistes) et nationaux-socialistes (contrairement à ce qu'a affirmé *Libération* mégretistes et lepénistes ont bien défilé le 15 février, même s'ils faisaient profil bas ; certains salopards vendaient même des cartes postales antisémites à la station Luxembourg), militants de la Ligue des droits de l'homme ou d'autres organisations patriotardes et nationales-républicaines (je pense notamment à deux jeunes d'un certain «Cercle Valmy» qui brandissaient drapeaux et pancartes tricolores et s'étonnaient que je n'aie aucune envie d'être «fier d'être français» comme eux et de me gargariser de la victoire des troupes de la Révolution française contre «l'invasion étrangère»).

Saddam, fous le camp !

Les questions géopolitiques sont complexes, comme le savent parfaitement les manifestants «pour la paix». Lorsqu'on descend dans la rue on doit trouver des mots d'ordre simples et compréhensibles pour tout le monde. Mais en quoi le slogan «Saddam, fous le camp !» est-il un slogan compliqué ? Dans son article, Sofri proposait aussi: «Saddam va te faire foutre !» Pour faire l'équilibre on peut aussi crier «Bush, va-t'en !» ou «Bush va te faire foutre !» si l'on veut se faire plaisir, mais on ne peut sérieusement mettre sur un pied d'égalité un régime (mal) élu par des dizaines de millions d'Américains et un Etat dictatorial. Ou plutôt si, on peut le faire, mais seulement d'un point de vue révolutionnaire («Tous les États incarnent la volonté d'une classe dominante»), pas d'un point de vue strictement démocratique. Or, mes interlocuteurs n'étaient pas des révolutionnaires mais des «démocrates» nationalistes, français ou pas, dont la philosophie se résumait à: «Chacun doit s'occuper de ses affaires, dans son propre pays, et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes.» Ce sont d'ailleurs les mêmes qui critiquent les Américains parce qu'ils ont abandonné les Kurdes et les chiïtes à leur propre sort lors de la Guerre du Golfe. Ils sont également favorables à un contrôle international des armements et au respect des décisions de l'ONU, comme si de telles mesures pouvaient être appliquées sans que les États les plus puissants (dont les États-Unis) imposent leur volonté aux États les plus faibles !

Un florilège consternant

Durant la manif du 15 février, les quelques fois où la discussion réussissait à passer de l'insulte et de la calomnie à un terrain un tout petit peu plus politique, j'eus droit à un florilège consternant:

«Oui, c'est vrai, la France a vendu des armes à Saddam Hussein, a armé

l'Irak contre l'Iran (dixit une Iranienne !) mais aujourd'hui il faut soutenir Saddam !» «Si Le Pen est avec nous dans la rue, eh bien, moi je suis content et je suis prêt à manifester avec lui» (un Algérien). «Je sais ce que c'est que la dictature, j'ai été arrêté et torturé en Tunisie mais aujourd'hui, il ne faut pas parler de ça, c'est au peuple irakien de régler ça, pas à nous.» «L'Irak a fait la guerre à l'Iran, mais ce n'est pas la faute à Saddam, il a été poussé par l'impérialisme.» «Et pendant la Guerre du Golfe, les Américains ont poussé Saddam à envahir le Koweït (2) !»

Ou enfin (argument plusieurs fois répété): «Bush a tué dix fois plus de gens que Saddam en Irak ! Et puis ce qui compte c'est d'abattre le plus gros impérialisme, pas les petits !»

Chez tous mes interlocuteurs c'était l'anti-américanisme le plus primaire et l'hostilité la plus violente vis-à-vis de Sharon et d'Israël qui s'exprimaient. Une manifestante s'est même exclamée: «On ne parle jamais des massacres de Palestiniens à la télé !» A croire qu'elle vit sur la planète Mars.

Quant aux quelques militants d'extrême gauche ou de gauche présents, leur ton était plus pondéré, même si leurs arguments étaient plutôt indigents: «Aujourd'hui on est là pour dénoncer la guerre, pas pour dénoncer Saddam» ; «Ce n'est vraiment pas le moment de parler de ça.» (Et quand diable sera-t-il temps de le faire ? Et pourquoi est-ce hors sujet de dénoncer Saddam, mais normal de dénoncer Berlusconi, Aznar ou Sharon dans une manif «pour la paix» ?). «Es-tu vraiment sûr que si Saddam démissionnait, les Américains n'envahiraient quand même pas l'Irak ?» «Avant l'embargo, les Irakiens mangeaient à leur faim, même si c'était une dictature. Maintenant c'est dix fois pire.» (Comme si Saddam ne détournait pas tout l'argent du pays pour son confort et celui de sa clique de privilégiés ainsi que pour des dépenses militaires pharaoniques. Comme s'il n'était pas le premier affameur de son peuple.)

Quand je leur faisais remarquer que Bush avait été élu démocratiquement, et pas Saddam, ils m'opposaient qu'il avait triché pour gagner les élections ! Enfin pour me «démontrer» que l'Amérique était un Etat dix fois plus sanguinaire que l'Irak, ils évoquaient l'exemple de Mummia Abu Jamal, qui attend son exécution depuis des années à la suite d'un procès bâclé, ou les quelques dizaines d'exécutions capitales qu'a approuvées Bush !

Peu de tracts faisaient allusion à la nature dictatoriale du régime irakien et quand ils l'évoquaient c'était de manière assez discrète, en noyant la question sous une avalanche de considérations générales sur la guerre, la crise internationale, le capitalisme, etc. Par contre, on voyait le slogan sinistre et criminel «Sharon=SS», cette fois transformé en «Sharon=Bush=SS» sur pas mal de panneaux ; quelques individus se baladaient avec des pancartes bricolées mélangeant le drapeau israélien et la croix gammée sans que personne ne s'en offusque ; le principal slogan du PCF était «Veto français contre la guerre»,

comme si après cela, on n'aurait plus qu'à s'en laver les mains.

Quant à la LCR, à côté de slogans généraux sympathiques mais vagues («Ils sont colonialistes, ils sont militaristes», «Solidarité entre les peuples du monde entier»), elle a singulièrement manqué de discernement avec son «Pas de troupes françaises en Irak !» ou pire encore: «A Ramallah ils massacrent, à Bagdad ils bombardent.» Le «ils», qui fonctionne sur l'automatisme facile Israël/Etats-Unis ou sionisme/impérialisme mais aussi Américains/Juifs suggère une dénonciation prioritaire de l'hyperpuissance américaine, dénonciation qui aboutit en pratique à blanchir les puissances impérialistes secondaires (dont la France) et tous les dictateurs du tiers monde. Sans compter, même si ce n'est bien sûr pas du tout l'intention de la LCR, que ce slogan convient parfaitement à des antisémites ou au Front national, car derrière le «ils», eux pensent les Juifs ou ce qu'ils appellent hypocritement le «lobby sioniste».

LO avait un cortège numériquement assez faible mais au moins un bon slogan: «Non à l'intervention américaine, non à la dictature irakienne !» (3). Seuls les slogans des cortèges anarchistes avaient une certaine radicalité et une certaine gueule.

Entretenez-vous... mais loin de chez nous !

En fait, l'impression que j'ai retirée de cette manif est double: d'une part, les manifestants semblaient vraiment viscéralement hostiles à l'idée de la guerre, considérée comme un événement horrible ; et en même temps, j'ai eu l'impression qu'ils avaient surtout envie que cela ne touche pas la France. En clair, le peuple irakien et son avenir ne les concernaient pas particulièrement.

Peut-être font-ils preuve d'une sorte de réalisme cynique, comme Chirac qui avait déclaré à propos de l'Afrique que le continent noir n'était «pas mûr pour la démocratie» – sous entendu, c'est normal que les Africains vivent sous des dictatures. D'ailleurs, un de mes opposants, de gauche, m'a fait la confidence: «Dans tous ces pays, c'est la corruption qui règne.» Et pas en France ?

Cela m'a rappelé les manif entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002 pour la «démocratie chiraquienne» (cette expression est de Mimmo Puccarelli, militant «libertaire», selon ses dires !). D'un côté, une haine du fascisme, de l'autre l'envie de s'en débarrasser électoralement en feignant de croire que cela empêcherait le FN de continuer à nuire et infester les consciences et les actes de millions de «citoyens».

Anti-impérialisme stalinien et chauvinisme jacobin

Les moins agressifs de mes opposants m'ont répété à plusieurs reprises: «Vous prenez les gens pour des imbéciles ! Tout le monde sait que Saddam est un dictateur !» Au départ, je pouvais me poser la question. Tout le monde le sait-il et en réalise-t-il les conséquences politiques ? Quatre heures de polémiques haineuses m'ont fait prendre conscience que mes «interlocuteurs» étaient partisans de la théorie du moindre mal, dont on a vu les effets catastrophiques en URSS, dans les démocraties populaires, à Cuba et encore en Chine actuellement.

Sous prétexte que ces régimes se prétendaient (ou se prétendent encore) anti-américains ou anti-impérialistes, il fallait laisser les peuples de ces pays croupir pendant des dizaines d'années sous des dictatures sanguinaires et se désintéresser de leur sort – qui de toute façon n'était «pas si terrible que ça», paraît-il.

Il m'a semblé que, dans l'esprit de la plupart de mes interlocuteurs, s'était opéré un étrange mélange idéologique.

D'une part, les arguments anti-impérialistes classiques, que le PCF a toujours employés lorsque existaient l'URSS et les démocraties populaires. L'Amérique était présentée à l'époque comme l'Empire du Mal, et le «camp socialiste» comme l'Axe du Bien. Et si on n'était pas à cent pour cent pour tel mouvement de libération nationale ou tel Etat soutenu par l'URSS, on était forcément un «agent de l'impérialisme». Aujourd'hui cela devient: «Si tu n'es pas du côté de l'Irak (et certains ajoutent avec Saddam), tu es du côté des États-Unis, de l'impérialisme.» Ces gens-là «oublient», bien sûr, que Saddam a toujours été soutenu par l'impérialisme... français.

Cet anti-impérialisme à la sauce stalinienne ou tiers-mondiste dont *Le Monde diplomatique* est le meilleur (et le pire) représentant se combine, d'autre part, assez harmonieusement avec un jacobinisme pseudo-universaliste, qui a de très vieilles racines en France. La façade de ce jacobinisme est régulièrement ravalée depuis Napoléon, et De Gaulle est sans doute son incarnation la plus forte dans l'histoire de ces cinquante dernières années. La France a toujours eu des visées coloniales et impérialistes, et le chauvinisme qui se cache sous le masque des droits de l'homme est fort utile à sa classe dominante. Cette idéologie ratisse très large puisqu'elle touche un éventail politique qui va de Chirac à Chevènement en passant par le PCF, le PS et tous ceux (issus de l'immigration ou non) qui tiennent un discours citoyen, républicain, dans les «assoc'» de tout poil, etc.

En ce sens, la manifestation du 15 février 2003 a probablement représenté une forte expression d'unité nationale et elle a permis de redorer le blason de Chirac. Son gouvernement essaiera de profiter de cette occasion pour paraître «en phase» avec le peuple français... au moins sur un point. Car pour le reste, des licenciements en cascade aux lois contre les gitans, les mendiants et les prostitué(e)s, des allègements sur l'ISF aux privatisations annoncées, il aurait bien du mal à présenter le moindre bilan positif. Et le meilleur cadeau que puisse offrir Bush à Chirac, ce serait sans doute de ne lui demander aucune aide militaire – à part ses quelques avions espions qui lui sont (et seront) bien utiles pour bombarder l'Irak. Mais chut, faut pas le dire...

Y.C., février 2003

Notes

(1). Sur le coup, je n'ai pas compris mais ensuite je me suis souvenu d'incidents multiples qui me sont arrivés lorsque je travaillais à l'aéroport d'Orly puis de Roissy. Beaucoup de Nord-Africains, d'Égyptiens, et même de personnes originaires des pays du Golfe étaient persuadés que j'étais Arabe et que je les snobais en faisant semblant de ne pas comprendre leur langue. J'avais même appris à leur intention une petite phrase («Je vous aime beaucoup mais je ne suis pas Arabe») qui était si ridicule et si mal prononcée qu'elle détendait l'atmosphère. Mes interlocuteurs du 15 février 2003 étaient sans doute dans le même trip identitaire... Dans un registre assez identique sur le fond, les Juifs antisionistes se voient systématiquement reprocher d'être victimes de la «haine de soi», tarte à la crème commode qui permet à un Juif d'en disqualifier un autre, quand ils ne sont pas d'accord entre eux.

(2). L'argument de l'innocence, de la responsabilité mineure du «pauvre» Saddam à cette occasion figure en bonne place dans presque tous les livres écrits par des gens de gauche ou d'extrême gauche sur ce conflit. Madeleine Albright aurait donné le feu vert à Saddam Hussein, donc ce dernier ne serait nullement responsable de l'invasion du Koweït, ni des massacres et pillages commis par ses troupes !

(3) Sous le titre «Non à l'intervention américaine, non à l'union nationale derrière Chirac» la revue *La lutte de classe* publiée par Lutte ouvrière publie un article très clair et parfaitement juste.

Adriano Sofri : A Bagdad, la liberté d'expression n'existe pas

Ce texte d'un, ex-dirigeant de Lotta Continua, condamné à 22 ans de prison en Italie suite à la dénonciation d'un «repenti» a été publié par Courrier International du 13 février 2003.

«Le 15 février, les manifestants devront choisir leurs mots d'ordre. Il est évident que la guerre contre l'Irak verra réunis les pacifistes “par principe“ – contre la guerre sans condition – et ceux qui sont persuadés que cette entreprise militaire est une erreur ou un délit.

Parmi ces derniers, nombreux sont ceux qui protestent contre l'idée d'une guerre préventive, contre une guerre qui ne parvient pas à prouver qu'elle est inévitable, et donc acceptable, contre une hyper puissance américaine qui blesse, jusque dans son langage, l'ouïe universelle. Les manifestants vont protester contre la politique étasunienne.

Et peu nombreux sont ceux qui, si on leur pose la question, ne répondront pas que Saddam Hussein est “évidemment“ un tyran néfaste et sanguinaire, un boucher autant pour son peuple.

«Mais nous arrivons à ce désastre longuement annoncé et distillé sans avoir vu une seule manifestation contre Saddam Hussein, et sans qu'une seule des nombreuses manifestations contre les Etats-Unis et pour la paix ait été marquée par des dénonciations significatives du régime irakien. De plus, on sait aujourd'hui que le sacrifice de Saddam – même son départ en exil – suffirait à stopper la guerre. Combien d'Irakiens seraient contents de pouvoir crier “SADDAM, VA-T'EN !” ? Beaucoup, je crois. Même en continuant à maudire les Américains.

Et pourtant les manifestants européens et américains sont libres de crier “SADDAM, VA-T'EN !” et de le crier aussi fort que les slogans contre Bush et Blair. S'ils ne l'ont déjà pas décidé, je leur propose de le faire. Je ne parviens pas à trouver une seule bonne raison qui le déconseille.

«Dénoncer un dictateur (l'empêchant ainsi de récupérer la passion des étrangers pour la paix) risque-t-il d'affaiblir l'opposition à la guerre préventive de Bush et de ses alliés ? Non, au contraire. **ON NE PEUT DECLARER SA SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE IRAKIEN SANS REVENDIQUER LA FIN DE L'OPPRESSION QUE LUI IMPOSE SADDAM.** En disant clairement à Saddam qu'il aille se faire foutre, on ne ferait pas le jeu de l'arrogance américaine, mais on ôterait un prétexte essentiel à ceux qui veulent la guerre à tout prix, Saddam ou pas Saddam. Et on montrerait que **LA PASSION POUR LA PAIX N'ACCEPTÉ AUCUN COMPROMIS AVEC**

LA JUSTICE ET LA LIBERTE.»

Les quatre textes qui suivent ont été publiés par Guy Fargette dans *Chroniques de barbarie* et *Le Crépuscule du XX^e siècle*, puis republiés dans le numéro 3 de *Ni patrie ni frontières*. Comme je n'en partageais pas toujours les conclusions ou hypothèses implicites ou explicites, j'ai réalisé un petit entretien avec l'auteur qu'on peut lire à la suite de ces articles et qui permettait de préciser certains points de divergences ou de mécompréhension entre nous. (Y.C.)

Faiblesse des forces «anti-guerre»

Au XX^e siècle, la dénonciation de la guerre, constitutive de pans entiers du mouvement ouvrier, était réaliste au moins en ceci : on pouvait espérer la même réaction en écho, chez l'adversaire étranger. Il s'agissait de défendre un défaitisme sur tous les fronts, pour éradiquer un jour les fauteurs de guerre dans chaque pays. Même si le mouvement pacifiste n'a pas eu la force d'empêcher les guerres, il a connu par moments une réalité de masse.

Il existe aujourd'hui une coalition internationale contre la guerre en Afghanistan (CICG), mais son succès en France est infime et elle s'en étonne. Le contraste avec les mobilisations contre les institutions de la mondialisation néo-libérale est effectivement frappant.

Ses thèmes disent assez l'orientation de son agitation dérisoire : la guerre ne servirait que des intérêts pétroliers ; elle permettrait des restrictions contre des libertés individuelles en Europe et aux Etats-Unis ; enfin, elle serait opportune pour une économie américaine entrée de fait en récession au printemps 2001.

Ces arguments ne sont pas dénués de fondement, ce qui est bien le minimum pour une agitation politique, quelle qu'elle soit. Mais en taisant l'essentiel, ces agitateurs étriqués élaborent une espèce de mensonge par omission. Les tenants de l'action militaire en Afghanistan ont un argument massif en leur faveur : il faut détruire la base arrière de l'islam politique, qui se trouve effectivement là-bas, car aucune récidive de l'action du 11 septembre 2001 n'est tolérable pour un Etat constitué, à moins qu'il ne se résolve à se soumettre et à disparaître de fait.

La dénonciation de la guerre véhicule un message de résignation et de capitulation devant ces groupes apocalyptiques dont les membres sont déterminés à payer de leur propre vie le sens de leur engagement irréversible. Pire, si les partisans de la critique de la mondialisation néo-libérale s'engageaient dans une action anti-guerre importante, ils justifieraient les accusations déjà lancées par tous les moyens de propagande modernes d'avoir fait le lit de l'hostilité à l'hégémonie occidentale et américaine. On les accuserait de cons-

tituer la Cinquième colonne d'Al-Qaïda, non sans vraisemblance. L'inexistence de tout germe de défaitisme symétrique assure l'Etat américain d'avoir peu à craindre des critiques anti-guerre, d'autant que les cibles des opérations sont dans l'ensemble de toute légitimité.

Le pacifisme bêlant n'est qu'une resucée de réflexes politiques anciens et datés, un symptôme de l'extraordinaire glaciation qui a saisi l'héritage du mouvement ouvrier. Ses héritiers abstraits semblent condamnés à de piètres gesticulations répétitives sans rapport avec les situations concrètes nouvelles que l'histoire charrie. Plus que jamais, prendre parti signifie s'associer à des criminels.

Guy Fargette, Paris, le 15 décembre 2001

Misère de l'anti-guerre en Europe

La déficience de l'argumentaire des opposants à une guerre au Proche-Orient, même en tenant compte de l'immense régression politique qui caractérise l'époque, est assez étonnante. Celui-ci se cantonne, en effet, pour l'essentiel à un décalque inversé de la propagande de guerre diffusée par l'Etat américain sur ses buts immédiats, dont tout le monde sait qu'ils relèvent du leurre. La diabolisation de l'Irak, qui n'a guère besoin de mensonges ni d'exagérations pour convaincre, représente l'horizon de ce faux débat. Les opposants à la guerre avancent que cet Etat est dérisoire et que son pouvoir de nuisance demeure négligeable. Ils sautent ensuite sur le registre moral en assurant que ce serait faire la guerre à des enfants que d'entreprendre une action militaire contre ce régime, comme si le chef de cet Etat particulièrement criminel n'était pas le principal responsable de la situation dans le pays qu'il domine depuis une trentaine d'années.

À moins d'être un quaker pratiquant la référence automatique au refus de la guerre, quel que soit l'adversaire, cette attitude est curieuse. Ces anti-guerre ne semblent d'ailleurs guère s'être émus du score de 100% de participation et de vote favorable au plébiscite organisé par Saddam Hussein il y a quelques mois. L'énormité banale du procédé rencontre là une complaisance qui évoque la cécité de sinistre mémoire sur la nature de l'URSS. La certitude affichée par nombre d'anti-guerre que les Américains ne seront pas en mesure de renverser le régime baasiste, malgré leur démonstration récente en Afghanistan, relève sans doute du même terreau de complaisance. Leur démarche à prétention morale véhicule un message de capitulation silencieuse, qui résume au fond toute la politique européenne. L'esprit «munichois» fut la manifestation inaugurale de cette démission, que la logique de «finlandisation» a entretenue sur le vieux continent tout au long de la guerre froide. Mis à part quelques rares et tardifs articles de presse, presque personne en Europe ne prend en compte le contexte de l'après 11 septembre 2001. L'affaire d'Irak serait déconnectée des stratégies de réaction de l'Etat américain, parfois accusé de devenir «fou».

Pour comprendre quelque chose à ce qui est en cours au Proche-Orient, il faut, ne serait-ce qu'un instant, écouter la logique des dirigeants américains. Pour eux, l'Irak n'est pas l'enjeu principal de l'affaire. Ils en attendent un effet de ricochet. L'objectif est en fait l'Arabie saoudite, dont il s'agit pour le moins de briser la puissance financière qui alimente l'intégrisme islamiste dans le monde entier : l'ouverture de la production irakienne de pétrole aurait pour conséquence une surproduction et un effondrement probable des prix, ce

qui conduirait l'Arabie saoudite à une crise insoluble des paiements, voire à sa fragmentation. Les Américains se sont rendus à une évidence qu'ils avaient refusée de prendre en compte depuis des années. Ils ont dû admettre que l'opération du 11 septembre avait été, d'une manière ou d'une autre, appuyée par des secteurs de cet «Etat» saoudien. Pour les Etats-Unis, ce régime s'est vendu aux islamistes djihadistes, ce qui ne peut être passé par profits et pertes.

Quand on sait la fragilité de cette entité, tenue à bout de bras par l'assistance américaine depuis les années 1930, la moindre défiance pratique de ce genre représente un danger mortel. Une stratégie d'émiettement, avec séparation du Nedj, des lieux saints et des zones de production pétrolières, bouleverserait les rapports géopolitiques de la région qui s'étend de la Méditerranée à l'Inde, ce que les Anglo-Saxons appellent précisément le «Moyen-Orient». L'enjeu de l'affaire est donc non pas l'Irak, mais l'islam wahabbite, dont la dérive n'a fait que nourrir la variante djihadiste salafiste symbolisée par Bin Laden.

Toute opposition solidement argumentée à une guerre devrait d'abord effectuer quelques comparaisons avec la situation de 1990. La lenteur de la mise en place du dispositif américain, ainsi que son niveau très inférieur à celui de 1991, font plus penser à une vaste mise en scène guerrière qu'à de vrais préparatifs. Les Etats-Unis ne désespèrent pas de gagner sans faire une vraie guerre. Le refus du conflit devrait surtout se définir en fonction du sort de l'Arabie saoudite et des conséquences de son éventuelle disparition, au lieu d'en rester au leurre irakien. L'inexistence à peu près totale des «anti-guerre» sur ce terrain trahit leur inconsistance.

Il va de soi que cet affaiblissement ou cette désintégration, associés à la liquidation du régime baasiste d'Irak, auraient pour effet mécanique de replacer l'Iran au centre de la géopolitique de la région. L'attitude de Bush déclarant dans son discours de l'Union au début de 2002 que ce pays fait partie de «l'axe du mal» assume dans une telle perspective un sens très différent de celui qui a été presque partout annoncé.

Les Européens ont voulu y voir un exercice idéologique quelque peu autonomisé, qui reflétait les fantômes d'un esprit faible gavé de prêche méthodiste, alors qu'il s'agit visiblement d'un endiguement préventif contre cet Etat, puissance régionale dominante potentielle. La relation entre l'Amérique et l'Iran sera fondamentale pour la suite des événements. Cette question est le soubassement des rapports géopolitiques de toute la région depuis plus de vingt ans.

Cette force, latente, de l'Iran est la grande cause du maintien du régime de Saddam Hussein en 1991 : alors que le pays était en insurrection à peu près générale, les Américains ont épargné les unités blindées de la Garde républicaine qu'ils tenaient à leur merci, afin de les laisser réprimer les Kurdes et surtout les chiïtes du sud irakien, berceau de cette variante de l'islam, où se trouvent la plupart de ses lieux saints. Même si ces chiïtes se sentent moins

d'affinités avec leurs coreligionnaires perses qu'on ne le croit en Occident, la dynamique de rapprochement pourrait devenir irrésistible dans cette zone et représente un cauchemar pour les stratèges américains.

La vérité des événements en cours ne se dévoilera que dans les cinq ou dix ans à venir : le Pakistan ou l'Arabie saoudite sont des sociétés affreusement déréglées, travaillées par des contradictions probablement insolubles, pour lesquelles la fuite en avant dans un intégrisme religieux aurait l'avantage de reporter à plus tard l'affrontement des problèmes, voire de les rejeter sur l'extérieur.

Cela, les Etats-Unis ont fini par le comprendre, à la différence des Européens, et ils ont décidé d'en finir avec la politique du statu quo qui avait constitué le fond de leur stratégie depuis des décennies. Un tel changement est gros de danger, mais ils ont conclu après le 11 septembre 2001 que l'attentisme était encore plus risqué et n'offrait aucune perspective de solution. Il n'est que plus dérisoire de constater que la logique de maintien du statu quo est le seul fond de référence des anti-guerre en Europe. Leur naïveté «démocratique» leur fait assurer que les peuples de la région doivent avoir le droit de disposer d'eux-mêmes, ce qui revient à laisser les Irakiens à la merci de tortionnaires de la Moukhabarat et des criminels de guerre, et à abandonner les Saoudiens aux lubies des arriérés wahabbites. Ce repli retardataire sur la stratégie américaine de la période antérieure souligne cruellement l'impuissance et la stérilité de l'actuelle position du pacifisme européen.

Il ne s'agit malheureusement pas d'un hasard : la même attitude fonde le dénominateur commun des critiques de la mondialisation libérale. L'idéalisation de la sinistre situation qui prévalait auparavant n'est pas trop ouvertement revendiquée, mais constitue l'arrière-plan actif de ces prises de position. Il y a là un reflet de cette peur de l'histoire qui caractérise l'ambiance européenne. Il ne faudrait toucher à rien, car toute évolution ne ferait qu'empirer les choses. Ce contraste entre l'inertie européenne et le volontarisme américain paraît éclatant.

Il est à peu près aussi vide de signification d'être pour ou contre la guerre éventuelle au Proche-Orient que ce l'était de voter en avril 2002 pour Le Pen ou Chirac, lors du deuxième tour des présidentielles françaises. L'état du monde confirme en ces occasions à quel point les gens comme nous, qui nous référons toujours à la perspective d'une émancipation générale du genre humain, sont placés hors du jeu de l'histoire immédiate. Nous n'avons pas de prise raisonnable sur ces événements, parce que les seuls choix accessibles représentent des inconvénients rédhibitoires. Il n'est pas d'argument d'efficacité qui puisse nous faire choisir un moindre mal (entre un escroc authentique ou une caricature de fasciste, quel choix «démocratique» existerait-il ?), car il est impossible de dire laquelle des deux éventualités y correspondrait.

Nous ne pouvons qu'essayer de comprendre la dynamique des événements

pour préserver d'hypothétiques interventions dans un avenir sans doute très lointain. Savoir s'ennuyer est depuis toujours l'un des secrets de la fidélité aux engagements politiques et sociaux. Les activistes demeurent, plus que jamais, de dangereux brouillons, qui sautent d'un prétexte à un autre pour faire la morale aux autres. Cela présente l'avantage de détourner l'attention des bilans embarrassants qui s'imposent et l'inconvénient de participer à d'inavouables errements. Il est ainsi amusant de constater que ces activistes accompagnent spontanément le projet irréaliste de l'Etat français, qui ne se résout pas à son recul inexorable, de faire de l'Europe un levier de ses propres ambitions «rayonnantes», dans la ligne de son impérialisme de toujours.

Guy Fargette (31/12/2002)

1. L'abîme qui sépare les Etats-Unis de l'Europe se mesure aussi aux thématiques des anti-guerre américains, qui ne peuvent se permettre les mêmes inconséquences. Ne serait-ce que par un intitulé comme «Win without War», on voit qu'ils perçoivent le caractère intenable du statu quo.

Débats stratégiques aux Etats-Unis

Rien ne traduit mieux le provincialisme européen, qui va de pair avec le renoncement de ce continent à un rôle mondial, que l'absence de véritables discussions stratégiques. Il va de soi que tout débat sérieux en cette matière doit partir d'une base pratique. L'Union européenne ne représente en aucune manière un périmètre à partir duquel pourrait s'exercer une influence consciente et volontaire sur le monde. La nation, seule, demeure cet ensemble organique capable d'unifier les volontés et les énergies éparses. Or l'Europe, par instinct de survie, ne peut que contenir cette logique: deux guerres mondiales y ont montré sans discussion possible le danger qu'il y avait à laisser les mécanismes nationaux livrés à eux-mêmes.

Il est significatif que les rares auteurs inspirés puisent, au fond, dans les débats stratégiques américains. Certains cercles spécialisés mènent évidemment des discussions, dont le livre d'Alain Joxe, *L'Empire du Chaos* (avril 2002), est une trace vivante. Mais il appartient à la même catégorie que les ouvrages de Kissinger ou de Brzezinski aux Etats-Unis. Ces thèses, quel que soit leur degré de pertinence, ne suscitent guère d'écho dans la population. Bien qu'il apparaisse comme un franc-tireur, Emmanuel Todd, avec *Après l'Empire*, a produit un ouvrage moins spécialisé. Ses réflexions pas nécessairement justes, mais souvent fertiles, devraient permettre une discussion ouverte, au moins dans des cercles limités, même si sa position irréductible à un courant idéologique, rend cela improbable. L'engourdissement intellectuel est si profond qu'un tel ouvrage paraît une exception destinée à demeurer isolée.

Ce n'est qu'aux Etats-Unis que l'on voit paraître des thèses et des discussions qui répondent à des préoccupations diffuses, notamment parce qu'elles s'enracinent sur un terreau de perceptions de masse. En ce sens, il y a eu deux ouvrages importants depuis une dizaine d'années, et deux seulement : celui de Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire*, et celui de Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*. Emmanuel Todd affecte de reprendre le schéma général de la vision de Fukuyama (un monde enfin pacifié où se poseraient surtout des questions techniques), mais dans un tout autre sens : E. Todd insiste sur les facteurs de démographie et d'instruction, comme variables fondamentales de long terme. Ce schéma est obligé de négliger le court et le moyen terme car les affrontements les plus variés ne cessent de produire des démentis «provisoires». La force et la faiblesse de Todd viennent de son «matérialisme» qu'il

ancré dans les relations de parenté traditionnelles de chaque société. Son rejet de Huntington, qui consiste en une réponse détaillée à Fukuyama, est plus curieux : Todd affecte de voir dans *Le Choc des civilisations* une analyse du long terme, ce qui est expressément démenti par l'auteur. De plus, Todd réduit l'analyse de Huntington au corrélat religieux que celui-ci avance pour caractériser une «civilisation», alors qu'il est infiniment plus nuancé (la caractéristique religieuse ne se définit qu'à l'échelle des siècles voire des millénaires, mais le propos de Huntington est expressément limité aux quelques décennies qui viennent). Nombre de malentendus sur ces thèses proviennent de ce qu'elles ne disposent pas des outils conceptuels adéquats. Il est néanmoins curieux que E. Todd discerne les prémisses d'un conflit anthropologique latent, un affrontement entre valeurs, entre le monde américain et l'univers musulman, notamment sur la position des femmes dans la société. C'est exactement ce que *Le Choc des Civilisations* a vocation à décrire et analyser.

Cet ouvrage, avec son titre si décrié, tente au fond de cerner le caractère incommensurable de ce que Cornélius Castoriadis appelait «institution imaginaire de la société». Pour s'approprier cette théorie, il faut avoir une conception subversive de l'originalité de l'Occident et se souvenir du projet de renversement ouvrier du régime bourgeois. Ce serait beaucoup demander à un théoricien de l'oligarchie américaine. Seule une lecture décalée de Huntington peut apporter un éclaircissement sur ce qui est en cours, d'où le texte critique qui suit.

Guy Fargette

Faut-il confondre «choc» et «conflit» ?

L'article publié en 1993 par Samuel Huntington dans *Foreign Affairs*, s'intitulait «*The Clash of Civilizations ?*» et a suscité, aux Etats-Unis, une série de débats et de polémiques considérable. L'expression est empruntée à l'historien Bernard Lewis, «*ce n'est rien moins qu'un choc des civilisations*» (p. 33 du livre *The Roots of Muslim Rage*, paru en 1990). Huntington a rédigé en 1996 un ouvrage portant le même titre, sans le point d'interrogation. Il y étoffe son argumentation initiale.

Cet ancien professeur de l'université de Yale a fait partie des équipes du gouvernement américain. Certains de ses détracteurs l'accusent d'avoir contribué à la politique militaire américaine au Vietnam. Il a, en tout cas, exercé une fonction d'«expert» auprès du Conseil national de sécurité américain sous Carter. Il est depuis revenu à l'université, de Harvard, où il dirige le *John M. Olin Institute of Strategic Studies*. Il passe pour un homme de centre droit, sans pouvoir être rattaché à aucun des deux grands partis.

Le retentissement exceptionnel de sa thèse ne semble comparable qu'à l'écho rencontré par le texte de George Kennan, qui établissait en 1946 les grandes lignes de l'analyse américaine sur l'affrontement de la «guerre froide» à venir. Cela implique qu'il s'agit d'une discussion majeure interne à la sphère dirigeante de l'oligarchie américaine, qui se trouve simultanément en mesure de se diffuser assez largement dans l'ensemble de la population. Une telle dimension interdit de traiter les positions de Huntington avec désinvolture. Elles constituent en elles-mêmes un symptôme fondamental de ce qui est au fondement actuel des prises de décision et de consensus politique aux Etats-Unis, ce qui rencontre d'ailleurs l'intention explicite de cet auteur, qui entend définir une cartographie pragmatique pour la stratégie de l'Etat américain au cours des prochaines décennies.

S'intéresser à ce qu'a effectivement écrit Huntington

Il faut d'abord transcrire et résumer ce qu'a effectivement écrit Samuel Huntington, car le plus frappant, c'est de voir l'étrange mauvaise foi dont le nom même de cet auteur est entouré en France, au point de dissuader toute vérification sur ses textes. Ce biais se trahit par une falsification constante : on affecte de croire qu'il a intitulé son livre «la guerre des civilisations». Huntington recommande au contraire explicitement d'éviter d'envenimer les rapports entre civilisations afin de prévenir des situations de guerre qui seraient grosses de complications interminables.

Il a rédigé son article initial en réaction aux positions de Fukuyama (sur la fin de l'histoire et la fin des conflits après la guerre froide). Le livre de ce der-

nier, paru à la fin de 1992, considérait que le seul concurrent des Etats-Unis s'étant évaporé, une ère d'hégémonie et de prospérité allait s'ouvrir pour le monde entier, où il n'y aurait plus que des questions «techniques» à résoudre.

Huntington constate au contraire que les conflits vont paradoxalement en se multipliant, mais par en bas, que l'Occident est sorti épuisé de la guerre froide et ne peut plus prétendre à l'hégémonie mondiale dont il avait bénéficié au XIX^e siècle, que l'on assiste à l'apparition inéluctable d'une multipolarisation, à la place de l'ancienne bipolarisation.

Bien plus, il lui apparaît que la fin de la guerre froide a laissé un vide identitaire, qui ne semble trouver de solution que dans un repli sur des références culturelles profondes. Il ne s'agit pas d'une simple régression, car le phénomène de la mondialisation y a sa part, en mettant en présence immédiate, les unes face aux autres, les grandes aires culturelles qui formaient des mondes relativement étanches depuis des millénaires. À l'occasion de ce contact, on se définit *autant par ce que l'on n'est pas que par ce que l'on est*. Personne ne peut dire combien de temps cela suffira à motiver les comportements individuels et collectifs.

Huntington s'attache longuement à cerner ce qu'est une «civilisation», c'est-à-dire une culture au sens large, s'autoreproduisant et ne pouvant fusionner avec les autres. Il défend là une forme de différentialisme, mais qui ne se situe pas sur un terrain racial ou ethnique. Il se réfère à un grand nombre d'auteurs connus, de Braudel à Spengler, en passant par Toynbee, etc., et considère que dans les décennies à venir ce processus de multipolarisation entre quelques grandes civilisations va prévaloir, mais sans en faire une clé de lecture historique durable : il affirme ne pouvoir deviner ce qui pourrait s'imposer comme type de conflit dans une cinquantaine d'années. Son analyse ne prétend pas dépasser l'horizon du moyen terme, ce que ses détracteurs ne se donnent jamais la peine de reconnaître.

Le pessimisme sous-jacent de sa vision est indéniable : les êtres humains trouvent toujours des raisons de se faire la guerre, et quand ils n'en ont plus, ils peuvent s'en inventer. Son analyse sur le «choc des civilisations» s'alimente à ce «pragmatisme» pessimiste.

Sa définition des civilisations est nécessairement très floue (il admet qu'il n'existe pas de ligne de partage précise), mais il considère qu'il existe des pôles très marqués et dont aucun ne peut l'emporter sur les autres.

Comme son objet est une cartographie des rapports de force, il s'intéresse aux sept ou huit principales zones susceptibles d'avoir une importance dans les liens internationaux et régionaux et en vient à les définir par une corrélation avec l'attachement culturel le plus profond et le plus ancien, la religion, bien que pour l'Occident, il hésite : c'est la seule grande aire culturelle qui n'ait pas inventé sa propre religion, qui vive avec deux variantes à peu près aussi fortes l'une que l'autre, le catholicisme et le protestantisme, et qui se dé-

finit tout autant par des critères étrangers à la religion, le «règne du droit et de la loi».

Il se laisse cependant parfois guider par cette corrélation, et paraît tomber dans un piège métonymique. Ses remarques sur la dynamique encore actuelle de diffusion des religions, en Amérique latine, en Chine ou en Afrique, sont néanmoins d'un intérêt certain. Le fossé qui s'élargit sur cette question entre l'Europe et les Etats-Unis mérite également d'être pris en compte (depuis une vingtaine d'années, la croyance en un Dieu s'étend dans le nouveau monde, alors qu'elle régresse toujours en Europe).

Les grandes civilisations lui paraissent les suivantes : occidentale, chrétienne orientale, musulmane, chinoise, japonaise, bouddhiste, africaine (potentielle), et latino-américaine (cette dernière pourrait éventuellement s'intégrer à l'Occident). Il élude avec prudence l'idée que la religion juive pourrait désigner une civilisation également autonome (il semble laisser ouverte la possibilité qu'elle soit une partie de l'Occident), mais comme elle n'a pas les dimensions démographiques qui en font une civilisation importante, le sujet n'est pas approfondi.

La question qu'il se pose

La question fondamentale qu'il se pose est la suivante : quels conflits peuvent dégénérer et s'élargir de façon incontrôlée ? Et, son corollaire, lesquels ne sont pas véritablement dangereux pour la paix du monde ?

Le «modèle» qu'il avance présente un pouvoir explicatif très net pour certains types de conflits interminables tels que ceux de Chypre, de Yougoslavie, du Caucase¹, du Proche-Orient (Liban, Palestine), du Kosovo, du Soudan, d'Érythrée, de la tension entre Inde et Pakistan, ou des guérillas aux Philippines et dans certains recoins de l'Indonésie (Célèbes et Timor), de Ceylan, de l'Assam, de la Birmanie (pour l'Arakan, les Karens), etc. La nature transfrontalière de ces conflits, le fait qu'il soit difficile de les classer comme intra- ou inter-étatiques, reçoit là un éclairage fondamental. Mieux, quelques absences de conflits trouvent aussi une explication assez convaincante, comme l'apaisement de la situation entre l'Ukraine et la Russie⁽²⁾.

La dynamique spécifique d'un conflit de civilisation

Lorsqu'un conflit local se déclare sur une ligne de faille entre civilisations distinctes, il n'y a pas de compromis durable possible. À la différence d'une querelle portant sur le partage d'intérêts matériels, de ressources, etc., toujours susceptible de médiation et de partage final, les participants d'un conflit de civilisation ne sont pas portés à composer. *Les franges extrêmes, tout à fait minoritaires au départ, tendent à devenir motrices dans la dynamique de l'affrontement.* Livré à lui-même, ce type d'antagonisme ne peut que s'envenimer, jusqu'à épuisement des combattants ou liquidation d'un des camps (par l'extermination ou l'exil). Les guerres civilisationnelles, même avec des moyens réduits, se caractérisent par une violence considérable, sus-

ceptible de déclencher le génocide, ou des exils de masse. Elles ne sauraient trouver en elles-mêmes les moyens d'une solution raisonnable.

Cette dynamique sinistre, assez difficile à étudier avec froideur, semble pointer vers de si sombres perspectives que la plupart des commentaires se règlent sur de nécessaires diversions. L'affaire de Palestine, qui correspond à ce schéma depuis plus de cinquante ans, a abondamment permis de vérifier la propension des commentateurs à se leurrer.

Les pôles du monde multipolaire

Huntington passe ensuite à la hiérarchisation interne à chaque grande aire civilisationnelle : certains Etats sont plus égaux que d'autres dans leur zone et y assument une position phare. Ce sont les vrais pôles du monde multipolaire en cours de constitution. Leur rôle est considérable car un conflit de civilisation local tend à s'étendre inexorablement, en faisant appel de proche en proche aux puissances secondaires, jusqu'à concerner les Etats-phares eux-mêmes, quand ils existent. Ces grands Etats sont en mesure de modérer les conflits, tant qu'ils ont le sentiment que leur hégémonie n'est pas menacée dans leur propre zone. Le problème devient plus délicat quand il n'existe pas d'Etat-phare, comme dans la zone musulmane, perçue par Huntington comme fondamentalement unitaire, par-delà les différences d'histoire, de société, et malgré son extension géographique.

Huntington souligne aussi à quel point le rapport entre l'Occident et le reste du monde est déterminant. C'est, en termes «classiques», la contradiction principale, et il insiste beaucoup pour que l'Occident ne tente pas d'imposer ses valeurs aux autres régions du monde (ce que ses détracteurs passent *systématiquement sous silence, car par un étrange renversement, ils considèrent comme allant de soi qu'il faut toujours diffuser les valeurs occidentales, perçues comme universelles, au monde entier*). Le prosélytisme «civilisationnel» est pour Huntington une cause d'exacerbation des ressentiments, grosse de drames ultérieurs.

Les deux types de conflit à prévenir

Huntington détaille les deux grands types de conflit qui peuvent se produire et qui auraient des conséquences désastreuses pour tous, notamment pour l'Occident :

- *Soit une rivalité globale.*

Il existe ainsi un danger, non immédiat mais permanent et qui ira en s'aggravant, d'affrontement entre les Etats-Unis et la Chine, étant donné la croissance économique, à ses yeux irrépessible, de cette très ancienne civilisation.

- *Soit une série de conflits locaux, menaçant de s'envenimer peu à peu et se développant irrésistiblement.*

Il rappelle la série d'affrontements survenus après 1990, où il perçoit la prévalence d'une implication d'un camp islamique (dans 50 % des affrontements environ). C'est en fait tout le pourtour de la zone de civilisation musulmane

qui est susceptible de s'embraser, comme si la coexistence avec une autre civilisation y était plus difficile que pour les autres. Il ne prend pas en compte le fait que les zones frontières de l'islam sont essentiellement terrestres, mais il pourrait sans doute répondre que l'histoire n'a pas connu de région musulmane qui ait pu cesser de l'être sans défaite militaire de l'islam. La sortie libre et pacifique de l'islam a été en effet exclue par le prophète et ce principe a été fidèlement appliqué depuis plus de mille quatre cents ans.

Huntington considère que le dynamisme démographique de cette aire musulmane rend la situation très difficile à contrôler, aussi bien en son sein que sur son pourtour. Il ne distingue pas les différentes zones musulmanes, qui présentent pourtant de notables divergences de comportement sur ce terrain. L'Asie centrale anciennement «soviétique» a par exemple achevé sa transition démographique, et sa population est totalement alphabétisée, deux traits qui la distinguent profondément des pôles du dynamisme islamiste, comme le Pakistan, l'Arabie saoudite et plus anciennement l'Iran. Cette croissance démographique ne se stabilisera que vers 2020-2030, ce qui devrait alors alléger les tensions. Il note surtout que l'absence de régulations internes semble être un problème spécifique de ce monde musulman déchiré par les guerres civiles, les guerres entre Etats et les rivalités régionales. La résultante globale est néanmoins une augmentation inéluctable de puissance du monde islamique : Huntington distingue la «modernisation» (adaptation à un monde urbain, technique, productif, etc.), qu'il voit en marche dans ces pays, de «l'occidentalisation», qui rendrait les processus sociaux «homothétiques» à ceux de l'Occident. Il insiste sur le fait que l'affrontement Islam-Occident est d'ores et déjà une réalité depuis une vingtaine d'années. Elle se manifeste de manière asymétrique, opposant des attentats à des interventions économico-militaires. La liste qu'il fournit produit un effet d'accumulation convaincant, ce qui est sans doute pour beaucoup dans la rage de ses détracteurs et dans l'adhésion plus silencieuse de ses partisans.

L'intention explicite de l'auteur est d'éviter à l'Occident, qui connaît un lent déclin depuis 1920 environ, une guerre importante et désastreuse. Il recommande une ligne stratégique de préservation de l'avenir, analogue à une navigation en eaux peu profondes, et adjure de ne pas se laisser gagner par une ivresse de puissance qui durera beaucoup moins longtemps qu'on ne le croit aujourd'hui.

La grande question non résolue lui paraît liée à la Chine : quand cette puissance prétendra à l'hégémonie sur l'Asie orientale, que feront les Etats-Unis ?⁽³⁾ Héritiers de la puissance britannique, ils ont toujours refusé de laisser une seule puissance continentale dominer l'Europe, ou l'Asie. De plus, les Etats-Unis n'ont jamais délégué à d'autres le *containment* d'un rival. Ils se mettent toujours en première ligne.

Il lui paraît en tout cas vital d'éviter une intervention d'une puissance dans un conflit interne à une autre civilisation (par exemple entre la Chine et le

Vietnam), à une restriction près : si des «intérêts vitaux» sont en jeu. Ce fut le cas de l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, puisqu'il s'agissait de savoir qui contrôlerait l'approvisionnement mondial en pétrole ⁽⁴⁾. Il reste qu'une telle «exception» peut inverser nombre de recommandations induites par ses thèses, qui ne fournissent pas nécessairement de perspectives claires.

On le voit à son analyse sur les guerres récentes des Balkans. Il brosse un curieux tableau de l'implosion de la Yougoslavie. Il regrette que les Etats-Unis aient fini par jouer un rôle de substitut d'Etat-phare musulman pour calmer les choses. Il conçoit qu'il s'est agi d'une *Realpolitik*, mais considère, contre l'évidence, que l'intervention américaine a prolongé la guerre. Il sait très bien que les Serbes furent les agresseurs, mais en disciple de Machiavel il ne se pose guère de question morale. Le fond de sa position repose sur le fait que la présence d'un Etat à base musulmane lui paraît contre-indiquée sur le sol européen. Ce type d'analyse laisse entrevoir la profondeur des résistances des Etats occidentaux à la création d'une grande Albanie ou d'un Etat bosniaque musulman indépendant. Le maintien de fictions comme une Bosnie multi-ethnique et un Kosovo comme province de Serbie, pourrait être bien plus durable que la réalité régionale ne l'exige.

Il passe surtout à côté du fait que les Etats-Unis sont intervenus pour assurer la stabilité des marches de «l'empire d'Occident», bien qu'il soit conscient que l'unité de l'Occident soit fondamentale pour sa préservation à terme.

Il demeure que l'analyse de Huntington éclaire la logique des orientations stratégiques nouvelles des Etats-Unis :

– Etendre l'Otan aux bornes de l'Occident (c'est-à-dire incorporer les Etats baltes, la Pologne, la Tchéquie, la Slovaquie, la Slovénie et la Croatie), et s'arrêter là. Ce serait l'extension de l'Otan qui éclaire les élargissements possibles de l'Union européenne plutôt que l'inverse (l'idée d'une adhésion turque, agitée à la fin de 2002, n'est probablement qu'un mirage lié aux opérations tactiques vis-à-vis de l'Irak).

– Le projet de s'affranchir du traité de limitation des défenses antimissiles n'est pas à visée hégémonique, mais doit servir à mettre à l'abri l'Occident d'un chantage du faible au fort. Il faut empêcher qu'un petit Etat puisse se faire menaçant avec quelques missiles nucléaires ou chimiques.

Enfin, Huntington affiche sur le multiculturalisme une position très ferme : pour lui, le monde est multiculturel, pas les Etats-Unis, ni l'Occident. Et il ne faut pas qu'il en soit ainsi. L'Occident, comme n'importe quelle autre civilisation, ne définit sa cohérence qu'en se référant à ses racines. Huntington ne tranche pas sur le problème de l'intégration des hispanophones aux Etats-Unis, mais la question le préoccupe visiblement, comme si l'ascendance indienne les plaçait dans une civilisation à part. Il oublie en passant que ni l'Argentine ni le Chili ne sont, de toute façon, justiciables d'une telle analyse.

L'hostilité aux thèses de Huntington

L'hostilité suscitée par les thèses de Huntington s'alimente d'abord à son scepticisme très argumenté sur les possibilités d'un métissage de civilisations. Les textes les plus malhonnêtes sur ses positions viennent significativement d'individus originaires du Proche-Orient, du Maghreb ou du Pakistan et vivant en Occident⁽⁵⁾.

Huntington considère l'immigration comme une importation potentielle des querelles inter-civilisations. Il y voit une source de déchirement des sociétés d'accueil. Son analyse sur les sociétés divisées, comme la Turquie ou le Mexique, a elle aussi le mérite de souligner des dimensions de la réalité sociale et historique qui sont ordinairement escamotées par les analyses courantes. S'il se pose la question pour les «latinos» en Amérique du Nord, il considère le danger comme beaucoup plus probable pour l'Europe où l'origine des migrants est nettement plus éloignée du substrat civilisationnel local.

À quoi peut servir l'analyse «civilisationnelle» ?

De «notre point de vue», l'analyse de Huntington ne se comprend qu'à la lumière de l'éclipse des mouvements sociaux. Huntington fournit une assez bonne description de l'état de l'Occident, qu'il considère comme se trouvant au stade de l'Empire universel sous pilotage américain, mais il n'est pas mécontent de la passivité sociale qui y règne, et dont il ne souffle mot, alors que c'est une des sources les plus fondamentales des mécanismes internes de régression.

La description faite de l'Occident ici même (dans *L'Empire d'Occident*, n°8 du *Crépuscule du XX^e siècle*, pp. 3-5, novembre 1999) rencontre la sienne sur de nombreux points mais avec une intention évidemment inverse. Huntington dénonce la décomposition des sociétés occidentales avec une nostalgie implicite du temps de leur splendeur conquérante, bien que l'involution actuelle doive sans doute être considérée comme le seul moyen pour la résultante des forces sociales en présence de ne pas continuer sur la pente de l'émancipation humaine, source de conflits et de déchirements sociaux qui peuvent s'avérer d'une gravité au moins équivalente à celle induite par des antagonismes de civilisation.

L'Europe est incapable de rivaliser avec les Etats-Unis parce que, livrées à elles-mêmes, les sociétés européennes retrouveraient leurs vieux réflexes d'Etats-nations rivaux. Huntington perçoit très bien le rôle de trait d'union de la Grande-Bretagne par-dessus l'Atlantique et l'incapacité de l'Europe à se définir comme une ligue unitaire. Il considère, avec probablement une très grande pertinence, que la solidarité du vieux continent avec l'Amérique du Nord est une condition de survie durable pour toutes les composantes de l'Occident.

Sa caractérisation de l'Union européenne comme un semi-Etat universel,

pendant du pilier américain, mérite la réflexion : cette structure bicéphale n'assume que partiellement des traits impériaux. L'Empire étant le seul type d'Etat universel connu dans l'histoire, l'Europe et les Etats-Unis sont peut-être en train d'en inventer une forme nouvelle.

D'une manière générale, la prévalence de références civilisationnelles, même sur un mode aussi artificiel que l'islamisme radical, ne se comprend que comme une illustration de l'accroissement actuel du poids du passé. Peu importe qu'une idée soit factice, du moment qu'on se fait tuer pour elle. Mais une telle logique entretient d'étroites relations avec les diverses variantes de totalitarisme apparues au XX^e siècle.

Elle ne peut durer plus de quelques décennies, bien que cela puisse suffire à aggraver les chocs historiques en cours. L'image courante du Moyen Age comme époque des Ténèbres historiques a beaucoup à voir avec la nostalgie d'Empire qui le caractérisa jusqu'au bout. Dans la période qui s'annonce, il y a peut-être pire que le succès des dérives impériales qui se sont esquissées : leur échec.

À rebours de l'idée révolutionnaire qui trouve sa source dans le XVIII^e siècle, et qui aspire à une refondation du monde à partir du présent, le passé étant voué à une abolition rapide, l'effet des pesanteurs socio-historiques anciennes semble redevenu écrasant. L'incroyable régression historique que nous connaissons depuis une trentaine d'années résulte d'une densification d'un passé aveugle et régressif. Cet accroissement de poids spécifique n'a pas reçu d'explication satisfaisante, à moins d'envisager un épuisement historique d'une profondeur encore à déterminer. Il est d'ailleurs probable que le refus de voir l'ampleur du recul historique ou l'incapacité à en réaliser l'épaisseur incite à traiter l'argumentation de Huntington avec d'autant plus de répulsion.

La manière qu'il a de poser les problèmes suggère silencieusement un tel degré de désastre qu'il est difficile de considérer avec sang-froid. Il se positionne *après la catastrophe*. L'atmosphère intellectuelle qui prévaut en France, avec sa mentalité de petit empire républicain, fictif et coupé du monde, renforce cette dénégation de la réalité.

L'épuisement actuel de toute perspective crédible d'un passage à une civilisation universelle comme le mouvement ouvrier pouvait l'esquisser dans son devenir mondial, est dans une certaine mesure compatible avec l'analyse de Huntington, qui décrit pourtant la décomposition historique contemporaine en s'y adaptant. Un tel éclairage est évidemment étranger à Huntington pour qui la question d'une abolition de l'exploitation et de la domination doit tenir de la chimère pure et simple ⁽⁶⁾. L'incapacité de Huntington à définir l'originalité de l'Occident (la tendance à l'«auto-institution de la société», dans le vocabulaire de C. Castoriadis) est profondément liée à cette cécité, mais cela n'importe guère pour son propos, qui se veut surtout descriptif et symptomatique et non explicatif.

Guy Fargette (5 /1/2003)

Notes

1. L'affaire de Tchétchénie n'est pas une simple aberration ou la continuation d'une politique «soviétique» : c'est au contraire la reprise d'une vieille politique russe de refoulement et de sujétion des populations musulmanes du Caucase. L'ancienneté de ces contentieux nous échappe largement, mais est présente dans tous les esprits de la «région», qui s'étend sans rupture jusqu'au Proche-Orient. Il faut en effet savoir que les régions de l'ancien Empire romain ont recueilli de nombreux réfugiés depuis plus d'un siècle qui n'ont pas oublié leurs origines. Ainsi, celui qui nous a été présenté comme le «Bin Laden» du Caucase, Attah, était un citoyen formellement jordanien, mais d'origine circassienne. Le Caucase aurait été sa patrie perdue. Le fait que 400 000 descendants de Bosniaques vivent aujourd'hui en Turquie est également significatif.

2. Le livre de Huntington fourmille de détails étrangement prophétiques. Ainsi, la mention sur l'importance retrouvée des drapeaux comme référence collective apparaît dès le début du premier chapitre (p 15-16).

3. Exemple entre mille, l'article de Richard Holbrook, ancien ambassadeur américain au près de l'ONU, qui a supervisé les négociations entre la Chine et les États-Unis en 1978, paru dans l'*Herald Tribune* du 3 janvier 2002, montre que les responsables de l'État américain sont aujourd'hui extrêmement conscients du caractère de plus en plus délicat et crucial des relations entre ces deux pays.

4. Dans un entretien avec *L'Express* daté 25 octobre 2001, S. Huntington affirme qu'à moins de trouver des preuves tangibles d'une implication de l'Irak dans les attentats du 11 septembre, déclencher une opération militaire contre ce pays serait une grave erreur. Mais le degré d'implication de l'Arabie saoudite dans les attentats du 11 septembre n'était pas encore manifeste.

5. Voir «Le choc de l'ignorance», d'Edward Saïd, un professeur de littérature comparée à l'Université de Columbia, dans *Le Monde* du 26 octobre 2001. C'est un très bel exemple de tir de barrage incroyablement confus. L'origine palestinienne de l'auteur explique largement sa rage, mais pas la faiblesse de ses critiques.

6. Il est certain que toutes les variétés d'islam considéreraient une insurrection ouvrière avec abolition des divisions de classe, émancipation des femmes, suppression de la propriété privée, etc., comme infiniment plus intolérable que le régime social américain actuel, pourtant considéré comme «satanique». Dans le monde musulman, il ne semble pas qu'il y ait d'espace pour une révolution sociale libératrice, qui ouvrirait effectivement la voie à une occidentalisation supérieure de ces sociétés, et nous n'avons pas d'explication de cette impasse. Cette impossibilité est peut-être tout aussi grande dans les civilisations chinoises, bouddhistes, etc., mais leur distance géographique nous rend cet aspect moins visible..

Quelques précisions sur Huntington et la politique étrangère américaine

Yves Coleman : Dans le numéro 3 de *Ni patrie ni frontières* ont paru quatre de tes textes. «Faiblesse des forces anti-guerre» et «Misère de l'anti-guerre en Europe» contiennent de sévères critiques des mouvements pacifistes ; «Débats stratégiques aux Etats-Unis» et «Faut-il confondre choc et conflits ?» s'en prennent à la mauvaise foi ou à l'ignorance des intellectuels qui démolissent le livre de Huntington. Je voudrais d'abord t'interroger sur ce que les révolutionnaires auraient pu faire face à la menace de guerre en Irak. Tu dis: «essayer de comprendre» et je ne peux que t'approuver, mais cela ne me semble pas contradictoire avec le fait d'essayer d'agir dans au moins une direction : l'opposition irakienne. Savoir ce qu'elle pensait de la situation, répercuter ses demandes, débattre avec elle, etc., nous aurait peut-être justement aidés à mieux comprendre et avoir une action plus efficace.

Guy Fargette : L'ennui, c'est que l'opposition irakienne était totalement inaccessible aux arguments que nous aurions pu avancer. Les Kurdes avaient un intérêt évident au renversement du régime, par n'importe quel moyen. Les chiïtes du Sud sont soit sous influence iranienne soit dans une logique d'opposition interne, mais de toute façon dans la sphère de l'islam politique. Hormis ces forces, qui ont un ancrage social effectif, il n'existait que des poussières d'opposition, dont même la CIA se méfiait, tant elles semblaient inconsistantes (le Conseil national irakien n'a pas dû recevoir plus de 5 % des fonds prévus, tant la méfiance était grande depuis dix ans !).

Cette question renvoie à la cécité européenne sur la nature du régime baasiste, qui était un authentique totalitarisme, avec ce que cela implique de démesure et de ridicule. Il a pulvérisé toute opposition qui n'était pas ancrée dans des liens communautaires très profonds (Kurdes ou chiïtes). Les formes politiques plus «classiques» ont été soit exterminées, soit chassées du pays. Il ne s'agissait pas d'une simple «dictature» comme on l'a si souvent entendu. Les thématiques de gauche demeurent aveugles à la nature des régimes totalitaires.

Y.C.: Tu dis, à propos de l'Afghanistan, qu'une des motivations principales des Américains est d'écraser le terrorisme intégriste. Et tu critiques les pacifistes parce qu'ils ne veulent pas aborder le problème. Mais ne crois-tu pas que cette chasse aux terroristes est vaine et illusoire ? D'abord, parce que, si ces gens-là sont bien organisés (et ils l'ont montré jusqu'ici), ils ont certaine-

ment prévu que la répression se déchaînerait sur eux, y compris sur l'Afghanistan. Ils ont sans doute aussi prévu que la CIA, ou d'autres forces paramilitaires, enverrait des commandos les liquider aux quatre coins de la planète, comme le fait le Mossad avec les cadres du Hamas et le Djihad islamique qu'elle élimine à tour de bras. Donc, face à «des groupes apocalyptiques dont les membres sont déterminés à payer de leur propre vie le sens de leur engagement irréversible», il me semble que les solutions à long terme sont politiques : le terrorisme se nourrit de la misère, de l'exploitation des pays pauvres par les pays les plus riches, etc. La politique du gouvernement américain ne me semble pas aussi dynamique et inventive que tu le dis. Elle est, elle aussi, une politique du statut quo: celui du maintien de la misère, de la corruption, de la dictature dans les pays du tiers monde, etc. Enfin, en ce qui concerne le Moyen-Orient, c'est sur les effets positifs du chaos que le gouvernement américain parie. Un pari sacrément risqué non seulement pour les soldats qui se battront sur place, mais pour les citoyens américains dans tous les pays du monde. Et leurs alliés.

G.F. : Dire que les terroristes djihadistes avaient prévu qu'ils seraient pourchassés aux quatre coins du monde n'est pas conforme à ce que l'on a vu : l'attitude des talibans et de Ben Laden après le 11 septembre reposait sur la certitude de se trouver dans un sanctuaire. Ils ne prévoyaient pas que le ciel leur tomberait littéralement sur la tête, sinon ils n'auraient pas commis les erreurs militaires qui ont facilité le balayage de leur régime en quelques semaines. Leurs capacités d'organisation ne paraissent pas non plus si remarquables. Ils cherchent surtout à se fondre dans des masses de populations peu contrôlées (les «zones tribales» du Pakistan sont peut-être un de leurs derniers refuges).

D'autre part, le terrorisme djihadiste n'est pas le produit direct d'une révolte contre la misère des «masses arabes», même si celle-ci sera inévitablement utilisée comme argument après-coup : il est d'abord l'effet du développement autonome d'une formation idéologique islamiste qui n'a pas supporté la présence de troupes occidentales en Arabie saoudite, alors même que ces troupes étaient venues protéger ce pays de la menace irakienne. Il est remarquable que l'on n'ait pratiquement pas décelé de présence palestinienne dans la nébuleuse Al Qaeda. Les militants djihadistes se forment beaucoup plus dans le contact avec l'Occident, comme on l'a vu pour les auteurs des attentats du 11 septembre 2001.

Il s'agit là d'une dynamique qu'il nous est assez difficile de saisir, tellement elle relève d'un univers mental éloigné du nôtre. Les échos «anti-impérialistes» que l'on peut déceler dans leurs appels imprégnés de rhétorique religieuse peuvent faire croire qu'il s'agit d'une protestation contre une iniquité matérielle, mais il s'agit sans doute de quelque chose de beaucoup plus profond : l'islam doit avoir la prééminence dans le monde connu, et tout ce

qui lui fait ombrage est une humiliation insupportable. Le sentiment d'injustice dépasse de très loin les questions matérielles (un milliardaire saoudien peut d'ailleurs difficilement se plaindre de l'injustice sociale !). Cet islam politique est assez souvent surestimé par les médias occidentaux. Il est tout à fait remarquable que les plus grands coups des islamistes radicaux aient, depuis vingt ans, à chaque fois, précédé une débandade (en Egypte ou en Algérie, par exemple). L'Iran de 1979 est un cas à part, puisqu'il s'est agi au départ d'une révolution sociale effective, que les mollahs ont récupérée et qu'ils ont confisquée.

La politique américaine ne veut certainement pas instaurer la justice sur terre, mais il est clair qu'elle est engagée à sortir du statu quo ante qu'elle avait tant contribué à consolider et qui a fini par lui nuire. Cette sortie ne sera pas aisée, tant les djihadistes, malgré leurs échecs fondamentaux, peuvent resurgir. Mais cela signifie qu'on ne peut critiquer honnêtement les Etats-Unis que du point de vue d'une sortie de ce statu quo suffoquant et non de sa défense ouverte ou masquée. Dire que la politique américaine repose sur un pari risqué est exact, mais ce n'est pas une critique solide. Les risques impliqués par le maintien de la situation existante sont certainement aussi considérables. L'étonnant, c'est que les dirigeants américains soient à peu près les seuls à tenter quelque chose. Il y a là un basculement qu'il est encore un peu tôt pour apprécier.

L'oligarchie américaine était le moteur du gel historique en cours et son action faisait à peu près l'unanimité auprès des autres oligarchies régnautes sur la planète. Elle a rompu le contrat tacite d'inertie devant les problèmes historiques qui se multiplient. C'est le grand événement en cours. Agiter des mots fétiches, comme le terme galvaudé d'impérialisme, ou en inventer un clone comme le mot d'Empire quand on s'aperçoit que le premier ne correspond décidément pas à la réalité, est révélateur de l'impuissance de la plupart des courants à penser la situation contemporaine. Les Etats-Unis ne peuvent pas être un Empire. Ils n'en ont ni les moyens, ni la volonté, ni même le désir. L'Occident coalisé pourrait l'être et semblait aller dans cette direction depuis le début des années 1990. L'affaire d'Irak est un révélateur qui montre que cette tendance est peut-être ébranlée. Plus que jamais, l'histoire prendrait une orientation inconnue.

Y.C. : En ce qui concerne Huntington, je trouve dommage que tu polémiques seulement contre ceux qui le déforment et l'ont lu en diagonale. Pour ma part je n'ai pas lu ce livre et n'ai pas donc d'avis à son sujet. Mais la revue *Hérodote* a publié deux articles au moins sur *Le choc des civilisations*. Le second, signé d'Yves Lacoste, me semble poser de bonnes questions sur ce livre. Pourrais-tu me dire ce que tu en penses ?

G.F. : *Hérodote* est une des rares revues qui a effectivement lu et discuté les

positions défendues par Huntington. Cette revue est une curiosité dans le monde intellectuel français. Elle semble avoir une espèce de statut d'extraterritorialité : on lui reconnaît une certaine pertinence de loin en loin, jusque dans des lieux très officiels, mais on ne la prend surtout pas comme référence. Ses textes sur l'Union soviétique finissante étaient tout à fait intéressants et tranchaient sur les illusions de l'époque, mais la plupart de ses considérations ont été passées par profits et pertes dans le milieu intellectuel français. Dans ce pays, une revue qui développe des analyses s'efforçant de suivre la réalité dans ce qu'elle a de déconcertant, sans créer une théorie nouvelle, n'est pas prise au sérieux.

Les critiques que le texte d'Hérodote adresse à Huntington se retrouvent tout à fait dans ce que j'ai écrit : je partage ses remarques sur l'ambiguïté de l'analyse de Huntington à propos d'Israël, sur la volonté de considérer l'aire musulmane comme un tout unitaire, malgré les variations géopolitiques, etc. Ces auteurs ont sans doute raison quand ils indiquent qu'il est difficile de considérer le confucianisme comme une religion, etc. Hérodote ne creuse cependant pas le sujet et ne cherche pas à voir au-delà de Huntington. Le commentaire, précis, s'arrête à l'analyse formelle. Il est plus intéressant de se demander quel élément important de la réalité contemporaine Huntington affronte.

Y.C. : Tu affirmes que la classification des civilisations selon Huntington ne reposerait pas uniquement, ou pas principalement, sur une base religieuse, mais tu ne nous précises pas sur quoi d'autre il se fonde pour établir sa liste de civilisations. Le lecteur de ton article, s'il n'a pas lu Huntington comme c'est mon cas, reste sur sa faim. De plus, apparemment les conflits qui l'intéressent le plus ce sont quand même les conflits entre la civilisation occidentale (dite chrétienne) et la civilisation musulmane, conflits qui sont présentés systématiquement dans les médias comme un conflit de valeurs, valeurs ayant elles-mêmes un fondement religieux. A ce propos, une amie institutrice a paru très choquée quand je lui ai expliqué qu'il n'y avait nul besoin d'enseigner les religions à l'école pour transmettre des valeurs positives aux enfants. A son avis, toutes les valeurs avaient une base religieuse. N'est-ce pas ce que dit Huntington, mais de façon beaucoup plus sophistiquée ? Ou en tout cas, n'est-ce pas ainsi qu'il est compris, surtout après le 11 septembre ? En quoi son discours diffère-t-il de la propagande que l'on entend dans toutes les émissions culturelles consacrées à l'islam ? Peux-tu le préciser ? Comme Lacoste l'explique bien dans son article, son livre a beaucoup intéressé les intellectuels musulmans, justement parce qu'il serait pessimiste sur les possibilités de coexistence entre les deux civilisations. On aurait donc là un effet de miroir qui ne pointerait vers aucune solution. Des êtres élevés dans des civilisations différentes seraient-ils intrinsèquement incapables de coexister ? Et si on le pense, n'est-ce pas vrai aussi des classes sociales à l'intérieur d'un même pays

et d'une même civilisation ?

G.F. : Le livre de Huntington ne peut pas être une simple propagande de circonstance pour des raisons de date et d'antériorité. Ce qu'il pressent, c'est que des différences anthropologiques profondes peuvent séparer des sociétés : les mœurs, la manière de vivre ensemble, l'ordre de priorité des valeurs, etc. Et que ces divergences, considérées comme secondaires (et donc devenues secondaires !) au temps de la rivalité Est-Ouest, sont aujourd'hui ce qui devient moteur dans un grand nombre de heurts qui peuvent dégénérer en conflits à peu près insolubles. Huntington est un Américain, c'est-à-dire qu'il ne prétend pas faire une théorie du monde, dont il tirerait l'explication exhaustive des dynamiques historiques pour le passé, le présent et l'avenir. Il essaye plutôt de comprendre les raisons de phénomènes que la théorie de Fukuyama (la fin de l'histoire, l'apothéose de la «démocratie» fictive) ne peut absolument pas expliquer. L'accumulation des démentis concerne des événements qui ne peuvent être considérés comme des accidents dépourvus de signification. La référence de Huntington à la religion provient avant tout d'une simplification : le substrat religieux d'une société peut dans certains cas constituer un critère commode pour désigner et résumer ces différences anthropologiques, mais déduire de ce «critère» la logique des dynamiques en jeu représente une source d'erreurs qui permettent toutes les objections simplistes.

Huntington bute sur une réalité, qu'il tente de cerner, l'institution imaginaire des sociétés (au sens de Castoriadis).

Pour résumer cela en quelques mots : les sociétés humaines doivent se reproduire non seulement d'un point de vue matériel mais aussi et surtout culturel, et cet aspect assume une importance considérable, que les esprits marxistes ont toujours escamotée (en bons héritiers les plus radicaux et les plus mécanistes de l'universalisme occidental). Toute société humaine crée un ensemble de pratiques et de significations très souvent arbitraires, mais qui font infiniment sens pour les membres du groupe.

Cet aspect est plus fondamental que le problème de la production (l'anthropologue Marshall Sahlins avait remarqué dans un de ses ouvrages célèbres que la quasi-totalité des sociétés humaines sont toujours parvenues à assurer la production suffisante pour la survie matérielle). La matrice culturelle d'une société est évidemment imbriquée à sa base matérielle mais n'en dérive pas nécessairement : des structurations sociales très variées et divergentes peuvent se fonder sur des bases matérielles voisines, comme le montre le cas exemplaire des sociétés de Birmanie et de certaines parties de la Thaïlande, etc.

Cette matrice culturelle façonne les enfants du groupe à un degré époustouflant (le babillage des nourrissons est ainsi déjà différent d'une langue à une autre !). De telles matrices culturelles s'interpénètrent assez difficilement. Il arrive qu'une synthèse s'opère, mais cela prend toujours beaucoup de temps, parfois des siècles, sauf quand il y a un ennemi commun. Elles se définissent assez volontiers en résistance les unes aux autres. C'est cette réalité

qu'affronte Huntington, avec des outils tout à fait inadaptés. Il n'est pas besoin de s'aligner sur son analyse pour constater qu'il a buté sur un élément extrêmement important de la réalité contemporaine. Son insistance pour l'identifier est en tout cas tout à fait recevable. Il est pour moi très net qu'il suscite l'aversion spontanée précisément à cause de la nature de l'obstacle dont il définit maladroitement les contours. Les esprits de «gauche» détestent toutes les problématiques suggérant que l'histoire humaine échappe à un déterminisme strict.

Y.C. : Comment articules-tu ces notions de civilisations avec les notions de classes, de luttes de classes ? Dans ton article, tu laisses cette question de côté alors qu'elle est quand même essentielle. Ou plus exactement on a l'impression d'un simple jeu de bascule : quand la lutte de classes monte, la civilisation baisse, et vice versa.

G.F. : La coexistence entre classes sociales est d'une nature différente : il est clair, par définition, que des classes sociales distinctes forment une seule et même société. L'âpreté des divergences et des affrontements peut faire dire qu'il s'agit de deux mondes différents, mais c'est toujours une exagération polémique (le développement et le renforcement de l'Etat-nation ont accompagné l'approfondissement des conflits de classes en Europe).

Cela dit, le rapport entre sentiment civilisationnel et lutte de classes est sans doute du même ordre que celui entre sentiment national et lutte de classes. Quand cette dernière s'intensifie et devient le centre des conflits, les autres références régressent inévitablement même si elles persistent, de façon plus ou moins souterraine.

L'aspect «civilisationnel» de l'histoire contemporaine pourrait prendre de l'importance pour une raison que Huntington se garde de signaler et que ses détracteurs escamotent tout autant : les mécanismes de polarisation interne sont en grande partie désamorçés dans les sociétés les plus puissantes de la planète. La lutte de classes n'a plus la portée qu'elle présentait au XIX^e siècle, en Europe. La prise en compte de ce reflux authentique est tabou dans les rhétoriques héritées de l'anarchisme et du marxisme. Le rejet de la problématique de Huntington s'alimente à cette fuite devant cette réalité déplaisante. Il est tout de même un peu fort que Huntington, théoricien en réserve de l'oligarchie américaine, soit moins éloigné de la réalité que tant d'esprits qui se disent «critiques».

Y.C. : Tu expliques que selon Huntington «l'immigration» représenterait une «importation potentielle des querelles inter-civilisation» mais tu ne nous dis pas ce que toi tu en penses. Il me semble que son point de vue pessimiste manque un peu de perspective. Aux Etats-Unis comme en France, il y a toujours eu des courants qui expliquaient que telle ou telle minorité ethnique était

inassimilable. Mais s'agit-il seulement de questions religieuses ou civilisationnelles, ou n'y a-t-il pas des facteurs politiques et économiques aussi (ou plus) importants ? Les esclaves africains que l'on a « exportés » aux Etats-Unis n'ont, et pour cause, pas pu importer grand-chose de leur « civilisation » et pourtant ce sont les citoyens les plus en marge, 300 ans plus tard. Par contre ceux qui ont pu importer librement les acquis de leur civilisation (les Juifs, les Asiatiques), qui sont arrivés bien après eux, qui proviennent de civilisations plurimillénaires possédant l'écriture depuis très longtemps, etc., sont les mieux intégrés dans la société américaine. Comment l'explique-t-il ? D'un autre côté, en France, au début du XX^e siècle, les mineurs polonais venaient avec leurs prêtres et refusaient que leurs filles se marient avec des Français, ce qui faisait dire à certains qu'ils étaient inassimilables. L'« intégration » (mot détestable) s'est pourtant bien faite en France. Pourquoi imaginer toujours un seul modèle d'intégration ? La fusion, le métissage, l'assimilation. Ne peut-il y en avoir plusieurs et qui marchent ?

G.F. : Il s'agit pour Huntington de décrire les risques de sociétés divisées. Il en donne deux exemples : soit le sommet de la société tente d'importer des schémas anthropologiques extérieurs, auxquels la population ne se conforme pas (voir la Turquie, et peut-être le Mexique), soit des populations se mêlent sans fusionner et maintiennent des matrices anthropologiques incompatibles (cas d'une immigration de masse entre populations différentes). Le premier exemple décrit quelque chose qui est rarement pris en compte. L'évolution particulière de la Turquie est nécessairement influencée par ce facteur, qui ne résume bien évidemment pas tous les aspects de cette formation sociale.

Pour l'immigration, les discours différentialistes se ressemblent tous : l'assimilation est impossible, et la tenter ne peut que créer des problèmes inextricables, etc. L'expérience a prouvé que dans le cadre européen, les problèmes étaient « résolus » en deux ou trois générations, par assimilation pure et simple et non par « intégration », euphémisme officiel récent (en France, depuis les Italiens, en passant par les Polonais, les Arméniens, etc., jusqu'aux Espagnols et aux Portugais). Il est tentant d'extrapoler à tous les autres types d'immigration. Mais tenir un discours automatique sur le sujet, dans un sens ou dans l'autre, me paraît peu rigoureux. Les immigrations passées ont été véritablement assimilées une fois que leur flot s'était tari. S'il avait dû se poursuivre pendant longtemps et à des niveaux importants, comment savoir ? Quand on compare le degré actuel de compatibilité de l'immigration musulmane (celle qui fait au fond le plus problème pour le moment dans des pays comme la France, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne) avec ce qui se passait dans les années soixante-dix, on constate un recul, ou pour le dire autrement une réaffirmation des « valeurs » supposées des populations d'origine extérieure (supposées, car il s'agit parfois d'une véritable recreation qui a peu de choses à voir avec l'original). L'Etat-nation était une forme qui tendait à

l'homogénéisation, ni toujours spontanée ni toujours contrainte, des populations qui s'y trouvaient. Cette tendance est-elle achevée ? Retourne-t-on vers des sociétés où pourraient coexister des strates, des secteurs verticaux, présentant des caractéristiques anthropologiques foncièrement non commensurables ? Les empires (ottoman, etc.) ont vécu pendant des siècles avec ce genre de régulation, qui passait par des droits différenciés selon les groupes concernés (mais l'un était toujours plus égal que les autres, et souvent de manière fort peu modérée). Une telle évolution représenterait une mutation tout à fait considérable, en rupture avec l'histoire européenne de l'Etat-nation, qui durerait depuis trois siècles. Une situation impériale n'est pas la seule possible : l'échec des tendances à l'empire peut donner une situation chaotique, de type médiéval. Si la fin de l'Etat-nation devait préluder à une telle situation néo-médiévale, le gain me paraîtrait mince. Il est en tout cas curieux que ce soient les couches populaires, partout, qui soient le plus attachées à l'idée de la nation, tandis que les couches dominantes, qui ont muté en oligarchies, sont ouvertement indifférentes ou hostiles à la nation.

Y.C. : Tu parles du poids du passé, comme si ce poids pesait moins lorsque interviennent des luttes de masse voire des combats révolutionnaires. D'abord, je n'en suis pas convaincu, mais, même si c'était le cas, les luttes et les révolutions ne durent qu'un temps. Après les choses reprennent un cours plus «normal» et le passé revient au galop. C'est d'ailleurs pourquoi les révolutionnaires doivent réfléchir, par exemple, d'une autre façon à des questions comme l'attachement à la religion, à une langue, à une région, à une couleur de peau, que sais-je, et sortir de leur vision uniformisatrice et simplificatrice, sans bien sûr tomber dans le piège du communautarisme. La vision de Huntington n'est-elle pas très influencée par son expérience en tant qu'Américain, membre d'une société qui a fait le pari de ne pas obliger les communautés à se fondre par la force, et qui a à moitié réussi son fameux melting pot ? Fait-il allusion dans son livre à la réalité américaine, en dehors de ce que tu dis sur les Latinos ?

G.F. : Il est certain que lorsque les «masses» font irruption sur le terrain de leurs intérêts symboliques ou matériels, le poids du passé se trouve souvent relativisé, surtout quand il s'agit de mouvements tels que l'Occident en a connus depuis deux ou trois siècles. La distinction entre moment révolutionnaire et «cours normal» des choses renvoie à la question de l'institution collective, qui organise la reproduction culturelle d'une société. Une fois passée la chaleur des grandes périodes de bouleversement, il faut précisément que des institutions collectives soient en place si on ne veut pas voir refluer le passé sous une forme parfois aggravée. Il ne s'agit pas d'une simple quinquillerie constitutionnelle, mais d'un processus d'institution imaginaire très profond, puisque cela suppose que la société produise des individus qui aillent de leur propre

mouvement et de façon convergente vers des attitudes et des valeurs nouvelles. Aucun volontarisme ne peut susciter un tel résultat. De tels événements ont eu lieu à deux ou trois reprises au cours de l'histoire occidentale et ont pour le moins bouleversé la manière dont ces sociétés se représentent les problèmes qu'elles affrontent, et les méthodes qu'elles utilisent pour y faire face.

La vision de Huntington est nécessairement imprégnée de l'atmosphère américaine, mais il serait étrange de vouloir réduire son travail à un pur produit culturel indigène. Les proportions des minorités et l'ambiance communautariste qui prévaut aux Etats-Unis rejaillissent nécessairement sur sa vision de la situation. Il traite surtout des Latinos, pour une raison «démographique» : c'est la première fois qu'une immigration devient nettement majoritaire dans le flux des nouveaux arrivants.

Huntington ne me paraît cependant pas un plouc de l'Amérique profonde. La démarche qu'il a adoptée renvoie à des procédures et à des questionnements typiquement occidentaux, c'est-à-dire qui tendent à s'extraire de la situation immédiate pour la mettre en perspective. Il s'agit, que cela nous plaise ou non, d'un effort de réflexion, qui n'est pas un simple reflet inversé des préjugés islamiques. Mais le plus important, à mes yeux, c'est que le débat induit par Huntington a nécessairement de grandes conséquences sur la manière dont la puissance américaine se représente sa position dans le monde et les dangers auxquels elle fait face. Même si la vision de Huntington était totalement fautive, il faudrait en tenir compte au moins pour cette raison fondamentale. La plus élémentaire rigueur exige de comprendre les forces et les limites de qu'il a effectivement écrit (et non de ce qu'on lui attribue), parce que cela ne peut qu'avoir de grandes conséquences sur la manière dont l'Etat américain se représente le monde et veut y intervenir. La guerre qui vient de liquider le régime baasiste irakien suscite des contresens parce que cette démarche est totalement étrangère aux intellectuels européens.

L'enjeu est à la fois immense et dérisoire : la désinvolture affichée vis-à-vis de Huntington importe surtout comme symptôme du manque de sérieux des intellectuels et des militants de la gauche (ceux de droite nous sont en général étrangers). Ils se permettent avec lui ce qu'ils ne cessent de se permettre avec tout le monde, bien que de façon moins grossière, d'habitude. Il n'est que d'observer l'incapacité absolue des caricatures actuelles d'anarchistes et de marxistes à discuter effectivement de leurs divergences pour conclure que le mal ne concerne pas seulement les intellectuels du landernau parisien ou de la gauche caviar. Il est général. Les cadres de «réflexion» (il faudrait dire de rhétorique) de toutes les gauches sont en porte-à-faux avec la réalité (il en va de même pour ceux de droite, mais c'est moins grave pour eux puisqu'ils prétendent rarement faire une théorie du monde). L'incapacité à analyser la nature et la profondeur de la régression historique en cours est la source de ce décalage obscurantiste. Les surprises désagréables et les déconvenues sont le résultat inévitable de toutes ces postures.

A propos Des «discours automatiques» contre la guerre et l'impérialisme Certitudes et questions

Cet article vise à faire le point sur quelques problèmes posés par le mouvement antiguerre, tant au niveau des slogans avancés dans les manifestations que des «discours automatiques» de l'extrême gauche (1). Sont concernés les comparaisons douteuses, les raisonnements hâtifs, les analyses bâclées, qui ne convainquent personne mais que nous continuons à répéter avec acharnement depuis – au moins – les années 60. Il me semble en effet que les révolutionnaires sont souvent opposés à la guerre contre l'Irak à partir de pronostics risqués, ou pour des raisons détestables (2)

La manifestation pacifiste mondiale du 15 février 2003 a rassemblé en France des cortèges importants, non exempts d'ambiguïtés (cf. l'article «Un petit bain de foule et de haine chauvine»). Quelles que soient les tendances de l'extrême gauche concernées, on peut dire qu'un consensus semble se faire jour sur quelques points:

- Les États-Unis veulent redessiner l'ordre mondial aux dépens de l'Europe.
- Les intérêts économiques, matériels (pétroliers et géostratégiques), sont centraux dans la guerre qui menace.
- La défense de la «démocratie» n'est qu'un prétexte creux, sans réalité.
- Le capitalisme ne peut vivre sans la guerre.
- Pour arrêter les guerres, il faut renverser le capitalisme.

Quelles que soient les nuances dans l'expression de ces idées, elles constituent grosso modo un fonds commun à toutes les tendances. Mais au-delà de ces généralités, lorsque l'on envisage ce qu'il faut (ou faudrait) faire, si les révolutionnaires avaient les forces suffisantes, des clivages fondamentaux apparaissent.

Contre certaines guerres ou contre toutes ?

Ce premier clivage est le plus évident. Les pacifistes radicaux, partisans de la non-violence dans tous les cas (pas les pseudo-pacifistes qui tourneront leur veste après un vote à l'ONU), s'opposent évidemment à ceux qui considèrent que certaines guerres seraient «progressistes», pourraient «affaiblir l'impérialisme» ou qu'il faudrait défendre une petite nation contre l'agression d'une grande puissance impérialiste. Conséquence pratique immédiate: les pacifistes radicaux prônent la désertion, la constitution de réseaux de déserteurs, etc., tandis que les seconds prôneraient, s'ils en avaient les forces, l'organisation des soldats à l'intérieur des armées impérialistes en vue de mutineries, puis d'une insurrection armée. Du moins, s'ils mettaient leurs intentions révolutionnaires effectivement en pratique...

De toute façon, qu'il s'agisse de mutineries ou de désertions massives, on voit mal comment de tels phénomènes pourraient affecter les armées de métier des grandes puissances impérialistes actuellement. Ce clivage, susceptible d'avoir des conséquences pratiques importantes dans une autre situation, n'en a aucune aujourd'hui. Par contre, il peut amener dès maintenant certains courants à soutenir, en cas de guerre, un camp (l'Irak) contre un autre (les Etats-Unis) et à mettre un bémol dans leurs critiques contre Saddam Hussein et son régime sanguinaire.

Contre certains États ou contre tous ?

Ce second clivage rejoint en partie le premier, mais ne le recoupe pas totalement. Ceux qui sont farouchement opposés à tout Etat (principalement les anarchistes mais aussi ceux qu'on appelle, par facilité, les «ultra-gauches») critiquent tous les gouvernements et tous les mouvements de libération nationale (simples États en gestation). Par contre, du côté des trotskystes, on trouve une pléiade de nuances. A partir de références politiques identiques, on aura droit à une multitude de positions: certains soutiendront Saddam, d'autres refuseront de cautionner sa dictature ; certains ont soutenu Milosevic, d'autres ont pris le parti de l'UCK. Sans compter ceux qui prêtent des vertus révolutionnaires à telle ou telle dictature se réclamant du «socialisme»: Burkina Faso, Angola, Cuba, etc.

L'URSS n'existe plus mais le «soutien critique» à tel ou tel Etat perdure. Les noms de ces États peuvent changer, mais l'illusion qu'en soutenant tel ou tel régime on pourrait influencer sa politique, ou au moins on serait dans le «bon camp», cette illusion perdure. Ne serait-il pas temps de sortir de l'éternel: «Qui est contre l'URSS est pour l'impérialisme américain ?» Traduction aujourd'hui: «Qui est contre Saddam est pour Bush» ?

Face à ce raisonnement éternellement binaire, ne peut-on introduire un troisième facteur: la classe ouvrière et sa lutte pour le socialisme ? Qu'ont gagné les travailleurs à soutenir la «patrie du socialisme», les «États ouvriers dégénérés» ou «déformés», le «socialisme réel» et autres régimes d'exploitation ?

Certes, nos révolutionnaires actuels prétendent s'inspirer de l'exemple de Marx ou des bolcheviks pour définir leurs positions «internationalistes». Je ne peux revenir ici sur les comparaisons régulièrement évoquées entre les positions prises lors de tel ou tel conflit du XIX^e ou du XX^e siècle et l'Irak, le Kosovo ou l'Afghanistan. Mais on peut au moins se poser quelques questions élémentaires.

1) A l'époque de Marx ou des débuts de l'Etat soviétique (pour ceux qui croient que cet Etat avait des vellétés révolutionnaires), il existait un mouvement ouvrier international. Marx ou la Troisième Internationale des années 20 ne fondaient pas leur «diplomatie» sur tel ou tel Etat en lequel ils avaient des illusions. Ils portaient de l'idée que le capitalisme (pour simplifier) jouait un rôle progressif en éliminant les restes du féodalisme et que la constitution de grands Etats puissants et centralisés accélérerait la formation d'une classe ouvrière importante, et donc hâterait l'avènement de la révolution mondiale. Peut-on encore raisonner de cette façon aujourd'hui ? Peut-on encore faire l'apologie des effets progressifs de l'industrialisation du monde ?

2) L'Internationale communiste est celle qui a le plus théorisé le soutien aux mouvements de libération nationale contre l'impérialisme. Mais on ne doit pas oublier:

- qu'il s'est agi, pour l'Etat soviétique puis l'impérialisme russe, de gêner au maximum l'impérialisme occidental ;

- et que les mouvements de libération nationale ont partout établi de sanglantes dictatures sur leurs propres peuples et n'ont même pas réussi à leur assurer le minimum vital: un logement correct, le droit à la santé et à l'enseignement et un travail décent. Il fallait, bien sûr, souhaiter et précipiter la défaite des armées impérialistes dans tous les conflits coloniaux mais sans propager la moindre illusion sur les directions nationalistes qui prenaient la tête de ces révolutions dans les pays du tiers monde.

Lorsqu'il y avait encore des Internationales, que ce soit la Première, la Seconde ou la Troisième, la «diplomatie prolétarienne» se fondait sur l'action concomitante des ouvriers dans les pays belligérants. Se trouve-t-on dans une telle situation aujourd'hui ? Où sont les syndicats ou les organisations de masse qui pourraient mobiliser les ouvriers et paysans américains et irakiens, palestiniens et israéliens ? En l'absence d'un mouvement ouvrier réel, on peut certes multiplier les appels aux bureaucrates syndicaux ou aux partis de gauche à réagir, mais on trompe son monde si on croit que ces bureaucrates bougeront le petit doigt. Aussi ne faut-il pas s'étonner si la «diplomatie révolutionnaire» d'aujourd'hui se réduit en fait au soutien critique à Saddam ou Milosevic, à Arafat ou à Ocalan.

Contre la bourgeoisie américaine ou contre toutes les bourgeoisies ?

Si cela n'apparaît jamais sous cette forme aussi claire, de fait une grande partie de la propagande d'extrême gauche établit une hiérarchie entre les États

impérialistes ou bourgeois. Autant on peut comprendre que les militants américains dénoncent en priorité la barbarie de leur propre Etat (en cela, le travail d'agitation et de réflexion de Chomsky est essentiel ; on aimerait que des intellectuels et des historiens français dépensent la même énergie que lui à démolir le discours «civilisateur» de l'impérialisme français, sous tous les gouvernements de droite et de gauche), autant la même attitude (prioritairement anti-américaine) appliquée dans tous les grands pays impérialistes et dans tous les États de la planète a des conséquences néfastes.

C'est ainsi qu'en France, un pourcentage infime de la propagande antiguerre est consacré à la responsabilité française dans la longue vie de la dictature du Baas irakien, pour ne pas parler de tous les dictateurs d'Afrique francophone. Dans la patrie de Mitterrand et de Robert Hue, la lutte contre l'impérialisme français a toujours été secondaire, si l'on excepte les périodes de la guerre d'Indochine et celles de la guerre d'Algérie, mais il faut dire que, dans ces deux cas, la vie de soldats et de civils français était en jeu. Depuis la fin de la guerre d'Algérie, on n'a jamais vu ni la gauche ni l'extrême gauche s'investir sérieusement dans la dénonciation, même en milieu étudiant, des crimes de l'impérialisme français. Les facs ont eu successivement des comités Vietnam, Chili, Nicaragua, Chiapas ou Palestine, mais on aurait du mal à dénicher des comités Mali, Côte d'Ivoire ou Sénégal. Quant aux foyers de travailleurs immigrés, ils n'ont jamais eu la visite du moindre gauchiste, à l'exception des maos des années 70, mais ceux-ci les caressaient dans le sens du poil, ne critiquaient jamais les Ben Bella, Amilcar Cabral, Nkrumah, etc. (3). Le terrain a donc été occupé par des associations d'étudiants étrangers ou de travailleurs immigrés noyautés par des États policiers laïcs ou religieux, et aujourd'hui par des islamistes fondamentalistes.

Le fait que des jeunes (issus ou non de l'immigration) éprouvent de la haine pour Bush semble à certains un facteur positif, qui pourrait être transformé en une conscience de classe ou une conscience révolutionnaire. En gros, la réduction des Etats-Unis à un crétin (Bush) et une brute (Stalone), réduction opérée quotidiennement par les *Guignols de l'Info* ouvrirait la voie à une «bonne» propagande anti-impérialiste. Je souhaite bon courage à ceux qui croient que l'on peut détourner une haine nationaliste, manipulée d'un côté par les intégristes musulmans et de l'autre par les nationaux-républicains de toute obédience, et la transformer en un facteur positif.

Mais pourquoi se cacher derrière la haine de l'autre ? Autant exprimer la sienne, ce serait plus honnête ; mais alors on devrait s'interroger sur la raison pour laquelle l'«arrogance» américaine serait plus insupportable que celle des Mitterrand, Chirac, Seillères, Messier, Aussaresses et Bigeard.

Là encore, en croyant déceler un élément positif dans l'anti-américanisme primaire de la jeunesse, nos révolutionnaires ne font que théoriser leur impuissance, dévoiler que le principal problème est ailleurs: la classe ouvrière, en France comme dans le reste du monde, soutient passivement sa propre

bourgeoisie, ses partis et ses syndicats qui pratiquent la collaboration de classe depuis près d'un siècle.

Contre le sionisme et l'existence de l'Etat d'Israël ou contre tous les nationalismes ?

L'attitude vis-à-vis du sionisme (c'est-à-dire, plus clairement, du nationalisme juif ou israélien) est une de celles qui polluent le plus l'action du mouvement antiguerre, notamment aux États-Unis. Ceux qui dans le mouvement sont opposés à l'existence même de l'Etat d'Israël (4), ou prônent naïvement un grand Etat englobant Juifs et Palestiniens, ont une indulgence particulière pour le nationalisme arabe – comme d'ailleurs pour le nationalisme noir au sein même des États-Unis. Comme l'écrit un militant américain: «Le Workers World Party (5) contrôle la coalition antiguerre et ils ont empêché Michael Lerner de prendre la parole à la manifestation. Ce rabbin, sioniste de gauche, partisan d'un Etat palestinien, collabore avec l'extrême gauche depuis des années, mais il aurait certainement, dans son intervention, critiqué Saddam Hussein, le Hamas et le Hezbollah. Le mouvement antiguerre commet une grave erreur. Nous devons répondre aux problèmes que rencontre le peuple irakien si nous voulons démolir les arguments des partisans de Bush. Nous ne pouvons pas laisser Bush et Blair continuer à prétendre qu'ils vont "libérer" le Moyen-Orient.»

C'est ainsi que les trotskystes britanniques du SWP, à l'origine du mouvement Stop the War, font la cour à la Muslim Association of Britain, qui défend les positions des Frères musulmans, positions féroce­ment anti-ouvrières dans les pays où cette organisation est représentée. Ou qu'en France le Hamas et autres organisations islamistes peuvent tranquillement scander «Mort aux Juifs !» dans les manifestations gauchistes sans se faire vider à grands coups de pompes dans le cul. Qu'aux Pays-Bas, en avril 2002, plusieurs milliers de manifestants peuvent crier: «Hitler en a raté un: Sharon» et se livrer à des ratonnades antijuives, sans que l'extrême gauche française en parle.

En Angleterre, en Hollande, en France ou aux Etats-Unis, les arguments mis en avant sont toujours les mêmes: «Il faut être efficace et ne pas briser l'unité du mouvement. Ce n'est pas le moment. L'impérialisme américain est l'ennemi principal. Il faut savoir hiérarchiser les priorités, etc.» On a vu ce que les «Ho-ho-ho-chi-minh !» des ancêtres de la LCR ou les «FNL vaincra !» des maos ont donné: la famine, des centaines de milliers de boat people, et l'instauration d'une dictature féroce­ment anti-ouvrière du Nord au Sud du Vietnam, sans offrir la moindre perspective aux révolutionnaires vietnamiens qui ne voulaient ni du stalinisme ni de régimes fantoches soutenus par l'impérialisme américain. Mais ces gens-là n'ont rien appris et continuent dans la même lignée, en apportant un soutien critique à l'OLP, quand ce n'est pas au Hamas ou au Hezbollah, groupes terroristes anti-ouvriers.

Ceux qui refusent de dénoncer clairement l'antisémitisme des nationalistes arabes, ceux qui tolèrent des slogans comme «Sharon = Hitler», «Sharon, SS», etc., font un très mauvais calcul s'ils pensent que leur silence d'aujourd'hui leur permettra plus tard de redresser la barre et de convaincre leurs interlocuteurs nationalistes ou islamistes que le racisme et le chauvinisme divisent les travailleurs et divisent les peuples.

Certes, les grands partis israéliens, à commencer par le Parti travailliste qui a façonné l'Etat d'Israël, n'ont jamais eu la moindre estime pour les Arabes de Palestine ou d'ailleurs. Le général de réserve R. Eitam, porte-parole du Parti national religieux, parti extrémiste des colons qui vient d'entrer dans le gouvernement Sharon, compare la démographie et l'organisation des villes palestiniennes à un «cancer» qu'il faudrait éradiquer (6). A la suite de l'assassinat du petit Mohamed al Dura devant les caméras de télévision du monde entier, un porte-parole de l'armée israélienne a osé déclarer, au cours d'une conférence de presse transmise sur TFJ, la Télévision française juive, que le père de l'enfant s'était servi du corps de son fils comme bouclier humain pour se protéger des balles ! Bernard Henri-Lévy a raison quand il affirme que la propagande antisioniste, en dénonçant les assassinats des enfants de l'Intifada, recycle un vieux thème antisémite, celui du Juif, tueur d'enfants.

Mais il «oublie» de dire que TFJ, chaîne sur laquelle il s'exprime régulièrement, surfe sur le racisme anti-Arabes, sur leur lâcheté supposée qui les amènerait à laisser leurs enfants se faire tuer à leur place.

Dans un tel contexte, il est donc important de dénoncer les effets du nationalisme israélien (le sionisme), comme du nationalisme palestinien, et leurs sous-produits, le racisme anti-arabes et l'antisémitisme. Beaucoup de militants pensent que finalement le racisme anti-juifs ou anti-israéliens serait plus compréhensible, moins grave, car il viendrait d'une minorité opprimée. – les Palestiniens, en Israël, ou les jeunes Français issus de l'immigration, ici. Eh bien, ils se trompent, et ils feraient bien de se demander pourquoi et comment le multimilliardaire saoudien Ben Laden est devenu si populaire aux quatre coins de la planète. Mais inutile d'aller jusqu'à Téhéran ou Karachi. Il suffit de regarder l'implantation du Front national dans les quartiers ouvriers en France. Depuis quand la popularité d'un parti qui puise dans les thèmes mobilisateurs du racisme et du fascisme devrait-elle nous amener à croire que l'on pourrait partir des mêmes pulsions de haine chauvines et autoritaires pour les transformer en pulsions révolutionnaires ?

Pour la démocratie en Irak ou pour la révolution socialiste ?

Posée comme cela, la question peut sembler absurde. Tout révolutionnaire placé devant cette alternative en préférera le second terme. Mais il faut cependant s'interroger aussi sur la question de la démocratie si l'on veut s'adresser à ceux qui prennent pour argent comptant les arguments des Bush, Blair et consorts. Ceux-ci puisent dans la propagande antinazie et antifasciste de la Seconde Guerre mondiale et veulent faire croire qu'ils prépareraient une sorte

de second débarquement et que les Européens seraient aussi naïfs et lâches vis-à-vis de Saddam aujourd'hui que vis-à-vis de Hitler hier. On ne peut traiter ces arguments à la légère (7). Certes on peut sourire quand un sénateur américain compare l'importance de l'arrestation du chef présumé de la logistique d'Al-Qaïda avec la libération de Paris. Ou quand un journaliste américain basé en France explique sur TF1 que les chars américains seront accueillis par des foules en liesse à Bagdad.

Mais on doit traiter sérieusement ces arguments et ne pas simplement dérouler le catalogue des coups d'États soutenus par la CIA (Guatemala, Iran), des invasions (Panama, Grenade), des guerres de longue durée contre un peuple colonisé (Vietnam) avec leur cortège de victimes (2 millions), des embargos et des bombardements (500 000 victimes au moins en Irak, etc.), voire de crimes plus anciens et fondateurs pour les États-Unis: génocide des Indiens américains (un million de morts), déportation de 9 millions d'esclaves africains en Amérique (une partie – difficilement quantifiable – d'entre eux sont morts pendant la traversée ou par suite des traitements barbares qu'ils subissaient dans les plantations).

L'extrême gauche se préoccupe peu des forces démocratiques en Irak (ou en exil), de leur influence, de leur programme politique, etc., et des embryons de mouvement ouvrier qui pourraient exister dans ces pays ou (plus probablement) en exil. Et pour cause: apparemment la plupart des partis de l'opposition irakienne seraient en faveur de l'intervention américaine. Même si cette position me semble erronée, il faudrait peut-être en débattre avec les intéressés plutôt que de faire comme si leur opinion ne comptait pas. Et il en a été de même au moment de la guerre en Afghanistan ou au Kosovo. Pourtant, il semble difficile de prétendre soutenir le peuple irakien, kosovar ou afghan contre l'intervention américaine ou les interventions occidentales, sans se demander quelles organisations politiques démocratiques et ouvrières existent sur le terrain, ou dans l'immigration, et quel soutien peut-on leur apporter pour que leur peuple et leur classe ouvrière bénéficient de droits démocratiques élémentaires. Et s'il n'existe aucune organisation digne de notre soutien, alors comment peut-on se gargariser de mots tels que «solidarité», «peuple», etc. ?

Mais nos révolutionnaires ne feraient-ils pas aujourd'hui de la Realpolitik... à la soviétique ? «Bon, y a pas de mouvement ouvrier, y a pas de démocratie dans ces pays-là, de toute façon, ils ne sont pas assez développés pour bénéficier d'une démocratie solide, donc on soutient les États existants ou les partis nationalistes qui terrorisent leur peuple.» N'est-ce pas ce genre de raisonnements qui fondent implicitement leurs discours anti-impérialistes ?

Il serait peut-être temps de sortir des discours marxistes mécanistes et paternalistes qui enferment les trois quarts de l'humanité dans l'alternative suivante: «Soit vous faites la révolution socialiste mondiale, soit vous crevez de faim.» Même dans les pays du tiers monde, les ouvriers et les paysans peuvent

conquérir des droits démocratiques élémentaires, à commencer par le droit à s'organiser en syndicats et en partis politiques.

Même dans les pays du tiers monde, les travailleurs et les paysans peuvent établir un rapport de forces plus favorable face aux patrons, aux gros propriétaires terriens, aux multinationales et à leurs États.

Et cette perspective est valable aussi bien pour l'Irak que pour le Rwanda, le Venezuela ou la Birmanie. Contrairement à ce que Chirac a osé déclarer pour l'Afrique, la démocratie n'est pas un luxe inutile pour les peuples du tiers monde (8).

Pour revenir à la guerre contre l'Irak, les pacifistes, même les plus radicaux, risquent de se trouver dans une position très inconfortable au cas où une guerre civile éclaterait en Irak et où l'armée américaine déciderait de soutenir activement un camp en présence. Que feront alors nos «antiguerre» ? Contre les Irakiens qui voudraient éventuellement instaurer un Etat démocratique en Irak, défendront-ils les partisans de Saddam, la Garde nationale irakienne ou les Moujahidine du peuple iraniens réfugiés en Irak et exécuteurs de toutes les basses besognes du régime ? Pour le moment, le gouvernement Bush semble vouloir se contenter de placer un général de rechange aux commandes et ne pas s'attaquer à l'appareil d'Etat irakien mais on ignore comment la situation évoluera. Il me semble particulièrement dangereux d'écarter, par avance, la possibilité que les Irakiens eux-mêmes décident d'aller plus loin que ce que Bush ou les puissances impérialistes veulent leur imposer.

«Saddam, dictateur irakien. Bush, dictateur mondial» ?

Ce slogan comparant Saddam et Bush établit un parallèle absurde. On ne peut comparer une dictature totalitaire et une démocratie musclée. Les dirigeants de l'armée américaine sont certes parfaitement capables d'ordonner que l'on emprisonne ou torture des guérilleros, des révolutionnaires ou des militants des droits de l'homme. Ils l'ont fait dans le passé et le feront encore. Mais pour le moment la police et l'armée américaines ne le font pas à grande échelle sur leur territoire, comme le fait Saddam dans son pays. De plus, traditionnellement les Etats-Unis n'aiment pas s'engager dans ces guerres coloniales classiques qui ont permis aux armées française, britannique, portugaise et espagnole de massacrer des centaines de milliers d'êtres humains aux quatre coins de la planète.

L'armée américaine procède d'une façon bien plus indirecte et plus efficace, hélas ! D'ailleurs, au XX^e siècle, l'Etat américain n'est intervenu massivement, pendant une longue période, pour modifier en profondeur un régime politique que dans deux cas: au Japon et en Allemagne de l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale.

Et cela lui a plutôt réussi. Sinon l'armée américaine se «contente» d'envoyer des conseillers militaires aider des régiments d'élite de toutes les armées prêtes à accepter ses services, mais elle ne fait pas le boulot elle-même

– à part en Afghanistan en ce moment, à petite échelle, au Vietnam (avec les résultats catastrophiques que l'on sait) et peut-être demain en Irak.

Dans son ouvrage intitulé *Les Forces spéciales*, Tom Clancy, romancier et essayiste réactionnaire, grand ami des militaires, décrit par le menu comment l'armée américaine (sous les gouvernements démocrates et républicains la politique est la même) choisit dans chaque pays (notamment en Amérique latine, mais aussi sur d'autres continents) des unités spécifiques, de taille limitée, auxquelles elle enseigne «le B-A-BA de la démocratie»: en clair, comment «traiter», voire liquider des mouvements sociaux pré-insurrectionnels, comment lutter contre des guérillas, etc., en limitant au maximum les «bavures» et en faisant du «social»: hôpitaux de campagne, petits gestes humanitaires, etc. On est loin d'une puissance démoniaque qui envierait des troupes occuper tous les pays qu'elle veut contrôler et imposerait uniquement par la force des régimes à sa botte. Si c'était le cas, Chavez aurait été renversé depuis longtemps par une intervention directe, comme Noriega au Panama ou Bishop à la Grenade. Et la Corée du Nord, l'Iran, la Libye... et l'Irak seraient sous protectorat américain depuis des dizaines d'années.

Les capitaux américains dominent en Europe et «notre» continent n'est pas occupé par les troupes de Bush, même s'il existe quelques bases militaires (9). Le rapport qu'entretiennent les Etats-Unis avec le reste du monde est beaucoup plus subtil (10) que le prétendent les «gauchistes». Les gouvernements américains ont toujours de solides alliés dans chaque pays, dans les classes dirigeantes: hommes politiques, chefs d'entreprise, journalistes, intellectuels, chefs syndicaux, etc.

Le fait qu'Alain Madelin ait été le seul homme politique à prendre position pour Bush et pour la guerre est un leurre. Les partis de droite et de gauche français n'ont aucune divergence essentielle avec ce que Mendès-France appelait «l'hégémonisme» américain. Et dans les pays où les gouvernements américains entretiennent des liens étroits avec pléthore de dictateurs sanguinaires, ce sont à chaque fois des salopards autochtones qui massacrent leurs peuples.

La rhétorique «gauchiste», à force de dénoncer les complices des bourreaux, des tortionnaires et des assassins de chaque Etat, finit par oublier qui exactement fait quoi.

Pour prendre un exemple concret: on peut affirmer, de façon schématique, que les Etats-Unis ont laissé faire Hitler pendant dix ans (de 1933 à 1943), mais on ne doit pas oublier que ce sont quand même Hitler et les nazis qui sont responsables du massacre de 6 millions de Juifs et des tueries perpétrées aux quatre coins de l'Europe par les troupes allemandes, pas le président Roosevelt ni Winston Churchill. Ces derniers sont responsables des bombardements de populations civiles en Europe, mais pas des crimes nazis. On peut leur reprocher d'avoir fermé les yeux sur le massacre des Juifs, massacre annoncé seize ans à l'avance, on ne peut leur en imputer la responsabilité di-

recte, sous peine de tout mélanger.

Ou, plus récemment, on peut incriminer l'action de la CIA dans le coup d'Etat de Pinochet au Chili ou les 3000 «disparus» en Argentine, mais cela ne doit pas conduire à négliger les responsables essentiels des massacres commis par les militaires chiliens ou argentins. C'est pourtant ce type d'attitude qu'adoptent la gauche et l'extrême gauche latino-américaines en dénonçant sans cesse l'intervention des Américains, des *gringos* (c'est-à-dire, en bon français, des «étrangers» qui doivent partir – tout un programme !), et en oubliant le rôle de leurs propres bourgeoisies nationales et de leurs appareils d'Etat et de répression.

Quant à Saddam, il est certes en partie une créature des grandes puissances, les Etats-Unis et la France en première ligne, car celles-ci lui ont vendu des armes pendant des années, l'ont soutenu politiquement, etc. Mais le Boucher de Bagdad a lui-même des visées expansionnistes dans la région. Sinon pourquoi aurait-il attaqué l'Iran puis envahi le Koweït ? Que cela ait été approuvé ou non dans un premier temps par l'administration américaine ne le rend pas moins coupable des atrocités commises sur le terrain par ses propres troupes.

Dans son livre *De la propagande*, Chomsky cite plusieurs fois la réponse de Madeleine Albright à la question: «Comment réagissez-vous aux témoignages indiquant qu'un demi-million d'enfants irakiens sont morts à cause des sanctions ?» Cette grande démocrate a déclaré à la chaîne de télévision CBS en mai 1996 que le choix avait été «difficile» mais qu'elle pensait «que cela en valait la peine» !

Il est juste de faire connaître cette déclaration d'un cynisme ignoble et de la mettre en parallèle avec toutes les proclamations en faveur des droits de l'homme. Mais on ne peut oublier que Saddam a délibérément laissé crever ces mêmes enfants qu'il aurait pu sauver. On doit, à chaque fois, tenir les deux bouts du raisonnement, même si cela rend l'exposé de nos positions un peu plus long et un peu moins simpliste.

Que répondre aux arguments des réacs ?

Que faire contre les guerres ?

La situation actuelle est une situation très complexe où les passions chauvines, les peurs munichoises et l'indignation contre la guerre risquent de donner naissance à un cocktail détonant. Vu la taille minuscule des groupes révolutionnaires sur cette planète et leurs divisions, leurs possibilités d'empêcher la guerre en Irak ou n'importe où dans le monde sont inexistantes. S'ils n'ont pas de solutions immédiates et réalistes à proposer, ils peuvent au moins indiquer clairement quelle issue, dans le cadre de chaque conflit, serait la moins négative pour les travailleurs de chaque pays et s'intéresser aux forces politiques qui, sur le terrain, luttent pour des droits démocratiques élémentaires.

En clair, à propos de l'Irak, s'il n'est pas question de soutenir l'intervention américaine, on doit déclarer haut et fort que si Saddam disparaissait avec une partie de ses tortionnaires, on ne pleurerait pas sa disparition. On doit aussi af-

firmer sans complexe que la destruction des armes militaires et chimiques de l'Irak est et serait une excellente chose. On ne peut parler à leur propos de «prétendues armes». On ne peut noyer le poisson en déclarant que le Pakistan, Israël et les Etats-Unis ont l'arme nucléaire ou que seuls les Etats-Unis s'en sont pour le moment servis, comme si cela excluait la possibilité que Saddam l'utilise. Si tous ces faits sont exacts, ils ne donnent aucun droit, ni surtout aucune excuse à Saddam. Certes, la France et les Etats-Unis ont fourni à l'Irak des ingrédients pour fabriquer des armes bactériologiques et chimiques, mais ce ne sont pas elles qui ont obligé Saddam à les commander et puis à les utiliser contre les Kurdes !

De même, il faut se méfier des arguments rappelant l'usage de la bombe atomique à Hiroshima et Nagasaki, et les bombardements de civils par les Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale. S'ils font allusion à des faits exacts, n'oublions pas que l'avocat Jacques Vergès les a utilisés pour défendre le criminel de guerre Klaus Barbie. Dans le genre, «Oui, c'est vrai, les nazis ont fait des choses horribles, mais l'impérialisme américain aussi, donc tout est pareil, et n'en parlons plus.»

Autant il me semble important de réaliser, dans la rue, l'unité d'action la plus importante possible contre la guerre, autant il faut absolument éviter de cautionner une quelconque unité nationale anti-américaine allant de Le Pen à Robert Hue en passant par Chirac et les royalistes de l'Action française qui avancent presque le même mot d'ordre que la LCR («Pas de soldats français en Irak» pour les premiers ; «Pas de troupes françaises en Irak» pour la seconde). C'est pourquoi il faut absolument briser le consensus que les médias sont en train de promouvoir et dont Chirac profite à fond.

Les révolutionnaires doivent préparer l'avenir, non pas en jouant les éternels alarmistes («La guerre atomique ou la révolution», «Socialisme ou barbarie» et autres perspectives catastrophistes qui ne peuvent que démoraliser ceux qui les prendraient au sérieux) ou en mettant en avant des slogans incompréhensibles dans la période actuelle («Oui à la guerre de classes») mais en développant une propagande internationaliste concrète qui évite les pièges de l'anti-impérialisme à la sauce stalinienne, de la judéophobie (11), du jacobinisme droit-de-l'homme chauvin et d'un mouvement altermondialiste qui, comme le dit bien Claude Guillon, n'est souvent qu'un mouvement altercapitaliste.

On m'objectera peut-être que cela fait vraiment beaucoup de pièges à éviter, mais ce monde est un champ de mines – au sens figuré comme au sens propre.

Y.C., mars 2003

Notes

1. J'emploie à dessein et indifféremment les termes imprécis d'«extrême gauche», de «gauchistes» ou de «révolutionnaires». Il me semble en effet sans intérêt d'établir des différences de nature entre les tendances, en partant de leurs lointaines références idéologiques. Les divergences entre ces groupes renvoient artificiellement à un mouvement ouvrier qui a totalement disparu aujourd'hui. Ceux qui pensent qu'il existe encore des partis ouvriers ou que les syndicats sont vraiment indépendants de l'appareil d'Etat et de l'appareil de gestion des entreprises vivent dans un monde fantasmagique. Tout aussi irréel que ceux qui identifient la LCR (ou LO ou le PT) à la social-démocratie allemande. Ou ceux qui croient aujourd'hui incarner le «bolchevisme» contre les «mencheviks» ou les «centristes» de tel ou tel groupuscule concurrent.

Les militants actuels, y compris l'infime minorité d'entre eux qui maîtrisent bien les classiques de leur tradition... tout en ignorant ceux des traditions concurrentes, défendent des idéologies bricolées, hybrides, qui n'ont rien à voir avec les théories de leurs pères fondateurs. Les groupes qui se disent révolutionnaires ont une implantation dérisoire. De plus, il est probable que, s'il y avait une vague de luttes ouvrières radicales en Europe et si une fraction significative du prolétariat souhaitait s'affronter avec la bourgeoisie et cherchait des armes théoriques pour mieux se battre, les étiquettes, les groupuscules d'aujourd'hui n'auraient plus grand sens, et voleraient en éclats.

Quant à la pratique actuelle, à une échelle microscopique, des groupes révolutionnaires, les vrais clivages, à mon avis, ne résident pas dans leurs références programmatiques, mais dans leur façon d'affronter au jour le jour les patrons, les syndicats, les partis réformistes et l'Etat. En clair: qui a voté pour Chirac contre Le Pen ? qui a soutenu la gauche au pouvoir ? qui a voté Mitterrand ? qui se présente aux élections ? qui grimpe et (ou) se planque dans l'appareil syndical ? qui est prêt à s'allier avec les islamistes ? qui est pour exclure les jeunes filles musulmanes si elles portent le hijab à l'école ? Qui accepte les subventions de l'Etat bourgeois pour se présenter aux élections et financer son organisation ? Qui cogère les licenciements ? Qui occupe des positions dans la hiérarchie des entreprises ou des institutions étatiques ? Avec ces critères simples et concrets, on peut se définir beaucoup plus facilement que sur de pseudo-références «programmatiques».

2. Dans le journal britannique *Solidarity* de l'Alliance for Workers Liberty, un lecteur, Eric Lee, cite quatre affirmations courantes dans le mouvement antiguerre. «1. L'Irak ne possède pas d'armes de destruction massive, n'entretient aucun lien avec les terroristes d'Al Quaida, et ne menace pas l'Occident. 2. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont isolés diplomatiquement, et entreront en guerre, même sans l'accord de l'ONU. 3. L'opinion publique est massivement opposée à la guerre: l'hostilité à la guerre croît chaque jour. 4. Une guerre provoquerait un massacre et déstabiliserait tout le

Moyen Orient.» Et il se demande ce qui se passera si une ou plusieurs de ces affirmations s'avèrent sans aucun fondement. Il va même plus loin puisqu'il démontre que c'est le cas. Je ne partage absolument pas son opinion, notamment sur les effets positifs de l'intervention alliée en 1991 (il cite notamment les pourparlers d'Oslo !) ni sur les effets bénéfiques possibles d'une intervention américano-britannique aujourd'hui. Cependant, il me semble que sa lettre met le point sur certaines des faiblesses indéniables de l'argumentation des révolutionnaires contre la guerre et sur leur surestimation de la détermination des pacifistes. Comme E. Lee le dit très justement, un seul attentat à Londres, à Rome ou à Paris suffirait pour que le mouvement antiguerre redevienne groupusculaire.

3. Toute personne qui n'a pas connu les années soixante peut se reporter au *Monde diplomatique* actuel et à ses «compils» de vieux articles. Elle observera facilement comment, entre les lignes ou ouvertement, cette publication, qui prétend lutter pour une «autre mondialisation», ménage en fait certains régimes et certaines dictatures.

4. Cf. «Que se cache-t-il derrière le slogan de la “destruction de l'Etat d'Israël”» cf. Compil' n°1 : *Sionisme et antisionisme, «question juive» et antisémitisme*.

5. Le Workers World Party est un groupuscule issu du mouvement trotskyste et qui soutint l'écrasement de la révolution ouvrière de 1956 par les chars russes ! Aujourd'hui il considère que l'Irak et la Corée du Nord sont des pays anti-impérialistes ! Malgré ses effectifs très réduits, ce groupe contrôle Answer, coalition antiguerre qui fait descendre des dizaines de milliers d'Américains dans la rue.

6. Le numéro 19 de la *New Left Review* (janvier-février 2003) contient un excellent article sur les raisons stratégiques pour lesquelles l'armée israélienne utilise autant le bulldozer que le char dans sa guerre contre les Palestiniens. Mais, automatisme antisioniste oblige, l'auteur ne peut s'empêcher de comparer le projet de l'ex-général Eitam, dirigeant du Parti national religieux, contre les Palestiniens (les expulser dans les pays arabes limitrophes) à celui d'Adolf Hitler contre les Juifs (projet, qui rappelons-le, n'a pas abouti à l'expulsion mais à l'extermination des Juifs). Comme si l'on avait besoin de ce type de comparaison pour dénoncer les méthodes colonialistes de l'Etat israélien !

7. A ce sujet, il est intéressant de rapporter ici ce qu'un représentant du gouvernement allemand a déclaré à la BBC dans l'émission «Hard Talk». Harcelé par le journaliste particulièrement agressif et réac qui menait l'interview, il a répondu très calmement que l'Allemagne faisait beaucoup plus pour les Etats-Unis que d'autres pays européens. Un: elle permettait aux avions américains de survoler son territoire. Deux: l'armée américaine avait le droit d'avoir des bases militaires sur le sol. Et trois: les soldats de la Bundeswehr remplaçaient sur leurs bases les soldats américains qui partaient dans le

Golfe. Gageons que ce bureaucrate n'a pas dû donner une grande publicité à ses propos en Allemagne même...

8. Voilà exactement ce que déclara Chirac en février 1990 : «Il n'y a pas d'affrontement idéologique entre Africains dans tel ou tel pays, mais des divisions ethniques. Il y a dans ces pays un très grand nombre de tribus qui ont leurs traditions, qui ont leur culture, qui ont leur histoire et qui se sont toujours battues. Le grand effort des dirigeants modernes de ces pays depuis les indépendances, c'est de rassembler ensemble ces gens, de les faire s'entendre et de réaliser l'unité nationale et l'effort de redressement. Dès que vous envisagez la création, comme cela, simplement parce que l'Europe considère que c'est bien, d'un certain nombre de partis, ce que je peux comprendre, que se passe-t-il ? Vous avez immédiatement un parti par tribu et au lieu d'avoir la démocratie, vous avez l'affrontement et un risque d'anarchie. Il faut tout de même réfléchir avant d'imposer à tous ses certitudes. La démocratie peut revêtir un certain nombre de formes. J'entendais tout à l'heure qu'on avait le choix entre un parti et un autre parti. Cela n'a aucun sens en Afrique où il n'y a pas de clivages idéologiques.» Où l'on voit que Henri Guaino et Nicolas Sarkozy n'ont rien inventé dans leur «discours de Dakar» ! (*Note de novembre 2007.*)

9. Ceux qui dénoncent (justement) les menées impérialistes des États-Unis affirment qu'il est absolument impossible qu'un gouvernement américain contribue à instaurer la démocratie dans un seul pays. Pourtant ces mêmes gauchistes soutenaient Solidarnosc il y a vingt ans, syndicat dont il est aujourd'hui notoire qu'il a reçu non seulement des fonds des syndicats américains mais aussi des aides encore plus douteuses. Cela devrait faire réfléchir nos révolutionnaires sur les dangers de toujours prédire le pire et de croire que l'impérialisme américain soit incapable d'aider, à un moment donné, un mouvement démocratique, y compris en Irak, aussi invraisemblable que cela paraisse pour le moment [Cette phrase, qui voulait essayer d'envisager toutes les possibilités de la situation en Irak sans en écarter aucune, m'a valu quelques attaques malhonnêtes sur le Net, mais je dois aussi admettre que sa formulation était maladroite et trop elliptique, *janvier 2011*].

10. A propos de subtilité, dans une longue analyse de la politique américaine depuis le 11 septembre, Perry Anderson considère à propos des rapports entre l'Europe et les États-Unis, qu'ils sont régis par un modèle que n'avaient prévu ni Lénine ni Kautsky (*New Left Review*, Éditorial de septembre 2002). Selon lui, les contradictions inter-impérialistes ne peuvent être gérées «de façon satisfaisante que par un pouvoir capable d'imposer une certaine discipline à tout le système, dans l'intérêt commun de toutes les parties. "Imposer" une telle volonté ne peut être le produit de la force brute. Cela doit également correspondre à une véritable capacité de persuasion – idéalement, une forme de leadership qui présente le modèle de production et de culture le plus avancé comme un objectif à atteindre et à imiter par tous les autres États. Telle est la

définition de l'hégémonie, qui tend à une unification générale du champ du capital. Mais en même temps, la puissance hégémonique doit être un Etat – et ne peut être qu'un Etat – particulier, possédant une histoire particulière et une série de spécificités qui le distinguent de tous les autres. (...) Par définition, cependant une puissance hégémonique possédera des traits qui ne peuvent être adoptés par les autres, puisque que ce sont justement ces traits qui la haussent au-dessus de ses rivales. Mais en même temps, son rôle exige qu'elle soit aussi proche que possible d'un modèle généralisable, et donc reproductible. Il s'agit bien sûr d'une véritable quadrature du cercle, par conséquent il existera toujours un coefficient de friction intrinsèque dans n'importe quel ordre hégémonique. (...) Nous vivons dans un monde qui conjugue – d'une façon qu'aucun des deux théoriciens ne pouvait prévoir – à la fois les caractéristiques du passé décrit par Lénine et celles du futur anticipé par Kautsky.» Perry Anderson suggère donc que les puissances impérialistes forment un club assez soudé dont les associés minoritaires râlent parfois mais dont les intérêts généraux sont bien défendus par l'associé principal. On est loin de l'Axe du Mal, version gauchiste et anti-américaine primaire.

11. A ce propos, il est significatif que dans les années 60 et 70 l'extrême gauche dénonçait Israël comme un Etat «théocratique» (exclusivement fondé sur l'appartenance à une religion), mais pas comme un Etat «raciste». Aujourd'hui la rhétorique gauchiste met en avant le «racisme» de l'Etat d'Israël, évacuant le problème religieux, ce qui permet de ratisser large et de ne pas prendre de front les sympathisants intégristes qui, eux, voudraient établir en Israël/Palestine un Etat théocratique... musulman, souhaiteraient que leurs sœurs et leurs mères portent le hijab et que l'on enseigne le Coran à l'école.

Extrême gauche, libertaires, grève générale et «trahisons», vrais débats, illusions et fausses polémiques

Une polémique, relayée notamment par *Libération* et *Le Monde*, s'est engagée entre les organisations d'extrême gauche et libertaires, d'un côté, et Lutte Ouvrière de l'autre, parce que ce groupe aurait refusé d'avancer le mot d'ordre de grève générale au cours des dernières grèves et qu'elle se serait opposée à la «démocratie des mandats» dans les AG enseignantes.

Fétichisme des mots d'ordre

Cette polémique groupusculaire n'a, en elle-même, guère d'intérêt. Par contre, elle est révélatrice de certaines impasses de l'analyse «révolutionnaire». Les groupes trotskystes qui critiquent LO manifestent une nouvelle fois leur fétichisme des mots d'ordre. Ces courants pensent en effet, et ce depuis 1938, date de la rédaction du *Programme de transition*, qu'il suffit d'avancer le bon mot d'ordre dans une AG, voire dans un journal ou un tract tiré à quelques milliers d'exemplaires pour que les masses s'en emparent et poussent (1) les bureaucraties syndicales et/ou les partis réformistes à gauche. Certes, ils s'expriment rarement de façon aussi naïve ou aussi crue. Mais Ernest Mandel, théoricien de la Quatrième Internationale, n'a-t-il pas écrit: «*La différence entre une période calme et une phase prérévolutionnaires ne pourrait-elle pas se surmonter à travers l'écho que provoque la lutte pour le contrôle ouvrier dans une usine importante, une ville ou une région ?*» Ce qu'il affirme à propos du contrôle ouvrier s'applique à quasiment toutes les revendications avancées par les groupes trotskystes, qu'il s'agisse de l'«abrogation de la Constitution de la V^e République» et de la convocation d'une «Assemblée constituante» (version PT) au «plan d'urgence au service des travail-

leurs» et à l'«Etat bon marché» (LO) ou au «gouvernement anticapitaliste» (LCR).

Illusions sur les syndicats

D'autre part, les trotskystes, voire les libertaires, qui accusent LO de trahison (2), reportent sur ce petit groupe le même raisonnement qu'ils ont toujours appliqué aux grands syndicats et partis de gauche, comme si ces organisations pouvaient mener une autre politique et comme si leurs militants avaient d'énormes illusions sur leurs dirigeants.

Les trotskystes ont du mal à admettre que l'on ne milite pas pendant des années au PCF ou à la CGT, pour ne pas parler de la CFDT, du PS ou de FO, parce que l'on croit que ces organisations vont faire la révolution ni même organiser LA grève générale qui donnera le pouvoir à la gauche. On milite dans les syndicats pour ce qu'ils offrent réellement: un milieu, des copains, une assurance (de plus en plus limitée) contre les licenciements, la possibilité de jouer un petit rôle dans les luttes, un moyen d'échapper partiellement à l'exploitation capitaliste (même un mandat syndical de 15 heures par mois est déjà une façon de souffler un peu), un moyen de s'affirmer face à une hiérarchie tyrannique ou manipulatrice, etc. Et ce n'est pas très différent pour ceux qui sont actifs à la base, au PCF, voire au PS: on y gagne des potes, une petite aura locale, éventuellement quelques avantages matériels limités si l'on se présente aux élections municipales, et on a l'impression de faire quelque chose (ce qui n'est pas toujours faux puisqu'on obtient parfois des résultats concrets), de ne pas se résigner ou baisser les bras face aux coups portés par le patronat et les partis de droite, de battre en brèche la morgue des flics, des édiles locaux, etc. Mais quand les partis de gauche arrivent au pouvoir, alors ces mêmes militants ont les pieds et les poings liés et, s'ils n'ont pas une âme de carriéristes (de toute façon les bonnes places sont très limitées), ils glissent progressivement vers la démoralisation, en attendant... la prochaine victoire de la droite qui leur donne un nouveau coup de fouet. Et le cycle recommence.

Certes, les syndicats et partis de gauche comprennent aussi des individus qui se servent (ou plutôt croient se servir) de ces organisations et n'ont guère d'illusions à leur égard. Ils ont besoin d'un cadre pour militer et jugent ce cadre plus efficace, moins contraignant que celui des petits groupes révolutionnaires. Mais combien sont-ils et surtout que font-ils de différent des autres ? Telle est la véritable question. Pour ce qui concerne les accusations concernant les manœuvres antidémocratiques de LO à l'intérieur des coordinations d'enseignants, là aussi les critiques tombent à côté, ou plus exactement ne visent pas le problème essentiel.

Fragilité des «principes»

Tout d'abord, il est assez amusant de voir l'extrême gauche critiquer LO pour son intervention en milieu enseignant après lui avoir reproché, pendant des années, de «désertier» ce milieu, de ne pas y faire un travail syndical, etc.

Les critiques, aussi violentes soient-elles, que les groupes s'adressent entre eux se révèlent souvent superficielles. Cela vaut aussi pour LO qui, pendant des années, affirmait qu'elle n'avait pas les forces suffisantes pour intervenir en milieu enseignant et qu'elle laissait à d'autres la «petite bourgeoisie» (prononcez ces deux mots avec le maximum de mépris, s'il vous plaît)... Or, depuis quelques années, elle s'y est investie au point d'être un élément moteur dans les grèves, en particulier dans la banlieue parisienne, alors qu'elle est restée un gros groupuscule. Cela prouve, rétrospectivement, qu'elle compte un nombre bien plus significatif d'affreux petits-bourgeois dans ses rangs qu'elle ne voulait l'admettre.

Ce qui est présenté comme une question de principe (intervenir ou ne pas intervenir en milieu enseignant) n'est en fait qu'une pure question d'opportunité. Ceux qui prennent au sérieux certains «principes» des groupes d'extrême gauche constateront vite qu'ils en changent assez aisément et se livrent à des tournants tactiques spectaculaires sans la moindre explication, ce qui oblige leurs militants à des contorsions fréquentes et acrobatiques.

Limites du fédéralisme ?

D'autre part, le fait que LO, petit groupe, réussisse à avoir (d'après ses critiques) une influence disproportionnée par rapport à sa taille devrait faire réfléchir tous ceux qui s'opposent, par principe, à la création d'organisations politiques solides et centralisées. On ne peut combattre une orientation politique erronée, voire criminelle, qu'en s'en donnant les moyens organisationnels. A quoi sert de se lamenter sur les «magouilles» de LO ? On peut lire ainsi dans *Le Monde libertaire* du 10 juillet un article intitulé «Luttes dans le XIII^e arrondissement»: *«Du côté des cheminots d'Austerlitz, il y a eu une forte mobilisation les jours de manifestation. Après le 13 mai, un comité de grève s'est créé avec Sud-Rail, FO, CGT, CFDT. Les magouilles des moines-soldats de LO l'ont brisé.»*

Trois remarques générales à propos de cet exemple:

– Un comité de grève n'a rien à voir avec une intersyndicale. Soit la formulation de l'auteur est maladroite, soit elle reflète ses propres illusions envers les syndicats et leurs appareils. Un comité de grève représentatif inclut bien sûr des militants syndicaux mais surtout des travailleurs qui n'ont pas leur carte. Rappelons qu'en France il n'y a que 7% de syndiqués ! Et surtout qu'un comité de grève authentique ne peut être dirigé par des bureaucrates syndicaux.

– Je ne dispose d'aucune information sur ce cas particulier (et l'article n'en fournit pas non plus) mais il me semble douteux que LO soit capable dans aucune entreprise d'imposer sa loi aux salariés. D'abord, parce que son influence est réduite, ensuite et surtout parce que si les travailleurs d'une usine, voire d'un secteur, sont vraiment déterminés, ce n'est ni LO ni le PCF ni la CGT qui pourraient les empêcher de former un comité de grève. Si LO est capable de «briser» un comité de grève quelque part, c'est bien sûr un acte très

grave qu'il faut dénoncer, mais cela suppose aussi, et surtout, de s'interroger sur la combativité des travailleurs qui acceptent une telle magouille d'un groupuscule. Or cet article, comme 99% des articles écrits par les différents groupes «révolutionnaires» en avril-mai-juin 2003, part du point de vue que le «peuple était dans la rue» (*sic*)...

Si les faits cités sont exacts, alors cet exemple souligne les limites du fédéralisme anarchiste et des conceptions spontanéistes. Comment lutter contre une organisation centralisée dont la politique est néfaste (LO) si soi-même on ne dispose pas d'une organisation fortement implantée dans la classe ouvrière et...centralisée ?

Doit-on se contenter d'attendre que la spontanéité des exploités se manifeste et qu'elle résolve toutes les difficultés, par un coup de baguette magique ? La crainte de la bureaucratisation, la méfiance justifiée envers la délégation de pouvoir ne risquent-elles pas de paralyser l'action contre des organisations centralisées (Partis ou États) ?

Le mouvement libertaire a su déceler les dangers de la centralisation et de la bureaucratisation bien avant les courants révolutionnaires marxistes. Les anarchistes ont su mettre en avant (et parfois appliquer) certaines «recettes» élémentaires pour limiter la bureaucratisation: refus d'avoir des permanents salariés, rotation des tâches, responsabilité individuelle de chaque militant, décentralisation des structures, sensibilité plus vive face à toutes les manifestations d'autoritarisme, refus des explications simplistes ou de la capitulation devant les exigences de l'efficacité, etc. Mais cela suffit-il ?

Démocratie dans les coordinations, détermination des travailleurs

Mais revenons à la question de la démocratie au sein du mouvement enseignant et notamment au problème des mandats, qui semble si important aux yeux des détracteurs de LO. Cette organisation a préféré la «démocratie» des votes à main levée au respect de mandats attribués dans des conditions inconnues à des militants de groupuscules rivaux, connu pour leurs talents manipulateurs. Son point de vue vaut la peine d'être entendu.

Mais admettons que ces mandats aient vraiment été tous représentatifs et que LO ait voulu contrôler le mouvement, parce qu'elle pensait mieux savoir que les autres ce qui était bon ou mauvais pour les enseignants (ce qui est sans doute l'explication profonde du comportement de LO).

En cela, LO ne raisonne pas selon une logique qualitativement différente de la plupart des groupes qui la critiquent et auraient agi exactement de la même façon s'ils s'étaient trouvés à sa place.

Il est assez évident que les militants de LO n'avaient pas envie que le mouvement leur échappe, mais la question essentielle est ailleurs.

Si le problème se posait en ces termes, ce n'est pas parce que LO serait une énorme bureaucratie malfaisante qui aurait empêché le puissant mouvement enseignant de faire la jonction avec les employés et ouvriers du secteur public

puis du privé qui, eux, voulaient tous en découdre. Mais plutôt parce que le mouvement contre les projets Ferry-Fillon, qui mobilisait une fraction importante de la petite bourgeoisie salariée, n'était pas assez déterminé, pas assez large, pas assez conscient des nécessités de se lier au combat de la classe ouvrière (combat qui se manifeste d'ailleurs trop peu).

Quant aux secteurs de la classe ouvrière (éboueurs, hospitaliers, cheminots, employés de la RATP à Paris et des transports urbains en province, postiers, etc., voire entreprises locales menacées de licenciements collectifs ou de fermeture) qui ont fait un bout de chemin avec les enseignants, aucun secteur n'a voulu prendre la tête du mouvement, quitte à recevoir tous les coups en cas d'échec de la lutte. Si cette détermination avait existé, ni LO, ni même tous les bureaucrates syndicaux réunis n'auraient pu l'empêcher de se manifester. Le crapuleux Thibault n'a pas tort quand il dit qu'une grève générale ne se décrète pas (par contre, elle s'organise, et pour ça il est illusoire de compter sur les syndicats) – en effet, lorsque les travailleurs décideront de bouger, ils n'appelleront ni Thibault, ni Laguiller, ni Besancenot, ni la CNT ou la FA pour savoir ce qu'il faut faire... En décembre 1995, pour ne mentionner qu'un exemple récent, la grève a d'abord pris son importance à l'insu des syndicats, même s'ils ont pu ensuite l'endiguer sans trop de difficulté.

Il est évident que LO a une conception très limitée de la démocratie ouvrière (puisqu'elle n'a jamais pratiqué la démocratie en son sein comment pourrait-elle la pratiquer à l'extérieur ?), d'autant plus qu'elle défend une vision du Parti et de la Révolution inspirée du bolchevisme – et de ses pires aspects.

Mais sur ce plan-là, aussi, rien ne la différencie fondamentalement de la plupart de ses critiques trotskystes.

Trotskystes et réformistes

Les deux principaux groupes qui critiquent LO (la LCR et le PT) occupent déjà des postes dans l'appareil syndical et ont une stratégie de conquête de cet appareil ; ils ont oublié l'essentiel de ce que disait Trotsky dans «Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste» pour n'en garder que les aspects les plus contestables ou les plus dérisoires (croire qu'il suffit de prendre la direction des syndicats pour qu'ils changent de nature). Ils cherchent à nouer des alliances avec certaines tendances de la bureaucratie «réformiste», et «théorisent» ces compromis comme le fin du fin de la tactique révolutionnaire.

Depuis 1968, les groupes trotskystes sont passés de quelques dizaines à quelques centaines de militants (si les encartés sont quelques milliers il est douteux que les militants soient plus de quelques centaines dans chacun des trois «grands» groupuscules: LO, LCR et PT).

Ils se sont, en quelque sorte, divisé le «marché».

Le PT s'adresse surtout au PS, au MDC et à FO, mais s'intéresse aussi aux dissidents «lutte de classe» du PCF. Mais son anticléricalisme affiché lui a aliéné les sympathies des milieux chrétiens de la CFDT ou du PSU.

La LCR s'est intéressée aux tendances ou aux individus issus du PCF (de Tillon à Juquin en passant par les maires «oppositionnels» actuels), aux milieux influencés par la CFDT, puis par SUD et à la social-démocratie. Quant à LO, il ne lui restait plus beaucoup de «parts de marché» disponibles: aussi, essaie-t-elle de se donner une image de marque plus radicale, en attaquant violemment les illusions nées sur le PSU et la CFDT hier, ATTAC et SUD aujourd'hui, en critiquant avec virulence toutes les tendances du PS, et en portant un regard plus «compréhensif» sur la base du PCF et de la CGT, tout en se montrant sans complaisance avec les oppositionnels carriéristes du PCF. Mais ce radicalisme apparent n'a aucune cohérence ni consistance véritable. Il n'est qu'un leurre qui dupe ses militants et leur donne l'impression d'être plus radicaux que leurs concurrents.

Le double langage permanent de LO

Pour ceux qui auraient la mémoire courte ou des illusions sur Lutte ouvrière, il vaut la peine de citer un article paru en 1978, dans le journal *Combat communiste*, aujourd'hui disparu:

«Confrontée à ce qu'elle appelle 'l'offensive syndicale', LO n'y va pas par quatre chemins. C'est ainsi qu'on peut lire dans l'édito des bulletins d'entreprise paru le 19 juin 1978: 'Et il faut se féliciter que les grandes centrales syndicales, la CGT la première, suivie finalement par la CFDT et FO fassent le choix de soutenir la combativité qui s'exprime, de l'encourager, de l'élargir même.'

«Le sens de ce paragraphe est clair: il s'agit d'un appel aux travailleurs à soutenir la façon dont les organisations syndicales (toutes centrales confondues) 'mènent' les grèves actuelles.

«Point n'est besoin pour LO de s'attarder sur les 'réticences' de la CFDT dans les grèves de Renault ou des Arsenaux, que même la CGT lui a reprochées, ni sur les prières adressées par Bergeron au patronat pour qu'il agisse contre la 'dégradation du climat social'. Non !La CFDT et FO ont 'finalement suivi la CGT' et soutiennent la combativité, l'encouragent, l'élargissent même !

«Quant à la CGT, que LO n'hésite pas dans son journal du 24 juin 1978 à complimenter 'd'être en avance sur la combativité des travailleurs', qu'il importe de rappeler qu'elle s'est tout d'abord montrée hostile à l'occupation à Flins et à Cléon, qu'elle n'a rien proposé, sinon des débrayages limités et espacés, pour étendre la lutte à toute la Régie, qu'elle n'offre aux mouvements en cours ni plate-forme revendicative commune, ni coordination, ni perspective d'élargissement !

«Qu'il importe de dire que la combativité a explosé en rupture avec la stratégie des organisations syndicales et que si celles-ci 'ont fait le choix' d'en prendre la tête, c'est pour que ce ne soient pas les travailleurs qui le fassent, et afin de pouvoir empêcher que l'union et l'extension des luttes mettent à mal le pacte social qui lie les bureaucraties réformistes à la bourgeoisie et à la

défense de l'économie nationale !

«En attribuant des vertus combattives qu'elles n'ont pas aux centrales syndicales, LO fait plus que tordre la réalité et entretenir des illusions sur leur compte parmi les travailleurs. Elle évacue tout simplement les questions aujourd'hui vitales de l'orientation, de la conduite, du contrôle des luttes.

«Il n'est plus besoin alors de parler de comités de grève, d'assemblées générales souveraines, de coordination des luttes. Séguy, Maire et Bergeron agissent pour nous. Suivons-les, encourageons-les. Voilà où mène la tactique de pression sur les appareils syndicaux, la vision économiste et localiste de la lutte des classes: à la capitulation pure et simple devant le réformisme !»

Depuis 1978, l'attitude de LO n'a fait qu'empirer. Il suffit de rappeler les propos de son dirigeant historique (Hardy) lors de son unique apparition à la télévision: selon lui, soviets ou parlements, la différence de terme n'est pas importante («Nous voulons une société démocratique, conseils, comités, Parlement, aux élus révocables.»). Non seulement, il prend les téléspectateurs qui l'ont regardé pour des imbéciles (s'il pensait vraiment ce qu'il dit, pourquoi lui et ses camarades ne sont-ils pas au PS ?), mais en plus il se montre, tout comme Arlette Laguiller depuis trente ans, totalement incapable d'expliquer ce qu'est le socialisme quand les médias lui offrent une tribune pour le faire. Comme si LO (mais c'est exactement pareil pour la LCR ou le PT durant les campagnes électorales ou les émissions *people* auxquelles participent Besancenot ou Laguiller) avait honte d'expliquer ce que veut dire le socialisme ou le communisme aux millions de travailleurs qui écoutent la porte-parole de LO. L'activité électorale et électoraliste de LO ne la préserve d'aucune dégénérescence politique ultérieure (3), bien au contraire, pas plus que son double langage permanent à l'égard des syndicats et partis de gauche. Ce petit jeu peut durer longtemps et faire illusion pendant des années encore si ce groupe ne réussit pas à gagner une implantation décisive dans la classe ouvrière et à faire des choix politiques plus décisifs qui dévoileront sa nature: participation à un gouvernement bourgeois, vote de lois anti-ouvrières, etc.

Le véritable problème

Et c'est en fait là que gît le véritable problème plutôt qu'une vaine polémique sur les «bons» mots d'ordre qui auraient des effets magiques et seraient capables en eux-mêmes de transformer une situation sociale. D'ailleurs, on peut s'interroger de deux façons:

a) se demander si les groupes révolutionnaires ont fait et font suffisamment d'efforts pour «s'implanter» dans la classe ouvrière, militer dans les quartiers ouvriers, etc.

Sur ce terrain-là, LO fait la leçon aux autres groupes depuis des dizaines d'années, non sans raison, même si les autres groupes ont trouvé des raccourcis ou d'autres voies pour s'implanter que le porte-à-porte dans les HLM ou la distribution de bulletins d'entreprise réguliers devant les entreprises.

b) Mais on peut aussi se poser la question sous un autre angle: les travail-

leurs sont-ils vraiment attirés par le socialisme et le communisme ? par la révolution ? La disparition d'une partie des États staliniens (il reste encore la Chine, ne l'oublions pas, ainsi que Cuba, le Vietnam et la Corée du Nord) a-t-elle redonné confiance aux ouvriers en quête d'un idéal révolutionnaire ? Et si ce n'est pas le cas, pourquoi ?

Certains répondent en revenant aux vieilles lunes social-démocrates des années 20. Ils croient pouvoir démocratiser les institutions parlementaires ou républicaines (la «gauche» du PS voire une partie des dirigeants de la LCR, comme en témoigne la calamiteuse revue *Contretemps*, dirigée par Daniel Bensaid, laboratoire des idées les plus droitières et tribune confectionnée sur mesure par la LCR pour des intellectuels réformistes qui n'expriment le plus souvent aucune révolte contre le système capitaliste). Ils prétendent démocratiser le capitalisme mondialisateur (ATTAC). Si leur démarche est vouée à l'échec, force est de constater qu'ils se soucient au moins d'apporter une réponse au scepticisme vis-à-vis des idées révolutionnaires traditionnelles, scepticisme répandu non seulement dans la petite bourgeoisie (ce qui ne serait pas grave) mais aussi dans la classe ouvrière.

Comités d'action, comités de grève, coordinations

De plus, il faut s'interroger sur les formes organisationnelles que peut prendre un mouvement ouvrier radical dans la situation du capitalisme actuel. En ce qui concerne les comités de grève, combien de travailleurs ont-ils récemment fait l'expérience d'un véritable comité de grève démocratique, contrôlé par des assemblées générales quotidiennes et souveraines ?

Les comités d'action de 1968, les coordinations des infirmières puis des cheminots, n'ont pas réussi à durer très longtemps. Et s'ils ont laissé des traces, il y a gros à parier que leurs militants sont restés inorganisés ou sont allés à la CNT ou à SUD.

Or, est-il bien réaliste de vouloir ressusciter le syndicalisme révolutionnaire des débuts du siècle et les Bourses du travail de Fernand Pelloutier ? (Sans compter que le syndicalisme révolutionnaire français possédait de très graves limites, comme on a pu le vérifier en 1914, au moment du déclenchement de la Première Guerre mondiale, où les dirigeants syndicaux sont devenus les pires chauvins, partisans de la guerre impérialiste qu'ils avaient promis d'arrêter par la... grève générale.)

Dans *Le Monde libertaire* du 10 juillet, Freddy Gomez écrit: «*Cette faillite (du syndicalisme réformiste, NDLR) n'ouvre pas mécaniquement l'espace, comme on pourrait le penser, à un syndicalisme clairement revendicatif, type SUD, ou résolument d'action directe, style CNT. Si, selon leurs forces, l'une et l'autre de ces organisations ont eu leur place dans le mouvement, elles n'ont à aucun moment pesé de fait sur le rapport de forces, se situant soit en position de suivisme critique par rapport aux syndicats traditionnels, soit en position purement incantatoire de mouche du coche. Derrière l'obligation*

d'optimisme qu'elles manifestèrent avec constance et naïveté tout au long de ce conflit se cache la confortable certitude véhiculée par un répétitif et très daté discours gauchiste: radicaliser les luttes et faire en sorte qu'on ne les trahisse point.»

La grève générale

Remarquons enfin que l'extrême gauche et les libertaires ne font guère preuve d'imagination lorsqu'ils invoquent à tout bout de champ le thème de la grève générale.

Combien y a-t-il eu de grèves générales significatives et victorieuses depuis un siècle en France ? Celle de 1936 concernait une minorité importante de la classe ouvrière (3 millions) et s'est traduite par des occupations actives d'usines, mais elle n'a pas débouché sur la remise en route des entreprises par les travailleurs eux-mêmes et encore moins sur la formation de conseils ouvriers. Celle de 1953 n'a concerné que les fonctionnaires et celle de 1963 les mineurs.

Quant à celle de 1968, tellement mythifiée par tous les groupes (à part LO), s'il est vrai qu'elle a officiellement concerné 10 millions de travailleurs, les usines n'étaient le plus souvent occupées que par une poignée de militants syndicaux. L'essentiel s'est passé ailleurs, dans la rue, les manifestations, les meetings et les comités d'action. De toute façon, ceux qui ont vécu les grèves de 1968 ont aujourd'hui la cinquantaine bien sonnée, voire davantage, et leur expérience n'a pas été partagée par les bataillons les plus combattifs de la jeunesse ouvrière ou salariée actuelle.

A agiter ainsi sans cesse le drapeau de la grève générale, l'extrême gauche et les anarchistes jouent avec un mythe assez creux dans le contexte français. Surtout s'ils ont derrière la tête, non seulement la grève générale mais la Révolution.

La dernière fois que les travailleurs français (et encore à l'époque c'étaient loin d'être des prolétaires d'usine) se sont attaqués, les armes à la main, à l'État et ont créé une structure les représentant, c'était en... 1870, lors de la Commune de Paris, insurrection qui avait d'ailleurs (hélas !) une dimension patriotique, soigneusement occultée par les courants révolutionnaires depuis plus d'un siècle.

En 1936, ils ont occupé, de façon dynamique certes, les usines mais n'ont pas cherché à les faire tourner sans l'encadrement et les patrons ; ils n'ont formé ni milices ouvrières, ni soviets. En 1968, les fameux «dix millions de grévistes» n'étaient pas des grévistes très actifs. Une partie d'entre eux ne pouvaient aller travailler parce qu'il n'y avait plus de moyens de transport. Une autre partie, la majorité, est restée chez elle et ne venait aux nouvelles que de temps en temps à l'usine. Une minorité (le noyau dur des syndicats, et surtout de la CGT-PCF) occupait l'usine dans une ambiance plutôt lugubre. Et une autre minorité (les jeunes travailleurs essentiellement) était dans la rue, sur les barricades, dans les comités d'action.

On est donc très loin de dix millions de grévistes conscients et mobilisés, occupant leurs usines, discutant de la façon de les redémarrer sans les patrons – même avec les pires illusions autogestionnaires.

Et si l'on se penche sur les grèves générales ou les mouvements sociaux de masse dans d'autres pays d'Europe, on trouve peu d'exemples au cours des cinquante dernières années (en dehors de l'expérience de Solidarnosc en Pologne dans les années 80, du Portugal en 1974-75 ou de l'insurrection hongroise de 1956) de mobilisation massive et concentrée de la classe ouvrière posant, même vaguement, le problème du pouvoir.

Les grands discours sur la grève générale n'ont donc guère de sens pour les salariés qui les entendent aujourd'hui. Ou plutôt si, mais à condition d'en réduire considérablement le sens en assimilant (par souci pédagogique ?) la grève générale à une grève de 24 heures... reconductible. Alors là, oui, les journées d'action, les salariés connaissent parfaitement – avec les résultats désastreux que l'on sait.

Entendons-nous bien. Il est évident qu'une grève générale offre bien plus de possibilités que des journées d'action ou des grèves secteur par secteur. Mais, en elle-même, elle n'a aucun effet magique.

Il est évident aussi qu'un mouvement a besoin d'objectifs précis, donc de mots d'ordre et de revendications, mais cela ne peut se faire à l'avance, sans tenir compte des situations concrètes.

Gadgets organisationnels

Certes, objecteront certains, mais s'il y avait un parti révolutionnaire, tout serait différent. Il faudrait donc que tous les groupes s'unissent dans un nouveau PSU ou forment un machin genre Rifondazione comunista (scission de l'ex-Parti communiste italien), ou que l'on crée un grand parti travailliste. Ou une super confédération anarcho-syndicaliste, ou un petit parti pur et dur, centralisé de façon militaire sur un programme 100% communiste, etc. Les gadgets organisationnels que proposent les groupes révolutionnaires sont connus et se comptent sur les doigts des deux mains – en étant généreux. Et ils commencent à être sacrément usés, sauf peut-être pour les adolescents ou les adultes peu informés qui les découvrent pour la première fois.

Là aussi, on a affaire à des croyances magiques en l'efficacité d'un mot d'ordre, d'un truc organisationnel, pour changer une situation défavorable en une situation favorable. Et l'on fait bon marché de la conscience et de la volonté des millions d'exploités au nom desquels on prétend parler et lutter.

Il n'existe aucune recette miracle en dehors de cette détermination-là. Et c'est la force du système capitaliste dans les pays dits démocratiques d'avoir su, jusqu'ici, juguler la rage et la révolte des prolétaires. Tant que ceux-ci n'auront pas de nouveau le moral et la combativité nécessaires, aucun slogan, aucun mot d'ordre, aussi radical soit-il, ne changera la situation. Inutile de se payer de mots et de se lancer dans des polémiques oiseuses et «fratricides» qui visent à cacher l'ampleur des difficultés auxquelles les «révolutionnaires»

sont confrontés.

Comme le dit Freddy Gomez: «L'autre et dernière leçon de ce printemps, il serait peut-être bon de se l'appliquer *ad hominem* et d'admettre, ici, dans les colonnes du *Monde libertaire* qui a vibré d'appels à une impossible grève générale, qu'aucune envolée lyrique ne brisera jamais la dure réalité des faits. Car ce n'est sûrement pas sur le terrain de la surenchère sans risque que la voix libertaire aura quelques chances de porter un jour. Pour elle, il n'est que deux chemins possibles: celui de l'euphorie, ou celui de la lucidité. (...) Les anarchistes ont probablement un rôle à jouer, à condition de ne pas céder à la facilité, à la démagogie et au mythe.» (*Le Monde libertaire*, 10 juillet 2003).

Une réflexion à méditer pour tous ceux qui se disent révolutionnaires, quelle que soit leur chapelle.

Y.C., mai 2003

Notes

1. Dans un article intitulé «Un aspect de l'offensive capitaliste» (*Le Monde libertaire*, 10/7/2003), Pierre, du groupe La Commune de Rennes reprend d'ailleurs littéralement la thématique trotskyste la plus droitière: «les anarchistes (...) vont devoir pousser plus que jamais les bureaucraties dans leur retranchement», «les militants de base n'ont pu mettre suffisamment de pression», etc. S'agit-il de simples maladroites de style ? On a plutôt l'impression que ce camarade croit possible la constitution d'un «vrai», d'un «bon» mouvement syndical qui obtiendrait des réformes significatives dans la situation actuelle. Et surtout qu'il serait possible de pousser les appareils syndicaux à changer de nature – ou bien à céder la place aux SUD et à la CNT. Dangereuse illusion.

2. Dans un article du *Monde libertaire* du 10/7/2003, «Variations sur une protestation avortée», Freddy Gomez écrit à propos de la «trahison» des bureaucrates syndicaux: «Parler, dans ce contexte de 'trahison', c'est sans doute prendre le risque de se tromper d'époque, car, pour trahir un mouvement social, il faut d'abord le mettre en branle et l'amplifier. On ne trahit pas ce qui n'existe qu'à l'état de théâtre ou d'abstraction. S'il est une leçon à tirer de ce printemps, c'est bien celle-là: la trahison suppose la capacité de paralysie, et c'est précisément elle qui a manqué, contrairement à décembre 1995, non tant parce que les bureaucraties syndicales l'ont refusée, mais parce qu'elles ont été incapables de l'organiser.»

3. Notons que la LCR, dans sa luxueuse publication en couleurs et sur papier glacé financée par le Parlement européen (c'est-à-dire par les travailleurs européens), est incapable de se servir de cette prétendue «tribune révolutionnaire» pour se faire l'écho des luttes des travailleurs. Ainsi, cette publication relate en une demi-page un discours de trois heures du colonel Chavez au Venezuela en approuvant son ton anti-impérialiste mais en regrettant les références à Jésus-Christ (?!) dont le discours présidentiel était émaillé, sans consacrer une seule ligne à la situation de la classe ouvrière vénézuélienne, ses luttes, ses difficultés d'existence, etc. Etre un révolutionnaire internationaliste pour Krivine, cela se réduit-il aujourd'hui à prendre l'avion pour Caracas afin d'écouter sagement et poliment un démagogue populiste pérorer et tromper son peuple ? On ne souhaite qu'une chose aux députés LO-LCR au Parlement européen: que la bourgeoisie change les lois électorales, ce qui les empêchera d'être élus.

Quelques remarques sur les grèves d'avril-mai-juin 2003 Des questions «oubliées» pendant le mouvement

Peut-on se contenter de réclamer l'abrogation de la réforme Balladur de 1993 et le retour aux 37,5 années de cotisations ? Existe-t-il un lien, et lequel, entre les attaques du gouvernement et la crise internationale du capitalisme qui dure depuis trente ans ? Suffit-il de proclamer qu'il faut «faire payer les riches» ou déclencher la «grève générale» et tout sera résolu ?

Pourquoi l'érosion systématique du *welfare state* qui se dessine depuis plusieurs années ne suscite-t-elle pas de révolte de masse dans les pays capitalistes avancés ?

Quelle est la limite du tolérable dans la dégradation des conditions de vie et de travail des salariés et des prolétaires occidentaux ?

En quoi une société socialiste fonctionnerait-elle différemment par rapport au temps libre, aux travaux pénibles, à la formation professionnelle, à la rotation des tâches, etc. ? La notion de retraite aurait-elle encore un sens et lequel ?

Il faudra un jour répondre à ces questions si l'on veut définir une attitude plus offensive et surtout plus enthousiasmante par rapport aux attaques patronales et gouvernementales que le simple blocage de telle ou telle réforme antisociale, le sempiternel retour de la gauche au pouvoir, fût-elle élue sur un programme «anticapitaliste» (n'est-ce pas camarade Besancenot ?) ou un «État à bon marché» (version LO) ! Sur le terrain des propositions révolutionnaires, l'extrême gauche est particulièrement timorée, pour ne pas dire inconsistante.

Quant aux libertaires, l'invocation de la recette magique du «fédéralisme» ou d'un grand syndicat révolutionnaire ou autogéré manque dramatiquement de contenu et de réalisme pour emporter la conviction.

Quelques maigres pistes

Quand on parcourt les tracts ou les textes écrits pour dresser le bilan des luttes, on ne trouve que de rares propositions qui sortent du ronron syndical.

Deux exceptions tout de même:

– Dans un article («La lutte pour nos retraites») au titre lamentablement mollasson et au contenu rempli d'illusions sur les possibilités de faire revivre des syndicats combattifs, («Là encore, il est clair que les centrales syndicales ne font pas leur travail de syndicat» !!!, écrit l'auteur), paru dans la *Lettre de liaison* n°4 de juin 2003 du Groupement d'action et de réflexion anarcho-syndicalistes, un adhérent du GARAS de Tours conclut:

«Nous posons le problème de l'injustice qui consiste à payer un retraité plus qu'un autre, alors qu'aucun des deux ne travaille: nous voulons une retraite égale pour tous. Nous sommes aussi contre la hiérarchie salariale sur laquelle s'appuient les gouvernements pour nous imposer des retraites inégalitaires, car nous pensons que les compétences de chacun sont utiles et complémentaires dans une société: il n'y a donc aucune raison valable de créer des catégories de sous-travailleurs, dont l'activité est dévalorisée par des salaires plus faibles.» On a là une petite piste vers ce qu'il aurait fallu dire pendant le mouvement du printemps 2003: dénoncer la coupure entre vie active et retraite qui réduit chaque salarié à être soit l'esclave de son patron soit une marchandise inutile; remettre en cause la coupure entre travail manuel et travail intellectuel, et les avantages matériels qui en découlent; affirmer que la rotation des tâches et des métiers est possible; dénoncer le principe même de la hiérarchie des salaires, et donc des retraites, etc.

– L'autre texte figure dans *A contre-courant syndical et politique* n° 145 de juin 2003. Son auteur, Jean-Marie Heinrich, commence par se livrer à des attaques douteuses contre les libertaires: «Le vieux schéma de la provocation spectaculaire suivie d'une répression spectaculaire – qu'ont tenté d'appliquer seulement quelques anarchistes (?) après une des manifs parisiennes – ne vaut plus depuis longtemps, d'autant que c'est le mieux contrôlé par la police.» A moins que ce camarade ne possède des informations précises et qu'il nous les livre, il est impossible de le suivre dans ses accusations calomnieuses; en effet, le témoignage sur la manif de la Concorde, témoignage recueilli par *Échanges et mouvement*, contredit totalement cette «analyse» des faits. Mais l'intérêt de sa réflexion, est ailleurs, comme en témoigne le passage suivant:

«Par contre, se donner les moyens de 'grèves de gratuité', c'est-à-dire de faire fonctionner les moyens de production, de transport, les appareils producteurs de services utiles tout en les soustrayant à la logique de ceux qui s'en considèrent les propriétaires ou les administrateurs, représente sûrement une forme de radicalisation qui ne peut laisser indifférents les tenants du pouvoir, ni non plus les usagers; car il faut bien percevoir ceux-ci comme des travailleurs aussi, c'est-à-dire des alliés potentiels ou actuels, au lieu de les laisser s'exaspérer en future masse de manœuvre des réactionnaires de tout poil.

«Bref, rendre le service public vraiment 'public' au lieu d'en bloquer simplement le fonctionnement, serait une forme de radicalisation à creuser et il ne

s'agirait pas simplement de travailler à la japonaise avec un brassard 'gréviste'. Un péage d'autoroute ouvert, un train sans billet ou un métro sans ticket en sont des symboles évidents, même si nous n'en sous-estimons pas un instant la difficulté de mise en œuvre dans la plupart des cas. Mais dans de telles circonstances, où seraient les râleurs ? Cette forme d'illégalité autogestionnaire aurait un autre sens et une autre portée que quelques brasiers et prendrait complètement à revers la logique du 'service minimum': 'Chers concitoyens, nous vous offrons un service maximum, et à l'œil, aux frais ... de la SNCF, par exemple !' A très petite échelle, l'accueil tournant réalisé dans les écoles où les enseignants savaient bien que nombre de parents, également travailleurs, auraient été confrontés à des difficultés insurmontables sans cela, représente un exemple de cette logique de 'prise en compte de la réalité' qui indique la maturité d'un mouvement et son sens tactique. Ainsi, que pourraient faire des profs, avec des grands élèves cette fois, de plus intéressant que de préparer un bac qui n'est de toute façon plus qu'un chiffon de papier ?»

Y.C., mai 2003

Sur la «pédagogie» de la droite: carottes et coups de bâton

La fin du mouvement contre le projet Fillon sur les retraites a été marquée par un durcissement indéniable de la politique du gouvernement et du ton de ses ministres (répression de la dernière manif devant l'Assemblée nationale, organisation d'un rassemblement anti-grèves devant l'Hôtel de Ville de Paris, etc.). Mais, ce qui est frappant, c'est à quel point le contenu des affrontements idéologiques a changé. Si dans les années 60, 70 et 80, le combat idéologique était frontal entre la gauche (syndicats compris) et la droite, il semble maintenant que le personnel politique de l'UMP ait décidé d'avoir une approche plus oblique (plus diabolique).

Certes, presque tous les journalistes continuent à se comporter en véritables chiens de garde du Capital. Dans les émissions de télévision, ils n'hésitent pas à se livrer à la plus répugnante démagogie. Ainsi Guillaume Durand, dans une émission littéraire qu'il anime, évoque ses angoisses pour l'«avenir de ses enfants», son activité passée de «prof», mais empêche les enseignants grévistes, venus présenter leurs ouvrages sur son plateau, de lui répondre. Quant aux plumitifs du *Point*, du *Nouvel Observateur*, de *L'Express*, de *Valeurs actuelles* et du *Figaro*, ils se sont couverts de ridicule début avril, sur la chaîne d'information LCI, en expliquant que «les Français» avaient parfaitement compris la position du gouvernement sur les retraites, que Raffarin avait fait preuve d'une grande «pédagogie», et que les manifestations seraient minoritaires. On a vu le résultat de leurs prédictions...

Si les journalistes sont pour la plupart serviles vis-à-vis du pouvoir, une partie des députés et des ministres de la droite préfèrent «communiquer» au lieu d'accuser systématiquement les syndicats, la gauche, le PCF ou les fonctionnaires de vouloir ruiner l'économie, instaurer une «dictature», d'être des privilégiés, etc. La méthode a partiellement changé: les gouvernants essaient (avec maladresse et parfois un manque de conviction évident) de faire preuve de patience, font semblant d'écouter les arguments qu'on leur oppose, font mine de vouloir débattre et convaincre, tout en ne répondant pas sur le fond évidemment. Leur leitmotiv: «Vous ne m'avez pas bien compris, laissez-moi vous expliquer.» Mais ils ne s'adressent pas à leurs interlocuteurs. C'est là le

paradoxe. Leur discours est destiné aux catégories que l'industrie publicitaire qualifie de «leaders d'opinion» (médecins, enseignants, journalistes, notables, etc.). On considère en effet, en haut lieu, qu'il n'y a pas à répondre à des opposants déterminés. On les contourne, en escomptant que les mécanismes sociaux feront leur œuvre à la longue. On s'adresse aux «leaders d'opinion» en pariant qu'ils se feront les relais des «explications» gouvernementales.

**D'où viennent ces procédés utilisés par la droite,
mais aussi par les socialistes ?**

Dans les années 80, Air France organisait des stages d'analyse transactionnelle pour ses employés travaillant à l'aéroport: il s'agissait pour ceux-ci de participer à des jeux de rôles, l'un interprétant le client mécontent et grossier, l'autre le salarié de base derrière son comptoir. L'objectif affiché était de désamorcer les conflits interindividuels tout en «aidant» l'«agent des services commerciaux» à encaisser l'agressivité constante des passagers dans les aéroports. Le tout saupoudré de considérations «anthropologiques» sur les types de clientèle: Américains, Latino-Américains, Arabes, Asiatiques, etc. et leur supposée psychologie collective homogène. Selon les cadres d'Air France, il suffisait d'apprendre par cœur les 4 ou 5 caractéristiques de base de chaque groupe ethnico-culturel concerné, et tous les conflits avec la clientèle seraient résolus.

On sait, d'autre part, que les entreprises de formation de formateurs puisent leur arsenal théorique non seulement dans l'analyse transactionnelle d'Eric Berne mais aussi chez des gens comme E. De Bono dont la prolifique production vise à culpabiliser les acteurs des conflits dans les entreprises, qu'il s'agisse de conflits individuels ou de conflits collectifs. Ces méthodes de management, de formation des directeurs de relations humaines ou de l'encadrement ont-elles été importées des États-Unis dans les années 80 ? Ont-elles une origine plus ancienne en France, même si elle n'a guère laissé de traces (1) ? Ont-elles été importées récemment de l'entreprise vers le champ politique ? Ballardur a-t-il été le premier «endormeur» des conflits sociaux ?

Quelles que soient les réponses à ces questions, de telles méthodes de communication peuvent avoir un certain impact sur des lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs non avertis. Une telle attitude peut sembler plus conciliante, moins rigide, plus réaliste que celle des syndicalistes ou des enseignants qui, eux, sont dans le registre de l'indignation et se scandalisent du mépris dont ils se sentent – avec raison – victimes. Certes, le naturel des possédants et de leurs laquais revient rapidement au galop, comme en témoigne la répugnante déclaration de Raffarin au Canada sur la fainéantise des Français ou les tentatives grossières de dresser les parents contre les enseignants en recourant sans cesse au terme grotesque de «prise d'otages». (Notons que la FCPE, fédération de parents d'élèves proche du PS, avait, il y a quelques années, dénoncé les enseignants qui critiquaient la réforme Allègre. Pour le moment, c'est la

PEEP, la fédération de parents rivale, qui joue ce rôle d'interprète de la «France silencieuse», comme dit le délicat Juppé.)

Mieux vaut ne pas négliger cette dimension du combat politique, ces techniques de manipulation qui visent à diluer les réactions sociales, si l'on veut combattre efficacement les gouvernants et leur propagande.

1. Ces procédés rappellent en effet ceux employés (en vain) par la technocratie sous Vichy pour convaincre la population française de collaborer, comme l'a souligné l'historien Denis Peschanski dans *Vichy, 1940-1944, contrôle et exclusion* (éd. Complexe, 1997), pp 49-53. Face à la défaveur de l'opinion, reconnue en juillet 1941 dans des textes internes du ministère de l'Information, Paul Creyssel, nommé en janvier 1942 «chef de la Propagande Zone Sud» développa l'idée d'utiliser les «élites relais» [maires, instituteurs, curés, légionnaires (*sic*)]. Dans un discours de mai 1943, il explicita cette stratégie que Laval avait faite sienne. Après son retour au pouvoir en avril 1942, Laval abandonna la «propagande de combat» pour se rabattre sur ces «élites relais» (avec un appel à l'union du peuple, contre le spectre de la guerre civile, etc.).

Y.C., mai 2003

Quand la LCR cire les bottes du colonel Chavez

Sous le titre «La ‘révolution bolivarienne’ en marche», *Rouge* du 4 septembre 2003 consacre une page au Venezuela. Qu’y apprenons-nous ? Que Chavez vient de se rendre compte qu’il existe un million d’analphabètes dans son pays et qu’il a fait venir plusieurs centaines de médecins cubains pour soigner gratuitement son peuple dramatiquement dépourvu d’un système de santé décent. Point barre.

A la vitesse où fonctionne l’esprit de ce grand «anti-impérialiste» qu’admirent la LCR et *Le Monde diplomatique*, il lui faudra encore 50 ans pour comprendre que le Venezuela, comme toute l’Amérique latine, a besoin d’une révolution sociale, pas d’un président éclairé.

Mais la LCR, fidèle à elle-même, n’adresse pas une seule critique au régime Chavez, se contente de dénoncer les manœuvres (bien réelles) de l’impérialisme américain et de la bourgeoisie locale et espère en la «transcroissance» (1) de ce régime en un régime révolutionnaire.

C’est bien mal connaître la réalité du Venezuela et celle de l’ensemble de l’Amérique du Sud que de fonder le moindre espoir sur un «populiste» comme Chavez.

Au Venezuela, il y a 20 ans, alors que tous les jours passait à la télévision un feuilleton critiquant féroce le dictateur Perez Jimenez (un salopard qui avait profité de la manne pétrolière pour faire adopter quelques mesures sociales importantes dans les années 50), les ouvriers, les femmes de ménage, les petits salariés, les chômeurs affirmaient déjà qu’il leur fallait un «homme à poigne», pour lutter contre la corruption dans leur pays et la fausse alternance entre sociaux-chrétiens et sociaux-démocrates qui pillaient dans les caisses de l’État pour investir dans des appartements et des maisons à l’étranger, placer leurs capitaux en Suisse ou dans d’autres paradis fiscaux et mener la grande vie.

Eh bien, maintenant, ils l’ont leur homme à poigne (Chavez) et ils sont bien embêtés. En même temps, à la base, dans les coins les plus reculés du pays, c’est une période féconde pour des initiatives locales de toute sorte: maisons accueillant des femmes battues, coopératives, information sur la contraception, début de réforme agraire dans certaines régions, etc. Et les gens de gauche sont partagés entre leur consternation devant les interminables discours creux de Chavez, son autoritarisme, et les occasions politiques que ce

régime atypique leur offre, ou leur concède, pour le moment.

Alors ils ferment les yeux sur les inconvénients, font le gros dos et essaient de faire leur petit boulot dans leur coin, en sachant qu'un jour cela risque de mal se terminer, même si Chavez a été élu démocratiquement et avec bien plus que 50% des voix.

Dans une telle situation, le rôle d'un groupe révolutionnaire devrait être de mettre en garde les travailleurs vénézuéliens contre les charlatans comme Chavez, pas de leur passer la main dans le dos et de leur cirer les bottes comme le fait la LCR.

Edouard Diago, l'auteur de l'article en question, a le culot d'écrire: «*Dans le domaine politique, Chavez semble revenir timidement sur sa méfiance vis-à-vis des partis politiques en ne mettant pas de veto à la mise en place d'un Front unitaire des forces politiques soutenant le 'processus révolutionnaire'.*»

Et voilà, tout est dit: l'unique reproche que la LCR fait à Chavez c'est de ne pas lui permettre de le soutenir plus efficacement !

Mais Edouard Diago se moque du monde quand il prétend constater «le succès de l'opération de nettoyage ayant suivi le coup d'État». Visiblement il n'a jamais entendu parler d'un certain Augusto Pinochet, qui lui aussi au départ était «loyal» au gouvernement Allende.

Il ne se souvient pas non plus de ce qui est arrivé aux officiers péruviens «de gauche» qui organisèrent un coup d'État en 1968 et furent soutenus par les syndicats et partis de gauche locaux. Déjà à l'époque *Le Monde diplomatique* tressait des lauriers à ce régime militaire. Le général Juan Velasco Alvarado, président du Pérou entre 1968 et 1975, fut renversé par un coup d'État qui liquida toutes les réformes ou conquêtes sociales mises en place.

Quant à la fameuse «démocratie participative», l'auteur ne nous apprend rien sur ses modalités, à part le fait que l'on peut révoquer certains élus à mi-mandat pour en réélire d'autres. Quel bouleversement ! On élit son député, voire son président, disons tous les 2 ans au lieu de tous les 4 ans. Mais toute la structure de l'État demeure la même.

Tous ces discours creux sur la «révolution bolivarienne» seraient risibles s'ils ne désarmaient pas les travailleurs vénézuéliens face aux classes dominantes et à une grande partie de la petite-bourgeoisie qui n'ont aucune intention de laisser faire Chavez, aussi timides soient les réformatrices qu'il a jusqu'ici imposées. Elles veulent un retour à ce qu'elles appellent «l'ordre» et il y a gros à parier qu'elles feront usage de la violence, et qu'elles trouveront des milliers de soldats et de policiers pour massacrer le peuple vénézuélien, si Chavez ne démissionne pas rapidement.

En effet, dans la situation actuelle, il n'existe que trois possibilités (2):

– soit Chavez fait comme les sandinistes et il démissionne, et un bain de sang sera peut-être évité,

– soit il résiste comme Allende. Son sort personnel importe peu, mais celui d'une partie des militants sincères qui le soutiennent est déjà fixé: le peloton

d'exécution ou l'exil,

– soit il instaure une dictature à la Castro ou à la Velasco, et de toute façon son régime ne durera pas longtemps.

Aucune de ces possibilités n'est très réjouissante, mais, vu ce qui est en jeu, la première semble la plus souhaitable, même si Chavez a été élu par la majorité des Vénézuéliens.

La LCR qui le soutient si ardemment ferait bien de profiter de ses entrées au palais présidentiel pour expliquer au fringant colonel qu'on ne ruse pas avec les lois de l'histoire.

On n'a jamais vu une armée bourgeoise se dresser comme un seul homme pour défendre les sans-réserves, les ouvriers, les paysans sans-terre et les chômeurs.

On n'a jamais vu l'impérialisme américain cesser ses pressions sur un régime un tant soit peu à gauche.

On n'a jamais vu la bourgeoisie (et encore moins ses fractions les plus parasitaires qui sont dominantes au Venezuela et ne se sont jamais intéressées à développer économiquement l'industrie ou l'agriculture de leur propre pays) laisser un certain désordre politique et social s'instaurer pendant une longue période.

La seule chose qui pourrait ralentir l'intervention américaine et le sabotage de la bourgeoisie vénézuélienne, ce serait une mobilisation massive du peuple en armes, l'organisation des ouvriers dans leurs usines et des chômeurs dans leurs quartiers. Mais cela ne s'improvise pas et demande des années de patiente préparation. De toute façon, inutile de rêver, Chavez ne le fera jamais. Tout comme Allende il préférera se suicider ou être fusillé plutôt que de quitter le sommet de l'État.

Y.C., novembre 2003

Notes

1. Ce terme ne se trouve pas dans l'article mais il constituait un des «concepts» favoris des trotskystes dans les années 60 et 70, chaque fois qu'ils voulaient faire croire à leurs militants qu'un mouvement de libération nationale ou un parti de gauche du tiers monde pouvait instaurer le socialisme en quelque sorte malgré lui, de manière quasi inconsciente.

2. Ayant vécu au Venezuela dans les années 80 et ayant gardé le contact avec ce pays, je m'étais cru autorisé, dans ce texte, à faire des pronostics péremptores et...erronés sur la durée du régime. (*janvier 2011*).

Le Venezuela en noir et blanc ?

Sous ce titre le site Indymedia présente une photo mettant face à face deux Vénézuéliens. Tous deux, on le suppose, discutent de leurs désaccords par rapport au président Chavez.

Jusque-là, rien de très surprenant. Par contre, le journaliste nous inflige une longue page de dissertations risibles sur le Venezuela qui serait divisé entre 80% de «Noirs» pro-Chavez et 20% de «Blancs» anti-Chavez. Outre que ces chiffres ne correspondent pas aux résultats électoraux obtenus par Chavez, ce «journaliste» fait preuve d'une crédulité inquiétante et d'une ignorance crasse quand il prétend que le Venezuela serait divisé entre «Noirs» et «Blancs».

En effet, la population véritablement noire est minoritaire et son statut social est loin d'être aussi valorisé que le prétend l'auteur de l'article. La plupart des Vénézuéliens sont ce que nous appellerions en France des métis, mais

1) ils ne reconnaissent pas le métissage comme une valeur positive,

2) ils se considèrent généralement beaucoup plus proches des Blancs (y compris des conquistadors espagnols) que des Indiens ou des ex-esclaves noirs.

La stratégie matrimoniale des femmes et des hommes au Venezuela est de «*blanquear la raza*» (blanchir la race = se marier avec quelqu'un de Blanc ou en tout cas de moins «typé» que soi) parce que la plupart des Vénézuéliens ne sont pas fiers de leurs origines indiennes ou africaines, contrairement à ce que raconte l'auteur de l'article.

Sur le fond, le niveau politique de cet article sombre encore d'un degré dans le ridicule quand il explique que le gouvernement Bush préfère les Blancs du Venezuela aux fantomatiques Noirs. Apparemment ce monsieur ne sait pas que Condoleeza Rice et Colin Powell, les deux principaux dirigeants de la politique étrangère américaine, sont Noirs et qu'ils ne se déterminent pas sur la couleur de la peau de leurs interlocuteurs vénézuéliens mais sur les intérêts de classe qu'ils défendent.

Cet article ne mériterait même pas d'être mentionné s'il ne reflétait pas, de façon symptomatique, le recul «théorique» des milieux dits «contestataires». Il fut une époque où un journaliste gauchiste aurait fait au moins allusion aux classes sociales, quitte à mentionner une fantasmagorie bourgeoisie compradore et la bourgeoisie nationale. Aujourd'hui on est descendu encore d'un cran: la lutte des races a remplacé la lutte des classes ! Pourra-t-on tomber encore plus bas ?

Y.C., novembre 2003

Interview de Miguel Rossetto, ministre trotskyste brésilien

(En politique, un certain nombre d'opinions sont respectables. Par contre, ce qui est inadmissible c'est la duplicité. En voici un bon exemple, qui se passe de commentaires... Cet entretien est traduit de l'espagnol et a été publié dans El Pais, mais pas bien sûr dans la presse trotskyste. Ni patrie ni frontières)

Entretien avec Miguel Rossetto, ministre brésilien du Développement agricole accordé au journal espagnol *El Pais*, le 15 septembre 2003.

«Nous ne voulons pas que l'OMC échoue»

Cancun, le 14 septembre 2003. *El Pais*

Miguel Rossetto, ministre brésilien du Développement agricole, 43 ans, l'un des principaux participants des négociations agricoles à Cancun, est un partisan décidé de l'OMC. «Nous ne sommes absolument pas intéressés par un échec de l'OMC. Et encore moins à un moment où se produit une fragilisation des organismes internationaux et où croissent les inégalités.

Question : Cela signifie-t-il que vous êtes obligés d'arriver à un accord à Cancun ?

Réponse. Non, nous croyons que le document approuvé à Doha contient des éléments positifs parce qu'il accepte que le développement du commerce agricole est un espace économique dans lequel les pays pauvres doivent pouvoir se concentrer sur leurs problèmes. Ainsi il vaut mieux ne rien toucher aux règles antérieures plutôt que d'approuver, par exemple, le document agricole présenté par les États-Unis et l'Europe, qui ne respecte même pas ces principes.

Q. Les Européens reprochent au groupe des 23 et au Brésil concrètement, de maintenir des positions inflexibles.

R. Nous pouvons transiger sur les délais à négocier, les délais pour appliquer ces politiques, mais nous ne pouvons pas transiger avec les contenus approuvés à Doha.

Q. Quelle importance accordez-vous au fait que le G23 soit devenu un interlocuteur important dans les négociations commerciales ?

R. Le G23 a ses propres propositions, solidement étudiées, et représente 63% de la population agricole mondiale, une population qui doit trouver des moyens de se défendre. Tel est le problème. C'est pourquoi le G23 s'est organisé, afin d'avoir une force politique. Nous nous efforçons politiquement de

préserver le multilatéralisme non comme une valeur abstraite, mais comme un élément fondamental du développement et un moyen de dépasser la pauvreté.

Q. Des pays aussi différents que l'Inde, la Chine et le Brésil resteront-ils unis ?

R. Ce ne sont pas les pays les plus grands qui posent problème, mais les plus petits, qui sont beaucoup plus fragiles face aux pressions.

Q. Est-il vrai que les cinq présidents (Brésil, Chine, Inde, Argentine et Afrique du Sud) ont eu des conversations personnelles pour garantir qu'ils vont maintenir leur unité à Cancun ?

R (silence) Disons qu'il règne un climat de compromis.

Q. Si Cancun se termine sans grandes avancées, aurez-vous le temps suffisant pour accomplir les objectifs fixés à Doha ?

Q. Oui.

Q. Le G 23 est-il l'héritier des pays non alignés ?

R. Avec des objectifs distincts, mais oui vous avez raison.

Un ministre trotskyste à l'OMC

(Dialogue imaginaire entre deux sceptiques ayant lu l'interview précédente.)

– Comme vous le savez, Miguel Rossetto, ministre du Développement agricole du Brésil a été envoyé par son gouvernement à la réunion de Cancun de l'OMC.

– Vous voulez parler de Miguel Rossetto, ce militant de Démocratie socialiste, la section brésilienne du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale ?

– Oui, bien sûr. Le quotidien espagnol *El Pais* du 14 septembre 2003, sous le titre «Nous ne voulons pas que l'OMC échoue» l'a même salué comme «un des principaux acteurs des négociations».

– Attendez, vous allez, un peu vite pour moi. Il y a quelque chose que je ne comprends pas. Miguel Rossetto est allé avec ses copains de la LCR, les trotskystes français qui font partie du mouvement altermondialiste. Et il a dénoncé la tenue du sommet de Cancun, n'est-ce pas ?

– Mais non, mon cher ami, vous n'y êtes pas du tout. Miguel Rossetto n'est pas allé à Cancun pour dénoncer les «organismes supranationaux de l'impérialisme capitaliste». Non, pour ça il avait ses copains de la LCR.

– Mais alors que diable a-t-il été faire dans cette galère ?

– Oh, mais c'est très simple. Il représentait le gouvernement Lula et il a même déclaré: «Nous ne souhaitons pas que l'OMC échoue. Absolument pas. Et encore moins en ce moment, dans une période où les organismes internationaux sont en train d'être fragilisés.»

– Mais dites-moi, ce Lula, c'est pas lui qui a privatisé le régime des retraites et s'est attaqué aux fonctionnaires brésiliens à peu près en même temps que notre Raffarin ?

– Oui, oui, vous avez raison.

– Alors la LCR y sont contre Raffarin à Paris et pour Lula au Brésil ?

– Oui, vous avez tout compris, ils font un peu comme l'Église catholique: ils répartissent leurs œufs dans différents paniers.

– Mais ça me rappelle un truc, le p'tit Besancenot, il a pas dit que la LCR était prête à participer à gouvernement avec le PCF et le PS, dans le cadre d'un «gouvernement anticapitaliste» en France ?

– Oui, vous avez raison.

– Donc, en fait, y a plus qu'à s'armer d'un peu de patience. Bientôt Besancenot et Rossetto pourront aller bras dessus bras dessous, en première classe et en limousine, aux sommets de l'OMC...

– ...pour contester la mondialisation de l'intérieur sans doute ?

Y.C., novembre 2003

Aujourd'hui, ils cognent le PS, demain à qui le tour ?

La «logique» des anarcho-cogneurs est incontrôlable

«La révolution russe reflète, à une petite échelle, la lutte séculaire entre le principe libertaire et le principe autoritaire. En effet, qu'est-ce que le progrès sinon l'acceptation plus générale des principes de la liberté contre ceux de la coercition. ?»

Emma Goldman

Depuis quelques mois, un certain nombre d'actions violentes ont été menées contre des dirigeants et des militants du PS, au cours de manifs contre la guerre en Irak ou contre le G8 ainsi qu'au rassemblement du Larzac de cet été. Dans *Le Monde libertaire* du 11 septembre 2003 un membre du groupe Déjacque (Lyon) de la FA, vante les bienfaits de ces actions menées, selon lui, par des militants de la Fédération anarchiste ou de la CNT (dite CNT-Vignoles), et il se plaint même que la presse n'en parle pas assez, ou les attribue à la LCR !!!

Jusqu'ici, dans les manifs «de gauche», ceux qui cognaient provenaient d'un courant politique bien particulier: le Parti communiste français et ses sympathisants dans la CGT. Ces méthodes ont toujours été dénoncées par les organisations d'extrême gauche ou libertaires. Et l'on sait d'où viennent ces méthodes.

Elles ont été systématiquement importées dans le mouvement ouvrier mondial par l'appareil de la Troisième Internationale (communiste). Et elles avaient été «rodées» contre les opposants du Parti bolchevik russe, au cours des premières années de la révolution d'Octobre.

Rappelons, à ceux qui ont apparemment la mémoire courte, que les anarchistes et les trotskystes espagnols, entre autres, ont été victimes de ce type de méthodes dans le mouvement ouvrier. A l'époque, les staliniens espagnols n'hésitaient pas à liquider physiquement leurs adversaires révolutionnaires.

En France, après 1968, ici ou là, des militants maoïstes ou trotskystes (ceux de l'actuel PT) ont été mêlés à des incidents mineurs de ce type, entre fractions de l'extrême gauche, mais ces incidents étaient isolés, et considérés comme des «bavures», pas comme le fruit d'une stratégie délibérée.

Mais voilà que *Le Monde libertaire* publie un article d'une demi-page, article dans lequel son auteur justifie ce type de méthodes au nom d'une lutte

véritablement efficace contre le «social-libéralisme», lutte que seuls mèneraient les anarchistes.

On passe donc à un cran supérieur. Ce n'est donc plus un incident isolé, mais une stratégie: cogner sur les militants socialistes sous prétexte qu'ils défendent une idéologie réformiste et ont soutenu un gouvernement qui s'attaquait aux travailleurs et défendait les intérêts du patronat.

On ne peut s'empêcher de penser que les anarchistes (minoritaires, espérons-le, au sein de leur mouvement) qui participent à de telles actions et les théorisent s'attaquent au maillon le plus faible, sur le plan militant, de la gauche institutionnelle. On voit mal en effet comment ils pourraient avoir la capacité de s'en prendre au PCF ou à la CGT.

Mais s'ils sont décidés à en découdre pourquoi s'arrêter au PS ? En dehors de la sociale-démocratie, de nombreux courants politiques dits de gauche soutiennent le «social-libéralisme», c'est-à-dire le capitalisme. Pourquoi ne pas casser la gueule aux Verts, aux radicaux de gauche, à la CFDT, à FO ou à la FSU ? Et on pourrait allonger la liste: après tout puisque les organisations trotskystes sont «autoritaires» et continuent à justifier la répression de Crons-tadt, et qu'en plus elles appellent régulièrement à voter pour la gauche «sociale-libérale», pourquoi les laisser s'exprimer dans les manif ou les rassemblements ?

La logique des cogneurs est toujours incontrôlable, quelle que soit leur idéologie.

Non seulement ces méthodes sont inadmissibles mais elles trahissent, exactement comme celles des staliniens, l'incapacité à avancer des arguments politiques solides.

Pourquoi ces anarcho-cogneurs qui prétendent combattre «les dictateurs» et la «bourgeoisie de gauche» ont-ils peur d'affronter les socialistes sur le terrain des idées ? Serait-ce parce que leur programme politique est faiblard et peu convaincant qu'ils ont recours à la violence physique ? Serait-ce parce qu'ils sont minoritaires et jusqu'ici incapables de gagner la confiance et l'appui des opprimés et des exploités qu'ils cognent sur les autres ?

Très franchement, il faut souhaiter que ce type d'individus ou de groupes intolérants et violents restent toujours minoritaires car s'ils acquéraient de l'influence ils agiraient exactement comme les bolcheviks ont agi vis-à-vis des anarchistes russes, ou les staliniens espagnols vis-à-vis des groupes révolutionnaires.

Les anarchistes ont toujours prétendu avoir une supériorité éthique sur les marxistes, partisans selon eux des pires magouilles, de méthodes autoritaires et de l'usage de la répression étatique contre leurs adversaires politiques. Les libertaires ont toujours expliqué que la fin ne justifiait pas les moyens. Les anarcho-cogneurs actuels ont-ils tout oublié ou jamais rien appris ?

Comme le dit justement Emma Goldman, qui n'avait rien d'une pacifiste et n'était pas opposée à l'usage de la violence dans certaines circonstances:

«L'expérience de la révolution russe a puissamment renforcé ma conviction que la grande mission de la révolution, de la RÉVOLUTION SOCIALE, est un changement fondamental des valeurs sociales et humaines. Les valeurs humaines sont encore plus importantes parce qu'elles fondent toutes les valeurs sociales.»

Y.C., novembre 2003

POST-SCRIPTUM:

L'article ci-dessus, envoyé à Indymedia, a provoqué quelques vives réactions. Certaines (reproduites dans les pages suivantes) apportent des précisions utiles sur les faits évoqués peu clairement dans l'article du *Monde libertaire*: pour résumer, aucun militant du PS n'aurait jusqu'ici été frappé, et l'objectif aurait été «seulement», en utilisant des méthodes «non violentes», d'empêcher les socialistes de manifester en tête de telle ou telle manif, de les obliger à manifester en queue de cortège, de quitter telle manif ou tel lieu où ils n'étaient pas les bienvenus, de leur balancer du compost ou des tomates pourries, bref en aucun cas de les «cogner». Il s'agirait uniquement d'une «violence symbolique», d'une non-violence parfaitement maîtrisée. Donc l'expression que j'ai utilisée («anarcho-cogneurs») serait inexacte, voire calomniatrice.

Je reconnais volontiers que ma formule polémique est – pour le moment – déplacée si les récits publiés sont tous exacts (cependant, deux d'entre eux présentent une version bien différente de ce qui s'est passé à Annemasse).

Néanmoins, la frontière entre violence symbolique et violence réelle est très ténue, comme le soulignent avec raison les féministes, lorsqu'il s'agit du harcèlement sexuel par exemple, ou de publicités, de gestes ou de remarques sexistes. Pourquoi ce que les anarchistes considèrent évident dans les rapports entre les hommes et les femmes ne le serait plus dans les rapports entre militants défendant des orientations politiques différentes ?

D'ailleurs, plusieurs participants au débat sur Indymedia ne s'embarrassent pas de précautions oratoires et trouvent parfaitement normal de franchir la limite entre non-violence (ou violence symbolique) et violence réelle, et pensent qu'il faut s'attaquer physiquement aux militants du PS ou de tout parti ou syndicat pro-capitaliste.

J'ignore s'ils sont représentatifs, et de quoi, en tout cas, leur interprétation est bien différente de celle, plus modérée, des membres de la FA qui se sont exprimés sur Indymedia. Ce qui tendrait à prouver que ce problème est habituellement escamoté, sous prétexte, ce qui est vrai, que le PS, au gouvernement comme dans l'opposition est complice ou acteur de toute une série de mesures contre les travailleurs, quand ce n'est pas d'interventions militaires en Afrique ou en Irak, contre d'autres peuples.

Mais je ne crois pas à la théorie de la responsabilité collective, ni au fait que tous les militants du PS devraient payer individuellement pour ce que font leurs dirigeants. En effet, si on se lance dans une guéguerre «non violente» vis-à-vis du PS comment peut-on croire sérieusement s'attaquer seulement à l'institution (le «parti de pouvoir», «social-traître», etc.) sans toucher les individus qui la composent – et ceux qui seront en première ligne: les militants de base ?

Aucun révolutionnaire n'a le droit de censurer les militants du PS (ou de tout autre syndicat ou parti politique de gauche ou d'extrême gauche) qui veulent se réunir, manifester, tenir un stand, etc., où que ce soit. Ces méthodes n'ont pas de place dans un mouvement qui prétend changer la société et instaurer d'autres rapports entre les êtres humains que des rapports de force et de violence. Et elles ont de sinistres antécédents, n'en déplaise à mes contradicteurs qui semblent ignorer que la social-démocratie trahissait déjà les travailleurs il y a un siècle, et que le problème ne se pose pas seulement depuis 1981.

Certes, la social-démocratie représente, aujourd'hui, une force beaucoup plus faible parmi les ouvriers, mais pas parmi les salariés (fonctionnaires, enseignants, etc.). Et elle a de puissants liens avec des syndicats comme FO, la CGT ou la CFDT qui la soutiennent chaque fois qu'elle est au pouvoir.

Ceux qui écrivent qu'il faudrait élargir la lutte dite «non violente» ou la «violence symbolique» à la CFDT, au PCF ou aux Verts (curieusement aucun ne mentionne FO), chaque fois que ces partis ou syndicats prennent des positions hostiles aux intérêts des travailleurs (c'est-à-dire, si l'on y réfléchit deux minutes, presque tout le temps) ne mesurent pas la portée de leurs écrits. On s'engagerait alors dans une série d'affrontements physiques au sein même du mouvement syndical, associatif, etc., qui serait suicidaire, non seulement pour les anarchistes qui tomberaient dans ce piège, mais pour tout le mouvement ouvrier – ou plutôt pour ce qu'il en reste.

Débat

à propos

des actions contre le PS

Les textes ci-dessous reproduisent quelques-uns des arguments échangés dans une discussion sur le Net provoquée par l'envoi du texte précédent à Indymedia. (Y.C.)

«Petit rappel : Lors du contre G8, une manifestation partant du VAAAG, Village alternatif, autogéré et antiguerre, est allée perturber la réunion du PS à Annemasse. Tout se passait dans la joie et la bonne humeur : des slogans, des jets de fruits pourris sur le service d'ordre (payé par le PS)... bref une manif pas vraiment violente. Jusqu'à ce que le SO du PS sorte les gaz lacrymo, et les matraque. A qui avait-on à faire alors, à un parti «alternatif» ou à des flics équipés de gaz, matraques ?... La présence du PS lors de rassemblements est une violence en soi. Le PS, c'est les sans papiers expulsés et condamnés, c'est l'emploi précarisé, c'est la violence de la LSQ (Loi sur la sécurité quotidienne) et tout ce qu'elle engendre, c'est la vidéosurveillance à Lyon, c'est les manis réprimées, à Annemasse, c'est des militants gazés, matraqués... Sans parler d'une logique globale de sauvetage du capitalisme (AGCS, emplois jeunes...). Le PS est beaucoup plus dangereux que les autres partis réformistes car il est toujours dans sa logique de mensonge (ex : leurs présences lors de contre-sommets) et que vu leurs poids politique ils sont capables de se faire réélire sur des mensonges comme le PS le fait depuis plus de 20 ans. D'autre part, nous ne nous en prenons pas aux individus mais à l'institution sociale-libérale qu'est le parti social-traître. Le PS doit se dissoudre, bien que d'autres partis qui tendent toujours plus vers le réformisme prendront le relais (on sera effectivement encore là). Pitch»

«J'étais à l'action d'expulsion du PS de la manif à Paris contre la LSQ. On ne peut pas dire que c'était violent : Une grande banderole était utilisée comme un filet pour isoler le PS. Pas un coup n'a été échangé et si ça a marché c'est surtout que, derrière la banderole, y'avait beaucoup de monde très énervé (une centaine de personnes, peut-être plus). A part ça, je suis d'accord pour faire attention à la généralisation de ce type d'action. Le refaire à chaque fois peut effectivement s'apparenter à une sorte d'automatisme dû à

l'absence d'idée. (...).»

«Le PS vient dans ce genre d'endroits (Annemasse, le Larzac...) pour faire de la récup' et non pour soutenir sincèrement un mouvement pour une alternative à la politique libérale. Lorsqu'ils viendront dans ce genre de rassemblements, qui sont tout de même des lieux de lutte contre un ordre social injuste, avec l'intention de participer au combat, avec des vraies propositions de gauche (puisque'ils disent se situer à gauche, me semble-t-il), au lieu de faire de la récup', crois-moi, ils seront accueillis autrement... (...) Dav»

«Petite précision : il est fait référence dans l'article du Monde libertaire par Daniel à plusieurs événements passés à Lyon qui éclairent bien la situation : en mai 2002, le PS qui par sa politique a préparé le terrain à la déferlante réactionnaire, l'a légitimée et a enclenché une course à «plus réac que moi tu meurs», tente de pénétrer dans la manif anti-fasciste lyonnaise, en bonne place, afin de faire bien vite oublier ses responsabilités dans l'histoire : les anars de la Fédération anarchiste et les anarcho-syndicalistes de la CNT, des féministes, et même quelques liguards [de la LCR] font une chaîne pour les empêcher d'entrer, c'est-à-dire pour qu'ils manifestent derrière :question de symbole et de refus de la récup'. Symbole compris par des centaines de personnes, d'ailleurs tous les cortèges avaient refusé leur entrée. On les a pas empêchés de manifester, on les a relégués à leur place : derrière. Ils ont essayé de forcer le passage et je peux affirmer que c'était pas sans agressivité : pourtant, pas de coups de la part des anars...»

Plus récemment, lors des manif sur la guerre en Irak, le PS qui a envoyé en 1992 l'armée française massacrer les Irakiens se pose le culot de se présenter en grand pacifiste : d'un commun accord, la plupart des orgas leur font comprendre que, s'il veulent manifester, c'est derrière... Et bien quoi ? Ils forcent le passage en entrant en force devant le cortège libertaire, par pure provoc', ce qu'ils ont pu faire du fait du peu de présents au début du rassemblement : quelques bousculades mais pas plus : manque de bol pour eux, ils furent au final une centaine et nous 800, et on s'est pas privé de leur rappeler les responsabilités criminelles de leur orga.

Eh bien ils ont été dans la provoc permanente. Je me souviens d'un type du PS qui a agressé un copain lors d'une occup pour les sans-papiers en l'attrapant à la gorge...Oui le PS s'est fait chahuter à plusieurs reprises, reléguer en fin de manif, mais pas «cogner» comme tu le dis Yves. Comme un démontage (tiens, comme le mac do de José Bové) n'est pas une agression physique. Comparer ça aux stals ça me fait mal au cœur et c'est ou maladroit ou malhonnête (je penche pour la maladresse, ayant pu échanger avec toi sur d'autres sujets...).Le PS est pour moi un parti en partie réactionnaire (je parle pas de tous ses militants, mais ils adhèrent et cautionnent une pratique

politique violente socialement, réactionnaire) et une action comme le démontage du Larzac vise à signifier le refus de la récup' et ne s'adresse effectivement pas aux militants mais à l'ensemble de la population... Et c'est un geste il me semble qui a très bien été compris et apprécié... Après, effectivement je pense qu'on ne doit pas édulcorer les responsabilités du PC et des Verts. Aux personnes qui disent que ça fait le jeu de l'UMP :

1/ Ils ont la mémoire courte, le PS a la responsabilité centrale dans 20 ans de reculs idéologiques, de politiques libérales et réactionnaires, il a préparé le terrain à la droite.

2/ Une alternative à la déferlante réactionnaire ne se fera que par la constitution d'un rapport de forces social, indépendant des partis et de la logique électorale, sur le terrain social. Il faut quitter le virtuel de l'affrontement électoral pour le réel de la lutte sociale qui est le seul outil de riposte. L'impasse électorale, c'est 20 ans de recul de nos acquis et de nos luttes avec l'aval complice du PS qui n'a aucun intérêt à voir émerger une réelle alternative qui lui ferait perdre son poids électoral et donc l'éloignerait du pouvoir).

Que l'on pense en termes stratégiques que l'on ne doit pas rentrer dans une logique d'affrontement, c'est une chose (ce qui n'empêche pas l'autodéfense en cas d'agression, et le PS n'est pas le dernier à sortir son SO musclé), que l'on assimile des actes de refus de la récup' aux agressions staliniennes, c'est au mieux amnésique au pire insultant et à mon avis bien à côté du réel. Après, oui il y a des dérives, mais là en l'occurrence sur les actions que tu évoques tu es, il me semble, mal à propos...

La stratégie qu'évoque Daniel ce n'est pas de « cogner » sur le PS c'est les isoler dans le mouvement social et dans les manifs, les reléguer à leur place : derrière, combattre leur récupération en leur signifiant qu'on a assez donné et qu'il faut pas nous prendre pour des cons, on a de la mémoire... C'est leur signifier qu'il est un peu temps d'assumer leurs actes : rien à voir avec le trip « barre de fer » stalinienne... Leur montrer qu'on ne défile pas contre la Loi sur la sécurité intérieure (LSI) quand on a contribué à ce que tous les jours, des chômeurs et précaires aillent en taule pour fraude grâce à la Loi sur la sécurité quotidienne (LSQ) : là on voulait accéder à la voiture sono pour dénoncer leur présence et leur demander de quitter les lieux et c'est la LCR qui nous en a empêchés physiquement...

Alors oui, quelquefois on a la haine mais de là à présenter comme des actes staliniens et autoritaires nos actions collectives style faire une chaîne et pousser avec notre corps les personnes en question vers la queue d'une manif, balancer quelques fruits pourris...

Sam (FA Lyon)»

«Je viens de lire ton texte et je dois dire que je ne suis pas d'accord avec ce que tu écris, j'avais lu auparavant l'article du *Monde libertaire* qui ne m'avait pas du tout choqué, pourquoi ?

Tu parles de «cogner» or nulle part dans cet article je ne vois d'apologie de la baston contre les militants du PS, il est écrit : «*ce sont bel et bien les libertaires, notamment la CNT et la FA qui ont viré le PS des manifs anti-guerre de ce printemps... Ce n'est pas la Ligue qui a jeté du compost sur les représentants du PS qui venaient faire leur récup à Annemasse lors du G8*». C'est tout, je ne vois pas où tu as pu lire : «une stratégie : cogner sur les militants socialistes». Je ne me souviens pas qu'aucun socialiste ait été cogné dans les manifs anti-guerre, cela se serait su et jeter du fumier n'est pas cogner ! Jeter du fumier sur les socialistes je trouve cela très bien et pas violent, comme je trouve très bien que l'on entarte Chevènement, ce sont des actions non violentes qui montrent à tous ces politiciens véreux ce qu'ils sont vraiment. Je crois que la violence moderne des anars est quand même bien modérée par rapport au passé : Ravachol faisait moins dans le détail (je ne défend pas Ravachol). Donc un peu de mesure ! pour une apologie du fumier.

Sur la forme tu laisses croire que le *Monde libertaire* «publie un article d'une demi-page, article dans lequel son auteur justifie ce type de méthodes» ; or le texte incriminé parle de bien d'autres choses que ce que tu dénonces et n'évoque ce que tu dis que dans quelques lignes, alors que ton propos laisse croire que cette apologie se fait sur une demi-page.

La période actuelle de confusion idéologique nécessite d'être précis et clair, or ton texte ne l'est pas car à partir de ces quelques lignes où ce que tu dénonces ne s'y trouve pas, tu fais une sorte d'amalgame en définissant une nouvelle catégorie (purement virtuelle) les anarcho-cogeurs mais où existent-ils ? Qu'ont-ils commis ? Leur idéologue serait Daniel T qui définit leur programme en 10 lignes sur une colonne en prônant l'attentat odorant au fumier : ce n'est pas sérieux ! LD

«La comparaison est intéressante...à la différence que la mise en parallèle est plus que douteuse.

Déjà pour le moment il n'y a pas eu de baston mais juste des démontages de stands ou des manifs genre «Cassez vous du mouvement social» les seuls heurts qui ont eu lieu ont eu lieu à Annemasse quand les policiers du SO du PS ont commencé à agresser des manifestants qui ont répliqué par des jets de cailloux.

Pour Kronstadt ou l'Espagne, etc., la grosse différence est que les gens qui se sont fait réprimer l'ont été au nom d'un nettoyage politique d'un même courant politique, le socialisme qui avait été quand même plus ou moins soli-

taire jusque-là.

Dans le cas présent, et il faudra bien que le PS et tout un tas de leurs sous-marins placés à droite à gauche dans l'associatif se le mettent dans le crâne, on a affaire à des militants souvent jeunes et dont la militance s'est construite dans la lutte contre le PS puisque c'était le parti au pouvoir. Ces personnes considèrent à tort ou à raison que le PS n'est pas une composante du mouvement social et veulent l'en exclure. Que va faire un parti qui a construit l'OMC à des manif's anti OMC ?

Comment faire cohabiter des responsables politiques et les gens qu'ils ont fait gazer/expulser/licencier etc. depuis des années ? ! ? C'est d'ailleurs pas n'importe qui qui revendique ces actions anti-PS, en général ce sont «les sans» qui sont les plus hargneux et c'est compréhensible.

De la même manière que je ne pense pas que les Verts soient les bienvenus dans les communes pour lesquelles Dominique Voynet a signé des autorisations d'enfouissements de déchets nucléaires par la création de «laboratoires», etc., au sein de la mouvance antinucléaire et ça se comprend.

Maintenant il est vrai que la violence n'est jamais une bonne solution et contient le risque de dérapages autoritaires. Cependant la violence est également une composante nécessaire dans la réponse à la violence (même s'il faut pas sombrer dans la loi du talion). L'UNEF, largement supporter du PS est assez adepte du coup de poing, sur Nantes on a déjà assisté à des bastons épiques entre SO PS et Verts pour des histoires ridicules de places dans les cortèges ; lors des manif's anti FN, le PS toujours sur Nantes a tenté de forcer sa place dans le cortège devant les collectifs sans papiers, chômeurs, les anars, la LCR, etc. en fonçant dans le tas (et en donnant des coups de pieds dans mon appareil photo).

Alors les vilains extrémistes seraient les vilains violents qui vont refaire l'URSS ou le PC stalinien ?

Retourner les arguments anarchistes contre les méthodes autoritaires dans le mouvement social pour nous faire passer pour les méchants dans l'affaire est complètement crapuleux puisque qu'en l'occurrence cette «violence» s'exerce à l'encontre d'opportunistes tentant de récupérer les mouvements sociaux et eux-mêmes largement adeptes du coup de poing et de la gazeuse.

Et si les Verts n'ont pour le moment été victimes que de quolibets c'est tout simplement qu'ils sont moins brutaux que le PS et qu'un semblant d'éthique surnage parmi leur base et donc on peut encore se causer sans mauvaise foi et manipulations du gabarit de cet article. Le PC de son côté inspire plus la pitié et dans tous les cas, les cogneurs des SO des années 70 sont aujourd'hui des personnes âgées... J'ai pas d'exemple où ils aient fait le coup de poing ré-

comment donc pas de raisons qu'on tape dessus non plus.»

«(...) J'approuve toute action directe non violente et l'expulsion des sociaux d'une manif est une action directe non violente, tant qu'il n'y a pas d'agression physique. Jusqu'ici les anars n'ont pas franchi le pas de la violence physique, y compris les plus radicaux (les black blocks) en s'attaquant uniquement aux biens matériels. Je m'excuse mais j'ai du mal à pleurer sur les pauvres petits sociaux qui ne peuvent distribuer leurs petits tracts dans une manif quand ils ont accès directement au journal de 20 heures. (...) Je ne crois pas que la réaction des anars soit un aveu d'impuissance de leur part mais elle est un aveu d'impuissance du PS, c'est sûr ; d'ailleurs l'extrême gauche en général est en ce moment un vrai casse-tête pour le PS. Si les anars réagissent ainsi c'est qu'ils se sentent porteurs d'un rejet du PS, ils ne sont que la traduction d'un rejet politique qu'ils ne font que mettre en pratique. Sinon je suis d'accord qu'il ne faut pas viser uniquement le PS, et de ce point de vue les actions contre la CFDT ont été trop peu nombreuses, mais ils restent enfermés dans leurs locaux et n'en sortent guère, je crois qu'ils se doutent de ce qui va leur arriver, on n'est pas impunément un syndicat jaune qui collabore avec le patronat.

Je dois te dire que si les actions en arrivaient à des agressions physiques, je serais parmi ceux qui les dénonceraient car je réprouve les atteintes aux individus. Nous n'en sommes pas là et rien pour l'instant n'incite à croire que la barrière de la violence physique sera franchie.

D'un point de vue politique je dirais même que ces pratiques d'actions directe sont nécessaires socialement car elles permettent à une frange peu politisée et «populaire» (au bon sens du terme) de trouver un débouché politique à leur errance sociale. Les anars ont su jouer ce rôle au siècle passé en particulier dans un journal comme le *Père Peinard* ; le PC a joué ce rôle aussi (d'une manière dévoyée bien sûr) ; actuellement c'est le FN ou d'autres groupuscules d'extrême droite qui ont ce rôle. Je préfère nettement que les anars retrouvent ce besoin d'action directe avec un contenu idéologique clair et sans violences physiques. Les black blocks jouent ce rôle, les anars deviennent un pôle de référence pour l'action directe dans les manif, tant mieux s'ils arrivent à contrôler ce potentiel de rage et à lui donner un débouché politique. S.D.»

«(...) La violence minoritaire: Cela fait très longtemps que les personnes agissant politiquement, socialement, etc., sont de toutes manières minoritaires. Si ça devrait être un frein à l'action cela fait longtemps que même au PS plus personne n'oserait agir ou même parler... Sur la violence globalement, elle a fait ses preuves entre autres dans l'action antifasciste. (...) La génération qui a moins de 35 ans a beaucoup construit sa militance sociale

contre l'action du PS.

(...) Vouloir virer le PS des manifs c'est plus éviter qu'ils arrivent avec leur puissance médiatique, leurs réseaux d'influence plus ou moins mafieux, francs-maçons, journalistiques, etc., afin de voler aux gens leur souveraineté et de monopoliser le débat. L'utilité d'une manif est certes de regrouper les gens mais également de communiquer médiatiquement et à ce jeu le PS n'est pas du tout respectueux des autres tendances. (...) Si tu veux faire respecter des pratiques de démocratie directe et de mandatement tu es obligé de virer les gens «représentatifs à vie» de ta personne. Et en effet ils le font pas de bonne grâce.

Pour les avoir côtoyés un temps au sein du MJS, je pense que la base du PS est aujourd'hui très majoritairement «irrécupérable», constituée de gentils et riches idiots, de fidèles religieux ou de franches crapules. Vouloir efficacement leur faire la contradiction ne sert presque à rien ; quand on a une religion on n'en change pas (ou alors c'est fait de longue date, pas besoin de mes remarques pour ça). Pour moi la seule attitude à avoir c'est de les obliger à rester à la place qui est la leur, un parti politique pas plus représentatif que les autres et certainement moins présent dans les luttes à la base que dans les cercles d'élites en tous genres y compris patronales, mondialiste, etc. (..) Ca ne peut pas passer par d'autres moyens que de leur demander de ne pas venir aux événements avec lesquels ils sont en contradiction. Ca signifie donc confrontation et donc éventuellement dérapages...Dans l'idée où le pays va se privatiser et les classes moyennes avec et que de moins en moins de gens auront intérêt à voter, ils vont de toutes manières lentement disparaître dans leur volet social puisqu'on aura probablement une scène politique «à l'américaine» à terme. Pas besoin de méchants gauchistes violents pour précipiter cela. Ils s'adapteront pour garder le pouvoir comme ils l'ont fait depuis 20 ans. Leur présence de nouveau en manifs est uniquement stratégique ou alors fruit d'archaïsmes politiques d'une partie de leur base, tout ceci va se clarifier dans les prochaines années avec l'Europe patronale de l'ERT (qu'ils ont construite et acceptée en tant que parti). L.P.»

Peut-on purger le mouvement altermondialiste de ses réformards ?

Lors de la tenue du Forum social européen à Paris, les actions anti-PS sont montées d'un cran et ont causé quelques problèmes lors de la manif du samedi 15 novembre 2003, y compris entre le SO de la CNT et quelques dizaines de militants qui voulaient s'en prendre au PS.

Plusieurs camarades de la FA et de la CNT m'ont affirmé que l'action menée contre le PS à Annemasse n'était devenue violente qu'à cause du SO du PS. Je veux bien les croire, reconnaître avoir «cogné» trop fort sur ce que j'ai appelé les «anarcho-cogneurs» et comprendre qu'ils se soient sentis diffamés lorsque j'ai comparé leurs actions (aux intentions apparemment non violentes) contre le PS avec les méthodes des staliniens dans le mouvement ouvrier.

Mais en voulant «mettre le PS à sa place», en queue de manif, le ridiculiser par toutes sortes de moyens dits non violents, etc., n'ont-ils pas ouvert une voie royale à ceux qui voudraient passer à l'affrontement physique systématique ?

En effet, une autre composante du mouvement, appelons-les les «autonomes» pour simplifier (ou les «Totos», appellation plus marrante), ne l'entend pas de cette oreille et cherche la confrontation pour purifier le mouvement altermondialiste français de ses influences «soc'dem'» délétères et pour, paraît-il, exprimer la révolte des «sans».

Pourtant dans les rues, on ne voit guère des centaines ou des milliers de sans-papiers ou de chômeurs s'attaquer aux sièges ou aux réunions du PS, mais plutôt de petits commandos, bien connus du milieu anarchiste, selon les dires mêmes des libertaires qui ont débattu des incidents du samedi 15 novembre 2003. Il ne s'agit donc pas de la colère directe des «sans» mais d'une stratégie d'un petit groupe minoritaire qui profite de la neutralité bienveillante des anarchistes vis-à-vis de leurs actions.

Et, dans leurs textes, ils menacent de s'attaquer physiquement à ATTAC, à Socialisme par en bas, petit groupe trotskyste proche du SWP britannique et désireux d'entrer à la LCR, etc. – en bref, donc à tous ceux qui ne pensent pas comme eux. On voit bien, dans leurs écrits et dans leurs actes, que «la logique de ces gens-là est incontrôlable», comme je l'avais écrit le 13 septembre

2003.

Il n'est pas étonnant que lors de la manif du samedi 15 novembre ils aient cherché à se réfugier derrière la CNT. Contrairement à ce qu'écrit un internaute, les «autonomes» ne sont pas du tout «incohérents»: ils cherchent à enclencher le cycle classique provocation-répression-solidarité et à mouiller le maximum de gens dans les conséquences de leurs actions «viriles», à commencer par les anarchistes dont, sans doute, ils se sentent les plus proches ou les moins éloignés, du moins si l'on en croit ceux qui s'expriment sur Indymedia.

Malheureusement pour eux et pour tout le mouvement social, le cycle provocation-répression-solidarité s'arrête généralement à la répression, qui les frappe sans pitié, eux mais aussi toute la classe ouvrière et les exploités, comme en témoigne l'exemple de l'Italie depuis le Mai rampant.

En faisant du PS la cible principale de leurs attaques, paradoxalement, les «Totos» évitent de faire la critique du PCF et des Verts qui ont pourtant été au gouvernement en même temps que le PS, et sont tout aussi responsables de la montée du chômage, des licenciements collectifs, des expulsions des travailleurs immigrés, de la dégradation des conditions de vie et de travail en général depuis 20 ans, et des interventions militaires de la France en Irak et en Afrique. Ils négligent les responsabilités de FO et de la CFDT dans les défaites de la classe ouvrière. Ils accréditent, involontairement, l'idée que la principale force contre-révolutionnaire en France dans la classe ouvrière serait le PS alors qu'il est évident qu'il s'agit des appareils du PCF et de la CGT.

Sur certains points, libertaires et «Totos» se rejoignent donc dans leurs analyses politiques. Ils surestiment l'influence et l'importance de la social-démocratie dans la situation politique et sous-estiment celle du stalinisme fût-il «relooké» à la mode italienne (Rifondazione comunista).

Le PCF étant en pleine déconfiture électorale et militante, ils semblent croire que celui-ci ne serait plus un véritable danger pour la révolution. Il suffirait donc de s'attaquer au dernier obstacle de taille «à gauche» (le PS) et la voie serait libre pour la Sociale.

C'est bien mal connaître le réformisme et sa variante stalinienne que de croire que parce que l'URSS a disparu, que le PCF obtient pour le moment moins de voix aux élections que LO et la LCR réunis, et que localement il rassemble beaucoup moins de monde dans les manifs qu'il y a vingt ans, ses quarante mille militants pèseraient peu dans les luttes sociales et surtout qu'ils seraient incapables de reprendre du poil de la bête, pour de nouveau les contrôler et les amener sur une voie de garage.

Quant à la CGT, elle se serait suffisamment distanciée du PCF pour devenir autonome, et pourquoi pas susceptible, selon certains, d'être reconquise aux idées du syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914.

C'est ainsi qu'une autre fraction du mouvement anarchiste se met à trouver des vertus (ou au moins des potentialités) démocratiques à la CGT, comme les

camarades du cercle La Sociale de Montpellier. D'autres courants anarchistes considèrent le PS comme beaucoup «plus responsable» des mesures anti-ouvrières des gouvernements de la gauche plurielle que le PCF et les Verts lors de leur passage au gouvernement, blanchissant ainsi, sans le vouloir, les alliés de la social-démocratie.

A propos des incidents de la manif, Julien, du SO de la CNT écrit sur Indymedia: «1° -Que cherche le Parti socialiste lorsqu'il vient à une manifestation "d'extrême gauche" loin de ses positions mais à fort potentiel de popularité ? 2°- Que cherche-t-il, lorsqu'il y vient sans cortège mais avec cent gros bras armés et qu'il se positionne, en ligne, exactement à l'endroit où doit passer le cortège libertaire ? A faire d'une pierre, deux coups ! Récupérer médiatiquement par sa "présence" un mouvement qui ne veut résolument pas de lui (à très juste titre) tout en "démontrant" que ce n'est pas à cause de ses successives politiques réactionnaires qu'il n'y est pas le bienvenu, mais seulement à cause des dangereux anarchistes, et d'eux seuls, qui leur rentrent dedans dès qu'ils les voient.»

Si Julien dénonce avec raison les intentions du PS, il propage, tout comme les «autonomes», l'illusion que la manifestation du FSE aurait été une manifestation d'«extrême gauche» (même avec des guillemets, cette affirmation ne tient pas la route) et que le mouvement altermondialiste ne «veut résolument pas de lui» (du PS).

Les staliniens (et les trotskystes) italiens de Rifondazione comunista, s'ils pouvaient lire cet e-mail, rigoleraient bien en découvrant ce type d'arguments. Quelle est la différence entre le PS français et Rifondazione comunista qui a déjà participé à plusieurs gouvernements bourgeois et est à la pointe du mouvement altermondialiste en Italie ?

Tous deux sont des ennemis des travailleurs, même si chacun a sa méthode particulière pour les gruger. Le PS ne se réclame plus de la révolution et du marxisme depuis belle lurette, Rifondazione comunista se réclame encore du communisme et ouvre grandes ses portes aux trotskystes italiens, y compris dans sa direction. Mais sur le fond, aucun de ces partis n'est «digne» de se faire passer pour un adversaire du capitalisme ! Les jeunes et moins jeunes de Rifondazione comunista étaient sacrément nombreux à la manif parisienne et personne n'a empêché leurs représentants de s'exprimer au FSE.

Quelle est la différence entre Bertinotti, le secrétaire général de Rifondazione, grand démagogue qui se réclame de l'altermondialisme et Hollande, le secrétaire général du PS ? Une seule: le premier a réussi à mystifier une grande partie des altermondialistes italiens, tandis que le second rame un tout petit peu pour le faire en France. Mais tous deux sont des ennemis, alors pourquoi dénoncer les uns et se taire sur les autres ? Pourquoi prôner des actions contre les uns et pas contre les autres ?

Les «Totos» nagent en pleine incohérence politique. De plus, ils renforcent délibérément l'illusion que le mouvement altermondialiste pourrait être autre

chose que ce qu'il est: un mouvement extrêmement modéré et peu exigeant, prêt à toutes les alliances politiques possibles et à tous les compromis. Deux exemples: la présence du millionnaire Edward Goldsmith, écologiste de la Nouvelle Droite, dans l'International Forum on Globalization, regroupement à la base de toutes les luttes contre l'AMI puis contre l'OMC ; les déclarations de Susan George, vice-présidente d'ATTAC, sur l'union nécessaire de la droite et de la gauche contre Bush.

Vouloir purger le mouvement altermondialiste de ses politiciens réformards, de ses intellos carriéristes, de ses syndicalistes collaborationnistes, de ses curés de gauche et de ses hauts fonctionnaires, c'est un peu comme si l'on voulait purger le MEDEF de ses capitalistes. Lutter contre la prétendue «récupération» de l'altermondialisme est absurde, pour la bonne raison qu'il ne sera jamais révolutionnaire, ni même sérieusement réformiste, quelles que soient les illusions des millions de jeunes qui descendent dans la rue et qui servent de fantassins à des arrivistes aux dents pourtant tellement longues qu'on s'étonne de la naïveté des manifestants.

Mais sont-ils vraiment si naïfs ou leur volonté de construire un «autre monde» ne se satisferait-elle pas rapidement d'un capitalisme malthusien, retranché derrière les frontières de chaque Etat et défendant farouchement chaque culture dite nationale, ethnique ou régionale ? L'ambiguïté sur toutes les questions fondamentales n'est-elle pas la principale raison du succès du mouvement altermondialiste ?

Y.C., 15/11/2003

P.S.: Il existe peut-être d'autres voies que la critique (nécessaire) de l'idéologie altermondialiste. Celle que tente la campagne No Sweat en Grande-Bretagne, en nouant des liens avec des syndicalistes mexicains, indonésiens, etc., et en organisant en Europe des tournées de dénonciation des conditions de travail dans les pays du Sud, mais aussi en s'intéressant aux ateliers clandestins ou aux petites entreprises où les travailleurs n'ont aucune organisation syndicale et sont «surexploités». Ou encore le travail que fait le groupe communiste libertaire néerlandais (De Fabel van de illegaal) vis-à-vis des sans-papiers et des réfugiés. Si de telles actions pour la défense des travailleurs immigrés «illégaux» étaient coordonnées à l'échelle européenne, la lutte de classe ferait un grand pas en avant. Mais voilà, ce n'est pas vraiment une priorité pour ATTAC.

Il est difficile de vérifier, à distance, la portée réelle de ces actions mais en tout cas, leurs initiateurs essayent de sortir du champ clos de la critique négative pour faire des propositions positives qui peuvent intéresser la «base» du mouvement dit altermondialiste – si elle veut vraiment changer le monde.

Commentaires judicieux d'un camarade:

«Cependant, tant pour le PS que pour Rifundazione, il y a un argument que

tu n'emploies pas, car tu ne fais pas le distinguo entre le SO du PS/Fabius-Strauss-Kahn et....les milliers de militants PS qui sont dans les syndicats, les assoc', les manifs, les comités, les grèves et qui agissent honnêtement...à l'opposé de l'orientation de leur direction et avec un attachement sincère à leur parti dont ils pensent qu'il est un outil utile. Cet argument est: l'orientation d'un mouvement n'est pas (n'a pas à être) déterminée par les coups de barres de fer mais par les débats entre les différentes composantes idéologiques et politiques, entre tous ces participants. Le problème dans le mouvement alter' c'est de débattre clairement de quelle orientation politique, de quels buts se fixer pour lutter efficacement contre le système:

– donc pas d'exclusives ni d'exclusions ni de violences à l'égard de qui que ce soit dans le mouvement ouvrier,

– donc le mouvement alter' a beaucoup de défauts, mais ceux-ci peuvent être corrigés par la discussion et non par la baston..

D'autre part, tout le mouvement ouvrier (partis et syndicats ou lutte concrète) est toujours soumis à l'effet de la différence entre base et sommet, militants et directions et c'est toujours par la tête que la pression de la classe adverse se transmet dans le mouvement ouvrier...» P.E.

Les racines historiques de la laïcité

Qu'on l'admire ou qu'on la critique, la laïcité française est souvent présentée comme une exception en Europe, exception qui serait liée au prétendu caractère antireligieux de l'Etat français depuis la Révolution de 1789.

Historiquement, en fait, la relation entre l'Etat français et l'Eglise française a commencé à changer quatre siècles avant 1789, avec le roi Philippe Le Bel, au IV^e siècle. La monarchie française luttait alors pour se débarrasser de la tutelle de l'Eglise romaine. Non pas parce que le roi de France était antireligieux mais parce qu'il voulait contrôler l'Eglise de son pays. En échange, l'Eglise française bénéficia de privilèges très importants en matière fiscale, joua un rôle essentiel dans l'éducation, etc., situation qui se poursuivit jusqu'en 1789.

Beaucoup de gens pensent que les philosophes des Lumières (Rousseau, Diderot et Voltaire) étaient athées. Et curieusement depuis la chute du Mur toute une série de livres écrits par des philosophes et des historiens font un amalgame entre Lumières, athéisme, marxisme, stalinisme et totalitarisme. Le problème est que la base de ce raisonnement ne tient pas la route. Les philosophes des Lumières n'étaient pas des adversaires de la religion, ils étaient opposés au pouvoir temporel de l'Eglise catholique, ce qui est tout de même très différent. Quant à la Révolution française elle-même, était-elle fondamentalement antireligieuse ? Non. Robespierre créa même le Culte de l'Être suprême. Les révolutionnaires français, à l'exception notable de Jacques Roux et de ses Enragés, voulait que l'Eglise reconnaisse les nouvelles autorités politiques et les nouvelles lois. Ils ont surtout persécuté les prêtres (la majorité d'entre eux, pour être honnête) qui se sont révoltés contre les changements politiques et sociaux de cette période (1).

Et la raison pour laquelle une partie importante du mouvement ouvrier français est devenue non seulement anticléricale mais aussi antireligieuse est liée à l'attitude de l'Eglise catholique française durant les quatre révolutions qui ont marqué le mouvement socialiste et ouvrier: 1789, 1830, 1848 et 1871 (la Commune de Paris). Durant chacune de ces révolutions, l'Eglise catholique a pris les positions les plus réactionnaires, en faveur de la royauté, des aristocrates les plus réactionnaires, etc. Le catholicisme dit «social» au XIX^e siècle était très minoritaire et ne s'est développé qu'au XX^e siècle.

L'Eglise catholique refusait de reconnaître la liberté de pensée (on en est assez loin aujourd'hui puisque l'Eglise a même inventé une cérémonie spéciale – la bénédiction – pour célébrer les mariages dans une église entre un(e) athée

et (un) e catholique !). A ses yeux la Déclaration des droits de l'homme était «impie». Pour les catholiques les plus traditionalistes la liberté de pensée était une «insurrection contre Dieu». L'Eglise catholique refusait de comprendre la dimension sociale des événements révolutionnaires: ceux-ci n'étaient que l'expression de «passions sauvages et mauvaises». Et cette attitude hostile a bien sûr contribué à nourrir des sentiments anticléricaux.

Avant l'Affaire Dreyfus (1894-1899), l'anticléricisme était l'un des éléments fondamentaux qui structuraient la gauche française. Cette situation particulière explique pourquoi le mouvement ouvrier (les anarchistes, le Parti socialiste, les syndicalistes révolutionnaires) s'est allié à une partie de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie organisée dans le Parti radical. Ce Parti était violemment anticléric mais pas antireligieux ; il entretenait des liens étroits avec la franc-maçonnerie et est à l'origine de la loi de 1905 qui a institué la séparation entre les différents cultes et l'Etat, loi que certains ont le culot aujourd'hui de nous décrire comme une loi antireligieuse.

Depuis 1905 toute une mythologie est née en France, mythologie affectant aussi bien le mouvement ouvrier que tous les partis bourgeois: le mythe de la supériorité de la laïcité française. Et ce mythe a souvent uni les partis de droite et de gauche car ils font tous l'apologie des prétendues vertus républicaines.

Le culte de la République laïque est la base du nationalisme de gauche et de droite ; c'est le ciment de l'unité nationale, le fondement des mythes jumeaux des Résistances gaulliste et communiste ; c'est pourquoi, dans leurs discours, les dirigeants des partis de droite et de gauche continuent à garder une posture anticommunautariste, hostile au multiculturalisme, même si en pratique ils défendent une politique souvent différente.

1. Ce n'est pas le point de vue d'un copain prof d'histoire qui m'écrit à ce propos: *«Tu sous-estimes complètement l'extraordinaire violence antichrétienne dans une large partie de la France en 1793-1794 (voire au-delà), avec vandalisme aux proportions inouïes (seuls les Gardes Rouges chinois ont fait mieux), massacres de milliers de prêtres et religieuses, et essai de mise en place de nouvelles religions obligatoires (déesse Raison, Etre Suprême, Théophilanthropie...).»*

Le débat est ouvert...

Y.C., mai 2004

Le PCF et la laïcité

Les staliniens français ont toujours été favorables au nationalisme bourgeois, sous ses formes les plus extrêmes. Ils étaient violemment anti-allemands durant la Seconde Guerre mondiale («A chacun son Boche» était leur slogan et ils avaient pris pour Jeanne d'Arc pour héroïne). Dans les années 70, lorsque la crise a commencé, ils défendaient les intérêts de l'impérialisme français en collant partout des affiches «Produisons français».

Aussi n'est-il pas étonnant qu'ils considèrent la laïcité comme le «principe fondateur de notre pacte social», c'est-à-dire la stabilité de la société bourgeoise. Comme Marie-George Buffet, la secrétaire générale du Parti, l'a déclaré, la laïcité découle «directement de la Déclaration des droits de l'homme» qui, comme chacun sait, est elle-même un produit du «génie révolutionnaire français». Cororico !

Mais le PCF a un grave problème: le nombre de ses militants et, plus important encore pour ce parti, le nombre de ses conseillers municipaux, maires, sénateurs et députés décline régulièrement depuis vingt ans. Alors le Parti essaie désespérément de paraître dans le vent et d'employer un langage branché. Comme le centralisme démocratique traditionnel ne fonctionne plus, des opinions assez différentes peuvent désormais s'exprimer ouvertement à l'intérieur et à l'extérieur du Parti. Les staliniens français sont en faveur d'une «laïcité ouverte», ils «veulent assurer une véritable qualité au vivre ensemble dans notre pays», «un métissage», un «mélange ethnique», «une attitude constructive», etc. La plupart de ces concepts ont été directement importés de la psychologie vers la politique pour construire une morale insipide fondée sur l'effacement des contradictions entre les intérêts des différentes classes.

Pendant le vote de la loi sur les «signes religieux ostensibles», le groupe parlementaire stalinien s'est divisé: 14 députés ont voté contre la loi, 7 pour. Cette division reflète partiellement le fossé croissant entre les derniers députés-maires qui gèrent de grandes villes ouvrières et sont obligés de faire toutes sortes de compromis pour garder leur boulot, et de l'autre, des fractions du PCF, moins prisonnières de la politique électorale, qui cherchent néanmoins désespérément à sauver leur parti moribond: soit en adoptant un langage proche de celui du Parti socialiste et de sa «laïcité ouverte», soit en essayant d'implanter le parti dans la nouvelle petite bourgeoisie avec des slogans branchés et une propagande multiculturaliste dirigée vers les prétendues communautés ethniques [et inspirée par l'idéologie prônée par des institutions internationales comme l'ONU et l'UNESCO, ajout de 2011].

Y.C., mai 2004

Citoyennisme ?

Attraction fatale !

C'est la Révolution française qui a imposé (temporairement) l'usage des mots «citoyen» ou «citoyenne». Fini les «Monsieur» ou les «Madame», les «Votre Excellence» ou «Votre Majesté». Même le roi Louis XVI n'eut plus droit qu'à un simple «citoyen Louis Capet». Ce mot garde donc encore une toute petite saveur égalitaire, même si aujourd'hui aucun ouvrier ni aucun électeur n'oserait appeler son patron ou sa députée «citoyen» ou «citoyenne».

Aujourd'hui, la plupart des gens regrettent l'époque où les voisins s'adressaient la parole, s'entraidaient, où les jeunes laissaient leur place aux vieilles dames, aux femmes enceintes ou aux vieux messieurs dans les transports en commun. Les journaux sont remplis d'histoires horribles de vieux crevant dans leur HLM sans que personne ne s'inquiète de leur sort, de femmes qui sont harcelées voire violées dans le métro pendant que les passagers regardent ailleurs, etc. La société moderne se présente, dans les séries télévisées ou les émissions grand public, comme une société fondée sur l'égoïsme, l'individualisme, etc. Face à une telle situation, les citoyennistes ont trouvé une solution miracle: les services publics devraient remplacer les liens de solidarité et les relations humaines qui font cruellement défaut. Nous aurions besoin de davantage de travailleurs sociaux, de «gentils organisateurs» (1), d'animateurs, de médiateurs, de concierges, de flics, de gardiens de prison, de vigiles, de gardiens de parking, etc. Pour les citoyennistes, la relation entre chaque individu et l'Etat pourrait donc remplacer les traditionnels liens de solidarité du mouvement ouvrier – liens qui ont effectivement disparu.

Cette idéologie prétend que la démocratie bourgeoise serait profondément contradictoire avec le capitalisme (ce qui est d'ailleurs une vieille idée marxiste, qui conduit généralement à des conclusions très différentes) ; qu'il faut renforcer l'Etat pour faire revivre la démocratie parlementaire moribonde et que les citoyens doivent être mobilisés pour mettre en pratique ce projet politique.

Les citoyennistes veulent humaniser le capitalisme, le transformer en un système plus juste. Ils remplacent la lutte de classe par les élections et les pressions démocratiques sur les élus. Les citoyens n'ont pas le droit de remplacer l'Etat bourgeois ou de le détruire. Ils peuvent certes se livrer, de temps à temps, à ce que ATTAC appelle gentiment la «désobéissance citoyenne», terme apparemment plus respectable que la désobéissance civile. Avec cette idéologie tout doit devenir citoyen: les débats politiques, la communication,

les écoles, les entreprises, etc. Les citoyennistes ne veulent pas se débarrasser du système capitaliste, du travail salarié, du capital et de l'argent. Ils veulent seulement améliorer et étendre l'emprise des services publics. Ils considèrent l'Etat bourgeois comme un parasite qui gâche les bonnes relations qui devraient régner entre les citoyens-consommateurs et le capital. Ils se battent pour une démocratie citoyenne, une démocratie participative, pas pour le socialisme. Parfois, les citoyennistes sont même prêts à s'affronter violemment avec l'Etat, mais leur objectif est d'amener les caméras et les journalistes sur le lieu de la confrontation, pour entamer rapidement des discussions sérieuses entre dirigeants responsables. L'Etat bourgeois adore lui aussi organiser des conférences citoyennes, des consultations citoyennes et donner aux citoyens le droit à la parole. Les citoyennistes se considèrent comme les intermédiaires professionnels entre la société civile et l'Etat. Le citoyennisme est l'idéologie de la petite bourgeoisie et de la classe moyenne et a été jusqu'ici incapable de former un véritable parti.

Les groupes citoyennistes fonctionnent généralement comme des lobbies, ils n'ont pas besoin d'avoir une base sociale solide, ils aiment apparaître comme des experts sur toutes sortes de questions.

Sur ce plan-là, le fonctionnement interne d'ATTAC est très significatif: ATTAC dispose de centaines de traducteurs bénévoles, de milliers de spécialistes, de dizaines de milliers d'articles et de documents sur toutes sortes de questions. Les militants de base ont l'impression d'appartenir à une énorme «université populaire», mais le pouvoir réel se trouve dans les mains de 30 personnes qui ne sont pas élues et ne seront jamais (2) détrônées, parce qu'elles cooptent les nouveaux membres de la direction. Ce mouvement citoyen est fondamentalement un mouvement moral: contre la guerre, pour la paix, contre la malbouffe des fast-foods (généralement américains) et pour les bons produits bio (de préférence français), contre la pauvreté et pour la prospérité. Qui peut être hostile à un tel programme ?

Les citoyennistes opposent l'«économie solidaire» à l'«économie libérale» ; concrètement ils défendent les petites coopératives de production contre les grandes multinationales. Ils veulent un «partage équitable des richesses», un «impôt sur les capitaux», «prendre l'argent dans les poches des capitalistes». Mais ils semblent ignorer que le capital et l'argent ne sont pas des forces ou des instruments que l'on pourrait utiliser pour d'autres objectifs.

Il n'est pas surprenant qu'une idéologie aussi confuse entretienne des liens étroits avec le multiculturalisme, cette autre idéologie qui refuse de prendre en compte l'existence des classes sociales et de la lutte des classes. La plupart des militants citoyennistes sont certainement sincères, mais le rôle des révolutionnaires est de leur ouvrir les yeux, pas de flatter leurs conceptions pseudo-réformistes.

Y.C., mai 2004

Notes

1. Le «gentil organisateur» (GO) est un personnage clé du Club Méditerranée, précurseur de toute l'idéologie actuelle vantant la «civilité», le «vivre ensemble», le «lien social», la «citoyenneté», bref des relations hypocrites entre les membres de classes sociales aux intérêts de classe opposés (janvier 2011)

2. Ce pronostic, comme quelques autres dans cette compil', s'est révélé erroné puisque ATTAC a connu une grave crise en 2007 (janvier 2011).

A propos des articles

«Les origines de la laïcité»

et «Le PCF et la laïcité»

Le texte d'YC m'a fait réagir, ainsi qu'un autre texte (qui le complète) sur la laïcité et les staliniens français. Je m'excuse de la forme adoptée – un commentaire, paragraphe par paragraphe –, mais elle correspond en l'occurrence le mieux au message voulu !

Fraternellement, **Vincent Présumenty**.

Qu'on l'admire ou qu'on la critique, la laïcité française est souvent présentée comme une exception en Europe, exception qui serait liée au prétendu caractère antireligieux de l'Etat français depuis la Révolution de 1789.

Voilà un point de départ biaisé : si parler d'un «caractère antireligieux» de l'Etat français depuis 1789 est certes inexact, on ne saurait dire pour autant qu'il n'y a pas eu de rupture en 1789 et que l'Etat bourgeois français n'en a pas hérité certaines particularités dont la bourgeoisie française voudrait bien se défaire. Dauber sur le mythe de l'exception française et les illusions sur le caractère de cet Etat empêche ici de traiter la question, et reconnaître la réalité de particularités françaises ne signifie pas ipso facto qu'on va faire l'apologie de l'Etat bourgeois français !

Historiquement, en fait, la relation entre l'Etat français et l'Eglise française a commencé à changer quatre siècles avant 1789, avec le roi Philippe Le Bel, au XIV^e siècle. La monarchie française luttait alors pour se débarrasser de la tutelle de l'Eglise romaine. Non pas parce que le roi de France était antireligieux mais parce qu'il voulait contrôler l'Eglise de son pays. En échange, l'Eglise française bénéficia de privilèges très importants en matière fiscale, joua un rôle essentiel dans l'éducation, etc., situation qui se poursuivit jusqu'en 1789.

Cet affrontement séculaire n'est absolument pas particulier à la monarchie française. Il est déterminant en Angleterre, où il est allé beaucoup plus loin. Il est une composante de la Réforme au XVI^e siècle, etc. Il n'est en aucun cas un mouvement de rupture entre l'Eglise et l'Etat mais de contrôle de l'Eglise par un Etat officiellement et exclusivement catholique (penser à la révocation de l'édit de Nantes par Louis XIV). L'Etat ici s'oppose – partiellement – à la papauté, pas à l'Eglise. Ce qui permet donc de préciser que ce qui se passe en 1789-1793 s'inscrit fondamentalement en rupture avec cette histoire, et n'a donc certainement pas commencé, pour ce qui concerne la relation entre l'Etat français et l'Eglise française, quatre siècles avant !

Beaucoup de gens pensent que les philosophes des Lumières (Rousseau, Diderot et Voltaire) étaient athées. Et curieusement depuis la chute du Mur toute une série de livres écrits par des philosophes et des historiens font un

amalgame entre Lumières, athéisme, marxisme, stalinisme et totalitarisme. Le problème est que la base de ce raisonnement ne tient pas la route. Les philosophes des Lumières n'étaient pas des adversaires de la religion, ils étaient opposés au pouvoir temporel de l'Eglise catholique, ce qui est tout de même très différent.

Tout cela est désespérément simpliste et schématique ! Il est regrettable de discuter en opposant des simplifications outrancières à d'autres simplifications.

Les Lumières s'inscrivent dans une dynamique : elles ont des composantes diverses eu égard à la religion – athéisme, panthéisme spinoziste, déisme, maçonnerie, christianisme libéral, gallicanisme associé au «despotisme éclairé», et même occultisme et ésotérisme. Diderot était très probablement matérialiste et athée, mais pas forcément au sens qu'on y donne aujourd'hui. Rousseau déiste de teinte chrétienne, Voltaire estimant la croyance en Dieu nécessaire et utile à sa femme de ménage et donc à lui...

La grande majorité des philosophes des Lumières étaient en effet adversaires du pouvoir temporel de l'Eglise catholique et des autres Eglises, mais pour la plupart cela comportait aussi une profonde aversion pour la «superstition» dans laquelle une partie importante d'entre eux mettait la sainte Trinité, une minorité le bon Dieu lui-même, et pratiquement tous la dévotion envers les prêtres. On ne peut donc pas se contenter de dire que les Lumières «n'étaient pas» antireligieuses. Pour partie elles n'étaient pas que cela, pour partie elles étaient aussi cela : c'est incontournable.

Quant à la Révolution française elle-même, était-elle fondamentalement antireligieuse ? Non. Robespierre créa même le Culte de l'Etre suprême. Les révolutionnaires français, à l'exception notable de Jacques Roux et de ses Enragés, voulait que l'Eglise reconnaisse les nouvelles autorités politiques et les nouvelles lois. Ils ont surtout persécuté les prêtres (la majorité d'entre eux, pour être honnête) qui se sont révoltés contre les changements politiques et sociaux de cette période (1).

Ton copain prof d'histoire cité en note a raison. Mais surtout, là encore, la Révolution est un mouvement réel avec des événements, donc avec une dynamique. Elle commence avec de grandes illusions dans les masses, et une franche volonté de collaboration dans la bourgeoisie, envers le roi et envers l'Eglise, jusqu'au pape inclus. Et elle se prend de fureur en cours de route contre ce pouvoir exécutif et ce pouvoir clérical qui refusent de s'allier à elle. Et dans ce processus, elle va jusqu'aux positions antireligieuses. Robespierre avec son Etre suprême d'ailleurs passe à ce moment-là pour un pitre et commence sa chute. La formule de séparation de l'Eglise et de l'Etat est adoptée comme un pis-aller en 1795 après le renoncement à la destruction pure et simple de l'Eglise, et ce non pas par l'Etat, mais par les comités populaires en armes de 1792-1793. Donc franchement ça n'a pas de sens de dire que la Révolution n'était «pas fondamentalement» antireligieuse, ni qu'elle l'était

«fondamentalement» par essence : son déroulement réel a été indubitablement antireligieux. Plus encore : plus le mouvement populaire a été fort, plus la Révolution a été antireligieuse, et inversement.

Et la raison pour laquelle une partie importante du mouvement ouvrier français est devenue non seulement anticléricale mais aussi antireligieuse est liée à l'attitude de l'Eglise catholique française durant les quatre révolutions qui ont marqué le mouvement socialiste et ouvrier : 1789, 1830, 1848 et 1871 (la Commune de Paris).

En conséquence de ce que je dis sur la révolution de 1789-1793, et de la continuité qui existe entre celle-ci et les débuts du mouvement ouvrier, cela non seulement en France, mais en Grande-Bretagne avec le chartisme, il est clair que le mouvement ouvrier ne «devient» pas anticléricale voire antireligieux, mais qu'il l'est initialement et se constitue comme tel... Le mouvement ouvrier ne s'est pas mis à être hostile envers l'Eglise parce que celle-ci aurait malencontreusement pris des positions systématiquement réactionnaires au XIX^e siècle, il lui a été dès le début hostile et s'est construit comme tel parce que toute l'histoire, le rôle social séculaire et les positions bien connues de l'Eglise étaient contre-révolutionnaires : bref le motif du mouvement ouvrier n'est pas l'«attitude» de l'Eglise, il est la nature de celle-ci – comme envers l'Etat et la propriété privée.

Durant chacune de ces révolutions, l'Eglise catholique a pris les positions les plus réactionnaires, en faveur de la royauté, des aristocrates les plus réactionnaires, etc. Le catholicisme dit «social» au XIX^e siècle était très minoritaire et ne s'est développé qu'au XX^e siècle. L'Eglise catholique refusait de reconnaître la liberté de pensée (on en est assez loin aujourd'hui puisque l'Eglise a même inventé une cérémonie spéciale – la bénédiction – pour célébrer les mariages dans une église entre un(e) athée et (un) e catholique !). A ses yeux la Déclaration des droits de l'homme était «impie». Pour les catholiques les plus traditionalistes la liberté de pensée était une «insurrection contre Dieu». L'Eglise catholique refusait de comprendre la dimension sociale des événements révolutionnaires : ceux-ci n'étaient que l'expression de «passions sauvages et mauvaises». Et cette attitude hostile a bien sûr contribué à nourrir des sentiments anticléricaux.

L'Eglise catholique a au contraire très bien compris la nature des mouvements sociaux du XIX^e siècle et les a combattus comme tels. Elle les a à juste titre reliés à ce qu'elle considère comme le péché – la soif de vivre, de jouir, d'être. Elle n'a pas refusé de comprendre, elle a fait le choix logique et conséquent de combattre. Le catholicisme social et la démocratie chrétienne au XX^e siècle ne s'inscrivent pas en rupture, mais dans la continuité de ce combat du XIX^e. A la répression a toujours été associée la charité et l'«éducation» (opposée à l'instruction). Entre les courants chrétiens «éclairés» et les courants corporatistes à la Salazar ou à la Dollfuss, la continuité politique et organisationnelle est réelle (même si l'«Eglise» est un ensemble vaste qui comporte,

aujourd'hui comme hier, plusieurs courants et groupements).

Avant l'Affaire Dreyfus (1894-1899), l'anticléricisme était l'un des éléments fondamentaux qui structuraient la gauche française. Cette situation particulière explique pourquoi le mouvement ouvrier (les anarchistes, le Parti socialiste, les syndicalistes révolutionnaires) s'est allié à une partie de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie organisée dans le Parti radical. Ce Parti était violemment anticléric mais pas antireligieux ; il entretenait des liens étroits avec la franc-maçonnerie et est à l'origine de la loi de 1905 qui a institué la séparation entre les différents cultes et l'Etat, loi que certains ont le culot aujourd'hui de nous décrire comme une loi antireligieuse.

L'alliance des partis socialistes, social-démocrates ou travaillistes, et aussi d'une grande partie des courants syndicaux et même de certains anarchistes avec des courants bourgeois libéraux, radicaux ou démocrates, n'est pas une exception française, mais une constante dans tous les pays où de tels mouvements ont existé. La donne anticléricale n'en fut que la cerise sur le gâteau française, pas la raison principale. Les courants qui, comme le syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914, rejetaient cette politique d'alliance, n'en étaient pas moins anticléricaux voire antireligieux. On pouvait très bien être anticléric et hostile au bloc des gauches avec les radicaux. Et d'autre part la grande majorité des chefs dreyfusards, radicaux, socialistes, syndicalistes et même une frange décisive des anarchistes se sont retrouvés avec les curés dans l'union sacrée pour la boucherie, en 1914. Les minorités hostiles à l'union sacrée étaient toutes anticléricales voire antireligieuses...

Depuis 1905 toute une mythologie est née en France, mythologie affectant aussi bien le mouvement ouvrier que tous les partis bourgeois : le mythe de la supériorité de la laïcité française. Et ce mythe a souvent uni les partis de droite et de gauche car ils font tous l'apologie des prétendues vertus républicaines.

La laïcité française, malgré ses limites, n'est pas un mythe. La séparation des Eglises et de l'Etat n'existe pas dans les autres pays européens et elle a été le résultat de luttes sociales tout à fait réelles, qui ont puissamment inquiété la bourgeoisie, même si une partie a appuyé le compromis de 1905. Le premier «gouvernement» français a avoir mis la laïcité en pratique a d'ailleurs été la Commune de Paris. Plus généralement la tradition laïque et républicaine n'est pas un mythe, mais le reflet de grandes luttes de classe qui ont marqué le mouvement ouvrier français, dont il est en grande partie issu. Cette réalité donne la possibilité d'en faire un mythe en faisant croire que nous serions, en France, dans une République laïque. Les mystificateurs sont ceux qui assimilent République et laïcité d'une part, à l'Etat d'autre part. Et donc, dénoncer la République et la laïcité comme identiques à l'Etat bourgeois, c'est bien au fond penser comme eux et faire leur jeu : non, ni la V^e République ni Chirac ne sont républicains et laïques !

Le culte de la République laïque est la base du nationalisme de gauche et de droite ; c'est le ciment de l'unité nationale, le fondement des mythes jumeaux des Résistances gaulliste et communiste ; c'est pourquoi, dans leurs discours, les dirigeants des partis de droite et de gauche continuent à garder une posture anticommunautariste, hostile au multiculturalisme, même si en pratique ils défendent une politique souvent différente.

Grossière erreur en ce qui concerne le «nationalisme de droite» : la thématique de la République laïque n'y est intégrée en partie qu'avec le gaullisme et pas avant. Quand au «nationalisme de gauche», c'est ici le soutien à l'Etat bourgeois par les partis de gauche, qui utilisent pour cela la thématique républicaine et laïque car ils savent qu'elle est ancrée dans la population. Mais le vrai contenu démocratique de cette thématique peut et doit leur être opposé. Il est vrai que le ralliement des seconds aux premiers est particulièrement illustré par le mythe gaullo-stalinien de la «Résistance», préparé d'ailleurs par le ralliement du PC au drapeau lors du Front populaire (rappelons que la tradition républicaine et laïque du mouvement ouvrier est bien celle du drapeau rouge de la Commune, pas du drapeau tricolore des Versaillais). Enfin, s'il est exact qu'il y a de la part des dirigeants de gauche et de droite une utilisation de la thématique républicaine et laïque, celle-ci ne se fait que dans des limites étroites et est de plus en plus modifiée par la décentralisation et cet autre mythe entièrement fabriqué par ceux d'en haut, lui, qu'est l'«européisme». Donc, l'«unité nationale», le «nationalisme de droite et de gauche» réel aujourd'hui, ce n'est pas «le culte de la République laïque», c'est le soutien à la V^e République et à l'Union européenne, et même quand ils parlent encore de laïcité le discours réel des dirigeants revient à la tradition contre-révolutionnaire maurassienne (voir Raffarin et sa décentralisation et sa «France d'en bas», vieux thème nationaliste de droite et anti-républicain).

Je dirais donc pour conclure et en toute amitié qu'à ériger en mythe «le culte de la République laïque» et à faire une tâche de premier ordre la mise à bas de cette union nationale imaginaire, on court très sérieusement le risque, dans le monde réel d'aujourd'hui, de se trouver malgré soi impliqué dans une union nationale réelle : car il n'y a pas de meute laïquo-nationaliste qui voudrait persécuter les musulmans en France aujourd'hui, par exemple ; c'est là un mythe.

(Vincent Présumey reproduit ensuite dans sa lettre le petit article paru dans le n° 10 et intitulé «Le PCF et la laïcité» puis il le commente) :

Une contradiction traverse cette petite analyse sur les staliniens français et la laïcité : au cas où – je n'en suis pas sûr – l'auteur voudrait, au début, proclamer le dogme selon lequel se réclamer de la laïcité c'est faire alliance avec la bourgeoisie, et en incriminer les staliniens, ensuite tout ce qu'il dit de concret sur la politique concrète des staliniens aujourd'hui consiste à montrer – à juste titre ! – qu'ils ne sont pas si laïques que cela, et font dans la «laïcité ouverte» et le communautarisme !

Un peu plus d'approfondissement historique montrerait sans difficulté que

nos braves staliniens n'ont jamais été laïques et, en matière de «laïcité ouverte», loin d'avoir cédé à on ne sait quelle influence délétère du PS, ont bien plutôt été des initiateurs. Le ralliement au drapeau, à Jeanne la Pucelle et la main tendue à l'Eglise datent des années trente. Avant d'appeler «A chacun son boche» Duclos était d'ailleurs allé à la Kommandantur, en juin 40, demander la parution légale de l'*Huma*...

Bref, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que le soutien des staliniens à l'Etat bourgeois les conduit à être antilaïques et non pas laïques. Au plan des idées, la question est : la laïcité est-elle autre chose que le «principe fondateur de notre pacte social», un principe d'émancipation ? Je pense que oui, et donc que la «définition» de M.G. Buffet citée ici, par cela même qu'elle vise à l'union nationale, est antilaïque.

Vincent Présumey

Les révolutionnaires, la laïcité et le multiculturalisme

En tant que révolutionnaires et athées, nous défendons la liberté de pensée pour tout individu et pour tout groupe. En conséquence:

- Les musulmans, catholiques, protestants, bouddhistes, juifs, etc., doivent avoir la possibilité de construire librement des salles de prière, des mosquées, des églises, des temples, des synagogues, mais ils ne doivent pas s'attendre à recevoir pour cela la moindre aide financière de l'Etat.

- L'entretien de tous les édifices religieux doit être financé par les fidèles et non par l'État.

- Aucun établissement scolaire privé (maternelle, école élémentaire, collège, lycée ou université) ne doit être financé par l'argent des contribuables.

- A l'intérieur du système scolaire, l'histoire des religions ne doit pas être enseignée séparément des autres matières. Elle doit faire partie des cours d'histoire, de littérature, de philosophie, etc. Les textes religieux doivent être étudiés dans leur contexte historique et non pas comme la source de vérités scientifiques. Les élèves seront peut-être choqués par une telle approche, aussi les professeurs doivent-ils faire preuve du maximum d'impartialité, qu'ils soient athées ou pas, et réserver le même traitement à toutes les religions. Les élèves et les étudiants doivent avoir la possibilité d'exprimer leurs doutes, voire leur opposition à cette approche, sans craindre d'être sanctionnés pour l'expression de leurs convictions religieuses.

La majorité de la population des pays européens voire occidentaux est aujourd'hui composée de non-croyants et de non-pratiquants, contrairement à ce que prétendent les différentes Eglises et les politiciens. Le fait que les différentes religions traversent une crise grave et aient perdu leur emprise sur la majorité de la population occidentale explique qu'on voie se nouer des alliances étranges entre des religions qui se sont affrontées par tous les moyens, y compris militaires, pendant des siècles.

Concrètement, en France, on assiste à une offensive idéologique contre la laïcité. Cette offensive ne provient pas seulement de ses adversaires traditionnels (l'Église catholique), mais aussi de nouvelles forces (les différents courants musulmans qui tentent de vider la laïcité de son contenu sous le fallacieux prétexte de lutter contre le racisme et l'«islamophobie»).

Cette offensive reçoit également le renfort de certains intellectuels «socia-

listes» (Régis Debray, Max Gallo) qui ont travaillé pour le président Mitterrand pendant des années, ont redécouvert récemment les vertus des Evangiles, et tressent maintenant des lauriers à Jeanne d'Arc, De Gaulle, et autres icônes du chauvinisme français. Cette offensive antilaïque bénéficie aussi du soutien d'autres intellectuels socialistes qui se battent pour un multiculturalisme «à la française» (Alain Touraine, Michel Wieworka).

Le poids politique de ces quelques personnes est important parce qu'ils sont omniprésents dans les médias et surtout parce qu'ils ont toujours participé à toutes sortes d'initiatives antiracistes, antifascistes et même anti-impérialistes (du moins contre l'impérialisme américain, l'impérialisme français étant pour ces gens-là secondaire voire inexistant...) qui les ont transformés en une sorte de «autorités morales» à gauche.

La laïcité doit servir à aider les individus à penser par eux-mêmes, à adhérer librement au parti, à la religion ou même à la communauté qu'ils veulent, mais aussi leur apprendre à résister aux pressions de ces groupes ou d'autres du même type: famille, secte, église, groupe ou parti politique, etc.

Le respect des différentes cultures a certaines limites objectives indéniables si l'on veut défendre l'égalité des droits démocratiques pour tous.

Si par culture, on entend les œuvres des grands philosophes, écrivains, artistes, penseurs religieux, athées ou agnostiques, etc., toutes les cultures sont respectables.

Mais chaque culture transmet aussi des coutumes réactionnaires (excision des femmes, polygamie, violence conjugale ou parentale, etc.), des traditions de domination (oppression des femmes par les hommes, des enfants par les parents ; obéissance à des lois et des morales réactionnaires ; respect des fonctionnaires, des policiers et des militaires, etc.) et des valeurs rétrogrades (culte de la famille ; survalorisation des appartenances régionales, nationales ou ethniques ; culte des héros guerriers, des rois et des «grands hommes», etc.). Les sources de l'oppression et de la domination que défend chaque culture doivent être combattues sans faire la moindre concession à un prétendu «respect des différences».

Une telle attitude radicale ne peut être comprise et efficace que si, en France, on lutte concrètement contre les traditions françaises ou européennes qui maintiennent la domination et l'oppression: le nationalisme européen (qui soutient l'impérialisme européen contre l'impérialisme américain), le racisme et l'antisémitisme, le sexisme, le culte de l'État bourgeois, le respect de la hiérarchie sociale, etc

Y.C., mai 2004 (quelques précisions ont été ajoutées pour cette édition)

Les comiques «antiracistes» surmédiatisés renforcent les préjugés qu’ils prétendent combattre

Lundi 15 mars 2004, la radio «Rires et Chansons» organisait une «soirée contre le racisme». Évidemment Elie Seimoun était invité mais pas son ex-compère Dieudonné. Pourtant, rien d’essentiel ne les sépare en ce qui concerne la manipulation irresponsable des pulsions racistes et xénophobes de leur public. De Coluche à Muriel Robin, de Michel Leeb aux Inconnus, l’«antiracisme» proclamé est un véritable fonds de commerce pour certains artistes médiatiques. Aussi ne faut-il pas s’étonner que Dieudonné dérape sur Israël, alors que presque tous les autres comiques célèbres aujourd’hui dérapent quotidiennement sur les Arabes, les Antillais, les Portugais, les Africains, les Asiatiques, les homosexuels, les femmes... et les Juifs (Coluche compris).

Plutôt que de crier au retour de la censure (Matthieu Lindon* et Pierre Marcelle*), au complot des «judéocentristes» (dixit la Maman Dieudonné* ! – faudra qu’elle refile ce nouveau «concept» à Le Pen et Mégret, ils en feront certainement leur miel), à une imaginaire «dictature du politiquement correct» ou de rappeler avec complaisance toutes les blagues racistes qui ont permis – et permettent – à des comiques français prétendument antiracistes de remplir leurs salles... et leurs poches (Sorj Chalandon*), il aurait mieux valu s’interroger sur la motivation essentielle de la plupart de ces humoristes choyés par les médias.

Pour un Guy Bedos qui retira son sketch sur le Maroc parce qu’il recevait des lettres de félicitations de spectateurs racistes, combien d’Elie Seimoun (qui s’en prend aux Arabes, aux Portugais et aux Africains), de Michel Leeb (qui ridiculise de façon ignoble les Africains), de Coluche (qui colporte les pires préjugés en prétendant faire du second degré) ? Sans compter les Oncle Tom de l’antiracisme, les Pascal Legitimus et autres Djamel Deboze, qui jouent sur les stéréotypes concernant la paresse des Antillais ou la délinquance de ce que les crétins appellent les «Beurs» pour mieux (paraît-il) «lutter contre le racisme».

Si les comiques voulaient vraiment s’attaquer aux fondements du racisme, il faudrait qu’ils démolissent les fondements et les icônes du nationalisme français : de Napoléon à De Gaulle, en passant par Jeanne d’Arc, de l’«exception

culturelle française» à la prétendue supériorité du «modèle français d'intégration», de la supériorité gastronomique aux performances sexuelles supposées des Français, de la Coupe du monde de foot au Tour de France, ce ne sont pas les thèmes qui manquent.

Il a fallu attendre plus d'un mois après l'«affaire Dieudonné» pour que *Libération* publie enfin, dans ses pages «Rebonds» du 16 mars, un article qui démonte systématiquement (peut-être même un peu trop) les mécanismes de l'humour et en particulier du comique des Bigard (qui, entre mille autres perles du même acabit, compare les femmes à du gibier dans son sketch «Le lâcher de salopes») et autres humoristes médiocres.

Par-delà son vocabulaire intello irritant, ce texte montre bien à quel point les comiques médiatiques font appel aux instincts grégaires et à la soumission : il suffit d'écouter la radio Rires et chansons pour s'en rendre compte. Les spectateurs rient avant même que leur comique préféré n'ouvre la bouche, ils s'esclaffent très souvent à des blagues éculées ou mal ficelées, voire complètement à contretemps. Celles-ci se terminent presque toujours par des chutes parfaitement prévisibles. On a l'impression que les spectateurs sont venus pour rire à tout prix et abandonnent tout esprit critique dès qu'ils posent leur cul sur le fauteuil d'une salle de spectacle.

«*Loin d'être idéologiquement innocente, la blague fait lever la foule en soi. Elle est un procédé éprouvé de la rhétorique fasciste pour faire rire le peuple aux dépens des autres, suspects par essence*», écrit Thomas Clerc. Notre «professeur de littérature contemporaine et stylistique» n'aime pas les «fonctionnaires du rire», les «humoristes tarifés», car, pour lui, le seul bon humour est l'humour imprévisible (la repartie ad hoc) ou le burlesque. On n'est pas obligé de le suivre dans cette affirmation un peu «extrémiste» et certainement subjective.

Et surtout il oublie de mentionner un élément terre à terre mais essentiel : les comiques médiatiques veulent faire du pognon et pour cela tout leur est bon. Il suffit de voir l'évolution d'un Eddy Murphy aux États-Unis qui commença sa carrière en tenant un discours politique radical dans des clubs, puis à la télévision, et qui aujourd'hui travaille pour Disney et produit des films parfaitement consensuels en évitant soigneusement de parler du racisme qui gangrène les États-Unis.

Mais les comiques médiatiques sont-ils vraiment courageux ? Ont-ils vraiment envie de faire de l'autodérision, de la lutte contre les préjugés racistes, chauvins et xénophobes des «Gaulois», leur fonds de commerce ? Auraient-ils le même succès financier s'ils s'attaquaient de front aux préjugés racistes et sexistes ?

Y.C., avril 2004

* Matthieu Lindon, Pierre Marcelle, Sorj Chalandon et Maman Dieudonné se sont exprimés dans *Libération*.

P.S. : Cela va sans le dire, mais cela va encore mieux en le disant, Dieudonné a parfaitement le droit de s'exprimer et de continuer à gagner du pognon, même en disant

des conneries.

A propos de l'émission : Les filles des cités doivent-elles se rebeller ?

«Lovers» et «filles des cités»

Jean-Luc Delarue fait, sur la France 2, une sévère concurrence à Mireille Dumas sur France 3. Ses émissions sont régulièrement l'occasion de grands déballages «intimes». Mercredi 24 novembre 2004 son émission «Ca se discute» portait sur le thème «Les filles des cités doivent-elles se rebeller ?». Elle n'a pas failli à la règle du pathos, mais a touché au moins un point important : celui des libertés individuelles des femmes et des «traditions» dont les multiculturalistes officiels ou honteux sont si friands.

Sur le plateau dix personnes originaires de cités aux quatre coins de la France ont témoigné :

- Abdul, jeune homme trentenaire (un «lover», traduisez un mec cool qui «s'intéresse aux problèmes des femmes», «essaie de les comprendre» et n'a pas peur de prendre sa copine par la main dans la cité devant tous ses potes),
- une comédienne d'origine marocaine (23 ans) qui avait fui sa cité et ses parents à 18 ans car elle «étouffait» dans sa famille et dans sa cité,
- une esthéticienne (30 ans, mariée, un enfant) qui avait développé une véritable phobie de sa cité et n'y était retournée que 6 fois en 12 ans pour rendre visite à sa mère qui y habite toujours,
- une jeune femme de 25 ans, avec deux petits garçons, et qui a quitté sa famille à 18 ans parce que ses deux frères la battaient et contrôlaient ses fréquentations,
- une mère célibataire américaine (2 garçons, 12 et 14 ans) installée dans un quartier populaire de Montpellier depuis quelques années,
- une rappeuse (Princesse Agnès),
- une jeune femme vivant en cité depuis seulement deux ans avec une colocataire et qui, après s'être fait «tester» par ses voisins, a réussi à régler les conflits par le dialogue,
- une «guerrière», 27 ans, mère célibataire d'une petite fille, qui après avoir arrêté ses études et vécu une situation familiale chaotique pendant plusieurs années a passé une maîtrise de psycho,
- Samira (21 ans) étudiante au discours très ambigu sur les «provocations» des jeunes femmes qui portaient des strings ou des minijupes. Forte de son décolleté ce jour-là, Samira tenait un double discours sur la pudeur, en digne émule (inconsciente ?) de Tariq Ramadan ;

- et Faïza Guène, jeune écrivaine de 19 ans, auteur de *Kiffe, Kiffe, demain*, après avoir suivi pendant six ans des ateliers d'écriture organisés par une association de son quartier, et qui avait une vision idyllique de la liberté des femmes dans les cités.

Fidèle à sa tradition, l'émission n'a pas évité les clichés et les discours en boucle de certaines intervenantes qui mélangeaient ce qu'elles appelaient les «pressions de la cité» avec leurs difficultés personnelles à élever leurs enfants ou simplement à affronter le regard des hommes. L'«animateur» s'interdisant (ou étant incapable) d'aider les jeunes femmes à faire le tri entre leurs sentiments et leurs impressions et idées contradictoires, le débat était assez brouillon mais semblait spontané.

Un point fort intéressant est apparu en filigrane, la question de la pudeur (mot jamais prononcé mais au centre du débat), des tenues «correctes» et du regard inquisiteur des jeunes garçons et des jeunes hommes sur leurs mères (célibataires), leurs sœurs et leurs copines.

La majorité des jeunes filles ou des jeunes femmes présentes sur le plateau étaient en fait résignées : elles trouvaient normal de se soumettre au contrôle d'une minorité (non identifiée clairement sinon par des termes comme «caïds», «petits cons», «branleurs», désignant un petit groupe d'adolescents ou d'adultes) des habitants de la cité sur leur tenue vestimentaire et leur comportement amoureux.

Samira et Abdul considéraient qu'il fallait s'y soumettre par «respect» explicite de la «tradition musulmane» ; la rappeuse Princesse Agnès par «respect des autres cultures» (sans plus préciser lesquelles ni nous informer des limites de ce fameux «respect») ; l'Américaine parce que, de tempérament conciliateur et prête à sacrifier sa vie de femme à sa vie de mère, elle n'avait pas envie de se battre à la fois contre ses fils qui flippaient et contre les jeunes qui l'insultaient quand elle osait mettre des tenues sexy ; la comédienne fugueuse parce qu'elle avait enfin compris la raison de l'éducation très stricte de ses parents ; la nouvelle habitante des cités pour ne pas choquer les «coutumes» de ses voisins, etc.

La question du voile n'a pas été abordée une seule fois (le débat avait été soigneusement verrouillé), ni les prescriptions vestimentaires réelles ou supposées de l'islam, ni le racisme. Il est difficile de savoir si c'est parce que tous les intervenants avaient été briefés avant l'émission pour éviter tout dérapage raciste ou antimusulman mais en tout cas il en est ressorti une constatation assez claire : aujourd'hui, dans un certain nombre de cités, les femmes et les jeunes filles, quelles que soient leurs origines et leurs convictions, doivent raser les murs, revêtir des tenues passe-partout et avoir des petits copains clandestins et extérieurs à la cité. A la question «Les filles des cités doivent-elles se rebeller ?» la réponse était clairement : NON.

Le seul consensus entre toutes ces femmes (à l'exception de celle qui ne vi-

vait en cité que depuis deux ans et détestait toute forme d'agressivité verbale) semblait être la nécessité de savoir répondre du tac au tac à toutes les calomnies et insultes, de façon à protéger sa "réputation" - mot clé, mot magique qui semblait au centre de toutes les préoccupations.

A part la «guerrière» et l'esthéticienne phobique, personne n'a trouvé inadmissible qu'au XXI^e siècle des jeunes filles et des femmes soient forcées d'obéir aux diktats d'une poignée d'ados et d'adultes des cavernes. Et personne, ni Jean-Claude Delarue ni l'invitée censée résumer l'essence du débat (une journaliste du magazine *Elle*) n'a su ou voulu formuler clairement qu'on se trouvait face à une véritable privation de liberté, à une violation des droits des femmes au nom d'un prétendu «respect» des traditions, des lois de la cité, des règles de bon voisinage et autres prétextes fallacieux.

Dans la mesure où aucun des intervenants n'appartenait à une formation politique ou une association estampillée «politiquement correcte», cette émission a eu au moins le mérite (involontaire) de nous épargner la langue de bois et les leçons creuses de morale citoyenne, mais aussi de montrer l'accentuation de la coupure entre des quartiers où les jeunes filles et les femmes s'habillent et se comportent comme elles le veulent dans l'espace public, et d'autres quartiers où de petites minorités de jeunes mâles font régner la «loi du village» : celle du contrôle de tous les êtres de sexe féminin de 7 à 77 ans.

Dans ces conditions, on comprend mieux pourquoi la droite ose se revendiquer aujourd'hui du féminisme, pourquoi le PS a fait une OPA sur Ni putes ni soumises et pourquoi la lutte contre le port du hijab brouille les frontières entre la droite et la gauche, comme l'a fait la présence de Le Pen au second tour en avril 2003.

Il est à craindre que, grâce au multiculturalisme de gauche et d'extrême gauche qui introduit une confusion supplémentaire, une question démocratique élémentaire comme celle de la liberté des femmes soit encore confisquée par les politiciens professionnels et des féministes carriéristes de tout poil qui se garderont bien d'inciter les «filles» des cités, ou d'ailleurs, à se révolter.

Y.C., 25/11/2004

RER D et Marie L.:

Religions, nations, ethnies,

communautés, y'en a marre !

Marie L., la «mytho» du RER D, a tout compris. Aujourd'hui, il faut parler le langage communautaire ou ethnique – en clair racial – pour être entendu. Que l'on soit désireux d'attirer l'attention sur sa solitude, ou son mal-être, ou que l'on soit victime d'une véritable discrimination, il faut avant tout susciter la compassion, jouer sur le registre des bons sentiments.

De Chirac (1) à l'ex-président du CRIF Alain Jakubowicz (2), de Le Pen à Dieudonné (3), tous parlent le langage de l'ethnie (qui n'est qu'un mot politiquement correct pour la race) ou de la religion. Ils n'ont à la bouche que des mots qui divisent les êtres humains entre eux: «Blacks», «Blancs», «Beurs», «Gaulois», «Feujs», «Renois», «communauté juive», «communauté musulmane», «valeurs chrétiennes», etc. Tous ces mots incitent chacun à se replier sur une identité imaginaire, censée être radicalement différente et de fait, qu'on le veuille ou non, supérieure aux autres.

Voilà le résultat des propagandes conjuguées, depuis trente ans, du Front national et de SOS Racisme ; des associations juives, chrétiennes et musulmanes qui veulent remettre en cause, ouvertement ou insidieusement, la laïcité ; des féministes bourgeoises et carriéristes qui ont voulu remplacer la lutte des classes par la lutte des sexes ; de tous les intellectuels, journalistes ou politiciens catholiques ou protestants qui envahissent l'espace public avec leur propagande religieuse ; de tous les adeptes des «nouvelles spiritualités» qui plastronnent dans les médias avec leurs visions apocalyptiques et leurs pseudo-concepts, etc.

Il y a trente ans, définir quelqu'un d'abord et avant tout par la couleur de sa peau, son sexe, son ethnie ou sa religion était considéré comme discriminatoire par les véritables antiracistes, par les véritables féministes. Il y a trente ans, les mouvements radicaux ou révolutionnaires souhaitaient changer le monde, l'humanité au nom d'idéaux universels: le socialisme, le communisme, la fin de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, l'avènement d'un monde sans classes, ni Etat, ni argent.

Aujourd'hui, avant de proclamer son appartenance universelle à l'humanité, on doit d'abord et avant tout se revendiquer d'une couleur de peau, d'une ethnie (traduire d'une race), d'un «genre» (traduire d'un sexe), d'une préférence sexuelle (hétéro, homo, trans, bi ou – chic ultime – queer) ou d'une religion déterminés.

Nous voilà revenus plusieurs siècles en arrière, avant les Lumières, en plein Moyen Age obscurantiste, au temps où l'on combattait les Barbares, les Infi-

dèles, les Huns et autres fariboles qui ont dressé pendant des siècles les peuples, les êtres humains, les uns contre les autres. Quoique ses dirigeants prétendent, la France est devenue de fait multiculturaliste, communautariste, avec l'aide et la complicité de presque toutes les forces politiques, de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Il est donc «normal» que cette marée identitaire imprègne non seulement les fantasmes de Marie L., mais les revendications de toutes les communautés imaginaires: homosexuels, lesbiennes, femmes, immigrés, Arabes, musulmans, juifs, Africains, Antillais, etc. La liste est extensible à l'infini et peut se fragmenter aussi à l'infini: les lesbiennes antillaises, les homos musulmans, les juifs hétéros, les cathos transexuels, les protestants travestis, etc. Toutes les micro-identités se bâtissent des forteresses idéologiques au nom de la «tolérance» et de «respect».

Et la logique de ce processus est bien connue, puisqu'elle prédomine – légalement ou pas – dans l'immense majorité des pays de la planète: chaque communauté imaginaire se défend contre les autres soit à coups de machette et de kalachnikov, dans les sociétés où l'Etat central n'a pas réussi à s'imposer par la force à tous les «citoyens» qui vivent sous sa coupe; soit dans les pays dits «démocratiques», à coups de lobbies qui imposent des lois restreignant de plus en plus la liberté d'expression, la liberté de conscience, toutes les libertés, et qui donnent aux dirigeants communautaires la possibilité de faire régner un ordre répressif dans «leur» communauté, tout en instaurant un climat étouffant dans toute la société.

C'est ainsi qu'en Angleterre vient d'être votée une loi contre le blasphème; qu'au Canada existent des tribunaux religieux dont les décisions en matière de conflits conjugaux ou de justice civile, ont force de loi; ou qu'en France on a voté, ou l'on nous prépare, tout un arsenal de lois qui, sous prétexte de lutter contre le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie, le sexisme, etc., ne font qu'encourager l'idée qu'il faut faire partie d'un lobby, d'une communauté, d'une Eglise, pour se défendre.

Et tant pis si en ayant recours systématiquement et aveuglément à la justice bourgeoise on met en taule des centaines de maris ou d'enseignants accusés à tort par leurs épouses ou leurs élèves de pédophilie, etc. Tant pis si l'on fait passer toute critique d'Israël pour antisémite. Tant pis si l'on ne peut plus critiquer l'islam sans être accusé d'«islamophobie». Après tout, on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs, semblent nous dire les partisans du tout-juridique et du tout-répressif.

Cette dynamique égoïste, répressive, des lobbies, des communautés fondamentalement insensibles aux souffrances des autres communautés, cet arsenal juridique envahissant et omniprésent, loin de rapprocher les êtres humains, ne font qu'éloigner les hommes et les femmes enfermés dans leurs identités imaginaires, obsédés par la préservation de l'identité et des intérêts (traduire la

«pureté») de leur race, de leur ethnie, de leur religion, de leur «genre». Le prétendu «respect des différences» n'est que le respect des murs que les ethnies et les religions, les hommes et les femmes construisent entre eux pour mieux se combattre et s'autodétruire.

Ce dont l'humanité a besoin ce n'est pas de plus de lois, plus de répression étatique, c'est de davantage de solidarité, de fraternité, entre les exploités, entre les opprimés, quels que soient leur sexe, leur religion (ou leur absence de religion) ou leur ethnie d'origine.

A bas les communautés imaginaires ! Vive l'humanité !

Y.C., juillet 2004

Notes

1. Avec son crapuleux «*juifs, musulmans... ou tout simplement Français*», Chirac est dans la droite ligne de Raymond Barre qui avait déclaré, en 1980, à propos de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic «*Cet attentat odieux, a voulu frapper les Israélites qui se tendaient à la synagogue, il a frappé des Français innocents qui traversaient la rue*».

2. «Les plus dramatique, c'est que cette jeune femme ait cru qu'elle était crédible en affirmant qu'on l'avait prise pour une juive et que ses agresseurs étaient d'origine black et beur. Et le pire, c'est qu'elle a été jugée crédible, parce que cela se passe tous les jours.» (*Libération* du 14 juillet) Affirmations proprement écoeurantes: d'une part la racisation de la population d'origine africaine, antillaise et arabe sous les termes de «Black» et de «Beur», mots qui font partie du vocabulaire racial, même s'ils ont été repris à leur compte par une partie des «intéressés» et de leurs prétendus défenseurs (SOS-Racisme) ; d'autre part, l'affirmation totalement fantaisiste selon laquelle «tous les jours» des personnes d'origine africaine ou arabe s'attaqueraient au couteau à des jeunes femmes.

Et cet avocat qui aime alimenter les tensions en remet une louche le lendemain dans le même journal: «les agresseurs sont dans la quasi totalité des cas des jeunes issus de l'immigration arabo-musulmane». Faux-jeton, notre Ponce Pilate dénonce la «stigmatisation des jeunes de banlieue et de la communauté musulmane» après s'y être lui-même livré à deux reprises ! Trois lignes plus loin, en bon bobo «branché», il croit utile de reprendre à son compte sans les moindres guillemets, sans en faire la critique, les termes de «feuj, beur ou black» et recommence à stigmatiser «l'antisémitisme de jeunes de banlieue». Et pas un mot pour dénoncer le seul racisme qui tue depuis plus de trente ans en France: celui des «bavures» policières, des «ratonnades», qu'elles soient l'œuvre du FN, des néo-nazis, des flics, ou de bandes locales, et de tous les meurtres de voisinage au cours desquels sont régulièrement descendus de jeunes immigrés ou enfants d'immigrés.

3. S'il s'était contenté de son douteux sketch télévisé, l'affaire n'aurait sans

doute pas été très loin. Mais Dieudonné, dans un trip de toute-puissance à la Chirac («C'est regrettable, mais je ne regrette rien» a en effet déclaré le Président à propos de l'affaire du RER D) a tenu à en rajouter plusieurs louches successives en dénonçant les juifs «négriers reconvertis dans la banque» puis en précisant: «Des Juifs, je ne dis pas tous les Juifs, des Juifs ont profité de la traite négrière». Non seulement Dieudonné ne connaît rien à l'histoire de l'esclavage (en effet, les principaux acteurs de la traite négrière en Afrique étaient arabo-musulmans et les principaux profiteurs occidentaux étaient de bons chrétiens sudistes) mais en plus il reprend à son compte un vieux mythe diffusé par la Nation de l'Islam, l'organisation musulmane américaine, nationaliste noire et antisémite de Louis Farakkhan.

Post-scriptum (décembre 2004).

Si l'on avait des doutes sur l'antisémitisme (ou l'ignorance abyssale) de Dieudonné, son dernier passage à l'émission d'Ardicon en décembre 2004 ne laisse plus guère de place au doute. On remarquera que Dieudonné est comme Ramadan avec son fameux «moratoire» à propos de la lapidation, il a besoin d'une enquête ou d'une longue discussion avant d'affronter dans un cas un bobard antisémite, dans l'autre une pratique inhumaine. Deux types très courageux.

Thierry Ardisson: Vous dites que Israël et l'Afrique du Sud ont préparé un programme d'épuration ethnique ensemble...

Dieudonné: Je ne dis pas ensemble.

TA: Mais c'est dans votre livre avec Mukuna, livre interdit à la vente.

Dieudonné: Ecoutez, il y a une femme, Wangari Maathai, Prix Nobel de la paix, qui déclare que le SIDA est une invention pour anéantir la population noire d'Afrique... Lorsque le prix Nobel s'interroge, c'est important, c'est pour ça qu'il faut que l'ONU crée une commission d'enquête indépendante, neutre, pour déterminer d'où vient la maladie.

TA: Mais vous en êtes à penser qu'il y a eu un projet pour détruire les Noirs d'Afrique ?

DD: C'est pas moi, c'est elle. Au début, je ne voulais pas y croire, c'est trop horrible. Mais vous me parliez du nazisme, la folie humaine peut aller très très loin. C'est pour ça qu'il faut qu'une commission etc.

TA: Mais qui avait intérêt à détruire les Noirs d'Afrique ?

Dieudonné: C'est cette commission qui nous le dira.

On trouve le texte complet des propos de Dieudonné sur le site

http://soutiendieudo.free.fr/article.php3?id_article=112

Les copains de Dieudonné prétendent que c'est Ardisson qui a fait le lien entre les Juifs, Israël et l'invention du Sida, et que «Dieudo» aurait été piégé et ses propos déformés. Le lecteur jugera par lui-même en lisant le texte com-

plet de l'interview.

Il est évident que Ardicon est un démagogue catholique, monarchiste et réactionnaire qui veut faire de l'Audimat et pour cela invite n'importe qui, des stars du cinéma X aux hommes politiques en passant par Tariq Ramadan et des écrivains, des acteurs ou des artistes, quitte ensuite à se montrer grossier avec ses invités, à leur soumettre les questions les plus idiotes et à faire étalage de son ignorance crasse sur toutes les questions, à part quelques potins sans intérêt sur leur vie privée.

Mais qui a fait sans arrêt de la lèche à Ardicon pendant l'émission de ce pitre ? Dieudonné lui-même comme en témoignent ses propos reproduits sur le site de ses amis cité ci-dessus.

Qui avance des affirmations absurdes comme l'hypothèse qu'il y a aurait eu des «centaines de millions» d'Africains déportés hors d'Afrique et qu'une bonne moitié seraient morts de la traite ? Dieudonné l'ignorant. Les historiens sérieux estiment qu'il n'y a pas eu en tout plus de 12 millions d'esclaves déportés.

Qui dissimule le fait que l'esclavage était un des fondements des sociétés africaines avant la colonisation et que les trafiquants d'esclaves se sont appuyés sur un réseau d'esclavagistes composé d'Africains et de commerçants arabes ? Dieudonné l'ignorant.

Qui explique qu'il ne se passe plus rien au Rwanda, et qu'il vaut donc mieux s'occuper de la Palestine, alors que le problème des réfugiés dans les pays limitrophes du Rwanda est toujours brûlant et que les manœuvres meurtrières de l'Etat français et des multinationales françaises en Afrique continuent de plus belle ? Dieudonné l'ignorant, celui qui s'intéresse passionnément aux souffrances de ses ancêtres mais se désintéresse des souffrances des Africains d'aujourd'hui.

Qui ose comparer la Shoah, système d'extermination organisé par les nazis allemands, avec la traite des esclaves, système co-organisé par les élites africaines et les marchands d'esclaves arabes et européens ? Dieudonné l'ignorant.

Rappelons enfin qu'aux Etats-Unis la majorité des Noirs américains sont persuadés que le Sida a été inventé par... la CIA pour exterminer les Noirs américains. Les bobards sur l'invention du Sida sont donc légion.

Rappelons aussi que c'est dans ce même pays que la Nation de l'Islam, organisation raciste et antisémite, affirme que les Juifs (et pas les Blancs protestants !) ont profité de la traite des esclaves pour s'enrichir sur le dos des Africains. Or qui a fait ce rapprochement quand son meeting a été attaqué par le Betar ? Dieudonné qui parle de «négriers» à propos de ces fascistes juifs qui l'ont traité de «sale négro».

S'il avait vraiment voulu dénoncer le racisme (ou en tout cas l'indifférence ou la neutralité douteuse) d'une partie des Juifs français, il aurait évoqué le silence assourdissant des organisations de la communauté juive à propos des at-

tentats racistes en Corse contre les Maghrébins ou à propos des «bavures» régulières de la police française contre des jeunes issus de l'immigration.

Et s'il avait voulu dénoncer le racisme d'une partie des Israéliens, il lui aurait suffi de mentionner tous les problèmes qu'ont rencontré les Juifs éthiopiens (les falashas) qu'Israël a fait venir et qui eux ont été en butte au racisme bien réel d'une partie de leurs «coreligionnaires». Mais Dieudonné, qui se pique d'être un esprit politique, préfère chercher ses arguments dans les poubelles antisémites tout en jouant les victimes du racisme des Juifs et en se désintéressant complètement des problèmes de la FrançAfrique.

La triste farce de la «victoire du non»

Du nationalisme des partis bourgeois de gauche
et des manœuvres politiciennes de l'extrême gauche

Comme lors de chaque compétition électorale, chacun, vainqueur ou vaincu, se félicite des résultats du référendum du 29 mai 2005.

Certes, les partisans du oui font un peu la tête et affirment que «la France» a pris quelques années de retard dans ce qu'ils appellent «la construction de l'Europe». Mais ils se consolent en se disant qu'après tout ils ont encore le pouvoir (UMP) ou qu'ils vont bientôt le récupérer (PS). Quant aux partisans du non, ils se réjouissent avec raison de la gigantesque baffa que s'est pris Chirac et beaucoup avancent la nécessité de sa démission et de nouvelles élections anticipées, élections qui n'ouvriront inmanquablement la voie qu'à d'amères désillusions, quels qu'en soient les résultats.

Mais les partisans du oui comme ceux du non expliquent tous que la campagne a «réveillé l'intérêt pour la politique», «le débat dans la France d'en bas», qu'il y a eu des «réunions passionnantes», que «tout le monde étudiait la Constitution stylo à la main», etc. Comme à chaque élection, et c'est encore plus visible pour celle-ci, les participants à la farce électorale baignent en fait dans l'autosatisfaction franco-française et souvent chauvine, ou en tout cas paternaliste vis-à-vis des autres peuples européens. Et quoi de plus normal, puisque c'est justement l'une des fonctions du système électoral ? Faire communier tous les individus d'un Etat donné, quelle que soit leur classe sociale, dans l'illusion qu'ils sont tous égaux puisqu'ils ont tous le même bulletin de vote à leur disposition. Leur faire croire qu'en abandonnant leur pouvoir de décision entre des représentants incontrôlables et incontrôlés, sans que ceux-ci soient obligés de tenir leurs engagements ou de respecter leur programme, les acteurs agissent pour le bien général de la nation, exploités et exploités confondus.

Mais puisque cette élection concernait l'Europe, il faut aller plus loin dans l'analyse non pas des résultats du scrutin lui-même et des combines politiciennes franco-françaises – les spécialistes s'en chargeront pendant des mois – mais des positions défendues par les partisans du «non de gauche», de leur triomphalisme mystificateur et de leur incapacité à bâtir une analyse internationale et internationaliste.

Une cécité générale

Pour toute personne qui s'intéresse à la vie politique en France depuis

quelques années, un certain nombre de choses restent immuables. Les politiciens bourgeois pensent que leur impérialisme est toujours aussi puissant qu'au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle ; quant aux révolutionnaires, on a l'impression qu'ils agissent comme si l'opinion de Marx sur la supériorité politique du mouvement ouvrier français était encore valable, un siècle et demi plus tard. Comme si on vivait encore dans la période ouverte par la Révolution de 1789 et close en France par la Commune de Paris, période où effectivement le prolétariat de France pouvait sembler à «l'avant-garde» des autres prolétariats par sa détermination à affronter l'Etat (comme en témoignent les années 1789-1792, 1830, 1848 et 1870).

Curieusement, ni les conservateurs ni les révolutionnaires ne veulent tirer les conséquences politiques du fait que la France est désormais une puissance impérialiste en déclin sur le plan militaire, et menacée sur le plan économique. Elle ne peut tenir son rang dans le chœur des puissances capitalistes qu'en concluant d'étroites alliances économiques et politiques transnationales, d'où le caractère vital pour la bourgeoisie française du projet européen et sa volonté une partie de sa «souveraineté nationale».

Face à cette situation, les révolutionnaires ont été incapables, depuis plus de cinquante ans que se met en place l'Europe, d'instaurer des liens réguliers avec leurs camarades d'autres pays (européens ou pas), à la fois pour construire une réflexion et pour faciliter une action sur toutes les questions: retraites, salaires, migrations, répression policière, justice, systèmes de santé ou d'éducation, etc.

Et lorsque Lutte ouvrière et la LCR ont eu cinq députés pendant une législature au Parlement européen quel a été leur bilan ? En quoi ces cinq années de présence au sein des institutions européennes ont-elles armé ces organisations pour préparer la bataille non seulement en France, mais dans toute l'Europe, contre le Traité constitutionnel et ses conséquences ?

A en juger par l'absence de collaboration entre les groupes révolutionnaires européens durant la campagne du non, on est tenté de répondre: à rien du tout.

Et on pourrait en dire autant à propos des anarchistes et des libertaires qui comptent des partisans dans à peu près tous les pays d'Europe et ont eux aussi été incapables de mener la moindre campagne internationale contre le Traité ou (s'ils voulaient s'abstenir) autour des questions qu'il soulève. Quelles sont alors les causes de cette absence de mise en pratique d'un internationalisme hautement revendiqué par les trotskistes comme par les anarchistes (1) ?

Cette cécité politique générale concernant le déclin de l'impérialisme français, cette incapacité à agir et réfléchir à l'échelle européenne, voire mondiale, tiennent à une raison fondamentale: les réactionnaires, les réformistes voire une partie de la gauche marxiste dite «révolutionnaire» partagent les mêmes lunettes nationales occultées par leurs références universalistes et républicaines.

Pour l'extrême gauche marxiste, ses références françaises (de Jaurès à

Bourdieu, en passant par Nizan, Bettelheim, Politzer ou Poulantzas) sont toutes des références étatistes, d'inspiration social-démocrate ou stalinienne. Et quand leurs lectures dépassent l'horizon français, ce n'est pas dans les écrits des bolcheviks et des «belles années» de l'Internationale communiste (1919-1924) qu'ils puiseront un sens critique vis-à-vis de l'Etat puisque c'est justement ce courant qui a théorisé la domination du Parti sur l'Etat, les syndicats, les conseils ouvriers... et la classe ouvrière.

Quant aux anarchistes, leurs références intellectuelles, si elles ne sont pas étatistes, sont elles aussi pour une grande part franco-françaises: certains libertaires ressassent inlassablement un passé certes riche (Proudhon, les frères Reclus, Fernand Pelloutier, George Sorel, Sébastien Faure, Jean Grave, Emile Pouget, etc.) mais vis-à-vis duquel ils éprouvent surtout une nostalgie acritique; pour de nombreux militants anarcho-syndicalistes on a souvent l'impression que le syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914 constitue une sorte d'horizon indépassable; les anarchistes plus jeunes sont fréquemment attirés par les jongleries verbales et les exercices de style des situationnistes et des néo-situs que l'on a du mal à classer dans les armes indispensables au combat politique quotidien contre le Capital, ou alors, avides de savoir et de réponses nouvelles, ils dévorent, tout comme les jeunes trotskistes d'ailleurs, la prose de la gauche étatiste d'ATTAC à Bourdieu, sans toujours en déceler les pièges.

Jusqu'à plus ample informé, la réflexion politique quotidienne des libertaires de France ne semble guère puiser dans les analyses menées par les anarchistes d'autres pays, d'hier ou d'aujourd'hui. Très peu d'ouvrages écrits par des anarchistes américains, espagnols, argentins, allemands, italiens, etc., sont traduits en français et ceux qui le sont (Murray Bookchin et Noam Chomsky) ne brillent guère par leur radicalité..

Donc, qu'ils soient trotskistes ou anarchistes, les révolutionnaires français, pour des raisons différentes mais qui aboutissent à des conséquences assez semblables, ont bien du mal à prendre des distances avec leur histoire et leurs deux principales traditions nationales, jacobine d'un côté, syndicaliste révolutionnaire de l'autre.

Un fonds idéologique commun à la gauche et à la droite:

le culte de l'Etat et de la nation

Il existe, que cela leur plaise ou pas, une rhétorique politique nationale, commune à la droite, à la gauche, voire même à l'extrême gauche dans certains cas. Cette rhétorique puise, dans des proportions diverses et de manière différente, dans des thèmes communs dont le rappel permanent de l'apport des philosophes des Lumières, l'universalité de la Déclaration des droits de l'homme, l'idéologie républicaine et laïque, la prétendue «démocratie communale», une vision idéalisée de la Résistance sous l'Occupation, le mythe de la neutralité des services publics et, plus récemment, l'idéologie qui a pris de l'ampleur avec le mouvement altermondialiste: le citoyennisme, la «démocra-

tie participative», qui puisent dans la tradition politique nationale-étatiste française et se résument à une croyance aveugle en les mensonges et les illusions de la démocratie bourgeoise.

Bien sûr, tous les républicains, les laïques et même les citoyennistes ne sont pas des chauvins de la pire espèce, et leur universalisme jacobino-laïque comporte certains aspects très positifs. Mais, même lorsqu'ils invoquent de vagues valeurs internationalistes ou altermondialistes, ils sont incapables de rompre pratiquement avec l'idéologie qui a pris de si nombreuses formes durant l'histoire des luttes de classes en France. Cette idéologie est fondée sur le culte de l'Etat et de ses institutions, la croyance en son rôle protecteur, progressiste, quasi messianique, un rapport acritique au parlementarisme et aux formes de confiscation de la volonté populaire. Et au cours des dernières années, les campagnes menées contre l'AMI, ou plus récemment contre la directive Bolkenstein, ont été marquées par une inquiétante union nationale de la droite à la gauche, autour du thème de la supériorité du «modèle français», «modèle social français», ou de «l'exception culturelle française», thèmes qui sont le reflet d'une longue tradition dont nous ne donnerons ici que quelques exemples.

Durant la révolution de 1789, l'Etat français prétendait lutter contre toutes les monarchies européennes et constituer donc un facteur de progrès pour les peuples, et ce mythe perdure encore, sans que les deux siècles écoulés aient permis à la gauche de s'en distancer ; sous Napoléon, l'Etat impérial prétendait consolider les conquêtes de la Révolution qui avaient été exportées en Espagne, en Italie, au Portugal, en Belgique, etc., à la force des baïonnettes ; au milieu du XIX^e siècle, le Second Empire de Napoléon III essaya de jouer la carte de l'union nationale et de nouer une alliance entre des classes antagonistes, ce que Marx appela justement le «bonapartisme», et Napoléon le Petit tenta d'enchaîner le mouvement ouvrier naissant à l'Empire.

En 1914, les partis et syndicats ouvriers capitulèrent honteusement, refusant de déclencher la grève générale contre la guerre mondiale, grève dont ils parlaient dans leurs motions de congrès depuis des années, et les socialistes votèrent les crédits de guerre.

Durant les années 1930, des courants socialistes belges (De Man) et français (notamment Marcel Déat, que l'on range plutôt dans les «néo-socialistes») défendirent l'idée qu'il fallait une forte intervention de l'Etat dans l'économie pour juguler la crise internationale du capitalisme et détacher les classes moyennes du fascisme: membres de la SFIO, certains des «planistes» (comme on les appela parce qu'ils étaient, entre autres, de chauds partisans de la planification) offrirent ensuite leurs services au régime... du maréchal Pétain tandis que d'autres, plus tard, furent à l'origine... du Marché commun (André Philip).

Pendant la Résistance et le gouvernement d'union nationale présidé par De

Gaule entre 1945 et 1947, on eut droit à une autre version de l'unité nationale au nom de la «lutte contre le fascisme» et du «A chacun son Boche» (PCF), puis de la reconstruction indispensable du capitalisme français («La grève est l'arme des trusts», Maurice Thorez).

Depuis 1945, d'ailleurs, la gauche et la droite communient dans l'évocation des «conquêtes sociales de la Résistance», oubliant quel fut le prix de ces «conquêtes»: faire marrer les ouvriers pour des salaires de misère, remplir les poches des patrons et de l'Etat pendant des décennies, soutenir toutes les aventures coloniales puis néocoloniales de l'impérialisme français.

Sous la Cinquième République, de 1958 à 1969, ce culte de l'Etat et de son prétendu rôle protecteur et «redistributeur des richesses» a pris de nouveau de l'ampleur notamment à travers les plans économiques de la Cinquième République et la figure charismatique du Général-Président dont la politique étrangère anti-américaine était soutenue par le Parti communiste français, le même parti qui menait campagne dans les années 70 sur le thème répugnant du «Produisons français»; et durant les négociations sur le Programme commun dans les années 1970 et les deux premières années du gouvernement de la gauche unie 1981-1983 nous avons encore eu une version «de gauche» de cette idéologie national-étatiste: la nationalisation de quelques banques, compagnies d'assurances et quelques industries clés allait «changer la vie» de tous les opprimés et les exploités.

Une campagne du non où l'internationalisme a été totalement absent

En 2005 avec la prétendue campagne du «Non de gauche», soutenue par les guignols de la «gauche du PS» et la majorité du mouvement altermondialiste, sans oublier l'inévitable LCR (2), nous avons assisté à un nouvel essor de l'idéologie étatiste comme en témoignent leurs tracts et leur propagande.

La campagne pour le «Non de gauche» a vu ressurgir chez les électeurs et les sympathisants de gauche les formes les plus ambiguës de l'anti-américanisme au nom de la dénonciation de l'OTAN ou de l'OMC, ainsi que les sentiments xénophobes contre

- les tristement fameux «plombiers polonais» (3) (on vient d'ailleurs d'apprendre, après les élections bien sûr, qu'il n'y en aurait en fait que 150 ou 180 sur tout le territoire national),

- l'industrie textile chinoise (le lundi 30 mai 2005, lors d'une émission-bilan du référendum sur le TCE sur France 2, un responsable CGT eut le cynisme et le culot de dénoncer la «concurrence chinoise» sans mentionner une seule fois le sort des 19 millions d'ouvriers chinois du textile surexploités dans leur pays)

- ou l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne (qui ravive les préjugés xénophobes, racistes et antimusulmans).

Face à cette résurgence spontanée des préjugés nationalistes, la gauche dite extrême comme la gauche réformatrice ont choisi de faire la sourde oreille et de

minimiser le phénomène puisqu'ils voulaient surfer sur la vague du «non de gauche».

De plus, il est particulièrement indécent de voir l'extrême gauche prétendre que le «non de gauche» aurait une dimension «internationaliste» alors qu'elle a été incapable, depuis l'annonce de la forte probabilité d'un référendum, d'organiser la moindre campagne, la moindre série de meetings, à l'échelle européenne regroupant les forces révolutionnaires des différents pays de l'Union européenne pour critiquer le contenu du Traité constitutionnel et en expliquer les enjeux réels pour tous les prolétaires européens, pas simplement pour les prolétaires français.

Aujourd'hui, il n'existe aucun moyen de comptabiliser et de différencier entre les votes non, de droite et de gauche: pourtant si l'extrême gauche l'avait voulu, elle aurait parfaitement pu imprimer ses propres bulletins non et les diffuser massivement dans le cadre d'une campagne internationaliste sur le terrain électoral. Mais évidemment cela aurait dérangé le ronron électoral et perturbé le dépouillement des votes...

Globalement considéré, ce vote non est d'autant moins internationaliste que 42% des électeurs du non pensent qu'«il y a trop d'étrangers en France» contre 21% des électeurs du oui. Et que les électeurs du Front national se sont plus mobilisés pour le non (90%) que ceux d'extrême gauche.

Où sont passés les 6 millions de voix de Le Pen et de Villiers ?

Loin d'être une «victoire» de la classe ouvrière ou la «revanche des classes populaires sur Maastricht» (dixit Alternative libertaire) la pseudo «victoire du non» est le fruit d'une alliance contre nature dans les urnes entre les 6 millions d'électeurs Le Pen et de Villiers (dont les positions xénophobes et racistes ne sont plus à démontrer) avec les 9 millions d'électeurs PC et PS (et encore cette estimation est-elle optimiste puisqu'elle suppose que la droite traditionnelle n'a pas apporté la moindre contribution au camp du non, ce qui est manifestement inexact puisqu'il existe une droite souverainiste). Une telle «victoire» n'a rien à voir avec la défense des intérêts des exploités.

Il faut avoir un sacré culot et un certain mépris pour l'intelligence des travailleurs pour affirmer que le non aurait «marginalisé l'extrême droite». Ce sont les mêmes qui nous expliquaient qu'il fallait voter Chirac en 2002 parce que les 5 millions d'électeurs de Le Pen représentaient un danger «fasciste» et qui aujourd'hui nous expliquent que ces 5 millions d'électeurs dangereux se seraient évanouis en fumée – à moins qu'ils ne se terrent dans leurs caves ?

Une «grande victoire symbolique» ? Un «immense espoir» ?

D'ailleurs les anarcho-électorales d'Alternative libertaire dévoilent de façon bien naïve le manque d'ampleur de leur vision politique lorsqu'ils écrivent sans rire que la «victoire du Non» serait une «petite victoire sociale» et une «grande victoire symbolique».

Voilà à quoi en sont réduits des révolutionnaires aujourd'hui: à se réjouir

de victoires électorales, qui plus est «symboliques», ou de l'«immense espoir» (LCR) soulevé par les résultats d'un référendum-plébiscite qui s'est retourné contre Chirac. D'ailleurs nos révolutionnaires ne parlent plus guère, dans leur propagande quotidienne, de détruire l'Etat bourgeois, de former des conseils ouvriers, de supprimer le salariat, la monnaie et la hiérarchie, de réorganiser la production et la vie sociale sur des bases radicalement différentes: ils préfèrent évoquer une «rupture avec le capitalisme» (LCR) tout comme Mitterrand avant 1981 ou menacer de «faire trembler le capitalisme» (Alternative libertaire).

Lors de l'émission Transeuropéennes, mardi 31 mai, Alain Krivine, dirigeant de la LCR, a tranquillement expliqué: «ce que les gens veulent, c'est une France solidaire qui permette le plein emploi et une juste redistribution des richesses». C'est peut-être ce que «les gens» veulent, mais si c'est tout ce que des révolutionnaires ont à proposer aux travailleurs quand ils ont l'occasion inespérée d'exposer leurs idées et leurs propositions à la télévision, franchement ils feraient mieux de se taire plutôt que de servir de porte-voix aux prolétaires les plus modérés...

Quant à la prétendue «autre Europe sociale, démocratique, écologiste et féministe», ce n'est qu'un rideau de fumée; c'est mentir de prétendre qu'elle pourrait jaillir des urnes et, de surcroît, d'un soutien «critique» aux politicards de gauche.

C'est mentir de faire croire qu'elle pourrait venir d'une «Assemblée constituante (4)», élue à la proportionnelle, qui par ailleurs donnerait une représentation solide au Front national et à ses 5 millions d'électeurs, sans compter toutes les autres forces réactionnaires qui pourraient librement s'y exprimer, si l'on reste dans le cadre de la démocratie bourgeoise traditionnelle.

C'est mentir d'affirmer que cette «autre Europe» pourrait être facilitée par la tenue d'un «nouveau Forum social européen» qui permettrait à toutes sortes de politiciens de gauche discrédités de se refaire une virginité.

Les militants d'extrême gauche ont bien peu confiance en la force et la justesse de leurs idées pour croire qu'une pseudo-victoire électorale pourrait «gonfler le moral des classes populaires» (Alternative libertaire). C'est exactement le raisonnement que tenaient d'ailleurs la LCR ou l'OCI (ancêtre du PT actuel) en 1981 quand ils expliquaient que la venue de Mitterrand au pouvoir allait soulever l'espoir des «masses» et que celles-ci «déborderaient les appareils». On a vu le résultat: croissance exponentielle du chômage, casse de la sidérurgie, des mines, des chantiers navals, de l'automobile, dégradation générale de tous les prétendus «services publics», attaques systématiques contre les travailleurs immigrés, essor du Front national et de l'expression publique des idées et comportements racistes, etc.

Les ouvriers et les employés qui ont voté non sont peut-être momentanément contents d'avoir filé une baffa à Chirac et à certains représentants de la classe dominante. Mais ils n'ont pour le moment AUCUNE AUTRE

PERSPECTIVE politique que de confier demain le pouvoir à une autre fraction de la classe dominante: la gauche qui a mené une politique anti-ouvrière chaque fois qu'elle est venue au gouvernement.

Les travailleurs n'ont pas suffisamment confiance en eux-mêmes pour prendre leurs affaires en main, s'emparer des usines et des bureaux, supprimer toute hiérarchie, se débarrasser de toutes les forces répressives de l'Etat, mettre en place leur propre pouvoir et donner une orientation radicalement différente à toute la production. Les partisans du «non de gauche» ne font que renforcer leurs illusions dans l'utilité et l'efficacité des élections, illusions dont on sait parfaitement qu'elles seront demain trahies.

Les manœuvres de la «gauche du non»

La façon dont la gauche nous explique aujourd'hui la prétendue «victoire du Non» témoigne une fois de plus du nationalisme incurable qui imprègne ses dirigeants. En effet, qu'ont déclaré les dirigeants de la pseudo-gauche du Parti socialiste dimanche 28 mai dès qu'ils ont appris les résultats des élections ? «Je suis fier d'être français» (Henri Emmanuelli), «Notre pays a une haute idée de la politique et refuse une économie de marché sans aucune règle» (Marie-Thérèse Lienemann), «La rupture avec le capitalisme est un songe creux» (Arnaud Montebourg).

Qu'a déclaré le trio Dolez-Filoche-Généreux qui a fait un tour de France et près de 90 meetings pour le «non de gauche». Ils se sont réjoui de l'«allégresse» du «peuple français» qui a manifesté dans les rues «comme en mai 1981». Mais nos trois mousquetaires oublient de mentionner tous les coups portés à la classe ouvrière par la gauche au pouvoir depuis ces mêmes manifestations de liesse. Fidèles à la tradition du nationalisme français le plus arrogant, nos trois «socialistes de gauche» osent écrire que «le non français a créé la possibilité d'une authentique refondation démocratique de l'Europe. Il dit au reste de l'Europe que les pro-européens ont le droit de dire non menacer la construction européenne», «La France doit donner l'impulsion nécessaire pour une nouvelle renégociation», etc.

Non seulement nos trois branquignols se gargarisent de mots comme «la France» et la «construction européenne», non seulement ils font le même raisonnement que Chirac en croyant encore que «la France» serait la tête politique de l'Europe, mais en plus ils cachent sciemment que leur construction européenne, qu'elle soit menée par des sociaux-libéraux ou des sociaux-démocrates, est et sera inévitablement une tentative de construire une nouvelle puissance impérialiste aux contours inédits.

Certes, on ignore encore si cette future puissance impérialiste européenne verra vraiment le jour et de quelles institutions politiques définitives elle se dotera, mais l'Union européenne possède déjà sa monnaie unique et devra un jour posséder une armée unique, ultramoderne, prête à intervenir sur tous les

continents, si elle veut jouer pleinement son rôle face à l'impérialisme américain et aux puissances capitalistes émergentes en Asie, l'Inde et la Chine.

La pseudo-gauche du PS a déjà concocté un beau programme: l'«unité de toutes les tendances socialistes», l'«unité de la gauche» et une «nouvelle constitution démocratique européenne». En d'autres termes, ils veulent avoir des strapontins dans le prochain gouvernement bourgeois de gauche et prendre part à la direction de l'impérialisme européen en lui donnant une façade démocratique.

Le PCF, quant à lui, continue à se vautrer dans le respect et le culte de l'Etat bourgeois puisqu'il demande à Chirac (à Chirac !) de «porter avec force la voix de notre peuple et de demander la renégociation du traité avec un véritable débat populaire en Europe».

ATTAC n'est pas non plus en mal de chauvinisme puisqu'elle propose de réaliser un tour d'Europe «pour expliquer le non français» comme si les Européens étaient trop cons et avaient attendu les altermondains pour comprendre ce qui était en jeu dans la construction de l'impérialisme européen.

Dans son éditorial du *Monde diplomatique* de juin 2005 Ignacio Ramonet nous sert tous les lieux communs du chauvinisme de gauche: «(...) la France rebelle a fait honneur à sa tradition de “nation politique par excellence”. Elle a renoué avec sa “mission historique” (...). Depuis ses débuts, en 1958, (...) la construction communautaire a exercé une contrainte croissante sur toutes les décisions nationales (...))». Les altermondialistes avaient mille fois raison de critiquer le contenu réactionnaire du Traité constitutionnel européen, mais leurs dirigeants ne dénoncent ce qu'ils appellent le «néolibéralisme» (qui n'est qu'un cache-sexe pour le capitalisme) qu'au nom des intérêts bien compris de la nation française, c'est-à-dire de l'impérialisme français.

Une attitude révolutionnaire conséquente consisterait non pas à «expliquer le non français» aux autres Européens mais à construire ensemble, avec toutes les forces révolutionnaires du continent, une analyse et des actions qui puissent contrer la propagande et les mauvais coups des classes dirigeantes européennes. Mais on en est loin...et ce n'est de toute façon pas l'objectif d'ATTAC et des partis de gauche.

Les rabatteurs d'extrême gauche de Fabius,

Bové et tutti quanti

Face aux manœuvres politiciennes grossières de la gauche qui aboutiront sans doute à remettre en selle un politicien «social-libéral» (en clair bourgeois) comme Fabius, l'extrême gauche n'a fondamentalement pas d'autre politique à proposer que d'appeler à la victoire de la gauche en 2007, tout en enrobant cet appel de ses habituelles coquetteries hypocrites (il faut un «gouvernement des travailleurs», un «gouvernement anticapitaliste», etc., toutes formules qui ne sont qu'un habillage trompeur des formules de l'Union de la gauche ou de la gauche plurielle).

Les militants du Parti des travailleurs ont certes leurs propres comités, mais soyons sûrs qu'ils appelleront à voter PC-PS. Lutte ouvrière ne s'est pas mouillée dans les comités du non, mais cette organisation a quand même ap-

pelé à voter non lors du référendum et appellera certainement à voter PC, voire PS, en 2007, comme elle le fait à presque toutes les élections.

Quant à la LCR, elle a participé aux comités du non aux côtés des opposants du PS et des Verts, et des militants du PCF. Déjà deux jours avant la «victoire» du non certains dirigeants de la LCR confiaient à *Libération* qu'ils entendaient faire perdurer les comités du non après les élections pour pousser la gauche au pouvoir. Et le mardi 31 mai, face aux accusations de division lancées par l'ex-ministre PS Moscovici, Alain Krivine n'a pu que se défendre en affirmant qu'il était «unitaire pour dix». Unitaire pour dix, d'accord, mais pour quoi faire en dehors de porter les politiciens de gauche au pouvoir ?

D'ailleurs, Clémentine Autain, apparentée PCF, n'affirmait-elle pas le lundi 30 mai, d'un air gourmand et matois, sur I-télé, qu'il ne fallait «pas tout de suite parler des présidentielles de 2007», sinon on allait couler les comités du non ? Bel aveu qui dévoile les arrière-pensées de tous ces prétendus adversaires du «social-libéralisme» auxquels la LCR veut s'allier pour, paraît-il, mieux les démasquer !

Les manœuvriers de la gauche et de l'extrême gauche vont faire monter lentement la mayonnaise avec l'appui des altermondialistes et peut-être même de certains libertaires pour finalement sortir de leur chapeau Fabius (ou Bové, pourquoi pas ?) aux présidentielles. Mais que gagneront les travailleurs à miser sur ces chevaux-là ? D'amères désillusions et de nouveaux coups dans la gueule s'ils ne se mobilisent pour leurs propres intérêts de classe sans écouter les sirènes électoralistes.

La lutte sera longue et difficile, mais elle ne passera ni par les urnes ni par les combinaisons politiciennes que nous font miroiter la gauche et l'extrême gauche.

Y.C., 1^{er} juin 2005

Notes

1. Cet article s'attache avant tout à démonter les analyses avancées par la «gauche du non» et l'extrême gauche – et accessoirement celles d'un groupe libertaire qui se complaît dans le tacticisme électoral depuis quelques années (Alternative libertaire), reflétant ainsi des illusions qui dépassent très largement les frontières de cette petite organisation et touchent tout le milieu altermondialo-gauche-citoyenniste.

Pour ce qui est des anarchistes traditionnellement abstentionnistes (Fédération anarchiste, CNT-Vignoles, CNT-AIT, OCL, etc.), leur radical anti-étatisme originel et leur antinationalisme affiché auraient dû, en principe, les préparer, plus que d'autres, à une pratique sérieuse de l'internationalisme, en tout cas au minimum au niveau européen. La lecture de leur presse et de leur propagande montre qu'à ce niveau-là ils sont apparemment incapables, et ce depuis des décennies, de construire un réseau international d'analyse et d'action. Connaissant peu ces milieux, il m'est impossible d'en distinguer

clairement les raisons profondes, mais le constat est accablant depuis l'échec de la Première Internationale, il y a plus d'un siècle maintenant.

2. Un camarade de la LCR s'est dit choqué à la lecture de ce texte par l'amalgame injuste qui serait fait entre la gauche bourgeoise et son organisation. On comprend mal son indignation alors que, depuis des années, le slogan favori de la LCR est justement: «100% à gauche !», qu'elle lutte pour une «vraie gauche» et que l'on a vu au cours de la «campagne pour un non de gauche» Olivier Besancenot parader aux côtés des Buffet, Melenchon et autres politiciens de gauche sans leur adresser de critiques fondamentales.

3. A propos de ce qui est en train de se dérouler dans les nouveaux pays de l'Union européenne, ceux qui lisent l'anglais découvriront avec profit le numéro 2 de la revue *Prol-position* sur le site du même nom. Ils vérifieront qu'un petit groupe révolutionnaire peut parfaitement recueillir des informations utiles sur les luttes ouvrières en Pologne, en Roumanie, en Tchéquie, etc., et réfléchir à la portée des migrations des travailleurs d'Europe de l'Est et à leurs effets sur une puissance impérialiste comme l'Allemagne par exemple, en dépassant les généralités sur l'Europe «libérale» (c'est-à-dire impérialiste) et les polémiques dignes de spécialistes du droit constitutionnel qui ont entouré le texte du TCE.

4. Ceux qui invoquent la nécessité d'une nouvelle «Constituante», mythe ayant déjà deux siècles d'existence, et qui jouent sur la fibre jacobine française très présente chez les «souverainistes de gauche», ne se rendent même pas compte que cette Assemblée a joué son rôle lors d'une révolution...bourgeoise et antimonarchique !

Mais finalement, quelque part, ce n'est pas très différent de ce que raconte Lutte ouvrière quand elle explique que les conseils ouvriers ressembleraient aux conseils municipaux actuels...

On retrouve dans ces deux argumentations la même incapacité de puiser dans les expériences révolutionnaires d'autres pays que la France, par frilosité, par un prétendu souci pédagogique et/ou par incapacité de produire des analyses politiques solides en commun avec des militants révolutionnaires d'autres pays.

A ce propos, il est d'ailleurs caractéristique que les militants français continuent de vivre dans la nostalgie du Mai 68 français, mouvement dont la radicalité et l'importance sont finalement assez réduites quand on les compare aux riches dix années du Mai rampant italien ou à la radicalité bien supérieure des occupations d'usines et des commissions de travailleurs au Portugal durant les années 1974-1975.

Mais l'intelligentsia «soixanuitarde» qui a intégré la direction des médias et des élites politiques de gauche est tellement imbue d'elle-même et a tellement influencé la vision que l'extrême gauche française a de son histoire que les militants, quarante ans après, n'ont pas encore intégré dans leur raisonnement que ce qu'il est convenu d'appeler la «contestation des années 60» a en

fait d'abord commencé aux Etats-Unis et que ses pointes les plus radicales sont apparues en Italie et au Portugal, ce qui relativise beaucoup la signification historique de Mai 68. Et si l'on ajoute à cela ce qui se passa notamment dans des pays comme la Tchécoslovaquie et le Mexique, on peut alors donner au Mai français des proportions plus exactes et surtout moins chauvines.

Quelques précisions à propos de «La triste farce de la “victoire du non”»

Un camarade de la LCR m'écrit:«Tu es trop critique à l'égard de la LCR quant à l'internationalisme.Le meeting du 8 avril 2005 à la Mutualité était internationaliste (Bloc de Gauche, SSP, Rifundazione et message de Ken Loach), «Rouge» a fait plusieurs articles sur le débat sur la Constitution ailleurs (notamment sur les 200 000 manifestants devant le Parlement grec qui ratifiait la Constitution), un camarade va faire un meeting à Barcelone la semaine prochaine, tout comme nos camarades d'Espacio Alternativo étaient venus en France durant la campagne.»

Dont acte.

Néanmoins, la METHODE de pensée et de travail de la LCR n'est pas internationaliste: une telle méthode supposerait d'avoir travaillé ensemble depuis des décennies avec les organisations sœurs de la Quatrième Internationale (au minimum) pour bâtir une analyse, des actions et des campagnes communes. Et loin de moi l'idée de créer une Internationale qui marche au pas sous la férule d'une section ou d'une direction omnisciente...

Il n'est guère productif d'inviter une fois ou deux fois par an quelques orateurs (dont les positions politiques, dans le cas du meeting du 8 avril, n'étaient pas du tout claires) dans un pays ou dans un autre, et de juxtaposer à la va-vite des analyses nationales reliées par une vague dénonciation de la «mondialisation néo-libérale».

Il est quand même incroyable qu'une organisation qui affiche une tradition internationaliste ne s'en serve pas pour raisonner d'une autre façon. LO polémique avec la LCR dans les années 70 parce que celle-ci croyait en la factibilité de l'Europe et pas LO. Mandel avait écrit d'ailleurs écrit un livre il y a 30 ans environ qui s'appelait *La réponse socialiste au défi américain* où il avançait quelques hypothèses allant dans ce sens.

Or cette souplesse d'interprétation, plutôt positive, vis-à-vis d'une évolution possible de la réalité européenne n'a pas amené pas la LCR à penser son action dans un cadre européen avec d'autres révolutionnaires, ne serait-ce qu'en se limitant aux sections de la Quatrième Internationale. En clair à créer un

parti vraiment européen, fût-il «trotskiste pur jus».

Ce repli national entraîne d'autant plus la LCR (et ses organisations sœurs) à des calculs strictement politiques: appartenir à des blocs électoraux nationaux qui sont inévitablement amenés à cogérer la crise. Un exemple: Bertinotti du PRC, Parti de la Refondation communiste, veut revenir au pouvoir avec DS (les Démocrates de gauche, ex-majorité du PCI) en Italie. Donc demain les camarades proches de la LCR en Italie qui militent dans le PRC se trouveront dans la même situation qu'au Brésil, au sein du PT face à Lula et sa politique anti-ouvrière. Pourquoi ne pas anticiper les situations et les difficultés, plutôt de répéter exactement les mêmes erreurs pays par pays ? Ou alors c'est qu'on pense que la lutte pour le socialisme à l'échelle internationale est impossible. Dans ce cas il faut le dire, et faire son congrès de «refondation» idéologique, comme le SPD allemand à Bad-Godesberg, et ne plus se réclamer du «communisme révolutionnaire». Au moins, les choses seront plus claires.

Avec toute l'offensive idéologique menée depuis deux jours dans les médias sur les prétendues «solutions» apportées au chômage en Angleterre, en Suède, au Danemark, on va avoir besoin d'un sacré paquet d'infos pour contrer cette propagande. Or nous serions EN AVANCE sur cette offensive si nous expliquions depuis des années à quel point les “solutions” dans les autres pays augmentent les «working poors» (les travailleurs qui ont un boulot mais vivent dans la pauvreté), au lieu de simplement défendre les «conquêtes de 36, 45 ou 68» comme le fait l'extrême gauche, y compris la LCR. Si au lieu d'opposer explicitement ou implicitement un modèle «anglo-saxon» (inexistant puisque la situation en Angleterre est très différente de celle des Etats-Unis) à un modèle français, nous raisonnions au-delà des frontières

Y.C., 2 juin 2005

Réponse à Xavier

Signification des victoires et défaites électorales

(...) L'analyse électorale est un art pratiqué depuis fort longtemps par toutes les forces politiques. En ce qui concerne l'extrême gauche marxiste, elle repose en général sur trois idées que je schématiserai ainsi:

- la classe ouvrière a des partis de masse qui la trahissent,
- la classe ouvrière peut exprimer sur le terrain électoral de façon déformée ses aspirations,
- la classe ouvrière peut combattre voire vaincre la bourgeoisie sur le terrain électoral et parlementaire.

Le problème est que ces trois affirmations ne tiennent pas (ou plus) la route:

Il n'existe, à ma connaissance, aucun parti de masse de la classe ouvrière dans le monde qui représente ses intérêts, même de façon «déformée» (la seule exception que je ferais peut-être est celle du Parti des travailleurs brésilien, de nature trop récente pour être encore définitivement intégré à l'Etat ; l'avenir nous dira quelle sera son évolution, même si son évolution présente nous donne toutes les raisons d'être inquiet).

De fait, les partis dits «ouvriers» de masse, sociaux-démocrates ou staliniens sont des appareils d'encadrement de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie salariée totalement intégrés à l'Etat bourgeois.

Dans le cas français, le PCF et le PS sont des partis dont les appareils vivent des subventions et des postes que leur concède l'Etat bourgeois, quand ce n'est pas d'expédients financiers douteux liés aux mairies qu'ils gèrent.

Ces partis ne «trahissent» donc pas vraiment la classe ouvrière, puisqu'ils ne la représentent pas et qu'ils ne prétendent d'ailleurs plus, depuis longtemps, la représenter. Leur seul souci est de défendre la nation française, c'est-à-dire la bourgeoisie et son Etat.

Cela ne veut pas dire que l'on ne peut pas mener des actions unitaires sur des questions concrètes avec des militants ou des fractions de ces partis, mais cela signifie que ces actions ont des limites dictées par le rapport de forces défavorable entre ces militants et les révolutionnaires (...).

2) Nous ne sommes plus au XIX^e siècle, à une époque où l'on devait se battre quotidiennement pour le suffrage universel et des droits démocratiques élémentaires concernant la liberté d'expression et d'organisation de la classe ouvrière, du moins en Europe, en Amérique du Nord et au Japon..

(...) Dans le cadre précis de l'Europe, il n'existe aucun mouvement ouvrier vivant, qui organise les travailleurs contre leur propre bourgeoisie et contre toutes les bourgeoisies européennes. Et ce n'est pas la France avec ses 7% de syndiqués, le PS avec ses 120 000 adhérents et le PC avec ses 40 000 qui peu-

vent prétendre représenter une fraction significative de travailleurs profondément «anticapitalistes» pour reprendre un mot dont le sens est aujourd'hui complètement dévalué.

On voit donc mal dans une telle situation comment les élections pourraient être un «baromètre» d'une lutte de classe qui n'existe pas à une échelle significative (du moins du côté ouvrier ; du côté patronal, le moins qu'on puisse dire est qu'ils luttent pour leurs intérêts de classe !) et d'un mouvement ouvrier anémique et intégré à l'Etat. Les syndicats français n'ont pas de caisse de grève, le nombre de leurs militants (non permanents ou ne pratiquant pas le cumul des mandats syndicaux) se réduit comme peau de chagrin et leur existence repose sur les subventions patronales et l'aide financière de l'Etat.

D'autre part, les ouvriers ne sont pas majoritaires sur le terrain électoral. Le seul terrain sur lequel il puisse y avoir un véritable «vote de classe» (et encore avec des nuances), du point de vue sociologique comme du point de vue politique, c'est celui de l'entreprise, et à condition de ne pas se trouver au siège social de la SCNF, Renault, Publicis ou IBM...

Ou alors c'est que l'on inclut dans cette «classe» (ouvrière) toutes les couches de la petite bourgeoisie salariée, de la paysannerie, des commerçants et des professions libérales. En effet, les ouvriers représentent 7 millions de personnes en France sur 44 millions d'électeurs. On voit donc mal comment le vote «non» pourrait exprimer un vote de classe ! Sans compter qu'il y a eu lors du référendum 15 millions d'abstentionnistes dont une bonne partie sont... des ouvriers !

Si la gauche ou l'extrême gauche présentaient un programme de classe aux élections on pourrait mesurer, de façon purement statistique, la sympathie pour ce programme dans «la population». Si des questions concrètes et précises intéressant la classe ouvrière (les 35 heures, la retraite à 50 ans, le droit d'organiser des syndicats ou des comités extra syndicaux dans toute entreprise, l'ouverture des frontières, etc.) étaient proposées au vote, on pourrait savoir quel assentiment ces revendications recueillent dans la population en général, et donc dans la classe ouvrière en particulier.

Ce n'est jamais le cas lors d'élections législatives ou présidentielles. Les enjeux réels et officiellement débattus sont toujours des tripatouillages au niveau de la répartition de pouvoir au niveau local, régional ou national. Quant à l'extrême gauche française, elle se refuse à toute propagande pour le socialisme pendant les périodes électorales – et même en dehors d'ailleurs.

Enfin, dans ce référendum européen, la question était: Etes-vous pour ou contre le Traité constitutionnel ? En quoi ce type d'alternative fait-il la moindre place aux besoins et aux aspirations de la classe ouvrière ?

3) Sur le fond, c'est le troisième point qui est le plus important. L'extrême gauche française se présente aux élections municipales, législatives et présidentielles depuis près de trois décennies, et aux élections européennes depuis moins longtemps. Elle prétendait au départ que c'était pour mieux se faire

connaître et surtout mieux faire connaître le programme révolutionnaire. Si le premier objectif a été atteint (on invite Besancenot et Laguiller dans beaucoup d'émissions «people» et dans quelques émissions politiques ; leurs meetings réunissent du monde en province et à Paris), le second a été complètement et sciemment abandonné.

Quel est le bilan de cette présence électorale et des quelques conseillers généraux ou députés européens élus ? Non seulement nul pour les travailleurs des régions touchées par les licenciements de masse et par la répression patronale, mais en plus catastrophique au niveau du contenu de plus en plus réformiste, voire populiste, des campagnes de ladite extrême gauche. Pour avoir une chance d'être élu dans le cadre de l'Etat bourgeois et en dehors d'une situation de grande tension entre les classes sociales, il faut donner des gages à la bourgeoisie. Et c'est ce que fait la gauche, et maintenant l'extrême gauche, depuis des décennies.

Les travailleurs qui votent pour la gauche aux élections ne croient pas au socialisme, ne pensent même pas que le socialisme arrivera par miracle grâce à l'Union de la gauche ou à la gauche plurielle. Durant les années qui ont suivi la «victoire» de 1981, les ouvriers n'ont pas profité de la présence de la gauche au pouvoir pour occuper les usines, remettre en cause la hiérarchie et le salariat, etc.

Ils ne sont pas non plus descendus dans la rue quand ils se sont rendus compte que l'Union de la gauche n'avait même pas appliqué toutes les belles promesses contenues dans son très timide «programme commun». Le seul cas dans l'histoire du mouvement ouvrier français où les ouvriers ont «débordé sur sa gauche» un gouvernement «socialiste» pendant quelques semaines, c'est celui de 1936, il y a presque soixante-dix ans. Mais peut-on faire de cette exception une règle ?

Les ouvriers (et toutes les autres couches sociales exploitées) qui votent pour la gauche veulent simplement un gouvernement moins pire que le précédent. Leurs espérances ne vont pas au-delà. En tant qu'électeurs ils partagent la logique du système, ils ne le remettent pas en cause dans les urnes. Comme l'indique un sondage BVA publié dans *Libération* du 6 juin 2005, à la question «Pensez-vous, s'il était au pouvoir, que le PS ferait mieux, moins bien, ni mieux ni moins bien que le gouvernement actuel en matière économique et sociale» 46% des électeurs potentiels du PS répondent «NI MIEUX NI MOINS BIEN» ! On voit donc que ce ne sont pas les électeurs de gauche qui ont des illusions sur le PS mais bien l'extrême gauche électoraliste qui cherche à leur en donner ! Quant aux 44% qui répondent «mieux», gageons que cette réponse ne signifie pas pour eux la fin du capitalisme !

En ce qui concerne les résultats du référendum, on peut certes affirmer que les travailleurs ont donné une gifle à une fraction de la classe dominante, mais à condition d'ajouter immédiatement qu'ils ont aussi laissé intacte une autre

partie de cette classe dominante, la pseudo-gauche, les Emmanuelli, Fabius, Mélenchon, Montebourg et tutti quanti.

D'ailleurs tu perçois toi-même le problème d'une interprétation positive des résultats du référendum puisque tu écris: «le rejet populaire de l'Europe proposée a eu avant tout pour origine le ras-le-bol vis-à-vis des politiques "libérales" (c'est-à-dire capitalistes, mais pas consciemment vues comme telles) dont nous sommes victimes».

Tu admetts donc:

– qu'il ne s'agit pas d'un véritable vote de classe mais d'un «ras-le-bol» (notion vague s'il en est et qui peut mener à tous les populismes) et d'un «rejet populaire», le peuple étant une notion extensible et commune à la gauche comme à la droite ; de plus, arguer de la composition majoritairement ouvrière de l'électorat du non ne mène pas très loin. Traditionnellement, entre un tiers et la moitié des ouvriers votent pour la droite ou l'extrême droite, et ce fait statistique ne remet pas en cause la nature bourgeoise de l'UMP ou du FN ;

– qu'il ne s'agit même pas d'un rejet «consciemment» anticapitaliste.

(...) Quant aux «classes moyennes» qui, selon toi, commenceraient à s'«affranchir de leurs illusions», comment cela se manifeste-t-il pour le moment ? Que je sache, les cadres continuent à appliquer les directives patronales, les juges continuent à appliquer une justice de classe, les professeurs continuent à ne pas remettre en cause leur fonction, etc. Ou alors tu penses au courant ATTAC et à ses timides propositions de réforme du système capitaliste. En fait, ces classes moyennes-là se plaignent surtout que l'Etat et les entreprises ne reconnaissent pas leurs compétences en les payant mieux et en leur accordant un plus grand prestige social. Elles peuvent faire preuve de compassion vis-à-vis des «pauvres» (mais cela l'Eglise catholique ou l'Islam le font depuis des siècles), vouloir mettre en place un commerce plus «équitable» ou un «développement durable» (1), mais elles n'ont aucune envie, jusqu'à présent, de la moindre révolution sociale qui remettrait en cause leur place dans la hiérarchie des savoirs et des pouvoirs.

Enfin, pour revenir au vote non, du FN aux souverainistes de l'UMP, en quoi la victoire du «non», qu'ils appelaient de leurs vœux, serait-elle pour eux une défaite ? Mystère.

Les révolutionnaires n'ont pas le droit (mais ils le font tous les jours dans leur propagande) de nous faire prendre des vessies pour des lanternes: de faire passer des électeurs atomisés dans l'isolement pour des travailleurs conscients ; de faire passer des ouvriers qui ne s'opposent pas par la grève générale à tous les plans de restructuration depuis trente ans ni à toutes les attaques contre leurs droits sociaux pour des prolétaires anticapitalistes déterminés.

Il n'est pas question de reprocher aux travailleurs une prétendue passivité, mais il faut avoir une vision réaliste du rapport de forces, des défaites et des victoires réelles. On doit faire un lien entre les idées et les actes, et ce lien ne

s'effectue pas sur le terrain électoral, mais sur le terrain de la grève, des occupations d'usines, des manifestations, de l'auto-organisation au niveau local, national et international sur toutes les questions politiques.

Quelques pistes sur la question de l'Europe

Si l'on avait voulu débattre sérieusement de l'Europe, il aurait fallu commencer par déblayer certaines questions et entamer quelques démarches.

1) Il aurait fallu se mettre d'accord sur la signification profonde de l'Europe et l'Union européenne. Les organisations d'extrême gauche hésitent grosso modo entre deux analyses, qui coexistent d'ailleurs parfois dans leurs textes:

* L'Europe serait une utopie capitaliste réactionnaire vouée à l'échec parce que le capitalisme serait incapable d'abattre les frontières nationales-étatiques. Pendant les années 50 et 60 certains groupes trotskistes considéraient que le projet européen résultait surtout de la volonté de l'impérialisme américain de créer une zone de libre échange sur le continent européen pour mieux le dominer. L'évolution de l'Union européenne leur a donné tort mais ils n'ont pas voulu le reconnaître. C'est pourquoi dans la dénonciation de l'Union européenne il y a toujours un arrière-goût de «complot atlantiste».

Pourtant on peut difficilement soutenir que la création d'une monnaie unique européenne et de la Banque centrale européenne jugées impossibles par de nombreux groupes pendant des années, n'aient pas été un premier pas significatif vers la création d'un Etat fédéral et la création d'un impérialisme européen, donc une menace pour l'impérialisme américain.

Ces groupes considèrent en fait qu'il n'existe qu'un seul rapport de forces favorables possible: la lutte de chaque classe ouvrière nationale face à propre son Etat nation. C'est seulement dans ce cadre que chaque classe ouvrière peut obtenir des conquêtes sociales importantes et les garantir. Ils regrettent l'Etat providence des Trente glorieuses et veulent que l'histoire revienne en arrière.

* L'Europe unie (et capitaliste) serait une possibilité envisageable qu'il faudrait donc, dans un premier temps, réformer au maximum dans un sens «écologiste, féministe et anticapitaliste». Les groupes qui penchent pour cette seconde hypothèse sont plus enclins à combattre les institutions transnationales (FMI)

C'est parce que ces analyses n'ont pas été poussées jusqu'au bout que l'extrême gauche a pu surfer sur la vague du non en tenant des propos contradictoires et en s'alliant avec les chauvins du PCF, de la gauche du PS et d'ATTAC.

2) Pour comprendre ce qu'est l'Europe il faut travailler avec des militants d'autres pays à analyser concrètement ce qui est en train de se passer dans les différents pays de l'Union européenne. Ce travail d'échange d'informations et d'analyses mènera à des actions de solidarité et à des luttes à l'échelle continentale, et à une propagande de meilleure qualité, plus imaginative que le ronron ambigu contre l'Europe libérale que nous sert jusqu'ici l'extrême gauche.

Y.C., novembre 2005

1. Dans un reportage sur RFI le 5 juin 2005 à propos des entreprises françaises qui investissent en Roumanie, un patron français expliqua qu'il investissait dans le «développement durable» en payant ses ouvriers locaux 160 euros par mois !

Quelques remarques sur «La triste farce de la victoire du non»

Si ta critique des groupes d'extrême gauche et libertaires n'est pas fausse, elle n'en laisse pas moins transparaître une certaine contre-dépendance:

– tout d'abord dans l'intérêt que tu y portes. Pourquoi s'intéresser à des groupes comme Alternative libertaire par exemple ou Lutte ouvrière ? Est-ce dû à ton parcours politique personnel ? Ou bien est-ce le fait d'une déception par rapport à ce qu'on pourrait attendre de ces groupes ? Cela nous laisse perplexes...

Ensuite dans ton utilisation d'un vocabulaire qui ne rompt pas avec celui de ces groupes. Cela révèle de grosses divergences entre nous quant à la perspective générale de l'analyse et aussi quant aux buts. En effet, la presque totalité du personnel politique post-gaulliste est issue des grands corps de l'État et ne peut absolument plus être classée, comme tu le fais, dans la catégorie des «politiciens bourgeois», mais bien dans celle des fonctionnaires du capital. La défaite de de Gaulle contre les menées giscardiennes au moment des premiers efforts de régionalisation est le signe d'un passage de témoin et il ne faut pas oublier le rôle du Général dans la liquidation de la plupart de l'ancien personnel politique pendant l'exercice de son pouvoir. Seul Mitterrand, le «petit Machiavel» est passé au travers, pour revenir au premier plan, non pas en tant que «politicien bourgeois», mais en tant que chef d'État (1).

De la même façon, ta référence acritique à la notion d'impérialisme est d'autant plus mal venue que l'impérialisme français est mort en 1962 et qu'il ne peut resurgir ; pas plus qu'un impérialisme européen que tu énonces et dénonces avant même qu'il n'existe ! Ce retour est encore moins envisageable sous la forme d'un impérialisme de second rang. Mais pour reconnaître cela, il te faudrait abandonner l'idée de l'existence d'un impérialisme principal (sous-entendu américain). Bref, il te faudrait raisonner en dehors de toute problématique impérialiste, ce que tu ne sembles pas prêt à faire. Aujourd'hui où nous sommes entrés dans l'époque de «l'unité guerre-paix (2)» et de la fin de tout impérialisme, la référence nationale n'est plus patriotique, mais culturelle

et patrimoniale (3). A l'échelle géographique de l'Europe, la référence nationale est une référence régionale.

On retrouve cette similitude de vocabulaire avec les groupes que tu critiques, dans la facilité que tu as à leur accorder le qualificatif de «révolutionnaire». Est-ce que ton critère c'est de les croire sur parole, et dans ce cas on comprend que tu sois déçu quand ils cherchent à reformer la Gauche, ou est-ce que tu penses qu'ils font quand même partie de la grande famille diversifiée des révolutionnaires ? Dans les deux cas, tu reproduis une position avant-gardiste critiquable et intenable. Aujourd'hui, toute critique d'une perspective partidaire de la révolution, inclut, ipso facto, la critique de la conception du révolutionnaire «professionnel», militant séparé de la classe ou des autres individus, comme on le voudra car ce n'est pas ici le problème. Or, on ne rencontre nulle part chez toi ce type de critique des néo-partis d'avant-garde.

Mais revenons-en au fond. Les remarques sur la «fierté nationale» des révolutionnaires français, fierté qui s'appuierait sur les écrits de Marx quant à la force politique du mouvement ouvrier français, ne sont plus, d'après toi, valables. Ce n'est qu'une affirmation, qu'il te faudrait étayer sérieusement.

Le fait que la France ait été le pays des révolutions a fortement imprégné toutes les couches de la population et fonctionne comme référence. Certes, cela n'est une garantie contre rien comme a pu le montrer l'épisode vichyste, mais tu sais très bien que cela joue encore un rôle à travers l'universalisme réel et non pas mythique qu'expriment un certain nombre de principes qu'on ne retrouve pas affirmés avec autant de force et de constance dans d'autres pays d'Europe ; principes que, toi, comme nous, nous défendons. On peut d'ailleurs faire ici une référence précise à cette sorte «d'égaliberté» prônée par Babeuf et qui produit encore une grande résonance dans les esprits comme au sein des conflits sociaux récents. Toute la polémique autour du «voile islamique» relève de la même spécificité à aborder les sujets en termes politiques plutôt qu'en termes sociaux et culturels. C'est patent quand on regarde la différence d'approche en Angleterre sur cette question.

Relever le caractère universaliste, à divers degrés, des révolutions qui se sont produites en France ne conduit pas forcément à en faire une essence nationale. Or c'est ce que tu subodores dans toute référence historique à un événement politique géographiquement situé !

Ton texte semble souvent une réaction plus affective que réfléchie dans laquelle tu mélanges des à peu près (cf. les amalgames entre l'idéologie républicaine et laïque d'un côté et le mouvement altermondialiste qui est si peu laïc que Tariq Ramadan est un de ses héros !) et une méconnaissance de l'extrême gauche française qui, pour la plus grande part, ne fait jamais référence à la Résistance. C'est le cas des anars en particulier, mais aussi des trotskystes les plus conséquents et ne parlons pas de la mouvance altermondialiste/tiers-mondiste, muette sur cette question. Les seuls à y avoir fait ou-

vertement référence sont les anciens maos dont une partie est aujourd'hui dans l'establishment politique et s'avère fervente partisane du ...oui ! (4) Par contre, ce qui est bien commun à tous ces groupes, c'est une pratique souterraine au quotidien, de culpabilisation anti-française assez agressive. Cela explique en partie leurs positions plus que gênées sur le voile, leur soutien à l'appel des «Indigènes de la République», etc.

A partir du moment où tu t'engages dans cette voie, tu analyses tout en termes de chauvinisme —voire même de xénophobie. Ainsi, tu sembles aussi furieux que les journalistes du journal *Le Monde* au sujet du fameux «plomber polonais». Mais les ouvriers suédois qui ont réagi à la venue d'ouvriers «sauvages» des pays baltes sont-ils français ? chauvins ? xénophobes ? ou défendent-ils simplement leur niveau minimum de salaire et en conséquence cela n'a rien à voir avec une question de nationalité ? Il y a d'ailleurs fort à parier que n'importe quel travailleur immigré en France depuis une date plus ancienne aurait la même réaction que le travailleur «français».

Avec le symbole du plombier polonais (pur produit médiatique dont, comme tu le dis, la quantité est infinitésimale), on est loin des émeutes anti-italiennes d'Aigues-Mortes (5) au début du XX^e siècle.

Un mot sur l'internationalisme

L'internationalisme prolétarien, qui n'a malheureusement été que rarement effectif et productif à l'époque des classes ouvrières combattantes, des luttes de classes et du prolétariat-sujet, est aujourd'hui hors de propos. Tu en as quelque part conscience quand tu accuses l'extrême gauche du «Non» de ne pas avoir tenté un rapprochement avec les forces révolutionnaires des autres pays de l'Union européenne. Tu n'envisages donc cet internationalisme aujourd'hui, que comme un internationalisme de mini-organisations politiques, un internationalisme croupion mais européen. Ce faisant, tu ne touches pas ici le point essentiel. Ta critique du souverainisme devrait pourtant te porter à entrevoir l'ambiguïté de la notion d'internationalisme dans la mesure où elle cherche encore à s'appuyer sur l'existence d'un État-nation. Dans ce slogan, jadis, le programme prolétarien dévoilait à la fois son lien et son antagonisme avec la révolution bourgeoise et nationale. Il s'agissait, pour lui, d'affirmer sa particularité de prolétariat situé dans un État-nation qu'il combattait. Mais l'internationalisme n'est plus une possibilité dans la société capitalisée parce que :

– le capital n'est plus structuré essentiellement à partir d'une base nationale, aussi bien à son pôle capital (économie en réseau, investissements directs à l'étranger, multinationalisation et délocalisations) qu'à son pôle travail (dans un pays d'immigration traditionnelle comme la France, la force de travail n'a plus rien de nationale au sens de nationalité, même si elle continue à percevoir les transformations de ses conditions à partir d'un ancrage national, du point de vue du droit du travail et des acquis sociaux) ;

– et qu'il ne peut plus affirmer une quelconque positivité ou identité au

sein de la société capitalisée.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas un fil historique entre universalisme et internationalisme. En fait chacun des termes renvoie à l'autre, le précède historiquement et l'engendre. L'universalisme des Lumières anticipe la révolution à titre humain que la bourgeoisie se chargera de circonscrire à la conquête de la liberté individuelle et de la propriété privée, valeurs que l'internationalisme prolétarien traduira en termes de classe. En effet, si la bourgeoisie pouvait encore conserver le terme d'universalisme dans la mesure où elle faisait coïncider idéologiquement sa position de classe avec la position de tous les individus libres – d'où le fait que tu emploies le terme de «mythe universaliste» dans ton article – ce n'est plus possible pour le prolétariat qui doit affirmer sa position contre les autres classes, dénoncer tout universalisme comme bourgeois. Cette vision perce aussi dans ton article. Or aujourd'hui, quand il s'agit d'agir en termes de révolution à titre humain et non plus à titre simplement prolétarien comme à l'époque où la classe pouvait encore s'affirmer, c'est à nouveau l'universalisme qui doit servir de référence essentielle.

L'un des défis contemporains du capital à travers la dynamique de globalisation c'est d'imposer au sein de sa société, la «société capitalisée», un multiculturalisme qui soit l'exact pendant de la multiplicité des flux qui circulent au sein de ce qu'on continue à appeler encore «l'économie». Ce multiculturalisme demande la reconnaissance de tous les particularismes comme constitutifs d'un nouveau modèle universel procédant par combinatoires et qui prend le contre-pied de celui que tu dénonces tant et qui est issu des Lumières. Si ce modèle est puissant, c'est qu'il englobe les particularismes, les identités, les cultures, les langues, les valeurs, etc. Sa capacité opératoire réside dans cette puissance de combinaison, d'amalgame de particularités homogénéisées, abstraisées, de sorte qu'il ne s'agit en rien d'un dépassement (lequel déboucherait lui sur des singularités) mais d'une positivité absolue, totalisée, dont l'emblème est le réseau mondial informatique.

Il faut bien reconnaître que les États-Unis semblaient au plus proche de cette caractérisation avant que la «révolution néoconservatrice» ne vienne brouiller la question (6). Face à ce «modèle paradoxal (7)», la France exprime encore un peu dans son vieil universalisme (8) républicain, une tendance forte à la communauté humaine. C'est ce qui la pose de façon très ambiguë, on te l'accorde, en contre-modèle.

Temps critiques, juin 2005

Notes

1. En tant que chef d'État... gaullien, c'est-à-dire le chef d'un État de type interclassiste (le vote ouvrier pour le gaullisme fut une réalité) qui s'était débarrassé de l'ancien personnel politique représentant les intérêts de la bourgeoisie patrimoniale liée à la première industrialisation.

2. Cf. «L'unité guerre-paix dans le processus de totalisation du capital», *Temps critiques*, hors série, septembre 2003 ; texte également publié dans *Violences et globalisation*, L'Harmattan, 2004.

3. Par exemple les vignerons du Languedoc-Roussillon cherchent à défendre leurs vins et les vins français, mais ils chient sur Airbus et les trusts pharmaceutiques, ces «gloires» de l'industrie «française».

4. De là d'ailleurs proviendront les accusations proférées par les staliniens contre les «hitléros-trotskistes», pendant la période 1937-1945.

5. Tes attaques systématiques contre le «Non» d'extrême gauche auraient mérité quelques précisions sur ta position quant au «Oui». Tu restes muet sur ce point, mais si le «Non» est impérialiste, pour toi, alors qu'est le «Oui» ? Une autre alternative impérialiste ? Un progressisme qui hâte le jour de la révolution mondiale parce qu'il participe de la destruction de la forme État-nation ? On n'en saura rien...

6. Cf. CUBERO J.-R., *Nationalistes et étrangers : le massacre d'Aigues-Mortes*, PUF, 1995 ; voir aussi, BARNABA E., *Le sang des marais : Aigues-Mortes, 17 août 1893, une tragédie de l'immigration italienne*, Via Valeriano, 1993.

7. De la même façon qu'on peut s'étonner que la critique du capitalisme laisse de plus en plus de place à la critique du néo-libéralisme, on s'étonnera que l'anti-américanisme le plus courant vise davantage cette révolution conservatrice que la combinatoire multiculturaliste.

8. Et accessoirement, nous n'avons pas fait l'achat des cartes d'électeurs au marché noir, à la dernière minute, pour participer à cette «grande manifestation de la colère populaire»...

Réponse à Temps critiques

Malentendus et désaccords

Chers amis,

Je vous remercie de vos critiques. Il m'est impossible de traiter en détail tous les points que vous abordez, aussi n'en choisirai-je que quelques-uns.

«Pourquoi s'intéresser à des groupes comme Alternative libertaire par exemple ou Lutte ouvrière ?» écrivez-vous pour ensuite critiquer l'«utilisation d'un vocabulaire qui ne rompt pas avec celui de ces groupes» et une «contre-dépendance» par rapport à eux ; marquer votre désaccord avec l'étiquette de «révolutionnaire» que ce texte leur attribuerait avec une trop grande «facilité» ; dénoncer une «méconnaissance de l'extrême gauche française qui, pour la plus grande part, ne fait jamais référence à la Résistance» ; et me demander de me situer par rapport à «la conception du révolutionnaire "professionnel", militant séparé de la classe ou des autres individus».

«Rompre» ?

Tout individu a un passé politique, passé qu'il a plus ou moins bien digéré, y compris au niveau du vocabulaire, ou avec lequel il a (ou croit avoir) radicalement «rompu» – ce qui n'est pas mon cas, du moins si vous entendez par là «jeter le bébé avec l'eau du bain».

Il me semble cependant un peu vain de reprocher à son interlocuteur de n'avoir pas le même passé que vous, ou de ne pas en avoir tiré les mêmes leçons. Derrière cette idée de la «rupture» définitive, je sens poindre l'illusion de détenir la Vérité, qui serait préservée, elle, de toute d'une «contre-dépendance», réelle ou supposée.

Si j'en crois vos écrits, vous avez un passé politique (et sans doute plusieurs, puisque vous êtes un collectif) dont on décèle les traces dans vos textes. Vous avez, comme la plupart des individus ayant pas mal bourlingué, conservé une partie des idées de votre jeunesse, et une part du vocabulaire des groupes ou des penseurs qui vous ont influencés, en y ajoutant une dose d'idées nouvelles, ou qui contrastent fortement avec les précédentes.

Cela vous permet, par exemple, de considérer que certaines analyses marxistes des classes, de l'État, du capitalisme, de l'impérialisme et du rôle historique du prolétariat étaient valables jusqu'à une certaine époque et que maintenant elles ne le seraient plus. Mais vous n'avez pas poussé le désir de «rompre» jusqu'à appliquer ce type de critique aux écrits de Marx et à son époque. Vous avez choisi de vous arrêter à mi-chemin dans votre «révision

critique» du marxisme en préservant une partie de votre héritage antérieur. De votre passé, vous ne faites qu'en partie table rase, vous aussi.

Comprenons-nous bien. Le choix de certains concepts ou de certaines explications idéologiques n'est pas neutre, bien sûr, mais, vu les différences de terminologie entre militants venant de différents courants, ayant des expériences politiques variées, dans des pays divers, n'est-il pas plus important de cerner quels sont les véritables désaccords politiques que de s'empailler sur des termes qui nous sont chers, pour de bonnes ou de mauvaises raisons ?

Si l'on veut qu'un débat soit fructueux, il faut admettre l'existence de traditions opposées qui expriment les mêmes idées avec des mots différents. Sinon, le débat se résume à un rapport de forces: «Parle et écris comme moi, sinon tu n'es pas des nôtres», ou «Tu n'as pas fait le même bilan que moi, donc tu es dans l'erreur», tels sont les messages subliminaux que l'on perçoit dans beaucoup d'échanges. Pas étonnant que l'on aboutisse le plus souvent à des monologues d'autosatisfaction.

C'est la raison pour laquelle la revue *Ni patrie ni frontières* a publié des textes souvent jugés «hétéroclites» ou d'«intérêt inégal» par ses critiques (1). L'objectif était de montrer, ou au moins de faire sentir (mais apparemment le message n'est pas bien passé auprès de *Temps critiques* ou d'autres camarades), des proximités politiques qui allaient au-delà d'un vocabulaire commun ou d'une appartenance partidulaire identique, proximités qui sont généralement les seules dignes d'intérêt aux yeux des militants.

Si l'on prend par exemple le numéro de *Ni patrie ni frontières* sur le sionisme et l'antisionisme, il est évident qu'il n'y a, à priori, rien de commun entre les trotskystes de l'AWL, groupe dogmatique et «droitier» sur de nombreuses questions, et des anarchistes américains appartenant à un Comité de soutien à la Palestine. Mais, si l'on prend la peine de lire, sans lunettes sectaires, «De Trotsky au trotskysme des imbéciles», d'un côté, et, de l'autre, «Quelques suggestions pour renforcer le mouvement de solidarité avec la Palestine», on s'apercevra que les deux textes convergent sur un certain nombre de points. Ce sont justement ce type de convergences qui sont les plus fécondes, car elles pointent vers de nouvelles façons d'envisager la théorie et l'action «révolutionnaires».

Il est exact que mon «vocabulaire», hérité d'un long passage dans des groupes trotskistes ou trotskisans dans les années 60 et 70, et sans doute aussi certaines idées défendues par les quelques personnes qui écrivent à titre individuel dans *Ni patrie ni frontières*, sont en partie inadéquates pour appréhender la réalité actuelle, voire qu'ils révèlent l'existence de «graves divergences politiques» avec votre revue.

Vous donnez de ces «graves divergences» deux exemples. Le premier relève du pinaillage: la différence que vous établissez entre «politiciens bourgeois» et «fonctionnaires du Capital» m'est bien connue depuis au moins trente ans – et c'est justement l'un des éléments qui m'ont à l'époque amené à

«rompre» avec le trotskysme, courant pour lequel le capitalisme se réduit à la propriété privée des moyens de production. Vous employez ici un procédé polémique qui consiste à partir d'une différence de vocabulaire pour en induire une divergence fondamentale, afin de bien creuser le fossé avec votre interlocuteur, et de le sommer de se rallier à votre position. Le second exemple de divergence est plus convaincant: selon vous, il n'existerait plus d'impérialisme, ni français ni américain ni d'aucun «État-nation» car ceux-ci seraient en train de disparaître.

Impérialisme ou fonctionnement en réseaux ?

Je n'ai pas étudié suffisamment le sujet pour adopter les yeux fermés vos thèses – vous m'en excuserez. Mais je crois que vous posez de bonnes questions, que vous avez souvent le souci de vous dégager de la langue de bois et des pseudo-analyses répétitives de l'extrême gauche ou des libertaires, même si je ne suis pas convaincu par vos réponses.

Pour le moment, je fonctionne donc avec de vieux concepts et de vieilles analyses. Cette démarche me semble plus honnête que d'adopter vos positions sans les avoir assimilées. Là aussi, on trouve une situation classique dans les discussions politiques: dans un premier temps, on considère que son interlocuteur est naïf, ignorant ou incohérent (voire les trois à la fois !), puisqu'il ne partage pas vos positions ; puis, dans un second temps, on perd patience en le sommant d'adopter votre analyse. Total: aucun dialogue fructueux et à long terme, ouvrant la porte à une évolution des deux interlocuteurs, n'est possible.

J'avoue avoir du mal à comprendre ce que vous appelez le «fonctionnement en réseau» du Capital moderne. L'intervention américaine en Irak ou la chape de plomb que fait peser l'armée française sur toute une série de pays africains, pour ne citer que deux exemples assez frappants, ne me semblent pas cadrer avec un «fonctionnement en réseau» où les structures fondamentales des États nationaux seraient en perte de vitesse et l'impérialisme (ou les impérialismes) en voie de disparition. Mais je ne désespère pas d'arriver à bien saisir votre perception de la réalité actuelle du capital et de l'État et peut-être vous donner un jour mon point de vue à ce sujet.

En tout cas, au niveau des conséquences politiques, et d'un point de vue militant, ce qui me semble le plus important, il n'y a aucun lien automatique entre le fait d'utiliser encore le concept d'impérialisme (qui selon vous n'est plus opératoire) et l'anti-américanisme ou l'antilibéralisme à tendances chauvines. Et si vous me faites ce procès, vous vous trompez de cible.

«Méconnaissance de l'extrême gauche» et Résistance

Vous dites que les «trotskystes les plus conséquents» (en fait uniquement Lutte ouvrière, donc ni le PT, ni la LCR ni les autres groupes trotskystes plus petits) seraient vaccinés contre le poison nationaliste de la Résistance. Pour LO, je n'en doute pas, quant aux autres, vous me permettrez d'en douter.

C'est bien mal connaître l'histoire du mouvement trotskyste français et international que de croire qu'il se serait livré à une solide critique de la Résis-

tance, en tout cas sur les mêmes bases que celles des «internationalistes du troisième camp», pour reprendre le titre du trop bref opuscule de Pierre Lanerret sur le sujet.

Sans doute ignorez-vous que le PCI (qui rassembla après la Libération presque tous les trotskystes français à l'exception du minuscule groupe Barta, lointain ancêtre revendiqué par Lutte ouvrière) édita une brochure après guerre pour expliquer que, s'il n'était pas le «parti des fusillés» comme le PCF, il avait lui aussi un passé de résistant ? Sans doute ignorez-vous que les errements chauvins de certains groupes furent passés sous silence et qu'aucun bilan n'en fut tiré pour faciliter l'unification de tous les courants de l'époque ? Sans doute ignorez-vous les débats très vifs au sein du mouvement trotskyste international pendant et au sortir de la Seconde Guerre mondiale, autour de la question nationale en Europe ? Sans doute avez-vous oublié la cour éhontée que fit la LCR à Charles Tillon, ministre de l'Air pendant les massacres de Sétif, lorsque ce stalinien mal repenté présida le Secours Rouge dans les années 70 ? Sans doute ignorez-vous que, encore il y a deux ans, lors d'une université d'été de la LCR, une affiche critique vis-à-vis de la Résistance rédigée par une de ses tendances, fut immédiatement arrachée ? Sans doute n'avez-vous pas pris connaissance du numéro de la revue *Dissidences*, publication animée par des historiens trotskystes ou trotskysants, sur les «trotskystes et la Seconde Guerre mondiale» ? Comme je leur écrivais :

«En ce qui concerne la position de la majorité des groupes trotskystes par rapport à la Résistance, il me semble que vos articles sont très complaisants et vos rares citations soigneusement choisies pour minimiser le problème. Depuis la Commune de Paris, on sait qu'il existe une tradition patriotique d'extrême gauche, cela n'a rien de vraiment nouveau, il suffit de lire Jules Vallès, par exemple. Je trouve dommage que vous n'évoquiez pas cette continuité, non pas pour la stigmatiser ou la condamner automatiquement (si vos rédacteurs partagent cette position, libre à eux), mais au moins pour montrer l'écart qui sépare les positions de principe du groupe Barta (ou de la gauche communiste italienne) de celles des autres groupes.

«Cet écart n'est pas simplement dû à des divergences secondaires, aux réflexes sectaires d'une dizaine de militants. Il traduit une profonde divergence politique que vous passez allégrement sous la table. Et cette divergence politique a des effets encore aujourd'hui, puisque les descendants supposés de Barta (LO) sont régulièrement accusés d'être des collabos déguisés, tout ça parce qu'ils se sont refusés (et se refusent) encore à voir la moindre potentialité révolutionnaire dans la Résistance.

«Et je n'ai aucune tendresse particulière pour les écrits de Barta qui voyait dans la progression militaire de l'Armée rouge une avancée pour la révolution socialiste mondiale («La stratégie communiste a pour tâche de coordonner la lutte de l'Armée rouge avec le développement de la lutte de classes dans les pays capitalistes» – 30 juin 1941 – «L'avance soviétique rapproche l'heure de

la révolution socialiste en Europe»– 20 janvier 1943 – «Les victoires de l'Armée rouge seront la victoire du socialisme si les ouvriers des pays capitalistes d'Europe accomplissent la révolution prolétarienne» –28 février 1943). On peut difficilement imaginer une position plus dangereuse pour les ouvriers d'Europe de l'Est – et de l'Ouest – que celle de Barta. D'autre part, en ce qui concerne la France, il est évident que si l'organisation de Barta avait eu quelques centaines de militants, ils auraient été obligés de se poser la question de la lutte armée, des alliances tactiques éventuelles avec les FTP. Et cela n'est jamais évoqué dans les textes de l'UC puis de LO sur la question.»

Aucun d'entre vous n'a sans doute jamais milité longtemps dans une organisation trotskyste, ni ne suit les débats internes ou publics entre ces tendances. Vous en êtes pardonné, à chacun sa croix !

Pourtant vous devriez au moins savoir que ces groupes (LO, la LCR et le PT) qui sont aujourd'hui dominants dans l'extrême gauche en France ont été complètement modelés par des gens qui ont connu la période de la Résistance et formé leurs successeurs à leur image: pour ne prendre que quelques noms, intéressez-vous à l'histoire de Robert Barcia dit Hardy (LO), à celle de Pierre Boussel dit Lambert (PT) ou à celle de Pierre Frank, aujourd'hui décédé (LCR), et vous constaterez que la référence à la Résistance est essentielle pour comprendre à la fois le fonctionnement de ces groupes, aujourd'hui, et leur politique, notamment par rapport à la question nationale, à l'Europe, etc.

Que la référence à la Résistance ne soit pas explicite dans leurs publications ne signifie pas qu'elle ne fasse pas partie du patrimoine politique de ces groupes et de leurs plus jeunes militants. Il est d'ailleurs à noter que dans plusieurs débats sur le soutien à la prétendue «Résistance» irakienne actuelle, il a été fait allusion à des comparaisons avec la Résistance française, y compris dans la presse trotskyste anglosaxonne – mais sans doute ne vous intéresse-t-elle pas.

Vous dites que le mouvement altermondialiste ne serait pas marqué par la Résistance et que seuls quelques maos des années 60 et 70 auraient colporté le mythe de la Résistance (les «mao spontex» de la Gauche prolétarienne et les «mao-staliniens» étaient quand même largement majoritaires à l'époque dans l'extrême gauche, vous l'avez oublié, et ils ont efficacement poursuivi leur décervelage chauvino-stalinien pendant une bonne quinzaine d'années ; d'ailleurs on retrouve une minorité d'entre eux... à la CNT-Vignoles).

Lorsqu'on voit le nombre d'anciens maos et d'anciens staliniens qui militent à ATTAC et dans toutes les associations liées aux luttes dans le «tiers monde» et y occupent des postes de petits cadres, on se demande bien d'où a pu vous venir cette idée baroque.

La nature a horreur du vide et, s'il y a bien une référence politique qui fasse la quasi-unanimité à gauche et à l'extrême gauche, c'est bien celle de la Résistance [Comme en témoignent depuis quelque temps les références de plus en plus fréquentes au programme de collaboration de classes du Conseil na-

tional de la Résistance, janvier 2011].

Pour comprendre un courant ou une situation politique, il faut tenir compte de l'explicite et de l'implicite.

Si l'on prend le cas des États-Unis, on ne peut s'expliquer pourquoi la vente et la possession d'armes y sont aussi libres et pourquoi il existe des milices d'extrême droite très actives dans ce pays, si l'on ne connaît pas les conditions dans lesquelles s'est déroulée la Guerre d'indépendance et la mythologie qui en est née... il y a trois siècles.

Dans votre texte, vous soulignez avec raison la prégnance de l'universalisme du XVIII^e siècle, des révolutions des XVIII^e et XIX^e siècles et de la laïcité depuis le début du XX^e siècle. Mais curieusement vous semblez considérer que la Résistance, qui s'est déroulée à une période beaucoup plus récente de l'Histoire, et a marqué plusieurs générations, aurait moins marqué la société française.

Pourtant, elle continue à influencer la vision politique des militants français actuels, même si elle n'est pas mentionnée tous les jours dans leurs discours.

D'autant plus que, par sa proximité chronologique, c'est la seule lutte armée sur le territoire «national» qui puisse encore être parlante pour des jeunes dont le grand-père, la grand-mère ou un ami de leurs grands-parents «a fait» la Résistance. D'ailleurs les groupes terroristes d'extrême gauche, type Action directe, ne se sont jamais livrés à la critique du nationalisme de la Résistance (ni du stalinisme, idéologie fondamentalement chauvine sous toutes les latitudes).

Enfin, au niveau du langage quotidien de la propagande d'extrême gauche, la nazification constante de tous les adversaires politiques (du «CRS-SS» de 1968 au «Sharon=Hitler» d'aujourd'hui) et la référence constante au «pétainisme» quand ce n'est pas à la «fascisation» dans les critiques adressées aux politiciens ou aux idéologues de droite montrent bien que l'on n'a toujours pas dépassé l'horizon politique de cette époque, avec toutes les implications nationalistes qu'elle suppose. Face aux «nouveaux Hitler», à la «fascisation rampante» et au «pétainisme», quel est le mouvement le plus solidement porteur de valeurs – dans le cadre bourgeois – sinon la Résistance ?

L'étiquette de «révolutionnaire»

Si un jour se produit une révolution socialiste (et il faut espérer qu'elle se déclenche dans plusieurs pays à la fois, sinon elle sera vouée à l'échec), on trouvera dans la bagarre à nos côtés toutes sortes d'hommes et de femmes qui ont été ou seront dans des groupes ou des partis qui se disent aujourd'hui, ou se diront demain, «révolutionnaires».

Autant au XIX^e ou au XX^e siècle le terme de «révolutionnaire» avait encore un sens, autant aujourd'hui ce mot n'en a plus aucun: ni vous ni moi n'avez participé les armes à la main à la moindre révolution ni en France ni dans quelque pays du monde que ce soit. A moins que l'un de vous ait pris les armes aux côtés des castristes ou des sandinistes (révolutions bourgeoises) ou

participé à la révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956, ni vous ni moi ne méritons cette étiquette. Pas plus d'ailleurs qu'Arlette Laguiller, Alain Krivine ou n'importe quel militant d'un groupe trotskyste ou anarchiste actuel (la plupart des anarchistes qui ont participé à la Révolution espagnole sont morts, et en tout cas ce ne sont pas eux qui dirigent, pardon «animent», actuellement les organisations anarchistes ; de plus les anarchistes espagnols ont pour la plupart soutenu, les armes à la main, un régime... républicain bourgeois contre Franco).

Ce n'est donc pas dans le sens concret et précis de «révolutionnaire» que j'emploie ce mot. Il s'agit d'une référence au seul discours, à la lutte pour une société sans classes et sans État, but final en principe commun à tous les anarchistes et courants d'extrême gauche ou d'ultra gauche. Ce mot désigne aussi plus largement un objectif (la révolution), qui nous est commun et qui devrait nous permettre de débattre sans ménagement et éventuellement de mener des actions ensemble contre la bourgeoisie – pardon, le Capital.

Dans un bon documentaire (*Banlieue rouge* de Daniel Kupferstein) sur la cellule Pablo-Picasso du PCF, plusieurs militants qui ruent dans les brancards et occupent des postes au conseil municipal d'Ivry se disent «communistes» et «révolutionnaires». J'ignore s'ils sont sincères, mais si j'avais l'occasion de les rencontrer, j'essaierais de discuter de leurs contradictions (dont certains d'entre eux sont d'ailleurs parfaitement conscients, si l'on en croit ce film). Mais on ne peut mettre un trait d'égalité entre le bilan historique du PCF depuis 1920 (son soutien sans faille et récurrent à certaines fractions de la bourgeoisie, ou du Capital, sa participation à la gestion de l'État bourgeois au niveau local comme national, son soutien au «capitalisme d'État» dans les pays dits socialistes, etc.) avec le bilan de LO, de la LCR ou d'Alternative libertaire, même si l'on est en désaccord total avec ces organisations.

Ce n'est pas simplement par souci de ne pas être isolé, de trouver des interlocuteurs, c'est aussi tout simplement que leurs «trahisons» (ou plus exactement leurs responsabilités historiques) ne sont pas à la même échelle... jusqu'ici, en dehors du Brésil où un ministre appartenant à la même «Quatrième Internationale» que la LCR se trouve au gouvernement et gère la «réforme agraire» contre les paysans.

Sur le fond, la divergence entre nous se situe sans doute ailleurs, et c'est d'ailleurs une caractéristique de la mouvance «ultraradicale» dans laquelle vous vous situez: pour vous, les militants des organisations d'extrême gauche ou libertaires sont quantité négligeable, ce qui compte ce sont les prolétaires (ou plutôt, pour *Temps critiques*, les «individus») révoltés en dehors de ces groupes. Pourtant, c'est un faux débat d'opposer les uns aux autres, comme s'il existait un fossé infranchissable entre les deux. Dans les périodes de montée des luttes, les «inorganisés» se regroupent soit dans des organisations politiques, soit dans des comités divers (tels les comités d'action en 1968), et le langage des groupes révolutionnaires se radicalise suffisamment pour attirer

une proportion significative d'«inorganisés» demeurés jusque-là farouchement «apartidaires». Ces groupes, ou des fractions de ces groupes, sont susceptibles d'évoluer de façon significative, y compris dans le bon sens. Et c'est notre responsabilité de nous adresser, entre autres, aux éléments les plus critiques de ces groupes, et ce sans la moindre illusion. Il ne s'agit pas d'«*une déception par rapport à ce qu'on pourrait attendre de ces groupes*», comme vous l'écrivez ; ni «*de les croire sur parole*», ni de se bercer d'illusions sur une hypothétique «*grande famille diversifiée des révolutionnaires*» mais tout simplement de pédagogie.

Des «révolutionnaires professionnels»

Vous me reprochez de ne pas critiquer la notion du «*révolutionnaire professionnel séparé de la classe ou des autres individus*». Je n'approuve pas la conception théorique que vous dénoncez (conception qui a elle-même évolué après *Que faire*, Lénine, ayant comme à son habitude, «tordu le bâton» dans un sens pour le retordre dans l'autre, et ce à plusieurs reprises) et surtout la caricature qui a été mise en pratique par les divers partisans du «léninisme» après la victoire de la révolution russe (avant 1917, la fraction bolchevique du Parti ouvrier social-démocrate de Russie n'avait pas grand-chose à voir avec le monstre bureaucratique qu'elle est devenue une fois parvenue au pouvoir). Sur ce point, nous serons peut-être d'accord.

Par contre, si vous me demandez de mépriser ceux qui partagent ces conceptions, de Lénine à Krivine, pour caricaturer, je ne vous suivrai pas sur ce terrain. J'emploie à dessein le mot de «mépris», car c'est ce que j'ai pu observer chez de nombreux «ultraradicaux» antiléninistes.

Tout d'abord, ils prennent trop au sérieux le portrait que les militants des groupes trotskystes ou léninistes dressent d'eux-mêmes, et la légende qu'ils tissent dans leurs écrits. Même s'ils se présentent comme des «révolutionnaires professionnels», ce sont aussi des êtres humains ayant une «vie privée», qui n'est pas entièrement contrôlée par leur organisation – heureusement pour eux, d'ailleurs, sinon ils ne tiendraient pas si longtemps au sein ou à la périphérie de ces groupes.

Certains n'ont aucune vie sociale en dehors de leur organisation politique, mais ce n'est pas le cas de la majorité d'entre eux, surtout quand il s'agit de prolétaires. Certains, je dirai même beaucoup, ont des œillères et sont dogmatiques... mais ce trait psychologique et politique n'est pas – hélas ! – une particularité «léniniste».

Certains font parfois passer les intérêts de leur organisation avant les intérêts des travailleurs en lutte, mais pour le moment cela se déroule à une échelle très limitée, et surtout les autres courants politiques qui les critiquent n'ont pas absolument pas fait leurs preuves.

Il existe d'ailleurs aussi de nombreux radicaux antiléninistes complètement coupés des réalités de «la classe», voire n'ayant aucun milieu social réel. Ils

méprisent tellement le travail syndical, les revendications immédiates et le salariat qu'ils sont incapables de s'intéresser aux problèmes quotidiens de leurs collègues et ne se passionnent que pour les grands débats théoriques sur la différence entre la «soumission réelle» et la «soumission formelle» au Capital.

Ils sont tellement convaincus de posséder la Vérité qu'ils attendent que «les prolétaires» aliénés en arrivent aux mêmes conclusions qu'eux. Pas étonnant que ces groupes restent toujours microscopiques et que leur influence demeure nulle.

D'autres ultradicaux, plutôt libertaires ou conseillistes ceux-là, considèrent que diffuser un tract est déjà un acte «autoritaire», une violation de la liberté de penser des exploités. Créer une organisation politique, ce serait créer un embryon de bureaucratie. Le maximum qu'ils s'autorisent c'est à servir de porte-voix, de caisse de résonance, d'«agent de liaison» entre différentes entreprises, quand il y a des luttes. Ce sont, comme on le disait méchamment dans les années 60, des «commentateurs de la lutte des classes».

La sincérité, le dévouement, la passion révolutionnaire des uns et des autres ne sont pas en cause. Mais quelle peut être l'efficacité de telles attitudes sur le long terme, en quoi prépare-t-elle l'avènement d'une révolution socialiste mondiale ou du communisme ?

Les quelques lignes ci-dessus dressent, bien sûr, une caricature de ces milieux ultradicaux, mais mon propos était de montrer que l'antiléninisme, en soi, n'offre aucune garantie.

Enfin, tout dépend de ce que l'on vise en critiquant l'idéologie du «révolutionnaire professionnel»: est-ce le fait que ses partisans sont des hommes et des femmes passionnés de politique et prêts à user leur santé et éventuellement à risquer leur peau pour la cause de la révolution ? ou est-ce le fait que parmi eux on trouve des individus au tempérament de bureaucrates voire des micro-bureaucraties ?

S'il existe un désaccord entre nous sur ces questions, ce serait plutôt que je pense qu'il faut que se créent des organisations politiques et donc, à terme, des Partis révolutionnaires. (D'ailleurs cela ne devrait pas être un scoop pour vous cf. «Un parti anticapitaliste» dans le n° 1 de *Ni patrie ni frontières*.) J'ignore comment éviter qu'ils se transforment en avant-gardes qui se substitueront aux exploités, mais je ne vois pas comment on pourrait se passer de partis dans la lutte pour le communisme.

Laïques et altermondialistes ?

Selon vous, j'amalgamerais «*l'idéologie républicaine et laïque*» avec «*le mouvement altermondialiste qui est si peu laïc que Tariq Ramadan est un de ses héros*». Là encore, vous inventez des divergences là où il n'y en a pas. Je vous renvoie donc au numéro 10 de *Ni patrie ni frontières* sur la laïcité et la religion ; et, pour ce qui concerne Ramadan, à «40 reasons why Tariq Ramadan is a reactionary bigot» («40 raisons pour lesquelles Tariq Ramadan est un bigot réactionnaire») en anglais sur le site mondialisme.org).

Ce texte décortique plusieurs livres de l'idéologue musulman et a notamment servi à des camarades britanniques pour combattre l'influence des islamistes au sein de la NUS, le syndicat étudiant britannique. Par contre, là où il y a peut-être une divergence d'appréciation, c'est dans la possibilité d'un mélange entre citoyennisme, tiers mondisme, apologie de la démocratie participative et sécularisme à l'anglo-saxonne (ce que l'on appelle en France la «laïcité ouverte»).

C'est justement là l'originalité potentielle de Ramadan et de ses potes français (cf. le livre *L'une voilée l'autre pas* et les nombreux textes que l'on trouve sur le site «Les mots sont importants», des Tevanian, Bouamama et consorts) et l'explication des passerelles entre différents courants du mouvement altermondialiste. Mais évidemment si vous croyez qu'il n'y a qu'un seul courant républicain et un seul courant laïque (le vôtre, le pur et dur, universaliste et potentiellement communisateur), pas étonnant que des malentendus s'installent entre nous.

«Internationalisme» ou «universalisme» ?

Vous affirmez que je réduirais la question de l'internationalisme aux liens existant entre «*de mini-organisations politiques*». Cela relève d'un faux procès, même si, je vous l'accorde, «*La triste farce...*» est un texte plutôt négatif, qui ne propose pas grand-chose.

Tout d'abord il est évident que, lorsqu'on s'adresse à des militants d'organisations d'extrême gauche ou libertaires, on leur parle des positions de leurs... groupes et de ce qu'ils ont les moyens de faire immédiatement, avec leurs moyens limités. Et «*La triste farce...*» était au départ un court billet d'humeur provocateur (qui s'est considérablement allongé au fil des jours pour répondre aux critiques) s'adressant à cette frange organisée qui essayait (et essaye encore) de nous faire prendre des défaites pour des victoires, des reculs pour des avancées, et qui surtout alimente des illusions dont l'ampleur est beaucoup plus vaste que le petit milieu d'extrême gauche ou libertaire.

Dans ce texte, je n'ai effectivement pas pu le préciser, mais je suis parfaitement conscient que l'internationalisme prolétarien n'a jusqu'ici guère eu de succès, comme je l'ai d'ailleurs écrit dans *Metamute* (magazine Internet britannique) en juillet dernier:

«L'internationalisme n'est pas un sentiment spontané. Il doit être nourri par une culture politique commune, des discussions, de nombreuses réunions, etc.

Il doit mobiliser l'énergie de gens qui parlent plusieurs langues, de traducteurs et d'interprètes, etc. C'est un processus long et difficile que de communiquer dans plusieurs langues, lorsque les interlocuteurs viennent de cultures politiques différentes, et même s'ils appartiennent au même courant politique. (...) L'internationalisme doit correspondre à une nouvelle vision de l'Europe [et du monde, aurais-je dû ajouter], vision qui devrait rompre avec l'universalisme bourgeois français fondé sur la Déclaration des droits de l'homme, et aussi bien sûr rompre avec l'universalisme bourgeois américain, son ennemi principal à l'échelle mondiale. Tous deux ont de solides racines nationales, même si leurs partisans, dans toutes sortes de pays, pensent qu'ils ont une vision internationaliste, parce qu'ils défendent la conception française ou américaine de la liberté et de la démocratie.

«L'un des objectifs du Traité constitutionnel, fortement influencé par les politiciens français, d'où son nom de "constitution Giscard" (2), était de faire adopter une nouvelle idéologie pour l'impérialisme européen qui tente maintenant d'apparaître sur la scène mondiale et de se donner des structures politiques cohérentes.

«Développer et créer un nouvel internationalisme signifierait que des forces nombreuses et variées acceptent d'agir et de penser en même temps, dans les mêmes termes, dans différentes langues. L'internationalisme n'est pas une collection, un rassemblement de nationalismes de gauche. Il doit être créé avec de nouveaux concepts et moyens intellectuels.

«La Première Internationale est peut-être plus proche de ce dont nous avons besoin aujourd'hui. A l'époque, le processus d'intégration nationale n'avait pas encore atteint le niveau qu'il atteignit durant l'apogée de la Seconde Internationale ; pour les militants de la fin du XIX^e siècle l'internationalisme se définissait avant tout par une profonde empathie pour les valeurs des Lumières, ainsi que la lutte contre toutes les dictatures et les Églises. La Deuxième Internationale a rassemblé des partis aux perspectives purement nationales, comme le montre leur position pratiquement unanime en faveur de la guerre en 1914. Et la Troisième Internationale a été subordonnée au centre russe et à ses intérêts purement étatiques. Nous devons inventer une nouvelle façon de pratiquer l'internationalisme.»

Vous préférez appeler cela «l'universalisme», ou plaider pour un va-et-vient dialectique entre internationalisme et universalisme. Pourquoi pas ? Vous soulevez avec raison les ambiguïtés du terme internationalisme – mais ces ambiguïtés étaient déjà présentes il y a un siècle et demi, du moins si l'on se situe dans la perspective marxiste la plus radicale. Le terme ne me pose aucun problème, mais je ne réduis point la question de l'internationalisme à des liens entre de «mini-organisations politiques», comme vous le prétendez. Si vous vous étiez reporté à *Prol-Position*, bulletin informatique d'information sur les luttes ouvrières, auquel fait référence «La triste farce...» et dont les éditoriaux ont été traduits et publiés sur le site mondialisme.org vous auriez pu lire de

nombreux comptes rendus sur des luttes dans plusieurs pays d'Europe, articles bien éloignés de toute préoccupation groupusculaire...

«Culpabilisation antifranaise» ?

Cette expression sous votre plume est pour le moins curieuse. Je comprends que la «culpabilisation» vous dérange, à cause de sa dimension manipulatrice et moraliste. Sur ce point nous sommes d'accord. Mais en quoi l'expression d'un sentiment «antifrançais» vous irrite-t-elle ? Vous qui paraissez si pointilleux sur l'usage du vocabulaire, vous reprenez ici une expression fort prisée de nos adversaires politiques.

Dans votre réponse vous dénoncez une «*culpabilisation antifranaise assez agressive*» qui serait le fait des milieux altermondialistes, et vous citez en exemple «l'Appel des indigènes» (sur ce sujet voir «L'essor de l'islam et ses conséquences négatives pour la gauche et l'extrême gauche françaises», dans la compil'n° 2 *Islam, islamisme, islamophobie* parue en 2008).

Je ne crois guère à une véritable «culpabilisation antifranaise» dans des milieux qui se gargarisent sans cesse de la République, du citoyennisme, y compris les fameux «Indigènes», surtout quand ils expliquent en même temps que la France n'a pas été assez reconnaissante avec ses troupes coloniales... On nage en pleine confusion politique, chez ces gens-là, ou plutôt dans un marais d'opportunistes qui surfent sur des problèmes réels, mais dont il est vain d'attendre la moindre cohérence intellectuelle, et surtout la moindre radicalité.

De fait, si les «Indigènes» ont un avenir, ce sera beaucoup plus dans une logique de lobbying pour minorités ethniques qui connaîtra sans doute le même parcours politique que le féminisme (3), ou que ses modèles anglo-saxons. Parti à gauche, voire à l'extrême gauche, ce mouvement finira dans des associations type les «Noirs Bac+5» (qui existent déjà) dont la cause est certes respectable (ils protestent contre les discriminations scandaleuses dont ils sont victimes à l'embauche) mais dont l'objectif (ajouter une touche de couleur dans le camp des exploités) ne peut être le nôtre.

A ma connaissance, il existe en Europe un seul courant prétendument «antinational» important, les Anti-Deutsch en Allemagne (il y en a aussi un en Grèce mais plus faible), mais ce mouvement repose sur la dénonciation de la culpabilité collective du peuple allemand dans les crimes du nazisme. Parti de l'extrême gauche maoïste, il en est arrivé aujourd'hui à soutenir les entreprises militaires d'Israël (par crainte d'être accusé d'antisémitisme) et de l'impérialisme américain – pardon, de la puissance américaine.

Quant à lui, le mouvement altermondialiste est très loin d'une démarche «antinationale», donc «antifrançaise», pour des raisons évidentes: de la Révolution de 1789 à Mai 1968, il a de quoi se gargariser de la supériorité politique française, tout comme vous d'ailleurs, mais pour d'autres raisons, heureusement, en ce qui vous concerne.

Vous affirmez que je confonds un événement qui se produit dans un cadre national avec son caractère automatiquement chauvin, démarche qui serait effectivement stupide. Mon propos était uniquement de relativiser la prétendue exemplarité de la France: depuis la Commune de Paris (et encore ne s'agissait-il pas d'une insurrection vraiment ouvrière et avait-elle une dimension nationaliste), il y a plus de 130 ans, le prolétariat français contrairement à d'autres prolétariats européens n'a plus jamais essayé de détruire l'État bourgeois. Vous semblez considérer que dans les autres pays européens les exploités ne sauraient pas explorer les voies du politique mais seulement celles du syndicalisme, de l'«économisme trade-unioniste» (pour parler comme Lénine) ou du communautarisme. En admettant que cela soit le cas (et c'est inexact, au cours des cent dernières années, pour l'Italie, l'Allemagne, la Hongrie, le Portugal, l'Espagne et... la Russie – j'en oublie sans doute), en quoi cela induit-il une «force» politique quelconque ? Et pourquoi cette supériorité politique serait-elle en quelque sorte éternelle de 1789 à nos jours, sur le seul territoire «français» ?

De plus, autant la force politique d'un prolétariat donné pouvait intéresser un Marx qui privilégiait les révolutions armées et les barricades, autant on ne voit guère en quoi une telle caractéristique serait utile à vos yeux puisque pour vous il n'y a plus ni classes, ni États-nations, ni impérialismes, et que la perspective d'une insurrection armée centralisée vous semble encore plus lointaine qu'elle ne l'était dans les années 20.

Quant à la question du lien entre multiculturalisme (maintes fois critiqué dans *Ni patrie ni frontières* et dans les textes traduits par la revue, cf. par exemple «Les différences culturelles justifient-elles le sexisme ?» de Janine Booth dans ce volume) et chauvinisme, je ne crois pas du tout que ces deux idéologies s'excluent l'une l'autre, comme en témoignent les exemples américain et britannique. Il existe un chauvinisme multiculturel, c'est d'ailleurs une des grandes réussites du système américain que de pousser ses nouveaux citoyens à payer le prix du sang sur les champs de bataille à chaque génération.

«Plombiers polonais»

ou soutien aux luttes de classe dans les PECO ?

Vous me mettez dans le même panier que les journalistes du *Monde* à propos des «plombiers polonais», mais vous oubliez gaillardement de mentionner les analyses parues dans *Prol-Position* qui montrent à quel point les entreprises de l'Ouest européen (allemandes mais aussi françaises) pillent les pays d'Europe de l'Est. Si vous vous étiez intéressés à la démarche des camarades de *Prol-Position* cités dans «La triste farce...» vous auriez découvert que l'objectif était beaucoup plus large: tisser des liens entre les travailleurs de l'Est et de l'Ouest de l'Europe, ne pas laisser les luttes isolées notamment lorsqu'elles se déroulent dans les mêmes multinationales, démasquer la propagande nationaliste de chaque bourgeoisie nationale, etc.

Cela suppose donc de montrer notamment comment les entreprises fran-

çaises qui investissent à l'Est paient des salaires de misère, dégraissent à tour de bras, persécutent les organisations syndicales et font tout pour augmenter la productivité des travailleurs (voir à ce sujet «Pillage des Pays de l'Est... "à la française"» dans le n° 21-22 de *Ni patrie ni frontières*). Cet article écrit en août donne de premiers éléments empiriques qui auraient parfaitement pu être utilisés au cours des discussions autour du TCE).

Chauvinisme ou défense du «niveau minimum de salaire» ?

«Les ouvriers suédois qui ont réagi à la venue d'ouvriers "sauvages" des pays baltes sont-ils français ? chauvins ? xénophobes ? ou défendent-ils simplement leur niveau minimum de salaire ?» écrivez-vous.

Les termes de vos questions sont pour le moins ambigus. Les antagonismes entre prolétaires ne sont pas seulement liés à l'origine ethnique ou nationale, et sont aussi vieux que le capitalisme. Il suffit de lire pour cela l'autobiographie de Martin Nadaud, maçon de la Creuse, qui montre à quel point les Creusois étaient victimes de discriminations dans le bâtiment au XIX^e siècle et de toutes sortes de légendes «racistes». Idem pour les conflits potentiels entre jeunes et vieux, hommes et femmes, individus plus rapides ou plus lents, etc., sur le marché du travail. L'argument réaliste (ou maladroit ?) de la défense du «niveau minimum de salaire» peut justifier toutes les dérives. Je ne vois pas bien ce que ce truisme vient faire dans votre raisonnement «radical».

Mais il y a plus grave. La Suède, tout comme le Danemark, est un pays redoutablement chauvin et xénophobe, et ce bien avant la récente indépendance des pays baltes, comme les ouvriers finlandais peu qualifiés qui travaillent en Suède le savent déjà depuis des dizaines d'années, tout comme les autres immigrés «extra européens» arrivés plus récemment. Chasses à l'homme organisées par des groupes de skinheads et de néo-nazis contre les travailleurs immigrés le samedi soir, plaisanteries racistes, brimades policières sont le lot quotidien des ouvriers ou résidents étrangers «basanés» vivant en Suède. De plus la naturalisation dans ces pays est un processus extrêmement difficile, comme en témoignent les difficultés que rencontrent les Scandinaves eux-mêmes lorsqu'un Danois épouse une Suédoise ou vice versa. Votre exemple est donc particulièrement mal choisi.

«Il y a d'ailleurs fort à parier que n'importe quel travailleur immigré en France depuis une date plus ancienne, aurait la même réaction que le travailleur "français"», écrivez-vous. Effectivement. Mais je ne vois pas pourquoi il ne faudrait pas dénoncer le racisme ou la xénophobie des travailleurs immigrés contre d'autres nationalités ou ethnies. Le texte n'aborde pas ce problème parce que les étrangers ne votaient pas lors des dernières élections sur le TCE, et surtout parce qu'il n'existe aucune organisation immigrée influente qui mènerait une propagande contre les immigrés les plus récents et qui serait massivement reprise par les médias ou les grands partis politiques.

On ne peut confondre des préjugés largement répandus dans toutes les

couches de la population (française ou étrangère) et une idéologie politique telle que le chauvinisme de gauche, «à la française», défendu de façon plus ou moins masquée par des organisations et des syndicats qui osent encore affirmer défendre les intérêts des travailleurs. Il y a un certain continuum entre les préjugés chauvins, racistes ou xénophobes des individus pris isolément et les partis politiques (ou les syndicats) qui s'en servent pour parvenir au pouvoir ou s'y maintenir. Mais il est évident que, dans les conversations individuelles comme dans la propagande, on ne s'adresse pas de la même façon:

- aux individus qui peuvent avoir des paroles maladroites, parfois en contradiction avec leurs actes dans les luttes ou dans la vie quotidienne (4),

- et aux militants et cadres politiques de gauche ou d'extrême gauche qui font flèche de tout bois dans leur propagande, et ignorent les principes de base qu'ils sont censés défendre.

Ne faites-vous pas la différence, par exemple entre un travailleur néerlandais qui se révolterait contre la concurrence des travailleurs illégaux sur le marché du travail et exprimerait des opinions racistes ou xénophobes dans une conversation au boulot ou au bistrot, et un syndicat néerlandais qui mettrait à la disposition du public un numéro vert pour dénoncer les illégaux – comme c'est le cas aux Pays-Bas ? Dans le premier cas, vous essayeriez de discuter avec ce travailleur, dans le second cas, vous dénoncieriez le syndicat comme un agent de la bourgeoisie (pardon, du Capital) sans faire preuve de la moindre «compréhension» !

Référendum: et le Oui ?

«Si le "Non" est impérialiste, pour toi, alors qu'est le "Oui" ? Une autre alternative impérialiste ? Un progressisme qui hâte le jour de la révolution mondiale, parce qu'il participe de la destruction de la forme État-nation ?» demandez-vous.

Je ne me suis pas intéressé au vote «oui» car ce vote, lui aussi composite (il n'y a pas 10 millions de bourgeois qui ont voté oui) était encore pire que le vote non, dans la mesure où il acceptait sans la moindre critique le cadre fixé par les fractions dominantes de la bourgeoisie, pardon du Capital. Les partisans les plus conséquents du oui étaient favorables à la création d'une «Europe puissance», c'est-à-dire d'un impérialisme européen doté d'un Etat européen fédéral et supranational et d'une armée européenne «efficace». Quant aux partisans du non, ils se divisaient de façon artificielle en partisans traditionnels de l'Etat nation (donc, du pré carré de l'impérialisme français, de Villiers à Le Pen en passant par Chevènement) et en défenseurs d'une «autre Europe» dont le citoyenisme et l'altermondialisme ne se différenciaient des partisans du oui que par des phrases creuses contre l'épouvantail du méchant «néolibéralisme», paravent dont l'unique fonction est d'éviter la discussion sur la nécessaire destruction du capitalisme, du salariat et de l'Etat. Quant à épouser les explications absurdes données par Toni Negri, auxquelles vous faites allusion, il me semble que les positions de ce monsieur ne valaient pas

la peine d'être mentionnées, car elles n'ont certainement influencé que lui-même et encore....

En espérant que ces quelques précisions permettront de lever certains malentendus entre nous et vous rendront moins «perplexes», je vous envoie mes plus fraternelles salutations.

Y.C., novembre 2005

Notes

1. Il est amusant à ce propos que vous citiez votre texte «L'unité guerre paix du capital» comme s'il m'était inconnu... alors qu'il a été reproduit dans *Ni patrie ni frontières* n° 4-5 en juin 2003 !

2. Comme l'ont précisé les «constitutionnalistes» Bastien François (co-auteur de *La Sixième République* avec Arnaud Montebourg) lors d'une interview à RFI et M. Bourgeois (au nom prédestiné !!! – et l'un des rédacteurs de la Constitution portugaise après le 25 avril) au cours des Journées parlementaires du PCF à Saint-Arnand-les-Eaux le 30/09/2005, l'objet d'une Constitution est de créer un consensus autour de valeurs, de réaffirmer l'unité nationale (quand il s'agit d'un pays) ou de créer une unité continentale (dans le cas du défunt TCE) pour lui donner de solides bases juridiques, morales et politiques. Dans les deux cas, une Constitution a pour but de créer du «lien social», comme disent les politiciens. A moins de considérer toutes ces discussions comme d'ordre purement théologique, on doit quand même se demander quelles sont les forces matérielles qui poussent depuis cinquante ans les États européens à créer une structure juridique et politique supranationale.

L'hypothèse d'un impérialisme européen en gestation me semble, pour le moment, la plus pertinente, comme l'illustrent les nombreuses études concrètes menées par le groupe italien Lotta comunista depuis plus de vingt ans sur les grands groupes industriels européens et dont une partie ont été éditées dans le mensuel français *L'Internationale*. Pour les questions géostratégiques dont ce groupe est (parfois exagérément) friand on se reportera à *L'Europe et la guerre*, et *L'Ordre instable du multipolarisme* de Guido La Barbera, et *Le Monde multipolaire* d'Arrigo Cervetto, tous publiés aux Editions Science marxiste. Certes, à en lire sa presse publique, ce groupe semble faire une fixation sur la prose, les stratégies et les actions des classes dominantes, mais au moins ces camarades essaient-ils de comprendre les rapports entre les différentes puissances à l'échelle mondiale et l'évolution possible de l'Union européenne. A ma connaissance, un tel travail n'a été mené par aucune autre tendance révolutionnaire de façon aussi systématique. Bien sûr, cela ne signifie pas qu'ils aient raison (d'ailleurs qui a «raison» en cette période de recul et de tâtonnements ?), mais au moins leurs hypothèses les plus stimulantes reposent sur des données concrètes et précises, permettant débats et réfutations

3. Sur la chaîne parlementaire (LCP), une jeune journaliste pleine de fougue

et d'ignorance, partie interviewer les féministes historiques françaises et accessoirement allemandes pour réaliser un documentaire à ce sujet, s'émerveillait qu'en Allemagne il existe des hôtels uniquement pour femmes, des sex-shops qui leur soient réservés, etc. A sa liste des conquêtes du «féminisme allemand» elle aurait aussi pu ajouter l'existence des call-boys, gigolos d'un soir et autres go-go dancers masculins.

4. Il ne faut cependant pas idéaliser la solidarité entre Français et immigrés. Toutes les activités déployées par le Réseau éducation sans frontières en solidarité avec les enfants de sans-papiers (cf. *Ni patrie ni frontières* n° 11-12 et surtout le site web d'Education sans frontières) montrent certes qu'il existe un potentiel «internationaliste». Mais sans doute est-ce lié à deux facteurs: d'une part, il s'agit généralement d'enfants mineurs et la compassion est plus grande chez ceux qui les connaissent bien (grâce aux contacts devant l'école, dans les squares, les réunions de parents d'élèves, les fêtes d'anniversaires, les rencontres dans le quartier) que vis-à-vis d'adultes anonymes; d'autre part, la féminisation prononcée du corps enseignant explique sans doute une plus grande empathie vis-à-vis de ces enfants, car les femmes-professeurs sont souvent mères elles-mêmes. Mais il existe aussi des contre-exemples. Un immeuble hébergeant de vieux travailleurs d'Afrique du Nord dans le nord de Paris a été vidé de ses occupants le mardi 3 octobre 2005 et, comme le soulignaient ces hommes de 60-70 ans, aucun habitant du quartier ne s'est manifesté, alors qu'ils habitent là depuis des dizaines d'années. Ces prolétaires ont dû passer des heures dans la rue avec leurs affaires, sous la pluie, dans le froid, avant d'être dirigés sur un gymnase où ils dorment sur des tatamis en attendant, en principe, d'être relogés.

«Tsunami» politique ou tempête dans un verre d'eau ?

Si on lit la presse d'extrême gauche de l'Hexagone, on a l'impression que la «victoire du non» en France et aux Pays-Bas représenterait une sorte de victoire pour les «peuples» français ou néerlandais. Dans le numéro de juillet 2005 de la *Socialist Review*, mensuel du Socialist Workers Party, Alex Callinicos nous raconte, sans rire: «Un vieux marxiste français m'a dit que c'était la première vraie victoire depuis plus de vingt ans.» Ce genre d'anecdote est tout à fait révélateur de ce que certains «marxistes français» appellent des «victoires». Les analyses des résultats électoraux donnent fréquemment lieu à des débats interminables et futiles. Qui peut dire quelles ont exactement été les véritables motivations individuelles des 44 millions d'électeurs français lorsqu'ils ont pris leur décision dans le secret de l'isoloir et placé leur bulletin dans l'urne ? Qui peut garantir que les 15 millions d'abstentionnistes, qui appartiennent majoritairement à la classe ouvrière, n'avaient aucune conscience politique ?

Ceux qui prétendent que la prétendue «victoire du non» aurait été une victoire de la classe ouvrière confondent leurs rêves avec la réalité. Et chacun sait qu'il est très difficile de dissiper les illusions de quelqu'un, lorsqu'elles sont profondément enracinées.

Les trotskystes ont passé des décennies (quand ils en avaient physiquement la possibilité) à discuter avec les militants staliniens et à leur expliquer que l'Union soviétique n'était pas un paradis socialiste. Et très peu d'ouvriers staliniens ont été convaincus par leurs arguments... tant que l'Union soviétique existait. Il existe des milliers de militants actifs et sincères au Venezuela et qui soutiennent aveuglément le colonel Chavez, à cause des nombreuses réformes positives prises par son gouvernement. Ils n'abandonneront pour rien au monde leur foi dans leur colonel favori, car personne ne leur offre de perspective immédiate aussi enthousiasmante et que prendre leurs affaires en mains représenterait pour eux une rupture beaucoup plus difficile que de suivre un caudillo de gauche qui les abreuve de promesses.

Des millions de travailleurs pensent encore que Lula peut changer les choses au Brésil, même s'ils ont découvert que son gouvernement et le Parti des travailleurs étaient minés par la corruption.

Avec la victoire du non, nous nous trouvons face à un problème semblable, même si cela se déroule à une échelle plus petite et moins significative, mal-

gré toutes les imprécations des «oui-ouistes» et les cocoricos de la «gauche du non».

L'extrême gauche: de la révolution socialiste à la participation gouvernementale

Dans les années 60 et 70, l'extrême gauche française rêvait de la lutte armée en Amérique du Sud et en Asie, de possibles grèves générales insurrectionnelles et de révolutions socialistes en Europe. Aujourd'hui, ses rêves se sont réduits à une peau de chagrin: à des victoires électorales et à l'avènement de gouvernements de gauche, baptisés pour la circonstance «ouvriers», «des travailleurs» ou «anticapitalistes», selon le groupuscule:

- les trotskystes brésiliens proches de la LCR participent au gouvernement Lula,

- les trotskystes italiens, qui ont adhéré au parti Rifondazione comunista (le PRC, ex-minorité du Parti communiste italien), risquent de se trouver dans la même situation puisque leur parti envisage de s'allier avec les Démocrates de gauche italiens (l'ex-majorité du PCI),

- et c'est peut-être ce qui se passera en France si, comme ne cesse de le répéter Olivier Besancenot, son organisation n'est pas hostile par principe à assumer un jour le pouvoir avec d'autres forces politiques (1).

Déjà à l'époque de la Troisième Internationale, dans les années 20, quand les Partis communistes avaient des dizaines ou des centaines de milliers de membres, selon les pays, cette tactique de participation au pouvoir était pour le moins douteuse, mais au moins elle s'appuyait sur une analyse apparemment cohérente de la période: le capitalisme était sur le point de s'effondrer; il était incapable de sortir d'une crise mondiale; et la situation était jugée pré-révolutionnaire dans toute l'Europe, après la Première Guerre mondiale. Aujourd'hui, quand les groupes trotskystes (dont les plus importants n'ont pas plus de 2 000 ou 3 000 militants) prétendent qu'ils luttent pour un «gouvernement des travailleurs», cette revendication politique est non seulement ridicule, mais elle ne constitue qu'une capitulation à peine déguisée devant les partis dits réformistes.

La LCR n'est pas capable de trouver les moyens de financer un petit hebdomadaire comme *Rouge* et pleure régulièrement parce que ses sympathisants n'achètent même pas son journal. Il y a quelques années, la LCR n'avait pu mener une campagne électorale commune avec Lutte ouvrière et LO avait dû lui avancer les fonds. Comment ces camarades peuvent-ils en même temps se dire prêts à participer à un «gouvernement des travailleurs» ou à un «gouvernement anticapitaliste» en France dans un avenir proche?

Un besoin désespéré d'oxygène politique

Quand des groupes comme la LCR parlent de la «victoire du non» en France, aucune vision politique ne soutient leur analyse, ils sont tout simplement engagés dans une quête désespérée d'oxygène politique. C'est pourquoi

ils sautent sur n'importe quelle cause susceptible de renforcer un peu leur popularité ou sur l'occasion de nager dans le même courant que les forces politiques réformistes. La LCR a besoin de maintenir l'existence d'un petit groupe: petit en comparaison des 40 000 membres du PCF ou des 120 000 adhérents du PS, dans une situation marquée par de nombreuses défaites de la classe ouvrière sur la question des retraites, de la Sécurité sociale, de l'ouverture des frontières et probablement demain sur le Code du travail.

Les comités du non

Dans un contexte aussi difficile, ce qui était problématique dans les mois qui ont précédé le référendum ce n'était pas, du moins à priori, la participation aux comités du non ou l'appel au vote non, même si une position abstentionniste était probablement plus claire. Les révolutionnaires doivent se faire entendre dans toutes les structures où se déroulent des discussions politiques et profiter de toutes les occasions pour faire connaître leurs idées et aider les travailleurs à s'auto-organiser.

Ce qui était discutable dans la campagne du non, c'était les forces politiques qui dominaient ces comités et leurs perspectives politiques. Ces comités étaient généralement contrôlés par le PCF et des fractions du PS et leurs alliés d'ATTAC. Les révolutionnaires avaient le droit d'y prendre la parole régulièrement et d'y assumer des responsabilités à une condition: qu'ils n'affrontent pas les «gauches» du PCF et du PS, et les cadres d'ATTAC.

Et cette situation de subordination, de soumission au réformisme (2) ne gênait pas les groupes ou les sectes révolutionnaires qui se trouvaient dans ces comités: ils ne souhaitaient pas affronter les projets politiques des réformistes, car ils avaient le même objectif qu'eux, du moins à court terme: la démission de Chirac, de nouvelles élections, un nouveau Parlement et un nouveau gouvernement prétendument de gauche.

Pour ceux qui parlent de «victoire du non», il n'y a en effet, pour le moment, qu'une seule perspective réaliste et palpable: les prochaines élections de 2007. Tous les grands discours sur un deuxième ou un troisième «tour social» ne sont que de la poudre aux yeux. Les révolutionnaires peuvent tenter d'utiliser l'intérêt des travailleurs pour les élections afin d'expliquer leur politique, mais force est de constater que les élections sont régulièrement utilisées pour anesthésier les ouvriers les plus combattifs. Cette année, les différentes luttes organisées à contrecœur par les syndicats, les refus collectifs ou individuels de travailler le lundi de la Pentecôte, les journées d'action dans le secteur public (surtout La Poste et les travailleurs d'EDF-GDF qui sont opposés à la privatisation de leur entreprise), et même les luttes des lycéens ont été ralenties, canalisées, à cause de la perspective du référendum et de la possible victoire du non présentée par la gauche et une partie de l'extrême gauche comme une défaite possible pour Chirac et une façon de l'obliger à organiser des élections anticipées.

Ayant cette perspective politique très limitée, ou la cautionnant en silence et lâchement pour avoir le droit de militer au sein des comités du non, les groupes d'extrême gauche ou libertaires qui ont participé à ces comités n'étaient pas en position de souligner l'importance des luttes des travailleurs à la base dans un pays qui a connu de si nombreuses défaites ouvrières depuis 1995 (une grève d'un mois surtout dans les transports qui s'est terminée par une victoire temporaire) et 2003 (grève qui a concerné surtout les enseignants, même s'il y a eu quelques «interpro», et qui s'est terminée par une défaite).

Notre attitude face à l'Europe

La critique politique du Traité a été menée de manière détaillée et particulièrement efficace sur Internet et dans de nombreuses réunions des comités du non. Le problème n'était donc pas de savoir si les révolutionnaires auraient pu être favorables au traité (ou à n'importe quelle constitution bourgeoise, d'ailleurs), mais plutôt de savoir ce qu'ils devaient dire d'original sur l'Europe et le projet européen.

Pour simplifier, il existe deux positions opposées sur l'Europe, à gauche et à l'extrême gauche:

– la vieille dénonciation stalino-nationaliste du Marché commun puis de l'Union européenne comme un outil de l'impérialisme américain ; ceux qui défendaient cette position depuis des décennies ont été totalement incapables (3) de comprendre ce que signifiait, pour le Capital, la création de l'euro et de la Banque centrale européenne, la montée en puissance des institutions européennes. C'est apparemment une conception toujours partagée aujourd'hui par le SWP britannique puisque Alex Callinicos écrit dans le numéro de juillet 2005 de la *Socialist Review*: «La victoire du non représente une défaite significative pour l'impérialisme américain» (? !) parce que «les Etats-Unis ont soutenu depuis les années 1940 l'intégration européenne afin d'avoir un partenaire sûr et fiable dans la seconde zone la plus importante du capitalisme avancé».

Mais en dehors de l'anti-américanisme superficiel, il existe aussi une autre dimension de la conception nationale-stalinienne française, vision partagée par certains groupes trotskystes comme le Parti des travailleurs, et les groupuscules qui en sont issus: pour eux l'unification de l'Europe ne peut se faire que sous la botte allemande, ou le talon de fer de l'impérialisme allemand. Cette analyse vient curieusement d'une vieille idée «marxiste» selon laquelle l'Allemagne joue un rôle stratégique en Europe successivement positif (de 1848 à 1933, avec bien sûr des avancées et des reculs, l'Allemagne était considérée comme l'épicentre, la clé de la révolution mondiale), négatif (de 1933 à 1945, sous Hitler), potentiellement positif (entre 1945 et 1989, la division de l'Allemagne ayant un caractère riche de potentialités explosives), puis négatif de nouveau, depuis la réunification entre la RFA et la RDA.

– Et ceux qui, sans aucune illusion sur l'impérialisme, n'écartent pas la possibilité de l'émergence d'une nouvelle fédération européenne, d'un impéria-

lisme européen. Cela a été le cas notamment d'Ernest Mandel (dirigeant de la Quatrième Internationale) à partir des années 70 (4).

Durant la campagne du référendum, la vieille analyse stalino-nationaliste (5) n'a été défendue ouvertement par aucune force politique significative, à part peut-être l'extrême droite, le Front national était l'unique parti important favorable à un retour à la situation de 1945.

Le Parti communiste a défendu une position qui pouvait se résumer grosso modo à «Nous sommes favorables à l'Europe, mais tout ce qui s'est passé de mauvais dans notre pays et ailleurs depuis 50 cinquante ans est la faute de... l'Europe.» Et ce type de raisonnement correspond bien à ce que pensent la plupart des électeurs du non, qu'ils soient de gauche, ou de droite, radicaux ou réactionnaires. Une telle analyse oublie sciemment le rôle et les responsabilités de chaque bourgeoisie nationale, de chaque gouvernement national depuis un demi-siècle, et se contente d'accabler les «eurocrates», les «pouvoirs occultes» de Bruxelles ou de Strasbourg. La conséquence logique d'une telle position n'est pas de lutter sérieusement pour une «autre Europe», et encore moins pour une Europe socialiste, mais de revenir aux vieilles frontières et barrières nationales. Les électeurs du non, s'ils étaient de gauche, ont voté non parce qu'ils avaient peur que «plus d'Europe» (ici l'adoption du TCE) signifie plus de chômage et de précarité, et parce qu'ils vivent dans la nostalgie de l'Etat-providence. Ils oublient que la plupart des prétendus aspects positifs de l'Etat-providence ont été imposés par les luttes des ouvriers et les violents combats des paysans en France et ailleurs, et non par de gentils gouvernements nationaux élus par le peuple de gauche.

Une conception baroque de la politique

Depuis la prétendue victoire du non, qu'ont fait les comités du non ? Pas grand-chose. Une petite manifestation à Paris, un ou deux meetings, et c'est tout. Le PCF veut renégocier la Constitution (avec Chirac comme président !); quant à la LCR, elle pousse à la démission du Grand Escroc, perspective irréaliste pour le moment. ATTAC prétend organiser une initiative européenne, mais il y a gros à parier qu'elle sera symbolique. Et de toute façon l'organisation altermondialiste préférera toujours discuter d'un nouveau projet de Constitution rempli de phrases ronflantes que de mobiliser des millions de travailleurs dans toute l'Europe. Juste après le référendum, beaucoup de militants ont eu des illusions sur une «nouvelle dynamique» possible (tout comme après le 21 avril 2002 où la LCR nous promet monts et merveilles) mais, un mois plus tard, aucun phénomène radicalement nouveau n'est apparu. Comme un militant de la LCR nous l'a parfaitement expliqué: «Au début nous ne croyions pas dans les comités du non. Ensuite nous les avons idéalisés pour nous convaincre d'y investir toutes nos forces, et maintenant nous espérons que la réalité correspondra à cette idéalisation.»

Il est difficile de trouver une meilleure définition des illusions de l'extrême gauche sur la politique électorale et, plus généralement, de sa façon complètement baroque de considérer la réalité politique.

Y.C., juin et novembre 2005

Notes

(1) Il est significatif que Marie-Georges Buffet ait récemment affirmé dans une interview à la télévision qu'elle essayait de convaincre ses «camarades» de la LCR de changer de position à ce sujet, afin qu'ils mettent eux aussi «les mains dans le cambouis». Devant ce nouvel appel inattendu des sirènes du PCF combien de temps la LCR sera-t-elle capable de résister ? Et en a-t-elle vraiment envie après des décennies d'isolement total et de violent rejet par le PCF ?

(2) Voir à ce propos le livre d'un «oui-ouïste», Dominique Reynié, *Le vertige social-nationaliste*, paru aux Editions La Table ronde. Ce livre est intéressant non pour ses arguments indigents en faveur du oui, mais pour ses nombreuses citations de propos de la «gauche du non», tenus lors de meetings ou d'interviews durant la campagne du référendum. Ces propos à chaud, plus spontanés, plus authentiques que les textes écrits à la même période, montrent clairement les ambiguïtés social-chauvines et nationalistes des dirigeants «no-nistes», ambiguïtés qui ont forcément influencé leurs électeurs ou, pire, qui reflétaient les sentiments réactionnaires de ceux-ci.

3. Dans une «compil» en deux volumes de ses textes sur l'Europe, Lutte ouvrière nous offre un échantillon honnête de sa cécité politique (qu'elle a partagée avec beaucoup d'autres gens à gauche et à l'extrême gauche), mais elle n'explique nulle part pourquoi elle a pu se tromper si longtemps. A moins qu'elle considère que l'Union européenne n'a aucun avenir et que l'on reviendra bientôt à des Etats-nations rivaux et protectionnistes...?

4. Mais les sections portugaise, espagnole et grecque de la Quatrième Internationale ont mené campagne, à l'époque, contre l'entrée de leur propre pays dans le Marché commun, position dont, avec le recul, on mesure aisément toute l'absurdité pour des militants qui prétendent défendre les droits et les conditions de vie des travailleurs.

5. Dans un article intitulé «Entre deux logiques il faudra choisir», et reproduit sans le moindre commentaire critique par le bulletin d'extrême gauche *A contre courant syndical et politique*, dans le n° 169 de novembre 2005, le «Comité local biterrois contre la Constitution européenne» nous offre un florilège impressionnant de poncifs: après nous avoir doctement expliqué comme tous les chauvins sociaux-démocrates et staliniens depuis des décennies que nation ne rime pas «avec nationalisme et guerre», que «la grande bourgeoise, nationaliste en 14-18 est devenue euromondialiste» (de Chevènement à Le Pen, on connaît bien ce refrain-là), ce comité affirme vouloir «rétablir les

frontières nationales protectrices et rejeter le libre-échange au profit du protectionnisme» et combattre pour «la maîtrise de nos frontières et de nos échanges internationaux». Enfin, cerise sur le gâteau, nos Biterrois affirment, sans rire, pouvoir «limiter la taille des entreprises privées» et des multinationales dans le cadre du capitalisme, grâce à de bonnes alliances électorales. Ah, ces bonnes vieilles PME françaises où les conditions de travail sont si exquises pour les travailleurs !

Les «différences culturelles» peuvent-elles excuser le sexisme ?

Janine Booth (Alliance for Workers Liberty)

Au cours du forum annuel de discussions («Ideas for Freedom», «Des Idées pour la Liberté») organisé par l'Alliance for Workers Liberty les 9 et 10 juillet 2005, l'un des débats a porté sur «La gauche* et le relativisme culturel». Nous présentons ci-dessous un résumé de l'intervention de Janine Booth établi à partir de notes. Malgré le caractère un peu elliptique de ce texte sur certains points, il nous semble important de le faire connaître, étant donné l'essor du multiculturalisme en France, à gauche comme à droite, comme en témoignent notamment le mouvement autour de l'Appel des indigènes de la République ou les propositions de Sarkozy en matière de «discrimination positive». (*Ni patrie ni frontières.*)

L'AWL est une organisation socialiste*. Nous faisons partie de «la gauche». Cela signifie que nous soutenons inconditionnellement les droits, les libertés et l'égalité des femmes. De même, nous combattons fermement toute forme de racisme et d'homophobie. Pour nous, ces idées et ces principes de base sont clairs et évidents : pas de socialisme sans libération des êtres humains, pas de libération sans socialisme. Nous combattons l'oppression et le fanatisme religieux d'où qu'ils viennent. Pour d'autres individus ou groupes de «gauche», les choses ne sont pas aussi simples. En effet, ils usent de faux-fuyants quand l'oppression se manifeste au sein d'«autres cultures». Je prendrai quelques exemples :

– Une femme sikh a récemment écrit une pièce de théâtre (*Behzti*, Déshonneur) sur la question du viol et de «l'honneur» dans la communauté sikh. Un mouvement de protestation s'est organisé contre cette pièce, exigeant son interdiction pour «blasphème». Le directeur du théâtre de Birmingham a cédé sous la pression et déprogrammé *Behzti*. Un conseiller municipal travailliste local a même condamné cette œuvre parce que, selon lui, elle ne respectait pas les convictions religieuses des sikhs.

– En 2001, Bob Pitt, un militant qui se prétend socialiste, a condamné dans *Weekly Worker*, l'hebdomadaire du Parti communiste britannique, la prétendue «arrogance raciste» de ceux qui refusaient de défendre les talibans parce que ce mouvement n'était pas progressiste !

– Le même Bob Pitt a créé un site de surveillance de l’islamophobie (Islamophobia Watch). Ce site particulièrement sinistre recense toutes les critiques adressées à l’islam ou aux dirigeants musulmans – y compris celles dénonçant des actes incontestablement sexistes, homophobes ou antisémites. Bob Pitt range pêle-mêle toutes ces critiques sous la rubrique «islamophobie» et ne fait aucun effort pour esquisser la moindre explication. L’Alliance for Workers Liberty et Peter Tatchell (du groupe Outrage !) partagent le grand honneur d’être considérés comme «islamophobes» par ce site web.

– Ken Livingstone, maire travailliste de Londres, a invité officiellement Youssouf al-Qaradawi à Londres en juillet 2004. Le même al-Qaradawi soutient la «circoncision féminine», c’est-à-dire l’excision, qui est une mutilation du corps féminin ; il pense que les maris doivent frapper leurs femmes pour les «mettre en garde» contre toute «désobéissance» si d’autres moyens n’ont pas été efficaces ; et il considère que les maris doivent obliger leurs épouses à se voiler. Outrage ! (créé en mai 1970 après l’assassinat d’un acteur homosexuel, ce groupe pratique l’action directe et rassemble des militants homosexuels, lesbiennes et bisexuels) a confectionné tout un dossier notamment sur ce sujet. Ceux qui se sont opposés à l’invitation de Qaradawi par le maire de Londres ont évidemment été dénoncés comme «islamophobes».

– La coalition Respect (créée par le Socialist Workers Party, trotskyste, et d’autres forces comme la MAB, Muslim Association of Britain, proche des Frères musulmans) nous demande de voter pour des candidats hostiles à l’avortement et qui ont des conceptions sexistes sur le rôle social des femmes.

En même temps – et les deux phénomènes sont liés – le mouvement féministe a pratiquement disparu en Grande-Bretagne. Et pourtant il nous fait cruellement défaut :

- de grandes différences de salaires subsistent entre hommes et femmes,
- la division du travail selon les genres continue,
- la violence domestique perdure,
- le droit à l’avortement est remis en cause,
- les tâches ménagères et l’éducation des enfants ne sont pas équitablement réparties entre les parents ;
- les structures concernant la petite enfance (crèches, etc.) manquent tragiquement de moyens,
- les femmes enceintes et les mères sont victimes de discriminations dans le travail,
- les femmes sont surexploitées dans les ateliers clandestins,
- les femmes souffrent davantage des attaques gouvernementales et patronales contre les droits des travailleurs : bas salaires, licenciements, privatisations ou remises en cause des retraites, etc. Face à cette situation, la gauche et le mouvement ouvrier devraient en principe tenter de reconstruire un mouvement des femmes – ce qu’ils ne font pas. Par contre, certains groupes de

gauche nous ordonnent de nous taire quand nous nous opposons au sexisme pour de «mauvaises raisons».

Quelle est l'origine de cette attitude ?

Pour comprendre la situation actuelle, il faut remonter à plus d'une vingtaine d'années en arrière, et souligner la convergence entre plusieurs phénomènes d'origine diverse, dont le rôle du SWP ne constitue qu'un des éléments.

1) Dans les années 70, le mouvement féministe, qui était puissant à l'époque, a politisé beaucoup de femmes et modifié les comportements de beaucoup d'hommes. Ce mouvement s'est divisé entre d'un côté les «féministes socialistes» et de l'autre les «féministes radicales». Ce sont malheureusement les féministes radicales qui ont gagné ce combat politique et leurs positions sont devenues hégémoniques. A la suite de cela, les travailleuses se sont désintéressées du mouvement féministe et celui-ci s'est effondré. Une nouvelle idéologie politique est apparue, que l'on peut grosso modo résumer ainsi : seuls ceux (ou celles) qui ont directement l'expérience d'une forme particulière d'oppression ont le droit d'exprimer une opinion à ce sujet. Conséquence : il est devenu pratiquement impossible de critiquer les positions politiques de certaines catégories de la population, et de certains peuples.

2) Au début des années 80, des militants travaillistes de gauche élus dans des conseils municipaux se sont trouvés en opposition avec le gouvernement conservateur qui voulait diminuer leurs ressources financières.

- D'abord ils prétendirent qu'ils allaient défier les conservateurs, puis ils firent marche arrière.

- Ils essayèrent de maintenir une image de «gauche» en mettant en avant des revendications concernant l'égalité. Cette démarche aurait pu être positive si elle n'avait pas eu pour objectif de remplacer une politique de classe militante par des revendications plus limitées, et non à lui servir de complément.

- Ils mirent en place une bureaucratie, des spécialistes municipaux des questions de l'égalité, experts dont les avis ne pouvaient évidemment pas être remis en cause.

- Ils défendirent l'idée d'une «coalition arc-en-ciel», rassemblant séparément des communautés opprimées, plutôt qu'un mouvement ouvrier qui s'opposerait à l'oppression et unirait ceux qui la subissent.

3) Pendant ce temps, dans les milieux intellectuels et universitaires, le postmodernisme prit son essor. Cette idéologie combattait (et combat encore) l'idée qu'il puisse exister des droits ou des concepts universels, et soutenait que, les cultures étant essentiellement différentes, on ne pouvait leur appliquer les mêmes valeurs. Parallèlement, le mouvement du «politiquement correct» dans les universités américaines affirmait que les structures du langage étaient plus importantes que celles de l'oppression. Ce mouvement nia, lui aussi, le

droit d'analyser de façon critique les opinions émises par les membres de communautés opprimées.

4) L'essor de la religion. Dans les années 80, l'ère de Reagan et Thatcher, ces deux dirigeants politiques prétendirent agir au nom de Dieu et bénéficièrent de l'appui de la droite chrétienne. Les courants fondamentalistes grandirent dans les différentes religions, souvent dans des parties du monde où les individus se sentaient abandonnés par le capitalisme séculier. Bien sûr, il existe des différences entre les religions, et, au sein de chacune d'elles, on trouve des courants plus libéraux ou conservateurs que d'autres, etc. Mais le fondamentalisme religieux a pris de l'importance, en même temps que des mouvements politiques qui voulaient imposer la religion sur la scène politique et dans les affaires publiques.

En 1989, des femmes ont donc créé le groupe Women Against Fundamentalism (WAF, Les Femmes contre le fondamentalisme) car elles voulaient dénoncer ce nouveau danger qui menaçait les droits des femmes.

Comme l'écrit WAF : *«Lorsque nous parlons de fondamentalisme, nous ne visons pas les pratiques religieuses qui, pour nous, relèvent plutôt d'un choix individuel, mais nous visons des mouvements politiques modernes qui considèrent la religion comme un outil pour prendre le pouvoir, ou consolider leur domination et étendre le contrôle social (...). Le contrôle de l'esprit et du corps des femmes se trouve au centre de tous les projets fondamentalistes.»*

L'une des premières campagnes menées par WAF – contre le droit d'une école publique non religieuse de changer de statut, d'être subventionnée par l'État (conformément à une loi votée par les conservateurs) et de devenir une école sikh – se termina par un succès parce qu'elle mobilisa des jeunes filles sikhs qui avaient parfaitement compris que l'adoption d'un nouveau statut religieux par leur école limiterait leurs libertés individuelles et leurs choix en matière d'éducation. Ces jeunes filles, tout comme WAF, furent bien sûr condamnées comme «racistes» par certains dirigeants de la communauté sikh.

5) Le multiculturalisme, pour la plupart des travailleurs, apparaît comme une idée plutôt positive puisqu'il vise à unir et mélanger des personnes dont les origines ethniques et culturelles sont différentes. Mais comme WAF et d'autres groupes l'ont souligné, il existe une forme plus pernicieuse de multiculturalisme, qui fait pleinement partie de l'idéologie dominante :

- ce multiculturalisme-là valorise les différences, et non l'unité entre les opprimés,

- il présente les communautés comme totalement homogènes,

- il souligne l'importance des «traditions» et de la religion,

- il permet à des «dirigeants communautaires» non élus (généralement des individus conservateurs ou des partisans du patriarcat) de parler au nom de toute leur communauté,

- il renforce la position de ces mêmes partisans du patriarcat en leur donnant du pouvoir, de l'autorité, des ressources financières. Il accroît leur pouvoir

contre ceux, au sein de chaque communauté, qui défendent des positions féministes, ou bien laïques, ou même contre ceux qui veulent seulement conserver leurs libertés individuelles, c'est-à-dire par exemple choisir leur tenue vestimentaire ou la personne avec laquelle ils souhaitent se marier.

En 1994, Taslima Nasreen, féministe du Bangladesh, a reçu des menaces de mort et une fatwa a été lancée contre elle parce qu'elle critiquait l'islam. L'AWL l'a invitée en Angleterre pour une tournée de conférences. Au cours d'une interview, elle a nous déclaré : *«Les femmes continuent à être persécutées au nom de la tradition. Les féministes des pays occidentaux doivent apprendre à faire preuve d'esprit critique face aux traditions de l'Asie et de l'Afrique. J'ai entendu des femmes occidentales déclarer que nous devrions suivre nos traditions. Pour ma part, j'aime la nourriture et les vêtements de mon pays, et je veux donc les conserver. Mais pourquoi accepterais-je aussi les traditions d'oppression de mon pays ? Pourquoi devrais-je accepter une société qui oblige les femmes à porter le voile et permet aux hommes de les dominer ?»*

6) A l'échelle internationale, s'est développée une idéologie politique qui considère que la ligne de fracture essentielle ne passe pas entre les classes, mais entre «l'impérialisme» et l'«anti-impérialisme». Si l'on adopte ce point de vue, toute personne qui lutte contre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne défend une cause juste et doit être soutenue, même lorsqu'il s'agit de mouvements ou de régimes comme les talibans qui violent les droits des femmes (ou ceux des travailleurs, ou les droits démocratiques, ou ceux des minorités nationales, ethniques ou religieuses).

7) Pour finir, la conception du SWP britannique à propos de la «construction du Parti» repose sur l'idée qu'il serait plus important d'attirer le maximum de personnes au sein de l'organisation que de faire de la politique. Cela conduit ce groupe à penser qu'il y aurait plus de recrues potentielles pour eux chez les partisans de l'islam politique que chez les féministes.

Je viens d'énumérer sept phénomènes différents : qu'ont-ils en commun?

- L'abandon de la défense des droits des femmes,
- Le renoncement aux droits humains universels,

- mais aussi l'abandon de toute politique de classe. Ce n'est pas un hasard si cette évolution a pris forme dans une période de défaites du mouvement ouvrier.

Pourquoi cette politique est-elle erronée ?

Ce n'est pas faire preuve de racisme que de s'opposer au sexisme à l'intérieur de telle ou telle communauté ou minorité ethnique. Bien au contraire : il est raciste de suggérer que les femmes et les jeunes filles d'une communauté déterminée devraient supporter le sexisme ou bien se débrouiller toutes seules.

Nous n'opposons pas le féminisme à l'antiracisme. Nous ne considérons pas non plus que l'oppression des femmes serait plus importante que celle des minorités ethniques, ou vice versa. Pour nous l'essentiel est de ne pas fermer les yeux devant l'oppression des femmes appartenant aux minorités ethniques. Ceux qui prônent le «relativisme culturel» disent en quelque sorte aux femmes : «Ne vous opposez pas aux pratiques sexistes, sinon vous trahirez l'unité de votre communauté et/ou la lutte anti-impérialiste.» Curieusement, les Occidentaux de gauche qui avancent ce type de raisonnement ne l'accepteraient jamais pour eux-mêmes.

En effet, la culture britannique a des composantes fortement sexistes, est-ce que nous les acceptons parce qu'elles appartiennent à «notre» culture ? Non !

Prenons quelques exemples pour illustrer l'absurdité de cette démarche, si elle était appliquée à la Grande-Bretagne :

- les bas salaires : «C'est une pratique normale, une tradition britannique.»
- la violence domestique : «Elle fait partie de nos coutumes.»
- le travail domestique : «C'est à la femme de s'en charger, comme le dit la Bible.»

- «La pub de Nestlé pour sa nouvelle barre chocolatée "Yorkie, c'est pas pour les nanas", c'est seulement un truc culturel», etc.

Si un groupe politique de gauche défendait ce genre de discours, aucune femme ne le suivrait. Pourquoi donc devrions-nous accepter ce type de raisonnement vis-à-vis de femmes d'autres cultures ?

- «Nous ne défendons pas la «culture britannique, mais celle des groupes opprimés», répondront nos détracteurs. C'est ainsi que *Socialist Worker*, hebdomadaire du Socialist Workers Party, affirme : «Notre défense des musulmans ne laisse place à aucune équivoque.» Mais, dans ce cas, pourquoi leur défense des droits des femmes est-elle si équivoque ?

- «Vous refusez donc de soutenir les communautés qui sont discriminées à cause de leur religion ou de leur appartenance ethnique ?» Non, nous les soutenons, bien sûr, mais en n'oubliant pas pour autant que ces communautés ne sont pas homogènes : elles connaissent des conflits et des contradictions internes, entre traditionalistes et progressistes, conservateurs et révolutionnaires, patrons et ouvriers, bigots et laïques, etc. Dans le cadre de ces conflits, nous ne sommes pas neutres. Nous soutenons par exemple les femmes qui refusent de porter le hijab lorsque des partisans du patriarcat veulent le leur imposer.

- «Mais vous oubliez que le racisme est très répandu, et qu'il existe une propagande anti-musulmane. En fait, lorsque vous critiquez certaines pratiques culturelles (notamment celles des musulmans) vous faites le jeu des racistes.»

Certes, il existe des préjugés anti-musulmans particulièrement puissants, et cela a abouti par exemple à des agressions physiques, suite aux attentats du 11 septembre ou à d'autres attentats. Mais ces agressions ne viennent pas de mili-

tants qui luttent contre le racisme et le sexisme. Elles sont perpétrées par des groupes, ou des individus, opposés aux droits des femmes, et qui défendent des idées réactionnaires sur les questions religieuses et ethniques. Il faut prendre le problème exactement à l'envers : c'est parce que l'on ne s'oppose pas suffisamment à ce qui est inacceptable dans ces communautés que les actions des racistes et des fanatiques d'autres religions peuvent avoir lieu.

- «Mais les comportements culturels de certaines communautés n'expriment-ils pas une réaction contre l'oppression impérialiste ?» Non, ce n'est absolument pas vrai. Le sexisme est une pratique et une idéologie très anciennes. Les coutumes oppressives que nous dénonçons sont bien antérieures à la «guerre contre la terreur», à l'impérialisme et même au capitalisme. Nous pouvons comprendre que certaines personnes se tournent vers d'anciennes coutumes (par exemple que des femmes musulmanes décident de porter le hijab) pour manifester leur opposition à l'impérialisme et à l'oppression. Mais leur attitude est-elle politiquement juste pour autant ? Non.

Les êtres humains «réagissent à l'oppression» de toutes sortes de façons, certaines positives, d'autres négatives. Même si nous reconnaissons que certains comportements expriment une réaction contre telle ou telle oppression, cela ne doit pas nous empêcher d'exprimer fermement notre opinion à ce sujet. La gauche a pris de mauvaises habitudes : elle sait généralement contre quoi elle lutte, mais beaucoup moins pour quoi elle se bat ; c'est pourquoi ses mots d'ordre sont souvent «Arrêtons ceci», «Supprimons cela». Donc, si un mouvement prétend être contre l'impérialisme, le capitalisme, le racisme ou contre Blair, certains groupes de gauche affirment automatiquement que les positions de ce mouvement sont justes et qu'il est inutile de s'interroger sur les propositions positives qu'il avance. Avec ce type d'attitude, la gauche en vient à oublier qu'elle est contre le sexisme ! Lorsque des ouvriers blancs votent pour le British National Party (parti d'extrême droite britannique) ils réagissent sans doute contre leur oppression : ils vivent dans des quartiers pauvres, où le chômage domine, où les services publics sont lamentables, etc. Nous pouvons comprendre leur réaction, mais cela ne nous empêche nullement de la condamner fermement. La gauche qui défend le «relativisme culturel» se montre beaucoup moins compréhensive vis-à-vis de la classe ouvrière blanche que des communautés musulmanes, par exemple. Enfin, il existe de nombreux points communs entre les positions idéologiques de cette gauche, et celles de Blair et des cercles dirigeants britanniques.

Les militants de gauche s'indigneront en entendant ce genre de critiques : ne défendent-ils pas des positions opposées au gouvernement en ce qui concerne la guerre, l'immigration, le droit d'asile, l'impérialisme, etc.? Pourtant, si l'on prend le temps de réfléchir, la gauche et la droite ont de nombreux points communs, notamment leur attitude molle vis-à-vis de l'autoritarisme religieux. Mais les convergences ne s'arrêtent pas là, car la gauche accepte les projets multiculturalistes de la bourgeoisie et que, dans une certaine mesure,

l'antiracisme de la gauche n'est qu'un multiculturalisme bourgeois repeint en rouge.

Que devons-nous faire ?

Tout d'abord appeler les choses par leur nom. Certaines pratiques ne sont pas «culturelles», elles sont purement et simplement sexistes. Comme l'explique Taslima Nasreen : *«Dans certaines régions d'Afrique, la tradition veut que l'on excise les femmes. S'agit-il d'une tradition ? Il faut appeler cette coutume par son véritable nom : il s'agit d'une forme de torture !»*

Revenir à une politique de classe

Comme je l'ai expliqué auparavant, le «relativisme culturel» est apparu comme une solution alternative face à une politique fondée sur les luttes de la classe ouvrière. Nos combats contre les différentes formes d'oppression, les fanatismes religieux, les discriminations font partie intégrante de notre lutte pour l'auto-émancipation de la classe ouvrière, pour le socialisme. Pour atteindre le socialisme, la classe ouvrière doit être unie, et il existe une puissante tendance vers l'unité et contre le fanatisme religieux. Bien sûr, cela ne signifie pas que le fanatisme religieux ne sévit pas dans la classe ouvrière ni même au sein du mouvement ouvrier organisé, syndical ou politique. Bien sûr, il touche aussi ces milieux. Mais c'est l'intérêt de la classe ouvrière de se montrer solidaire, de vaincre et dépasser ces divisions.

Le communautarisme, lui, pousse dans la direction opposée, il sépare et divise les êtres humains. L'idée que chaque communauté ou chaque pays devrait bénéficier de droits ou de critères différents empêche de construire le mouvement ouvrier multi-ethnique, internationaliste et antisexiste dont nous avons besoin.

Comprendre ET condamner

Le dirigeant conservateur John Major a un jour déclaré, à propos de la criminalité, qu'il fallait «comprendre un peu moins et condamner un peu plus». On se demande comment une intelligence plus limitée de la réalité pourrait avoir la moindre utilité ou efficacité politique ! La gauche multiculturaliste reprend en quelque sorte à son compte le mode de raisonnement de John Major car elle se sert de critères d'appréciation doubles :

- quand des ouvriers blancs votent pour le British National Party, elle condamne mais ne comprend pas,
- quand des groupes religieux soutiennent des pratiques sexistes, elle comprend mais ne condamne pas.

Nous sommes opposés à la nouvelle loi contre l'«incitation à la haine religieuse». Bien sûr, nous condamnons la haine et les discriminations contre tout individu et tout groupe à cause de ses convictions et de son identité. Mais, contrairement à ce que prétendent ses partisans, cette loi ne fera qu'encourager les groupes religieux à faire taire leurs critiques et leurs dissidents au sein de leurs communautés. Par exemple, si cette loi avait été adop-

tée, ceux qui ont protesté contre la pièce *Behzti*, dont j'ai parlé au début de mon intervention, auraient pu porter plainte – à condition que le directeur du théâtre ait au moins eu le courage de présenter cette œuvre au public, bien sûr. Nous avons besoin d'un nouveau mouvement féministe et pour cela nous devons tirer les leçons des erreurs et des échecs passés. Il nous faut défendre le droit à l'avortement, qui sera bientôt mis en cause par le gouvernement, mais aussi combattre pour tous les droits des femmes travailleuses (notamment contre l'inégalité des salaires).

Et surtout nous devons rester fermes sur nos positions et n'accepter aucun compromis sur la question des droits des femmes.

Janine Booth, juillet 2005

* En anglais le mot *Left* désigne tantôt la gauche parlementaire, tantôt la gauche et l'extrême gauche. Nous avons délibérément gardé le terme très flou (et politiquement désastreux, du moins à nos yeux) de «gauche», d'autant plus qu'il correspond aux positions de l'AWL, groupe trotskyste. De même, nous avons traduit *socialists* par «socialistes», même si en français on utiliserait le plus souvent le mot «révolutionnaires» dans un contexte similaire (*NPNF*).

«Suceurs (1)» de lepénistes, chauvins antiracistes et gauchistes confus: un débat sans intérêt

Les tabassages systématiques organisés par plusieurs bandes de jeunes issues de banlieues populaires lors des manifestations parisiennes lycéennes du 15 mars 2005 ont donné lieu à de curieux débats sur Internet et à des prises de positions pour le moins maladroites chez certains militants «d'extrême gauche» ou anarchistes. Puis, pour augmenter un peu plus la confusion politique, un certain nombre de personnalités et d'intellos de gôche ont cru bon de nous pondre une pétition contre le «racisme anti-Blancs» qui ne fait qu'entraîner les uns et les autres dans une impasse politique.

Premier round: les «suceurs» de lepénistes passent à l'action Sous prétexte que ces cogneurs venaient de quartiers ouvriers et étaient en grande partie originaires d'Afrique noire ou du Maghreb, la gravité de ces violences a été parfois délibérément sous-estimée à l'extrême gauche.

Ainsi dans *Le Monde libertaire* du 20 mars 2005 un premier article de Jean-Pierre Levaray (on l'a connu mieux inspiré) nous expliqua, sur un ton pontifiant, que les bandes ont toujours existé et qu'il y aurait déjà eu de telles violences contre les personnes lors de manifestations précédentes, ce qui est une façon de sous-estimer l'ampleur du phénomène, à Paris, et de noyer le poisson.

Puis dans la rubrique «humour» de ce même hebdomadaire, un autre collaborateur du Monde libertaire en rajouta deux louches bien épaisses, en faisant semblant de croire que l'unique enjeu de la cogne concernait les portables dont les jeunes lycéennes «friquées» seraient dépendantes, tandis que les pauvres p'tits djenus en seraient privés. Notre humoriste libertaire ne doit pas sortir souvent dans la rue... ni savoir qu'il y a en France 56 millions de portables.

Sans vouloir dramatiser à l'excès ces actes inadmissibles, il est évident qu'ils constituent le meilleur atout pour tous les racistes, les lepénistes et les

fascistes de ce pays. Une journée de tabassages dans ce genre vaut un an de propagande du FN.

Deuxième round: les chauvins antiracistes essaient de ranimer la flamme du Franchouillard Inconnu

A la suite de ces manifs, quelques intellos ont lancé une pétition contre ce qu'ils appellent le «racisme anti-Blancs». Il est amusant de noter que parmi les pétitionnaires qui se plaignent du «racisme anti-Blancs» figurent un certain nombre de prestigieux compagnons de route ou membres fondateurs de SOS-Racisme, l'organisation de gauche qui a le plus fait pour raciaiser la population française en proclamant aux quatre coins de l'Hexagone qu'il fallait l'unité entre les «Blacks», les «Blancs» et les «Beurs» (*sic*). Sous prétexte de jouer les branchés, SOS Racisme, le PS et même une partie de l'extrême gauche divisent les populations vivant en France selon la couleur de leur peau ou leur prétendue appartenance ethnique. Sans compter les gauchistes qui, en luttant – avec raison – contre la loi sur les signes religieux ostensibles, se sont mis à privilégier l'appartenance religieuse par rapport à l'appartenance de classe. Ou ceux qui ont lancé l'«Appel des Indigènes de la République» sur une base purement émotionnelle («nous, descendants d'esclaves») au détriment de toute référence à la classe ouvrière, et en utilisant l'arme dangereuse de la culpabilisation collective de tous les «Français», anticolonialistes compris.

Et maintenant, toutes ces belles âmes s'étripent en parlant de «concurrence des victimes», alors que ce sont justement elles qui ont lancé ce type de débats sur la place publique depuis plus de vingt ans sous prétexte, pêle-mêle, de respecter les «différences», de défendre le féminisme, les traditions culturelles ou religieuses, etc.

Troisième round: la confusion s'installe durablement

Ces faux débats expriment une formidable régression politique qui se traduit par deux phénomènes:

– l'invasion du champ politique par les discours moralistes ou victimaires (de l'instrumentalisation du génocide des Juifs par les partisans de la politique colonialiste d'Israël, aux délires antisémites de Dieudonné au nom de la prétendue défense des victimes de l'esclavage et du colonialisme ; en passant par la défense du port du voile au nom de l'anticolonialisme et de l'antiracisme ou la culpabilisation collective de tous les Français sous l'Occupation ou durant la guerre d'Algérie, par exemple) ;

– l'appel à l'aide systématique des forces étatiques (justice, Parlement, voire police) pour suppléer la faiblesse des mouvements sociaux: multiplication des lois contre l'antisémitisme, le racisme, le sexisme, le harcèlement sexuel, l'homophobie, etc. Comme si ces fléaux pouvaient reculer durablement grâce à l'aide bienveillante de l'Etat pour toutes les victimes: les Juifs, les Africains, les Antillais, les femmes, les homosexuels, etc.

Comme si l'auto-organisation des minorités ou des majorités opprimées n'était pas le seul moyen de se faire respecter. A une petite échelle, le seul fait que les organisations de parents et les syndicats aient organisé un SO un peu

plus sérieux a empêché les violences contre les personnes de se produire, lors de la manif suivante, le 15 mars 2005. Ce qui prouve qu'il n'y avait nul besoin de compter sur les flics qui, de toute façon, ont regardé les tabassages se produire sans intervenir lors de la manif précédente. Rien ne sert de proclamer qu'on «aime la France». Quelle France: celle de Pétain ou celle de Manouchian ? Celle de Louise Michel ou celle d'Adolphe Thiers ? Ce qui compte ce n'est pas l'amour de la patrie, mais le combat contre tous ceux qui profitent de la division de la jeunesse et de la population laborieuse.

Y.C., avril 2005

1. Si ceux qui se sont interposés pour protéger des lycéens ou des lycéennes sont des «suceurs de Blancs» aux yeux des cogneurs, alors ceux qui s'en prennent courageusement à 20 contre 1 à des lycéennes punk ou gothiques méritent bien qu'on leur colle l'étiquette de «suceurs de lepénistes».

Des agressions contre la manifestation lycéenne du 8 mars aux «émeutes» d'octobre-novembre 2005

L'irruption de bandes de «jeunes de banlieue» venus racketter des portables ou des fringues et cogner des lycéennes «gothiques» et des «suceurs de Blancs» le 8 mars 2005 montrait déjà les conséquences catastrophiques de la paupérisation accélérée des quartiers populaires depuis trente ans.

(...) Les «émeutes» de novembre qui se sont étendues à toute la France n'ont fait que renforcer le tableau pessimiste que l'on peut dresser de la situation de la jeunesse et de toute la population des «quartiers», population abandonnée par la droite et la gauche.

(...) Nous espérons que de nombreux témoignages de première main seront publiés plus tard car, pour le moment, il est difficile de répondre à un certain nombre de questions:

– quelle a été la composition «ethnique» des «émeutiers»? Même si ce type de question représente une formidable régression politique et théorique, elle est au centre des débats. Et pour pouvoir y répondre honnêtement, il faut bien se demander si les émeutiers étaient uniquement des enfants ou des petits-enfants d'immigrés ou s'il y avait parmi eux des «Fromages» «Gaulois» et autres Berrichons pur jus... Cette question, aussi déplaisante soit-elle, est importante pour deux raisons:

1) elle constitue une des explications propagées par la droite et l'extrême droite, qu'il faut donc combattre, mais pas n'importe comment, en niant l'existence du phénomène (s'il existe) ou en se livrant à des diatribes justifiées contre le racisme, mais qui ne convaincront pas les prolétaires ébranlés par la propagande xénophobe ;

2) si cette explication reflète ne serait-ce qu'une partie de la réalité, elle pose forcément des problèmes politiques nouveaux qui risquent de

compliquer la lutte des exploités et des opprimés (1).

Un nouveau bouc émissaire ?

En plus des habituels discours contre les intégristes musulmans ou les délinquants d'origine «étrangère» qui noyauteraient les quartiers, des hommes politiques de droite et certains intellectuels médiatiques ont cette fois cogné sur un nouveau bouc émissaire qui s'est ajouté aux précédents (pour être complet, il faudrait rajouter les parents «démissionnaires», les profs «laxistes» ou «gauchistes», etc.).

Au début des «émeutes», ce sont d'abord les Renseignements généraux (dont, rappelons-le, les infos sont souvent bidonnées) qui ont nourri, dans les médias de droite, l'hypothèse selon laquelle il y aurait, depuis quelques années, une tendance à la formation de bandes purement afro-antillaises, ceux que l'on appelle désormais les «Blacks», par imitation béate du multiculturalisme américain. (...)

Selon les RG, la nouveauté de 2005 par rapport aux «émeutes» précédentes résiderait dans le fait qu'elles seraient beaucoup moins «pluriethniques» qu'avant.

Cette thèse a été répercutée immédiatement par la presse de droite comme *Le Figaro* et *Le Point* (les télévisions ont été plus prudentes du moins dans leurs journaux télévisés – elles ne tenaient pas à perdre des points d'audience sur une simple rumeur), mais elle a ensuite pris de l'ampleur suite aux déclarations de Sarkozy, Larcher, Accoyer, Carrère d'Encausse et Finkelkraut.

C'est ce qui explique la sortie ignoble du ministre délégué à l'Emploi (Larcher) qui voit dans la polygamie «une des causes possibles» des «troubles sociaux» ou celle du président du groupe parlementaire UMP (Accoyer) qui considère qu'il s'agit «certainement d'une des causes» des «émeutes». Sorties d'autant plus cyniques que les femmes africaines qui divorcent pour «régulariser» leur situation par rapport à la loi française et ne pas être pénalisées... sont en butte à la suspicion et au racisme de l'administration française.

Et c'est ce racisme anti-africain sous-jacent qui explique la violente sortie de Sarkozy contre le cousin du Mauritanien électrocuté qui ne serait pas venu «habillé comme un Français» lorsqu'il a rencontré le ministre de l'Intérieur. Curieusement, aucun média n'a noté ou dénoncé cette remarque répugnante, et aucun des jeunes ou des politiciens présents lors de l'émission d'Arlette Chabot n'a réagi. Que diable peut bien signifier être «vêtu comme un Français» ? Et pourquoi un «Français» n'aurait-il pas le droit de porter un «bou-bou», une djellaba, voire un short ou un kilt quand il rencontre un ministre ?

Et ce sont aussi ces sentiments hostiles aux Africains et aux Antillais qui expliquent les propos d'Alain Finkelkraut dans le journal *Haaretz* du 18 novembre où ce «philosophe» croit pouvoir tenir, en toute impunité, le même type de discours qu'un raciste d'extrême droite. En effet, comment interpréter autrement sa diatribe contre une «équipe de France black-black-black qui fait

ricaner toute l'Europe» ? Ou cette phrase terrible: «Désormais, on enseigne que l'histoire coloniale et l'esclavage furent uniquement négatifs, et non que le projet colonial entendait éduquer et amener la culture aux sauvages.»

Comment croire une seconde que ce monsieur dénonce efficacement l'ethnisation et la racialisation rampantes de la politique en France, s'il reprend à son compte les pseudo-concepts de ses adversaires et se met à désigner les Africains comme des «sauvages» ? Et comment croire son démenti totalement sincère quand on sait avec quel soin cet intellectuel pèse ses mots quand il parle des questions philosophiques qu'il connaît bien ? D'ailleurs il nous avait déjà fait le coup en raillant «*les victimes antillaises de l'esclavage qui vivent aujourd'hui de l'assistance de la Métropole*», pour ensuite présenter hypocritement ses excuses. Et il refuse de reconnaître l'esclavage comme un crime contre l'humanité «parce que ce n'était pas seulement un crime». Pour conclure: «*Mon père est revenu d'Auschwitz en France. Ce pays mérite notre haine: ce qu'il a fait à mes parents était beaucoup plus violent que ce qu'il a fait aux Africains. Qu'a-t-il fait aux Africains ? Il ne leur a fait que du bien.*»

On sent bien que la droite et une partie des médias ont intérêt à trouver un bouc émissaire responsable des dernières «émeutes» et à mettre l'accent sur les «différences culturelles» ou «ethniques» entre les «minorités visibles». Cela leur évite d'admettre la participation aux «émeutes» de jeunes prolétaires «gaulois» depuis des générations. Ainsi, c'est seulement le 16 novembre 2005 et dans une page intérieure, que *Libération* nous apprend que **la majorité des personnes arrêtées et condamnées à Amiens et à Lille sont des «blancs-becs»** (selon la terminologie utilisée par les Indigènes de la République).

La réalité est donc certainement contrastée et variable suivant les cités et les régions. Mais, même si la propagande de la droite est en grande partie mensongère, on ne peut fermer les yeux sur le danger que pourrait représenter une ethnisation des luttes, favorisée par une ségrégation du logement, et manipulée par la droite et l'extrême droite, d'un côté, une extrême gauche et un mouvement altermondialiste tiersmondiste et islamophile de l'autre.

– quel a été, et surtout quel sera, le rôle des religieux musulmans ? Apparemment selon les médias, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes sur une base purement confessionnelle, pour calmer le jeu – et certainement pas pour «mettre les banlieues à feu et à sang». Le rôle des responsables religieux musulmans à l'avenir correspondra-t-il à celui que Sarkozy et une bonne partie de la droite veulent leur assigner ou ira-t-il au-delà ? La droite saura-t-elle, comme elle le fait depuis quelques années, aspirer une petite partie des élites issues de l'immigration maghrébine pour la faire collaborer au pouvoir ?

– Les affrontements des jeunes avec la police traduisent-ils le désespoir de (futurs) prolétaires sous-qualifiés qui savent que leur situation non seulement sera pire que celle de leurs parents (pas de boulot fixe, pas de perspective de

s'acheter un petit pavillon, une bagnole, une moto, etc.) mais qu'en plus ils seront en butte à une discrimination croissante dans tous les domaines de la vie sociale ? Cette révolte pourra-t-elle se traduire en termes politiques (et non politiciens) ou restera-t-elle cantonnée dans des comportements largement autodestructeurs ?

– Quelles seraient les conséquences pour la lutte des classes de la mise en place d'une éventuelle «discrimination positive» par la droite ? D'ailleurs Sarkozy a-t-il vraiment l'intention d'appliquer sérieusement ce projet ou s'agit-il d'un chiffon rouge qu'il va agiter pendant des années comme Mitterrand le fit avec le droit de vote aux immigrés pour les élections locales ?

– Sur le plan de l'École et du logement, la petite-bourgeoisie salariée, ceux qu'on appelle pudiquement les «classes moyennes», n'aggrave-t-elle pas délibérément la ségrégation en trichant avec la carte scolaire et en déménageant systématiquement pour éviter la cohabitation avec les prolétaires ? A ce propos, cela valait la peine d'entendre le cri du cœur d'Eric Zemmour (journaliste au *Figaro*) face au très modéré Christian Barbier (de *L'Express*) lors d'un de leurs face-à-face réguliers sur i-télé. Quand Barbier évoqua (la tarte à la crème de) la «mixité sociale», Eric Zemmour devint tout rouge et s'énerma: «Mais enfin, vous dites n'importe quoi ! La bourgeoisie a tout fait pour se séparer des prolétaires au XIX^e siècle, ce n'est pas pour revenir en arrière aujourd'hui ! Ce serait la révolution !» Quel cri du cœur !

En fait, ce qui est inquiétant ce n'est pas l'attitude traditionnelle des grands bourgeois de Neuilly mais plutôt celle des bobos, intellos, profs, cadres moyens et supérieurs. Ont-ils vraiment envie, eux, de «mixité sociale» ? Leurs préjugés sociaux, voire racistes, en font-ils des alliés objectifs de la ségrégation sociale ?

Va-t-on vers une évolution à l'américaine avec une ségrégation de plus en plus importante du logement, de l'École et des classes sociales ?

Dernière question, que nous aborderons dans un prochain numéro: un des effets imprévus des «émeutes» sera-t-il l'émergence d'un mouvement politique qui portera les revendications spécifiques des Afro-Antillais, comme le veulent les créateurs du CRAN, et comme en témoigne notamment la parution récente de plusieurs ouvrages consacrés à l'esclavage (Claude Ribbe) et à l'«identité noire» (Gaston Kelman) ?

(...) De SOS Racisme (avec son désastreux slogan «Blacks, Blancs, Beurs» des années 80) aux actuels Indigènes de la République (avec leur culpabilisation collective des prolétaires français pendant les guerres coloniales), en passant par Sarkozy et sa «discrimination positive», ou Malek Boutih et sa «République métisse», **une même ligne de force se dessine, qui consiste à nier l'importance fondamentale des facteurs de classe dans la création, le maintien et la perpétuation du racisme.**

De plus, on ne peut que constater un énorme décalage entre, d'un côté, le

langage et le contenu des tracts ou communiqués ici reproduits, et de l'autre, le vécu et les préoccupations des «émeutiers» et de leurs familles (préoccupations qu'exprime bien Mimouna Hadjam). Si, en général, les tracts de sensibilité anarchiste ou libertaire sont plus sensibles à la révolte des jeunes et moins soucieux d'avancer des slogans politiques ou plaqués sur la réalité, en ce qui concerne les groupes trotskystes on sent bien qu'ils s'adressent avant tout aux prolétaires ayant un travail fixe, et politiquement proches de la gauche. Ce qui intéresse ces groupes, c'est de faire de la «grande politique» et de flirter avec le PCF pour acquérir une place dans les conseils municipaux et au Parlement, voire pour créer avec ce parti ou une fraction du PCF un «nouveau parti anti-capitaliste». Quand ce n'est pas de participer à un gouvernement «sans mélanger pour autant la gauche du non et celle du oui» (Agnès Jamain de la LCR à Bordeaux, selon *L'Humanité* du 25 novembre 2005).

Même les bulletins d'entreprise de Lutte ouvrière (groupe qui propage relativement peu d'illusions sur la gauche, du moins si on le compare à ses sœurs du PT ou de la LCR) montrent bien les limites de la propagande révolutionnaire classique en de telles circonstances. Certes ces camarades ont raison de dénoncer les responsabilités du gouvernement actuel, d'expliquer que s'attaquer à des voitures, des écoles, des crèches, des bibliothèques ou des bus ne résoudra rien, et que seule la lutte collective et la solidarité de tous les prolétaires pourraient dégager de nouvelles perspectives, mais leurs propos résonnent surtout comme un constat d'impuissance.

Refusant de tomber dans les consignes grossièrement politiciennes (réclamer la démission de Sarkozy, voire de nouvelles élections, pour remettre en selle la gauche plurielle comme le font d'autres groupes d'extrême gauche), les camarades de Lutte ouvrière n'ont pas grand-chose de concret à proposer à part plus d'écoles, d'animateurs, de crèches, de bus et de... flics de proximité, thèmes sur lesquels tous les partis de droite et de gauche sont d'accord, du moins en paroles. (Il a d'ailleurs été particulièrement frappant, pendant ces trois semaines de «violences urbaines», de voir des maires comme Raoult ou Cardo de l'UMP, faire profil bas et ami-ami avec les maires PS et avec le très «sécuritaire» André Gérin du PCF. Tous tenaient à peu près le même discours à la fois consensuel, entre eux, et répressif contre les jeunes.)

Pour avancer des revendications et des formes de lutte nouvelles, correspondant aux besoins des prolétaires des banlieues les plus pauvres, il faudrait disposer d'une implantation massive dans les quartiers populaires ; il faudrait aussi et surtout que les habitants de ces quartiers aient envie de prendre leurs affaires en main, en évitant les chausse-trapes du PCF et du PS, du FN, de la droite, des mafieux, des islamistes et des religieux «modérés» de toute confession. On en est loin. Et il y a gros à parier que la situation risque de se dégrader encore davantage: d'abord et avant tout parce que, même si, par miracle, les gouvernants le souhaitaient, ils ne pourraient réparer en quelques semaines des dégâts commis depuis des décennies, mais aussi parce que ni la droite ni

la gauche n'ont la volonté politique et les moyens financiers de s'attaquer aux racines du chômage, du racisme, de la dégradation ou de l'absence de services publics, de la crise du logement et de l'Education, etc.

Les "émeutes" de novembre risquent donc d'être le prélude à une répression accrue contre la jeunesse (et les condamnations en comparution directe le montrent déjà, ainsi que les promesses d'expulsion d'«émeutiers» étrangers et la prolongation de l'état d'urgence), à une haine encore plus grande des jeunes contre les flics (et réciproquement) et à un renforcement des tendances sécuritaires de l'électorat de droite et d'extrême droite, mais aussi de gauche, comme semblent le montrer les sondages.

Nous publions à la suite de cette présentation un article de l'AWL sur les émeutes de Birmingham, *Les fruits amers du communautarisme*. Ce dernier texte pointe vers un autre danger, dont les effets néfastes se vérifient depuis des années aux Etats-Unis et apparemment maintenant en Grande-Bretagne: les affrontements inter-ethniques, pour le plus grand bénéfice des classes dominantes. La question ne se pose pas encore en France, du moins à l'échelle d'une violence de masse, mais rien ne permet de penser que ce pays en sera miraculeusement préservé, surtout quand on sait que, dans l'Hexagone, plusieurs millions d'électeurs votent à chaque élection pour un parti raciste et antisémite.

Si l'extrême gauche et les libertaires continuent à ignorer aussi bien l'immigration africaine et maghrébine que la jeunesse défavorisée des quartiers populaires, qu'elle ait ou pas une carte d'identité tricolore dans la poche, il y a fort à parier que le fossé actuel qui s'est révélé pendant ces «émeutes» deviendra infranchissable pour les révolutionnaires, mais malheureusement pas pour tous les démagogues, nationalistes ou religieux, qui chercheront à capter leur colère.

Y.C., 5/12/2005

(Les quelques coupes effectuées dans cette présentation du numéro 15 de NPNF correspondent à des répétitions par rapport au contenu de l'article paru dans le même numéro, «Quand les jeunes dansent avec les loups», qui est reproduit dans cette anthologie.)

Notes

(1) On sait, par exemple, qu'aux Etats-Unis le développement de l'idéologie du Pouvoir noir, puis des Black Panthers et de la Nation de l'Islam, d'un côté, et de l'autre l'identification de plus en plus grande d'une partie des Juifs américains à la politique colonialiste d'Israël après la guerre de 1967 ont rompu définitivement l'alliance traditionnelle entre les Juifs «libéraux» (de gauche) et antiracistes et les Noirs dans leur lutte commune contre le racisme et la ségrégation aux Etats-Unis. Chacun s'est replié sur les

problèmes de sa «communauté», pour de mauvaises raisons bien sûr, mais ce sont les Afro-Américains qui en ont fait les frais.

Toutes proportions gardées c'est exactement ce que tente de faire Finkielkraut (et d'autres intellos qui, contrairement à lui, ne se sont jamais engagés dans l'antiracisme) en France: se désengager du combat antiraciste en assimilant tous ceux qui veulent dénoncer l'esclavage comme un crime contre l'humanité à des antisémites. Si Dieudonné a introduit la thématique de Farakhan en France avec des bobards antisémites, Finkielkraut lui joue en France le rôle symétrique de celui de Farakhan au sein de la «communauté juive»: il fait tout pour que les Juifs français se détournent de la lutte contre les discriminations dont sont victimes les Africains et les Antillais.

Les fruits amers du communautarisme

Solidarity N° 3/83, 3 novembre 2005

L'émeute qui a éclaté dans le quartier de Lozells à Handsworth, Birmingham, le week-end du 21-23 octobre 2005 n'avait rien de progressiste. Les violences ont été alimentées par la pauvreté, le racisme, l'hystérie de masse, les gangs criminels qui vivent du trafic de drogue, la religion et le communautarisme.

Les troubles ont démarré à la suite d'une rumeur qui se répandait dans la communauté afro-caribéenne depuis plusieurs mois : une jeune fille noire de 14 ans aurait été victime d'un viol collectif commis par un commerçant asiatique et ses amis.

La police avait enquêté sur cette rumeur, mais elle n'a jusqu'ici pas trouvé la moindre preuve de cet événement. Face aux explications des flics, la rumeur affirmait que cette jeune fille était une immigrée sans-papiers et qu'elle avait donc peur de porter plainte. Si cette affirmation était vraie, ce serait une chose horrible, mais ce ne sont pas seulement les flics qui pensent que cette affaire est sans fondements : certains Afro-Caribéens et Asiatiques qui vivent dans ce quartier, avec lesquels j'ai parlé et dont le jugement me semble solide et fiable, voient dans cette rumeur un «mythe urbain».

Cette rumeur a été lancée par un DJ chrétien et noir, Warren G, sur une station radio pirate et elle a été reprise par un journal qui exerce beaucoup d'influence dans la communauté afro-caribéenne : *The Voice*. La rumeur s'est étendue et s'est envenimée.

Par une tragique ironie, le premier résultat fatal de l'émeute a été la mort d'Isiah Young-Sam, ex-copain d'école du DJ Warren G et qui apparemment a été poignardé à mort parce qu'on l'a pris, à tort, pour un Asiatique.

De nombreux Afro-Caribéens de Birmingham pensaient et pensent encore que ce viol a vraiment eu lieu. C'est cette conviction qui a servi de catalyseur à une explosion de racisme spécifiquement dirigée contre les commerçants asiatiques. Des magasins asiatiques ont été attaqués et des dirigeants «respectables» de la communauté afro-caribéenne ont appelé à boycotter les magasins asiatiques.

Il faut malheureusement admettre que certains commentateurs asiatiques, sur des listes de diffusion et dans la presse, ont développé des propos racistes écœurants contre les Noirs, en utilisant le même langage que le British National Party (parti raciste d'extrême droite britannique, *NDLR*).

Il est aussi évident que l'émeute a été au départ encouragée et exploitée par des gangs de trafiquants afro-caribéens (les «Johnsons» et les «Burger Boys») qui terrorisent la population travaillieuse de toutes origines à Handsworth depuis plusieurs années. Cependant la réaction de la population afro-caribéenne (principalement, mais pas exclusivement masculine) n'est pas simplement due à l'influence des bandes ou des gangs. Cette réaction a été nourrie par des griefs, à la fois réels et imaginaires :

1) Les Afro-Caribéens se plaignent que les Asiatiques ont mieux réussi qu'eux sur le plan commercial, qu'ils les ont évincés d'activités dans lesquelles les Afro-Caribéens s'étaient spécialisés comme la vente de produits capillaires, et qu'ils n'emploient donc plus de personnel afro-caribéen dans leurs magasins.

2) Les Afro-Caribéens critiquent la façon dont la municipalité et le gouvernement distribuent les subventions et les prêts aux initiatives locales. Traditionnellement les institutions ont toujours apprécié les organisations «ethniques». On peut dire que ce système de subventions est presque calculé pour exacerber les tensions ethniques, car les prétendus «représentants» des Asiatiques et des Afro-Caribéens se combattent durement pour avoir des places dans la commission qui distribue les fonds.

Encore une fois, sur ce plan-là aussi, les Afro-Caribéens ont l'impression que les Asiatiques ont mieux réussi qu'eux, à cause de leur habileté à collecter des fonds provenant à la fois des entreprises asiatiques et des banques.

Les «dirigeants communautaires» asiatiques et afro-caribéens autoproclamés ne sont pas spécialement représentatifs de la population, et en particulier de la jeunesse, qui dans les deux «communautés» est de plus en plus influencée par des bandes ou des gangs.

Imitant les gangs de trafiquants afro-caribéens (qui, paradoxalement, ont rapidement compris que l'émeute ne servait pas leurs intérêts et ont commencé à appeler au calme), des bandes asiatiques, qui se sont appelées les «moudjahiddine», ont affirmé qu'elles allaient venir de Leicester pour défendre les mosquées contre de possibles attaques menées par des Afro-Caribéens. Les dirigeants de la communauté asiatique ont, semble-t-il, empêché ces bandes de Leicester de venir jusqu'à Birmingham.

Exactement vingt ans auparavant, des émeutes apparemment semblables se sont produites dans le même quartier de Birmingham : mais à l'époque les violences constituaient une riposte contre le harcèlement de la police, et avaient un rapport direct avec le chômage et le racisme. Bien que certaines personnes de gauche (comme Darcus Howe) aient dressé un portrait romantique des émeutes de 1985 et les aient décrites comme un «soulèvement», oubliant commodément le fait qu'une famille asiatique fut assassinée dans le bureau de poste de Lozells Road, il était encore possible à l'époque de trouver un contenu juste et progressif à ces émeutes. Mais on ne peut porter un tel jugement sur les événements du week-end dernier.

Ces événements ont été un cri de désespoir et de frustration totalement réactionnaire d'un groupe d'opprimés contre un autre. Ce cri a été involontairement encouragé par la politique de distribution des fonds menée par le gouvernement central et le conseil municipal, politique qui encourage la «différence» plutôt que l'unité, et promeut l'exclusivité ethnique et les rivalités inter-ethniques. Un des aspects mineurs, mais particulièrement écœurants de ces événements, a été la tentative de la Coalition Respect (dirigée par George Galloway et soutenue par le SWP, parti trotskyste britannique, *NDLR*), organisation largement fondée sur le communautarisme ethnique et religieux, de se présenter comme des «pacificateurs» en mettant en avant Selma Yacoob, elle-même «dirigeante communautaire» autoproclamée.

Les événements tragiques de Lozells montrent la nécessité d'une politique de classe et de revendications unificatrices qui évitent de mélanger et confondre tous les problèmes : la guerre en Irak et tous les aspects de la politique gouvernementale et municipale. Ces revendications devraient concerner les problèmes réels du chômage et l'absence de réussite des Noirs sans pour autant rendre responsables les Asiatiques (ou tout autre groupe ethnique) de la situation désespérée dans laquelle vivent les jeunes Afro-Caribéens.

Jim Denham, Birmingham, AWL

Suite à une question d'un lecteur sur la nature religieuse du conflit, Jim Denham a ajouté les précisions suivantes sur Internet :

«La rumeur qu'une jeune fille noire (afro-caribéenne) aurait été violée par un commerçant asiatique (musulman) a été lancée par un DJ chrétien qui a ensuite organisé un piquet de protestation en face de la mosquée locale. Une grande partie de l'hostilité entre les Afro-Caribéens et les Asiatiques a clairement un fondement religieux. Et la réaction de la jeunesse asiatique (musulmane) aurait elle aussi pris un tour religieux, si les dirigeants musulmans ne s'y étaient pas opposés. Je ne me suis sans doute pas assez bien expliqué dans mon article car il s'agit de questions difficiles et sensibles, mais je suis persuadé que la religion a joué un rôle important en alimentant à la fois l'hostilité entre deux communautés religieuses et le racisme [entre deux groupes "ethniques", *NDLR*].»

Finkielkraut-Dieudonné: A chaque «communauté» son petit Farakhan et l'esclavage salarié se perpétuera

Et c'est reparti pour un tour.... Après la stigmatisation, par la droite et l'extrême droite, des jeunes Franco-Africains qui auraient été les principaux acteurs des récentes «émeutes» [de novembre 2005], voilà que Finkielkraut se met lui aussi à prêcher la haine comme son ennemi juré, ou plutôt son double, Dieudonné.

Et les potes d'Alain Finkielkraut (Pascal Bruckner et Luc Ferry par exemple lors d'une émission sur LCI) se gardent bien de le critiquer sur le fond. Au mieux, ils se démarquent de la forme de ses propos, lui cherchent des excuses, voire, comme Bruckner, le comparent à Sarkozy: ce serait un dépoussiéreur d'idées, un provocateur salutaire. On voit bien que la caste médiatico-intellectuelle «de gauche», toujours prête à donner des leçons d'antiracisme et d'humanisme, reste muette quand l'un de ses membres exprime ouvertement sa haine des Africains et des Antillais et tient des propos qu'un Le Pen ne renierait pas. Tout ce qui l'inquiète, ce n'est pas de savoir si Finkielkraut colporte des propos racistes, et si ces propos ne vont pas encore aviver la haine en France, mais si ce «philosophe» va perdre un peu de pognon au cas (bien hypothétique) où on lui retirerait son émission sur France-Culture.

Alain Finkielkraut a dénoncé (avec raison sur ce point) la façon dont Dieudonné a récupéré des arguments antisémites chez Louis Farakhan, ce dirigeant de la Nation de l'Islam qui prétend que les principaux bénéficiaires du trafic d'esclaves transatlantique auraient été les Juifs.

Mais Finkielkraut n'essaie-t-il pas, au sein de la prétendue «communauté juive» de France, voire d'Israël, de jouer un rôle exactement symétrique à celui que Louis Farakhan a joué dans la «communauté noire» aux Etats-Unis ?

En effet, peu de gens savent comment s'est produite la rupture entre les Juifs démocrates et le mouvement noir aux Etats-Unis. Dans les années 60, le développement de l'idéologie du Pouvoir noir, puis des Black Panthers et de la Nation de l'Islam, d'un côté, et de l'autre l'identification de plus en plus grande d'une partie des Juifs démocrates américains à la politique colonialiste d'Israël après la guerre israélo-arabe de 1967 ont rompu définitivement

l'alliance traditionnelle entre les Juifs «libéraux» (modérés de gauche) et antiracistes et les Noirs dans leur lutte commune contre le racisme et la ségrégation aux Etats-Unis. Chacun s'est replié sur les problèmes de sa «communauté», pour de mauvaises raisons bien sûr, mais ce sont les Afro-Américains qui en ont fait les frais.

Toutes proportions gardées, c'est exactement ce que tente de faire Alain Finkielkraut (fournissant ainsi des arguments à d'autres intellectuels qui, contrairement à lui, ne se sont jamais mouillés dans l'antiracisme) en France: se désengager du combat antiraciste en assimilant à des antisémites tous ceux qui veulent dénoncer l'esclavage comme un crime contre l'humanité. Si Dieu-donné a introduit la thématique de Farakhan en France avec des bobards antisémites, Finkielkraut lui joue en France le rôle symétrique de celui de Farakhan au sein de la «communauté juive»: il fait tout pour que les Juifs de France (mais aussi d'Israël puisque ses propos sont parus dans *Haaretz*) se détournent de la lutte contre les discriminations dont sont victimes les Africains et les Antillais.

Toutes les vaguelettes médiatiques que soulèvent les déclarations crapuleuses de ce prétendu penseur antiraciste n'auraient guère d'importance si elles ne créaient pas ou n'aggravaient pas de fausses oppositions entre prétendues «communautés» et n'occultaient le vrai problème.

Sur la planète aujourd'hui ce qui domine ce n'est pas la traite des esclaves africains par les puissances occidentales, abolie depuis longtemps, c'est l'esclavage salarié, de Bamako à Pékin, de Moscou à Kaboul, de Paris à Sidney, de Washington à Bagdad, de Buenos Aires à Mexico, de Tel Aviv à Katmandou.

Cet esclavage-là, Dieu-donné comme Finkielkraut n'y trouvent rien à redire. Pas plus d'ailleurs que le nouveau CRAN, fédération d'une soixantaine d'associations africaines et antillaises et qui se prétend «apolitique». Le CRAN veut bien communier dans la mémoire de l'esclavage disparu il y a plus d'un siècle et demi, mais n'a rien à dire contre l'esclavage capitaliste actuel. Nous commencerons à prendre tous ces anti-esclavagistes et ces antiracistes vraiment au sérieux le jour où ils se battront aussi contre le principal esclavage universel moderne: l'esclavage salarié.

Cet esclavage-là joue sur toutes les prétendues différences, qu'il baptise «ethniques», «culturelles», «civilisationnelles», «religieuses», voire «raciales», pour maintenir un système d'exploitation et d'oppression universel: le capitalisme, qu'il soit privé ou d'Etat.

Tant que les esclaves salariés ne se rebelleront pas contre leurs maîtres capitalistes, ils se préoccuperont de questions secondaires: ils se focaliseront sur la couleur de la peau de leurs voisins ou collègues de travail, leur façon de s'habiller, de cuisiner, de manger, de parler, de marcher, de danser ou de jouer de la musique, oubliant ainsi l'essentiel pour le plus grand profit des exploités.

Tant que les prétendus antiesclavagistes et antiracistes à la Finkielkraut ou à la Dieudonné resteront muets sur la plaie universelle du monde actuel, l'esclavage salarié, nous ne les prendrons pas au sérieux. Au-delà de leurs prétendues oppositions et rivalités médiatiques, prenons-les pour ce qu'ils sont: des amuseurs publics, des prêcheurs de haine, des individus qui usent et abusent de leur talent littéraire ou artistique pour figer les êtres humains dans des «races» ou des communautés imaginaires.

Et entre deux prêcheurs de haine, l'un qui déteste les Juifs et l'autre qui déteste les Africains et les Antillais, que l'on ne nous demande pas de choisir.

Finkielkraut et Dieudonné, c'est bonnet blanc et blanc bonnet !

Y.C., 27/11/2005

P.S.: Lors de l'émission «Cultures et dépendances» du 25 janvier 2006, Alain Finkielkraut a semblé défendre une position un peu en retrait par rapport à ses propos reproduits dans *Haaretz*. Il ne nous a plus parlé des «Noirs», a fait étalage de sa profession de foi anticommunautariste et antivictimaire, et s'est retranché derrière deux de ses leitmotiv: la progression de l'«incivilité» et la disparition de la religion de l'effort et du respect pour la culture.

On peut, comme lui, ne pas apprécier que les rapports entre les individus soient devenus plus rugueux, pour ne pas dire agressifs, sans pour autant tomber dans la ridicule nostalgie d'une France qui aurait été dans le passé un modèle de civilité, voire LE modèle de la civilité dans le monde.

Il suffit d'évoquer la politesse et le souci d'autrui palpables dans des dizaines de coins dans le monde qui n'ont jamais été influencés par la «civilisation» française ou occidentale. Mais, bien que l'arrogance chauvine choque toujours dans la bouche d'un intellectuel censé faire preuve de plus de discernement et de largeur de vues, ce n'est pas le plus important.

Le plus grave, et c'est en cela que Finkielkraut persiste et signe dans des propos qui frôlent le racisme ou la xénophobie, c'est qu'il n'a évoqué que les «incivilités» supposées des «jeunes issus de l'immigration». On aurait affaire à un De Villiers ou un Le Pen, on comprendrait mieux: si tout va mal, c'est la faute aux étrangers, nous disent ces deux crapules politiques. Mais Finkielkraut, au nom d'un combat dérisoire contre le politiquement correct, n'a qu'une seule obsession: l'incivilité d'origine «étrangère»...

Et notre philosophe a ajouté dans la même émission, pour illustrer sa deuxième obsession, la religion de la culture et de l'effort, qu'il ne s'étonnait pas que des jeunes «issus de l'immigration» ne veuillent plus étudier et sous-estiment la culture, quand un gars comme Djamel Deboze, «d'un immense talent» selon Finkielkraut (à mon humble avis, le talent de Djamel est tout sauf immense, mais bon...), remporte du succès et gagne énormément d'argent, alors que sa réussite sociale et financière ne doit rien aux études.

Cet intellectuel se fout vraiment du monde: comme si dans le showbizz, le

cinéma, le sport, la télé-réalité, et bien d'autres champs d'activité, il n'y avait pas des dizaines de jeunes Franco-Français qui gagnent beaucoup de fric et n'ont jamais été des «premiers de la classe» !

Une telle obsession à propos des origines pseudo-ethniques d'une partie de la population française n'a qu'un nom: au pire le racisme, «au mieux» la xénophobie.

Quand les jeunes révoltés «dansent avec les loups»

Écrit au départ pour informer des camarades d'autres pays en quête d'informations fiables, ce texte tente de décrire ce qui s'est passé pendant ces trois semaines de novembre 2005 dans ce qu'il est convenu d'appeler les «banlieues».

L'objectif était à la fois modeste et circonscrit: synthétiser le maximum d'infos parues dans les médias, sans verser dans le sensationnalisme «gauchiste» et tenter de donner un point de vue politique, sans prétendre offrir des réponses concrètes détaillées, celles-ci ne pouvant être fournies que par des hommes et des femmes qui vivent et militent sur place depuis des années et connaissent parfaitement les problèmes évoqués ici de façon très générale par un non-spécialiste.

Cet article essaie aussi de répondre à un problème délicat rarement abordé (pour ne pas dire totalement ignoré) dans la presse dite révolutionnaire: l'«ethnisation» de la question sociale, à la fois par les oppresseurs et les opprimés (comme en témoigne notamment le Mouvement des Indigènes de la République). Le choix a été délibérément fait de ne pas négliger des informations, analyses et chiffres publiés à ce sujet dans des journaux de droite (*Le Figaro*, *Le Parisien*, *Le Point*, etc.) tout en sachant parfaitement:

- que cette presse se nourrit de ses contacts étroits avec différents services de police, dont les RG aux analyses souvent fantaisistes,
- et que les idéologues réactionnaires s'y expriment en toute liberté.

En dehors des guillemets de rigueur, nous n'avons pas jugé utile de préciser à chaque fois que les chiffres cités sur la «violence» et la «criminalité» sont à prendre avec des pincettes, mais ils sont néanmoins utiles car ils peuvent dessiner des tendances ou des évolutions. Le lecteur devra donc prendre nos hypothèses fondées sur des statistiques policières douteuses pour ce qu'elles sont: des idées à vérifier et à envisager avec le plus grand sens critique – ce dont nos lecteurs ne sont pas dépourvus.

«Danser avec les loups» signifie provoquer les flics, se faire courser et bien sûr leur échapper. Une version moderne et nettement plus «hard» du jeu des cow-boys et des Indiens, en quelque sorte. Sauf que les résultats immédiats de cette danse de novembre sont plutôt inquiétants et n'ont rien de spécialement «ludique», pour causer comme les sociologues ou les profs de banlieue qui analysent la fascination, réelle ou imaginaire, de leurs élèves pour les voitures qui «crament».

Près de 4770 jeunes ont été arrêtés (dont environ 45% de mineurs – les chiffres définitifs ne sont pas encore connus), et beaucoup d'entre eux ont été condamnés à des peines de prison ferme

– Le gouvernement a décidé de décréter l'«état d'urgence» durant 12 jours, en ayant recours à une vieille loi adoptée en 1955 qui n'avait été jusqu'ici appliquée qu'en Algérie en 1955, en France en septembre 1958 dans trois départements contre les «Nord-Africains», en octobre 1961 contre les «Français musulmans» d'Algérie notamment à Paris (d'où le tristement célèbre massacre du 17 octobre 1961 qui a fait environ 160 morts), et en Nouvelle-Calédonie de janvier à juin 1985. Cette loi permet aux préfets de décider un couvre-feu, avec ou sans l'accord du maire, mais aussi d'autoriser des perquisitions de nuit sans mandat, de fermer des cafés, des salles de réunion, etc. Pire, mais cela n'a pas encore été décidé, cette loi prévoit aussi la possibilité de restreindre la liberté de la presse, de créer des camps d'internement spéciaux et autres mesures liberticides. Le Conseil des ministres a ensuite souhaité prolonger l'état d'urgence pendant trois mois et a obtenu l'appui du parlement pour cela, créant ainsi une situation absolument sans équivalent depuis quarante ans. S'il est évident que Chirac et ses potes ont des arrière-pensées électorales et craignent une nouvelle montée de l'extrême droite (et qu'ils ont donc intérêt à faire des rodomontades symboliques), il existe aussi la possibilité que cet état d'urgence baroque marque une volonté de restreindre davantage les libertés démocratiques ou de réprimer le mouvement social, même s'il est pour le moment trop tôt pour en tirer des conclusions (d'où notre scepticisme face à ceux qui évoquent la «fascisation» ou le glissement vers la «dictature»).

– Le gouvernement a décidé de permettre aux patrons de prendre en apprentissage des jeunes en échec scolaire dès l'âge de 14 ans, alors que la scolarité obligatoire et le collège unique sont censés concerner les élèves jusqu'à 16 ans.

Comme le rappelle Philippe Meirieu sur Internet: «faire sortir du système scolaire un enfant à 14 ans, c'est décider de son sort à 12 ou 13 ans. L'institution scolaire a en effet une fantastique capacité à anticiper les décisions». Cette mesure représente un grand pas en arrière pour la jeunesse ouvrière, et ne touchera évidemment que les enfants des familles les plus pauvres, donc en grande partie les familles qui ont le plus récemment immigré en France et dont les enfants sont statistiquement plus susceptibles de se retrouver en échec scolaire.

Elle vise à détruire par la bande le «collège unique», bête noire de la droite. Cette mesure empêchera les fils et les filles de prolétaires de bénéficier d'une meilleure éducation générale, d'une meilleure qualification, et cela évidemment les désavantagera s'ils envisagent plus tard d'entamer des études universitaires (68% des élèves orientés en 3^e vers les lycées professionnels viennent de milieux populaires). Et cela permettra aux patrons d'embaucher des «pré-

apprentis volontaires» de 14 ans... qui ne seront sans doute pas rémunérés, puisque la loi ne l'autorise pas, du moins pour le moment. Comme l'écrit *L'Humanité* du 1^{er} décembre: «A partir de 15 ans, la rémunération va de 25% du SMIC pour la première année à 53% pour la troisième. Pour les apprentis âgés de 21 ans et plus, elle est de 53% pour la première année et de 78% pour la troisième.» On voit donc que toutes les formules d'apprentissage permettent d'exploiter des salariés pour une somme bien inférieure au SMIC.

De plus comme le note *La lettre de Liaisons*, reprenant un texte de Gérard Filoche: «L'apprentissage, en France, est un échec de masse, deux apprentis sur trois ne finissent jamais cette pseudo-formation, souvent réduite à un "stage" mal payé, avec des maîtres d'apprentissage qui ne sont plus formés pour cela depuis que Balladur en a décidé ainsi en 1994 (...). En trois ans, un jeune passe de 35% du Smic à 85% (...). Et il n'apprend rien, sauf à subir l'exploitation sur le tas ! Les conditions de travail se sont dégradées pour les jeunes dès le premier contact avec les entreprises, l'apprenti boucher gratte les tables de découpe, la coiffeuse ne fait que balayer les cheveux des clients, la vendeuse se fait houspiller parce qu'elle ne va jamais assez vite, tous sont contraints à des heures supplémentaires impayées au détriment de la partie "théorique" de la formation qu'ils sont censés suivre...

«Mais il est vrai que le contrat d'apprentissage, quand il est signé, est plus difficilement rompu que le "contrat nouvelle embauche" ! C'est d'ailleurs pourquoi le CNE (Contrat Nouvelle Embauche) est devenu plus intéressant pour un patron qu'un contrat d'apprenti... Mais Villepin n'est pas à ce genre d'incohérence près... Il ne sait sans doute pas que, même au bas prix des apprentis, il est tout de même difficile à un jeune de trouver un "stage" et que les "nombreux "stagiaires" le sont illégalement, hors droit, comme des milliers d'entre eux le dénoncent actuellement...»

Enfin, toutes sortes de biens ou d'installations utiles à la population ont été incendiés et détruits: voitures, gymnases, écoles, bus, crèches, centres de loisirs, foyers d'immigrés, théâtres, maisons de retraite, etc. (Nous ne pleurerons pas sur le sort des commissariats de police ou des garages de police incendiés, parce qu'au moins ces actes sont susceptibles d'avoir un sens politique.)

L'«étincelle qui a mis le feu à toute la plaine» ?

Tout a commencé le 27 octobre, à Clichy-sous-Bois, une banlieue «défavorisée» du nord-est de Paris. Clichy-sous-Bois est une petite ville de 28 000 habitants au nord de Paris qui compte 25% de chômeurs. 30% des logements sont des HLM. La moitié de la population a moins de 25 ans. Les cadres et les classes moyennes ne représentent que 4,7% de la population et les immigrés 33%.

Bouna et Zyed, respectivement d'origine mauritanienne et tunisienne, venaient de terminer une partie de foot avec d'autres copains quand ils ont aperçu des policiers. Effrayés, ils se sont mis à courir et se sont réfugiés dans un local EDF où ils ont été électrocutés. Alertée par un troisième jeune, Metin,

gravement brûlé dans le transformateur, la jeunesse locale se mobilisa spontanément dans les rues et protesta, brûlant des poubelles, des voitures, etc. Mais les choses auraient pu en rester là, ou durer quelques jours dans la petite ville de Clichy-sous-Bois, si le ministre de l'Intérieur n'avait pas accusé les deux jeunes décédés d'avoir été en train de dévaliser un chantier et si, le 30 octobre, une salle de prière musulmane n'avait pas reçu une grenade lacrymogène – on ignore encore si elle est tombée devant la salle de prière ou à l'intérieur, mais cela ne change rien quant aux conséquences.

Mais une chose est claire: le ministre de l'Intérieur a menti une seconde fois, en accusant les «émeutiers» d'avoir lancé la grenade lacrymo. Il a ensuite été contraint d'admettre qu'il s'agissait d'une arme de la police, mais il a eu le culot de déclarer qu'il n'y avait aucune preuve que la grenade ait été lancée par... un policier !

Cela a conduit un médiateur de Clichy-sous-Bois à déclarer, durant une émission de télévision: «C'est comme si je disais que les pierres et les cocktails Molotov appartiennent sans doute aux “émeutiers”, mais qu'il n'y a aucun moyen de prouver qu'ils s'en servent contre la police.»

Les mensonges du ministère de l'Intérieur, les mots violents et racistes (1) qu'il a employés de façon répétée contre la jeunesse devant les caméras de télévision, dans la rue ou dans les studios de télévision, la réticence initiale du pouvoir à ouvrir une enquête sur la mort de Bouna et Zyed et le mépris affiché contre les musulmanes et musulmans qui ont suffoqué dans la salle de prière et n'ont reçu aucune excuse des plus hautes autorités de l'Etat, tous ces facteurs ont exaspéré non seulement les jeunes de Clichy-sous-Bois, mais une partie significative de la jeunesse qui vit dans les quartiers populaires.

Durant les jours suivants, la situation a encore empiré dans de nombreuses banlieues parisiennes, puis à l'échelle nationale. Certes, l'attitude arrogante de Sarkozy n'a pas contribué à calmer les choses, ni les attitudes arrogantes et racistes des jeunes CRS inexpérimentés envoyés dans les quartiers. (Certains journalistes semblaient suggérer qu'il existait une différence d'importance entre les jeunes policiers inexpérimentés et ceux qui avaient de la «bouteille» ; si tous étaient dangereux pour les «émeutiers» et la population en général, les premiers étaient jugés beaucoup plus susceptibles de commettre la bavure qui aurait fait basculer la situation politique. En Seine-Saint-Denis, par exemple les deux tiers des poulets du commissariat ont moins de 5 ans d'ancienneté, se plaignait un de leurs officiers.)

En temps normal, de jour comme de nuit, les policiers contrôlent systématiquement l'identité des jeunes qu'ils considèrent d'origine étrangère, qu'ils soient Africains, Antillais, Turcs ou d'Afrique du Nord. Et cela peut se répéter plusieurs fois dans la journée. Comme le raconte à *Libération*, le 14/11/2005, le rappeur Rim-K du 113, auteur de la chanson *Face à la police* (1999): «J'avais 20 ans quand j'ai écrit ce morceau. Je me faisais contrôler une bonne dizaine de fois par semaine.» D'ailleurs, dans le *Nouvel Observateur*, le lieu-

tenant David Barbas, porte-parole du Syndicat national des officiers de police (SNOP, majoritaire) admet: «Ils disent eux-mêmes qu'il leur arrive de se faire contrôler cinq fois dans la même journée. Ce n'est pas toujours vrai mais ce n'est pas toujours faux non plus.» De plus, les condés tutoient les jeunes au lieu de les vouvoyer quand ils ne les insultent pas. Dans la *Lettre versatile n° 191 de Jimmy Gladiator* un professeur raconte à propos d'un de ses élèves de terminale, en Seine-Saint-Denis. «*Il vient de nous raconter, tout simplement, pas un mot plus haut que l'autre, comment l'été dernier, à l'occasion d'un prétendu contrôle de police, dans sa cité, il s'est retrouvé déshabillé de force sur la voie publique, humilié, en caleçon, un policier lui tâtant complaisamment les parties en ricanant: " T'aimes ça, hein, petite pédale, qu'on te les tripote, hein, allez vas-y, là, chiale un coup devant tes potes, allez !" V. a effectivement pleuré. On soupçonnait des trafics dans le quartier... Aucune suite à cette vérification d'identité. Son médecin lui a prescrit des calmants.*»

Notons qu'en France les effectifs de la police nationale sont en expansion constante. Entre 1974 et 2003 on est passé de 99 144 policiers à 142 836. De plus, ces chiffres ne tiennent pas compte des polices municipales privées, en augmentation régulière.

La jeunesse voulait exprimer sa solidarité envers les deux jeunes morts à Clichy, protester contre les attitudes des flics, protester contre la grenade lacrymogène lancée contre la salle de prière (ou en tout cas qui avait atterri à proximité) et beaucoup aussi se sont rappelé les nombreuses bavures policières antérieures qui s'étaient terminées par des non-lieux ou des peines symboliques: comme le rappelle Mimouna Hadjam : «189 Français d'origine maghrébine ou africaine sont morts dans les commissariats, les cités, victimes de l'idéologie sécuritaire», rien qu'entre 1981 et 1991.

Les médias ont sans doute joué un rôle dans l'extension des «émeutes» [pourtant on a appris au bout de dix jours que les chaînes de télévision françaises avaient décidé de censurer une partie des images qu'elles filmaient, ce qui explique peut-être pourquoi les «émeutes» ont été perçues comme beaucoup plus graves à l'étranger qu'en France].

En effet, certains groupes ou ados stimulés par la télé voulaient que leur «téci» devienne «célèbre» le temps d'un soir. Brûler des poubelles et des voitures, attaquer les flics et les pompiers permettait de «passer au 20 heures» ou d'avoir sa photo dans le journal (même avec une cagoule), et de montrer aux «keums» des autres quartiers qu'on avait autant de «couilles» qu'eux (les jeunes filles et les jeunes femmes ont brillé par leur absence durant les «événements», même si tous les journalistes ont souligné leur compréhension des causes de la révolte).

Un autre facteur a sans doute joué un rôle: le fait que les flics et les pompiers étaient massivement mobilisés les a poussés, dans une logique purement bureaucratique, à intervenir en masse, tout simplement pour justifier leur paie et leurs heures sup. C'était d'ailleurs le but des petits groupes d'«émeutiers»:

brûler quelques poubelles, attirer 3 cars de flics et 3 camions de pompiers, disparaître dans un autre endroit, attaquer les flics ou les pompiers de façon à attirer encore davantage d'uniformes, et ainsi de suite.

Les «émeutiers» ont eu besoin de quelques jours pour trouver de nouvelles tactiques afin de s'organiser (par exemple, afin de ne pas être reconnus, certains allaient dans d'autres quartiers que le leur et échangeaient leur lieu d'«intervention» avec d'autres groupes ou bandes). Et de leur côté les forces de répression ont eu besoin de quelques jours pour comprendre leur tactique et trouver la réponse appropriée.

Comme l'écrit *L'Express* du 10 novembre: «La police décide de changer de tactique. Elle s'est rendu compte que le déploiement de CRS en grand nombre et l'arrosage à l'aide de grenades lacrymogènes faisaient le jeu des “agresseurs”. Ils reculaient pendant la charge et, une fois le gaz dissipé, repartaient de plus belle. Alors les CRS interviennent en petits groupes. Ils utilisent un car léger, le Boxer, contenant 6 policiers, lesquels patrouillent deux par deux pour interpellier les casseurs. Ces derniers changent alors de stratégie. Ils se déplacent alors en petits “commandos” de deux ou trois, à moto ou à pied, mettent le feu à une voiture ou à un bâtiment et s'enfuient aussitôt.»

Pour des raisons politiques, le gouvernement a préféré tomber dans le piège des «émeutiers» (c'est-à-dire envoyer une quantité disproportionnée de flics dans les quartiers) à la fois pour montrer à la population qu'il maîtrisait la situation mais aussi afin de la surdramatiser dans un but de récupération politique assez évidente: faire croire qu'on pouvait avoir confiance en lui pour rétablir l'ordre.

Une crise aux racines profondes et lointaines

Mais, fondamentalement, les raisons des «émeutes» sont beaucoup plus profondes que les quelques éléments circonstanciels énumérés ci-dessus. Les experts estiment qu'il existe au moins 1500 quartiers difficiles dont 752 sont classés ZUS (zones urbaines sensibles) selon leur dernière appellation bureaucratique. Ces quartiers ouvriers, ou plutôt «pauvres», regroupent 4,2 millions d'habitants, dont la situation ne fait qu'empirer depuis des années. Quels sont les principaux problèmes de ces quartiers ?

Le chômage peut atteindre jusqu'à 40 ou 50% dans certains quartiers pour les descendants d'immigrés (la «deuxième» voire même «la troisième génération», ou ceux entrés en France depuis seulement quelques années), par rapport à une moyenne nationale de 10%.

En 2004, le niveau de chômage pour les 15-59 ans était de 20,7% dans les ZUS, Zones urbaines sensibles, soit le double du taux de chômage national. Dans ces zones pauvres, la population a diminué de 8,6% mais le niveau du chômage a augmenté de 6% entre 1990 et 1999. 18,8% de ceux qui cherchent un emploi ont le bac contre 30,1% dans les autres villes. 43,6% n'avaient aucun diplôme du tout. 15,7% touchent le RMI contre 10,9% à l'échelle nationale. Pour ceux qui ont moins de 25 ans le taux de chômage atteint 32,6% et

la situation ne fait qu'empirer. Par exemple à Clichy-Montfermeil, le taux de chômage pour les moins de 24 ans est passé de 27,1% en 1990 à 37,1% en 2004. Dans la zone du «Plateau Est de Dreux» (11 042 habitants), le taux de chômage des moins de 24 ans atteint 56,4%.

– Un logement catastrophique: des tours et des barres construites dans les années 60 et 70, géographiquement isolées, généralement coincées entre une autoroute et une voie ferrée, dépourvues de transports publics, de services publics, de commerces, etc.

– Un système scolaire public dramatiquement déficient: les professeurs sont généralement motivés jeunes et mais inexpérimentés. 25% ont moins de trente ans dans les ZUS, contre 17,7% dans le reste du pays ; et ce taux monte à 37,79% dans les ZUS d'Ile-de-France ; comme le souligne *Le Monde de l'éducation*, ce pourcentage «peut monter jusqu'à 63,9% dans certains établissements». Les enseignants apprennent leur métier au contact des élèves les plus difficiles ; dans ces mêmes écoles, le taux d'absentéisme est élevé (4,1% au lieu de 1,9% dans le reste de la France) ainsi que le niveau de «violence» (10% des écoles concentrent la moitié des «actes de violence»: insultes, agressions physiques, vols, rackets, etc.) et un pourcentage élevé d'enfants dont les parents sont étrangers (10% des collèves scolarisent plus de 40% d'enfants d'origine étrangère). D'après *Le monde de l'éducation*, «38,2% des enfants de milieu défavorisé redoublent à l'école, contre 17,4% dans l'ensemble de la population». Et «un enfant sur quatre dont les deux parents sont nés à l'étranger sort non qualifié du système scolaire».

Rappelons, pour terminer, que tout le ramdam orchestré par la droite autour du financement prétendument «pharaonique» des ZEP (Zones d'éducation prioritaires) créées par la gauche en 1981 repose sur une série de mensonges. Comme l'écrit *Libération* (15/11/2005), «L'Etat n'a jamais particulièrement doté les ZEP. Un élève sur 5 était scolarisé en ZEP en 2003, soit 1 700 000 élèves. Le surcoût de masse salariale des enseignants n'est que de 8% par élève en ZEP (...). Une classe de collège en ZEP compte en moyenne deux élèves de moins qu'une classe non ZEP. (...) Le taux d'élèves issus de familles défavorisées est de 65,4% en ZEP contre 44,7% ailleurs. Dans 10% des établissements classés ZEP, ce taux d'enfants défavorisés dépasse 80%.» Ces chiffres montrent, s'il en était besoin, l'orientation de classe du système scolaire qui préfère concentrer ces efforts sur des établissements privilégiés et des enfants issus des classes moyennes ou supérieures en «attirant des enseignants en milieu ou en fin de carrière mieux payés», comme le dit le même article de *Libération*.

– Un système de santé publique déplorable (deux fois moins d'hôpitaux dans les zones pauvres que dans le reste de la France ; dans certains quartiers la proportion peut être 10 fois inférieure que leur commune de référence et 71 ne possèdent aucun établissement médical), mais aussi moins de médecins, de spécialistes et de généralistes, de pharmacies, beaucoup plus de problèmes de

surpoids voire d'obésité, de mauvaise vision, de problèmes dentaires chez les enfants de prolétaires (trois fois plus de caries non traitées), etc.

– Une situation très dure pour les femmes: par exemple, c'est dans les quartiers ouvriers que l'on trouve le plus fort pourcentage de mères qui élèvent seules leurs enfants et qui vivent sous le seuil de pauvreté. Dans le département de la Seine-Saint-Denis, la moitié de ces mères célibataires sont considérées comme «pauvres».

Les sociologues, les travailleurs sociaux, les médiateurs, les responsables d'associations... et les chanteurs de rap s'attendaient à ce type d'événements, qui se sont déjà produits, soit dans les banlieues parisiennes, soit dans d'autres villes mais jamais pendant une période aussi longue et sur une échelle aussi grande.

Si l'on se fie aux statistiques du ministère de l'Intérieur à propos des «violences urbaines», elles seraient passées de 3 642 «actes de violence» en 1993 à plus de 100 000 en 2005. Durant les dix premiers mois de 2005, 28 041 voitures et 17 489 poubelles ont brûlé, et il y a eu 6 004 «jets de projectiles» (pierres, cocktails Molotov, bidets, pavés, etc.). Cela signifie que les députés, les maires, l'administration, les hauts fonctionnaires, les ministres, etc., disposaient de tous les indicateurs d'alerte mais qu'ils les ont ignorés pour des raisons évidentes: cela aurait coûté beaucoup trop cher de remettre en place (voire de créer de toutes pièces) tout ce qui avait été lentement détruit durant les 30 années précédentes: les emplois, le logement social, les services publics, les commerces, les centres culturels, de sports ou de loisir, etc. – en bref, toute l'économie et la vie sociale de ces quartiers.

Les premières «émeutes» importantes aux Minguettes, près de Lyon, en été 1981, avaient provoqué une Marche pour l'égalité en 1983. Cette marche est passée à la postérité sous le nom de «Marche des Beurs», expression qui n'a aucun contenu politique, mais ce changement d'appellation est lourd de sens: on est passé d'un objectif politique qui s'adressait à tous les exploités à une expression pseudo-ethnique. Près de 100 000 personnes s'étaient rassemblées à Paris le 3 décembre 1983, et cet événement avait soulevé de nombreux espoirs, notamment chez les jeunes d'origine étrangère. Mais seulement trois semaines après cette marche le Premier ministre socialiste avait violemment attaqué les grévistes musulmans de Talbot-Poissy, en grève contre des licenciements de masse dans l'industrie automobile.

La gauche au pouvoir pendant quinze ans (1981-1986 ; 1988-1993 ; 1997-2002), et particulièrement le Parti socialiste, n'a su que coopter un petit nombre de dirigeants locaux dans ses équipes municipales locales (à un très bas niveau de responsabilités), financer certaines associations politiques locales et nationales (dont SOS Racisme fondé en 1984 est la plus connue) qui sont devenues fortement dépendantes du PS, perpétuant ainsi une vieille tradition clientéliste. La gauche n'a pas cherché à lancer un programme massif d'investissements dans le logement, l'éducation, la santé, les transports et la

culture, pour ne mentionner que quelques besoins fondamentaux. Elle a préféré faire de beaux discours sur le racisme et sur le multiculturalisme, la «République métisse» (2), au lieu de s'attaquer aux fondements économiques du racisme et de la ségrégation sociale.

Elle a préféré sélectionner progressivement une minuscule élite de dirigeants obéissants (Malek Boutih en étant la caricature avec ses dénonciations sarkoziennes de la «caillera» et ses déclarations ignobles en 2003 au cours d'une réunion socialiste: «Le beur qui gagne 6500 francs par mois se croit toujours supérieur aux bougnoules qui gagnent moins», *Libération* du 18/11/2005) et recruter des travailleurs sociaux sous-payés d'origine africaine ou nord-africaine, plutôt que de s'attaquer aux problèmes du chômage de masse. Les habitants des quartiers ouvriers ont dû faire l'expérience de la gauche au gouvernement pendant de nombreuses années pour découvrir qu'elle ne «pouvait pas [et ne voulait pas, ajouterons-nous] soulager toute la misère du monde» comme l'a cyniquement déclaré Rocard, et partiellement comprendre le rôle de cette gauche pseudo-réformiste.

En octobre 1990, une deuxième vague de révoltes a explosé à Vaulx-en-Velin et, depuis, la gauche et la droite ont décidé de lancer différentes «politiques de la ville» conduites par un ministère de la Ville créé en mai 1991. Cela a abouti à la lente rénovation de certains quartiers et à la création de «zones franches».

Rénovation et zones franches

La rénovation a surtout consisté à détruire de façon spectaculaire des tours et des barres d'immeubles. Ce processus a mobilisé d'énormes sommes d'argent mais a eu des effets sociaux limités. Planter quelques arbres, repeindre les cages d'escaliers, ou même construire de petits immeubles à trois étages au bord de jolies pelouses, tout cela est bien joli, mais cela ne donne pas de boulot aux habitants. Si l'on veut vraiment procéder à une révolution complète de l'urbanisme dans un quartier, cela prend des années, cela suppose la consultation démocratique et la mobilisation des habitants (ce que les partis de gauche et de droite ne souhaitent pas). Et cela ne peut marcher que si l'on n'oublie pas le facteur emploi, sinon on risque paradoxalement d'aboutir à l'expulsion des plus pauvres pour les remplacer par des familles des classes moyennes. Comme le dit un conseiller municipal PS: «Si on voulait être méchant, on dirait que la politique de la ville a consisté à acheter la paix sociale. On démolit, on réduit la taille du ghetto, c'est tout.» (P. Bertinotti cité dans *Le Monde* du 11 novembre 2005).

Quant à la création des «zones franches», zones contestables d'un simple point de vue réformiste puisqu'elles accordent des privilèges fiscaux aux patrons, et où les entreprises sont censées embaucher 25% de personnel local, elle a eu un impact limité pour le moment: seulement 90 000 emplois auraient été créés depuis 2003, selon les statistiques les plus optimistes. De nombreux habitants des banlieues se plaignent d'ailleurs qu'on ne leur offre, dans ces

fameuses zones franches, que les boulots les plus mal payés et les moins qualifiés.

Depuis les années 90, un troisième changement important s'est produit: la gauche a commencé à adopter le même langage que la droite et l'extrême droite et à parler constamment de la «sécurité», au lieu de s'attaquer à l'insécurité sociale.

La jeunesse révoltée des années 80 (qui espérait tellement dans les réformes ou qui avait des conceptions politiques plus ou moins radicales) a été remplacée par des ados et de jeunes adultes complètement désespérés qui savent qu'ils n'ont aucun avenir, et en fait rien à perdre. Pour un certain nombre d'entre eux, être frappé, arrêté par les flics, voire aller en prison, n'est pas un signe d'échec, mais un acte héroïque, un test qu'il faut réussir pour être respecté.

Quartiers et banlieues

La situation dans les banlieues populaires a aussi empiré à cause du développement d'une importante économie parallèle fondée sur le trafic de drogue et d'autres «business» concernant toutes sortes de biens volés. Cela a amené certains gangs criminels à essayer de contrôler certains mini-quartiers et à empêcher les flics d'y entrer. Mais, lorsque des politiciens démagogues ont prétendu que des «éléments criminels» avaient manipulé les «émeutes», ils ont vite été démentis par les policiers eux-mêmes: les micro-quartiers les plus contrôlés par des gangs sont ceux qui n'ont connu aucune «émeute» – inutile de se demander pourquoi.

Il faut ajouter que les «banlieues» ne sont pas homogènes: pavillons, tours décrépités et nouveaux immeubles cohabitent. La situation peut changer d'une avenue à l'autre, d'un pâté de maisons à l'autre, du début à la fin d'une rue. C'est pourquoi il est difficile de parler des «banlieues» comme d'un tout homogène. La seule chose évidente c'est que plus les quartiers sont pauvres, plus il y a de chances que des immigrés ou des enfants ou des petits-enfants d'immigrés ayant une carte d'identité française y habitent en nombre. Et ces quartiers sont souvent isolés, séparés du reste du «tissu urbain» comme disent les technocrates.

Quartiers en friche, quartiers en chiffres - le 7 /11/ 2005

Source: <http://www.inegalites.fr> Un point de vue de Pierre Billion. (...)

«Sur le site de la DIV (Direction inter-ministérielle à la ville), le gouvernement rend justement accessible depuis avril 2002 les données statistiques issues du recensement de la population et de l'ANPE pour chaque quartier sensible comprenant plus de 6000 habitants. La politique de la ville a mis 20 ans à nous offrir cet outil de compréhension de la fameuse "sensibilité" des quartiers. Profitons-en !

«C'est, en effet, l'occasion d'établir un portrait de la Zone de Redynamisation Urbaine (ZRU) du grand ensemble de Clichy-Montfermeil (Seine-Saint-

Denis). Au recensement de 1999, ce "quartier prioritaire" comprenait 29 955 habitants et perdait 6% de sa population depuis 1990. 41% de la population y est âgée de moins de 20 ans. Le taux de chômage total est de 27,9%. Pour les 15-24 ans il s'élève à 37,1%. Un tiers des ménages du quartier ne possède pas de voiture. 11,4% des logements sont vacants. 40,3% de la population de plus de 15 ans ne possède aucun diplôme. Parmi ceux qui travaillent, 17,7% sont des salariés précaires.

«Rendez-vous dans le quartier de la Madeleine à Evreux (Eure) où les émeutiers se déchaînent particulièrement. Cette Zone urbaine sensible (ZUS) de quelque 12 000 habitants a perdu plus de 9% de sa population entre 1990 et 1999. Elle affiche, elle aussi, quelques compteurs au rouge: 44,3% des 15 à 24 ans sont au chômage. Ils n'étaient que 21,6% en 1990. Les salariés précaires représentent 27,9% de la population active occupée (17,2% en 1990). 37,9% des ménages ne possèdent pas de voiture. 40,2% des 15-24 ans hors élèves et étudiants ne possèdent pas de diplôme. Entre 1990 et 1999, le nombre de chômeurs dans le quartier a augmenté de 42,2%, etc.

«(...) On peut encore faire le même exercice pour le quartier Saint-Jacques de Perpignan qui défraya récemment la chronique, suscita la visite d'un ministre et stimula son "sens de la formule". Relevons au passage quelques indicateurs à propos de ce quartier de 7271 habitants: un taux de chômage de 48,4% (50,4% pour les 15-24 ans), 28,9% des logements inoccupés, 36,8% de salariés précaires dans la population active occupée, 46% de la population de plus de 15 ans ne possédant aucun diplôme, 62,1% des ménages ne possédant pas de voiture, etc. Bref, ces quelques chiffres plutôt "parlants" constituent un moyen simple et efficace de relativiser la guerre des Gitans et des Maghrébins, le communautarisme, comme seules causes de désordre. (...)»

Qui a participé aux «émeutes» ?

Apparemment des jeunes de 10 à 25 ans, mais plutôt des ados. Tous les observateurs notent qu'il existe une grande différence entre ces "émeutes" et celles des années 80 et 90: les "émeutiers" sont plus jeunes et il existe aujourd'hui un plus grand fossé avec leurs frères ou sœurs aînés, ceux qui ont entre 20 et 30 ans.

Cette révolte n'avait pas vraiment de contenu politique (3), au sens traditionnel du terme, avec ses revendications et ses formes d'organisation traditionnelle. Et elle n'a certainement pas été inspirée par les islamistes, contrairement aux fables inventées par certains journalistes ou politiciens. (Les islamistes radicaux, les djihadistes-terroristes, gardent profil bas, l'une des raisons étant que les services secrets français les infiltrent, ce qui explique pourquoi des réseaux sont régulièrement démantelés. De plus, l'objectif des islamistes, qu'ils soient djihadistes ou «simplement» fondamentalistes sans objectif politique précis, est plutôt d'isoler leurs militants de la vie quotidienne des cités plutôt que de les pousser à se faire bêtement arrêter, fiché voire con-

damner pour avoir jeté des pierres ou cramé une voiture.)

Si l'on en croit la presse, il semble que, dans quelques quartiers, de tout petits trafiquants aient voulu protéger leurs territoires et, en distribuant quelques billets, aient favorisé des confrontations avec les flics pendant quelques jours, mais ils ont rapidement changé d'avis quand ils se sont aperçus que cela aboutissait à l'effet inverse de celui qu'ils souhaitaient.

Dans d'autres quartiers il y a sans doute eu aussi une certaine émulation entre les jeunes de banlieues rivales, organisés en bandes, ou pas ; dans de petites villes où l'on n'a brûlé que quelques voitures, la motivation pouvait être juste de s'amuser un peu et d'attirer l'attention des médias, etc.

Il faut aussi noter que les dernières «émeutes» se situent dans un contexte plus général: l'explosion de ce l'on appelle la «délinquance juvénile». Entre 1973 et 1996, on est passé de 72 242 mineurs à 143 824, dont 18% ont été accusés d'un «crime» ou d'un «délit». On doit bien sûr être très prudent avec ces statistiques, manipulées en permanence par les institutions étatiques. Mais elles montrent au moins, sur le long terme, que l'Etat a une attitude de plus en plus répressive vis-à-vis de la jeunesse, répression qui à son tour nourrit la haine contre les flics et les juges.

Des bandes «mono-ethniques» ?

Selon les Renseignements généraux et les sociologues interviewés dans la presse de droite, on assisterait à la création de bandes mono-ethniques au moins depuis 1998 (d'après eux, cette année-là, un groupe de 200 jeunes Franco-Antillais ou Franco-Africains aurait opéré une descente musclée sur les Champs-Élysées). Les bandes (environ 1000 personnes) qui ont attaqué le 8 mars 2005 la manifestation des lycéens à Paris étaient aussi d'origine africaine ou antillaise, comme le montrent les témoignages.

Les flics et les spécialistes interviewés par la presse de droite prétendent qu'il existerait aussi une fascination croissante pour la culture des gangs noirs américains, sur le plan vestimentaire, musical, etc., liée à l'arrivée, au cours des vingt dernières années de 250 000 Africains (clandestins ou au titre de l'immigration familiale) qui vivaient dans les quartiers les plus pauvres, dans des appartements surpeuplés. Ils en tirent la conclusion que ces enfants franco-africains vivaient beaucoup plus dans la rue pour échapper à leurs déplorables conditions de logement.

Il est effectivement normal que, lorsque des parents n'ont pas la possibilité financière d'offrir à leurs enfants des chambres individuelles, leur progéniture étouffe entre les quatre murs de leur logement exigü. Mais on fera remarquer à ces distingués «spécialistes» que le fait de vivre dans la rue n'est pas une caractéristique «culturelle» ou «ethnique».

Les enfants et les jeunes ont toujours préféré s'amuser dans la rue... que sous le regard et le contrôle de leurs parents.

Il est difficile de savoir si ces flics et ces spécialistes:

– mentent grossièrement et jouent avec les préjugés racistes et des images d'Épinal (le «bon» village africain, les effets néfastes de la polygamie, l'efficace contrôle social des voisins en Afrique, etc.) qui ne correspondent à la réalité ni en France ni dans le pays d'origine. Cela fait belle lurette, par exemple, que l'Afrique n'est plus un continent peuplé majoritairement de paysans vivant dans des cases ; seule une «ethnie», les Mandés, pratique massivement la polygamie en France ; les statistiques sur la polygamie sont hautement fantaisistes puisque selon les sources, la polygamie concernerait de 12 000 à 30 000 familles, et le nombre d'enfants serait de 12 à 10 par famille etc. ;

– s'ils essaient de placer la responsabilité de tous les problèmes sociaux sur un seul groupe pseudo-ethnique (les «Blacks», concept absurde réunissant Antillais et Africains),

– s'ils jouent sur les divisions entre les ressortissants d'Afrique noire et d'Afrique du Nord, ou les alimentent,

– s'ils exagèrent un phénomène limité et voué à disparaître,

– ou s'ils ont identifié une tendance sociale lourde qui aboutirait à accroître le fossé entre des communautés ethniques imaginaires construites sur de prétendues «races».

Patrons et discriminations: des tendances contradictoires

Les «immigrés» de la «deuxième génération» sont nés en France et sont Français de naissance. Ils possèdent une carte d'identité, mais sont souvent considérés par la population et spécialement par la police et l'administration comme s'ils venaient de débarquer de l'avion ou du bateau. En même temps, la question est plus complexe.

Même s'il est interdit d'établir des statistiques à partir de l'origine «ethnique» ou «raciale» (en France, jusqu'ici du moins, le mot de «race» n'est pas considéré comme un concept scientifique, contrairement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne), il y a quelques années a été organisée une enquête portant sur 20 000 personnes d'origine maghrébine. Selon cette enquête, la moitié des enfants d'ouvriers migrants des années 60 et 70 sont maintenant employés, travailleurs sociaux, professeurs, contremaîtres, et petits cadres. Dans le même ordre d'idées, il suffit, paradoxalement, de regarder les professions de ceux qui signent la pétition de l'Appel des indigènes pour voir que l'«ascenseur social» a fonctionné pour une bonne partie des «Franco-Maghrébins» et que si les banlieues vivaient sous le régime de l'«indigénat» comme ils le prétendent, ils n'auraient pu connaître une telle ascension sociale. Mais la discrimination (le «plafond de verre») joue certainement à un niveau social plus élevé: députés, journalistes de télévision, cadres supérieurs pour ne pas parler des hauts fonctionnaires (quoique dans le dernier gouvernement Villepin et autour il y ait dix personnes d'origine maghrébine, phénomène totalement inconnu sous la gauche «antiraciste»).

On peut supposer que, si les ouvriers et les employés d'origine étrangère sont discriminés, c'est en partie à cause d'un certain racisme patronal, mais surtout pour d'autres facteurs qui touchent tous les jeunes, quelle que soit leur couleur de peau: manque de qualification, absence d'intégration des codes bourgeois traditionnels essentiels dans le secteur des services, etc. 150 000 enfants quittent en effet l'école chaque année sans diplôme et les enfants d'immigrés constituent une proportion importante des ados en échec scolaire.

En ce qui concerne les emplois commerciaux ou de service (vendeurs, serveurs, représentants, réceptionnistes, standardistes, etc.) la situation n'est pas excellente non plus, même si certains grands magasins font un effort de discrimination positive – en toute illégalité. Et ce sont justement les emplois qui, d'un point de vue économique, connaissent la plus grande progression relative comme absolue: employés de libre service (+ 121%) ; assistantes maternelles (+ 195%) ; agents et hôtesses d'accompagnement (+ 64%) ; employés de maison, femmes de ménage (+ 47%) ; vendeurs photos, disque, librairie: + 33%% (*Le Monde*, 22/11).

D'un autre côté, quand on entend le président des Chambres de commerce et d'industrie déclarer que la «culture des banlieues ne correspond à la culture d'entreprise», on se dit que les 25 grandes entreprises «citoyennes» qui prétendent «lutter contre les discriminations» ne sont pas près d'être suivies par la masse des patrons, petits et grands.

L'association ARCAD (Agir en région pour construire un avenir sans discriminations) a travaillé sur les statistiques «intégrant les données d'origine géographique pour montrer l'importance des discriminations». Pour ce qui concerne le chômage des jeunes de moins de 30 ans il est deux fois plus élevé pour les «Français par acquisition hors Union européenne» et pour les «étrangers hors nationalité européenne». De même le chômage trois ans après le bac diminue deux fois plus lentement pour les «Maghrébins d'origine» que pour les «Français» (*L'Humanité* du 26-27 novembre).

On a donc toutes les raisons d'être pessimistes sur la capacité des patrons français à changer radicalement d'attitude, même sous la pression symbolique de Chirac, et d'embaucher massivement des jeunes sans qualification venant des quartiers les plus pauvres.

Des mobilisations locales spontanées ?

D'après ce que l'on a pu apprendre, il y a eu peu d'exemples de mobilisation, positive ou négative, des habitants. A Clichy-sous-Bois certains groupes d'adultes musulmans (4) («modérés» pour ne pas dire de droite, mais en tout cas pas islamistes) ont fait le tour de la ville avec un certain succès, dans la mesure où ils ont réussi à convaincre les jeunes de ne plus affronter les flics. Des imams de plusieurs villes ont organisé des «manifestations pour la paix», mais, dans les deux cas, il est difficile de considérer ce fait comme positif si l'on réfléchit à la signification politique d'une telle démarche: les responsables religieux devenant les représentants des banlieues et chargés de main-

tenir la loi et l'ordre. C'est du moins la position du mufti de Marseille (Soheib Bencheikh) qui a déclaré que les religieux (musulmans ou autres) n'avaient pas à intervenir dans un conflit politique, et que c'était le rôle des partis et associations. Sur ce plan-là, au moins on ne peut que l'approuver.

Une association (Au-delà des mots) a été créée à Clichy-sous-Bois pour aider les familles des deux jeunes électrocutés et faire pression pour qu'une enquête judiciaire sérieuse soit menée. Et dans différents quartiers on a vu des petits groupes de parents et d'adultes se réunir chaque nuit au pied de leurs immeubles pour discuter avec les plus jeunes et essayer de les convaincre de ne pas brûler de voitures pour éviter le déchaînement de la violence policière.

Pendant les dix premiers jours, les médias ne s'intéressaient pas du tout à ce genre d'événements, parce que les journalistes ont l'habitude de jouer sur les peurs des lecteurs ou téléspectateurs, peurs qui peuvent être exploitées politiquement par le gouvernement. Mais ensuite les «chiens de garde» de la bourgeoisie ont opéré un virage à 180°. Cela tient sans doute au fait que les habitants des banlieues étaient épuisés par cette tension permanente, et aussi que les partis politiques de droite et de gauche ont essayé d'agir et d'organiser des réunions locales pour laisser les habitants dire ce qu'ils «avaient sur le cœur». Cela dit, les seules réunions présentées à la télévision montraient des adultes quadragénaires ou quinquagénaires, à part les animateurs, donc on n'avait pas vraiment l'impression que ces réunions servaient à établir un dialogue avec les jeunes révoltés. Ce type de démarche ressemblait, à s'y méprendre, à une recette extraite d'un manuel, du type «Comment un bon maire de banlieue doit faire face à une émeute», plutôt qu'à la manifestation d'un besoin spontané et urgent de se réunir et de discuter au niveau des quartiers. Mais sans doute, dans les prochaines semaines, sera-t-il possible de mieux savoir ce qui s'est passé.

En ce qui concerne les mobilisations «négatives» de la population, et plus ou moins spontanées, il faut signaler que l'UMP a organisé des patrouilles de citoyens non armés et des Comités de veille citoyenne, notamment à Asnières et Grigny. Munis de téléphones portables, d'appareils photos et d'extincteurs, ces véritables «indics» étaient censés discuter avec les passants et appeler les flics en cas de problème. D'autres initiatives locales privées, apparemment non politiques, ont vu des gens protéger leurs voitures et s'organiser pour informer la police. Mais heureusement ces tentatives microscopiques de former des semblants de milices, ou d'auxiliaires de la police, n'ont pas fait tache d'huile et n'ont pas été soutenues massivement par le Front national (ce qui, en passant, montre bien que cette organisation n'est pas un parti fasciste traditionnel, comme nous le serinent l'extrême gauche et les libertaires: sinon le FN n'aurait pas hésité à organiser des rondes en voiture, traquer les «émeutiers», voire les tabasser ou les livrer lui-même à la police, et attiser la haine dans des circonstances aussi favorables pour lui. Le Pen a préféré faire profil bas, soucieux avant tout de préserver sa légitimité électorale. Il faut dire que

les provocations de Sarko d'un côté et les incendies de voitures de l'autre faisaient son travail.)

L'attitude des médias

Les journalistes ont généralement couvert les "émeutes" du côté policier et non du côté des jeunes révoltés. En effet, la présence de gens extérieurs au quartier, en pleine émeute, munis de caméras, d'appareils photos et de micros, ne pouvait que susciter l'hostilité. C'est du moins ce que la plupart des journalistes ont affirmé durant les événements.

De toute façon, le traitement des "émeutes" était rendu difficile pour d'autres raisons: les journalistes ne vivent pas dans les quartiers les plus «chauds»; très peu d'entre eux suivent le même quartier sur une longue période (à l'exception notable des journalistes de RFI et de leur excellente émission «Territoires de jeunesse», qui depuis 1998 donne la parole aux jeunes sans apparemment trop les censurer). Donc les journalistes travaillent généralement avec des travailleurs sociaux, des médiateurs, des sociologues ou des chanteurs de rap qui sont d'origine africaine ou nord-africaine et connaissent bien la population locale. Aussi les informations que fournissaient les médias étaient-elles filtrées par des journalistes qui ne connaissaient pas grand-chose à leur sujet de reportage.

Depuis la fin des «émeutes», les médias ont apparemment décidé de «positiver»: on est donc passé du mythe de l'«émeutier» au mythe du «petit entrepreneur à succès», comme en a témoigné la distribution de chèques et de trophées à l'Assemblée nationale, lors du concours «Talents des cités» en ce même mois de novembre 2005. Dans les journaux télévisés comme dans les émissions consacrées au bilan politique des «émeutes», mais aussi dans la presse écrite, on fait désormais constamment l'éloge de tous ces petits capitalistes franco-africains ou franco-maghrébins qui nous expliquent en détail combien ils sont contents d'exploiter leurs compatriotes de toutes origines...

L'attitude des partis de gauche et de droite

Les partis de gauche voulaient rétablir «l'ordre républicain» et ne souhaitent pas mettre le gouvernement et Chirac en difficulté en menant campagne pour la démission de Sarkozy ou pour des élections anticipées.

Le PCF s'est opposé à la loi de 1955 mais en même temps il a utilisé les mêmes arguments que la droite: les parents seraient responsables du «mauvais comportement» des enfants, il faudrait rétablir la police de proximité, rétablir le service militaire, etc.

Le PS a commencé d'abord par adopter une attitude neutre face à l'état d'urgence, puis il a changé de position lorsque le Parlement l'a prolongé de trois mois. Au départ il était en effet davantage passionné par ses magouilles et luttes internes pour les prochaines élections présidentielles (8 candidats sociaux potentiels !). Le PS a préféré soutenir une «bonne» politique de rétablissement de l'ordre tandis que les militants du PCF à la base ont essayé

d'avoir une attitude plus compréhensive vis-à-vis des jeunes révoltés sans pour autant tomber dans les dénonciations «primaires» des flics. Le grand écart, quoi, mais les militants staliniens ont l'habitude...

La droite, quant à elle, est divisée, discréditée et haïe par une quasi-majorité de la population pour ses attaques contre le niveau de vie et les droits sociaux élémentaires des salariés. Une fraction de la droite envisage peut-être une union nationale gaullo-centro-socialiste, mais pour le moment cela reste une hypothèse abstraite. Chirac et Villepin ne vont sans doute pas adopter une politique totalement répressive, et mettre l'armée dans les rues avec le droit de tirer à vue, même si les flics essuient des coups de feu. Si le gouvernement allait aussi loin (comme certains membres du PS et de la droite l'ont demandé) ou s'il autorisait les flics à utiliser de vraies balles, Chirac mobiliserait les syndicats et la gauche officielle contre son gouvernement et le jeu n'en vaudrait pas la chandelle. Chirac laissera sans doute la situation pourrir et revenir à la normale ou, si cette politique ne fonctionne pas, il demandera à Sarkozy de quitter le gouvernement, et annoncera quelques mesures symboliques. [Depuis que ces lignes ont été écrites, le gouvernement a choisi de durcir sa ligne et de prolonger l'état d'urgence, ce qui contredit donc le pronostic précédent.] La droite a une politique à court terme et vise seulement à s'accrocher au pouvoir jusqu'aux prochaines élections.

Même si le Premier ministre Villemin a admis que le gouvernement a commis une erreur en diminuant radicalement les subventions versées aux associations, il continue à prétendre que les flics n'ont commis aucune erreur et ont fait preuve de beaucoup de patience et de modération: il a raison si l'on compare le nombre de personnes tuées par la police française durant ce qu'il appelle les récents «troubles sociaux» (ou même en mai 68) avec le nombre d'«émeutiers» tués par les flics américains durant des événements similaires (55 morts à Los Angeles en 1992) ; mais il n'est pas crédible quand on connaît le comportement quotidien de ces policiers avec des ados et des enfants, et le nombre impressionnant de bavures policières en temps normal.

De plus, Villemin a chassé sur les mêmes terres que le FN en évoquant «les déséquilibres sociaux créés par un flux non maîtrisé d'immigration clandestine» (argument classique de Le Pen depuis des années) alors qu'il savait parfaitement que les «émeutiers» n'étaient pas des «étrangers» mais des «Français» (sur 4770 personnes, la police a arrêté moins de 500 «étrangers», pourcentage tout à fait normal si l'on considère leur place statistique dans la population française, et dans les quartiers «défavorisés»).

Une «négociation collective par l'émeute» ?

Les journalistes et les politiciens étaient partagés entre la réprobation et l'interprétation de la révolte de la jeunesse. Le gouvernement devait-il faire des concessions aux «émeutiers» ou non ? Au cours d'un débat télévisé, un journaliste de droite a déclaré qu'il n'en était pas question, et qu'une telle attitude constituerait une concession inadmissible à un mouvement qui n'avait

aucune revendication et utilisait des moyens illégaux. Un journaliste de gauche lui a répondu avec raison qu'un gouvernement efficace est toujours obligé de faire des concessions à un mouvement social important, que ce mouvement emploie des méthodes illégales ou non. Toute l'habileté, pour les puissants, consiste à s'efforcer de faire croire que ces concessions n'ont pas été imposées par la rue.

Le vendredi 25 novembre 2005, lors d'un débat sur LCI, Luc Ferry a déclaré – lapsus révélateur – que «lorsque les banlieues faisaient grève» pour se faire entendre, le gouvernement cédait un peu de lest. La haine de classe de ce «penseur» clairement exprimée ce jour-là contre les grévistes de la SNCM, de la RTM, de la SNCF et de la RATP l'a poussé à voir des «grèves» dans les banlieues... même lorsqu'il n'y en avait pas la queue d'une. Et son paternalisme méprisant est allé jusqu'à défendre la création d'un service national civil pour les «enfants» (*sic*) comme si un adulte majeur de plus de 18 ans était encore un enfant !

Concrètement, pour le moment les «banlieues» n'ont rien gagné (d'une certaine façon, au niveau de leur environnement immédiat, la situation a plutôt empiré ; et il y a fort à parier que les habitants de ces quartiers auront encore plus de difficulté à trouver du boulot quand ils déposeront un CV quelque part), mais les jeunes révoltés ont réussi, du moins temporairement, sur au moins un point: les médias et les politiciens ne peuvent plus nier la misère de certains quartiers, les discriminations dans le travail et à l'école, le désespoir de certaines catégories significatives de la population.

C'est d'ailleurs ce qu'ont dit durant ces événements la plupart des chanteurs de rap, sociologues, assistantes sociales et médiateurs qui sympathisaient avec les jeunes et tentaient d'expliquer dans les médias leurs motivations. Ils ont agi comme les interprètes porte paroles de la jeunesse en affirmant en substance: «Quand les jeunes n'arrivent à bien manier les mots pour exprimer leur colère et leur frustration, et quand en plus ils savent qu'on ne les écouterait pas, ils agissent pour être entendus.»

Le problème est que de nombreux récupérateurs professionnels sont déjà prêts à déformer le message de cette révolte qui ne formulait aucune revendication, à part celles que lui soufflaient les journalistes:

– d'abord et avant tout les politiciens de la gauche réformiste qui considèrent, comme l'a déclaré l'un d'eux, que «le meilleur cocktail Molotov est le bulletin de vote». La mobilisation «citoyenne» actuelle pour le vote des immigrés ressemble fort, de ce point de vue-là, à une tentative de récupération assez grossière. C'est aussi ce qui sous-tend le message des groupes d'extrême gauche et altermondialistes qui ont pour seul horizon les élections de 2007. C'est enfin ce qu'affirment les sportifs célèbres, tous ces «hommes ou femmes modèles» qui reviennent des quartiers dont ils sont «sortis», pour répéter en boucle que tous peuvent «s'en sortir». Ils oublient qu'il n'y a pas de place dans cette société pour plusieurs millions de vedettes du football, de

stars du rap, de médecins, d'avocats, d'artistes ou d'«entrepreneurs» riches. Sans compter que pour arriver à «s'en sortir» (sous-entendu de la classe ouvrière, du prolétariat) c'est par la débrouille individuelle, et non par la lutte collective qu'on réussit. C'est d'ailleurs ce que préconisait très clairement l'actuel ministre de l'Intégration Azouz Begag il y a dix ans: il incitait les jeunes à «sortir des cités pour s'en sortir». On voit que la recette lui a bien réussi

– Une partie de la droite et de la gauche antiracistes présentent la «discrimination positive», voire un rôle accru des dirigeants religieux (musulmans ou autres), comme des solutions. Comme si les sociétés britanniques et américaines avaient définitivement éradiqué le racisme et la discrimination. Il est exact qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne il existe une petite-bourgeoisie aux origines non «européennes» plus importante qu'en France, et en tout cas beaucoup plus visible dans les associations, les partis politiques, au Parlement et dans la haute fonction publique.

Mais ces antiracistes oublient trois choses fondamentales:

– ces progrès indéniables ont été réalisés au prix d'un enfermement des individus dans une catégorie ethnique ou raciale. Cela aboutit d'ailleurs aux Etats-Unis à des conséquences comiques puisque les «Noirs» ont découvert qu'au niveau génétique 90% d'entre eux étaient beaucoup plus proches des «Blancs» que des Noirs africains, censés être de la même «race» ;

– l'appartenance supposée à une même pseudo-race ou à une même pseudo-ethnie aboutit à une fraternité imaginaire et superficielle.. C'est évidemment sympa lorsqu'on est «Noir» et que l'on croise un autre «Noir» dans la rue de se faire un clin d'œil, de se sourire, voire d'engager la conversation de façon spontanée. Mais on découvre rapidement, si l'on apprend à connaître l'autre, que cette fraternité de surface ne résiste pas à des différences beaucoup plus fondamentales: les goûts, valeurs, habitudes, opinions, etc., ne sont pas ethniquement homogènes – et heureusement. La fraternité «noire» (ou arabe, ce concept s'étendant, de façon totalement absurde aux Berbères, aux Turcs, etc.) est tout aussi illusoire que la «sororité» féminine.

A propos du mot ethnique.

Ce terme politiquement correct remplace progressivement celui de «race» en France tout en ayant exactement le même sens fantaisiste et changeant. Ainsi, dans *Le Monde* du 10 novembre une journaliste dans un article sur l'«origine ethnique des salariés», considère que la question «Etes-vous blanc, noir, arabe ou asiatique ?» serait une question concernant l'ethnie: son ignorance est telle qu'elle ne se rend même pas compte qu'elle mélange la couleur de la peau (blanc, noir), la référence géographique (asiatique) et la référence à une population (arabe), ce dernier terme, ayant comme on le sait un sens culturel et politique, puisque l'on parle de «nationalisme arabe».

Plus grave encore, sur le plan politique, une telle défense du «Pouvoir noir», de la «nation arabe» ou de tout autre cause similaire fait totalement l'impasse sur le fait qu'en France il existe aussi des millions de jeunes dont les ancêtres sont «gaulois» depuis des générations, tout en galérant un maximum et en ayant un avenir très limité. Des millions de «Fromages» (jeunes et moins jeunes) n'ont ni boulot, ni appartement, ni bagnole, ni perspective de se payer un pavillon ou de fonder une petite entreprise.

L'ascension de représentants des «minorités visibles» dans les hautes sphères du pouvoir politique a un prix. Et ce prix, ce sont les exploités eux-mêmes qui le paient. On sait parfaitement qu'une Condoleeza Rice ou qu'un Colin Powell, tout «Afro-Américains», qu'ils sont, ne lèveront pas le petit doigt pour leurs «frères de couleur», ni aux Etats-Unis ni en Afrique... pour ne pas parler de l'Irak. Et en France, on voit bien que Azouz Begag a beau essayer péniblement de se démarquer de Sarkozy, son ministère n'a pas de moyens et surtout aucune chance de faire progresser en quoi que ce soit la situation dans les quartiers les plus pauvres. Il n'est là que pour servir de caution à une politique dirigée contre tous les exploités, qu'ils soient d'origine maghrébine ou pas.

Les révolutionnaires devraient donc essayer d'avancer des revendications qui unifient tous les ouvriers, les pauvres et les sans ressources, et non pas les diviser entre eux, sur la base de la couleur de la peau, de la religion, ou de toute autre identité imaginaire, comme si la classe ouvrière prétendue «blanche» était responsable de tous les maux du capitalisme, du colonialisme, du néocolonialisme et du racisme. Or c'est exactement l'opération à laquelle se livrent, délibérément ou pas, les signataires de l'Appel des indigènes. Ceux qui font, ouvertement ou non, l'apologie, de la fierté «raciale» ou «religieuse» des Noirs, des Arabes, des «musulmans», etc., ne devraient pas s'étonner si demain naissent et se développent en France des mouvements pour la «fierté blanche».

D'ailleurs, n'est-ce pas ce que représente le Front national ? N'est-ce pas ce que Sarkozy, le pseudo antiraciste, implique quand il déclare à la télévision que ce ne sont jamais les «enfants suédois» qui causent des problèmes dans les écoles françaises, mais toujours des enfants «africains et nord-africains» ?

L'escalade de l'ethnicisation à laquelle participent la droite, l'extrême droite et une partie de l'extrême gauche ou de la gauche dite altermondialiste, pour des raisons évidemment différentes, n'aboutira qu'à une impasse.

P. Tévanian et ses potes sont obsédés par la couleur de la peau de leurs adversaires politiques. Pendant des mois, Pierre Tévanian, qu'on a connu mieux inspiré dans sa critique du Front national, a hébergé sur son site le compte rendu d'une réunion à Fontenay-sous-bois de Ni putes ni soumises où CINQ fois il était fait allusion à la couleur d'Elisabeth Badinter («sexagénaire blanche de peau», «une femme blanche sexagénaire et richissime») ou du pu-

blic («l'assistance était blanche de peau à 90%», «un public blanc et aisé») sans oublier la dénonciation d'une «classe politique quasi hégémoniquement blanche de peau». Dans un articulet de quarante lignes, la mention répétée de la couleur de peau de ses adversaires politiques est éminemment suspecte, même si le mot «blanc» est à chaque fois mis entre guillemets (et non souligné comme nous l'avons fait ici). Cet article a mystérieusement disparu du site Les mots sont importants et on en trouve une version nettement adoucie dans le dernier livre de Pierre Tévanian sur le voile... mais on voit bien ce que le rédacteur de cette note avait en tête: obliger chaque membre d'une «ethnie» imaginaire (y compris les «Blancs», pseudo «ethnie» majoritaire en France) à s'identifier avant tout à la couleur de sa peau, à sa religion présumée ou à son origine nationale. Notre rédacteur n'est d'ailleurs pas très fort en maths, puisque dans cette réunion, il compta 20% de «Maghrébins» ($90+20=110$!).

Plus grave, cette notule n'est pas fondée sur une opposition entre deux conceptions politiques (et Dieu sait si le discours de Mme Badinter était critiquable !), mais elle repose sur l'opposition artificielle entre deux groupes de participants à cette réunion: les «Blancs» d'un côté, les «Maghrébins» de l'autre. Ce militant du Collectif Les mots sont importants, emporté par son écœurante thématique raciale, ne s'est même pas rendu compte que les Maghrébins dont il parle, et qui détiendraient en quelque sorte la vérité par la seule magie d'une appartenance à un ensemble géographique (le Maghreb), sont tout aussi «blancs» que les Gaulois qu'il dénonce ! Régression théorique et inconséquence politique de ces partisans de l'«Appel des indigènes».

«Bonne» et «mauvaise» violence ?

Sur Internet et dans certains cercles radicaux on a beaucoup débattu pour savoir quelle attitude devaient adopter les révolutionnaires face à la violence des jeunes «émeutiers».

Il était pourtant évident que l'on ne pouvait mettre sur le même plan la violence contre les personnes et la «violence» contre des objets, des voitures ou des bâtiments.

En d'autres termes, quand les jeunes ont foutu le feu à des bus transportant des passagers, cogné un conducteur de bus, agressé physiquement des caissières de supermarché, tenté de transformer en torche vivante une femme, ou incendié (involontairement) un foyer habité par des travailleurs immigrés, il n'y avait pas à discuter et à faire la fine bouche pseudoradicale. De tels actes devaient être dénoncés pour ce qu'ils étaient: un symptôme de la guerre entre les pauvres, un symptôme de la barbarie sociale. Et ils ne pouvaient être réduits à de simples «faits divers», qui seraient de surcroît quotidiens en banlieue comme l'affirment avec condescendance certains textes reproduits dans ce numéro.

La question est totalement différente si l'on parle de l'incendie de poubelles, de voitures ou de tout autre véhicule (à condition qu'ils soient vides).

Et d'ailleurs les habitants des banlieues considéraient souvent ces actions avec plus d'indulgence... sauf évidemment quand c'était leur propre bagnole qui brûlait ! Et s'ils désapprouvaient ces actes, ce n'était pas parce qu'ils étaient «aliénés» par la civilisation de la bagnole (comme si les usagers des transports en commun et des deux-roues n'avaient pas eux aussi des comportements totalement égoïstes et aliénés !), mais tout simplement parce qu'ils en ont besoin pour aller travailler, chercher du boulot, faire les courses et surtout pouvoir sortir de leur ghetto, seuls, en famille ou avec des copains.

Enfin, pour ce qui concerne les bureaux de poste, les crèches, les théâtres, les gymnases ou les écoles qui ont été incendiés, les révolutionnaires ne devaient pas hésiter à critiquer ces actes, même si nous pouvions en même temps les comprendre comme l'expression du désespoir et de la révolte. Il n'était nul besoin pour cela de traiter les incendiaires de «voyous» ou de «crétins», il suffisait de leur expliquer que la destruction d'installations collectives ne pénaliserait nullement la bourgeoisie, ni l'Etat, mais seulement eux-mêmes.

En ce qui concerne la violence contre les flics, le fait qu'ils soient armés, qu'une bonne partie d'entre eux aient des comportements racistes, et ne montrent aucun respect pour les travailleurs et les jeunes ne justifie pas pour autant d'entreprendre n'importe quelle action contre eux, même s'ils tuent, tabassent ou torturent des gens, innocents ou coupables. Notre attitude face à la violence contre les flics n'est pas seulement liée à des considérations purement tactiques: au fait que pour le moment le rapport de forces «nous» est défavorable. Dans la situation politique présente, tirer sur des flics n'a aucun résultat politique positif, cela ne fait partie d'aucune stratégie révolutionnaire... à moins que l'on souhaite s'allier au crime organisé ou aux petits gangs artisanaux locaux. Dans la période actuelle, si les révolutionnaires étaient en position de faire quelque chose, ils choisiraient plutôt d'influencer politiquement les flics, ils leur proposeraient de quitter leur boulot ou en tout cas de refuser d'obéir aux ordres. Il ne sert à rien de fantasmer sur les combats physiques (ou pire armés) contre les flics. L'extrême gauche italienne a payé et paie encore un prix exorbitant pour de telles illusions.

Par contre, il n'était pas non plus correct, lors de tels événements, de laisser croire qu'un changement radical de société pourrait être «pacifique» comme l'ont écrit par exemple Lutte ouvrière et Convergences révolutionnaires dans leurs tracts (Convergences révolutionnaires évoque un «*soulèvement massif qui pourrait être d'autant plus pacifique qu'il serait puissant*»). Il est absolument évident que si les jeunes des quartiers populaires, tout comme la majorité des prolétaires vivant en France, voulaient vraiment s'attaquer aux fondements de leur exploitation et de leur oppression, cela n'aurait rien d'un «dîner de gala», ni d'une grande marche pacifique, ne serait-ce que parce que, en face, les flics, les gendarmes et les militaires sont armés. Il suffit de voir ce qui se passe en ce moment dans un pays comme le Venezuela (où pourtant le

colonel-président Chavez n'a aucune intention de déclencher la moindre révolution socialiste) pour comprendre que jamais la bourgeoisie ne se laissera déposséder de manière pacifique. Et c'est d'ailleurs pourquoi les révolutionnaires ne sont pas opposés à l'usage de la violence.

Qu'en a-t-il été de l'extrême gauche et des libertaires ?

Aucun groupe d'extrême gauche ou anarchiste ne possède une implantation importante dans les principaux quartiers ouvriers ou populaires (le Parti communiste a perdu son implantation depuis longtemps et s'il la conserve ce n'est pas parmi la jeunesse) et certainement pas parmi la jeunesse franco-africaine ou franco-maghrébine. Il est caractéristique que pas un seul dirigeant, porte-parole ou militant en vue des groupes dits «révolutionnaires» ne soit d'origine «extra communautaire» pour reprendre le vocabulaire «politiquement correct». C'est pourquoi il est d'autant plus tragicomique de voir des militants de la LCR ou libertaires reprendre le thème de la «domination post-coloniale» dans leurs tracts quand ils ne sont même pas capables de recruter des dizaines de jeunes Africains, Antillais ou Maghrébins et de leur donner des postes de responsabilités dans leurs organisations.

Et cela s'explique aisément. Exactement comme aux Etats-Unis, chaque fois qu'un jeune d'origine africaine, antillaise, maghrébine ou turque, réussit à l'école et va à l'université ou se trouve un boulot pas trop mal payé, il change de quartier et déménage dans un quartier moins chaud voire majoritairement habité par ce que l'on appelle les «classes moyennes» qui vont de l'aristocratie ouvrière aux différentes couches de la petite bourgeoisie, salariée ou non. Dans ces quartiers plus tranquilles, ou à la fac, il a nettement plus de chances de tomber sur un militant d'extrême gauche que dans sa cité en ruine... Mais, hélas, il est aussi beaucoup plus probable qu'il ait des opinions politiques modérées ou réactionnaires, conformes à son ascension sociale individuelle.

Ceux qui ont entre 18 et 25 ans et qui restent dans les cités sont généralement ceux qui ont arrêté l'école à 16 ans (et qui parfois ont cessé de suivre régulièrement les cours dès 13 ans), ou qui n'ont fait aucune étude universitaire et qui alternent petits boulots non qualifiés, emplois à temps partiel et périodes de chômage, s'ils ont «de la chance».

Vivre avec ses parents quand on a entre 18 et 25 ans, dans un petit appartement et dans un immeuble vétuste, dans un quartier sans cinémas et sans lieux de loisir, un quartier qui est constamment vilipendé, n'avoir aucun avenir professionnel, tous ces facteurs poussent davantage un individu à glisser vers des combines illégales que vers le marché du travail, et ce d'autant plus si l'accès lui en est refusé à cause de ses «origines».

Les jeunes qui sympathisent avec la gauche réformiste ou révolutionnaire sont généralement ceux qui ont un emploi régulier, une qualification minimale, qu'ils soient ouvriers ou employés, voire fonctionnaires, et il existe un énorme fossé entre ceux qui ont un travail régulier et ceux qui vivent dans la

précarité permanente (5).

Et ce fossé, aucun groupe politique révolutionnaire n'a été capable de le combler depuis quarante ans.

Quelles perspectives ?

Elles sont plutôt sombres. Certains groupes, comme la LCR ou d'autres petites organisations, ont essayé de «politiser» la question et de demander à Sarkozy de démissionner et à Chirac de convoquer des élections anticipées. Ce type de slogan montre qu'ils sont totalement déconnectés des réalités quotidiennes des quartiers. Ceux qui pensent que les «émeutiers» et plus, généralement, les jeunes désespérés se préoccupent véritablement de la démission de Sarkozy ou des élections de 2007 vivent sur une autre planète. Certes, il est vrai que nombre d'entre eux ont exprimé leur désir que Sarko s'en aille, mais on sait bien que ce type de réponse est déclenché par les questions très orientées des journalistes, qui suscitent le plus souvent des réponses stéréotypées. Pour savoir ce que les «émeutiers» veulent, il faudrait une démarche plus longue, plus patiente, et il n'est pas évident que si un rapport de confiance s'établissait, la liste des revendications à laquelle on aboutirait serait tellement radicale...

L'extrême gauche s'adresse aux militants syndicalistes, aux adhérents et sympathisants du PCF et du PS qui ont un boulot plus ou moins stable, vivent dans un quartier plus ou moins tranquille et qui ont des illusions sur la gauche réformiste. Et la plupart de ces cibles traditionnelles de la gauche révolutionnaire n'ont pas des parents africains, antillais, turcs ou nord-africains.

Par contre la gauche révolutionnaire n'a pas grand-chose à dire aux «émeutiers», ni même aux jeunes qui sympathisent avec eux, même s'ils n'approuvent pas leurs actions. Cette catégorie de la jeunesse n'a jamais véritablement ou durablement fait l'expérience de la solidarité ni au niveau local, ni dans les grèves lycéennes, ni dans un petit boulot précaire. Ou s'ils en ont vaguement fait l'expérience, cela ne les a pas en tout cas suffisamment convaincus d'adopter les méthodes de lutte classiques du mouvement ouvrier. C'est pourtant là le cœur du problème, et pas dans un changement de ministre, de Président, de majorité parlementaire, ou de République.

D'un autre côté, considérer avec indulgence les incendies d'écoles sous prétexte que l'Ecole embrigade ou flique la jeunesse ou affirmer que les «émeutiers» se sont davantage attaqués à des entreprises qu'à des bâtiments d'utilité sociale, alors que c'est statistiquement faux, ne nous mènera nulle part. Il ne faut ni considérer tous les «émeutiers» comme des enfants irresponsables (donc mépriser leur révolte dont les fondements sociaux crèvent les yeux) ni en faire des insurgés ayant quasiment une conscience révolutionnaire (car une bonne partie d'entre eux auront demain certainement des opinions politiques très modérées s'ils trouvent du boulot et que l'Etat gaullo-centriste continue à manier la carotte et le bâton, à combiner la suppression des allocations familiales aux parents «défaillants» et l'obligation de suivre un «stage de

parentalité» et l'accroissement des pouvoirs de la Haute autorité contre les discriminations ; la reconnaissance des massacres à Madagascar et la volonté de mettre en lumière les aspects «positifs» de la colonisation, etc.).

Exiger l'amnistie immédiate pour toutes les personnes arrêtées ou condamnées en octobre-novembre ne doit pas nous empêcher de voir les dangers de la décomposition sociale qui est à l'œuvre dans tous les grands pays capitalistes, qu'ils aient ou non été des puissances coloniales. Des bidonvilles de Marrakech ou de Caracas aux taudis d'Alger en passant par les favelas du Brésil ou les quartiers pauvres de Dakar, Shanghai ou Calcutta, partout les pauvres sont susceptibles de se révolter, et face à eux ce ne seront pas des flics ou des militaires «blancs» qu'ils trouveront, mais des tortionnaires et des assassins qui ont la même couleur de peau qu'eux.

Reste à voir donc si la gauche révolutionnaire sera capable de prendre le taureau par les cornes sans plaquer des schémas préétablis, sur une révolte légitime mais qui pour le moment ne semble prometteuse ni pour la jeunesse, ni pour tous les prolétaires qui vivent dans les «quartiers». Reste à voir si la gauche révolutionnaire sera capable d'articuler la lutte contre le racisme et la lutte contre le capitalisme, sans flatter les groupes nationalistes, communautaristes ou religieux.

Y.C., 5/12/2005

Notes

1. M. Sarkozy a déclaré vouloir nettoyer les banlieues de sa «racaille» au «Kärcher». (Il s'agit en fait d'une marque qui propose toute une gamme d'appareils à pression nettoyant la saleté sur les sols ou les murs, et que l'on utilise aussi dans les stations service.) Le jeudi 10 novembre 2005 dans l'émission d'Arlette Chabot, le ministre a franchi un pas de plus en expliquant qu'il avait été choqué que le cousin du jeune Mauritanien électrocuté à Clichy-sous-Bois ne soit pas venu «habillé comme un Français» à son rendez-vous. Ce mépris raciste était d'ailleurs partagé par Arlette Chabot, qui a essayé d'empêcher le porte-parole d'une association sportive en banlieue de poser une question à Sarkozy et lui a ensuite coupé la parole en expliquant qu'elle ne comprenait pas ce qu'il disait, comme si ce monsieur ne parlait pas correctement le français. On ne s'étonnera pas qu'elle soit restée silencieuse quand ce sportif très modéré faisait l'éloge de la police, mais qu'elle se soit énervée quand il voulut parler d'une grave bavure policière.

2. Ce slogan de SOS Racisme est sans doute l'un des plus stupides inventés par les antiracistes, du moins s'ils souhaitent sincèrement lutter contre le racisme des «Fromages». En liant métissage et adhésion aux valeurs républicaines (quoi qu'on pense par ailleurs de ces valeurs), on fait le jeu du Front national.

3. Mais certains considèrent que ce mouvement est beaucoup plus politique que par exemple les «émeutes» similaires qui ont pu se produire en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Pour ceux qui défendent cette interprétation (et on ne les trouve pas qu'à l'extrême gauche), les «émeutes» de novembre exprimeraient une vieille tendance française à choisir comme cible l'Etat et toutes ses institutions. Cela expliquerait pourquoi les jeunes des banlieues ont spontanément attaqué des symboles de l'autorité de l'Etat (commissariats, pompiers, bureaux de poste, écoles, etc.).

Curieusement la droite moisie (genre Finkelkraut) qui voit chez les émeutiers une haine de la France et de la République rejoint l'analyse de certains ultragauches qui voient chez les mêmes une haine consciente de l'Etat. Pour notre part, nous serions plus tôt d'accord avec Emmanuel Todd, qui voit chez les émeutiers des aspirations égalitaires, dans la droite ligne d'une tradition politique française. Dans ce cas, ces émeutes traduiraient beaucoup plus une assimilation des «valeurs républicaines» qu'un rejet radical. C'est exactement ce qu'exprime un rappeur comme Diziz la Peste quand il dit que la liberté (d'expression) existe en France mais pas la fraternité ni l'égalité.

4. Toutes sortes de groupes ou de dirigeants religieux, y compris l'inévitable Prince de la Confusion Tariq Ramadan, ont essayé d'intervenir dans cette crise, l'intervention la plus stupide et hors de propos étant sans doute celle des fondamentalistes de l'UOIF qui ont lancé une fatwa, comme si les «émeutiers» combattaient au nom de l'islam et qu'ils avaient le devoir de leur interdire d'user de la violence ! Le fait que les «émeutiers» n'ont absolument pas écouté les avis des dirigeants de leur prétendue «communauté religieuse» montre bien qu'il n'y avait pas le moindre complot musulman, ni même islamiste, mais une révolte sociale désespérée. Cela montre aussi que les jeunes n'étaient pas fondamentalement motivés par des raisons religieuses, même si l'on a entendu quelques excités crier «Allah ou akbar» à Clichy-sous-Bois ou ailleurs.

5. En France il n'existe peu de statistiques nationales sur les discriminations, il est donc difficile d'en mesurer l'étendue exacte. L'INSEE a cependant établi que: «Si les Français nés de deux parents immigrés représentent 3,9% de la population, ils ne constituent que 2,3% des effectifs de l'administration. Quand ces parents sont originaires du Maghreb, on tombe de 1,3% de la population à 0,6% des fonctionnaires.» (*Le Figaro*, 10/11/2005). Les chiffres qui concernent les parents des «émeutiers» français d'origine étrangère donnent quand même froid dans le dos.

A propos de la police de proximité

Lutte ouvrière a pris une position très ambiguë sur la nécessité d'une police municipale efficace (...). Quand des révolutionnaires (ici LO) commencent à se placer sur le terrain glissant du maintien de l'ordre, ils oublient toujours quel est leur rôle essentiel: organiser localement les habitants pour résister à la violence policière aussi bien qu'à la présence des gangs. Il est évidemment absurde aujourd'hui de parler de «milices ouvrières», non seulement parce que nous ne sommes pas dans une situation pré-révolutionnaire ni révolutionnaire, mais surtout parce que parler de «milices ouvrières» dans des quartiers où il y a jusqu'à 50% de chômeurs et très peu d'usines serait ridicule !

Mais ce n'est pas pour autant une raison pour «hurler avec les loups» en défendant des positions ambiguës sur la police. Evidemment ce serait merveilleux si tous les flics étaient gentils, polis, serviables, ni racistes, ni misogynes, s'ils aidaient les vieilles dames et les petits enfants à traverser la rue, et s'ils résolvaient tous les conflits de voisinage avec le sourire et en déployant des trésors de patience et de diplomatie. Mais est-ce très réaliste ?

On peut aussi croire qu'il vaudrait mieux avoir des flics nés dans le quartier et issus de la même «communauté ethnique» que soi, mais c'est une arme à double tranchant. Avoir des copains flics suppose d'agir, plus ou moins à son corps défendant, comme informateur, y compris sur des questions qui n'ont rien à voir avec des crimes de sang: par exemple sur la «moralité», les opinions politiques ou syndicales, les fréquentations amoureuses, etc. De plus, un flic d'origine africaine ou d'origine maghrébine peut très bien faire du zèle et persécuter ceux de sa prétendue «race» pour montrer sa bonne volonté et son indépendance. Aux Etats-Unis, haut-lieu de la «discrimination positive, la hiérarchie est obligée de donner des cours spéciaux aux policiers noirs pour qu'ils arrêtent de harceler... tous les Noirs qu'ils rencontrent dans la rue ! Sans compter un dernier point: la police est une structure hiérarchique, comme l'armée ou l'administration de l'Etat. Sous l'uniforme, un policier, quelles que soient ses origines, ses convictions religieuses et politiques, est avant tout un serviteur de l'autorité et de l'ordre.

C'est donc une illusion de croire qu'il serait possible d'avoir une «bonne» police soucieuse de défendre les «citoyens». En dehors de la solidarité active entre les habitants, à travers des associations, des organisations politiques indépendantes du pouvoir central comme du pouvoir local et de la police, il n'y a pas d'autre solution pour se défendre contre tous les abus.

Il vaut mille fois mieux que des habitants s'organisent pour discuter avec des jeunes qui veulent brûler une école, les convaincre de ne pas se livrer à cet acte autodestructeur, plutôt qu'ils appellent les flics pour faire le boulot. D'ailleurs, le vigile de Clichy-sous-Bois qui a appelé les flics parce qu'il avait aperçu des jeunes «suspects» près du chantier et du local EDF l'a lui-même très bien compris lorsqu'il a déclaré en substance: «Si je n'avais pas appelé la police, les jeunes seraient rentrés chez eux dans la cité, car ils n'auraient pas été poursuivis par la police, n'auraient pas pris peur et n'auraient pas cherché à se planquer dans un endroit dangereux.» Ils ne seraient donc pas morts...

Y.C., novembre 2005

Mai 68 = Novembre 2005 ?

Du danger de certaines comparaisons hâtives

Plusieurs intellectuels mais aussi *Le monde libertaire* et *Convergences révolutionnaires* (Fraction de LO) ont comparé les incendies de voitures en Mai 68 et celles de novembre 2005 et les manifestants étudiants «privilégiés» d'il y a quarante ans aux jeunes révoltés d'aujourd'hui. Cette comparaison nous semble erronée, voire dangereuse, pour plusieurs raisons.

En 1968 les manifestants ne «mettaient pas le feu» aux voitures. Les manifestants retournaient les voitures pour barrer les rues, l'essence s'écoulait lentement sur le pavé et ce sont les jets incessants de grenades des flics qui y mettaient le feu, parfois au bout de plusieurs heures. C'est du moins ce que «nous» n'avons pas cessé de répéter à l'époque. Les cocktails Molotov n'étaient pas réservés aux voitures des parents bourgeois mais aux flics, nuance importante.

N'importe quel fabriquait d'effets spéciaux au cinéma sait qu'il est difficile de faire prendre feu à une voiture, contrairement à ce que tous les feuillets et films nous montrent.

Une fois établi qu'au niveau des faits, la comparaison entre les incendies de voitures en 1968 et 2005 n'a pas de sens, il faut aussi dire qu'elle n'a aucun sens au niveau de l'interprétation qui en est donnée. En effet, on nous explique les étudiants «privilégiés» auraient mis le feu aux voitures de leurs riches parents, DONC qu'il serait normal que les enfants des cités mettent le feu aux véhicules de leurs géniteurs. Cette comparaison repose sur une information fautive quant à la composition sociale des «émeutiers» de mai 68. Avant 1968 les manifestants étudiants du Quartier latin ne s'affrontaient pas violemment aux flics, et réciproquement, si l'on met à part certaines manifestations contre la guerre d'Algérie. Ce qui a radicalisé les affrontements c'est l'intervention brutale de deux nouveaux acteurs, les gardes mobiles et les CRS, dont l'usage par l'Etat était auparavant réservé aux paysans et aux ouvriers. Mais surtout c'est la présence massive sur les barricades de jeunes ouvriers et chômeurs. C'est ce cocktail explosif qui a radicalisé la situation et non la révolte des fils à papa. Et l'origine sociale et les professions des personnes arrêtées ou condamnées en mai 68 le montraient bien.

Il est curieux que, quarante ans après mai 1968, on trouve dans les milieux révolutionnaires une méconnaissance aussi profonde des faits. Cela montre visiblement que les «soixante-huitards» n'ont pas fait leur boulot de trans-

mettre leur expérience aux générations suivantes. Ou alors qu'ils n'ont transmis que des souvenirs bien superficiels...

Une fois les faits établis, rien n'interdit bien sûr de comparer l'indignation de certains soixante-huitards actuels (bien installés dans le confort douillet de leurs grands appartements des quartiers bourgeois) face aux incendies de voitures d'aujourd'hui et leur neutralité bienveillante ou complice de l'époque. Mais il s'agit d'un argument totalement différent.

Y.C., décembre 2005

Une société de classe impitoyable

On entend souvent dire que la classe ouvrière aurait disparu. Pourtant ce n'est pas exact, comme le rappelle Eric Maurin dans *Le Monde* du 22/11/2005, «les classes populaires (ouvriers et employés) (...) représentent toujours la majorité de la population active (environ 60%)». Et ces classes exploitées sont bien sûr davantage touchées par le chômage et la discrimination scolaire que les fameuses classes moyennes dont les médias nous rebattent les oreilles: «le chômage touche toujours 3 ou 4 fois plus souvent les ouvriers et les employés que les cadres»; et en ce qui concerne l'Ecole, le tableau n'est pas meilleur: «l'échec scolaire au primaire et au collège reste 4 à 5 fois plus fréquent chez les ouvriers que chez les cadres: une majorité des enfants de cadres finiront cadres et une toute petite minorité (moins de 10%) finiront ouvriers ou employés; inversement une majorité des ouvriers finiront ouvriers ou employés.»

On comprend mieux, dans ces conditions, pourquoi les jeunes prolétaires des banlieues considèrent qu'ils n'ont guère d'avenir. Et ce n'est pas la suite de cet article intitulé «La crise sociale française: des nouvelles précarités, des salariés plus isolés» qui leur donnera le moral.

En effet, selon notre économiste, depuis les années 70 se développe ce qu'il appelle un «nouveau prolétariat de services, invisible et dispersé. Employés de commerce, personnels des services directs aux particuliers, chauffeurs, manutentionnaires» soit «plus de 5 millions d'actifs, près de 3 fois plus que les ouvriers qualifiés de type industriel, figure naguère centrale de la classe ouvrière». En clair, goodbye Renault-Billancourt, bienvenue à Pizza Hut, Auchan, Carrefour ou McDo !

Et ces boulots de services sont soumis à une grande précarité: «plus de 25% des employés de commerce et des personnels des services directs aux particuliers sont au chômage ou sous contrats à durée limitée, soit deux fois plus que la moyenne nationale». Et il ajoute: «la proportion d'ouvriers sous contrats précaires est 7 fois plus forte que celle des cadres, alors que ce rapport n'était que de 1 à 4, vingt ans plus tôt».

Pour conclure, il décrit «l'éclatement du salariat dans de petites structures de services» dont les conséquences sont évidemment très négatives pour l'unification des luttes concernant les horaires ou les conditions de travail, puisque les situations sont extrêmement variées et que les manœuvres des

chefs et des patrons sont beaucoup plus difficiles à contrer dans des entreprises petites ou moyennes. D'où des sentiments accrus d'«injustice et d'arbitraire» tout à fait compréhensibles et qui ne peuvent qu'accentuer la rage des exploités, mais aussi creuser le fossé entre les prolétaires des PME et ceux des grandes entreprises, ceux du secteur privé et du secteur public.

Enfin Eric Maurin souligne la «peur du déclassement» qui frappe les fonctionnaires et les classes moyennes salariées, peur qui, pourrions-nous ajouter, s'est bien traduite dans la composition sociologique du non au référendum.

Il conclut son article en affirmant que «plus rien ne soude entre elles les différentes fractions de classes, elles n'ont plus rien à négocier et partager. Cette évolution libère et met à nu les tensions (...)». Effectivement, c'est bien ce que vivent les jeunes des quartiers, d'où la violence de leurs réactions lors des dernières “émeutes” et leur impression, maintes fois exprimée, de n'avoir aucun avenir.

Y.C., décembre 2005

Chavez antisémite ?

Le fond du problème

Une polémique a éclaté en France à propos de propos tenus par le colonel Chavez le 24 décembre 2005, lors d'une discussion publique au cours de laquelle le Bonaparte (1) vénézuélien mettait en cause les «descendants des minorités qui ont "crucifié Jésus-Christ». Selon les journalistes de *Libération* et du *Monde*, Chavez visait les Juifs. Selon les partisans de Chavez, le grand ami de Lula et de Fidel Castro visait l'«oligarchie blanche», mais le moins qu'on puisse dire est que leurs explications de texte ne sont pas très claires... Et les partisans du colonel vénézuélien d'y voir une manœuvre de la CIA (2) et de la bourgeoisie vénézuélienne, tandis que les journalistes des deux quotidiens se drapent dans leur dignité de défenseurs de la vérité (? !). Précisons à notre tour quelques «vérités», ou plus modestement quelques convictions élémentaires.

Le Monde et *Libération* face à la «révolution bolivarienne»

Ces deux quotidiens ne se sont jamais intéressés au sort des ouvriers, des paysans, des chômeurs et de tous les sans réserves du Venezuela. Leur fonction essentielle n'est pas d'informer honnêtement sur les conditions d'exploitation des pauvres, des opprimés et des exploités, mais de rendre compte des luttes entre les différentes fractions des élites bourgeoises, ce que les journalistes appellent «la politique». Il n'y a donc rien à attendre de ces journaux, si l'on veut savoir ce qui se passe dans les usines, les champs, les bidonvilles, dans le monde des ouvriers agricoles et des pauvres de tous les pays. Sinon, de temps en temps, un reportage misérabiliste sur un individu exemplaire, une catégorie sociale temporairement montée en épingle (les enfants, les prostituées, les femmes, les homosexuels, les instituteurs, etc.), ou l'action charitable de telle ou telle ONG ou personnalité locale. Et parfois une nécrologie sympa et hypocrite sur un militant syndicaliste assassiné ou un intellectuel emprisonné. *Le Monde* et *Libération* ne sont pas des journaux «anti-impérialistes». Plus exactement ce sont des publications qui peuvent dénoncer certains aspects de l'impérialisme américain (voire exceptionnellement de l'impérialisme français, mais à condition que cela soit une action très éloignée dans le temps), mais qui seront toujours très prudents vis-à-vis de l'impérialisme français actuel, les cas du Rwanda ou de la Côte d'Ivoire étant à cet égard exemplaires. Donc nous n'avons rien à attendre de ces journaux-là, sinon des bribes d'informations, extrêmement parcellaires et à manipuler avec le plus grand sens critique. Signalons qu'en plus *Le Monde* et *Libération* participent à une campagne internationale contre Chavez et sa «révolution bo-

livarienne». Cette campagne tend à dissimuler les réformes importantes menées par le régime ; elle souligne uniquement les aspects autocratiques indéniables de la personnalité de Chavez ; son one-man-show hebdomadaire de 6 heures, *Alo Presidente*, durant lequel il répond aux questions des auditeurs, dénonce ses adversaires, secoue ses ministres, etc. ; le fait que, au mieux, il ne représente que 3 des 11 millions d'électeurs de son pays ; les agressions physiques perpétrées contre de nombreux journalistes qui mènent un travail de désinformation permanent au service des clans les plus réactionnaires de la bourgeoisie vénézuélienne (cf. le rapport de Reporters sans frontières, rapport très hostile à Chavez mais qui permet en même temps de comprendre à quel point la situation est tendue et risque de se tendre encore). En clair, *Le Monde* et *Libération* ont pris fait et cause pour «l'opposition» vénézuélienne coalition hétéroclite où cohabitent partisans des intérêts nord-américains, ex-chavistes de gauche, dirigeants des partis corrompus qui ont mis en coupe réglée le Venezuela avant le choc pétrolier et la dévaluation mortelle de 1983 dont l'économie ne s'est jamais remise, patrons et grands propriétaires enrégés, agents stipendiés de la CIA, etc.

Les propos ambigus de Chavez laissent la porte ouverte à toutes les interprétations

En ce qui concerne les propos de Chavez, partisans comme adversaires du colonel vénézuélien interprètent son texte. En dehors de la bonne ou de la mauvaise foi des uns et des autres, ils sont obligés de l'interpréter, tout simplement parce que CHAVEZ N'A PAS ETE CLAIR.

a) En effet, Chavez sait parfaitement que dans toute l'Amérique latine circule (à 12 millions d'exemplaires) une version de la Bible dans laquelle les Juifs sont accusés d'avoir fait assassiner le Christ et que Rome refuse de retirer cette édition de la circulation. Cette propagande antisémite ouverte de l'Eglise a forcément des effets sur la compréhension de l'événement le plus important pour les catholiques: la mort du prétendu Fils de Dieu. On ne peut croire que la propagande menée par l'Eglise catholique pendant cinq siècles sur le continent latino-américain n'ait laissé aucune trace chez ses fidèles. Il est intéressant qu'aucun des défenseurs de Chavez ne s'interroge sur l'antisémitisme religieux existant en Amérique latine ou, quand ils le font, balayent l'argument en arguant de la prétendue influence bénéfique de la «théologie de la libération» (dont l'influence est d'ailleurs plus faible au Venezuela qu'au Brésil), comme si antisémitisme populaire et vagues sentiments anticapitalistes ne pouvaient pas coexister harmonieusement.

b) Chavez sait parfaitement qu'il existe dans tous les pays catholiques (et l'Amérique latine est une zone géographique où le catholicisme prospère encore et influence encore de nombreuses législations nationales) un antisémitisme religieux séculaire. Au Panama, par exemple sont organisées chaque année des processions où des fidèles incarnant les Juifs prétendent déicides

sont hués par la foule. Il serait intéressant de connaître à ce propos le contenu des processions religieuses au Venezuela et en général de tous les cultes populaires para-religieux, comme celui de Maria Leonza. L'antisémitisme en est-il totalement absent ?

c) On notera que, historiquement parlant, les «descendants de ceux qui ont crucifié le Christ» sont les Italiens d'un côté et les «descendants de ceux qui ont chassé Bolivar», les Espagnols. Les chavistes nous expliquent que le président aime les métaphores religieuses, mais il aime aussi les métaphores nationalistes. En effet, qui connaît le Venezuela sait que les Italo-Vénézuéliens sont très puissants dans certaines branches et les Hispano-Vénézuéliens dans d'autres (ceux arrivés après la Guerre d'Espagne).

Sans atteindre le communautarisme nord-américain, on sait que les minorités d'origine européenne, récente ou ancienne, aiment bien cultiver le culte de leurs ancêtres. Un écrivain célèbre avait d'ailleurs fait, dans les années 50, sa thèse de médecine sur les tendances criminogènes des descendants des conquistadors (tendances selon lui héréditaires et qui expliquait le haut niveau de meurtres passionnels au Venezuela). Sa thèse avait fait un tel scandale qu'il avait été obligé d'abandonner la médecine et de devenir romancier pour gagner sa vie.

Et dans ses romans, il a continué à dénoncer le comportement cruel et barbare des conquistadors et de leurs descendants des classes dominantes. Quand il fait allusion aux origines étrangères des exploiters, Chavez joue donc sur un ressentiment très perceptible au Venezuela des métis et des Afro-Vénézuéliens contre les «Blancs», les «Européens» qui font partie des classes dominantes et n'ont que mépris pour les «*negritas*» (les femmes noires qui soutenaient le Parti social-démocrate corrompu Action démocratique) et les «*Indios*» (les Indiens, qualificatif péjoratif synonyme de «crétin» ou de «péquenot» dans la bouche des classes dominantes, mais aussi, hélas, des classes populaires).

d) Connaissant donc les interprétations négatives possibles de ses propos, pourquoi Chavez n'a-t-il pas explicitement dénoncé l'Empire romain, si c'est vraiment lui qu'il visait ? Il est significatif que l'Agence bolivarienne d'information reproduise, sans commentaires, les propos des représentants de la «communauté juive» vénézuélienne pour qui Chavez ne visait pas les Juifs dans son discours mais «l'oligarchie blanche qui domine la région depuis l'époque de la colonie». On nage en plein brouillard: quelle continuité historique et sociale existe-t-il entre l'Empire romain, les conquistadors et les oligarques latino-américains actuels ? Entre les sociétés esclavagiste, féodale et capitaliste ? Le seul élément scandaleux est-il la couleur de la peau des exploiters ? L'Agencia Bolivariana de Noticias ne nous le dit pas. Mais après tout, ces explications sont au même niveau que les ridicules métaphores de

Chavez qui vante le combat des «Jésus socialistes» contre les «Judas capitalistes» !

Un rationalisme et un athéisme à géométrie variable

Rappelons à tous les «marxistes» qui défendent Chavez que la réalité de l'existence historique de Jésus et des miracles associés à son nom n'a jamais pu être prouvée. Jésus, la Vierge Marie, les Rois mages, etc., sont des personnages aussi mythiques qu'Abraham et les prophètes bibliques. Il est amusant de voir les mêmes personnes qui défendent bec et ongles l'interprétation «christique» (*sic*) des propos de Chavez s'en prendre depuis des années au sionisme... pour ses fondements religieux. En effet, pour eux, et ils n'ont pas tort, le sionisme repose en partie sur des mythes religieux (l'Ancien Testament) totalement fantaisistes. Si on suit bien les raisonnements tortueux de ces marxistes qui se prétendent rationalistes, les mythes contenus dans l'Ancien Testament deviendraient des vérités scientifiques dans le Nouveau Testament uniquement parce qu'ils sous-tendent la «théologie de la libération» ? On ne comprend pas alors pourquoi tous ces «marxistes» soutiennent la liberté de l'avortement et de la contraception, s'ils prennent tant au sérieux les fariboles du christianisme !!! Signalons également à ces rationalistes convaincus que le Coran reprend les mêmes mythes historiques que l'Ancien et le Nouveau Testament. Pourtant on ne les entend jamais dénoncer les mythes religieux fondateurs de l'islam, qui sont les mêmes que ceux du judaïsme et du catholicisme. Par contre, ils se réveillent subitement quand il s'agit des protestants ultra-réactionnaires américains qui soutiennent Bush. Là encore, leur athéisme et leur lucidité refont subitement surface. Où peut-on déceler la moindre rigueur dans tous ces raisonnements confus et contradictoires ?

Chavez, ses opposants et la métaphore des «juifs errants»

Il est regrettable que les chavistes français, prompts à débusquer les falsifications (bien réelles) de *Libération*, ne se soient pas demandé si Chavez n'avait pas déjà tenu des propos ambigus sur les juifs. A notre connaissance, cela a déjà eu lieu à deux reprises.

La première fois ce fut lors d'une vidéoconférence organisée au palais présidentiel de Miraflores le 25 août 2004. Thème de cette vidéoconférence: la remise de 142 appartements neufs à des mal-logés ! Chavez dialogue avec les heureux nouveaux locataires et déclare: «Un jour arrivera où chaque famille vénézuélienne aura son propre logement, comme nous disons son propre toit, et non seulement un toit, mais la terre, le terrain, la propriété. Cette révolution, contrairement à ce que certains continuent à prêcher ici ou là, et qui ressemblent à des juifs errants, certains me ressemblent. Tu te souviens du juif errant, Ramón ? «Ramón Carrizales: (il rit). «Président Chávez: Tu n'as jamais rencontré le juif errant dans les plaines du Guárico ?»

Bien malin celui qui déchiffre le sens de ces propos décousus qu'affectionne le colonel-président qui, comme Fidel Castro, croit que le so-

cialisme est un régime où le président sonde sans cesse le pays et discute à bâtons rompus avec tous les citoyens qu'il peut rencontrer, directement ou par vidéoconférence. Que viennent faire les «juifs errants» dans une discussion avec des pauvres qui reçoivent leur premier HLM ? Mystère et boule de coca. Lors d'une autre téléconférence, le 30 août 2005, le même colonel Chavez a déclaré à propos de ses opposants: «Ne vous laissez pas empoisonner par ces juifs errants. Ne vous laissez pas entraîner là où ils veulent vous entraîner. Certains disent que dans les 40% [d'opposants] tous sont des ennemis de Chavez. Mensonge. Je connais des gens, avec lesquels je parle, avec affection en plus, et je sais qu'ils ont voté pour le oui et nous ne sommes pas ennemis, nous sommes vénézuéliens et ils ont le droit d'exprimer leur opinion». D'ailleurs, l'usage négatif de l'expression «juif errant» est aussi le fait des adversaires de Chavez puisque l'un d'eux (Alvarez Paz dont le site renvoie aux données fournies par l'annuaire mondial de la CIA sur le Venezuela !) a déclaré «Fidel et Chávez se sont transformés en juifs errants, ils essaient d'acheter la neutralité des autres gouvernements et de créer des fonds aux ressources illimitées pour financer la subversion dans les pays qu'ils veulent avoir pour alliés politiques.» (*El Universal*, 3 juillet 2005) Faute de plus d'éléments, on notera simplement que la culture catholique de Chavez, aussi influencée soit-elle par la «théologie de la libération», le pousse à faire une certaine fixation sur les juifs.

A notre avis, il est suffisamment intelligent (ou en tout cas, ses conseillers sont suffisamment avisés) pour savoir que ses propos sur les «descendants de ceux qui ont crucifié le Christ» ou les «juifs errants» ratissent large et ont le grand avantage de jouer éventuellement aussi sur les préjugés antisémites. Il est curieux de voir certaines personnes (par exemple l'excellent site Acrimed) débusquer sans arrêt, et avec raison, les sous-entendus réactionnaires dans les discours d'intellectuels de droite (Finkelkraut, Carrère d'Encausse, Falacci, etc.) ou de politiciens d'extrême droite (Berlusconi, Haider, Le Pen), et ne jamais se demander si ce même type de sous-entendus ne sont pas présents chez des intellectuels «de gauche» ou des politiciens populistes.

Il est affligeant que des «marxistes» qui défendent le socialisme imaginaire de Chavez ne se souviennent pas de l'Affaire Dreyfus et de toute la propagande socialiste ambiguë contre les Rotschild propagée pendant des décennies dans le mouvement ouvrier international et de ses effets délétères sur le maintien d'un antisémitisme populaire. Et les extraits de l'article d'un militant du Parti communiste du Venezuela reproduit quelques paragraphes plus loin montrent que cette forme d'antisémitisme n'est pas morte. En fait, le seul aspect «socialiste» de Chavez, c'est la même désinvolture dans l'exploitation d'un fonds de commerce douteux. Cela ne signifie pas qu'il est antisémite, mais tout simplement qu'il se moque des implications dangereuses de ses discours, tant qu'il réussit à garder le soutien du peuple, quitte à jouer sur le res-

sentiment vis-à-vis des Juifs, ressentiment qui n'a pas seulement une base religieuse séculaire, mais une base matérielle, bien concrète y compris au Venezuela.

Antisémitisme et rôle politique de certaines personnalités juives au Venezuela

On sait très bien qu'au Venezuela, comme dans d'autres pays d'Amérique latine, un certain nombre de Juifs (même s'ils ne constituent qu'une infime minorité statistique, y compris au sein de leur «communauté») occupent des positions de pouvoir dans certains secteurs économiques (grande distribution, banque, commerce, presse, etc.), qu'ils sont des figures de proue de l'opposition et ont participé au putsch contre Chavez ; qu'une descente de police musclée a eu lieu à Caracas dans une école juive pour trouver des armes qui y étaient soi-disant cachées et de prétendues preuves sur l'assassinat d'un procureur, etc. De là à exprimer des sentiments antisémites, il n'y a qu'un pas que l'homme de la rue franchit aisément. Ayant vécu dans des quartiers populaires et travaillé au Venezuela en 1983-84, j'ai entendu les mêmes absurdités antisémites à Caracas qu'à Paris. Et je doute fort que la conjoncture politique actuelle fasse spécialement reculer l'antisémitisme populaire, même si ses manifestations violentes sont pour le moment inexistantes.

Voilà ce qu'affirmait en septembre 2005 un militant du Parti communiste du Venezuela sur le site du Front démocratique de libération de la Palestine (groupuscule palestinien prosyrien). Après avoir expliqué benoîtement que certains dirigeants sionistes avaient pris contact avec les nazis durant la Seconde Guerre mondiale (argument favori des négationnistes, qui situent ces contacts en dehors de leur contexte historique: les tentatives désespérées de sauver par tous les moyens des Juifs de la mort, et non une coresponsabilité quelconque dans le génocide, comme ils le prétendent), notre «antisioniste» écrit: «La majorité de la communauté juive, au Venezuela comme dans tous les pays où il y a de telles communautés, fait partie de l'élite capitaliste, y joue un rôle actif et y exerce une influence économique et politique.

Le coup d'Etat manqué du Venezuela a affaibli l'influence sioniste qui, en plus d'être représentée par l'empire nord-américain, a ses propres représentants qui continuent à influencer les événements politiques quotidiens. Pedro Carmona Estanca, d'origine juive séfarade, président de fait du Venezuela pendant une brève période de 48 heures ; Isaac Peres Recao, trafiquant d'armes israéliennes et nord-américaines qui a participé au coup d'Etat ; Enrique Capriles Radonski, d'origine juive, figure importante de l'opposition. Signalons aussi un autre dirigeant qui supervise ce groupe économico-politique, petit mais influent, le rabbin Pynchas Brener qui a été l'une des personnalités distinguées qui ont rendu visite à Pedro El Breve [«Pierre Le Bref», surnom du président putschiste Pedro Carmona, *NDLR*] au cours de sa fugace occupation du palais [présidentiel] de Miraflores. Federico Alberto Rabel, d'origine juive-sioniste et propriétaire de la chaîne d'information Globovision, fervent opposant du gouvernement révolutionnaire. L'ambassadeur nord-américain au Venezuela Charles Shapiro, etc.».

Ce texte condense tous les mythes antisémites d'un certain antisionisme ou

d'un prétendu anti-impérialisme «de gauche» et illustre bien le contexte social dans lequel parle Chavez: des Vénézuéliens juifs et sionistes jouent un rôle important soit dans les médias soit à la tête du CNPF vénézuélien et ont soutenu le dernier putsch contre Chavez, président légitimement élu et réélu, même si c'est avec moins de 3 millions de voix sur 11 millions d'électeurs (mais c'est aussi le cas de Bush ou de Clinton élus avec moins d'un tiers des électeurs de leur pays). La question est donc de savoir si les personnalités mentionnées ci-dessus sont riches, réactionnaires et favorables à la politique impérialiste ou colonialiste des gouvernements américain et israélien parce qu'elles sont d'«origine juive», «d'origine juive sépharade», voire d'origine «juive sioniste» (! ?), ou tout simplement parce qu'elles ont une position sociale et politique privilégiée à défendre. Le flou artistique entretenu sur la réponse (au début l'auteur prétend que la «majorité» des Juifs au Venezuela et dans le monde font partie de l'«élite capitaliste», pour ensuite nous dire qu'il ne s'agit que d'un «petit groupe économique-politique») fait partie du B-A-BA de l'antisémitisme «de gauche» au Venezuela comme aux Etats-Unis (le fameux complot ZORG, entre les Juifs, les sionistes et l'administration fédérale) ou en France (cf. Le Pen, Renaud Camus et leurs fines allusions à l'omniprésence supposée des Juifs dans les médias).

On voit d'ailleurs que l'auteur de cet article se garde bien de mentionner les convictions religieuses (catholiques) de l'immense majorité des patrons et des politiciens réactionnaires vénézuéliens, parce que cela l'obligerait soit à condamner le caractère politiquement réactionnaire de toutes les religions, soit à quitter le terrain ethnico-religieux fantasmatique pour passer à une analyse sérieuse des oppositions de classe dans son pays. Ce texte que l'on trouve en espagnol sur un site palestinien représente certes l'opinion individuelle d'un militant du Parti «communiste» du Venezuela, parti qui a 5 députés sur 167 au Parlement et appartient au bloc électoral prochaviste. On ne le trouve pas sur le site du PCV, mais on se doute que ce type de raisonnement crapuleux n'est pas fabriqué dans les plaines de la Bekaa à seule destination des Palestiniens qui lisent l'espagnol... En même temps, on notera que le Département d'Etat (ministère des Affaires étrangères américain) a consacré un rapport long et détaillé à l'antisémitisme dans le monde, pays par pays (mais pas une ligne sur les autres formes de racisme, à croire qu'elles n'existent pas !) et qu'il n'a trouvé que quelques menaces téléphoniques, lettres anonymes ou graffitis sur des synagogues, à se mettre sous la dent, à propos du Venezuela.

La gauche latino-américaine et l'antisémitisme

C'est bien mal connaître le Venezuela et l'Amérique latine que de croire que la question de l'antisémitisme serait aussi centrale pour la gauche et l'extrême gauche dans ce continent qu'elle l'est en Europe. Cela est dû d'abord à une raison historique assez évidente: le génocide des Juifs a eu lieu en Europe et pas en Amérique. De plus, c'est fondamentalement le marxisme stalinien sous ses différentes formes, du stalinisme originel au populisme

tiersmondiste des années 60, qui a formé (ou plutôt déformé) l'immense majorité des militants de gauche et d'extrême gauche. Comme l'on sait, ce «marxisme»-là ne s'est jamais vraiment intéressé à l'antisémitisme, quand il ne l'a pas entretenu comme en URSS et dans les démocraties populaires. La gauche et l'extrême gauche latino-américaines se sentent donc beaucoup libres par rapport aux accusations d'antisémitisme, et il est à craindre qu'elles ne comprennent pas bien le procès qui leur est fait en France, à tort ou à raison. Les militants de gauche et d'extrême gauche latino-américains qui soutiennent le Bonaparte Chavez se sentiront sans doute insultés, si on ne leur apporte pas des preuves plus concrètes et consistantes que des interprétations forcément contestables d'un discours ambigu.

Le rôle d'Israël en Amérique du Sud, l'antisionisme et l'antisémitisme

Israël, qui se présente abusivement comme l'Etat de tous les Juifs du monde, a toujours vendu des armes à tous les régimes d'Amérique latine, y compris les plus dictatoriaux dans le passé, et a assuré la formation de militaires latino-américains grâce à des sociétés privées de conseil militaire ou grâce à des spécialistes directement envoyés par l'armée israélienne ou les services secrets. Une telle politique extérieure de l'Etat israélien, qui s'ajoute à l'appui inconditionnel de l'impérialisme américain à l'Etat d'Israël, ne peut que susciter des sentiments extrêmement négatifs contre «le sionisme, agent de l'impérialisme», dans la population vénézuélienne et chez tous les peuples d'Amérique du Sud. Et l'on sait que la limite entre l'antisionisme de gauche et l'antisémitisme est assez facile à franchir quand on ne dispose pas de solides gardes-fous théoriques. On nous permettra de douter de la culture politique de Chavez sur ce plan-là, s'il croit que le Christ a existé et aux fariboles d'un «Jésus socialiste»...

Le rôle historique des «minorités»

Les sous-entendus – ou en tout cas les effets néfastes évidents et prévisibles – du discours de Chavez sont donc peut-être plus subtils qu'on ne le croit. La théorie des «minorités» qui manipulent le destin du monde est une des façons dont un «marxisme» abâtardi et simplifié (falsifié à notre avis) a pu se rendre populaire et l'un des fonds de commerce de l'altermondialisme. (Signalons que le capitalisme ne se réduit pas à l'exploitation d'une majorité par une ou des «minorités». C'est un système d'exploitation économique et social qui repose sur la loi de la valeur, l'existence de la monnaie et du salaire, la division sociale du travail, etc., toutes choses que nos «marxistes anti-impérialistes» actuels ignorent superbement.) Mais cette théorie du complot des «minorités» est aussi ce qui sous-tend l'antisémitisme et toutes les explications irrationnelles du monde (des Templiers jusqu'aux Illuminati, en passant par les francs-maçons, la liste est longue).

A propos des fariboles de la «théologie de la libération»

Les partisans «marxistes» de Chavez nous expliquent que le Bonaparte vénézuélien serait un catholique socialiste. Cette expression est absurde: le catholicisme, comme toutes les religions, est fondamentalement une idéologie qui incite les êtres humains à accepter l'ordre social. C'est sa fonction sociale fondamentale, même si elle en a beaucoup d'autres, plus complexes au niveau individuel (donner un sens à la vie et à la mort, par exemple, ce qui n'est pas un point de détail). De nombreux faussaires (de Roger Garaudy quand il était l'idéologue officiel du rapprochement entre les staliniens du PCF et les chrétiens avant de devenir négationniste, à Frei Beto, pape de la théologie de la libération, conseiller du président Lula et ami personnel du dictateur Fidel Castro) ont tenté de nous expliquer que l'Évangile avait des accents socialistes. C'est sur cette mystification que s'est bâtie la «théologie de la libération», mais depuis que le marxisme est apparu, il y a toujours eu des individus sincères et des intellectuels malhonnêtes pour nous expliquer qu'en quelque sorte le christianisme serait le précurseur du marxisme, le fondement moral d'une théorie économique et politique «scientifique». A Jésus la Morale, à Marx la Science de l'Économie et de la Société. Et ces faussaires ne se sont d'ailleurs jamais demandé si les quelques écrits de Marx à ce sujet suffisaient à comprendre toutes les subtilités du rôle social de la religion depuis des siècles. Mais de la part de gens qui ont une conception religieuse et acritique du marxisme, rien ne nous étonne...

De plus les «marxistes» qui défendent Chavez font preuve d'un paternalisme incroyable vis-à-vis des Vénézuéliens. Un certain Greg Oaxley écrit ainsi dans La Riposte: «Le Venezuela est un pays où la vaste majorité de la population est catholique, et les couches les plus pauvres et exploitées de la population voient dans le message de Jésus Christ, tel qu'elles le comprennent, un appel à la justice sociale, à l'égalité, à une vie meilleure, sans oppression. A l'inverse, la personnalité de Judas incarne à leurs yeux la perfidie, l'avarice, le mensonge, l'égoïsme, la recherche du profit, en un mot, tout ce qui caractérise la classe capitaliste de nos jours, que ce soit au Venezuela ou en France !» Comme si les Vénézuéliens étaient trop cons pour comprendre la théorie de la plus-value et les mécanismes économiques et sociaux du capitalisme !

Nous conseillons d'urgence à Greg Oaxley la lecture de *Travail salarié* et *capital* et de *Salaires, prix et profits*. Il découvrira que les raisonnements de Marx étaient beaucoup plus simples et clairs que les explications fumeuses du Nouveau Testament, qui, rappelons-le, n'est pas un traité d'économie politique à l'usage des analphabètes ou des ignorants mais le récit édifiant de la vie du Fils de Dieu ! Où a-t-il vu que Judas serait un «avare» ou un individu qui recherche le «profit» ?

Il conclut enfin par une affirmation absurde: «Jésus Christ lui-même était un Juif. Dès lors, comment le fait de dénoncer la mise à mort d'un Juif peut-il être jugé antisémite ?» L'auteur joue sur les deux sens séparés du mot juif au-

jourd'hui (un peuple, ou un groupe ethnique, et une religion), dualité qui n'a joué aucun rôle dans l'enseignement religieux chrétien puis catholique. Avant le XVIII^e siècle et la Révolution française, c'était l'appartenance religieuse qui primait de façon absolue sur l'appartenance à un peuple ou un Etat. D'ailleurs, ce primat de la religion est loin d'avoir disparu puisque de nombreuses constitutions nationales ou notions juridiques se réfèrent encore à des valeurs religieuses (y compris en Europe, comme on a pu le constater l'année dernière à propos de la Constitution européenne). Pour les catholiques, Jésus n'est pas «un juif», comme le croit notre chaviste ignorant, mais le Fils de Dieu qui s'est incarné de façon tout à fait accessoire dans la peau d'un homme donné. L'enseignement catholique n'a jamais mis l'accent sur les «origines juives» de Jésus.

Rome, Chavez et la «théologie de la libération»

L'Eglise catholique, qui est engagée dans un déclin irrémédiable dans tous les pays capitalistes avancés, a tout intérêt à laisser prospérer la «théologie de la libération» et les interprétations prétendument de «gauche» du catholicisme. Entendons-nous bien: elle y est contrainte, ce n'est pas un projet imaginé en secret par la Curie romaine, mais cela lui permet de survivre, de continuer à amasser de l'influence, de l'argent et du pouvoir dans un monde qui se sécularise de plus en plus. Accessoirement, ce que les marxistes athées qui se laissent séduire par la «théologie de la libération» ne comprennent pas (ou ne veulent pas comprendre) c'est qu'un bon catholique comme Pinochet pourra toujours se racheter, aux yeux de ses coreligionnaires, par une confession privée et une repentance publique... D'ailleurs l'Eglise n'a-t-elle pas commencé à faire une autocritique partielle sur l'antisémitisme ?

C'est bien mal connaître les réalités de l'appareil financier, économique et politique de l'Eglise que de croire qu'il est menacé en quoi que ce soit par la «théologie de la libération». La force de l'Eglise a toujours été de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier: elle s'est parfaitement accommodée d'avoir une fraction de ses partisans chez les nazis, l'autre chez les résistants pendant la Seconde Guerre mondiale. Sans y voir une théorie du complot, reconnaissons qu'une telle attitude lui permet de toujours sortir gagnante des situations les plus épineuses. Au Rwanda, une fraction du côté des génocideurs, une autre du côté des victimes.

Toutes proportions gardées, car elle a désormais près de deux mille ans d'expérience et une autre signification sociale, l'Eglise applique en cela la même règle que toutes les Mafias du monde lors d'événements politiques importants: un clan à droite, un clan à gauche (cf. l'attitude des gangsters italiens ou français durant la Seconde Guerre mondiale qui se sont divisés entre pro et antifascistes pour mieux se rabibochoer ensuite). C'est ainsi que le nonce apostolique au Venezuela, Giacinto Berlocco, a affirmé le 23 octobre 2005 que la position du cardinal Rosalio Castillo Lara, qui a exhorté l'opposition à ignorer le gouvernement de Hugo Chavez et à pratiquer la désobéissance, ne repré-

sente pas la position officielle de l'Eglise catholique, selon l'Agence Bolivarienne d'Information (ABN). Pour le représentant du Vatican, les réunions du prélat avec des secteurs d'opposition et leurs déclarations en matière de politique «n'obéissent pas à des instructions reçues de l'Eglise catholique, mais se limitent à une position personnelle», a indiqué l'ABN. Berlocco a souligné en outre que «l'Eglise catholique n'est alignée sur aucun parti politique et que sa principale mission est de s'occuper des besoins des gens». Ben voyons !

Quant au pape Benoît XVI, le 25 août 2005, il a remercié Chavez «de l'importance que le gouvernement [vénézuélien] a accordée au deuil lors de la disparition de mon vénéré prédécesseur, le pape Jean-Paul II, ainsi que des délégations envoyées en cette circonstance et également à l'occasion du début solennel de mon pontificat». Comme on le voit, le «socialiste» Chavez et sa «théologie de la libération» font terriblement peur au chef de l'Eglise catholique qui souhaite «établir diverses formes de collaboration féconde entre l'Etat et l'Eglise» et désire «de tout cœur que s'aplanissent les difficultés actuelles dans les relations Eglise-Etat et que l'on revienne à une collaboration féconde, en continuité avec la noble tradition vénézuélienne» !

Tout critique de la politique de Chavez est-il un agent de la CIA ?

Les partisans de Chavez reconnaissent qu'un négationniste et antisémite notoire a été membre de l'équipe Chavez, mais minimisent la portée de cet événement puisque cela n'a duré que quelques mois, selon certains, un an selon d'autres (3). On voit donc que pour eux le plus important ce n'est pas de reconnaître un fait précis (dont ils s'étaient bien gardés de parler avant que Libération et *Le Monde* ne lèvent le lièvre) ni de reconnaître l'ambiguïté possible des propos de Chavez, mais de le défendre à tout prix en bottant en touche. Leur façon de botter en touche est assez classique: il y a un complot de la CIA et de la bourgeoisie vénézuélienne pour renverser Chavez (ce qui est indéniable) et accessoirement pour déconsidérer un Forum social qui se tient à Caracas en janvier. **DONC AUCUNE CRITIQUE DE CHAVEZ N'EST POSSIBLE ET TOUTE CRITIQUE DE CHAVEZ EST DISQUALIFIEE COMME PRO-IMPERIALISTE.**

C'est la même démarche qui a conduit les manifestants antiguerre de toutes les organisations d'extrême gauche et libertaires à Paris, en 2003, à passer devant une cinquantaine d'individus qui brandissaient des portraits de Saddam Hussein sans broncher ni expulser ces agents stipendiés de l'appareil policier irakien. Il y a l'ennemi principal (l'impérialisme américain) et tout le reste est secondaire, pour ces «anti-impérialistes» de pacotille. C'est la même démarche qui conduit l'extrême gauche internationale à être très discrète sur le régime policier cubain, sous prétexte que le Caudillo des Caraïbes dénonce régulièrement Bush et l'impérialisme américain. C'est la même démarche qui a conduit les partis «communistes» de tous les pays à nier l'existence des procès truqués organisés à Moscou en 1936, des déportations et des déplacements

autoritaires de populations, des camps de concentration en Union soviétique et d'une exploitation effrénée dans les usines et campagnes de l'URSS, tout cela au nom du même «socialisme» inexistant dont se réclame Chavez.

On voit donc que derrière la dénonciation des tripatouillages de Libération et du Monde se déploie une manœuvre finalement assez classique utilisée par tous les staliniens jusqu'en 1991: puisque les adversaires de l'URSS mentent sur certains points, ils mentent par conséquent sur tous, et donc l'URSS est bien un paradis socialiste, comme ses dirigeants le prétendent. Traduit en langage chaviste, cela donne: puisque les médias ont déformé les propos de Chavez, ils mentent systématiquement à propos du Venezuela, donc Chavez dit toujours la vérité, donc il faut soutenir le régime sans jamais le critiquer.

Il n'existe pas 36 définitions du socialisme

Face à cette piètre façon d'envisager la vérité historique et à des conceptions du «socialisme» aussi floues, celle de Chavez comme celle de ses partisans intéressés, ignorants ou naïfs, il n'y a qu'une chose à faire: se demander si les usines, les entreprises commerciales et de services, les grandes propriétés foncières ont été expropriées au Venezuela, si ce sont les ouvriers et les paysans qui gèrent la production et l'économie; si le salariat, l'argent et la division du travail ont été abolis; si la police et l'armée ont été dissoutes et remplacées par des milices ouvrières et paysannes. Ou au moins si ces mesures figurent au programme du MVR, Mouvement pour la Cinquième République, le parti de Chavez. Dans la mesure où Chavez respecte la propriété privée, la justice, l'armée, la police, le salariat, la division du travail et toutes les institutions bourgeoises, son «socialisme» n'est qu'une mystification tout comme celle, dans un contexte social différent bien sûr, du «socialisme» des Hollande, Fabius, Lang, Dominique Strauss-Kahn et autres Mitterrand. Un socialisme qui prône des «inégalités tolérables» et «socialement acceptables», comme le dit cyniquement un sociologue de «gauche» à propos de l'égalité des chances dans l'Ecole française... Un socialisme qui soulève l'enthousiasme de la majorité du peuple vénézuélien, tout comme, le 10 mai 1981, il souleva l'enthousiasme de beaucoup de prolétaires naïfs et de petits-bourgeois carriéristes en France. «Ni Dieu, ni César, ni tribun. Travailleurs sauvons-nous nous-mêmes», proclame une chanson du XIXe siècle que l'on n'entend plus guère dans les manifestations. Ces paroles de L'Internationale s'appliquent parfaitement au «césar» vénézuélien qui croit en «Dieu» et a des talents de «tribun».

Y.C., 20/01/2006

P.S.: Un dernier point. Les défenseurs de Chavez nous expliquent que le Venezuela serait un pays où le racisme serait extrêmement minoritaire. Quand on connaît le statut social des Noirs et des Indiens au Venezuela, une telle affirmation ne peut que prêter à rire, ou plutôt à pleurer. Quand on sait que le métissage est régi par toute une hiérarchie tacite, les plus «clairs» étant situés

au sommet de l'échelle sociale et de l'échelle d'estime générale (par exemple, dans les stratégies matrimoniales), on ne peut qu'être confondu par une telle naïveté. Quand on connaît la multiplicité des termes qui servent à désigner les degrés de métissage et le fait que la théorie des races est toujours enseignée au Venezuela, on ne peut que s'étonner d'une telle «désinformation». Rappelons qu'il a fallu qu'au Brésil Gilberto Gil, musicien afro-brésilien, devienne ministre de la Culture pour qu'enfin on commence à admettre, du bout des lèvres, que ce pays n'était pas le «paradis multiracial» que tous les voyageurs, touristes, ethnologues et journalistes nous décrivaient depuis des décennies...

Donc le coup du Venezuela «paradis multiracial», on nous l'a déjà fait et nous n'y croyons pas une seconde. Paradoxalement, il est curieux que cet argument soit employé par les partisans de Chavez car une partie de la haine que suscite, dans la bourgeoisie, leur colonel adoré, et de l'enthousiasme populaire qu'il entretient savamment, s'explique justement par le fait que Chavez ne soit pas un «Blanc» appartenant à l'élite politique traditionnelle corrompue des Adecos et des Copeyanos (sociaux-démocrates et sociaux-chrétiens) qui ont pillé les ressources du pays pendant des décennies.

Notes

1. «Bonaparte» parce qu'il s'appuie à la fois sur la droite et sur la gauche, sur le peuple et sur une fraction (de plus en plus réduite) de la bourgeoisie, et qu'il voudra jusqu'au bout servir les intérêts de toutes les classes, utopie impossible en système capitaliste.

2. Sur les manœuvres des gouvernements américains, nous ne pouvons que recommander la lecture du livre-reportage de Tom Clancy, romancier et essayiste raciste et réactionnaire, sur Les forces spéciales. Cet ouvrage décrit par le menu comment l'armée américaine (sous les gouvernements démocrates et républicains la politique est la même) choisit dans chaque pays (notamment en Amérique latine, mais aussi sur d'autres continents) des unités spécifiques auxquelles elle enseigne «la démocratie»: en clair, comment traiter par la force des mouvements sociaux, comment lutter contre des guérillas, etc., en limitant si possible les «bavures». Et le livre cite même, photos et noms à l'appui, ceux qui sont chargés d'une telle tâche dans le Venezuela de Chavez. Preuve, s'il en était besoin, que les manœuvres de l'impérialisme américain sont tellement évidentes qu'un écrivain américain bien informé, et surtout bien introduit dans les milieux militaires, peut en donner publiquement tous les détails, des années avant qu'elles ne soient mises à exécution.

3. Quelques faits marquants à propos de Norberto Rafael Ceresole, tirés d'une notice nécrologique louangeuse trouvée sur le Net. «Né en 1943, il a écrit une trentaine de livres sur la stratégie, la géopolitique et la sociologie militaire. Il a influencé de nombreux officiers des forces armées en Argentine et dans d'autres pays d'Amérique du Sud. Entre 1969 et 1971 il conseilla le gé-

néral Juan Velasco Alvarado, au Pérou. Et rencontra par la suite Juan Domingo Perón, Salvador Allende, et l'ex-chef des services de renseignements cubains, le commandant Piñeiro. Membre de l'Académie des sciences de l'URSS et professeur à l'Ecole supérieure de guerre de l'URSS. En 1984, en collaboration avec le ministère de la Défense espagnol (DRISDE) il édite en 5 volumes une étude préliminaire pour le développement d'un projet de coopération industriel entre l'Espagne et l'Argentine dans le domaine de la défense. Parmi ses livres: *Terrorisme fondamentaliste juif, nouveaux scénarios de conflit* (Libertarias, Madrid, 1996) ; *Le national-judaïsme un messianisme post-sioniste* avec un prologue de Roger Garaudy (Libertarias, Madrid, 1997). Ses ouvrages ont été traduits en arabe et en perse et diffusés dans tout le Proche et le Moyen-Orient. Il a milité dans la fraction ERP-22 des Montoneros, s'est exilé puis est devenu le conseiller du groupe d'officiers argentins dirigés par Aldo Rico. A été arrêté le 15 juin 1995 par la DISIP vénézuélienne (Dirección General Sectorial de los Servicios de Inteligencia y Prevención), à l'époque fortement influencée par le Mossad israélien. Ami de Robert Faurisson, Ernst Nolte et d'autres historiens révisionnistes connus.»

Si l'on en croit donc ces données biographiques fournies par ses amis fascisants du Mouvement social républicain espagnol, il s'agissait d'un rouge-brun typique, antisémite et négationniste convaincu. Il a écrit cinq livres pour «démontrer» que les attentats commis contre les Juifs en Argentine avaient été en fait organisés par le Mossad israélien !!! S'il prétend ne s'être «intéressé» aux Juifs qu'après ces attentats qui ont eu lieu en 1992, sa haine antijuive est en tout cas absolument démentielle et on peut douter qu'elle soit devenue obsessionnelle à ce moment-là seulement. On se demande comment un individu au passé aussi chargé a pu facilement entrer dans l'entourage de Chavez (il a été expulsé du Venezuela en 1995 mais a pu y revenir en 1999, après l'élection de son colonel adoré) sans susciter l'hostilité immédiate de nos prétendus «révolutionnaires bolivariens».

De Mai 68 à Février-Avril 2006: Tordons le cou à quelques mythes pour mieux comprendre le présent

Comme à chaque grand mouvement lycéen ou étudiant depuis quarante ans, plusieurs commentateurs, à droite et à gauche, ont cherché à établir des comparaisons entre les luttes de la jeunesse à partir de février 2006 et celles de Mai 68. On a même entendu un professeur de Sciences-Po et journaliste du *Figaro* comme Alain-Gérard Slama expliquer doctement sur i-télé que Mai 68 était bien plus «radical» que les mouvements de 2006 !

Comme l'a souligné avec raison un philosophe allemand dans *Le Monde*, cette mise en perspective systématique de tout mouvement depuis quarante ans a des effets plus inhibiteurs que positifs sur les participants aux conflits sociaux en France. Et l'on comprend l'irritation des jeunes dont la radicalité est à chaque fois mesurée à l'aune de celle de leurs aînés. Ils sont prisonniers d'une alternative déplaisante: dépasser en radicalité leurs glorieux prédécesseurs (à partir d'ailleurs d'une vision fantasmatique (1) de Mai 68, ou alors être obligés d'inventer un nouveau type de révolte [tâche évidemment titanesque d'autant que Mai 68 leur est présenté comme un horizon indépassable (2)].

On comprend aussi pourquoi l'expression de «soixante-huitards», devenue péjorative, peut être aussi efficace, même si elle dissimule une contre-vérité flagrante: en effet, des centaines de milliers de personnes ont été politiquement actives en 68 et dans les années 70 à l'intérieur et autour de l'extrême gauche, mais ce sont au maximum quelques centaines d'entre elles qui ont intégré les élites politiques ou économiques françaises. Après des années de propagande idéologique et médiatique, et d'autopromotion d'une minorité d'arrivistes, les «soixante-huitards» sont devenus, dans l'imaginaire collectif que tentent de fabriquer les médias, les représentants idéaux du double langage: radicaux en paroles, carriéristes et cyniques dans les faits. Ce qui per-

met de recycler, en le modernisant, un des lieux communs de la propagande conservatrice depuis des siècles sur la vanité des révoltes de la jeunesse, considérées au mieux comme un rite symbolique nécessaire, au pire comme une preuve d'immatunité intellectuelle et affective, quand ce n'est pas la manifestation d'une volonté de puissance aux effets totalitaires (voir les écrits mais surtout les interventions médiatiques d'Alain Finkielkraut, Jacques Le Goff, Bernard Henri-Lévy, André Glucksman, et autres repentis de la révolte, convertis aux vertus du marché, de la libre concurrence, quand ce n'est pas de la mondialisation).

Une des raisons pour lesquelles la comparaison avec Mai 68 revient régulièrement dans les discours des hommes politiques comme des militants (y compris de la mouvance anarchiste et autonome), c'est qu'il s'agit de la **dernière grande peur d'une guerre civile**, peur agitée par tous les protagonistes: De Gaulle alla consulter Massu à Baden Baden (on a du mal à croire que le Général ait été sénile au point de ne pas faire la différence entre une grève générale, un mouvement social d'ampleur, d'un côté, et une menace sérieuse de lutte armée, de l'autre) ; le rituel du dérapage des rues et de la construction de barricades reprit une vieille tradition ouvrière (de façon symbolique car l'armée ne tira pas sur les manifestants comme en 1830, 1848 et 1871) ; la grève se généralisa, paralysa le pays, et donna l'impression que le pouvoir ne tenait plus qu'à un fil, etc.

Ce thème de la menace (fictive) d'une guerre civile permit à la droite de remporter haut la main les élections de juin 1968, et fut utilisé de façon récurrente dans les années 70. On en a eu un mini remake en novembre 2005 (davantage dans la presse étrangère que dans les médias français), mais c'est toujours un des fonds de commerce de la droite et de l'extrême droite.

De l'autre côté de l'échiquier politique, dans le mouvement libertaire (3), chez les «autonomes» et dans les cercles «ultra-gauches», on retrouve aussi de temps en temps des références totalement idéalisées à Mai 68. Les plus subtils de ces camarades savent pourtant que le «Mai rampant» italien avec ses occupations d'usines et de logements, ses autoréductions (4) massives, ses pistolets P38 brandis ouvertement dans les manifs et ses innombrables petits groupes de lutte armée, constitue une référence autrement plus consistante si l'on cherche à nourrir la mythologie du «Grand Soir» et d'un remake de la prise du Palais d'hiver en Octobre 1917. Mais l'Italie des années 60 et 70 n'est pas un symbole vivant et concret pour les jeunes Français qui se politisent à chaque nouveau mouvement social.

Pour toutes ces raisons, et même si la comparaison 1968/2006 nous semble artificielle et infondée, il peut quand même être utile de préciser les différences les plus importantes entre les deux périodes et les deux mouvements – et ce afin de tordre le cou à quelques mythes et surtout de mieux comprendre

l'originalité de la situation actuelle. Précisons dès le départ que la situation de mai 1968 diffère complètement de celle de février-avril 2006 sous deux aspects principaux:

- le contexte international (guerre froide, hégémonie du stalinisme dans le mouvement ouvrier, guerres coloniales en Asie et guérillas en Amérique latine),
- et la situation économique nationale (taux de chômage très faible ; absence d'inquiétude pour trouver du travail chez les jeunes, diplômés ou pas ; donc absence d'angoisse ou d'inquiétude face à l'avenir).

Voyons maintenant quelques-unes des différences entre les deux mouvements.

Grève générale, occupations et blocages

En 1968, la grève étant générale (professeurs, lycéens, étudiants et personnel administratif), il n'y eut pas besoin de bloquer les universités ou les lycées pour inviter les étudiants à se lancer dans le mouvement et si certains étaient certainement hostiles, ils furent totalement débordés par l'ampleur de la révolte.

En 2006, étudiants et lycéens étaient divisés sur le choix des méthodes d'action. Si la majorité des jeunes et même des Français étaient, selon les sondages, plutôt réticents voire hostiles face au CPE, ils étaient loin d'approuver unanimement l'occupation et surtout le blocage des universités et des lycées.

En 1968, la propagande de la droite et de l'extrême droite ne se concentrait pas tellement sur les risques encourus par les étudiants pour leurs études, que sur la manipulation du mouvement par les groupes d'extrême gauche et leur volonté «insurrectionnelle».

A Paris, la construction de barricades permettait d'organiser des affrontements largement symboliques avec les forces de l'ordre (celles-ci attendaient des heures avant d'intervenir féroce) et aux groupes d'extrême gauche de parler beaucoup de révolution sans la préparer réellement, vu leur absence d'influence dans la classe ouvrière et le poids formidable du PCF dans les entreprises et quartiers populaires, mais aussi pour des raisons plus profondes: en 1968 les militants vivaient encore dans l'idée qu'une révolution armée était possible, mais en même temps leurs activités quotidiennes se situaient dans un cadre plutôt légal (propagande, manifestations, grèves, occupations d'usines). Aucun groupe ne disposait d'une structure illégale conséquente, de caches d'armes, de militants situés à des postes stratégiques dans la police et l'armée, etc.

La petite minorité d'étudiants et d'ouvriers qui s'affrontait aux flics n'appartenait pas le plus souvent aux organisations d'extrême gauche. Les trotskystes de l'OCI-AJS (le courant trotskyste qui domine le Parti des travailleurs aujourd'hui) se rendirent tristement célèbres en condamnant la construction de barricades ; quant aux maoïstes de l'UJC-ml (qui donnera ensuite la

Gauche prolétarienne) et aux trotskystes de Voix ouvrière (Lutte ouvrière aujourd'hui), ils déconseillaient en privé à leurs militants et surtout à leurs «cadres» de «jouer à la guéguerre», même si publiquement ils tenaient un autre discours. Et c'étaient souvent de jeunes sympathisants qui désobéissaient aux consignes et rejoignaient les plus révoltés sur les barricades. Même si, en juin 1968, presque tous les groupes d'extrême gauche furent interdits et leurs dirigeants emprisonnés pour un peu plus d'un mois, le gouvernement leur fit un grand honneur en les rendant responsables des affrontements avec la police.

Des «Katangais» aux «lascars»

En 1968, certains avaient surnommé une partie des «marginiaux» (traduire des non-étudiants) qui occupaient la Sorbonne: les Katangais. Quels que soient les petits conflits qu'il put y avoir à l'époque entre ceux qui voulaient «casser du flic» ou brûler des voitures et les étudiants plus «responsables», jamais on en arriva à des affrontements aussi importants que ceux qui se produisirent à la manifestation du 8 mars 2005, et lors du mouvement de février-avril 2006.

Même s'il s'agit d'un phénomène «parisien», il est significatif que des jeunes issus des quartiers populaires périphériques aient jugé bon de descendre à quelques centaines casser du lycéen en 2005, ou casser du manifestant en 2006.

Toutes sortes d'interprétations ont été données au phénomène: de celles (à côté de la plaque) comparant les «dépouilleurs» aux SA (les sections d'assaut du Parti nazi) à d'autres (aussi absurdes) les présentant comme une sorte d'avant-garde du précaire avec laquelle il faudrait d'urgence tisser des liens.

Cette coupure sociale, que certains individus de mauvaise foi ont voulu baptiser de «racisme anti-Blancs», a en tout cas posé un problème sérieux aux milieux militants, qu'ils soient trotskystes ou libertaires. La pauvreté de leurs analyses ou de leurs propositions augure mal du devenir politique éventuel de ces «lascars», si le phénomène devait prendre de l'ampleur.

La question est d'autant plus grave que l'on a vu en février-avril 2006 les services d'ordres syndicaux collaborer pleinement avec la police dans une chasse aux «casseurs» qui ressemblait furieusement à une chasse au faciès.

Les rapports entre la gauche et l'extrême gauche

En 1968, la bataille idéologique faisait rage entre une forte minorité d'étudiants et une infime minorité de jeunes ouvriers radicaux, d'un côté, les partis de gauche et les syndicats de l'autre. Ces derniers voulaient occuper le devant de la scène par tous les moyens et gare aux militants d'extrême gauche isolés ou peu nombreux qui collaient des affiches dans des quartiers ouvriers ou distribuaient des tracts. Ils étaient violemment pris à partie et recevaient parfois une solide correction de la part de ce que les maos appelaient alors le «PCGT.»

Les dirigeants de la gauche social-démocrate (divisée à l'époque entre la SFIO de Guy Mollet, le PSU de Rocard, Mendès-France et Martinet, la FGDS de Mitterrand, le CERES de Chevènement, et d'autres petits clubs de politiciens qui fusionneront tous au début des années 70 dans le Parti socialiste) et stalinienne (le PCF) étaient divisés entre eux et n'avaient pas encore adopté le Programme commun (1974) qui les amènera au pouvoir en mai 1981, treize ans plus tard.

En 2006, les rapports entre l'extrême gauche, le PS et le PCF ont complètement changé. Non seulement sur le plan électoral, puisque l'extrême gauche a parfois dépassé le score électoral du PCF, mais aussi sur le plan syndical et social.

Dans la CGT aujourd'hui, des militants trotskystes peuvent avoir de petites responsabilités et afficher ouvertement leurs idées politiques sans être exclus du syndicat et dénoncés nommément au patron et aux chefs. La LCR collabore avec le PCF dans des structures de discussion comme Espaces Marx, par exemple, situation inimaginable à l'époque de l'Institut Maurice Thorez, le prédécesseur de ce think-tank néostalinien. Lutte ouvrière peut dialoguer publiquement avec des «opposants» du PCF à sa fête, etc.

Quant au PS, il est devenu le premier parti électoral de gauche. S'il a phagocyté une partie de la LCR et de l'OCI en offrant un certain nombre de sinécures à d'ex-trotskystes, il a aussi permis à la LCR et à LO de se présenter aux élections présidentielles en autorisant ses maires à donner leurs signatures, par exemple. Et aujourd'hui, le PS ne serait pas du tout opposé à inclure la LCR, LO ou l'OCI dans une nouvelle Union de la Gauche, si ces dernières acceptaient de jouer le jeu et de modérer un peu leurs critiques. Besancenot a beau dire que la LCR ne soutiendra jamais un nouveau gouvernement de la gauche plurielle, on sait que son organisation donne rarement des consignes d'abstention... y compris en 2002, où la LCR soutint – sans le dire honnêtement – Chirac contre Le Pen. Et quand on sait que ses organisations sœurs, au Brésil comme en Italie, sont dans des partis qui soutiennent le gouvernement (le Parti des travailleurs et Rifondazione comunista) on peut être sceptique sur la «radicalité» de ses propos.

Mouvement étudiant et syndicats

En 1968, il existait une coupure très grande entre les organisations syndicales ouvrières, d'un côté, étudiantes de l'autre, et surtout entre les syndicats et le mouvement spontané étudiant et lycéen.

De plus, près d'un quart des étudiants étaient syndiqués dans un seul syndicat étudiant de masse: l'UNEF.

En 2006, les organisations les plus modérées du mouvement lycéen et étudiant: Confédération étudiante, UNL, UNEF, entretiennent des liens privilégiés avec les différents partis de gauche, notamment le PS. Mais elles ont su tirer les leçons de l'expérience des trente dernières années. En 2006, elles ont su non seulement occuper les médias mais faire leur travail de sape dans les

Coordinations afin de limiter le mouvement sans paraître toujours s'y opposer violemment. Les syndicats de salariés (CGT, CFDT, FO) ont su eux aussi apparaître comme des alliés du mouvement, laissant les étudiants utiliser parfois leurs locaux ou leur matériel pour tirer des tracts.

Enfin, aujourd'hui, les étudiants sont éparpillés entre au moins cinq syndicats politisés «à gauche» voire plus loin (FSE, Confédération étudiante, UNEF, Sud Etudiants, CNT) et le nombre de syndiqués étudiants est bien inférieur à celui des années 60, même en additionnant les effectifs de toutes les organisations syndicales.

Bloqueurs et antibloqueurs

En 1968, le mouvement des étudiants est très vite devenu un mouvement social beaucoup plus large et plus général, ce qui a évité de polariser les discussions sur les examens et la poursuite des études. Il faut signaler que le bac ne comporta cette année-là que des épreuves orales, tant une partie des professeurs avaient peur des lycéens ; de plus, pendant plusieurs années les étudiants eurent une attitude très critique vis-à-vis des enseignants, du moins dans les facs de lettres et sciences humaines, ce qui poussa les professeurs à faire preuve d'une certaine indulgence – soit par empathie soit par crainte des réactions de leurs élèves.

En 2006, les médias et les partis de droite ont essayé de convaincre les étudiants modérés mais hostiles au CPE que le blocage et l'occupation des universités (et des lycées) n'était pas une bonne solution :

- parce que les votes n'étaient pas «démocratiques» [seule une minorité d'étudiants ou de lycéens se déplaçaient aux AG pour voter, environ 10% des inscrits dans les facultés, et les votes ne se faisaient jamais à bulletins secrets (5)]. C'est pourquoi différentes présidences d'université se sont autorisées le droit d'organiser un référendum local pour casser les AG (mais souvent le nombre de votants était alors semblable au nombre de participants aux AG ; à noter que, lorsque les «bloqueurs» arrivaient à organiser des débats avec les antibloqueurs sur le CPE, ils réussissaient parfois à élargir encore la base du mouvement) ;

- parce que les étudiants d'origine sociale la plus modeste seraient les plus pénalisés s'ils rataient leurs études (bac, examen de fin d'année universitaire, diplôme final) «à cause de la grève» ;

- parce que l'Ecole étant une institution publique, il était injuste d'en priver l'usage par des actions «minoritaires».

Face à ce type d'arguments, les grévistes de 2006 ont répondu que :

- la seule façon de permettre voire d'obliger les étudiants à venir aux AG, discuter et voter, pour ou contre, la grève était de bloquer l'université ou le lycée ;

- si les grévistes n'avaient pas paralysé les établissements scolaires et universitaires, ils n'auraient pas été en mesure d'organiser des discussions de masse. En effet la majorité des étudiants et des lycéens ne sont pas des indivi-

des particulièrement révoltés et politisés. Ils tendent à obéir à leurs professeurs, à l'administration, voire à leurs parents qui financent leurs études, surtout dans le contexte économique actuel.

Leur objectif était d'engager aussi le personnel de l'Education nationale (ATOS et enseignants) dans une grève générale. Il est d'ailleurs évident que si les enseignants avaient massivement soutenu le mouvement, le système scolaire aurait été complètement bloqué de fait, et pas seulement par une minorité d'étudiants convaincus.

Lors des grandes journées d'action c'est certainement dans l'Education nationale que le mouvement a été le plus suivi, et dans de nombreux facs le personnel a soutenu les grévistes de façon directe ou indirecte (exemple: à Jussieu, le personnel a refusé d'organiser un vote avec des urnes ; à Paris VIII, des locaux ont été mis à la disposition des grévistes, etc.)

Un mouvement minoritaire

En 2006, il est indéniable que le mouvement a été minoritaire dans les facultés comme dans les lycées.

Il en est toujours ainsi dans les mouvements de la jeunesse, y compris celle des CET (Collèges d'enseignement technique) et des LT (Lycées techniques) quand Lutte ouvrière décida, un beau jour, au début des années 70, de les mettre en grève et de fédérer cette «minorité» dans une «Coordination» contrôlée par LO de façon fort peu démocratique, sous l'égide de «Ceux du Technique».

En 2006, les assemblées générales des universités de Jussieu (40 000), de la Sorbonne et de Nanterre (28000) qui sont à peu près d'importance égale ne regroupaient généralement qu'entre 600 à 1500 personnes et quand des actions étaient décidées, on ne retrouvait plus qu'une soixantaine d'étudiants le lendemain matin.

Il semble que la situation en province ait été meilleure, en tout cas dans des villes comme Lyon, Nantes, Poitiers, Lille ou Rennes (5 000 aux AG hebdomadaires pour cette dernière), sans jamais atteindre ne serait-ce que la présence aux AG de 50% des étudiants inscrits. A Nantes, par exemple, où la participation était bonne, du moins en lettres, le mouvement ne touchait pas plus de 33% des inscrits, même si vers la fin du mouvement 200-300 étudiants se retrouvaient à l'aube pour diffuser des tracts aux portes des entreprises. A Grenoble, la plus grosse AG interfacs a réuni 6000 étudiants (sur les environ 80 000 inscrits) le 23 mars 2006.

Pas de pitié pour les grévistes et les manifestants

Contrairement à l'attitude gouvernementale vis-à-vis des étudiants après la fin du mouvement en 1968, il semble, en 2006, qu'on s'oriente vers une répression assez sévère contre les lycéens et les étudiants, répression sur le plan de l'Education nationale comme sur le plan judiciaire. Le bac n'a pas été repoussé (il faut dire que 10% des lycées seulement ont été touchés), et dans les facs les profs mènent souvent la vie dure aux grévistes et ne semblent pas

prêts à donner un «coup de pouce» aux étudiants qui ont pris du retard dans la préparation des examens. Sans compter la répression policière et judiciaire. Le 25 avril 2006 les chiffres étaient les suivants: 4 350 arrestations, dont 1 985 garde-à-vue. Résultat final: 637 procédures judiciaires (dont 271 comparutions immédiates) qui ont donné lieu à 71 peines de prison ferme, 167 peines de sursis, travaux d'intérêt général ou mises à l'épreuve et 188 mesures alternatives. Avec le risque que ces chiffres ne reflètent qu'une partie seulement de la répression, car ceux qui ne sont pas en contact avec les différents réseaux militants peuvent très bien ne pas être comptabilisés dans ces chiffres.

Un changement social important

En 1968, 12% des jeunes obtenaient le baccalauréat, aujourd'hui c'est le cas de 70% de la classe d'âge. Si le bac était, il y a quarante ans, un passeport pour l'ascension sociale, ce n'est plus le cas aujourd'hui, en tout cas dans une proportion beaucoup moindre puisque la barre est désormais passée à Bac + 3, voire Bac + 5 dans les filières non scientifiques. Mais en même temps, comme le recrutement social des facultés, du moins en première année, s'est considérablement «démocratisé», les enjeux d'un mouvement long sont beaucoup plus élevés. Pour un boursier, ou un jeune qui est obligé de bosser pour étudier, rater une année universitaire a des conséquences plus graves en 2006 qu'en 1968, où le pourcentage de fils d'ouvriers et d'employés était bien plus faible qu'aujourd'hui, et où surtout les chances de trouver un boulot sans diplôme étaient plus grandes.

De la suppression de l'université...

à sa réforme

En 1968, l'extrême gauche trotskyste et maoïste, ainsi que les anarchistes, et toutes sortes d'autres tendances groupusculaires dominaient idéologiquement et matériellement le mouvement. Les militants pouvaient parler pendant des heures de révolution, de socialisme, de pouvoir ouvrier, etc., sans être vraiment contredits ni réduits au silence. Ils avaient même un auditoire attentif ou en tout cas curieux.

Ils ne combattaient pas pour une réforme de l'université, ils prônaient la disparition de l'université, la fin de la division entre le travail manuel et intellectuel, etc.; ils avaient une rhétorique anti-autoritaire (même les maoïstes) et prétendaient au minimum contrôler le contenu des cours, introduire des méthodes pédagogiques révolutionnaires, organiser des contre-cours, etc. Ils ne voulaient pas être les «contremaîtres» ni les «chiens de garde» de la bourgeoisie. Une fac parisienne accueillit même une université populaire qui se tint pendant les sacro-saintes vacances universitaires.

Près de quarante ans ont passé. L'extrême gauche (ce qu'il en reste: les trotskystes – puisque les grandes organisations maoïstes ont heureusement disparu) est devenue célèbre pour sa capacité à manipuler des assemblées générales, à utiliser des mouvements pour satisfaire ses objectifs politiques propres (grosso modo pour la LCR et le PT (6): faire pression sur la gauche

pourrielle pour qu'elle s'unisse et revienne au pouvoir afin que plus tard l'extrême gauche la déborde – ce qu'elle ne fait jamais). Et tout le monde sait qu'un certain nombre de dirigeants étudiants et lycéens trotskystes ou maoïstes sont ensuite entrés au PS et ont fait carrière dans l'appareil d'Etat, chose qui semblait inimaginable en Mai 1968.

Lors du mouvement de 1986, il était évident que les étudiants ne se préoccupaient déjà plus du contenu idéologique des études, ne cherchaient plus à combattre les méthodes pédagogiques réactionnaires des professeurs. Les enseignants eux-mêmes, s'ils étaient assistants vingt ans plus tôt, étaient rentrés dans le moule universitaire, et se montraient peu soucieux de mettre en danger leur carrière ou tout simplement leur train-train quotidien. Les étudiants ne voulaient plus changer la société (ou ne laissaient plus leurs porte-parole prétendre que tel était leur objectif) et cherchaient un boulot pas trop ennuyeux et pas trop mal payé. Ils voulaient plus de bourses, plus de profs, des amphis et des salles de classe plus grands et plus modernes, etc. (revendications typiques de l'UNEF).

Démocratie et Coordinations

D'un autre côté, un phénomène potentiellement positif est apparu depuis 1986: ils ne voulaient plus être manipulés par les groupes d'extrême gauche et essayaient d'imposer des procédures démocratiques dans les assemblées générales, même s'ils ne réussissaient pas toujours à contrer les manœuvres habiles des militants organisés, d'autant plus que, dans les années 90, certains d'entre eux (LCR, JCR) commencèrent à prétendre que leur appartenance partisane était en quelque sorte devenue secondaire et qu'ils étaient «au service du mouvement» avant tout.

Les étudiants commencèrent à créer des «Coordinations» supposées être indépendantes des partis et des syndicats. C'est pourquoi aujourd'hui, au lieu que les syndicats étudiants squelettiques tiennent le haut du pavé, il apparaît régulièrement des structures d'auto-organisation étudiantes qui tentent de limiter les manœuvres des professionnels de la politique. Lors de ce dernier mouvement, si l'on en croit ce qu'écrivent les JCR et la Fraction de LO, ces Coordinations ont fait suite aux premières coalitions syndicalo-politiques du mois de janvier (qui regroupaient dans une fac, par exemple, 3 personnes de la JCR, une de la CNT, une de Sud Etudiants, et une de la Fraction de LO). L'objectif affiché était de créer un comité de grève dans chaque fac comprenant des délégués élus et révocables et d'organiser à l'échelle nationale un Comité national de grève.

Lors du mouvement de **2006**, la Coordination nationale étudiante s'est réunie chaque semaine dans une ville différente, et le nombre de ses délégués n'a cessé d'augmenter, passant de 200 à plus de 500, mais retombant à 200 pour la dernière réunion nationale, celle de Nancy. Apparemment les délégués n'étaient pas toujours élus de la façon la plus démocratique et leur élection ré-

sultait parfois de compromis de couloirs entre les différentes forces politiques, les syndicats étudiants et les étudiants apartidaires. En d'autres termes, les délégués étaient parfois choisis plutôt qu'élus par les assemblées générales. La Coordination de Poitiers s'est, par exemple, un moment retirée de la Coordination nationale à cause de son manque de démocratie interne.

De plus, la Coordination n'apparaissait pas toujours, aux yeux des étudiants les plus actifs, comme une structure issue de la base. Selon un gréviste: «Après chaque Coord on apprendait lors de l'AG locale qu'on nous parachutait des ordres de trucs à faire (le coup des deux actions du mardi et du jeudi, ou les revendications qui évoluaient par exemple) et personne ne savait vraiment ce qui se passait.» Mais sa critique va plus loin plus car il écrit: «Il m'a plutôt semblé qu'au lieu d'un apport démocratique, c'était au contraire une sorte d'assemblée assez déconnectée de la base qui projetait ses vues sur le mouvement et essayait d'y plaquer des choses qui ne correspondaient pas du tout à ce que pouvait vouloir la "base". Quand le mouvement était fini et que les étudiants n'étaient plus dans les AG, la Coord a continué à vivre... Ça ressemblait clairement à une lutte d'influence entre les différents groupes politico-syndicaux, de l'UNEF à l'extrême gauche... Et pour avoir participé à la lutte pendant plus d'un mois et demi je peux te dire clairement qu'aucun des étudiants (moi y compris) ne comprenait quoi que ce soit à ce qui se passait à la Coord !»

Il m'est difficile de trancher sur cette question, faute de contacts réguliers et étendus avec des étudiants durant le mouvement. Néanmoins, il me semble que cette volonté de contrôle démocratique, même limitée, par la base étudiante n'existait absolument pas **en 1968**. C'est ainsi que Daniel Cohn-Bendit, qui à l'époque se disait anarchiste et fut mis en avant par les médias, put avoir un poids démesuré sur certaines décisions du mouvement, sans être sous le contrôle permanent d'AG et d'une Coordination nationale qui lui auraient donné un mandat précis, sans avoir à rendre de comptes sinon à un petit groupe de ses camarades du Mouvement du 22 mars. Des dirigeants comme Jacques Sauvageot (UNEF) ou Alain Geismar (SNESUP), tous deux membres du PSU (auquel appartenait Mendès-France et un certain nombre de notables qui rejoindront ensuite le PS), étaient en fait à la tête d'organisations bureaucratiques, dont le fonctionnement n'était pas si éloigné des syndicats étudiants et enseignants d'aujourd'hui.

En 2006, il semble qu'il ait été difficile de fixer des mandats clairs aux porte-parole de la Coordination nationale étudiante et donc encore plus complexe d'exercer un contrôle sur les rares mandats qu'elle a distribués. Comme l'écrit un gréviste «il ne semble pas s'être dégagé dans ce mouvement de centre de décision visible et reconnu par les étudiants (à part notre "ami" Bruno Juliard, mais là encore, la plupart des étudiants ont appris son existence à la télé plutôt que dans les AG). La Coordination nationale était pour la plupart des participants à la base (je ne parle pas des militants politiques), un organe

ayant pour rôle de coordonner, c'est-à-dire échanger des informations et donner des grandes lignes, plutôt qu'un organe réellement décisionnel ou ayant un quelconque pouvoir.»

L'apparition du chômage de masse et ses effets

Le fait qu'aujourd'hui la plupart des étudiants aient des parents moins aisés que ceux de Mai 68 aurait pu pousser les plus démunis à s'opposer à des méthodes de lutte radicales qui faisaient peser une lourde menace sur leur avenir professionnel: il semble que cela n'ait pas été le cas, du moins dans la petite minorité active qui a participé aux AG. Mais la question reste ouverte en ce qui concerne l'immense majorité des étudiants-travailleurs qui ne sont pas venus à la fac, ont continué à travailler pour gagner leur vie et n'ont pas fait entendre leur voix.

De fait, parmi les étudiants mobilisés, et notamment les antibloqueurs, on trouvait parfois une plus grande proportion d'enfants de «bourges» ou de «petits-bourges» que de prolétaires. Cela a du moins été la situation à Tours, ville d'importance moyenne qui n'est généralement pas à l'avant-garde des luttes sociales, même s'il y avait eu déjà un mouvement assez important contre la réforme du LMD (licence-master-doctorat). Néanmoins, il faut signaler qu'il existait aussi un groupe significatif d'étudiants, ceux dont la situation se situait entre celle des plus aisés et des plus précaires, qui hésitait et ne voulait pas que la lutte nuise à leurs études et leurs diplômes.

C'est pourquoi, même si jusqu'à 60 universités sur 84 ont été bloquées, on a pu percevoir certaines tensions entre les étudiants, tensions qui sont devenues plus évidentes après le retrait du CPE, objectif officiel du mouvement pour les médias et les syndicats d'étudiants et de salariés. Ces divergences, voire ces tensions, n'ont pas été seulement entretenues par les médias, la droite et l'extrême droite, mais elles sont apparues dès le début, au sein même des opposants au CPE.

Aujourd'hui, la peur du chômage domine chez les jeunes, y compris chez les adolescents qui sont en lycée général ou en lycée technique. Un sentiment croissant d'insécurité et d'incertitude les mine, sentiment parfois entretenu par les angoisses de leurs parents ou leur situation précaire, phénomène très minoritaire en 1968. Ce sentiment d'insécurité a pu à la fois et paradoxalement:

- nourrir le mouvement (car les fils d'ouvriers et des petits bourgeois salariés ne veulent pas devenir des prolétaires et donc s'opposent à toute mesure gouvernementale qui renforcerait la précarité déjà existante),
- mais aussi lui imposer certaines limites: une revendication simple et réaliste (le retrait du CPE) a pu sembler plus convaincante que des objectifs justes mais plus généraux comme l'amnistie pour les «émeutiers» condamnés en novembre, l'abrogation de toute la loi sur «l'égalité des chances», la lutte contre le CESEDA (la nouvelle loi Sarkozy sur l'immigration), etc.

Le poids des appareils

En tout cas, si l'on en juge par la fréquentation des manifestations, les ly-

céens et étudiants ont massivement choisi... de ne plus descendre dans la rue après le retrait du CPE, le 10 avril, et ce bien que la Coordination nationale étudiante ait maintenu ses appels à la grève reconductible. Du jour au lendemain, le nombre de manifestants a été divisé par 100 – même si les vacances scolaires ont également joué un rôle dans la démobilisation d'autant plus qu'elles n'ont pas lieu au même moment sur tout le territoire. Certes, la Coordination nationale était plus représentative des étudiants les plus radicaux ; la démobilisation a cependant montré le poids des appareils bureaucratiques des syndicats d'étudiants et de salariés.

Lorsque ces appareils ont décidé que le mouvement devait se terminer, ils ont réussi à faire accepter leur décision par les étudiants, sans vraiment susciter un rejet massif contre eux, et sans que la manœuvre apparaisse au grand jour. Seule Julie Coudry, de la Confédération étudiante, annonça la reprise des cours avant même que les AG se réunissent. Bruno Julliard fut beaucoup plus subtil (et manœuvrier) puisqu'il déclara que la «décision appartenait aux étudiants et aux assemblées générales», ce qui pouvait sembler très «démocratique»

Parité et «minorités visibles» (7)

La participation des jeunes filles au mouvement et à sa direction a été massive. Pour la première fois, semble-t-il, la parité s'est imposée dans les tribunes des AG, dans le choix des porte-parole. Il s'agit d'un formidable pas en avant par rapport à Mai 1968 où les jeunes filles et les femmes étaient cantonnées à des tâches subalternes, ce qui explique en partie le développement d'un mouvement féministe à cette époque, même si ses tendances radicales ont aujourd'hui disparu ou se sont dissoutes dans la social-démocratie, des associations ou de confortables niches universitaires.

En 1968 les jeunes issus de l'immigration africaine et nord-africaine étaient pratiquement absents des facultés et les lycées. En 2006, leur présence a été significative y compris dans les Coordinations, sans qu'ait pour autant été mise en place une politique de quotas «ethniques», politiquement correcte.

Revendications

En 1968, le mouvement étudiant avançait peu de revendications, à part la libération des personnes emprisonnées, et l'expulsion des flics des campus universitaires ou des facultés. **En 2006**, le mouvement s'est structuré autour de plusieurs revendications concrètes et précises (retrait de la loi sur l'égalité des chances dont le CPE, retrait du projet de loi Sarkozy sur l'immigration, amnistie pour les «émeutiers» de novembre, démission du gouvernement), ce qui paradoxalement a tué le mouvement quand l'une d'elles (le retrait du CPE) a été satisfaite – même si d'autres facteurs ont bien évidemment joué un rôle de frein (usure et essoufflement du mouvement, absence de solidarité massive des salariés, étouffoir des organisations syndicales, vacances scolaires, etc.).

Communication et propagande

La communication politique en Mai 68 se faisait essentiellement par tracts, grâce à la presse d'extrême gauche et au journal *Action*. Certaines radios (RTL, Europe 1) ont joué un rôle important aussi quand leurs journalistes se sont plus ou moins mués en porte-voix du mouvement. Aujourd'hui la communication politique dédaigne le papier et se passe par SMS, emails, blogs, sites consacrés au mouvement et textes envoyés par Internet sur Indymedia et autres médias alternatifs. Et quand la communication passe encore par le papier, il s'agit (du moins pour les lycéens) plutôt d'autocollants de toutes les couleurs et de toutes les orgas que l'on colle sur ses vêtements ou de petits «flyers» contenant juste un mot d'ordre ou quelques phrases courtes et les rendez-vous de manif.

Au niveau de la propagande écrite, on peut noter que les organisations dites d'extrême gauche ou libertaires n'ont guère été réactives, à part la CNT-Education qui a sorti un quotidien pendant les luttes.

Quant aux grands médias nationaux (radios, quotidiens et télévisions), on ne peut pas dire qu'ils aient beaucoup sympathisé avec la frange la plus radicale du mouvement et qu'ils se soient fait écho des revendications de la Coordination nationale étudiante. Ils ont préféré mettre en avant systématiquement le visage et les propos des dirigeants les plus modérés (Julliard pour l'UNEF, Stoeckel pour l'UNL et Coudry pour la Confédération étudiante) et ont fait semblant de découvrir l'ensemble des revendications étudiantes seulement APRES le retrait du CPE, le 10 avril, quand certaines facs ont tenté, contre vents et marées, de maintenir la mobilisation.

Deux issues radicalement différentes

Au lendemain de Mai 68, les participants aux mouvements étudiant et lycéen avaient l'impression que rien ne serait plus jamais comme avant ; que de nouvelles formes d'organisation étaient nées (les comités d'action) ; que l'extrême gauche allait pouvoir créer un grand Parti, voire comparaient Mai 68 à Février 1917 ! C'est ainsi que deux chefs trotskystes (Daniel Bensaid et Henri Weber) écrivirent un livre intitulé *Mai 68, une répétition générale* et deux dirigeants maoïstes (Alain Geismar et Serge July) un ouvrage intitulé *Vers la guerre civile*. On sait ce qu'il advint de leurs prévisions....

Au lendemain du mouvement de février-avril 2006, les étudiants les plus militants ont la gueule de bois. Le mouvement s'est clairement terminé par une victoire partielle, mais la loi sur l'égalité des chances reste en place, ainsi que le gouvernement qui l'a promulguée. Et si les socialistes aux dents longues essaient de capitaliser pour les prochaines élections, si tous les partis de gauche et d'extrême gauche espèrent recruter, au moins comme en 2002, on est plutôt dans le brouillard question grandes espérances sociales ou révolutionnaires.

La dimension européenne

En 2006, la France est beaucoup plus intégrée à l'Europe d'un point de vue économique et politique qu'elle ne l'était il y a quarante ans. Même si le

mouvement étudiant et les grèves de mai 1968 eurent un impact important au niveau européen (8), on peut supposer qu'aujourd'hui Chirac et Villepin ont subi une forte pression (en dehors de celle de la majorité et du MEDEF) des autres gouvernements européens pour qu'ils mettent fin à ce mouvement.

En 1968, il est peu probable que De Gaulle aurait ne serait-ce qu'écouté un conseil amical de ses homologues allemands ou italiens.

En 2006, l'intégration européenne est telle que les quelques droits dont disposent encore les salariés français apparaissent comme inadmissibles aux grandes entreprises et aux gouvernements européens. Il ne fallait pas qu'un mouvement de la jeunesse précarisée en France puisse donner des idées, sur le moment ou dans quelques mois, aux dizaines de millions de jeunes précaires de Dublin à Varsovie, de Madrid à Stockholm. En effet, dans les autres pays européens, il est non seulement beaucoup plus facile de licencier un salarié, mais les régimes d'assurance maladie, de chômage et de retraite sont bien plus défavorables, et le droit de grève est beaucoup plus réglementé qu'en France. Si les tentatives de la droite d'aligner le droit du travail français sur le droit des autres pays d'Europe ont pour le moment partiellement échoué, il semble évident que l'offensive va se poursuivre, et pourra être menée y compris du côté de la gauche (c'est ainsi que le projet de Sécurité sociale professionnelle de la CGT est tout à fait compatible avec la «flexisécurité» que prônent le patronat et la droite).

Le légalisme de l'extrême gauche

Un glissement politique s'est opéré. En Mai 68 toutes les organisations léninistes (trotskystes et maoïstes) comme anarchistes luttaient pour la «révolution», même si elles mettaient derrière ce mot des contenus divers et contradictoires.

En 2006, ce sont les organisations libertaires (à l'exception de la très sage Alternative libertaire et de la CNT dont la propagande générale fut assez traditionnelle) qui ont repris ce discours, ainsi que les courants que l'on peut qualifier d'ultra-gauches et d'«autonomes», refusant de se laisser enfermer dans des revendications ou des réformes et tentant de pousser le mouvement vers un très improbable affrontement avec l'Etat et un débordement des syndicats et partis de gauche, qui n'ont pas eu lieu. En effet, tout comme en Mai 68 et dans les années 70, en France du moins, jamais le niveau d'organisation des manifestants ou des organisations d'extrême gauche n'a été tel que l'on puisse parler d'un véritable affrontement avec l'Etat. A ma connaissance, il n'y a qu'au Japon, dans les années 60, que l'on a pu assister notamment autour de la construction d'une nouvelle piste de l'aéroport de Narita et avec un fort investissement de la population paysanne locale, à de véritables batailles rangées qui ont duré des années entre des policiers casqués, armés de boucliers et de matraques et des milliers de manifestants tout aussi bien équipés qu'eux.

Il s'agit, au mieux, de combats de quelques petits groupes minuscules

contre une police de plus en plus équipée et de plus en plus nombreuse, au pire de jets de pierres ou de cocktails Molotov qui ne représentent que des piqûres de moustiques sur la carapace de l'appareil de répression.

Le glissement politique de l'extrême gauche vers une activité électorale respectable l'amènera sans doute inéluctablement à des alliances électorales avec le PC, les Verts ou même le PS. Déjà les élus trotskystes au Parlement européen avaient été obligés d'adhérer à un groupe parlementaire dit de la Gauche unie, sous peine d'être privés de tout moyen d'agir dans la structure étatique européenne.

Ce légalisme croissant aura sans doute des conséquences s'il apparaît des mouvements sociaux plus radicaux à l'avenir, les trotskystes poussant à une perspective institutionnelle, les autres luttant pour une solution plus radicale... sans en avoir les moyens organisationnels et sans avoir non plus beaucoup réfléchi à ce que serait une autre société, qu'on l'appelle communiste ou libertaire. Dans la mesure où la perspective d'une insurrection du type Octobre 1917 en Russie ou Juillet 1936 en Espagne semble fort éloignée, voire carrément impossible, on risque de se trouver face à des minorités qui iront au casse-pipe toutes seules, dans l'espoir d'entraîner des masses qui ne les suivront pas.

A une échelle minuscule, on a vu comment après le retrait du CPE les éléments les plus radicaux ont été totalement déboussolés et n'ont su que prôner un durcissement du mouvement (9), ou invoquer comme un mantra une grève générale qui n'avait pas réussi à s'imposer en trois mois, plutôt que d'envisager une retraite en bon ordre, pour préparer de nouveaux combats.

Du stalinisme au néostalinisme

En 1968, le Parti communiste français était un parti monolithique, complètement inféodé idéologiquement et matériellement à la bureaucratie soviétique. Aucune tendance significative ne pouvait exister au sein de l'appareil, avoir un droit d'expression publique, des publications, etc. Dans les années 60, l'Union des étudiants communistes connut plusieurs scissions-expulsions de tendances trotskystes ou maoïstes, et on ne peut pas dire qu'elle prit des positions en pointe dans les luttes étudiantes et lycéennes de 1968. Enfin, il existait une solide haine des jeunes staliniens contre tous les «gauchistes» qualifiés de «fils de bourgeois», etc. Le PCF utilisait fréquemment la violence physique dans les manifestations et les quartiers ouvriers contre ses adversaires de gauche. Cependant, à l'époque, le PCF apparaissait encore comme le «parti de la classe ouvrière», et cette influence sociale prépondérante a pu pousser de nombreux jeunes à rejoindre le PCF, peut-être pas immédiatement après 1968, mais certainement dans les années 70.

En 2006 le PCF est divisé en plusieurs tendances et les trotskystes peuvent militer à drapeau ouvert... à la base du PCF. Lors du dernier mouvement, les lycéens et les étudiants communistes n'ont pas fait l'objet d'un rejet massif de la jeunesse, même si leur présence et leur rôle au sein de l'UNEF ont pu être

critiqués ; dans certains coins (notamment à Lille) les militants CGT locaux ont mis leurs locaux et leurs photocopieuses au service du mouvement étudiant quand ils n'ont pas envoyé quelques salariés prêter main forte aux étudiants dans le cadre des actions coups de poing ; d'innombrables lycéens arboraient des autocollants du PCF à côté de ceux de la LCR, etc.

Non seulement le PCF ne s'est pas discrédité auprès d'une partie de la jeunesse en 2006 comme cela se passa en 1968, mais il y a tout à craindre qu'après son flirt avec l'altermondialisme depuis quelques années, sa vigoureuse campagne pour le «non» au Traité constitutionnel européen, et les yeux doux qu'il fait à la LCR, le parti stalinien passe de nouveau pour un parti «combatif». Le projet d'un Rifondazione Comunista à la française (le PRC a réussi à phagocyter l'essentiel de l'extrême gauche italienne) n'est pas du tout irréaliste, d'autant plus qu'il coïnciderait avec ce que souhaitent une partie des dirigeants de la LCR sans compter plusieurs microgroupes trotskystes qui y ont déjà déposé quelques œufs, au cas où... Enfin, bien que son influence électorale soit sans commune mesure avec ce qu'elle représentait en 1968, rien n'interdit de penser que le PCF fasse un bon score électoral parmi les étudiants et lycéens en âge de voter qui ont participé aux mobilisations anti-CPE. Le spectre de la menace de la présence d'un Le Pen au second tour ne les empêchera sans doute pas de vouloir sanctionner la droite et les «soc'dem'» en votant extrême gauche ou PCF au premier tour.

L'extrême droite

En 1968, l'extrême droite était groupusculaire et en tout cas inexistante sur le plan électoral. Elle faisait le coup de poing au Quartier latin et dans quelques facultés, mais n'avait aucun poids politique à l'échelle nationale. Elle ne fut jamais capable de briser aucune manifestation étudiante, même celles contre la guerre du Vietnam.

En 2006, le Front national de Le Pen, le Mouvement national républicain de Bruno Mégret et le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers représentent une force électorale considérable (plus de 5,5 millions de voix), répondant aux sentiments xénophobes et au désarroi d'une partie de la population face à la persistance du chômage. Seul l'absence de proportionnelle limite le pouvoir de nuisance de l'extrême droite.

Néanmoins, l'extrême droite n'a pas été capable de mobiliser les anti-grévistes et encore moins de casser la grève de février-avril, même si des groupuscules comme le GUD ont pu faire le coup de poing ici ou là. Ou si le bruit a couru qu'une centaine de fachos patrouillaient autour de la Sorbonne. Cela ne veut pas dire que l'extrême droite ne désire pas jouer un rôle, simplement qu'elle n'a pas encore les forces militantes suffisantes pour le faire dans la jeunesse et qu'elle préfère – pour le moment – les campagnes électorales aux affrontements de rue.

Un régime en crise

En 1968, la Cinquième République n'avait que dix ans, De Gaulle paraissait

inoxydable et les institutions, dans leur principe, n'étaient remises en cause, à gauche, que par une infime minorité (10).

Le mouvement étudiant, puis la grève générale de 1968 firent voler en éclats le mythe de l'invulnérabilité gaulliste, mais la droite gagna haut la main les élections de juin.

En 2006, la droite est divisée, le gaullisme n'est plus qu'un lointain souvenir. Il n'existe aucun personnage politique capable de fédérer les fractions de la droite et du centre. La Cinquième République est en crise et l'objet de critiques beaucoup plus virulentes et crédibles pour la masse de la population, qu'il y a quarante ans, y compris dans le camp démocratique bourgeois.

Malgré cela, durant la crise de février-avril 2006, les partis de gauche ont joué à fond la carte de la légalité républicaine: le PS a avancé l'idée que le Conseil constitutionnel pouvait rejeter l'article 8 portant sur le CPE ; puis les partis de gauche et les syndicats en ont appelé à l'«arbitrage» du président de la République, comme si celui-ci était digne de respect. Il est difficile d'imaginer, de la part de la gauche, une compassion plus grande pour un régime aussi affaibli et divisé. Une telle complaisance nous annonce ce que sera la politique des partis de gauche s'ils gagnent les élections de 2007.

Y.C., 2/9/2006

P.S.: Du côté partidaire (trotskyste), le meilleur bilan national des mouvements contre le CPE est certainement le n° 45 (mai-juin 2006) de la revue *Convergences révolutionnaires* éditée par la Fraction de LO. Cette publication contient de nombreuses informations et analyses concrètes sur les mouvements dans différentes régions de France et pose des questions politiques essentielles pour le mouvement, notamment celles de son organisation démocratique, de sa direction, de la tension entre «actions directes» d'avant-garde et liens avec les salariés, voire avec les organisations syndicales qui tentent de les encadrer, etc.

Notes

1. Cette vision est entretenue à chaque commémoration de 68 par les grands médias. On notera aussi l'influence de la mode «pro-situ» dans les milieux anarchistes, libertaires, «autonomes» et «ultragauches». Que cela ait été ou non l'intention de leurs auteurs, les textes de l'Internationale situationniste ont contribué et contribuent encore à la mythification de Mai auprès des jeunes générations actuelles, qui peuvent être séduites par le radicalisme verbal. Certains de ces textes ont le mérite de tenter d'exprimer (sur le papier) une révolte radicale contre le système capitaliste, une rupture, sans se préoccuper constamment de définir des manœuvres tactiques vis-à-vis des appareils syndicaux et politiques. Mais ils ont surtout une influence «littéraire» comme on peut le constater dans de nombreux tracts ou textes diffusés cette année pen-

nant le mouvement anti-CPE. Le style «radical chic» fleurit y compris chez des gens qui exècrent les «anciens combattants» de 68.

2. Ainsi *Libération* du 21 avril 2006, dans un portrait de Karl Stockel, dirigeant de l'UNL, évoque le mouvement de 2006 comme un «mini Mai 68». On pense au personnage de Mini Moi dans les films d'Austin Powers, copie conforme nanasque d'un personnage lui-même mégalomane et caricatural...

3. Ce mouvement est fortement influencé par la vision propagée dans ces milieux par les situationnistes, cette minuscule avant-garde artistico-politique... qui ne cessa de dénoncer les autres avant-gardes.

4. Des dizaines de milliers de gens décidaient unilatéralement de baisser leurs factures d'électricité, le prix de leurs tickets de bus, etc.

5. Interviewé par Michel Field sur LCI le samedi 2 septembre 2006 dans l'émission «Oui/Non», Olivier Besancenot a commis un gros mensonge en prétendant que, durant le mouvement de février-avril 2006, les grévistes étaient favorables aux votes à bulletins secrets ! C'est la droite, l'extrême droite, l'administration et les antibloqueurs qui réclamaient de tels votes – pas les grévistes !

6. LO étant un groupe à part qui n'hésite pas à mettre fréquemment la droite et la gauche sur le même plan dans sa propagande, tout en appelant à voter parfois pour la gauche, ou en refusant de donner des consignes de vote... sans pour autant défendre une position abstentionniste !

7. Cette expression est à l'image de la novlangue bureaucratique: un excellent révélateur de l'invisibilité des problèmes sociaux et de classe.

8. N'oublions pas cependant que le mouvement étudiant allemand commença en 1967, le mouvement étudiant italien en 1966 et, hors d'Europe le mouvement étudiant contre la guerre du Vietnam prospéra dès 1965 aux Etats-Unis. Mai 1968 est donc loin d'être un coup de tonnerre dans un ciel serein.

9. A Toulouse, on a vu une AG étudiante voter la suppression du capitalisme...

10. François Mitterrand dans *Le coup d'Etat permanent* et André Chander-nagor dans *Le Parlement pour quoi faire ?* avaient pourtant décortiqué tous les mécanismes antidémocratiques de ce régime présidentiel... qu'ils encensèrent après 1981. Quant au PCF, qui avait toujours dénoncé la Cinquième République en présentant même le coup de 1958 comme un putsch fasciste, il n'a pas hésité à accepter des responsabilités ministérielles après 1981 sous prétexte de «réalisme».

Critiquer François Burgat, oui, soutenir le stalinisme, trois fois non !

L'article de Hakim Arabdiou (1) intitulé «Pour François Burgat, l'islamisme est une régression féconde» (que l'on peut trouver sur le site mondialisme.org), contient des éléments de démystification très utiles de l'opération menée par Burgat dans toutes sortes de médias, de Radio France Internationale, à de nombreuses revues universitaires spécialisées en passant par des publications proches du PCF comme la revue *Mouvements* ou le quotidien *L'Humanité*, ou des sites réactionnaires et obscurantistes comme *oumma.com*.

Hakim Arabdiou démontre bien comment derrière un verbiage intello, se cache (fort mal, d'ailleurs, pour qui a un esprit critique) une réhabilitation des fractions les plus réactionnaires de l'islam politique. Verbiage creux qui, ajoutons-le, s'inscrit parfaitement dans la continuité du maostalinisme et du maopopulisme des années 60 et 70. Rien de vraiment neuf sous le soleil tiersmondiste.

On remarquera à ce propos que le mensuel gaulliste de gauche qui s'intitule avec raison *Le Monde diplomatique* (la diplomatie étant l'art de servir les intérêts de son propre impérialisme, en l'occurrence l'impérialisme français) se livre régulièrement à ce même genre d'opération, notamment à propos de la dictature des mollahs en Iran que cette publication défend de façon malhonnête et honteuse ou du régime FLN algérien qu'elle critique de façon tellement ambiguë qu'on se demande pour qui roule vraiment le «MD».

Malheureusement l'article de Hakim Arabdiou repose sur une conception tout aussi erronée que celle de Burgat. Tout comme l'universitaire islamistophile qu'il critique avec raison, Hakim Arabdiou veut faire de la Real Politik. Or, la Real Politik consiste à choisir entre deux camps bourgeois quel est le «moins pire» pour les travailleurs, ou le moins réactionnaire. Elle consiste à s'intéresser uniquement aux Etats en place et à enchaîner le sort des travailleurs, des «démocrates», des «progressistes» à tel ou tel Etat en fonction des beaux discours de ses dirigeants.

En Algérie contre les islamistes du FIS, selon Hakim Arabdiou, il faudrait soutenir la fraction «républicaine» de cette armée «populaire» (connaît-il une seule armée au monde dont la composition sociale ne soit pas «populaire» à commencer par l'armée américaine en Irak ! ?) et les tendances «laïques» du FLN. En Afghanistan, contre les Américains et les talibans, il aurait fallu soutenir Najibullah ce grand «progressiste» (*sic*) et l'Armée rouge (*resic*), etc.

Cette Realpolitik, qui est celle des staliniens (et même des léninistes, voir leur soutien à Kemal Ataturk qui les condamna au silence devant l'assassinat

d'une bonne partie de la direction du Parti communiste turc) depuis 90 ans aboutit à surtout ne pas se poser le problème d'un troisième camp: celui de la classe ouvrière et du socialisme.

Dans la vision de Hakim Arabdiou, il n'y a pas de place pour un projet socialiste indépendant, une vision du monde qui aille au-delà de l'accumulation primitive menée par l'impérialisme russe et les pays de l'ex-bloc stalinien, de leurs camps de travail et de concentration, de la dictature d'une bureaucratie bourgeoise sur la classe ouvrière et la paysannerie pauvre.

Cela montre à quel point les militants de gauche (et aussi d'extrême gauche) ont abandonné toute perspective de réflexion autonome par rapport aux classes dominantes (bureaucratie et bourgeoisie), et ne savent plus que se mettre à la remorque de telle ou telle fraction capitaliste-nationale, au nom du «réalisme».

De plus, cette attitude, si elle était mise en pratique par des militants algériens ou afghans, serait suicidaire. Car toute force politique révolutionnaire qui soutiendrait - même de façon pseudo «critique» - le FLN et l'armée «républicaine» en Algérie contre les islamistes, ou qui aurait soutenu les staliniens afghans contre les talibans, ou qui soutiendrait aujourd'hui l'OLP contre le Hamas, serait automatiquement éliminée par ces «républicains» et ces «laïcs» qu'idéalise Hakim Arabdiou. Ou alors elle serait achetée et corrompue par le pouvoir - ce qui reviendrait au même.

Ce n'est pas à Hakim Arabdiou que j'apprendrai que l'impérialisme français a mené ses opérations coloniales (et aujourd'hui néocoloniales) au nom de la République et de la laïcité. Et que les dictateurs des pays du Moyen-Orient de Saddam Hussein à Hafez el Assad en passant par Gamal Abdel Nasser ont eux aussi manipulé ces notions pour mieux tromper les masses. Il connaît cette histoire bien mieux que moi.

Cela ne signifie pas bien sûr que ces valeurs nous soient indifférentes, à nous révolutionnaires, bien au contraire.

Leur origine fondamentalement «bourgeoise» ne nous empêche pas d'être des adversaires résolus des régimes monarchiques, d'être partisans des droits démocratiques maximums pour tous et de la séparation des Eglises et de l'Etat, ici et maintenant, sans attendre un hypothétique ou lointain Grand Soir. Mais pas au prix de n'importe quelle alliance, ou de n'importe quel soutien «critique».

Depuis un siècle et demi nous avons appris que certaines valeurs importantes du mouvement ouvrier peuvent être récupérées par de faux amis (les nationalistes laïcs, les républicains bourgeois (2) et les staliniens), qui sont tout aussi dangereux que nos ennemis déclarés.

Quand je lis l'article de Hakim Arabdiou j'ai l'impression que pour lui le stalinisme serait, en quelque sorte, lui aussi une «régression féconde».

Pour moi, le stalinisme a été la plus grande catastrophe qui soit arrivée au mouvement ouvrier et aux peuples coloniaux, car l'attaque est venue de

l'intérieur (cf. notre article «Staliniens et néo-staliniens: ces mots ont-ils encore un sens ?»).

Nous n'en sommes toujours pas sortis.

Et si j'en crois l'article de Hakim Arabdiou, mais aussi et surtout toute la prose altermondialiste (voir par exemple le dernier livre de Toni Negri *Goodbye Mr Socialism* qui fait l'apologie de Staline et du stalinisme) nous ne sommes pas prêts d'en sortir.

1/9/2007

Y.C.

1. Cet article avait déjà été publié sur le site de la Gauche Républicaine, Respublica, site qui au nom d'une juste lutte contre l'islamisme se livre régulièrement à des attaques contre les musulmans et l'islam qui frôlent sans cesse le racisme anti-Arabes. Il suffit de remplacer dans la plupart de leurs textes «républicains» et «laïques» le mot «musulmans» par «Arabes» pour voir comment travaille l'inconscient de ces gens-là. Et quand j'écris l'inconscient je me montre généreux. Il est dommage que Hakim Arabdiou ne s'en rende pas compte et collabore régulièrement à ce site extrêmement douteux. Voir à ce propos la critique des articles publiés par Respublica à propos de l'affaire de Champs-sur-Marne et le front unique UMP-trotskyistes-Républicains de gauche réalisé à cette occasion, dans la compil' n° 2 *Islam, islamisme, «islamophobie»*.

2. On retrouve la même cécité politique chez les dirigeants des Partis communistes-ouvriers d'Irak et d'Iran qui adressèrent une lettre de félicitations au gouvernement Raffarin lors de l'adoption de la loi contre les «signes religieux ostensibles», qui firent un meeting en commun avec Corinne Lepage contre le hijab et participèrent à une initiative «laïque» douteuse à Montreuil organisée par le maire local, J.P. Brard. Bien que les PCOI fassent une critique radicale du stalinisme, ils croient encore que l'on peut s'allier à des fractions de la bourgeoisie et se montrer plus malins qu'elles. Illusion léthale...

«De la LCR au NPA»

Quelques remarques à propos d'un article de Patrick Mignard

Les 2 articles parus de Patrick Mignard sur le site libertaire de l'Endehors sont intéressants et je suis d'accord avec beaucoup des critiques que l'auteur adresse à la LCR mais j'aimerais ajouter quatre remarques qui ne sont d'ailleurs pas forcément l'expression de divergences.

1) Il faut absolument sortir du cadre de l'Hexagone pour comprendre la LCR

Si l'on veut discuter de la stratégie de la LCR, on ne peut la comprendre que dans un cadre qui ne soit pas strictement franco-français. L'expérience que tente la LCR est en liaison étroite avec des aventures menées par ses organisations sœurs :

– au Brésil (dans le Parti des travailleurs, sorte de grand parti travailliste né des syndicats),

– en Allemagne (dans le parti Die Linke, coalition entre l'ex-parti stalinien est-allemand, le PDS, et une fraction de la «gauche» qui a scissionné du SPD entraînée par Oskar Lafontaine),

– au Portugal (dans le Bloc de gauche, une coalition avec d'ex-staliniens du PC et d'ex-maoïstes de l'UDP)

– en Italie dans le Parti Rizzondazione comunista (scission de l'ancien PC italien qui lui est devenu les Démocrates de gauche, puis le Parti démocrate).

Il faut aussi tenir compte :

– du SSP en Ecosse (coalition de différents groupes trotskystes)

– et de Respect (coalition de différentes forces trotskystes sous la houlette d'un député travailliste hostile à l'intervention en Irak, George Galloway, et avec la collaboration du MAB, les Frères musulmans britanniques) en Angleterre.

Même si ces expériences se sont finalement traduites, dans 4 cas sur 6, par l'exclusion des trotskystes ou des scissions non désirées (Brésil, Italie, Ecosse, Angleterre) et qu'elles ont été relativement éphémères (la plus longue ayant été la présence des trotskystes au sein du PT brésilien) la LCR veut, comme ses organisations sœurs, dépasser le cadre de ce qu'elle appelle ses «frontières organisationnelles et programmatiques» historiques (le marxisme, le léninisme et le trotskisme) pour créer de toutes pièces (ou entrer dans) un regroupement de gauche plus large.

C'est le bilan qu'elle a notamment tiré après la disparition de l'URSS et de ses satellites. Selon la LCR, les trotskystes ne peuvent plus espérer devenir un gros parti révolutionnaire en fusionnant toutes les tendances trotskystes ensemble ou en ralliant un pan du PS ou du PC à leur seul drapeau rouge. Ils doivent contribuer à la formation de gros partis réformistes de gauche (qu'ils appellent «anticapitalistes» pour la galerie, mais qui seraient de fait réformistes s'ils prenaient racine).

Il est important de tenir compte de cette dimension internationale, d'une part parce que cela constitue une des originalités fortes de la LCR et d'autre part parce qu'elle permet de comprendre pourquoi la critique de Patrick Mignard rate en partie sa cible. En effet, un militant de la LCR un tant soit peu sophistiqué ne sera pas vraiment ébranlé par la réflexion selon laquelle le NPA risque d'être un PCF-bis. Si j'étais lui, je répondrais : «Oui, et alors, ce serait déjà vachement mieux que la situation actuelle !» Et par «situation actuelle», il entendrait à la fois le nombre de militants et l'oxygène politique limités dont dispose aujourd'hui la LCR, mais aussi la capacité de peser dans le champ politique, social...et médiatique. En d'autres termes, «on serait drôlement plus audibles et efficaces».

Et cet argument-là, même s'il n'est pas très «radical» ou «libertaire», est extrêmement séduisant. J'ai participé récemment à une réunion nationale d'une association à laquelle participe la LCR et cela m'a frappé d'entendre tous ses militants quadra ou quinquagénaires au sein de cette assoc répéter à plusieurs reprises qu'ils «n'étaient pas des gauchistes». On voit qu'avec l'âge, les trotskystes ont envie d'un peu de notoriété et de respectabilité. Et qu'ils ne seraient pas fâchés de collaborer davantage avec les Verts, le PS et le PCF, bien sûr pour défendre les «intérêts des travailleurs». Je crois que ce sentiment «unitaire» (en clair la peur de l'isolement) explique bien des choses, chez les militants de la LCR, comme chez les futurs adhérents potentiels du NPA. De la peur de l'isolement à l'opportunisme, il n'y a qu'un pas.

2) La question du régime interne et de la démocratie interne du nouveau Parti

Peut-être Mignard l'a-t-il fait dans d'autres textes que je n'ai pas lus mais il me semble que c'est un des points sur lesquels il faut insister dans la critique de ce prétendu «nouveau parti». En réalité, le NPA ne se crée à partir d'aucune réflexion originale, novatrice, sur ce que pourrait être le fonctionnement radicalement différent d'un parti politique «anticapitaliste» (cf. à ce propos : «À ceux qui désirent fonder un nouveau parti anticapitaliste», *Ni patrie ni frontières* 1 et 21-22)

Je ne suis pas anarchiste, mais s'il y a un point sur lequel les anarchistes ont toujours eu raison contre la plupart des marxistes, c'est la nécessité de la cohérence entre la fin et les moyens. Si j'étais un militant critique de la LCR, je

me poserais la question de la cohérence entre la fin (le communisme) et les moyens (le Parti et l'Etat dit ouvrier ou socialiste.)

De façon plus immédiate, je ne crois pas que la décentralisation totale soit une solution miracle (le fait que chaque groupe du NPA fasse ce qu'il veut dans son coin), mais au moins si l'on voulait sincèrement «faire du neuf» il faudrait poser tout de suite les questions ;

- de la marge d'autonomie et d'expérimentation des sections ou cellules locales du NPA,

- des permanents du NPA (un parti qui repose sur un appareil de permanents a toutes les chances de voir cet appareil s'autonomiser de la base),

- et des députés, voire même des conseillers municipaux du NPA.

Toutes ces questions n'auraient d'intérêt que si le NPA y apportait des réponses inédites ou effectivement libertaires, dans le bon sens du terme, pas celui démagogique utilisé par Besancenot qui fait l'apologie de Che Guevara, l'inventeur des camps de redressement par le travail à Cuba !

Pour ce qui concerne les élus au suffrage universel, il est significatif que les scissions ou l'écroulement des coalitions larges ou des partis réformistes de gauche auxquels ont participé les sections sœurs de la LCR dans d'autres pays ont toutes eu lieu autour de l'activité des parlementaires trotskystes ou de gauche.

En Italie c'est l'exclusion d'un parlementaire trotskyste qui a précipité la scission, tout comme au Brésil (et d'ailleurs il est significatif que l'une des députés trotskystes exclues du Parti des travailleurs, Heloise Helena, prône désormais l'alliance avec la droite sur certaines questions, en raison de ses convictions religieuses, ce qui a abouti à une nouvelle scission). En Ecosse ce sont le comportement «privé» du député Tommy Sheridan (1) et ses mensonges publics (il a obligé toute la direction de son organisation à le soutenir, à mentir, et à engager un procès en diffamation qu'il a évidemment perdu) par ailleurs extrêmement populaire et militant qui ont provoqué l'écroulement du SSP. (Avant cet épisode minable exploité par la presse à sensation, c'est le succès électoral du SSP qui provoqua de vives tensions internes entre et autour des 6 députés d'extrême gauche.)

En Angleterre c'est, entre autres, la volonté du député George Galloway de contrôler Respect (ce député de gauche, grand ami de Saddam Hussein, déclarait ne pas pouvoir militer avec moins de 200 000 euros par an !) et d'imposer sa ligne politique qui a suscité la scission.

Sur ces questions, il n'y a pour le moment aucune réflexion sérieuse dans le NPA. Non seulement le NPA risque de fonctionner grosso modo comme la LCR (avec des tendances, ce qui est déjà mieux qu'une organisation monolithique, mais ce qui est insuffisant ; mais aussi avec des permanents, ce qui est particulièrement néfaste et dangereux), mais en plus l'objectif publiquement affiché par Besancenot, avant même que le Congrès de fondation se soit prononcé sur cette question, est de se présenter aux prochaines élections, sans

que la moindre réflexion soit engagée sur ce qu'implique la participation aux processus électoraux, donc concrètement la cogestion de l'Etat bourgeois. Il est à ce titre significatif que les militants de la LCR qui ont une expérience de conseillers municipaux et de députés européens se considèrent comme de braves «délégués du personnel» au sein de l'Etat et qu'ils refusent d'admettre qu'ils cogèrent l'Etat par le bas, en attendant (inévitavelmente) de le cogérer par le haut.

3) Le NPA va-t-il marcher et le PCF est-il moribond ?

On entre là dans un domaine particulièrement difficile, celui de la prévision.

D'une part, je n'enterrais pas aussi vite le PCF que le fait Patrick Mignard. Pour le moment, le PCF existe encore et, par l'intermédiaire de la CGT et de multiples associations, il possède un pouvoir d'influence sociale et de nuisance politique qui n'est absolument pas comparable à l'influence groupusculaire de la LCR et celle hypothétique du NPA. Rappelons l'expérience des comités du Non contre le TCE qui ont abouti à un fiasco total, quand il s'est agi de traduire ce «moment exceptionnel» de discussions politiques en une organisation durable. Sans parler d'ATTAC qui n'a pas réussi, malgré toutes ses proclamations et ses prétentions à «faire de la politique autrement».

Deuxièmement, construire un parti politique de masse demande des capacités organisationnelles particulières. Si j'en crois les confidences de Krivine dans son dernier livre (*Ca te passera avec l'âge*), la LCR a toujours été incapable de gérer ses finances. Son journal et ses publications sont totalement déficitaires, les cotisations ne rentrent pas tous les mois, etc. On comprend d'ailleurs pourquoi la LCR tient tant à la manne électorale, car l'Etat bourgeois verse de généreuses subventions à ceux qui dépassent les 5% aux élections. L'Etat français supplée donc aux déficiences militantes et financières de la LCR. Mais je doute fort que la LCR surmonte ce handicap, celui de l'argent, qui est le nerf de la guerre, surtout dans la politique traditionnelle. Et si elle le surmonte avec l'aide de quelques gestionnaires efficaces (comme cela s'est passé par exemple quand les éditions François Maspero, sympathisant et gros cotisant de la Ligue communiste pendant des années, sont devenues des éditions traditionnelles bourgeoises, La Découverte), cela ne changera rien à la nature profonde de la future organisation. Il faut des années pour former des cadres politiques solides, or la formation politique est faiblarde à l'actuelle LCR et il n'y a aucune raison que cela s'améliore au sein du NPA si ce parti n'attire que des gens très modérés, soucieux avant tout d'action syndicale ou associative locale, qui veulent simplement un «partage plus juste des richesses» comme le disent la plupart des nouveaux adhérents sur les forums du NPA ou ceux interviewés dans sa revue *Critique communiste*.

Il y a fort à parier que la LCR accouchera d'un mini PSU, et avec peut-être autant de députés (4, ce qui était ridicule) et de conseillers municipaux (quelques centaines, à l'époque), donc une structure qui aura une vie brève et finira par rejoindre le PS, le PCF ou toute autre formation de gauche plus

classique qui pourrait apparaître et serait aux mains de vieux renards et de jeunes loups (qui auront été formés par les trotskystes, tels que le furent les Mélenchon, Cambadélis et autres Dray ou Weber).

Mais je peux me tromper en matière de pronostics. Simplement je trouve que le milieu libertaire a tendance à se laisser un peu trop intoxiquer par tout le barouf médiatique fait autour du NPA et de Besancenot. Les médias ont laissé tomber Arlette Laguiller (qu'ils n'ont de toute façon jamais ménagé autant qu'ils ménagent aujourd'hui Besancenot et la LCR), pour mettre en avant et en valeur Olivier Besancenot, mais nous ignorons combien de temps ce favoritisme durera. Et si cette couverture médiatique devait brutalement s'interrompre, on en reviendrait au réel.

«Le NPA, combien de divisions ?» Et là rien ne remplace l'huile de coude et l'imagination politiques.

4) Désorientation de la tête à la base

Pour conclure, il me semble qu'il manque un dernier élément dans l'article de Patrick Mignard. Ce ne sont pas simplement les militants de base ou les sympathisants libertaires, de gauche ou d'extrême gauche, qui sont déboussolés ou désorientés.

Ce sont aussi les «têtes pensantes» de la LCR. Il suffit de lire les textes de revues comme *Critique communiste* ou les livres publiés par Daniel Bensaïd (généralement écrits dans un style jargonnant et profondément ennuyeux, mais où l'on trouve parfois quelques pistes de réflexion utiles), pour se rendre compte que la LCR est en pleine confusion idéologique et théorique. En partie parce qu'elle a toujours été plus sensible aux modes intellectuelles, aux débats théoriques branchés que ses consœurs trotskystes, mais aussi et surtout parce que tous ses pronostics politiques, et ceux de ses prédécesseurs léninistes, ont été remis en cause.

Qu'il s'agisse de l'évolution du capitalisme, de la nature des Etats dits socialistes, des mouvements de libération nationale, des possibilités révolutionnaires des années 60-70, etc. Il est «normal» que Mignard n'ait eu que peu de réponses à son article, et quand il en a eu, que cela ait été des réponses généralement injurieuses ou sectaires. Ce sectarisme des petits cadres politiques de la LCR traduit beaucoup plus un profond désarroi idéologique que des convictions solides.

Raison de plus pour continuer le débat.

Y.C., 14/10/2008

1. Ce député pratiquait l'échangisme – ce qui ne regardait que lui et sa compagne, tant qu'elle était consentante, ce qui est toujours difficile à établir dans une société machiste – mais, en plus, selon les témoignages de certaines militantes, il harcelait ses camarades, ce qui n'est plus du tout un problème d'ordre privé.

P.S. (février 2011): Deux ans après l'écriture de cet article, il n'y a pas

grand-chose à ajouter sinon que le NPA a perdu un tiers de ses effectifs depuis sa fondation et que les 5 tendances qui s'affrontaient pour le congrès de février 2011 étaient toutes dirigées par des militants de l'ex-LCR. Bref, pour le moment la mayonnaise n'a pas vraiment pris. 2012, puisque ce parti affectionne tant le terrain électoral qu'une bonne partie de ses militants furent déçus du score de leur parti aux européennes de 2009 et aux régionales de 2010, devrait révéler quelle est l'implantation réelle de ce parti...

Chasse-trappes de l'humanisme

(Ce petit texte a été écrit en 2007 lors d'une discussion à propos de Mansoor Hekmat et du communisme ouvrier en Irak et en Iran. Il n'a malheureusement pas suscité de réponses mais nous le publions quand même comme modeste contribution aux débats nécessaires dans les milieux «révolutionnaires». Pour plus de détails sur le courant «hekmaliste» on se reportera aux sites solidariteirak.org et marxists.org ainsi qu'à l'article de Nicolas Dessaux dans le numéro 13-14 de Ni patrie ni frontières et (pour une fois...) au texte paru sur Wikipedia sur Mansoor Hekmat, en raison de la qualité de ses informations.

Ceux qui veulent faire de Marx un “humaniste” sont parfois aussi ceux qui veulent le rapprocher de la religion chrétienne (version “personnalisme” et existentialisme chrétien (1) dans les années 40 et 50, puis “théologie de la libération” dans les années 60), ou réduire le marxisme à une philosophie (une parmi d'autres) séparée du militantisme politique de Marx et de ses travaux “économiques” et “sociologiques” menés dans un but explicitement subversif et révolutionnaire.

Tandis que parmi ceux qui rejettent l'humanisme comme une idéologie “bourgeoise” (ce qu'il est effectivement, si tant est que l'on puisse réduire une philosophie multiforme au simple reflet des intérêts d'une classe sociale ou d'une fraction de classe), on trouve les partisans de la “science” marxiste. Des «bordiguistes» à Althusser... (2)

En ce qui concerne Raya Dunayevskaïa et CLR James, ce qui est le plus important pour eux chez Marx mais aussi chez Lénine (cf. les *Notes sur la dialectique*) c'est le rapport à Hegel et l'importance de la dialectique. Le courant du “marxisme humaniste” américain de Raya Dunayevskaïa et CLR James (le groupe s'appelait et s'appelle encore *News and Letters* et il a connu plusieurs scissions...) était un courant antistalinien, issu du mouvement trotskyste, qui a accueilli avec ferveur la révolution hongroise de 1956, les mouvements pour les droits civiques et contre la guerre du Vietnam, Mai 68, le mouvement féministe, etc. Mais qui a toujours été très critique vis-à-vis de tous ceux qui voulaient construire un Parti. Ils étaient et sont très “conseillistes-spontanéistes”, si on veut leur coller une étiquette.

Rien à voir donc avec le Parti communiste ouvrier d'Irak et d'Iran sur ce plan-là. (C'est pourquoi il n'est pas étonnant que Mansoor Hekmat ne fasse pas explicitement référence à eux. Cela lui aurait demandé trop

d'explications.)

Si l'on voulait leur trouver un vague "équivalent" français, ils seraient plus proches d'*Echanges* (l'intérêt pour la «philosophie» marxiste étant moins mise en avant chez ces derniers) dans la mesure où *News and Letters* était un groupe qui avait une sainte (et en partie saine) aversion pour les intellectuels (tout comme ICO puis *Echanges* et Henri Simon), mais qui voulait en même temps initier les ouvriers à la "philosophie" marxiste et à la dialectique hégélienne (chez *Echanges* ce serait plutôt l'«économie politique», si l'on veut schématiser et simplifier à outrance) dans un but politique révolutionnaire. Leur idée était que, de par leur exploitation, leurs conditions de travail et leur vie quotidienne, les ouvriers étaient beaucoup plus à même de comprendre la valeur révolutionnaire de la dialectique, de l'appliquer tous les jours, que les intellos ou les profs (là aussi on trouvera cette même idée dans *Echanges* transposée : les ouvriers comprennent mieux l'exploitation et les mécanismes politiques que les intellectuels). Les journaux d'entreprise de *News and Letters* ne ressemblaient pas aux bulletins de boîte de LO, inutile de préciser !

Autre petit (ou même gros) bémol sur "l'humanisme" supposé de Marx ou du "marxisme" :

A chaque mode philosophique, on tente de faire passer Marx pour un précurseur de telle ou telle philosophie en vogue. En France, cela a été l'existentialisme (Sartre), le personalisme (Mounier), le freudomarxisme (Reich), le structuralisme (Althusser), les théories de la déconstruction littéraire (Derrida), etc. Mais aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne on a aussi eu des tentatives d'annexer Marx à tel ou tel courant philosophique anglosaxon. Le maoïsme (chinois) représentait aussi une tentative de fusionner confucianisme et "marxisme" stalinien. Ces intellectuels ou ces courants ont essayé de s'annexer une partie de la pensée de Marx, et évidemment à chaque fois une partie différente, celle qui les arrangeait ou qui leur semblait la plus "moderne".

Derrière ces démarches, il y a plusieurs attitudes et motivations possibles :

- on traite la pensée de Marx de façon ahistorique, sans lien avec son époque, comme on s'intéresserait à n'importe quel philosophe (en clair on n'applique pas la méthode matérialiste à la pensée de Marx, on la traite comme une idéologie intemporelle, porteuse de valeurs universelles, séparées des luttes sociales et des intérêts sociaux) ;
- on traite Marx comme étant quasiment un précurseur de toutes les avancées ou tous les courants philosophiques (cela, c'est pour les plus timorés et/ou les plus dogmatiques) ;
- on s'annexe une partie de sa pensée (en quelque sorte on profite de son aura intellectuelle), en l'amputant de sa finalité révolutionnaire et de sa dimension militante.

Ce n'est pas le cas chez Raya Dunayevskaïa et chez le Parti communiste ouvrier d'Irak et d'Iran, mais c'est le cas chez la plupart des gens qui vont chercher de "l'humanisme" chez Marx. Donc il faut avancer sur ce terrain en

sachant que l'on n'est pas forcément en très bonne ou en tout cas en très "radicale" compagnie. Et que cette démarche a déjà plusieurs précédents, historiquement et politiquement marqués. Aujourd'hui la redécouverte d'un Marx "humaniste" par les trotskystes et les néostalinien(ne)s (cf. la revue *Actuel Marx*) correspond à une tentative de répondre aux intellectuels antitotalitaires (Furet, BHL, Glucksman, Finkielkraut) qui expliquent que le ver était non seulement dans le fruit (*Le Manifeste* ou *Le Capital*) mais déjà bien avant dans la philosophie des Lumières, qui voyait l'Homme comme spontanément bon, et la société comme la source de tous les maux. Il suffisait donc de changer la société pour que l'Homme soit de nouveau en contact avec sa bonté "naturelle" (cf. la citation de Mansoor Hekmat sur la bonté, la générosité qui se cacheraient – selon lui – sous la peau de tout être humain).

Les libéraux antitotalitaires sont beaucoup plus pessimistes sur la "nature" de l'homme, ce qui est une hypothèse que l'on peut discuter, mais le plus ennuyeux est qu'ils sont très pessimistes (pour dire les choses de façon modérée) sur les chances qu'un changement social radical puisse véritablement permettre l'épanouissement individuel et collectif de l'humanité. Du pessimisme sur l'humanité à la justification du statut quo, la marge est étroite. Et beaucoup la franchissent allégrement, par intérêt, désillusion, ou par conviction

Par conséquent, ce n'est pas forcément une bonne chose de vouloir répondre aux libéraux antitotalitaires sur le terrain de l'humanisme, de valeurs universelles, éternelles, ahistoriques. D'abord parce que cela nous met dans une dangereuse proximité avec ceux qui expliquent que les religions seraient elles aussi détentrices de valeurs universelles éternelles, donc qu'il faudrait mieux enseigner les religions à l'école pour que "nos enfants aient de vraies valeurs". Et cela risque de nous amener à dire, pourquoi pas, que le marxisme et les religions auraient beaucoup de valeurs communes (on sait que cette chanson beaucoup de gens la chantent, de Tariq Ramadan à Daniel Bensaid !) Ensuite parce qu'il n'est pas souhaitable que le "marxisme" puisse et doive répondre à toutes les questions existentielles de l'humanité. Laissons les êtres humains inventer, bricoler, imaginer toutes sortes de valeurs, de morales, ou mieux d'éthiques, sans les enfermer dans UNE philosophie, l'humanisme, qui serait le résumé de tout ce qu'il y a de bon et de bien dans l'Homme et l'humanité

Le terme d'"antihumain" qui revient souvent dans les textes du Parti communiste ouvrier d'Irak et d'Iran, par exemple à propos des actes des islamistes ou des Américains en Irak, est très dangereux. Aucun être humain n'a le monopole de l'"humanité". La déshumanisation de l'adversaire est un des leitmotivs les plus douteux que l'on retrouve dans la propagande de tous les groupes révolutionnaires, radicaux, gauchistes, libertaires, etc.

Y.C. (2007)

(1) Plus personne ne s'en rend compte aujourd'hui mais une revue comme *Esprit*, qui est aujourd'hui liée à la CFDT et à la gauche caviar, quand ce n'est pas au centre gauche, était une revue beaucoup plus à gauche et fortement engagée en faveur des prêtres ouvriers, contre la guerre d'Algérie, etc.

(2) En fait, cette affirmation demande à être précisée et nuancée. Tous les staliniens des années 60 n'étaient pas "anti-humanistes" bien au contraire. Ce sont les philosophes officiels du PCF (Garaudy, Sève), les mêmes qui avaient prôné pendant des années le rapprochement entre catholiques et "communistes" au nom des valeurs communes, qui expliquaient que le "marxisme était un humanisme".

Et c'est un philosophe dissident et minoritaire (Althusser) épaulé par ses étudiants ou disciples maoïstes ou en voie de le devenir (Balibar, Macherey, Badiou, etc.) qui se servit des écrits philosophiques de Staline et de Mao pour réfuter "l'humanisme" de Marx.

Post-scriptum (27 octobre 2008)

Un internaute me signale : «Je m'étonne quand même que tu n'y signales pas que Marx s'est revendiqué lui-même de l'humanisme, en particulier dans *La Sainte famille* !» Vérification faite le terme «humanisme» apparaît seulement 2 fois dans *La Sainte famille* notamment dans la phrase «Les communistes français plus scientifiques, Dézamy, Gay, etc., développent, comme Owen, la doctrine du matérialisme en tant que doctrine de l'humanisme réel et base logique du communisme.»

On peut citer à l'appui de l'hypothèse de notre correspondant quelques phrases comme : «Etre radical, c'est prendre les choses par la racine. Et la racine de l'homme, c'est l'homme lui-même» (*Critique de la philosophie du droit de Hegel*) ou «Le point de vue de l'ancien matérialisme est la société "bourgeoise". Le point de vue du nouveau matérialisme, c'est la société humaine, ou l'humanité socialisée.» (*10^e Thèse sur Feuerbach*). Et moins d'une dizaine d'occurrences du mot humanisme dans les *Manuscrits de 1844*.

Mais en dehors de ces quelques phrases ou expressions isolées, il est difficile de démontrer que l'humanisme ait été l'une des préoccupations principales de Marx, et plus largement des théoriciens du mouvement ouvrier et socialiste avant la Première Guerre mondiale. Quant à Lénine et la Troisième Internationale, ou aux différents mouvements trotskystes ou ultragauches depuis 70 ans, l'humanisme n'a jamais été non plus leur tasse de thé, tant ils étaient pour la plupart convaincus de la prétendue scientificité du marxisme, ou plus exactement de leur marxisme. Le texte reproduit ci-dessus s'adressait à des militants marxistes qui souhaitaient, il y a deux ans, créer en France une organisation sœur (ou en tout cas très proche, toute proche) du Parti communiste ouvrier d'Iran et d'Irak (dont le théoricien est Mansoor Hekmat), et connaissaient donc bien Marx [Depuis ils ont créé ce groupe : Initiative communiste-

ouvrière]. Je n'avais donc pas jugé utile de leur rappeler les écrits de leur maître à penser.

Mais puisque ce camarade pose la question, je ne suis pas convaincu que l'humanisme ait eu le même sens au milieu du XIX^e siècle qu'il avait après la Seconde Guerre mondiale quand on a découvert les Manuscrits de 1844 (ils avaient été publiés pour la première fois en 1932 mais on ne s'y est vraiment intéressé qu'après 1945), pour la marxiste-humaniste américaine Raya Dunayevskaïa dans les années 40 et suivantes, ou pour Maximilien Rubel quand il a proposé sa lecture de Marx, bien différente de celle des léninistes, des stalinien ou des trotskystes. Quand à l'acception du terme humanisme aujourd'hui, elle me semble encore plus éloignée de la conjoncture philosophique d'il y a 150 ans.

C'est pourquoi j'appelais mes interlocuteurs à un usage prudent et précis de ce terme. En clair : ce n'est pas parce qu'un concept a été utilisé par un révolutionnaire maousse-costaud il y a 150 ans, que nous devons le reprendre à notre compte, sans voir quel sens exact ce terme peut avoir dans les luttes politiques et idéologiques aujourd'hui.

Or quiconque se penche sur la production des organisations internationales de «défense» des droits de l'homme, à commencer par l'ONU, ne peut qu'être surpris à quel point tous les diplomates du monde entier, sans exception, font référence dans leur rapport à leur attachement aux droits de l'homme, à la lutte contre le racisme, les inégalités, le sexisme, j'en passe et des meilleures. Attention, donc, à ne pas brandir inconsidérément des termes ou des expressions que l'adversaire de classe utilise tous les jours, sans lui donner un autre contenu.

Sur les microsectes et la nécessité d'un bilan préalable

Le problème avec les microsectes trotskystes ou léninistes (*) c'est que, à ma connaissance, aucune d'entre elles n'a jamais fait un bilan sérieux de son passé. Certes ses membres critiquent les gens méchants qui les ont exclus, mais tous ont l'impression que, pendant une période, leur organisation suivait la bonne voie, et qu'à telle ou telle date elle aurait dégénéré. Cette incapacité à rompre politiquement avec son passé a évidemment de lourdes conséquences :

– leurs méthodes d'organisation ne sont pas fondamentalement différentes du passé,

– le style de leur propagande écrite, leurs mots d'ordre (la croyance en leur efficacité magique), leurs objectifs, leur vision du monde ne sont pas fondamentalement différents de ceux des organisations qui les ont exclus. Il n'est certes pas impossible que des militants, individuellement ou collectivement, rompent avec leur passé, mais il s'agit d'un processus lent et douloureux pour la majorité d'entre eux. Pourquoi ?

a) parce que si ce sont des «activistes» (des gens qui aiment se coltiner avec les patrons, les chefs, les réformards, etc.) ils n'ont pas envie de «perdre» trop de temps à faire un bilan théorique et politique de leur passé. Ils veulent rapidement un programme et une idéologie tous faits pour se lancer dans la bagarre. Leurs qualités (leur volonté d'en découdre avec le système, leur impatience, leur enthousiasme) ont aussi un revers : elles les poussent à faire preuve de peu d'esprit critique.

b) parce que, en général, les microsectes reposent sur le pouvoir «charismatique» et les capacités (réelles ou supposées) d'un ou deux chefs. Le chef en question, qui parle bien et longuement, qui sait écrire mieux que les autres, est débordé : il doit à la fois veiller au moindre détail (un peu comme Castro qui à une époque allait dans la moindre usine ou la moindre coopérative agricole pour voir si les machines fonctionnaient bien ; ou Tony Cliff le dirigeant du SWP britannique qui faisait la tournée des sections pour constamment tâter la température de la base) ; définir la ligne politique de l'organisation, avancer des idées neuves, faire face aux critiques de l'intérieur comme de l'extérieur, gérer les conflits personnels, faire le VRP avec les autres groupes, notamment étrangers, animer des stages de formation, écrire ou réécrire des articles, etc.

c) Parce que les militants de formation léniniste ou trotskyste ne sont pas habitués à réfléchir aux moyens de lutter contre la délégation de pouvoir, la

division du travail entre ouvriers et intellectuels, dirigeants et dirigés, hommes et femmes, etc, au sein de leurs groupes. Ces réflexions (cf. le texte de Philippe Coutant, que l'on trouve sur Internet ou le livre d'Yvon Bourdet «Qu'est-ce qui fait courir les militants» publié chez Stock) sont en général menées par des ex-militants, par des libertaires ou par des intellos désabusés. Bref, pas vraiment ce qui attire les militants des microsectes trotskystes ou maoïstes.

d) parce que le fait même de construire un petit groupe à contre le courant, en dehors de toute situation politique favorable, crée une énorme pression en faveur de l'unanimité et de l'absence d'esprit critique : ce que l'on construit semble (et est) tellement fragile que l'on tend à vouloir préserver sa boutique à tout prix.

e) Parce que tout groupe est un cocon (ou plutôt est fantasmé par beaucoup de gens comme un cocon) : un lieu où l'on profite des connaissances des autres, où l'on bénéficie de la solidarité, voire de l'amitié, de ses camarades, où l'on peut parler de plein de sujets que l'on ne peut aborder ailleurs (combien de militants vivent avec des compagnes que la politique indiffère ? combien de militantes et de militants sont dans un milieu familial ou professionnel qui ne s'intéresse absolument pas à leurs idées ?) Un minigroupe qui ne se pose pas ce type de questions est une microsecte, même s'il défend des positions sympathiques ou justes.

Y.C., 2007

* Je ne pousserai pas la cruauté jusqu'à citer leur nom, mais je pense que chacun saura reconnaître... celles dont il ne fait pas partie ou n'a jamais fait partie !

De quelques clichés gauchistes sur les crises

Les luttes de classe (ou pour être plus clair les rapports de force entre la classe ouvrière d'un côté, l'Etat et les patrons de l'autre) se mesurent avec des instruments relativement précis, même si le plus souvent l'extrême gauche et les libertaires se contentent de réflexions impressionnistes et imprécises :

1) l'outil de base, le plus évident, est le nombre de jours de grève par an - après on affine en fonction des secteurs concernés, des objectifs des grèves, des formes de lutte et de l'issue de ces conflits

2) les manifestations de rue, leur ampleur, leur fréquence, leurs objectifs, éventuellement les affrontements avec la police et encore une fois l'issue des manifs

3) les émeutes, les affrontements violents (armés ou pas, organisés ou pas) avec l'Etat, les couches sociales concernées. Un affrontement, aussi "violent" soit-il, de petits commerçants français et poujadistes avec des flics n'a pas la même portée qu'une manif de 50 000 Indiennes de la COB bolivienne.

4) l'évolution des effectifs des organisations syndicales et politiques qui se réclament des travailleurs.

5) la contestation des bureaucraties "ouvrières" par les travailleurs et les formes - organisées ou pas - prises par cette contestation

6) éventuellement, même si c'est une conséquence secondaire et "déformée" des conflits entre classes, les résultats électoraux pour la gauche et l'extrême gauche, la portée de l'abstention, du vote blanc, etc.

7) la nature des régimes politiques et les conditions politiques générales : parler de "lutte de classe" sous la dictature nazie, sur le front russe pendant la bataille de Stalingrad, ou à Bagdad en 2007 n'a pas le même sens que dans un régime démocratique et en l'absence de tout conflit armé.

Il y a certainement bien d'autres critères qui ne me viennent pas immédiatement à l'esprit mais qu'il faudrait utiliser si l'on voulait discuter précisément de telle ou telle situation (par exemple les grèves de 1995).

Dans un pays comme la Suisse ou l'Autriche, le niveau de la lutte des classes n'est pas le même que celui de la France. Et celui de la France entre juillet et novembre 2006 n'est pas le même que celui d'Oaxaca à la même pé-

riode. Tout cela peut se mesurer de façon assez précise avec les outils ci-dessus mentionnés.

Si l'on n'étudie pas concrètement la situation spécifique de chaque pays, et chaque mouvement on ne tient que des discours généraux et généreux qui peuvent être (un temps) bons pour le moral mais qui, à moyen et à long terme, ne mènent qu'à la démoralisation, à des pratiques aventuristes fondées sur des analyses erronées ou à la récitation de mots d'ordre creux, qui n'ont pas plus d'effets sur la réalité sociale que les prières ou les mantras.

Cela suppose de ne pas présenter pas chaque lutte défensive locale comme le début d'une grande offensive nationale ; de ne pas confondre une journée d'action des fonctionnaires avec une grève générale des salariés ; ou de ne pas faire passer des "émeutes de banlieue" pour une "insurrection" (Besancenot).

L'intérêt de différencier une simple grève d'une crise sociale, une crise sociale d'une crise politique, une crise économique d'une crise sociale ou politique, une crise politique d'une crise pré-révolutionnaire, c'est de ne pas prendre ses désirs pour des réalités et d'acquérir une certaine crédibilité politique.

Par exemple, on peut dire que les émeutes de novembre 2005 ont été le reflet d'une crise sociale latente ; qu'elles ont donné lieu à une explosion sociale limitée (dans le temps et dans l'espace, mais aussi par sa nature politique) ; qu'elles ont provoqué une crise politique finalement très réduite, mais qu'il ne s'agissait en aucun cas d'une crise pré-révolutionnaire, où les gens commencent à poser –explicitement ou non - le problème du pouvoir, pas simplement d'un changement de régime. Quand Besancenot parle à propos des émeutes de 2005 d'une "insurrection", il fait preuve de démagogie.

L'extrême gauche confond violence défensive et violence offensive, affrontements armés et révolution ("les travailleurs mexicains ont effectivement pris les armes à de nombreuses reprises" écrit un internaute gauchiste, mais dans quelles conditions concrètes, à quelle échelle, et avec quels résultats ? Que je sache, il n'y a jamais eu ni soviets ni conseils ouvriers en Amérique latine, raison pour laquelle le néostalinisme et le militaro-populisme y sont aussi influents encore aujourd'hui ; quant aux zapatistes il s'agissait au départ d'un groupe mao-stalinien parti dans les campagnes pour organiser les paysans et répéter les mêmes erreurs que dans les années 60, puis qui a évolué vers des positions plus réalistes, et sans doute aussi réformistes, mais qui n'a pas d'influence sur la classe ouvrière mexicaine à l'échelle nationale et surtout dont les campagnes n'arrivent pas à faire la jonction avec d'autres luttes de la classe ouvrière).

Ce n'est pas parce que des grévistes affrontent l'armée ou la police avec des manches de pioche ou même des armes qu'il y a automatiquement une situation révolutionnaire. La COB bolivienne a utilisé de la dynamite contre l'armée à de nombreuses reprises. Aux Etats-Unis il y a eu de nombreux affrontements armés avant la Première guerre mondiale dans des conflits sociaux, sans que cela débouche sur la moindre situation révolutionnaire. Au

Venezuela il y a des manifs monstres pour défendre le régime, il y a même deux polices politiquement opposées à Caracas, un million de gens se sont inscrits dans les milices de Chavez, mais il n'y a pas la moindre situation de double pouvoir. Et pour cause tout le processus est contrôlé par les sommets de l'armée et de l'Etat, les exploités n'ont aucune envie, pour le moment, de véritablement prendre leur sort entre leurs mains, ils sont encore dans le culte du chef providentiel, du Caudillo et n'ont pas confiance en leurs propres capacités. Et ce n'est pas le paternalisme et l'autoritarisme des chavistes qui leur fera prendre de l'assurance.

De même l'extrême gauche confond souvent la question du "pouvoir" avec celle d'un changement de régime. Certains pays connaissent de nombreux coups d'Etat mais pas la moindre situation de double pouvoir. Les mouvements de résistance en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale ont certes abouti à des affrontements armés, mais qui ont seulement renversé des régimes fascistes (Italie, France, Grèce) qui ont été remplacés par des régimes démocratiques bourgeois ou totalitaires-staliniens (Yougoslavie). Pas la moindre trace de situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire sinon dans l'imagination de l'extrême gauche. Et pourtant l'Etat fasciste ou collaborationniste a souvent été abattu par la force...

En dehors de la question de la "violence", qui est souvent considérée (et sans aucun souci de précision) comme LE critère décisif, il y a bien d'autres facteurs qu'il faut prendre en compte pour déterminer le niveau de gravité d'une crise sociale, politique ou économique et ses répercussions.

En 1953, en France, il y a eu une crise sociale très dure, dans le secteur public du moins, mais elle n'a débouché sur aucune crise révolutionnaire.

Le coup d'Etat du général De Gaulle en 1958 a coïncidé avec une grave crise politique, mais il n'a eu aucune dimension sociale importante (pas de grève générale, ni même de grèves dures contre le changement de régime).

En 1968 il y a eu une crise sociale et une crise politique graves mais qu'il ne s'agissait pas d'une crise pré-révolutionnaire. A aucun moment les travailleurs n'ont cherché à remettre en cause la propriété privée en occupant massivement les usines (c'est pourquoi il me semble inexact d'affirmer que la "classe ouvrière posait concrètement le problème du pouvoir dans chaque entreprise"). Les occupations d'usines étaient ultra-minoritaires et chapeautés par des petits groupes de bureaucrates syndicaux et de militants PCF que l'on enfermait ainsi dans les usines pour éviter la contamination de la jeunesse et des étudiants. Rien à voir avec les occupations massives et "festives" de 1936, qui elles-mêmes n'ont pas non plus créé de situation révolutionnaire contrairement à la légende trotskyste. Quant aux comités d'action de 1968, ils étaient créés sur la base des quartiers ou des facs, pas des usines (à quelques rares exceptions près), et s'ils regroupaient beaucoup plus que les "gauchistes" encartés, ils n'ont organisé qu'une toute petite frange des travailleurs et surtout des salariés "marginaux" ou "périphériques" par rapport au "cœur" de la classe

ouvrière (surtout des jeunes non syndiqués, ou alors des plus âgés mais travaillant dans des petites boîtes).

Il y a eu une crise économique très grave au Venezuela (après la dévaluation du bolívar en 1983) et il n'en est résulté aucune crise sociale importante dans les six ans qui ont suivi (le Caracazo, émeute réprimée dans le sang, date de 1989).

Le Panamá a connu une crise économique et politique très grave après l'intervention américaine en 1989 mais aucune crise sociale qui se serait traduite par des émeutes ou des grèves de masse. Et plus de 17 ans après les travailleurs panaméens continuent à encaisser des coups.

Lors de l'anniversaire de l'insurrection hongroise en octobre 2006 il y a eu une crise sociale et politique à Budapest, mais les prolétaires ont été massivement absents des rues – et heureusement parce que c'était l'extrême droite qui tenait le haut du pavé contre les flics et qui lançait les mots d'ordre !

Donc il n'y a aucun lien mécanique et automatique entre les différentes formes de crise (économique, politique et/ou sociale), et une crise pré-révolutionnaire ou révolutionnaire. Il faut à chaque fois être précis et concret, et ne pas se contenter de formules ahistoriques et intemporelles, ni d'une panoplie de mots d'ordre fabriqués à l'avance.

Y.C., 2007

Christophe Bourseiller est un falsificateur et un diffamateur

8/09/2009

Monsieur,

C'est avec étonnement et un certain retard (votre texte a été écrit en juin 2005 <http://christophebourseiller.zumablog>) que je prends connaissance de votre billet assimilant le style de mes critiques à votre égard au style de Robert Brasillach.

Vous écrivez en effet «Que penser de la revue Sans Patrie ni frontières, qui me décrit comme “ un serpent ”, en une formule digne de Brasillach ?»

Je remarque que vous confondez «Sans Patrie ni frontières», titre d'un ouvrage de Jan Valtin (ex-militant du Komintern, à la vie aventureuse, et sans doute retourné à la fin par les nazis pour servir d'agent double), avec la revue que vous attaquez et qui s'intitule «Ni patrie ni frontières». Ce type d'erreur de potache montre votre sérieux d'historien-journaliste pressé !

Je note que vous ne répondez sur le fond à aucune des critiques que je vous ai adressées et que vous vous contentez d'insinuations calomnieuses (j'allais écrire venimeuses...).

Je remarque aussi que, fidèle à votre méthode qui consiste à couper des bouts de citation pour mieux en falsifier le sens (cf. mon billet reproduit ci-dessous), vous vous êtes bien gardé de reproduire le titre complet du texte et l'avez coupé, en falsificateur avisé : "Le baiser du serpent" est évidemment une métaphore et je ne vous comparais nullement à un «serpent» comme vous le prétendez. (Je n'aime guère les serpents, c'est vrai, mais je n'ai pas pour habitude de comparer mes adversaires politiques à des animaux – j'aime trop la plupart des animaux pour cela.) Pas plus qu'un peu plus loin, en parlant de "baiser de la mort", je ne vous assimile à la Mort !!! Mais cela vous n'avez pas poussé le ridicule jusqu'à l'écrire.

Vous ignorez (ou faites semblant d'ignorer) que «Le baiser du serpent» est le titre de plusieurs films ou romans récents et que cette expression n'a pas été inventée par Brasillach et n'a rien d'antisémite ! Quant à me mettre dans la même poubelle que ceux qui s'en sont pris à vos origines juives («Journaliste, serpent, bourgeois et Juif... J'ai tout lu, tout entendu», écrivez-vous quelques lignes plus loin), j'avoue que ce procédé est de votre part diffamatoire et indigne d'un «intellectuel» soucieux de vérité, comme vous prétendez (sans doute) l'être.

Je vous défie de trouver sous ma plume, dans ce texte et dans tous ceux que j'ai écrits depuis 7 ans dans la revue "Ni patrie ni frontières", le moindre propos antisémite (car, que je sache, Brasillach était antisémite, non ? mais cette accusation vous êtes trop lâche pour la proférer clairement, car elle vous vaudrait un procès en diffamation de ma part).

D'ailleurs en dehors de vous, personne dans les cercles d'extrême gauche, d'ultra-gauche, libertaires ou chez les «antisionistes» de pacotille ne s'y trompe puisque sur Internet je suis régulièrement accusé par certains de ces «camarades»-là d'être un agent du... Mossad (va falloir que je demande une augmentation à mon agent traitant !), d'avoir soutenu Sharon (! ?) ou, comble des «accusations» pour certains crétins, d'être juif (ce qui ne me poserait aucun problème mais il se trouve que je suis d'origine noire américaine par mon père et portugaise par ma mère) par des «antisionistes». Et ces accusations sont émises d'autant plus facilement par des "esprits" obtus que deux de mes textes sont reproduits (avec mon accord) sur un site sioniste (sans guillemets, cf. les deux premiers articles de la série «Limites de l'antisionisme» sur le site zionism.org, site qui a même fait l'effort de les traduire en anglais en y incluant ses critiques), malgré mes attaques virulentes contre la politique des différents gouvernements israéliens.

Je joins donc ici le billet incriminé et laisse vos lecteurs juger qui diffame qui. Si vos étudiants de Sciences Po ont aussi peu de méthode, de rigueur et d'honnêteté intellectuelle que vous, je ne m'étonne pas qu'ils aspirent à faire partie de la classe dominante qui nous gouverne. Mensonge, incompétence et diffamation sont les armes favorites des individus que vous contribuez à former. Vous avez donc bien votre place parmi leurs rejets et les futurs Sarkozy, Morano, Péresse, Fillon, Madelin and Co.

Yves Coleman

PS. Pour plus de détails sur le travail de traduction fait par la revue "Ni patrie ni frontières" en ce qui concerne la critiques des limites de l'antisionisme, et l'exposé des positions des marxistes et des anarchistes face à la prétendue "question juive", au sionisme et à Israël, on pourra se reporter au livre publié par nos soins à ce sujet.

Le baiser du serpent

Le même procédé diffamatoire à propos de l'article du Parti communiste international est repris dans le dernier livre de Christophe Bourseiller sur l'Histoire de l'ultra-gauche (Denoël, 2003, page 203) où notre journaliste écrit à propos de «Auschwitz ou le Grand Alibi» cette phrase incroyable «Six millions de morts, une mystification ?» reprenant, en le séparant de son contexte, un seul mot («mystification») d'un raisonnement qui n'a rien à voir avec une quelconque remise en cause du nombre de Juifs assassinés.

Le style du pamphlet «bordiguiste» peut ennuyer ou choquer profondément son lecteur, il n'a cependant rien d'antisémite. L'auteur de cette brochure controversée ne nie à aucun moment la réalité des chambres à gaz ni la barbarie nazie, donc l'indignation de Bourseiller est malveillante et calomniatrice. D'ailleurs, on peut se demander, dans la mesure où les seules deux citations évoquées par Bourseiller sont extraites du premier et du dernier paragraphes de l'article en question, si notre journaliste pressé l'a vraiment lu, tant il se révèle incapable d'en présenter le contenu sérieusement.

Le propos du militant de la Gauche communiste italienne qui a écrit «Auschwitz ou le Grand Alibi» est tout autre : pour le PCI, démocratie et fascisme sont deux formes de domination du capital ; il se refuse donc à choisir entre deux formes de barbarie, à trouver l'une meilleure que l'autre ; cependant ce n'est pas pour se réfugier dans une attitude neutre (genre trafiquant de marché noir, collabo ou délateur), mais parce qu'il voit un troisième choix : la révolution sociale.

On peut être en désaccord avec ce type de raisonnement, le critiquer, le trouver utopique, mais encore faut-il le restituer honnêtement et le comprendre. Comment Bourseiller peut-il écrire que selon, la Gauche communiste italienne, le nazisme serait «responsable» mais pas «coupable» du génocide contre les Juifs ? Une lecture rapide de ce passage du livre de Bourseiller peut d'ailleurs inciter un lecteur peu au fait des idées de la Gauche communiste italienne à croire que celle-ci serait négationniste.

Cela n'empêche pas l'inénarrable Bourseiller de se contredire (et comme il le sait bien, lorsqu'on émet deux opinions contradictoires sur le même sujet c'est généralement la plus négative, et non la plus nuancée, qui s'imprime dans l'esprit du lecteur), et d'écrire quelques lignes plus loin : cette brochure ne «nie aucunement l'existence du génocide» mais est un «document profondément sombre et inquiétant» ! Alors, maintenant tout individu pessimiste sur le système capitaliste sera soupçonné de négationnisme... ?

Difficile, pour un prétendu «spécialiste» de l'extrême et de l'ultragauche de traiter plus légèrement de questions aussi graves et d'embrouiller autant des questions déjà complexes ! On tremble devant l'utilisation qui sera faite de ce livre par des journalistes encore plus ignorants ou malveillants que son auteur. D'ailleurs tout cet ouvrage ressemble à un véritable baiser de la mort : Bourseiller proclame son admiration pour certaines idées révolutionnaires pour mieux les étouffer, les enterrer, les déformer et les calomnier. (Y.C.)

Misère du philostalinisme de gauche : des *Quaderni Rossi* à Toni Negri

(
Ce texte fait suite à une discussion sur les ambiguïtés ou les impasses théoriques des théoriciens de l'opéraïsme italien, ce courant original et novateur peu connu en France faute de traductions, et qui a irrigué les débats de la gauche, de l'extrême gauche, voire de l'ultragauche et du mouvement libertaire italiens dans les années 1960 et 1970. L'article ne traite que d'une tare de ce courant multiforme aujourd'hui pratiquement oublié, et dont malheureusement le membre le plus médiatiquement connu en France et paradoxalement le moins important sur le plan théorique, en ce qui concerne du moins l'opéraïsme, est Toni Negri. Les critiques qui suivent n'entament en rien les côtés, à mon avis, positifs de l'opéraïsme, du moins à ses débuts (a) : la volonté de procéder à une analyse concrète, à partir d'enquêtes ouvrières, du fonctionnement du capitalisme italien et des modifications intervenues dans le système capitaliste mondial ; l'hypothèse que les luttes radicales de la classe ouvrière modèlent en partie et par réaction les formes d'exploitation mises en place pour moderniser les entreprises ; l'accent mis sur l'importance des luttes anti-hiérarchiques – sous l'influence notamment de «Socialisme ou Barbarie» ; l'idée que les luttes des usines pouvaient et devaient avoir une influence sur tout le "territoire" qui les entourait (d'où, plus tard, les luttes sur le logement, pour les autoréductions dans les transports et les magasins, etc.), le rôle décisif du prolétariat dans un changement social, etc. *Ni patrie ni frontières.*)

PS. : un lecteur attentif (Dario) nous ayant envoyé quelques remarques ou précisions, nous les avons introduites soit en note (a et b), soit à la suite du texte.

Les premiers «opéraïstes» étaient des militants qui n'avaient pas rompu théoriquement avec le stalinisme (1) même s'ils critiquaient durement le PCI italien dans leur revue les *Quaderni Rossi*. En effet, ils faisaient référence aux «systèmes socialistes existants». Pire ils écrivaient : «Les pays socialistes, conditionnés actuellement dans leur plan d'expansion vers une société de con-

sommatum ont comme objectif d'atteindre le niveau de vie des pays du capitalisme avancé ; ils sont donc poussés à imiter l'organisation technico-productive du système capitaliste au niveau national et industriel, comme il se présente aujourd'hui dans ses plans d'organisation.»

Ils ne faisaient pas remonter cette question aux origines de l'URSS (ce que Lénine reconnaissait dès septembre 1917 : «Dans un Etat véritablement démocratique et révolutionnaire, le capitalisme monopoliste d'Etat signifie inévitablement, infailliblement, un pas, ou des pas en avant vers le socialisme») ; et ce que dénoncèrent, de diverses façons, des groupes comme l'Opposition Ouvrière, Centralisme démocratique ou le Groupe ouvrier bien avant l'Opposition de gauche trotskyste). Comme beaucoup de jeunes du Parti socialiste italien (PSI), du PSIUP [social-démocrate de gauche, genre PSU français (b)] et du PCI stalinien «radicalisés» après l'écrasement des soulèvements ouvriers de Berlin en 1953 et de Budapest en 1956, les membres des *Quaderni Rossi* pensaient que «l'involution» du prétendu «socialisme soviétique» était récente, comme en témoignent les citations suivantes.

«Tandis que l'URSS retient que l'on peut cohabiter avec le capitalisme...» (affirmation qui implique que l'URSS n'était pas capitaliste et pas non plus une société d'exploitation) et «En URSS, on isole les prétendus aspects positifs, de manière acritique, et on cherche à les intégrer comme s'ils étaient la dernière touche à ajouter à l'édification du socialisme, comme si on pouvait procéder à cette opération sans que se produise une involution dans le sens capitaliste des rapports sociaux». Ces deux citations sont extraites des *Quaderni Rossi*, recueil n°6 et de l'article collectif «*Movimento operaio e autonomia della lotta di classe*».

Quant au maoïsme et à la Chine, on en trouve l'apologie dans «Lettura delle posizioni chinesi» d'Edoarda Masi (*Quaderni Rossi*, recueil n° 4) où l'auteur défend la nécessité d'une révolution antiféodale et d'une alliance avec la bourgeoisie démocratique chinoise, sous la direction du Parti stalinien chinois, en vue d'une «dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie», première étape vers la révolution socialiste. Du Lénine d'avant 1917 et surtout du Staline pur jus !

Dans la lettre collective des *Quaderni Rossi* sur le conflit sino-soviétique («*Problemi attuali nella polemica sino-sovietica*») il est fait référence non seulement à l'existence (pour moi absurde) d'«Etats socialistes» et d'un «camp socialiste», mais en plus il est rendu hommage à la «contribution fondamentale des communistes chinois», à leur «position de classe», même si leur analyse est considérée comme «fragmentaire».....

Les *Quaderni Rossi* prenaient très au sérieux la critique des communistes chinois contre la «politique de puissance» de l'URSS et le «réformisme» des partis staliniens. Ils reconnaissaient la valeur positive de l'appui des «Etats socialistes» aux mouvements de «libération nationale», sans se poser la question de l'impérialisme russe, des intérêts matériels qui sous-tendaient cette

«aide» à ces mouvements. Ils ne se situaient que dans le ciel éthéré des polémiques idéologiques entre les bureaucrates staliniens sans tenir compte des intérêts matériels des Etats et des bureaucraties exploiteuses. La seule critique qu'ils adressaient aux staliniens chinois et soviétiques, c'était de ne pas avoir résolu «la contradiction entre la révolution socialiste et le renforcement de la structure étatique, ainsi que la création d'un système d'Etats socialistes». Une réserve, bien maigre et bien abstraite, comme toujours chez les philostaliniens (honteux ou inconscients), qui rappelle tout à fait les positions du philosophe Louis Althusser en France, à la même époque, ce membre du PCF qui influença les fondateurs de l'UJCml (maoïste) et toute une partie de l'intelligentsia française.

Bien sûr, la pensée de Negri, qui se développe depuis quarante ans, est plus complexe que son simple rapport aux pays qu'il ose appeler «socialistes», mais sa stalinophilie dans *Goodbye Mister socialism* (livre paru en français en 2007, donc très récemment), et son incapacité à dresser un bilan politique et théorique sérieux du stalinisme doivent nous inciter à la plus grande vigilance vis-à-vis d'un théoricien aussi peu rigoureux sur la plus grande catastrophe qui ait frappé le mouvement ouvrier au XX^e siècle....

Toni Negri, tout comme les *Quaderni Rossi* d'il y a 40 ans, continue d'appeler les dictatures staliniennes les pays du «socialisme réel», expression qui, si elle était juste, donnerait raison aux réactionnaires de tout poil et à l'extrême droite. Si le socialisme aboutit «réellement «à des sociétés d'exploitation, on «comprendrait» alors pourquoi une partie des prolétaires s'en sont tenus à l'écart, voire l'ont combattu les armes à la main... Voilà à quelles conclusions paradoxales aboutiraient des expressions aussi ineptes, si les intellectuels qui les utilisaient se posaient la question des conséquences politiques de leurs théories.

En bon philostalinien, Negri nous explique que «sans le sacrifice» des «multitudes soviétiques» «les nazis auraient gagné la guerre et qu'aujourd'hui nous serions tous en train de parler allemand» (on remarquera la finesse de ce «parler allemand» : on est là devant un des clichés de la xénophobie nationaliste antiboche recyclé dans l'inconscient d'un penseur altermondialiste radical). C'est là que l'on voit toute l'escroquerie intellectuelle du terme «multitudes». Negri ne prend absolument pas en compte les intérêts de la classe dirigeante soviétique. Son concept de «multitudes» ne s'applique qu'à une partie du monde impérialiste, au camp politique de l'antifascisme philostalinien. En effet, il oublie de «remercier» les «multitudes» des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne qui, elles aussi, si on croit comme lui que la Seconde Guerre mondiale était une simple guerre vertueuse de la démocratie contre le fascisme, et non une guerre inter-impérialiste (URSS comprise) pour le repartage du monde, ont contribué à la victoire militaire sur le nazisme. Autre paradoxe qu'il se garde bien d'évoquer car cela ruinerait son édifice théorique et surtout

sa façade radicale : faire l'apologie de Churchill et de Roosevelt ce ne serait pas vraiment l'idéal pour conserver une posture de gauche...

Negri n'a pas un mot sur les responsabilités du Parti communiste allemand (et de la direction de l'Internationale communiste) dans l'avènement du nazisme ; pas un mot sur la liquidation de milliers d'officiers de l'Armée rouge par Staline lors des purges de 1936-37, qui a mis à genoux l'armée soviétique.

Pas un mot sur les conséquences du Pacte germano-soviétique pour les communistes allemands livrés par Staline à Hitler (au contraire, Negri écrit avec un cynisme écœurant : «Je ne suis certainement pas de ceux que l'alliance de Staline avec les nazis scandalise. En effet je l'ai toujours considéré comme un acte de lucidité stratégique»).

Pas un mot sur l'invasion des pays baltes et de la Pologne, et leurs conséquences catastrophiques pour les populations : déportations, meurtres, marches forcées, internement en camps de travail, etc.

Pas un mot sur l'antisémitisme en Union soviétique, ni sur l'arrestation en 1948 puis la liquidation des membres du Comité des juifs antifascistes; pas un mot sur ce que l'on appelle la «Nuit des Poètes assassinés», l'assassinat de 13 écrivains yiddish le 12 août 1952 ; ni sur le prétendu «Complot des Blouses blanches», des médecins juifs, juste avant la mort de Staline en 1953 (au lieu de cela Negri a le cynisme d'écrire : «il est totalement absurde de tenter d'accuser l'Union soviétique de comportements antisémites» ; on se demande alors pourquoi tant de Juifs soviétiques sont partis en Israël dès qu'ils en ont eu l'occasion... C'est sans doute uniquement le climat plus agréable qui les a fait partir vers le Proche-Orient) ; pas un mot sur les purges antisémites dans les partis staliniens des démocraties populaires (Pologne, Tchécoslovaquie, etc..

Pas un mot sur la politique de russification forcée dans les républiques autres que la Russie, les déplacements forcés au sein de l'URSS, non au contraire Negri nous explique que les communistes russes étaient «internationalistes» !

En bon philostalinien, Negri pense que l'URSS avait un fonctionnement intérieur globalement plus positif que les autres Etats impérialistes, même s'il n'a pas le courage politique de reprendre les termes qu'avait employés Georges Marchais, le secrétaire général du PCF. Mais il fait l'apologie de l'efficacité économique du régime capitaliste soviétique avec tous les poncifs de la propagande stalinienne traditionnelle : «machine de modernisation formidable pour la Russie», le régime «bénéficiait alors de l'adhésion et du soutien de la quasi-totalité de la population». Pas un mot sur la police politique (Tcheka, NKVD, GPU), sur les camps de travail qui ont abouti à l'extermination de millions de détenus par la faim et le froid, sur les famines organisées, la liquidation physique des koulaks, etc.

Non, Negri persiste dans son apologie du stalinisme, au mépris des faits historiques les plus élémentaires : au lendemain de la guerre «Les gens étaient

plus forts que le groupe dirigeant. La multitude avait perdu plus de 20 millions de ses frères au cours de la grande guerre contre le nazisme, et le groupe dirigeant en sentait sur sa nuque le souffre âpre» ; «le stalinisme est une dictature de la majorité qui aurait par ailleurs très bien pu être démocratique». On croit rêver. Il ne nous manque plus que le célèbre slogan stalinien : «L'Union soviétique jouit de la Constitution la plus démocratique du monde» !

Et ultime perle, le stalinisme est «un phénomène extrêmement productif. Ce qu'il a de monstrueux a été de toute façon en bonne partie provoqué».

On retrouve ici une des constantes de l'anti-impérialisme réactionnaire (2) philostalinien. Tout est toujours de la responsabilité des puissances impérialistes occidentales (et en premier lieu des Etats-Unis) : la violence de toutes les dictatures, qu'elles soient staliniennes (URSS hier, Corée du Nord, Cuba, aujourd'hui) ou nationalistes (Irak de Saddam Hussein, Algérie du FLN, Iran des mollahs avec sa composante religieuse) ; de tous les mouvements «anti-impérialistes» qui pratiquent le terrorisme (d'Al Quaida au Hamas et au Hezbollah) ; ou les pratiques anti-ouvrières de régimes nationalistes de gauche (Venezuela de Chavez), ont pour fondement les «provocations» de «l'impérialisme», concept fourre-tout qui ne tient aucun compte des sinistres réalités de la géopolitique des Etats et des puissances...

On retrouve dans les écrits récents de Negri tous les éléments essentiels, tous les mythes, de la nostalgie du stalinisme qui exerce des ravages chez les gens de plus de 60 ans dans tous les pays de l'Est (suite à la dégradation vertigineuse de leurs conditions de vie depuis la chute du Mur et l'effondrement de l'URSS), chez les ex-apparatchiks et cadres des partis staliniens qui ne se sont pas reconvertis suffisamment rapidement aux vertus du capitalisme privé occidental ou aux pratiques mafieuses à grande échelle, mais aussi dans les milieux altermondialistes, chez les décerveleurs professionnels du «Monde diplomatique», etc.

Y.C., 1/01/2010

1. Pour préciser un peu ce que j'entends par stalinisme et néostalinisme, on pourra lire un petit texte qui s'applique aux Partis communistes mais aussi à tous ceux qui partagent tout ou partie de leurs positions politiques. Et donc aussi à Toni Negri. Cela ne règle absolument pas la question de la qualification exacte des sociétés d'exploitation staliniennes : capitalisme d'Etat ? capitalisme bureaucratique totalitaire ? collectivisme bureaucratique ? Par facilité et parce que ce terme désigne clairement l'ennemi de classe, je préfère pour le moment utiliser le terme de capitalisme d'Etat malgré ses limites évidentes.

2. Sur l'anti-impérialisme réactionnaire on se reportera entre autres aux articles parus dans, *Ni patrie ni frontières* n° 27-28-29.

Notes de Dario (cf. aussi l'article suivant):

(a) En fait le terme d'"*operaismo*" recouvre au moins quatre moments : le premier est celle des *Quaderni Rossi* autour de Raniero Panzieri (1961-1966), le deuxième celui de *Classe Operaia* autour de Tronti et Negri de 1964 à 1967- Tronti ayant participé aux *Quaderni Rossi* de 1961 à 1963 ; Negri de 1962 à 1963, le troisième celui autour de la revue Rosso 1974-1977 animée par Toni Negri, enfin le quatrième de 1975 à 1977 autour de Senza Tregua.

(b) Non, la comparaison n'est pas juste car le PSIUP est un parti majoritairement ouvrier.

Quelques précisions d'un lecteur

SUR LE PSIUP

Le Partito Socialista Italiano d'Unità Proletaria est fondé en janvier 1964 par scission de la gauche du PSI qui, contrairement à la majorité du parti dirigé par Pietro Nenni, refusait de participer au gouvernement de coalition présidé par Aldo Moro.

Il est apparu, en 1999, que le PSIUP fut financé par Moscou afin d'affaiblir le PSI et fonctionner en aiguillon du PCI. Le PSIUP a d'ailleurs soutenu l'intervention russe en Tchécoslovaquie.

Le PSIUP regroupait de nombreux militants syndicaux de terrain de la CGIL, cadres intermédiaires ou membres des directions syndicales comme Vittorio Foa, Silvano Miniati, Lelio Basso, Valori, Vecchietti et le jeune Fausto Bertinotti, tous personnages représentatifs de la gauche syndicale non chrétienne.

Ses militants (entre 15 et 20 000) ont joué un rôle actif dans les luttes ouvrières. En 1968-1969, comme à l'usine Marzotto de Valdagno (près de Vicenza) et, surtout, à l'usine FIAT de Mirafiori. Le PSIUP s'est dissout en 1972.

SUR LES "QUADERNI ROSSI"

Les *Quaderni Rossi* furent une revue créée à Turin en 1961 par une équipe d'intellectuels animée par Raniero Panzieri (1921-1964), membre de la gauche du PSI. Elle regroupait des militants politiques expérimentés dont Luciano della Mea (1924-2003), des universitaires dont Mario Tronti (1930-) et Antonio Negri (1933-), des représentants de la gauche syndicale de la CGIL, à l'instar de Vittorio Foa (1910-1999) et Giovanni Alasia, et des jeunes militants, à l'image de Vittorio Rieser (1937-) et de Sergio Bologna (1937-).

De 1961 à 1966, la revue publiera six numéros et une douzaine de lettres.

Chaque numéro était centré sur un thème :

- Luttés ouvrières et développement capitaliste (n° 1),
- Usine et société (n° 2),
- Plan capitaliste et classe ouvrière (n° 3),
- Production, consommation et lutte de classe (n° 4),
- Intervention socialiste dans la lutte ouvrière (n° 5)
- Mouvement ouvrier et autonomie de la lutte de classe (n° 6).

Les rédacteurs des *Quaderni Rossi* ne faisaient pas qu'écrire, ils intervenaient activement dans les luttes, comme chez FIAT, à Turin.

Par la suite, des groupes liés à la revue apparurent à Ivrea (autour de l'usine Olivetti, où, à partir de 1964, est publié le journal *Lotta di Classe*), Biella,

Massa Carrara, Bologne et Rome. Les thèses des *Quaderni Rossi* exerceront une certaine influence sur les militants du PSI, du PCI et du PSIUP, ainsi que sur des syndicalistes. La revue, qui vit le jour dans une période de faible combativité ouvrière, mettait au centre de sa recherche la nouvelle structure du capitalisme en Italie et ses conséquences sur les luttes des travailleurs. L'organisation du travail et la composition de classe étaient particulièrement analysées par les *Quaderni Rossi*, notamment au moyen de l'enquête ouvrière, méthode de la connaissance mais également de prise de conscience de l'exploitation par les ouvriers eux-mêmes. Elle prônait le retour à Marx, dont les *Grundrisse* fraîchement publiés constituaient le texte de référence.

Ces éléments novateurs sont à l'origine d'un courant de pensée critique qu'on a nommé l'operaismo.

Les *Quaderni Rossi* avaient accueilli avec enthousiasme les affrontements turinois menés par les travailleurs de FIAT, connus sous le nom d'émeutes de la piazza Statuto, en réaction au lâchage par l'UIL d'une grève pour les renouvellements contractuels en juillet 1962. En conséquence de quoi, la revue a été marginalisée par le PCI. Ils connaîtront une première scission en 1964. De profondes divergences s'étaient formées entre ceux qui, autour de Raniero Panzieri, voulaient poursuivre sur la même lancée et ceux qui, avec Mario Tronti, Toni Negri et Alberto Asor Rosa, aspiraient à une assise organisationnelle formelle. Ces derniers se dotent d'un organe propre, *Classe Operaia*, qui parut de janvier 1964 à mars 1967. Dans ce contexte, la mort soudaine de Panzieri signifia la fin de la revue et de sa dynamique positive.

L'élaboration théorique des *Quaderni Rossi* a engendré un courant politique spécifiquement italien baptisé *operaismo*, ou opéraïsme (qui ne peut être traduit en français par ouvriérisme, trop restrictif et péjoratif).

Outre les revues citées, à partir de 1967, ce mouvement se structurera en groupes d'intervention alliant militants extérieurs et noyaux ouvriers combattifs, opposés aux syndicats et aux partis politiques de la Gauche. Les deux exemples les plus significatifs furent ceux de Potere Operaio emiliano-veneto et Il Potere Operaio de Pise, fondé, en 1966, par Luciano della Mea, Gian Mario Cazzaniga, Vittorio Campione, Romano Luperini et Adriano Sofri.

Cette formation intervenait aux usines Piaggio de Pontedera, Saint-Gobain de Pise, Olivetti et Pignone de Massa Carrara.

Dario.

Quelques dates utiles pour comprendre la naissance de l'opéraïsme

1959

15-18 janvier Au 33^e congrès du PSI, Panzieri est réélu au CC mais abandonne la rédaction en chef de la revue du PSI «Mondo Operaio»

Avril Panzieri démissionne du CC du PSI. Il part travailler à Turin.

Décembre Panzieri jette les premiers jalons d'une revue politico-syndicale

1960

Septembre-octobre Enquête sur la FIAT Panzieri coagule divers éléments turinois jeunes (du PSI et du PCI).

Décembre Conférence syndicale du PSI animée par Vittorio Foa. Intervention de Panzieri.

Tout au long de l'année, les jeunes proches de Panzieri interviennent dans les grèves à Turin et Milan.

1961

15-20 mars Au 34^e congrès du PSI, Panzieri n'a plus aucune fonction au PSI.

5-7 mai A la 2^e conférence nationale des communistes des grandes usines, intervention de jeunes «panzieristes»

30 Septembre sortie du numéro 1 des "*Quaderni Rossi*"

16-17 octobre. Lors d'une réunion de présentation de *Quaderni Rossi* n°1, Antonio Negri, vice-secrétaire de la fédération du PSI, conseiller communal et dirigeant du cercle Labriola du PSI rejoint les *Quaderni Rossi*.

Départ des syndicalistes (Foa, Garavini, Pugno) du comité de rédaction des *Quaderni Rossi*

1962

Juin sortie du n°2 des *Quaderni Rossi*

Juin Juillet grève des métallurgistes à la FIAT. Emeutes de la Piazza Statuto à Turin. Les *Quaderni Rossi* sont désignés comme «provocateurs» par le PCI et le PSI.

Automne Hiver Sortie de plusieurs feuilles locales «Potere Operaio» rédigées par des membres des *Quaderni Rossi* à Milan, Padoue, Biella, Genève complétant les journaux ouvriers chez Olivetti à Ivrea et à la FIAT Turin.

1963

Dissensions au sein des *Quaderni Rossi* entre Panzieri et les jeunes «interventionistes» et entre Tronti et Panzieri.

Fin juin Sortie du numéro 3 des *Quaderni Rossi*.

Octobre A Florence, la rupture est consommée entre Panzieri et Tronti.

Ceux qui suivent Panzieri (Rieser, Della Mea, Lanzardo, etc.) sont majoritaires à Turin et à Pise.

Ceux qui suivent Tronti et Negri sont majoritaires à Milan, Genève, Padoue, Florence et Rome mais présents aussi à Turin.

4 Novembre Negri et Tolin démissionnent du PSI et de leurs postes de conseillers communaux de Padoue.

1964

14 janvier Sortie du n°1 de *Classe Operaia* sous-titré «Mensile politico degli operai in Lotta»

Juillet Sortie du n° 4 des *Quaderni Rossi*

9 octobre Mort soudaine de Raniero Panzieri

6 décembre 2^e conférence nationale de *Classe Operaia* : décision d'intervenir dans le débat à l'intérieur du PCI en espérant une victoire de la «gauche» menée par Pietro Ingrao.

Douze numéros de *Classe Operaia* sont publiés et des groupes locaux nouveaux se sont créés à Côme, Crémone et Pavie.

1965

Avril Sortie du n° 5 des *Quaderni Rossi*

Décembre Sortie du n° 6 et dernier des *Quaderni Rossi*

Cinq numéros de *Classe Operaia* sont sortis en parallèle avec un journal d'intervention

1966

Avril-mai Tronti pense l'expérience de *Classe Operaia* conclue, propose la dissolution et le travail au sein du PCI (qu'il n'a jamais quitté et en quittera jamais) Negri, Bologna, Asor Rosa s'opposent à lui.

Deux numéros de *Classe Operaia* sont publiés

1967

Mars sortie du dernier numéro de *Classe Operaia*

1^{er} mai Padoue sortie du numéro 1 de «*Potere Operaio*» «journal des ouvriers de Porto Marghera» du groupe éponyme «Potere Operaio Emilano Veneto» intervenant à Padoue, Mestre, Venise et Bologne dirigé par Antonio Negri.

10 mai Pise et Massa sortie du numéro 1 de «*Il Potere Operaio*» intervenant à Pise, Massa, Carrara dirigé par L. della Mea, GM. Cazzanigga et A.Sofri.

À nouveau sur l'opéraïsme

juillet 2010

Jacques Wajnsztein

Je rappelle l'intégralité de mon message :

*«David, La discussion autour du livre de Kristofferson ne m'intéresse pas particulièrement mais je ne peux laisser passer des amalgames (je n'ai pas compris si cela vient de toi ou d'Yves) du type des «ex-vieux staliniens» de Badiou à Negri. Negri n'a jamais été jeune stalinien (il n'a jamais appartenu au PCI mais à la gauche révolutionnaire minoritaire du PSI, comme d'autres membres importants de la revue opéraïste *Quaderni Rossi*.)*

Negri a certes été léniniste mais son parcours et son rôle politique jusqu'à son arrestation en 1979 n'ont rien à voir, de près ou de loin avec celui de Badiou.

Bien à toi».

JW

Cette réponse aurait pu être suffisante mais Yves Coleman étant à nouveau intervenu sur la question sur son site de *Ni patrie ni frontières*, j'ai décidé d'aborder à nouveau le sujet de façon à la fois plus systématique et plus théorique. Ma réponse est donc longue mais elle me paraît nécessaire car l'opéraïsme reste pour moi et malgré toutes ses limites, la dernière tentative théorique et pratique pour lier mouvement ouvrier et mouvement révolutionnaire. Comme le dit très bien aujourd'hui un de ceux qui fut à l'origine de l'opéraïsme, il y a peut être encore une classe ouvrière, en tout cas des ouvriers mais le «mouvement ouvrier» n'existe plus (ni ses valeurs ni ses références) et n'existera plus¹. «L'autonomie ouvrière» et Negri en ont bien eu la prescience à partir de 1976, mais le rapport de force, en Italie et au niveau international était devenu trop défavorable pour que des derniers soubresauts de 1977 sortent une alternative crédible.

Sur Negri

Je ne tiens pas à polémiquer et m'en tiendrai donc aux dires. Je ne parle pas des positions actuelles de Negri et encore moins de celles qu'il tiendrait sur Staline aujourd'hui² (la signification du pacte germano-soviétique, le caractère «progressiste» de la bataille pour la production etc.). Il est d'ailleurs hors de question que je lise *Bye bye socialisme*. Chacun ses habitudes (en fonction de son parcours politique), mais pour ma part, je crois important de critiquer les bons livres³ et non pas les mauvais car ma perspective n'est pas de dénoncer (auprès de qui d'ailleurs ?) mais de chercher à approfondir la critique.

C'est ainsi que j'ai procédé pour l'opéraïsme et à ce sujet on peut se reporter à mes textes sur l'autonomie italienne et le devenir de cette autonomie⁴. Je m'en tiens aux faits. Negri n'a jamais été un «vieux stalinien». Badiou si !

Je n'emploie aucun qualificatif à l'égard de Negri et surtout pas celui de «révolutionnaire» grand ou petit. D'ailleurs je n'emploie jamais ce terme pour désigner une personne ou un groupe. Il peut porter une perspective, à l'extrême limite des positions, mais en qualifier un individu n'a pas de sens en dehors d'une révolution effectuée. Ainsi, on pourra parler des révolutionnaires de 1789 ou de ceux de 1917 parce que c'est un fait objectif, qui d'ailleurs ne nous dit rien sur l'intérêt de ces révolutions (il y a eu aussi la «révolution nationale»), mais pas de «révolutionnaire» pour ceux qui ne le sont que parce qu'ils se pensent tels. Pour Negri, par exemple, dire qu'il a été «communiste-opéraïste» de tendance léniniste me paraît mieux convenir. Parmi les opéraïstes on peut le classer (au moins jusqu'à la dissolution de *Potere Operaio* en 1973) comme partisan d'un État-ouvrier (comme Yves Coleman à l'époque, je suppose, en tant que militant de LO).

On peut même dire qu'au cours de l'évolution de *Potere Operaio*, la fraction Negri décrocha sensiblement de la référence au léninisme. Elle voyait de plus en plus la nécessité d'une nouvelle organisation qui se bâtirait à partir de l'expérience des avant-gardes d'usine en Lombardie. L'autre fraction (Piperno-Scalzone) restait plus proche du modèle classique de la construction d'une organisation politico-militaire qui ne se confondrait pas avec les rapports sociaux capitalistes. Pour eux la construction du parti restait une affaire de parti. À cela Negri opposa son fameux «parti de Mirafiori» qui ne vit jamais le jour mais montrait les différences qui se faisaient jour et étaient le prélude à la naissance d'un nouveau mouvement qui prit le nom «d'Autonomie Ouvrière» et que cela plaise ou non à Yves Coleman, Negri en fut le principal animateur et théoricien (*Proletari e Stato*⁵, ce qui l'exposa particulièrement à toutes les critiques (et particulièrement celle d'avoir «résolu» toutes les difficultés objectives et pratiques par un tour de passe-passe théorique) et finalement à devoir en assumer les échecs, mais cela est une autre histoire et je renvoie à mon interprétation dans *Mai 68 et le mai rampant italien*.

Opéraïsme, stalinisme et la question de l'URSS

Dans la typologie de l'opéraïsme établie par Sergio Bologna, lui-même directeur de la revue opéraïste *Primo Maggio*, Negri est classé parmi les chefs de file de la tendance pour un État ouvrier. Mais il y avait bien d'autres tendances comme celle des «opéraïstes d'État» (Tronti) liés au PCI. *Primo Maggio* qui fut une tendance assez éclectique et ouvertement anti-stalinienne (c'est parmi elle qu'on retrouve des individus qui entretenaient des relations avec *Socialisme ou barbarie* par l'intermédiaire de Danilo Montaldi et de son groupe de Crémone (*Cahiers d'Unité prolétarienne*) et enfin les tendances plus «gauche communiste» comme celle de Riccardo d'Este (futur membre de *Temps critiques*) et Lippolis ou anarchiste (Faina). Le point commun organi-

sationnel de tous ces individus est d'avoir été membres de *Classe Operaia* entre 1964 et 1967

Étant donné la variété de ces tendances il est bien évident que leur point de convergence ne pouvait être une question idéologique ou un préalable principal ou pratique typique de la formation des groupes gauchistes ou même de la gauche communiste, autant de dogmatismes qui alimentèrent les multiples scissions propres à ces milieux⁶.

La position sur le bloc soviétique n'entraîne donc pas en jeu dans la constitution et le développement de ce courant d'ensemble appelé opéraïste qui se rassemblait plutôt sur la nécessité de réfléchir aux transformations des procès de production et de travail, au rapport à la technique et aux machines, à la question de la nouvelle composition de classe issue de ces transformations et enfin à la possibilité, au sein du rapport social capitaliste, d'une «autonomie» du pôle travail par rapport au pôle capital permettant à la classe ouvrière d'affirmer une perspective révolutionnaire.

Il est donc vain, pour Yves Coleman, de chercher dans l'intégrale des *Quaderni Rossi*, une position ferme sur cette question. Toutefois, si on veut vraiment aborder le sujet on a une réponse éclairante dans une préface de 1966 faite par des militants des *Quaderni Rossi* à la traduction française d'extraits de la revue publiés chez Maspero sous le titre *Luttes ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui* (1968). La critique de l'URSS de Staline y est prononcée sans détour (p. 21). Quand on pénètre à l'intérieur des textes, on peut y lire, par exemple, note 29, p. 53 de «Capitalisme et machinisme», que l'URSS est une «économie planifiée de type bureaucratique». Page 59 du même article, note 40, il est fait référence positive à Cardan et les illusions technologistes de l'URSS y sont dénoncées. On y apprend aussi que la voie chinoise est plutôt meilleure (1963) et enfin, en décembre 1966, une lettre sur la Révolution culturelle paraît qui semble la soutenir. À part la dernière lettre de 1966 tout cela est rédigé par une seule personne, Edoarda Masi (n° 6 et 7) qui deviendra maoïste.

Je reconnais donc que dans les *Quaderni Rossi* il y a eu des influences de la voie chinoise, mais je ferai trois remarques :

– premièrement, à cette époque, le fondateur des *Quaderni Rossi*, Panzieri est décédé et Tronti et Negri ont quitté la revue dès 1964 pour fonder *Classe Operaia*.

– deuxièmement, la lecture qui est faite de la révolution culturelle est effectivement fautive mais c'est davantage une lecture de type libertaire (spontanéité des gardes rouges assimilés aux masses, fin de la séparation travail manuel/travail intellectuel) qu'on retrouvera plus tard dans un groupe comme *Lotta Continua* ou comme dans le groupe VLR en France ou parmi la tendance mao au sein du Mouvement du 22 Mars, qu'une lecture stalinienne de la voie chinoise, comme certains pouvaient le faire en Italie comme en France - en France le PCMLF et le CMLF, en Italie le *Movimento Studentesco* et le

plus grand groupe politique gauchiste italien, l'*Unione dei Comunisti Italiani*, fruit monstrueux de l'accouplement entre un groupe stalinien et un groupe trotskiste (*Falce-Martello*) ;

– troisièmement, ceux qui sont restés au sein des *Quaderni Rossi* et ne sont pas partis à *Classe Operaia* sont ceux qui restent le plus liés aux organisations traditionnelles du mouvement ouvrier et à son rapport ambigu au stalinisme (le PCI italien sera le premier parti déstalinisé et si c'est la photo de Gramsci qui trône officiellement dans les locaux du Parti, Togliatti n'en a pas moins été le représentant non russe le plus important du stalinisme international).

Si je peux glisser mon avis, je dirais qu'en outre, cette question de la nature de l'URSS n'est plus une question déterminante et discriminante dans les années 60. Partout on recommence à lire Marx, à le lire d'une autre façon, à lire des textes inconnus ou peu connus⁷. Partout on réfléchit aussi sur les transformations du procès de production et de l'organisation du travail (le rôle nouveau des techniciens, la montée des emplois de service et du nombre d'étudiants, mais aussi celle des OS et des ouvriers immigrés) et la signification des nouvelles luttes (par exemple, pour l'Italie, les émeutes de Piazza Statuto en 1962 vont marquer durablement les esprits et avoir des effets pratiques au sein même de l'opéraïsme).

Je n'irai pas jusqu'à dire que la question de l'URSS n'est plus une question politique mais elle est devenue une question surtout historique, pour les anars d'abord (cf. Voline, puis Archinov, Makhno et en rapport avec Kronstadt), pour la gauche communiste germano-hollandaise ensuite (Gorter et Pannekoek puis Rühle et Korsch), enfin pour les trotskistes toujours un peu en retard vu les positions de leur leader jusqu'à sa mort avec son «État ouvrier dégénéré».

Une des dernières tentatives de faire le point sur la nature de l'URSS aura d'ailleurs été celle d'un ancien dirigeant trotskiste, Pierre Naville qui dans son énorme *Nouveau Léviathan* (5 volumes) tente une recension de toutes les positions et pose pour sa part l'hypothèse d'un «socialisme d'État» géré par une bureaucratie dans lequel la mystique du travail a remplacé la mystique du capital. Pour ma part, s'il me fallait absolument choisir parmi les définitions et caractérisations de cette époque, c'est d'ailleurs la formulation qui me conviendrait le mieux (mais à *Temps critiques* comme aux *Quaderni Rossi*, ce n'est pas la nature des rapports de production en URSS qui nous a réunis ou empêché de nous réunir).

Cette question de la qualification de l'URSS n'était déjà plus politiquement décisive dans les années 60 comme le montre l'évolution même de la revue *Socialisme ou barbarie*.

La contribution fondamentale sur cette question est constituée par l'article de Chaulieu dans le n° 2 de 1949, «Les rapports de production en Russie» où, effectivement, à partir de cette analyse peut se dégager l'idée d'un «capita-

lisme bureaucratique» et non pas d'un «capitalisme d'État» (position de la gauche communiste germano-hollandaise).

Ensuite plus rien de fondamental ne sera dit sur la question, *Socialisme ou barbarie* se centrant plutôt sur les révoltes polonaises et hongroises⁸, alors que de son côté, Bordiga produit quand même un nombre de textes importants sur les rapports entre propriété et capital, même s'il raisonne encore dans le cadre des vieilles catégories auxquelles il applique davantage la méthode du syllogisme que celle de la dialectique : «une économie marchande est capitaliste, l'économie russe est marchande, donc elle est capitaliste». Il s'enferme donc et s'il s'en sort mieux que les autres, par exemple dans ses prédictions sur la Chine, c'est qu'il pose comme postulat l'idée de Marx sur la tendance du capital à être mondial non pas par une extension géographique des pays capitalistes mais par une extension des relations capitalistes ce qu'il va appliquer à la Chine en prédisant que celle-ci ne serait pas intégrée au capital mondial par sa participation au processus de production capitaliste mais directement par la consommation. C'est d'ailleurs ce qui va se produire aujourd'hui alors qu'on entend pourtant claironner de partout que «la Chine est l'atelier du monde»

Mais ce qui est intéressant pour l'évolution théorique, c'est de voir que dans le dernier numéro 40 de *Socialisme ou Barbarie* (1965), Lapassade fait un long article sur l'URSS et la question du mode de production asiatique en commentaire du livre de Wittfogel, *Le despotisme oriental*, dans lequel il reconsidère la question (la domination stalinienne ne comporte-t-elle pas justement des caractères «asiatiques» ? s'interroge Lapassade). On n'y voit plus trace de l'appellation de «capitalisme bureaucratique» et Lapassade parle de mode de production bureaucratique.

La question de l'existence ou non d'une classe dominante n'est donc pas résolue. Bref, on reste sur des interrogations. Que celles-ci soient jugées scolastiques par de nombreux groupes ou militants de l'époque n'est donc pas étonnant. De plus, la question, à cette époque n'intéresse plus guère que les trotskistes dans leur affrontement avec les stalinien.

Je ferais ici une parenthèse par rapport aux remarques de David sur les termes employés pour définir l'URSS. Avec les matériaux théoriques et la distance historique dont nous disposons aujourd'hui (qui nous évite par exemple des erreurs à la Castoriadis sur la «statocratie soviétique»), il me semble qu'aucun des termes utilisés n'était valable car ces derniers étaient hypostasiés dans un souci politique. La qualification du régime devenait la préoccupation première sans chercher véritablement ce qui y était mis dessous.

Même si les événements de 1989 n'ont pas produit de signe immédiatement encourageant pour une «révolution mondiale», ils ont au moins montré plus clairement que toutes les caractérisations et théories susmentionnées, ce qui séparait les pays de l'aire slave des pays occidentaux (ce que savaient déjà les

ouvriers berlinois de 1953, les polonais et les hongrois de 1956, les tchèques de 1968).

À partir de l'exemple de la Chine actuelle (et non certes de l'URSS) j'ai essayé, dans un article pour le numéro 15 de la revue *Temps critiques*, de dépasser la bataille des définitions ou qualifications de régime pour saisir la complexité des évolutions, la persistance du mode de production asiatique et de l'État de la première forme qui exerce sa domination à travers le Parti communiste chinois, alors que pourtant la valeur s'y développe à un rythme infernal. En référence aux catégories que nous utilisons dans un article de synthèse pour le même numéro 15 («Capital, capitalisme et société capitalisée»), je dirais qu'en Chine, le capital se développe bien en tant que substance (concrètement dans une «accumulation primitive») mais qu'il n'existe pas encore en tant que rapport social (la révolution agricole n'est pas faite, le travailleur n'est pas encore «libre») et en tant que société capitaliste (pas d'État de la seconde forme, d'État au sens de Hegel et donc pas encore de «société civile»).

Point final pour le moment sur cette précision pour David et je reviens aux remarques d'Yves.

Yves Coleman et l'opéraïsme

Qu'est-ce donc qui va réunir les opéraïstes italiens ? Eh bien c'est l'idée qu'il faut reprendre Marx à la lumière des transformations récentes du capitalisme. Ce que l'ancien de *Socialisme ou barbarie*, Pierre Souyri entreprendra seul et un peu plus tard, sous un angle surtout théorique, dans son livre *La dynamique du capitalisme au XX^e siècle* (Payot. 1983), les opéraïstes vont le tenter collectivement à partir d'un ancrage plus pratique. Ils développent l'enquête ouvrière qui doit leur permettre d'analyser les transformations du procès de production et de travail mais aussi de dévoiler le caractère autonome des luttes à la Fiat de Turin. Et cette enquête ouvrière, ils ne la copient pas de l'enquête maoïste auprès des masses, mais de la conception qu'en avait Marx lui-même⁹. Ils connaissent aussi les enquêtes sur l'ouvrier américain de P. Romano et celles de D. Mothé chez Renault pour *Socialisme ou barbarie*, mais il semble que Panzieri aient trouvé ces dernières un peu trop individualistes ou même anarchisantes.

Une rupture théorique et pratique est en train de se créer qui constitue les prémisses des luttes des années 68. Ces luttes et ces années que les trotskistes, bordiguistes ou même conseillistes n'ont jamais vraiment comprises, prisonniers qu'ils étaient de schémas qu'ils n'ont jamais remis en cause. Aujourd'hui encore, les mêmes ou leurs épigones font un maximum pour occulter ce qui a été marquant à cette époque parce qu'ils n'envisagent jamais que des événements puissent constituer des ruptures.

Puisque Yves Coleman a jugé bon de rajouter un chapeau sur les *Quaderni Rossi* et l'opéraïsme sur son site, et de parler d'une discussion en cours (sans

d'ailleurs citer de noms), je ne peux céder à la tentation de faire une remarque sur les dérives produites par sa volonté de trop prouver.

Yves vient de décider que Negri était un ennemi à partir d'un livre dont le simple titre manifeste une arnaque certaine, soit de l'éditeur soit de Negri lui-même, alors qu'il n'en connaît manifestement pas les autres et surtout ceux de son époque opéraïste puisqu'il affirme que Negri est après tout un auteur négligeable de l'opéraïsme ! Il est vrai que pour appuyer ses dires sur le caractère stalinien des *Quaderni Rossi* il cite Edoarda Masi qui certes deviendra maoïste mais qui est, elle, un auteur négligeable de l'opéraïsme. En fait Yves confond plusieurs choses :

– **tout d'abord il confond les *Quaderni Rossi* avec une formation politique** qui développerait une position commune sur tous les sujets alors que des individus s'y sont regroupés, de sensibilité différente, dans un projet commun. Pour faire des analogies en Italie, on pourra se référer aux *Quaderni Piacentini*, revue plus tardive, autour de Piergiorgio Bellocchio et en France, toutes proportions gardées aux *Cahiers de mai* et à *Temps critiques*, deux revues auxquelles j'ai participé ou je participe. Mêmes si ces revues ne sont comparables ni à une revue de groupe politique comme *Socialisme ou barbarie* ni non plus à des revues intellectuelles comme *Arguments* ou les *Temps Modernes*, elles n'en sont pas moins, chacune à leur façon, politiques ou même militantes.

– **ensuite il confond les *Quaderni Rossi* et l'opéraïsme.** À proprement parler il y a deux périodes et deux expressions de l'opéraïsme. La première est animée par Panzieri et un temps par Tronti. Ce sont des individus plus âgés, surtout Panzieri, qui militent dans les années 50¹⁰. La première fois que le terme d'opéraïste est avancé, il provient des rangs du PCI et précisément d'une de ses personnalités de l'époque, Emilio Sereni qui dénonce chez Panzieri la tentative de lier lutte politique et lutte économique par opposition à la théorie de la séparation entre d'un côté le parti de classe auquel est dévolue la stratégie politique et de l'autre, le syndicat qui joue le rôle de courroie de transmission à travers la conscientisation par la lutte économique. Entre 1956 et 1957, il dirige *Opinione* à Bologne qui regroupe quelques intellectuels anti-staliniens et se propose d'étudier les nouvelles caractéristiques du capitalisme italien sur la base d'une méthodologie marxiste qui se veut strictement scientifique.

La base des futurs *Quaderni Rossi* est lancée et en 1961 sort le premier numéro. Negri entre au comité de rédaction mais n'écrira pas d'article signé pour les *Quaderni Rossi*. La revue se situe en rupture avec un marxisme gramscien teinté d'hegelo-marxisme pour rapprocher le marxisme des sciences sociales et surtout de la sociologie politique. Le texte de Marx qui sert de base à l'activité du groupe est «Le Fragment sur les machines» issu des *Grundrisse* ces derniers devenant l'ouvrage de Marx qui va servir de réfé-

rence pour eux à l'avenir car il exprime la dynamique du capital alors que *Le Capital* n'en serait que la description parfois apologétique. Cela s'oppose à la vision dominante pendant longtemps qui a fait des *Grundrisse* un brouillon du *Capital*.

Une traduction italienne du *Fragment* paraît donc dans le n° 4 des *Quaderni Rossi*. Non seulement on est loin du stalinisme mais aussi des différentes variantes de gauchisme. Il faut par exemple savoir que l'ouvrage ne sera traduit en France qu'en 1968 et sera l'œuvre d'un bordiguiste indépendant (Dangeville).

Par ailleurs les écrits de Marx ne sont pas tabous et les plus critiqués sont la *Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique* ainsi que certains passages du *Capital* (ou de *l'Anti-Dühring* d'Engels mais ça c'est déjà plus courant, même en France) dans lesquels sont affirmés l'automaticité du passage au socialisme par le développement d'une contradiction devenue explosive entre développement des forces productives et étroitesse des rapports de production. Les *Quaderni Rossi* séparent alors un «Marx mort» d'un «Marx vivant», ce qui annonce aussi bien les futures tentatives althussériennes de la fin des années 60 pour réfuter les œuvres de jeunesse, qu'à l'inverse, celle des soixante-huitards pour mettre l'accent sur les œuvres de jeunesse ou encore celles de Postone et *Krisis* sur le Marx ésotérique et le Marx exotérique d'aujourd'hui.

Mais c'est seulement après la scission et dans *Classe Operaia* que des positions s'affirment, contre le stalinisme ou le tiers-mondisme en insistant sur le fait que la révolution se produira dans les pays du centre du capital. À nouveau, une différence apparaît avec ceux qui, comme à *Socialisme ou barbarie* lorgnaient plus vers les révoltes possibles dans le bloc soviétique ou ceux qui regardaient vers Cuba ou l'Amérique latine. La revue pour la jeunesse, *Classe e partito* animée par Piperno et Scalzone, par exemple, ne reconnaît d'intérêt à ce qui se passe au Vietnam que dans la mesure où cela peut servir l'internationalisme prolétarien.

La confusion entre léninisme et stalinisme

Plutôt que d'attaquer les *Quaderni Rossi* et Negri sur leur supposé stalinisme, il aurait été plus intéressant de les interroger sur leur rapport au léninisme et sur l'évolution de ce rapport au sein de l'opéraïsme.

Si la critique s'effectue encore dans des termes traditionnels (capitalisme planifié) pour qualifier un «néo-capitalisme», un nouveau langage émerge pourtant déjà avec l'emploi par Panzieri du terme «d'ouvrier-masse» et d'une expression qui aura son succès plus tard surtout chez Negri : «le despotisme du capital». Alquati, par exemple, dans son enquête chez Olivetti se démarque de toute adhésion à une conception du socialisme comme étant la synthèse des soviets, de l'électricité et du taylorisme. S'il ne rejette pas l'idée de Lénine de la conscience apportée de l'extérieur, il pense que cela doit se faire en lien avec la sphère de la production, d'où l'idée de l'enquête ouvrière. De même,

alors que le vieux mouvement ouvrier continuait à se plaindre de la spontanéité non socialiste des masses Alquati relevait le fait que la spontanéité des ouvriers attirait l'attention sur les formes déjà existantes de l'organisation «invisible» produite par les ouvriers en l'absence d'une organisation de classe formelle sous leur contrôle. Ce problème était réel, mais au moins il était posé, ce qui n'était pas le cas des organisations léninistes et trotskistes en France et plus généralement en Europe. Là encore, la dissolution de *Potere Operaio* en 1973 et la sorte de dilution de *Lotta Continua* à partir de 1974 sont des signes qui ne trompent pas sur la difficulté à trouver des réponses satisfaisantes. À l'inverse, les autres groupes se replièrent sur les positions gauchistes habituelles, louvoyant entre radicalisme et électoralisme.

– la confusion entre stalinisme et absence de rupture avec les organisations officielles du mouvement ouvrier

C'est peut être là que la position des *Quaderni Rossi* (mais pas de l'opéraïsme d'après 68) est la plus faible. Comme nous l'avons dit, il y avait une contradiction entre des positions théoriques très avancées qui conduisaient à refuser toute connivence avec des syndicats-institutions bureaucratisées¹¹ devenus de simples représentants du «capital variable» pour reprendre une expression de Tronti, mais il y avait, surtout chez Panzieri une véritable peur de l'isolement¹² qui amenait certains à chercher des contacts auprès des ouvriers de la section métallurgie de la CGIL, à savoir la FIOM. Cela n'est pas exempt de contradictions criantes quand Alquati cherche à la fois refuge chez les jeunes de la FIOM tout en dénonçant le stalinisme¹³. Mais cette situation était encore bien pire chez les trotskistes (très peu influents historiquement en Italie et condamnés à faire de l'entrisme au sein du PCI) et chez les pro-chinois. Tronti rejetait fermement ce qu'il appelait «les tactiques trotskistes» et «les danses chinoises» (*Classe Operaia*, série III, n° 1 (1966)).

Cela perdurera jusqu'en 1969 parce que contrairement à la France, CGIL et PCI essaieront de «chevaucher le tigre» le plus longtemps possible. Ce n'est qu'à partir de 1971 et surtout 1973 que cela va se gâter quand du côté des activistes, la ligne anti-syndicale va se faire plus dure et quand du côté des organisations traditionnelles, une ligne clairement collaboratrice avec le patronat et surtout avec l'État va triompher. D'ailleurs au sein du PCI, les anciens résistants, souvent assimilés aux staliniens et parfois favorables aux BR (je le concède à Y. Coleman) vont perdre toute influence au profit de dirigeants comme Berlinguer, honnis des ouvriers combattifs. Il n'empêche que la situation n'est pas comparable à la France et que des dirigeants de la CGIL comme Bruno Trentin avaient une autre envergne que des Krasucki ou Séguy.

- Ces confusions entre *Quaderni Rossi* et opéraïsme, font que Yves, j'espère de bonne foi, va reprocher à la fois à Negri d'avoir un rôle négligeable dans les *Quaderni Rossi* et d'y être le suppôt du stalinisme... tout en citant que Masi !

Apports et limites de l'opéraïsme

La relecture de Marx est d'ailleurs particulièrement actuelle quand Panzieri, dans le n° 4 «En marge du capital». (1963), analyse les textes de Marx sur le capital par actions. Il en déduit que non seulement la tendance à la baisse du taux de profit est contrecarrée, mais que cela ruine aussi l'idée d'une égalisation du taux de profit. Quand on pense, à *Temps critiques*, que nous en sommes encore (*Évanescence de la valeur* et deux articles du n° 15) à énoncer cela toujours dans la plus grande incrédulité des marxistes, il y a du souci à se faire !

Panzieri s'arrête sur une sorte de constat : contrairement à ce que pensait Marx, la véritable barrière de la production capitaliste ce n'est pas le capital lui-même.

En 1964 se produit une scission et les «Romains» derrière Tronti et les «Vénitiens» derrière Negri fondent *Classe operaia* d'où vont sortir les grands textes de l'opéraïsme : *Ouvrier et Capital* de Tronti (Bourgeois) puis le recueil de textes de Negri qui formera en 1972 le livre : *La classe ouvrière contre l'État* (Galilée). Le groupe s'élargit à des éléments plus jeunes non directement issus de l'opéraïsme. Cette tendance incline l'opéraïsme vers un subjectivisme des luttes qui était devenu difficilement acceptable pour Panzieri et les «turinois». Pourtant Panzieri ne pouvait être traité d'objectiviste puisque c'est justement ce qu'il reprochait aux organisations officielles du mouvement ouvrier dans leur adoration de la croissance des forces productives. D'ailleurs en soi la référence de Panzieri aux *Grundrisse* pouvait déjà être considérée comme une inclinaison subjectiviste. Il semble que Panzieri s'opposait sur au moins trois points aux scissionnistes : tout d'abord à un retour de la philosophie dans les écrits de Tronti ; ensuite au fait que Tronti inversait la chaîne traditionnelle de causalité entre capital et travail en faisant du second le moteur du rapport ; enfin une vision trop optimiste conduisant à un activisme qui vu l'état du rapport de force, s'avèrerait sans lendemain.

Cette orientation «subjectiviste» va caractériser l'ensemble du courant opéraïste puis néo-opéraïste (ce dernier en exil essentiellement) à un point tel qu'en Italie, beaucoup vont dater ses débuts à 1964. Pour aller vite, on peut dire que Tronti puis Negri commencent là où Panzieri s'arrête. Panzieri pose la question de la limite du capital mais finalement il ne la voit pas. Comme Cardan, il a l'impression que la dynamique du capitalisme a vaincu la crise, qu'elle a vaincu l'anarchie de la production. Tronti et Negri vont donner leur réponse : la limite du capital c'est le travail, c'est la classe ouvrière dans sa lutte, c'est la classe ouvrière qui représente l'élément anarchique dans la production ; c'est donc une limite externe¹⁴. La politique au poste de commandement en quelque sorte ! Par exemple, pour Tronti, la loi de la valeur de Marx n'a aucun caractère scientifique, ce n'est qu'un mot d'ordre politique. Sans le dire il se rapproche de Keynes qui pensait que la détermination des salaires n'avait rien à voir ni avec la théorie marginaliste néo-classique ni avec

la théorie ricardienne-marxiste de la valeur-travail mais était déterminée par un rapport de force dans le partage de la valeur ajoutée. Pour Negri, c'est la classe ouvrière qui par ses luttes met en crise le système. Cette perception sera bien sûr appliquée à l'analyse du futur «automne chaud» italien (1969) et à la restructuration qu'entreprendra FIAT à partir de là. Cette position était en rupture complète avec la position des organisations ouvrières traditionnelles pour qui la crise n'est qu'une façon de faire taire les travailleurs et pour qui il faut attendre le retour de la prospérité pour que les luttes reprennent. Pour Negri, développement et crise sont tous deux au même titre des éléments du cycle capitaliste. Je rajouterai que cela est encore plus vrai aujourd'hui où il ne semble plus possible de repérer les cycles à partir de la théorie des cycles longs de Kondratiev¹⁵. Mais là où Negri se trompe, c'est qu'il perçoit cette tendance à la co-existence du développement et de la crise, dans une succession de moments où ces situations alterneraient¹⁶ uniquement en fonction de questions de pouvoir¹⁷. Le moment où il analyse la crise ne (lui) permet pas encore de dégager l'unité du développement et de la crise que réaliseront progressivement, la restructuration des années 80 et la globalisation des années 90, bref, ce que nous avons appelé «la révolution du capital».

Tronti va ensuite cesser progressivement tout militantisme, laissant Negri comme la figure marquante, au niveau théorique et militant de l'opéraïsme même si Bologna (théoricien de la notion de «composition de classe» avec Negri), Alquati et Piperno (textes sur le rôle des cadres et techniciens dans le néo-capitalisme) auront une influence considérable. L'apport directement militant de la théorisation de Negri (il ne revendique en effet aucune originalité et considère *Ouvrier et capital* comme le principal livre marxiste écrit après Marx) va consister à donner une forme politique à la limite du capital que représente la classe ouvrière. Tronti avait anticipé cela mais sur la fin il revient en arrière en théorisant l'autonomie du politique et de l'État sur lesquels la classe ne peut agir qu'à travers les médiations traditionnelles du mouvement ouvrier. Lui aussi se rallie alors, comme Dutschke et Cohn-Bendit à l'idée de «longue marche à travers les institutions».

Cette forme politique de l'insubordination ouvrière que Negri puis *Potere Operaio* vont mettre en avant, c'est celle du «refus du travail» qui justement crée les bases de l'autonomie. Ce refus du travail s'appuie non seulement sur les comportements concrets des ouvriers immigrés du sud de l'Italie et leur révolte contre le taylorisme et l'usine capitaliste, mais aussi du point de vue théorique, sur les *Grundrisse* et leur définition du travail comme travail abstrait en tant qu'il n'est plus perceptible qu'au niveau des rapports sociaux de production et non plus du procès de travail concret. On n'a donc pas affaire ici au concept de travail salarié et il n'y a aucun travail à «libérer» comme dans la tradition du programme prolétarien orthodoxe. Negri l'affirme encore : «le marxisme n'a rien de commun avec l'économie socialiste, utopiste ou réali-sée» (p. 32)¹⁸. Mais le revers de la médaille, c'est qu'à la limite alors, les opé-

raïstes n'ont plus besoin de s'occuper des conditions réelles de travail, ni des travailleurs. Ce ne sera pas leur cas parce que la démarche critique est reliée au mouvement pratique de l'époque, mais on voit aujourd'hui avec les exemples des écrits de Postone, Jappe et du groupe allemand *Krisis* que le centrage sur la catégorie de travail abstrait conduit à rayer d'un trait de plume toute l'histoire du mouvement ouvrier.

Pour Negri, il y a juste à «forcer» la crise par des revendications ouvrières qui, malgré parfois leur caractère quantitatif et «économique», acquièrent une portée politique car elles bousculent la loi de la valeur. C'est ainsi que les revendications d'augmentation égale de salaire pour tous et indépendamment d'une augmentation de productivité accélèrent la crise. La revendication d'un «salaire politique» par *Potere Operaio* manifeste, encore confusément à l'époque, la conscience que le travail productif tel qu'il a été défini par Marx, n'est plus ni au centre du procès de travail, ni la base essentielle de la lutte (passage de l'ouvrier-masse à l'ouvrier social avec la massification et donc la prolétarianisation du travail intellectuel¹⁹). De l'usine comme centre de l'autonomie ouvrière (1968-1973) on passe à la ville comme espace d'une autonomie diffuse. La lutte sur le salaire n'est plus fondamentale car la loi de la valeur étant devenue caduque, le capital n'est que pur commandement. L'étude de la composition de classe devient elle-même inutile puisque les catégories de travailleur productif et de salarié deviennent homothétiques. Romano Alquati, un ancien des *Quaderni Rossi* va particulièrement aborder cette question. Pour lui, l'émergence de la figure de «l'ouvrier social» n'est pas liée à une transformation du procès de production mais à la croissance du travail abstrait dans tout l'arc du procès de valorisation. C'est Negri qui va faire une traduction politique de l'analyse d'Alquati et il en tire des conclusions dans *Proletari et Stato* (article intégré à *La classe ouvrière contre l'État*). La lutte contre le «travail nécessaire» doit remplacer la lutte pour le salaire (qui est une lutte de répartition entre «travail nécessaire» et «surtravail», d'autant que celle-ci a été récupérée par des syndicats qui lui ont fait perdre son caractère politique en encourageant les inégalités de salaires et en reliant, en accord avec le patronat, particulièrement celui de la Fiat, salaire et productivité²⁰).

Le nouveau centre des luttes c'est l'État dans la mesure où toutes les luttes convergent vers lui comme ennemi principal. Capital et travail sont devenus deux Moloch qui s'affrontent.

De l'autonomie chez Castoriadis à l'autonomie ouvrière des opéraïstes

Même si *Socialisme ou barbarie* va être intéressé par «l'enquête ouvrière», surtout autour de Mothé, elle ne va pas être utilisée de façon systématique comme en Italie au sein des *Quaderni Rossi*. Ce qui distingue les *Quaderni Rossi* de *Socialisme ou barbarie* et plus généralement l'opéraïsme de l'approche communiste radicale en France, c'est une différence d'angle

d'approche. *Socialisme ou barbarie* analyse bien sûr les transformations du capitalisme, «la dynamique du capitalisme», dira Souyri, mais du point de vue de l'opposition entre dirigés et dirigeants dans l'optique de la gestion ouvrière. Ce n'est pas pour rien que Mothé rejoindra la CFDT et l'idéologie de l'autogestion et Castoriadis se rapprochera d'ailleurs de cette même organisation au début des années 70.

Rien de tout cela dans l'opéraïsme car la critique du capitalisme moderne va se faire à partir de la critique des forces productives avec une remise en cause des «progrès» du machinisme, une critique de la productivité. Si on peut trouver un point commun concret entre les deux approches, c'est que les opéraïstes insisteront beaucoup, en 1968-69 sur la revendication d'une égalité des salaires et la critique de la hiérarchie d'usine. Si on veut actualiser, il me semble qu'il y a aussi un parallèle étrange car décalé dans le temps : ce n'est que le dernier Negri, celui de «l'Empire» et de «la Multitude» qui rejoint Chaulieu-Cardan dans l'idée d'une possible appropriation non capitaliste des forces productives puisque la domination nouvelle du *General intellect* dans le procès de production rend d'un côté les capitalistes inutiles ou purement parasites (la propriété privée n'a plus de raison d'être) et de l'autre rend possible la créativité des multitudes. Cette idée est à la base de la notion «d'autovalorisation ouvrière» chère à Negri, Virno et autres Lazzarato (les principaux néo-opéraïstes). Pour eux, les catégories marxistes seraient duelles. À la valorisation capitaliste correspondrait donc une autovalorisation prolétaire reposant sur les besoins sociaux et la valeur d'usage²¹. On s'aperçoit ici que si Negri voit bien que la loi de la valeur n'est maintenant plus opérationnelle, il raisonne encore dans les termes de la loi par le fait qu'il se rattache à un certain niveau objectif des besoins.

Guy Fargette n'a pas tout à fait raison de dire que Negri modernise Castoriadis. En fait, il modernise Chaulieu ce qui n'est pas la même chose. Et s'il y a eu «retard» de la situation italienne, cela se ressent plutôt dans la différence de sens donnée aux notions. Il n'y a pas eu «pillage», mais décalage. Quand les opéraïstes parlent «d'autonomie», ce n'est pas celle d'un sujet singulier dont il s'agit, mais de l'autonomie de la classe par rapport à la domination capitaliste. Et cette autonomie est ouvrière, même si, comme nous l'avons dit précédemment, le mouvement proprement dit de «l'autonomie ouvrière» ne se développe qu'à partir de 1975-1976. Ce n'est qu'en 1977 que «l'autonomie» prendra un sens plus large, mais fortement éloigné du sens castoriadien, à savoir «l'autonomie» comme scission d'avec la société capitaliste à travers le mouvement des «Indiens métropolitains» et des *emarginati*, mais on n'est plus alors dans l'opéraïsme et c'est davantage vers Foucault, Deleuze et Guattari que vers Castoriadis que regardent ces «autonomes».

Mais aujourd'hui, c'est la possibilité même de l'emploi critique de la notion d'autonomie qui est en question. L'affranchissement des subjectivités a servi en partie à la capitalisation des activités humaines. Comme quelqu'un

l'a dit sur la liste de discussion «apartirdecc», des stages patronaux de formation en ressources humaines mettent Castoriadis au programme. L'individu démocratique, autonome, différentialiste et imaginatif détient un fort potentiel de «capital humain». Être autonome aujourd'hui, c'est justement être capable de gérer sa propre force de travail devenue «ressource humaine».

Je ne vois guère que Gorz qui ait essayé de relancer le débat sur autonomie et hétéronomie mais toujours à partir d'un centrage autour du travail. Il en est donc réduit à vouloir réduire le travail hétéronome par toujours plus d'automatisation et par un développement de forces productives miniaturisées que permettrait la société de l'information. C'est exactement ce qui est en train de se mettre en place (là encore, «la révolution du capital»). Au niveau politique l'autonomie et l'auto-institution de la société se réduisent à des pratiques «citoyennes» qui cherchent à réactiver le rôle de médiation que jouaient les institutions dans la société de classe. L'exemple des luttes récurrentes autour de l'école est à cet égard exemplaire. Leurs limites aussi (je ne dis pas qu'il ne faut pas y participer et c'est ce que je fais, mais il faut en tenir compte).

Conclusion rapide sur les limites de l'approche opéraïste

Tronti, Negri et les opéraïstes en général ont eu tendance à négliger le fait que le capital est un rapport social de dépendance réciproque et qu'aucun des deux termes de ce rapport ne peut faire sécession bien que capital et travail fondent leur utopie sur cette scission – ce que nous appelons d'un côté le nihilisme du capital qui serait de se débarrasser du facteur humain et de l'autre l'autonomie ouvrière pour qui le capital ne serait plus que commandement parasitaire quand le *General intellect* est suffisamment développé pour qu'une appropriation collective des forces productives soit possible.

C'est Negri qui pousse cela le plus loin et abandonne dans ses écrits d'exil la critique de la neutralité de la technologie qui fut pourtant la base de l'œuvre de Panzieri. Cette technologie pourrait en effet permettre «l'auto-valorisation prolétaire». À la limite, il n'y a plus besoin de révolution car c'est le mouvement même du capital qui va permettre d'aboutir au communisme à travers des activités toujours plus riches («l'entrepreneuriat politique»).

C'est le début de ce que l'on a appelé le néo-opéraïsme.

Si les opéraïstes ont bien saisi (surtout Negri et Bologna), que le capital était dynamique, si certains comme Negri ont bien senti qu'il était devenu un rapport de crise, ils en ont mésestimé les capacités à se révolutionner et à englober non seulement la contradiction entre forces productives et rapports de production (ce que Panzieri avait anticipé), mais aussi celle entre des classes définies une fois pour toutes comme antagonistes (Tronti). Mais les opéraïstes ne sont pas seuls dans l'échec. On peut même dire que jusqu'au début des années 70, pratiquement personne n'y a échappé même si nous avons pris des échappatoires comme celle qui consistait à opposer la classe ouvrière (la

«classe en soi») au prolétariat (la «classe pour soi»), celle qui opposait l'affirmation de la classe et sa négation, etc.

Ils ont vu la crise dans le procès de travail et de production (ce qui leur permettait de maintenir une analyse en termes de luttes de classes) alors que la crise se portait déjà au niveau de la reproduction des rapports sociaux. Ils s'en sont aperçus à partir de 1975²² en théorisant le passage de «l'ouvrier-masse» à «l'ouvrier-social», mais à une époque où les mouvements des années 67-70 étaient battus partout dans le monde et que commençait cette fameuse «révolution du capital» que les néo-opéraïstes allaient finalement prendre pour leur propre révolution. C'est sûrement cette erreur majeure – qui est un peu le pendant italien du cohn-bendisme actuel franco-allemand – qui explique aujourd'hui que quoiqu'il ait fait auparavant (et c'est pareil pour Cohn-Bendit), Negri soit aujourd'hui traité en chien crevé y compris par ceux qui n'ont jamais rien fait ou alors que par suivisme (je ne parle pas ici pour Yves mais en général).

janvier 2010

Notes

1 – Mario TRONTI, *La politique au crépuscule*, Editions de l'éclat, 2000, p. 98.

2. L'URSS et Staline ont été effectivement une référence du mouvement ouvrier et pour le mouvement ouvrier. Malheureusement et même les trotskistes ont été obligés d'en tenir compte ce qui explique leur tendance historique à l'opportunisme et à l'entrisme.

3. Par exemple, dans *Marx au-delà de Marx*, éd. Bourgois, 1979, il y déclare que le retour à Marx à travers la relecture du *Capital*, surtout althussérienne, a bloqué l'activité de la subjectivité révolutionnaire. Ce n'est d'ailleurs pas une lubie d'Althusser mais une tendance profonde du marxisme que Staline n'eut guère à forcer pour éliminer toute lutte des classes de la théorie. Je rajouterai qu'il n'y a d'ailleurs pas d'unité du stalinisme international sur cette question puisque le stalinien Mao va au contraire noyer la théorie dans la lutte des classes avec des ouvrages comme *De la contradiction*.

Sur cette base des *Grundrisse*, Negri va développer sa conception de «l'auto-valorisation ouvrière» et celle de «l'ouvrier social». Par contre, ce qui ne fera pas plaisir à YC, c'est que Negri y dénonce tous les États et tentatives «socialistes» qui se réclament de l'application de la loi de la valeur et de son existence possible en dehors de l'exploitation.

Plus important encore et par un autre biais que Cardan-Castoriadis, Negri va détruire la loi de la valeur. Pour Cardan-Castoriadis (n° 35 de *Socialisme ou barbarie*), cette loi de la valeur est métaphysique et il l'attaque en philosophe et économiste. *Grosso modo*, c'est la descente en flamme de la théorie du fétichisme de la marchandise et de la séparation entre réel et apparence (pour des

remarques plus approfondies on pourra se reporter à mon *Après la révolution du capital*, cette question dépassant largement Marx pour concerner aussi toute la conception de Debord et de ce qui sera appelé le situationnisme). Pour Negri, les *Grundrisse*, de par le fait qu'ils accordent beaucoup de place au procès de circulation et à la critique du rôle de l'argent (et non de la marchandise) permettent de dévoiler le côté mystificateur de la valeur.

4. Pour le néo-opéraïsme dans lequel Negri joue un rôle majeur, cf. le volume I de l'anthologie de *Temps critiques*, L'Harmattan, 1998, p. 45-67. Pour une approche plus générale mais aussi plus concrète de l'opéraïsme, on peut se reporter aussi à *Mai 68 et le Mai rampant italien* de JG et JW, L'Harmattan, 2009 où y est décrite et mis aussi en perspective critique l'action de *Potere Operaio* dont Negri fut le principal leader avec Piperno et Scalzone (p. 192 à 207 ; 256 à 268 ; 284 à 298 ; 319 à 325).

5. Cet essai constitue la dernière partie du livre de Negri *La classe ouvrière contre l'État*, Paris, Galilée, 1978, p. 219-306, mais les textes composant l'ouvrage s'échelonnent de 1972 à 1976.

6 - «Il est clair que nous ne sommes pas intéressés par les relations entre Togliatti et Staline, par le rôle dirigeant de l'URSS, par l'originalité ou la banalité de la ligne du PCI. C'est avec joie que nous laissons tout ça aux trotskistes : ce n'est pas le cœur du problème» (Tronti, *Classe Operaia*, 1964, h13).

7 - «Le 6^e Chapitre inédit du capital» va permettre aux gauches communistes de périodiser l'histoire du capital en phase de «domination formelle» et phase de «domination réelle» Negri reprend d'ailleurs cette distinction mais sa traduction du terme reste plus proche de l'allemand et il emploiera plus souvent le terme de «subsumption» que celui de «domination» ; les *Grundrisse* permettent de mieux comprendre la dynamique du capital ; *Les Manuscrits de 1844* permettent de critiquer une perspective en terme de «libération» du travail ; les lettres de Marx à Vera Zassoulitch reposent la question de la communauté et critiquent la vision dominante d'une histoire des modes de production ; à l'autre bout Althusser relit le capital etc.

8. À ce propos, je concède à Yves Coleman que la révolte hongroise ne fut pas reconnue comme enthousiasmante par ceux qui allèrent fonder les *Quaderni Rossi* si on en croit le *Centro di Ricerca per l'Azione Comunista* (www.autprol.org) au contraire du groupe de Montaldi *Unita proletaria* qui s'y intéressa comme *Socialisme ou barbarie*. Mais pourquoi cela indiquerait-il une adhésion au stalinisme ? Les groupes de la gauche communiste de l'époque ne virent pas non plus dans la révolte hongroise une nouvelle version des conseils ouvriers (pour la gauche allemande) et encore moins un mouvement communiste (pour la gauche italienne).

Les *Quaderni Rossi* avaient de toute façon une conception très critique par rapport à une forme conseils qui ne leur paraissait plus correspondre à la structure de l'usine capitaliste moderne et d'ailleurs tout le «mai rampant ita-

lien) fut plutôt «assembléiste» que conseilliste et les comités unitaires de base fonctionnèrent comme des sortes de petites cellules d'agitation en dehors des syndicats sans former de vrais conseils d'usine. Mais cela ne les empêche pas de revendiquer un «pouvoir ouvrier» comme s'il y avait encore quelque chose à gérer dans l'usine. C'est assez contradictoire avec leur analyse de la technoscience comme arme du capital et avec l'attitude concrète des OS et jeunes ouvriers immigrés dont les préoccupations étaient toutes autres.

Pourtant cela n'empêcha pas certains de prendre parti comme Alquati pour qui c'était «de jeunes techniciens, d'authentiques travailleurs salariés, qui en Pologne et en Hongrie, avaient montré l'universalité du spectre de la révolution prolétarienne» (*Sulla FIAT e altri scritti*, Feltrinelli, 1975, p. 87 et 104), cité par S. Wright dans *À l'assaut du ciel, Composition de classe et lutte de classe dans le marxisme autonome italien*, Ed. Senonevero, 2002, p. 61.

9. Marx avait rédigé le questionnaire pour une enquête ouvrière réalisée par *La Revue socialiste*. C'est ce qu'analyse Dario Lanzaro dans le n° 5 des *Quaderni Rossi* (1965) en faisant ressortir l'actuelle nécessité de se pencher sur les transformations du capital. «Marx, dans son analyse, était déjà parvenu à la conclusion qu'il était historiquement toujours plus difficile de démystifier le procès de production et de reconnaître le mécanisme de production de la plus-value. Si l'on considère le capital tel qu'il se trouve dans le procès de production direct, comme pompe de surtravail, ce rapport est encore très simple, et c'est la relation réelle qui s'impose aux dépositaires de ce procès, aux capitalistes eux-mêmes... mais quand, selon le mode de production spécifiquement capitaliste se développe la plus-value relative, et avec celle-ci les forces productives sociales du travail, ces forces productives et les liens sociaux du travail semblent, dans le procès de travail direct, transférés du travail au capital. Le capital devient déjà ainsi une entité mystique ; et toutes les forces sociales produisant du travail semblent lui appartenir en propre au lieu d'appartenir au travail pris comme tel, elles semblent des forces nées en son sein. Puis intervient le procès de circulation, et ses changements de substance et de forme touchent toutes les parties du capital... Et le procès de production réel, qui unit le procès de production direct et le procès de circulation, engendrent des formes nouvelles, où le fil des liens internes se perd toujours davantage ; chaque rapport de production devient de plus en plus indépendant des autres, et les éléments constitutifs de la valeur se donnent comme des formes autonomes les unes par rapport aux autres» (p. 129-130 Maspero). Ah si des générations de marxistes avaient passé plus de temps sur ce passage que sur la caractérisation de l'URSS, ils auraient peut être moins de mal à comprendre aujourd'hui le rôle de la fictivisation du capital et son procès de totalisation...

10. Le nom même de *Quaderni Rossi* s'inspire des *Cahiers Rouges* qu'anima Marceau Pivert à la fin des années 30, en France. La configuration est d'ailleurs un peu la même, seule l'époque change. Pivert, Panzieri (et Ne-

gri) sont encore au parti socialiste (SFIO pour le premier, PSI pour le second) et ils cherchent à y animer une tendance gauche révolutionnaire (c'est impossible à l'intérieur des partis communistes) qu'ils ne veulent pas mener à l'extérieur des organisations pour ne pas finir dans ce que Panzieri appelle de petites sectes.

11. Dans la lignée de *Socialisme ou Barbarie* ou de la revue américaine *Correspondence*.

12. Cette peur était née des événements de Piazza Statuto en 1962 quand au cours d'affrontements violents avec la police des ouvriers avaient brûlé des locaux syndicaux semblant marquer ainsi une rupture avec la sorte de consensus démocratique et résistancialiste de l'après-guerre. Pour d'autres et particulièrement les «Romains» cela apparut comme une délivrance. Les ouvriers semblaient leur donner une légitimité pour passer à autre chose et ce fut d'abord une publication plus militante et adaptée à l'intervention directe : *Cronache operaie* et enfin la création de *Classe Operaia*.

13. (De cette manière la machinerie devenait partie intégrante du système de domination du capital social, réalisé) «surtout par le moyen de sa technologie, de sa "science", de la diffusion de ses structures d'exploitation dans la vie sociale, par le moyen du capital constant qui englobe tout, des curés et des flics (à la fois dans l'usine et en dehors) **jusqu'aux staliniens**». *Sulla FIAT e altri scritti*, Feltrinelli, 1975, p. 103. Je reprends cela de S. Wright dans *À l'assaut du ciel* (p. 59).

14. Un passage d'*Ouvrier et capital* de Tronti est particulièrement significatif de cette position : «L'ouvrier collectif ne s'oppose pas seulement à la machine en tant que celle-ci est du capital constant, mais il s'oppose à la force de travail elle-même en tant que celle-ci est du capital variable. Il doit avoir pour ennemi le capital dans sa totalité : et par conséquent lui-même aussi en tant qu'il est partie du capital» (p. 65). C'est intéressant aussi parce qu'ici, Tronti saisit le rapport social comme dépendance entre les deux pôles, capital et travail et le prolétariat en tant que classe pour soi doit en quelque sorte s'insurger contre ce qui le définit comme classe en soi, si on reprend un vocabulaire hegel-marxiste assez courant en France. Dans le vocabulaire trontiste dénué de tout hegelianisme marxiste cela voulait dire : la marchandise force de travail est l'ennemi du travail.

Cette dépendance réciproque, c'est ce que Negri aura tendance à oublier dans sa période néo-opéraïste qui correspond à l'abandon, sous l'influence de Deleuze et Guattari, de la dialectique négative. La révolution doit être affirmative et l'autovalorisation prolétaire peut se faire au sein du capital. La limite externe dont nous parlions plus haut est en quelque sorte inversée. Chez Tronti et le premier Negri, c'est le prolétariat qui est la limite externe, dans le néo-opéraïsme, c'est le commandement capitaliste qui devient la limite externe d'un capital qui n'est plus finalement que le patrimoine de l'humanité.

En conséquence il n'y a plus de contradiction, il n'y a plus que des antagonismes. Comme nous le disions la dialectique est liquidée.

15. Pour de plus amples développement sur cette question des cycles on peut se reporter à mon article du n° 15 : «Le cours chaotique du capital».

16. Negri emploie explicitement le mot page 19 de *La classe ouvrière contre l'État*.

17. Ce ne sera pas sans incidence sur la stratégie des groupes politiques italiens pendant le «Mai rampant» et «les années de plomb». En effet, si le capital n'est plus que pur commandement et que l'État et capital ne font plus qu'un (ce qu'exprime Negri dans *La classe ouvrière contre l'État*, p. 248-252), alors porter l'attaque au cœur de l'État, y compris par la lutte armée, devient un objectif approprié.

18. Je ne vais pas à mon tour chercher à «surprouver» mais je ne peux m'empêcher de citer Negri quand il attaque (page 2) la volonté des Soviétiques et staliniens de redonner un coup de neuf à la théorie en réhabilitant les *Grundrisse* tout en continuant de soutenir que la théorie marxiste est une théorie économique fermée sur la loi de la valeur. Or pour Negri le marxisme est le contraire du socialisme : «le socialisme est un hymne à l'équivalence et à la justice des rapports sociaux (construits sur la loi de la valeur) ; le marxisme fait apparaître la loi de la valeur et le socialisme comme des mensonges». (p. 152).

En passant, Negri se livre à une intéressante critique de la position des gauches communistes de l'entre-deux guerres (il vise précisément H. Grossman, auteur de *Marx, l'économie politique classique et le problème de la dynamique*, éd. Champ Libre, 1975) qui essayaient de concilier d'un côté un objectivisme extrême et de l'autre la nécessité de le fonder en récupérant l'orthodoxie (c'est encore plus vrai pour la Gauche italienne, Bordiga puis *Invariance* série I).

19. Ce processus sera beaucoup plus rapide car ramassé dans le temps en Italie, que dans les autres pays. Cette particularité sera à la base de la seconde explosion de révolte «étudiante» (1977), après la première de 1968.

20. *Proletari e Stato* fut très critiqué par Sergio Bologna et le groupe autour de *Primo Maggio* qui lui reprochaient de ne pas tenir compte de la défaite de l'ouvrier-masse (criante à partir de 1973) et de faire finalement comme s'il y avait un progrès dans le passage d'une forme à l'autre alors que le second était aussi le produit de la défaite du premier. La conséquence politique en a été que dans les luttes qui vont perdurer à partir de cette date, ce n'est plus une nouvelle recomposition de classe qui se dégage mais un véritable éclatement des conflits et des intérêts en jeu : ouvriers qualifiés contre OS, jeunes contre vieux, travailleurs contre chômeurs, etc. Finalement, une sorte de fuite en avant de Negri l'amenait à surévaluer des différences à l'intérieur de la classe et à privilégier certaines composantes alors que les enquêtes ouvrières (par exemple celle d'Alquati menée à l'Olivetti d'Ivrea) montraient que le

système hiérarchique séparant les ouvriers non qualifiés des qualifiés et techniciens n'avait aucune base objective. Cela signale aussi la faillite des «avant-gardes» politiques de l'époque qui n'ont pas su proposer autre chose que l'alternative : quitter les lieux de production ou accepter la restructuration. *Potere Operaio* en est quand même confusément conscient puisque le groupe se dissout en 1973. Cette incapacité puis l'insistance mise sur l'attaque contre l'État a indirectement fourni une masse de manœuvre disponible pour le passage à la lutte armée et les ouvriers et techniciens étaient parmi les plus combattifs. Ce sont en effet, eux en priorité qui se sont retrouvés «grillés» après la violence des coups portés au cœur des usines entre 1969 et 1973 à la Fiat, à l'Alfa Romeo ou à Porto Marghera.

Ce qui lui fut aussi reproché, c'est son goût pour les grandes synthèses sans trop se préoccuper de les fonder à partir des conditions matérielles.

21. On retrouve ici des éléments de l'analyse que développe Anne V. sur le site [apartirdecc] quand les néo-opéraïstes font réapparaître une opposition entre valeur d'usage et valeur d'échange alors que justement le procès de totalisation du capital ne permet même plus de dire que la valeur d'échange domine la valeur d'usage. Il y a là une régression par rapport à la période opéraïste. Nous avons vu que leur critique du travail impliquait qu'il n'y avait plus de travail à «libérer» du carcan capitaliste et maintenant on apprend qu'il y aurait une valeur d'usage à libérer de la valeur d'échange !

22. Mais à l'origine, au sein des *Quaderni Rossi* et de *Classe Operaia*, leurs développements sur l'usine sociale (Alquati), la ville-usine (Turin), ne prenaient pas encore en compte l'usage capitaliste de l'articulation du territoire. Et même plus tard, le «reprenre la ville» de *Lotta Continua* restait plus un mot d'ordre activiste et immédiatiste qu'une prise en compte des contradictions de la reproduction du capital, de sa difficulté à reproduire les rapports sociaux en temps de crise. S. Wright (*op. cit.* p. 95) semble pourtant penser qu'une telle approche existait dès les «thèses de Pise» élaborées par Cazzaniga et Sofri en 1968. Nous en doutons. Le seul aspect qui peut y faire penser, c'est le fait qu'elles intégraient l'importance du travail intellectuel en formation que constituait la nouvelle masse des étudiants, mais il n'y avait pas encore un point de vue d'ensemble sur cette question de la reproduction.

Toni Negri, Jacques Wajnsztein et le «philostalinisme de gauche»

(
Ce texte traite uniquement de certains des points abordés dans «À nouveau sur l'opéraïsme» et de mes divergences avec son auteur.)

Quelques points de forme

Il est regrettable que cette «réponse» mélange des citations tirées de polémiques indirectes et différentes dans des mails privés et un texte paru sur le site mondialisme.org qui ne contient pas les mêmes termes (le titre parle de «philostalinisme de gauche» et non de «vieux staliniens» – expression que je renie pas mais auquel je n'accorde pas le sens très limité que lui accorde Jacques Wajnsztein et qui est d'ailleurs tout aussi faux, selon l'acception de JW, pour Badiou puisque ce dernier était au PSU et non au PCF avant de fonder l'UCF) et essaie d'être plus équilibré. J'ai tenté de reformuler mes quelques remarques polémiques privées en m'exprimant de façon plus modérée, moins abrupte.

À la demande de quelqu'un qui voulait rendre publique mon opinion sur une discussion dans le cadre d'une liste privée (à laquelle de surcroît je ne participais pas !), j'ai reformulé, très hâtivement, les bouts de mail que j'avais écrits sur Negri à des moments différents et pour des interlocuteurs différents.

La réponse de Jacques Wajnsztein aurait donc dû tenir compte du dernier texte et non de ces péripéties successives, comme il l'a fait en mélangeant un texte public (paru sur le site mondialisme) et des bouts de mail privés (parus sur une liste de discussion). Cela lui aurait évité des commentaires du type «Coleman a cru bon d'ajouter un chapeau» alors que je n'ai pas seulement modifié le chapeau.

J'ai rééquilibré l'argumentation et les formulations parce que je ne voulais pas que l'arbre cache la forêt. Que des propos privés sévères contre Negri puissent être publiquement utilisés contre l'opéraïsme dans son ensemble. Que l'arbre Negri cache la forêt de l'opéraïsme dont je maintiens qu'il n'en est pas le principal théoricien, comme le prouvent d'ailleurs les témoignages rassemblés dans *Gli operaiisti* (Aprodi, 2000) et la date des premiers écrits politiques publiés par Negri.

C'est Negri qui rejoint les «*Quaderni Rossi*» qui ont commencé à réfléchir et théoriser AVANT lui, et pas les «*Quaderni Rossi*» qui rejoignent Negri.

«Ouvriers et Capital» de Mario Tronti paraît en 1966 et rassemble des textes antérieurs (publiés notamment dans *Classe Operaia* à partir de 1963). À ma connaissance, le premier livre «opéraïste» de Negri (*La crise de l'Etat plan*) paraît **8 ans plus tard** en 1974 et les textes qui y sont rassemblés datent au moins de 1970.

Avant (entre 1959 et 1974) les ouvrages de Negri portent essentiellement sur Kant, Hegel, Descartes, Dilthey, pas sur les sujets clés de l'opéraïsme (Je ne connais pas le contenu de son livre sur «Marx et la crise», peut-être fait-il exception, mais il est de toute façon postérieur à celui de Tronti). Les écrits de Negri acquièrent plus d'importance, quand l'opéraïsme est déjà divisé en de nombreux courants et sous-courants, et il est beaucoup plus un des théoriciens d'une des branches de l'Autonomie qu'un théoricien fondateur de l'opéraïsme.

De plus, au cours des années 1970, il s'éloignera de l'Autonomie ouvrière pour évoluer de plus en plus vers les positions de Deleuze, Guattari et Foucault (les trois seuls noms importants qu'il cite dans *Gli operaisti*, non seulement pour les années 70 mais pour les 30 années à venir !). On m'accordera que le trio funeste qui a inspiré une grande partie des fantaisies du post-modernisme (marxiste ou pas) n'a rien à voir avec la démarche initiale de l'opéraïsme...

Ou alors, comme disait Pierre Dac, tout est dans tout et réciproquement...

De l'art de l'esquive

Jacques Wajnsztein ne veut discuter que des «bons» livres et ne veut même pas lire *Goodbye Mister Socialism* de Negri. C'est son droit, tout comme c'est le droit de certains trotskystes d'expliquer que *L'Etat et la révolution* est un texte conseilliste, voire libertaire... en ignorant le contenu des 50 et quelques tomes de Lénine.

Il ne veut pas non plus discuter de l'URSS, puisqu'il considère que cette question n'est plus importante depuis les années 60.

L'ennui, c'est qu'à l'époque le stalinisme ne se limitait pas à l'URSS ! Ou alors il faut que Jacques Wajnsztein nous explique s'il y avait des modes de production différents et des régimes différents en URSS, dans les démocraties populaires, à Cuba, en Chine, au Vietnam, etc. Et lesquels ? Car je ne vois pas bien ce que viendrait faire le mode de production asiatique (qu'il évoque en passant à propos de la Chine) à Cuba, en Tchécoslovaquie ou en Allemagne de l'Est...

Il m'est arrivé à plusieurs reprises, au cours des cinq dernières années, de discuter avec des militants «révolutionnaires» (prudent, je mets des guillemets, voir pourquoi plus loin) d'Allemagne de l'Est, de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Hongrie. Ce qui m'a frappé, contrairement à Jacques Wajnsztein qui croit que le stalinisme est une question dépassée depuis 40 ans, c'est à quel point ces jeunes camarades ont du mal à expliquer (et comprendre) le fonctionnement des sociétés dans lesquelles ils ont grandi. Je ne

pense pas du tout que la question du stalinisme se réduise à Cronstadt ou aux polémiques autour du trotskysme et de ses scissions concernant la nature de l'URSS. C'est une question vitale pour un milliard et demi de Chinois et pour les Cubains, les Coréens, les Vietnamiens, etc. d'aujourd'hui... qui ont besoin de comprendre leur histoire. Ils ont, à mon avis, besoin de comprendre pourquoi, si c'est un parti «communiste» qui les dirige, ce n'est pas le «communisme» dans leur pays... C'est aussi une question vitale pour l'extrême gauche japonaise, sud-coréenne, philippine, thaïlandaise, indienne, thaïlandaise, extrême gauche qui a été totalement stalinisée, comme nous avons encore pu le constater lors d'une récente rencontre avec des militants ouvriers coréens à Paris... Et c'est aussi une question fondamentale pour le mouvement altermondialiste...

Selon Jacques Wajnsztein, le soutien des *Quaderni Rossi* et de toute une génération de jeunes étudiants à la Chine et au maoïsme AVANT la révolution culturelle serait d'inspiration libertaire. Malheureusement pour son hypothèse, le conflit sino-soviétique a commencé en 1959, pour culminer en 1963 ; dès 1964 Mao affirmait que le capitalisme était rétabli en URSS ; la révolution culturelle a véritablement commencé en mai 1966 avec la création des Gardes rouges.

Or, les *Quaderni Rossi* ont cessé de paraître en décembre 1965, plus de six mois AVANT la Révolution culturelle (même si quelques textes sont parus jusqu'en 1968). Les *Quaderni Rossi* n'ont donc pas pu être influencés par la sensibilité pseudo-libertaire de la Révolution culturelle !!! Les textes de Edoarda dans les *Quaderni Rossi* n'ont rien de libertaire, ils relèvent du maoïsme orthodoxe.

Quant à l'interprétation pseudo-libertaire du maoïsme et au maospontanéisme qui a fleuri dans les années 70, ou à Vive la Révolution que cite Jacques Wajnsztein, c'est un phénomène qui intervient APRES 1968 et dans les marges des courants dominants du mouvement maoïste. La plupart des maoïstes des années 60 (y compris trois-quatre ans après mai 1968, donc y compris ceux de la Gauche Prolétarienne) portaient des badges avec l'effigie de Marx, Engels, Lénine, Staline et/ou de Mao tout comme la première page de leurs journaux. Ils diffusaient dans les usines et autour d'eux le *Petit Livre rouge* qui était tout sauf un livre libertaire. Leurs journaux abondaient en récits des exploits fulgurants de stakhanovistes, de paysans ou d'acupuncteurs opérant des tumeurs grosses comme 4 ballons de football. Ce n'était pas des journaux libertaires mais des journaux staliniens de la plus belle eau... Ils distribuaient la prose de l'ambassade de Chine, ils étaient invités en Chine, ils recevaient de l'argent de la Chine, etc. Ils avaient le portrait de Mao dans leurs locaux. Ils le brandissaient dans leurs manifestations. Et ce, qu'ils soient italiens ou français...

La façade (pseudo) libertaire des maoïstes est apparue dans ses marges et après 1968... Et surtout, elle a été théorisée dans les reconstruc-

tions/falsifications de leur histoire à partir de la fin des années 70 et au début des années 80, notamment en France quand une partie de leurs dirigeants ont voulu être acceptés par la bourgeoisie, en passant pour des «antitotalitaires», ce qu'ils n'avaient jamais été. C'est là que l'on retrouve la discussion sur Christofferson car cet auteur, dans son livre *Les intellectuels contre la gauche*) prend au sérieux les mensonges des Glucksman, Lévy, Rolin and Co sur leur interprétation libertaire de la Grande révolution culturelle prolétarienne qui aurait plutôt dû s'appeler la Grande remise au pas du prolétariat et de la paysannerie.

Negri : «Révolutionnaire» ou pas ?

Jacques Wajnsztein affirme que «Negri n'a jamais été jeune stalinien (il n'a jamais appartenu au PCI (1) mais à la gauche révolutionnaire minoritaire du PSI», puisqu'il n'utilise jamais le terme de révolutionnaire pour qualifier un individu...

Selon Jacques Wajnsztein, Negri appartenait à la «gauche révolutionnaire» mais n'était pas lui-même un... révolutionnaire. Je veux bien accepter ce distinguo et je dirais même que je suis d'accord : si l'on veut être précis autant réserver le terme de «révolutionnaire» à ceux qui ont participé à une... révolution. J'emploie habituellement ce terme de façon plus large (par facilité et aussi par volonté de me démarquer du sectarisme «ultragauche»), mais Jacques Wajnsztein a raison s'il veut être vraiment rigoureux. Mais il s'arrête à mi-chemin car pourquoi qualifier la gauche du PSI de «révolutionnaire» ? Et même le terme de gauche est ambigu car cette «gauche» du PSI (qui a donné naissance au PSIUP en 1964) privilégiait l'unité avec le PCI contre l'unité avec la Démocratie chrétienne... Est-ce cela que Jacques Wajnsztein considère «révolutionnaire» dans cette gauche ? j'en doute, donc ce serait bien qu'il nous explique pourquoi cette gauche était «révolutionnaire» à ses yeux. Tout comme il serait utile qu'il nous explique comment Negri conciliait ses idées «révolutionnaires» avec ses activités de conseiller municipal socialiste jusqu'en 1964....

Il est aussi curieux que Jacques Wajnsztein accepte aussi facilement la fable du PCI «déstalinisé», surtout dans les années 60. La latitude toute relative que le PCI accordait à certains de ses intellectuels n'influençait guère le régime interne du Parti, le contrôle du Parti sur les syndicats, l'usage de la violence contre ses opposants, sa conception du socialisme fondamentalement stalinienne. Le PCI, même au début des années 70, était loin d'être devenu un parti social-démocrate classique.

Ensuite, il affirme que Negri aurait été «communiste-léniniste-opéraïste». Le problème est que Giacomo (Jacques Wajnsztein) n'est pas d'accord avec Antonio (Toni) lui-même à propos de son itinéraire politique. En effet, Negri se considère comme un fils et un petit-fils de «communiste» et a déclaré au moins à deux reprises qu'il avait découvert le «communisme» à travers son

grand-père et les personnes qu'il avait fréquentées dans un kibboutz en Israël (dans l'interview parue dans *Gli operai* et aussi dans un entretien reproduit sur le site de Multitudes). Il évoque, dans ces interviews, son père «communiste» (mort quand il était très jeune), son grand-père «communiste» qui a eu une forte influence politique sur lui. Quand Negri explique qu'il a été «communiste avant d'être marxiste», je me permets de traduire : il a été influencé par un père et un grand-père staliniens (même pas stalinophiles) avant d'avoir lu Marx. Les staliniens de base seraient-ils spontanément «communistes» ? C'est une position que je verrais bien Negri défendre avec son sens du paradoxe et sa confusion politique, mais je doute que ce soit la position de Jacques Wajnsztein.

La façon dont Negri raconte sa rencontre avec Souslov en URSS en tant que représentant d'une organisation de jeunes catholiques italiens aurait pu lui permettre d'émettre un jugement sur l'URSS stalinienne de 1956. Il s'en garde bien. Quant aux raisons de son adhésion aux jeunesses catholiques il explique candidement qu'il y a adhéré parce qu'à Padoue il n'y avait pas de section du PCI, tout en affirmant qu'il était catholique... Donc c'était un catholique-communiste-léniniste ? Voilà un homme (Negri) fort peu capable de rendre compte de ses engagements politiques passés, sinon par des pirouettes et par la mauvaise foi la plus crasse.

Mais Jacques Wajnsztein me dira sans doute que ces interviews sont très mauvaises, qu'il ne les a pas lues et ne les lira pas...

Revenons à l'étiquette «communiste-léniniste». Certes, c'est peut-être ainsi que lui et ses amis se nommaient... Mais si l'on en reste à l'étiquette que les militants de l'époque s'accordaient à eux-mêmes c'était aussi le cas des maoïstes, des trotskystes, et des staliniens des Partis communistes. C'étaient donc tous des «communistes léninistes» puisqu'ils se disaient et se pensaient tels... ?

Hum ! On me permettra d'être un peu plus exigeant.

Sur l'opéraïsme et la place de Negri

Jacques Wajnsztein accorde beaucoup d'intérêt aux *Quaderni Rossi*, moi aussi, même si ce n'est pas tout à fait pour les mêmes raisons. Le problème est que Toni Negri dans *Gli operai* explique que les *Quaderni Rossi* sont désormais «illisibles» et que cela n'a plus aucun intérêt de les lire aujourd'hui ! Visiblement Giacomo et Antonio ne voient pas les *Quaderni Rossi* et leur contenu avec les mêmes lunettes !!!

Dans la même interview, Negri n'arrête pas d'utiliser l'expression «anarchoïde» pour qualifier ceux qui prônaient la lutte armée en Italie durant les années 70. D'une part, cette expression suinte le mépris stalinien. D'autre part, cette expression est particulièrement mal venue quand on sait que la plupart des théoriciens de la «lutte armée» étaient des léninistes pur jus et certainement pas des «anarchoïdes». Negri essaierait-il aujourd'hui de rejeter ses responsabilités d'hier (c'est quand même lui qui a expliqué pendant des an-

nées que la situation était «révolutionnaire» en Italie) sur quelques lampistes «anarchoïdes» ?

Une revue n'est pas un parti : justement....

Jacques Wajnsztein argue du fait que les *Quaderni Rossi* n'étaient pas une organisation pour excuser (ou expliquer ?) ce que j'appelle leur «philostalinisme». Mais justement si ce n'était pas une organisation pourquoi n'y a-t-il eu aucun débat sur le stalinisme ? Pourquoi n'y a-t-il eu aucun texte critique sur la nature sociale de la Chine ? S'il y avait vraiment des dissensions internes importantes sur le stalinisme et la Chine ou l'URSS pourquoi ne se sont-elles pas manifestées publiquement ? N'était-ce tout simplement pas parce que ces divergences étaient minimales ?

Léninisme et stalinisme

Jacques Wajnsztein dit sans sa «réponse» qu'il aurait été intéressant de discuter du léninisme de Negri mais il se garde bien de le faire. Il prétend que je confonds léninisme et stalinisme, mais se garde bien de nous expliquer sa position à ce sujet.

Cela dit, je pense que la source de mon désaccord avec Jacques Wajnsztein vient aussi d'une hypothèse et d'un mode de pensée que j'ai hérités de mon lointain passé trotskyste.

Comme le dit l'ultragauche Munis, dans un texte écrit en 1970, la force originelle des trotskystes, dans leur lutte contre le stalinisme, est d'avoir été la seule force internationale significative à s'opposer à la dérive nationaliste du stalinisme et à y avoir réagi de façon internationale – pour le meilleur et pour le pire, ajouterai-je. Dans leur tentative d'analyser le stalinisme comme un phénomène INTERNATIONAL, et pas simplement russe, et pas simplement comme une addition hétéroclite de phénomènes nationaux divergents, temporairement unis par leurs liens matériels avec l'Etat soviétique, les trotskystes ont tenté de conserver une dimension révolutionnaire du «marxisme» qui me semble toujours utile.

Les courants «ultragauches» n'ont pas su proposer une analyse internationale du stalinisme, plus fine, plus sophistiquée, que celle des trotskystes même s'ils ont mieux compris et la révolution d'Octobre et la nature sociale du régime que les bolcheviks ont mis en place, ou au moins la nature du stalinisme russe. Malheureusement, quand il s'est agi d'analyser le stalinisme comme un phénomène international, ils ont le plus souvent réduit les PC à des clones de la social-démocratie, s'épargnant ainsi de réfléchir à la nouveauté des partis staliniens, quitte à les différencier selon leurs zones géographiques, leur implantation sociale, le type de formation sociale dans laquelle ils sont nés, etc.

Ceux qui ont accordé au stalinisme un potentiel contre-révolutionnaire spécifique, différent de la social-démocratie, sont finalement très peu nombreux dans l'extrême gauche. Il y a eu les «collectivistes bureaucratiques» améri-

cains (Schachtman, puis Hal Draper) dans les années 1940/1960 et les «capitalistes d'Etat» britanniques (Tony Cliff) dans les années 1950/1960, mais leurs analyses du stalinisme, comme phénomène international, ne se sont plus développées dans les années 70 et jusqu'à aujourd'hui. Leurs descendants politiques ont finalement adopté les analyses de la plupart des trotskystes sur la social-démocratisation des PC, et ce bien avant 1989, l'effondrement du bloc soviétique, et la crise subséquente des PC.

On rejoint là une question soulevée par Philippe Raynaud, dans son livre sur *L'extrême gauche plurielle*. Il donne comme clé principale pour comprendre les différentes scissions dans le mouvement trotskyste (et ce sans avoir besoin de rentrer dans le détail des querelles tactiques, stratégiques et personnelles qui peuvent expliquer la pluralité des groupes trotskystes et de leurs Internationales), l'attitude vis-à-vis de l'URSS et de l'impérialisme américain. Pour lui, il y a deux types de trotskystes : ceux qui sont avant tout antistaliniens (et donc pour certains enclins aux alliances les plus douteuses avec la social-démocratie, particulièrement attentifs à la défense des droits démocratiques dans les Etats staliniens, et moins attentifs à l'importance des mouvements de libération nationale) ; et ceux qui sont avant tout anti-sociaux démocrates (et donc qui ont toujours une tendresse particulière pour les PC, les mouvements de libération nationale du tiers monde ou les Etats nationalistes de gauche anti-américains ; et plus discrets quant à la dénonciation du «totalitarisme» des Etats staliniens).

Cette clé d'interprétation simple fonctionne d'ailleurs aussi pour les différentes tendances du mouvement anarchiste, du mouvement maoïste, pour les groupes marxistes anti-léninistes indépendants. Et cette clé s'applique même aux scissions «de gauche» au sein des PS (PSU français, PSIUP italien) et de droite au sein des PC (depuis 1981, tous les individus ou petits groupes qui sont passés du PCF au PS ; en Italie, la transformation du PCI en PDS puis en PD).

Très peu de groupes militants (je ne parle pas des petites revues ultra-gauches qui ne se sont jamais posé de problèmes d'intervention pratique dans les luttes syndicales ou sociales en général) ont réussi à mener de front une critique pratique virulente contre la social-démocratie et contre le stalinisme.

Et dans le cas des "*Quaderni Rossi*", il me semble particulièrement évident qu'il s'agissait d'intellectuels et de militants beaucoup plus critiques vis-à-vis de la social-démocratie que du stalinisme. Car ce qu'ils reprochaient au stalinisme italien, c'était de ressembler de plus en plus à la social-démocratie pas vraiment son... stalinisme !

Y.C., juillet 2010

1. Je n'ai écrit nulle part que Negri avait appartenu au PCI mais qu'il était un «ex-vieux stalinien». C'est-à-dire un individu qui soutenait les régimes staliniens même s'il n'était pas membre d'un parti lié aux Etats staliniens... Il est curieux que Jacques Wajnsztein ne saisisse pas que l'influence politique et in-

lectuelle du stalinisme dépassait et dépasse largement les simples encartés dans les partis dits «communistes». Le mouvement altermondialiste actuel est en grande partie sous la coupe idéologique du stalinisme, même si l'URSS et les démocraties populaires ont disparu depuis 20 ans. Quant aux principaux thèmes de la propagande antisioniste, ils ne sont qu'un recyclage de la propagande stalinienne soviétique.

Temps critiques

OU

«le communisme-tout-de-suite» ?

*Sur les positions de Jacques Wajnsztein
à propos du terrorisme d'extrême gauche*

Introduction

Il existe toutes sortes d'analyses du terrorisme (ou plutôt des terrorismes), y compris à l'extrême gauche ou à l'«ultragauche». Des groupes qui condamnent le terrorisme sans ambiguïté à ceux qui l'approuvent, de ceux qui acceptent de s'engager sur le terrain périlleux, mais essentiel, de l'éthique révolutionnaire à ceux qui refusent même d'aborder la question. Pour plus de détails sur ces questions nous renvoyons au livre *De la violence politique, anthologie de textes publiée par Ni patrie ni frontières en 2010 et qui contient des opinions diverses sur ce sujet.*

Cet article s'intéresse aux positions développées par Jacques Wajnsztein, un des membres de la revue *Temps critiques*, dans son livre *Individu, révolte et terrorisme* paru en 1988 et qui vient d'être réédité avec une nouvelle introduction. Un autre membre de la revue Temps Critiques (Loïc Debray) a écrit avec Anne Steiner un ouvrage réédité aux Editions L'Echappée (*RAF : Guérilla urbaine en Europe occidentale*), qui fera l'objet d'un autre article.

Temps critiques n'étant pas un groupe politique défendant une idéologie ou un programme définis, il est difficile de dégager une position unique, mais nous essaierons d'éclairer ce qui nous semble être la sensibilité commune aux participants de cette revue par rapport à la question du terrorisme et de la violence.

Pour être exhaustif, il aurait fallu exposer en détail les réflexions de *Temps critiques* autour des notions de valeur, de capital fictif et de société capitalisée, réflexions qui déterminent les positions de cette revue sur toute une série de questions, y compris à propos de l'existence de la classe ouvrière et de la disparition des classes sociales, mais cela dépasse mes compétences.

Je noterai simplement qu'à ma connaissance *Temps critiques* ne s'est jamais livré à une étude statistique et sociologique de l'importance de la classe ouvrière dans la population mondiale depuis le XIX^e siècle (et donc d'une partie des bases matérielles et rationnelles des hypothèses de Marx). Si l'on en croit les statistiques officielles, pourtant, les effectifs du prolétariat mondial (quel que soit le sens, large ou restreint, que l'on donne à ce mot) seraient loin de décroître, notamment en Asie, et le «travail vivant» (le travail des hommes) serait loin d'être supplanté par le «travail mort» (capital, machines), comme le prétend *Temps critiques*.

La revue *Temps critiques* paraît depuis vingt ans et a publié 15 numéros, plus un certain nombre d'anthologies rassemblant des textes inédits ; de plus, ses membres ont aussi écrit des ouvrages en leur nom propre ou à quatre mains. Leurs livres font fréquemment référence à des philosophes ou des penseurs dont la lecture est ardue. Il faut parfois relire plusieurs fois certains passages pour en saisir la portée ou l'intérêt, mais cela vaut généralement la peine : si l'on fait un petit effort, on se pose de nouvelles et de bonnes questions et l'on découvre des éléments utiles pour mieux comprendre le monde capitaliste actuel.

L'une des influences théoriques principales de cette publication est, pour ce qui concerne le passé, la pensée de Karl Marx, et pour une période plus récente, d'un côté, les philosophes de l'École de Francfort et, de l'autre, la revue *Invariance* et son animateur Jacques Camatte (1), dont les écrits ne sont pas non plus d'un accès facile. Les textes de Camatte (comme ceux de la plupart des ultragauches et des situationnistes et post-situationnistes) se caractérisent par un mépris de «l'activisme» (traduire : un mépris de la traduction de ses convictions politiques en actes concrets, et aussi un mépris des militants de base, considérés généralement comme un peu cons ou en tout cas dénués d'esprit critique), mépris qu'exprime parfois aussi *Temps critiques*, sous une forme moins systématique ou obsessionnelle que certains certains ultragauches.

Jacques Camatte a lui-même été influencé par la Gauche communiste italienne (courant que l'on qualifie habituellement de «bordiguiste», du nom d'un des principaux fondateurs du Parti communiste italien Amadeo Bordiga) (2).

Cette publication ne ressemble pas à une revue académique. Ni les sujets qu'elle aborde ni le ton militant qu'elle adopte (parfois, pas toujours, soyons honnêtes) ne la placent dans la catégorie des revues de la gauche sociale-démocrate, néostalinienne ou néotrotskyste (cf. *Actuel Marx*, *Critique communiste* ou *Contretemps*) qui ont un rapport souvent acritique avec les icônes de l'intelligentsia de gôche française (Bourdieu, Foucault, Derrida, Deleuze, Guattari et désormais... l'inénarrable Badiou !), ni des revues vaguement de gauche (*Temps modernes*, *Esprit*, *Le Débat*, etc.). Après cette brève présentation *Temps critiques* nous allons nous intéresser à un livre de Jacques

Wajnsztein *Individu, révolte et terrorisme* (1988) et à la nouvelle introduction qu'il a rédigée en 2010.

Une définition problématique

Pour Jacques Wajnsztein, en 1988 du moins, il existait deux types de terrorisme :

- «celui de l'IRA, de l'ETA ou de l'OLP qui ne vise qu'à asseoir un nouvel État aux caractéristiques identiques à celui qu'il combat et dont les membres restent soumis à la "Cause"» (p. 5)

- et d'un autre côté «celui d'INDIVIDUS prenant pour cible, dans leur révolte, l'idéologie et la pratique de l'État».

Dès le départ cette distinction pose problème. Qu'est-ce qui permet à l'auteur d'affirmer que ces INDIVIDUS (dont la nature exceptionnelle et exemplaire est soulignée par l'usage de majuscules) ont véritablement rompu avec l'idéologie et la pratique de l'État ? Jacques Wajnsztein ne l'explique guère tout au cours de son livre. Il s'intéresse surtout aux actes concrets de ces terroristes d'extrême gauche, au fait qu'ils prennent comme cibles des militaires (le général Audran) en France, des grands patrons (Hans Martin Schleyer) ou des hommes politiques (Aldo Moro), et non des civils «innocents» – les guillemets sont de moi. (On retrouve fréquemment dans la littérature «révolutionnaire» ce distinguo classique entre représentants de l'État, du Capital ou de l'impérialisme – coupables – et civils – innocents. À mon avis, cette distinction s'apparente à un tour de passe-passe en matière d'éthique. Ses fondements sont pour le moins douteux, comme plusieurs articles reproduits dans *De la violence politique* tentent de l'expliquer.)

Mais ces individus révoltés se réclament-ils des conseils ouvriers ? Font-ils partie de groupes qui ont dressé un bilan critique du bolchevisme et du léninisme, qui ont perdu toute illusion sur la nature prétendument socialiste du Vietnam, de la Chine ou de Cuba, icônes de l'extrême gauche des années 60 (2) ? Ont-ils rompu véritablement avec la tradition stalinienne de la Résistance italienne qui, si elle a lutté les armes à la main contre le fascisme, ne l'a fait que pour remettre en selle une autre forme d'État, démocratique certes, mais tout aussi bourgeoise ?

Jacques Wajnsztein continue : «Ces individus ne s'expriment plus par et dans une classe, classe dont ils sont eux-mêmes exclus comme on l'a vu avec la chasse aux "terroristes" organisée dans les usines italiennes par le PCI et les syndicats ; mais par des actions violentes, spontanées diffuses et fugitives.»

Qu'est-ce qui a empêché ces révoltés de continuer à lutter, dans les usines, sur le terrain de la classe ouvrière ? Est-ce seulement l'hostilité criminelle du Parti communiste italien ? De fait, ce n'est pas ce que pense Jacques Wajnsztein puisqu'il affirme dès la première ligne de son livre : «Il n'y a plus de classe sociale qui figurerait ou pourrait être assimilée au progrès de la société. La représentation du prolétariat par ses médiations traditionnelles (syndicats, partis, marxisme, pays socialistes) n'est plus possible et c'est à partir

de ce vide que l'on peut essayer de comprendre le développement du terrorisme durant ces quinze dernières années.» (Rappelons que ce texte a été écrit en 1986-1987.)

Dans un tel cadre, on ne comprend guère, en dehors de la révolte individuelle contre l'exploitation et l'oppression, ce qui peut fonder rationnellement une action violente contre l'État.

Revenons aux activités violentes des groupes d'extrême gauche : «Mais cette violence devient terroriste quand ils cherchent à centraliser ces actions, à les rendre permanentes, à organiser politiquement ce qui ne peut l'être», écrit Jacques Wajnsztein.

Un nouvel élément est ici introduit : la centralisation et la permanence de l'action signeraient le passage au terrorisme (donc, on le suppose, à une activité vaine, voire néfaste) : «Ils définissent alors des règles strictes de production de cette violence et transforment la révolte en une simple activité de l'ordre du militaire.»

Mais comment imaginer qu'un appareil d'État solide et pluricentenaire se laisse attaquer sans réagir, et sans obliger ainsi ses attaquants à eux-mêmes s'organiser en une contre-société secrète, hiérarchisée et militariste ?

«L'organisation de la violence accapare ainsi toute l'énergie de la révolte primitive.» Bien sûr. Mais cela était prévisible dès le départ et c'est accorder bien de la naïveté aux tenants de cette «révolte primitive» que de penser qu'ils n'avaient pas pensé aux conséquences de leurs actions.

«Cette difficulté à rompre avec les anciennes représentations apparaît bien dans la spectacularisation que l'État, par l'intermédiaire des médias, tente d'imposer aux terroristes.» Là aussi l'auteur prête aux terroristes d'extrême gauche une inexpérience exceptionnelle, comme si ces derniers ignoraient totalement les règles du monde dans lequel ils vivent et n'avaient pas l'intention d'en jouer.

«Le terrorisme déjà accusé, par la gauche et l'extrême gauche réunies, de servir seulement à museler les luttes ouvrières, sert aussi indirectement à revitaliser l'idéologie de l'Etat.»

Si l'auteur a raison de souligner que l'État n'a nullement besoin des petits groupes terroristes pour «museler les luttes ouvrières», il ne nous explique pas en quoi les individus dont il admire la révolte ont aidé en quoi que ce soit les luttes ouvrières ou les luttes des exploités en général. Mais évidemment si la révolte se justifie en elle-même, sans perspective historique, sans stratégie nécessaire, peut-être la solidarité avec les révoltés et la prise de risques physiques se suffisent-elles à elles-mêmes ?

Nouvelles nuances mais difficultés identiques

Dans son introduction de 2010 à *Individu, révolte et terrorisme*, Jacques Wajnsztein apporte les précisions suivantes :

«Avec le recul, et le développement de nouvelles formes de terrorisme, il me semble que ce terme générique de “ terrorisme ” censé recouvrir toutes les

formes armées de violence sociale et politique non étatique n'est plus opérant et cela pour deux raisons opposées :

- premièrement parce que d'un côté des groupes de plus en plus nombreux se positionnent et agissent comme autant de " petits Léviathans " en puissance pour reprendre une expression d'Oreste Scalzone. On peut dire que tous luttent pour une Cause qui leur est extérieure et les domine, d'où leur comportement souvent sacrificiel ;

- deuxièmement, parce que les attaques contre la société du capital ont actuellement perdu le caractère de masse qu'elles avaient pu atteindre dans les années 65-75 (mouvement extra-parlementaire allemand et violence diffuse en Italie) et sur lequel pouvaient venir se greffer des pratiques de lutte armée. Aujourd'hui, elles ne revêtent, au mieux, qu'un caractère de " résistance " qui permet justement aux différents pouvoirs de les isoler dans la forme " terroriste ", en criminalisant les modes d'action illégaux même s'ils demeurent peu violents, comme le sont, par exemple aujourd'hui, les blocages devant les établissements scolaires ou certaines actions au sein des universités ou entreprises (séquestrations, destruction de matériel). À partir du moment où il devient clair que c'est la société du capital qui domine l'usage de ces mots, il devient nécessaire, au minimum de les préciser. Aujourd'hui, il faut le dire, les seules actions armées sont celles qui visent à " terroriser " les populations. Or, elles sont de nature nationaliste, religieuse/communautariste ou directement produites par des États constitués et non plus des actions visant à une subversion sociale de l'ordre existant.»

Les précisions qu'apporte l'auteur posent tout autant de problèmes que son analyse antérieure. Jacques Wajnsztein continue à penser que les années 60-70 auraient été le «dernier assaut révolutionnaire de notre époque». C'est peut-être de cette affirmation péremptoire (et commune à presque tous les groupes d'extrême gauche ou ultragauches) que la discussion devrait partir.

Dans son *Histoire des révolutions* (2006, Points Seuil 2010) Martin Malia considère (en schématisant sa pensée) que les seules révolutions possibles, «réalistes», réalisables, sont les révolutions bourgeoises. Sans adopter cette hypothèse extrême, et bien décourageante pour des individus ou des organisations qui prônent encore la révolution sociale au XXI^e siècle, on est bien obligé, si bien sûr on n'a aucune illusion sur le léninisme et le stalinisme, de constater que les révolutions «prolétariennes» ont toutes été défaites au XX^e siècle, qu'il s'agisse des révolutions russes (1905/1917) ou de la révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956.

Soucieux de donner de l'épaisseur à cette notion de vagues révolutionnaires, ou plus exactement de «cycle des révolutions», Jacques Wajnsztein écrit :

«Il nous faut redire que les mouvements de lutte armée ont constitué des moments de la lutte à l'intérieur de ce qu'on pourrait appeler le cycle des révolutions du XX^e siècle. C'est particulièrement net pour le processus enclen-

ché en Italie à partir de la fin des années 60 et qui va s'étendre jusqu'au milieu des années 80. La lutte armée s'inscrit donc dans une tradition révolutionnaire qui prend son essor avec la "propagande par le fait" des anarchistes à la fin du XIX^e siècle, le sabotage et le syndicalisme d'action directe du début du XX^e, les expropriations et prises sur le tas en Espagne dans les années 20-30 ainsi que les multiples actions terroristes d'Ascaso et Durruti, les milices armées de Max Holz en Allemagne 1920 et 1921.»

La Fraction Armée Rouge, les Brigades rouges, et Action directe (créées respectivement en 1968, 1970 et 1979) sont nées –du moins pour les deux premières d'entre elles – dans le cadre d'une période riche en grèves dures, longues et variées. Si, au départ, ces groupes se sont attaqués à des bâtiments civils ou à des installations militaires plutôt qu'à des personnes, s'ils ont d'abord pratiqué ce qu'ils appelaient une «propagande armée», ils ont dû affronter une répression impitoyable quand ils ont commencé à pratiquer l'assassinat politique, c'est-à-dire en 1977 pour la RAF (rappelons que Holger Meins mourut en novembre 1974 après plusieurs semaines de grève de la faim en prison et que, en mai 1976, Ulrike Meinhof fut retrouvée «pendue» dans une cellule d'isolement sensoriel total). Pour obtenir la libération de ses membres emprisonnés, la RAF enleva Hans Martin Shleyer, un grand patron, le 5 septembre 1977 et, le 18 octobre, le gouvernement allemand annonça la mort par «suicide» d'Andreas Baader, Gudrun Ensslin, et Jan-Carl Jaspe, très probablement assassinés.

Pour les Brigades rouges, c'est à partir de 1974 qu'elles sont créditées d'assassinats politiques par la «justice» italienne, le plus célèbre d'entre eux étant celui d'Aldo Moro en 1978, ce qui montre la coïncidence entre le recul des luttes et la montée de la lutte armée sous sa forme homicide.

En dehors de cet affrontement inégal et suicidaire entre des groupuscules de quelques dizaines ou de quelques centaines de militants armés et les Etats allemand, italien et français, affrontement qu'on ne peut absolument pas qualifier d'«assaut révolutionnaire», on ne voit pas dans quel pays d'Europe, ou même du monde, les travailleurs auraient formé des conseils ouvriers, des soviets, des comités de travailleurs, peu importe le nom, pour prendre en main les usines et les bureaux, ou auraient formé des milices ouvrières pour détruire l'Etat. En clair, où y a-t-il eu une période de double pouvoir en Europe dans les années 1960/70 ?

Le seul pays (jamais mentionné à ma connaissance par *Temps critiques* et par la plupart des ultragauches ou des extrême-gauchistes de toute tendance) où un pourcentage significatif des usines ont été reprises en main par les travailleurs en 1974-1975, c'est le Portugal. Et encore s'agissait-il plus d'une mesure défensive (assurer l'emploi et un revenu) que d'une mesure offensive (commencer à s'appropriier les usines pour exproprier toute la classe capitaliste), même si les discussions politiques au sein des commissions de travail-

leurs montrent que les travailleurs portugais se posaient des questions politiques fondamentales (Le journal *Combate*, dont les interviews de travailleurs de toutes tendances reflétaient ces discussions, n'a malheureusement jamais été traduit en français, mais on peut trouver les textes en portugais sur Internet, et une analyse excellente dans *Portugal l'autre combat* publié par les Editions Spartacus).

Parler d'une «offensive révolutionnaire déclenchée par les mouvements radicaux des années 60/70» me semble donc, jusqu'à preuve du contraire, se payer de mots.

Décidé à tout prix à accorder un label «révolutionnaire» aux petits groupes d'extrême gauche qui ont pratiqué la lutte armée, et soucieux de renforcer sa thèse d'une vague révolutionnaire, Jacques Wajnsztein, en voulant critiquer les théories du complot (selon lesquelles ces groupes étaient entièrement manipulés par les services secrets), défend, dans son introduction de 2010 à *Individu, révolte et terrorisme*, deux positions qui nous semblent particulièrement fragiles, pour ne pas dire fausses :

- d'une part, il assimile les «dissociés» italiens (ceux qui ont reconnu publiquement que la lutte armée était une erreur politique grave, mais n'ont dénoncé personne) aux repentis (ceux qui ont vendu leurs camarades contre une réduction de peine). Cette affirmation est cohérente avec sa croyance en l'idée qu'il y aurait eu une «vague révolutionnaire» dans les années 1960-1970 mais elle me semble calomniatrice pour les dissociés, en particulier ceux de Prima Linea qui se sont dissociés collectivement. Une telle position a surtout pour effet involontaire (ou pour fonction délibérée chez certains) d'empêcher tout bilan politique de cette période, sous prétexte que ceux qui tentent de reconnaître leurs erreurs politiques commises durant les années 1960/70 seraient automatiquement des ennemis de classe, ou renforceraient l'Etat italien et sa répression ;

- d'autre part, il refuse d'évoquer sérieusement les liens qui ont pu exister entre les terroristes de la RAF et l'Allemagne de l'Est stalinienne, en réduisant la question à sa dimension anecdotique (dans le passé, il y a toujours eu quelques provocateurs ou indicateurs dans les organisations révolutionnaires, y compris dans leur direction, cela ne changeait rien à leur nature). Malheureusement on peut, et on doit même, se demander pourquoi, si les militants de la RAF étaient autant opposés à la bourgeoisie de RFA qu'à la bureaucratie stalinienne de la RDA, cette dernière les a-t-elle accueillis à bras ouverts jusqu'à la chute du Mur ? Plus largement on peut se demander pourquoi certains groupes d'extrême gauche qui ont pratiqué la lutte armée (ou ont simplement envisagé de la pratiquer) ont-ils noué des relations avec des mouvements et des Etats nationalistes du tiers monde, mouvements et Etats dont la nature contre-révolutionnaire était évidente, déjà à l'époque ? Aller recevoir une formation militaire en Lybie, à Cuba ou dans la plaine de la Bekaa au Liban n'avait en effet rien de politiquement neutre.

Mais revenons à *Individu, révolte et terrorisme*.

Un changement de période historique ?

Après avoir décrit les éléments fondamentaux de son analyse du terrorisme, Jacques Wajnsztein se lance dans un assez long détour pour expliquer en quoi il se réclame toujours du communisme de Marx, tout en considérant que les analyses du Grand Karl ne s'appliqueraient plus à la société actuelle. Il est difficile, dans le cadre de cet article, de restituer tout le raisonnement de l'auteur. Signalons que pour Jacques Wajnsztein le prolétariat en tant que classe aurait actuellement disparu et aurait été remplacé par ce qu'il appelle des «individus-prolétaires». Curieusement l'auteur s'intéresse uniquement aux pays capitalistes avancés sans nous fournir beaucoup de statistiques ni sur le salariat ni sur la classe ouvrière proprement dite. Il passe sous silence le développement fantastique de la classe ouvrière dans des pays comme la Chine, l'Inde, le Pakistan ou le Brésil. Si, en 1988, ce développement était peut-être moins évident qu'aujourd'hui rappelons quand même qu'en 1972 Simon Rubak avait déjà publié, aux éditions Spartacus, un petit livre au titre prémonitoire : *La classe ouvrière est en expansion permanente, contrairement à des sophismes trop répandus*.

Pour Jacques Wajnsztein, les nouveaux sujets de la révolte sont apparemment les «jeunes qui (...) pratiquent l'art de la débrouille : absentéisme, turnover, petits boulots, travail au noir ; pour eux pas question de s'affirmer en tant qu'ouvrier : leur vie n'est pas à l'usine, le temps de travail est un temps intégralement perdu». Ces individus révoltés se caractérisent par le «mépris de toutes les formes de travail», la «réactivation d'activités anciennes (artisanat) ou «alternatives» («bio»)), le «désinvestissement par rapport au travail» et le «développement d'activités de substitution (vaguement artistiques, bricolage, etc.)»

Jacques Wajnsztein a raison de souligner que la classe ouvrière occidentale a profondément changé depuis les années 60 ; que ses rangs sont beaucoup moins compacts et encadrés depuis maintenant quarante ans ; que l'on a assisté à un processus d'«individualisation» forcenée, de fragmentation des travailleurs. Dans une telle situation il est extrêmement difficile de savoir quand – et si – une nouvelle unification consécutive des luttes des prolétaires est possible. Mais lorsqu'il décrit toutes les activités de refus du travail auxquels se livrent (ou sont condamnés) les nouveaux arrivés sur le marché du travail (voire ceux qui se font jeter des entreprises à 40 ou 50 ans), on ne voit guère comment de ces intérimaires, de ces précaires permanents, pour ne pas parler des SDF, pourrait surgir la moindre conscience et organisation collective solide, permettant de dégager la perspective d'une révolution sociale.

Dans les pays occidentaux, les entreprises (qu'il s'agisse d'usines dont la taille ne cesse de diminuer, de sociétés de services ou d'administrations) existent toujours et ne sont pas en voie de disparition totale et définitive. Pas plus

que les quartiers populaires, même si ceux-ci n'ont rien à voir avec les cités ouvrières qui s'étaient développées depuis la fin du XIX^e siècle, où la majorité des habitants disposaient d'un travail dans une entreprise de taille respectable.

Mais, encore une fois, on saisit mal comment des travailleurs à domicile, des intérimaires, des chômeurs, etc., pourraient s'organiser (probablement sur une base locale) et avoir le même poids économique et politique que ceux qui font partie des *garantiti* comme on dit en italien, ceux qui ont un emploi garanti soit par leur statut de fonctionnaires ou assimilés, soit par un CDI dans des entreprises ayant les reins solides – ou pas.

Mais comme Jacques Wajnsztein s'interdit cette perspective, on comprend mieux alors sa fascination, et celle des rédacteurs de *Temps critiques*, pour les différents groupes qui ont pratiqué la lutte armée, délibérément ou à leur corps défendant, ou bien pour les groupes qui ont pratiqué à une échelle de masse les autoréductions dans les transports, les occupations de logements, les interventions armées dans les supermarchés, etc.

Quelle qu'ait été l'ampleur de ces mouvements en Italie [et elle n'avait rien de groupusculaire ou d'anecdotique (3)], il est difficile de croire que ceux qui en ont été à l'initiative ignoraient que des dizaines de milliers de gens ne pourraient pas, pendant des mois, refuser de payer leurs loyers, remplir gratuitement leurs caddies au supermarché, payer des tarifs réduits dans les transports en commun, etc., sans que la répression se déchaîne contre eux. Et comment ils pouvaient ignorer que la protection armée de telles actions de base enclencherait une spirale répressive dont l'issue ne pouvait être que militaire.

Face à la répression de l'Etat contre eux, on peut et on doit certes être solidaires – sans ménager pour autant nos critiques politiques – de ces camarades qui ont tenté d'accélérer le cours de l'Histoire (mais pour Jacques Wajnsztein et *Temps critiques*, l'Histoire a-t-elle encore un sens ?), mais on ne peut en même temps fermer les yeux sur les schémas simplistes qu'ils avaient dans la tête : une Résistance armée minoritaire mais populaire allait provoquer la répression de l'État, forçant ainsi la masse des exploités à faire le grand saut et à prendre les armes. Ou pire : un «Parti communiste combattant» allait rapidement se créer sous leur direction et prendre le pouvoir par un coup d'Etat habilement mené.

On ne peut pas non plus fermer les yeux sur la religion de la violence que partageaient ces groupes. Et lorsque Jacques Wajnsztein affirme que les militants de la RAF ou des BR étaient les seuls à envisager de payer personnellement le prix pour leurs actions et pour leurs idées, on ne peut s'empêcher d'entendre quelque chose du genre : «Ces mecs (et ces femmes dans le cas de la RAF) avaient un sacré courage physique et n'hésitaient pas à risquer leur peau.» Sans aucun doute. Malheureusement ce courage et cette détermination indéniables (il n'est que de voir combien de militants de la RAF ou d'Action directe sont morts en prison ou ont subi des séquelles ineffaçables de leur em-

prisonnement), aussi admirables soient-ils sur le plan du courage individuel, ne remplacent pas une réflexion politique novatrice et surtout l'auto-organisation des masses.

«De Spartacus à aujourd'hui...»

Ce que Jacques Wajnsztein et l'équipe de *Temps critiques* mettent utilement en évidence, de façon différenciée mais souvent convergente, c'est la difficulté d'envisager les formes d'une véritable révolution sociale aujourd'hui, surtout lorsqu'on ne croit plus à la théorie du Parti omniscient qui mènera les masses à la victoire militaire ; qu'on considère qu'une «guerre d'accumulation» n'est ni possible ni souhaitable puisqu'elle aboutirait forcément à la bureaucratisation avant même le Grand Soir ; et qu'enfin l'on pense que les classes sociales sont en pleine dissolution, et que donc le prolétariat n'est plus à même de jouer un rôle significatif dans la future révolution sociale.

Mais, si le seul élément de référence est l'individu et sa révolte contre l'oppression et l'exploitation, pourquoi donc s'accrocher à la référence à la classe ouvrière à certaines périodes de l'histoire du capitalisme ? Si la classe ouvrière est en voie de disparition à l'échelle mondiale, pourquoi se soucier encore des dernières manifestations de son rôle social ?

Si finalement ce qui compte le plus c'est la révolte brute, pure, «primitive», de l'individu et ses formes d'expression violentes, pourquoi s'embarrasser des références à Marx, des analyses économiques et sociologiques, des comparaisons historiques ?

On sent dans les textes de Jacques Wajnsztein une tension permanente entre, d'un côté, une révérence profonde mais plutôt nostalgique vis-à-vis de Marx et du vieux mouvement ouvrier (grosso modo jusque dans les années 20 pour les tendances les plus radicales du mouvement communiste ou anarchiste), révérence qui implique de prendre au sérieux, quitte à les critiquer, les analyses marxistes classiques des classes sociales, du capitalisme et de l'impérialisme ; et, de l'autre, la volonté de «jeter le bébé avec l'eau du bain», de revenir à ce qui ressemble, faute de trouver un terme plus adéquat, à un anarchisme (ce concept n'ayant, pour moi, aucun caractère méprisant ou péjoratif) qui fait l'apologie de l'action directe, de la rébellion pure, non pas tant par conviction de son efficacité mais par... désespoir. (Un désespoir qui peut d'ailleurs avoir une certaine résonance chez les jeunes révoltés d'aujourd'hui, «individus prolétaires», qui voient le chômage augmenter, les périls ou les catastrophes écologiques se multiplier, et auquel les sociologues et les économistes réformistes annoncent dès aujourd'hui qu'ils vivront plus mal que leurs parents, que ceux-ci soient ouvriers ou petits-bourgeois...)

Cette tension, cette contradiction qui habite Jacques Wajnsztein, le fait osciller entre un respect pour les catégories marxistes utilisées dans l'analyse des rapports de production (ce qu'on appelle par facilité, et à tort,

l'«économie»), et la volonté de faire table rase de toute la réflexion et l'action de Marx et des marxistes sur le plan de la lutte politique : revendications démocratiques, formation de partis et de syndicats, activité parlementaire pour les réformes, luttes de libération nationale, etc.

C'est pourquoi sur le terrain politique, et notamment de l'analyse du terrorisme, Jacques Wajnsztein semble revenir à une position qu'il est difficile de qualifier autrement que d'anarchiste, voire de prémarxiste, pour laquelle l'Etat, étant l'ennemi absolu («L'Etat n'est pas devenu ou redevenu autoritaire, il est devenu total comme le capital» ; «l'Etat n'a plus d'ennemi intérieur déclaré» ; cela l'amène «à ne plus respecter certaines règles du jeu démocratique traditionnel, afin de tester la conformité de chacun à ce point de vue d'ensemble», écrit-il dans son introduction de 2010 à *Individu, révolte et terrorisme*), aucune médiation n'est possible entre l'Etat bourgeois et le communisme intégral.

On comprend la méfiance de Jacques Wajnsztein vis-à-vis des théorisations et surtout de l'expérience de la Troisième Internationale sur les questions ci-dessus évoquées, mais *Temps critiques* ne semble pas avoir trouvé beaucoup mieux pour le moment, sur le terrain des luttes politiques, qu'une défiance radicale vis-à-vis de l'Etat et de toutes les médiations qu'il offre, du moins dans les démocraties bourgeoises.

Les textes de *Temps critiques* expriment une solidarité radicale, et parfaitement justifiée, avec toutes les révoltes contre l'Etat. En cela les collaborateurs de cette revue reprennent à leur compte une très ancienne et saine tradition du mouvement ouvrier, tradition régulièrement foulée aux pieds par les organisations d'extrême gauche en quête de respectabilité électorale.

Mais la lucidité de *Temps critiques* face au manque total de perspectives des luttes depuis le milieu des années 70, lucidité qui tranche avec l'autosatisfaction permanente de l'extrême gauche ; le refus de cette revue de nous servir les «discours automatiques» que l'on retrouve jusqu'à la nausée dans la presse de la gauche «radicale» ; sa volonté d'explorer de nouvelles pistes pour renouveler l'analyse des modifications intervenues dans le fonctionnement du capitalisme, des classes sociales et des luttes des exploités, ces différents éléments semblent la conduire vers une illusion très ancienne : celle du communisme-tout-de-suite.

Cette posture n'est malheureusement pas plus innovatrice que les «analyses» préfabriquées de ceux qui croient qu'ils planifieront à nouveau l'insurrection militaire d'Octobre ou fomenteront l'autogestion en s'appuyant sur de nouveaux syndicats anarchosyndicalistes, quand ils ne prônent pas un hypothétique municipalisme «libertaire» en draguant les partisans de la «démocratie participative» chère aux altermondialistes (4).

La posture de Jacques Wajnsztein se rapproche parfois d'une réflexion assez atemporelle (le capitalisme est un régime d'exploitation inadmissible, ce qui légitime toute révolte contre lui ; il écrit ainsi dans son introduction de

2010 à *Individu, révolte et terrorisme* : « nous pensons que la révolte reste une sorte d'invariant de l'histoire de l'humanité. De Spartacus à aujourd'hui, les raisons de la révolte ne manquent pas »), aux accents philosophiques généreux mais plutôt catastrophistes.

Communisation immédiate ou barbarie ?

On n'est pas très loin de l'éternelle alternative «socialisme ou barbarie» (dans le cas de Jacques Wajnsztein ce serait plutôt «communisation immédiate ou barbarie»). Cette alternative est régulièrement recyclée depuis Marx, sous des formes diverses, des écologistes radicaux aux libertaires fascinés par les théories «primitivistes» ou «anti-industrielles» en passant par les trotskystes, ou les néotrotskystes, qui dénoncent la «putréfaction» et la «décomposition» du capitalisme dont les forces productives auraient «cessé de croître», ou ceux qui assimilaient hier la guerre froide à l'anéantissement de l'humanité par l'arme atomique, aujourd'hui la démocratie bourgeoise au fascisme ou au nazisme, etc. Comme si les «révolutionnaires» avaient toujours besoin de faire peur, de dresser des perspectives sinistres voire apocalyptiques, pour convaincre les gens de se mobiliser pour de justes causes... ou pour s'en convaincre eux-mêmes.

Ainsi, la thèse de la «démocratie totalitaire» – évoquée par Jacques Wajnsztein et empruntée à l'Ecole de Francfort – converge dangereusement avec des analyses très répandues dans les milieux libertaires sur le «totalitarisme rampant» (ou «soft») dans toutes les démocraties bourgeoises, «totalitarisme» qui s'incarnerait dans des juridictions comme la loi Perben ou le Patriot Act de G.W. Bush. Dans le numéro spécial du 22 décembre 2006 du *Monde libertaire*, Larry Portis n'hésite pas à parler de «fascisation «des Etats-Unis depuis les années 20 et à voir en Bush (tout comme d'ailleurs Jacques Julliard du *Nouvel Observateur* [5]), un éventuel fourrier du fascisme !!!

L'emploi de l'épouvantail «fasciste» ou «totalitaire» a, peut-être, des vertus pédagogiques aux yeux de certains, mais il ressort d'un argumentaire manipulateur et contraire à la perception de la réalité par l'immense majorité des êtres humains.

Comparer l'Allemagne de Hitler avec celle de Helmut Schmidt, de Helmut Kohl ou de Gerhard Schröder, l'Italie de Cossiga, Aldo Moro ou Berlusconi avec celle de Mussolini, la France de Pétain à celle du général De Gaulle ou de Nicolas Sarkozy, ne peut que pousser des militants sincèrement révoltés à des actions désespérées. Et c'est bien ce qui est arrivé aux quelques dizaines de membres de la Fraction Armée Rouge, des Brigades Rouges voire d'Action Directe. (De même qu'établir des parallèles entre Hitler, Sharon et Bush, comme le proclament nombre de pancartes dans les manifestations à propos de la Palestine ou de l'Irak, ne fait pas avancer d'un iota la compréhension du fonctionnement de l'impérialisme américain et du colonialisme israélien.)

Jacques Wajnsztejn ne tombe heureusement pas dans des panneaux aussi grossiers que ceux tendus par les vieux crabes nationalistes, étatistes et tiers-mondistes, ou ces libertaires qui voient le fascisme avancer masqué derrière toute publicité ou toute incitation à la «consommation», mais son penchant pour la thèse de la «démocratie totalitaire» établit des passerelles possibles avec la propagande gaucho-simpliste, écolo-simpliste ou anarcho-simpliste.

Dans les circonstances actuelles, cette propagande est amplifiée et dramatisée par ce qu'on pourrait appeler «l'antisarkozysme primaire», relayé par toutes sortes de chansonniers et de comiques populaires ; cet antisarkozysme (qui personnalise à l'excès des problèmes dont la solution ne se réduit pas à un simple changement de monarque ou à un exercice plus «digne» de la fonction présidentielle) se répand à toute vitesse avec la permanence de la crise et l'accroissement des difficultés des travailleurs en France – d'autant plus qu'il sert les intérêts boutiquiers du PS, des écologistes, du PCF et du Parti de gauche.

Conscient de ce piège d'ailleurs, Jacques Wajnsztejn nous livre, dans son introduction de 2010 à Individu, révolte et terrorisme, des réflexions très justes : «Ainsi, certains sont enclins à voir dans toutes les actions de l'État, une tendance politique vers la droitisation à travers l'arrivée au pouvoir de gouvernements populistes (Berlusconi, Haider, Sarkozy). Les caractéristiques autoritaires de l'État contemporain sont alors assimilées à une fascisation rampante comme le montrent divers appels à la “résistance” ou au retour à une forme de vichysme. On est alors dans la plus grande confusion quand la multiplication des “bavures” est mise sur le même plan qu'une volonté d'anéantir un mouvement social... qui n'existe pas ou bien lorsque la moindre action directe se présente comme lutte sociale. Cela engendre deux erreurs de taille car elles inversent le processus réel. Tout d'abord, l'État est pensé comme tout-puissant alors que son raidissement est plutôt une preuve de sa faiblesse (en France l'État-nation est en crise profonde et en Italie il n'arrive jamais à se stabiliser) et en second lieu, la lutte sociale est présentée comme toujours potentiellement forte alors même que la notion de mouvement social est plus que jamais indéterminée.»

On ne peut que regretter que la lucidité actuelle de Jacques Wajnsztejn ne s'applique pas davantage à l'analyse des luttes de masse des années 1960 et 70 et du terrorisme d'extrême gauche, voire même à la précédente «vague révolutionnaire» des années 1920, qu'il faudrait aussi réanalyser en profondeur en ne s'en tenant pas simplement à la version des acteurs les plus radicaux, aussi réconfortante soit-elle pour nos espoirs d'une révolution sociale.

Y.C., avril 2010

Notes

1. Pour ceux qui souhaiteraient lire Bordiga trois solutions :

– s’adresser à un militant du Parti communiste international (ce qui n’est pas facile à trouver) ou à la Librairie La Brèche où l’on pourra dénicher un certain nombre de textes de Bordiga publiés par le PCI et le plus souvent anonymes (rassurez-vous : en recoupant avec Internet on arrive à savoir lesquels sont de Bordiga !);

– aux Éditions Spartacus 8 impasse Crozatier 75012 Paris - Mail : <http://www.atheles.org/spartacus/page/> correspondance@editions-spartacus.fr

– ou explorer des sites comme <http://www.ica-net.it/quinterna/> de la revue n + 1, le plus complet apparemment en italien ; <http://www.sinistra.net>, archives en plusieurs langues dont le français, ou http://classiques.uqac.ca/classiques/bordiga_amedeo/histoire_gauche_com_I/HGC_t_I.html).

En italien, des œuvres complètes étaient en cours de préparation mais l’éditeur (Graphos) étant devenu négationniste, le projet s’est arrêté aux années 1911-1926.

2. Si l’on consulte les écrits d’Ulrike Meinhof (cf. par exemple le site de la revue Front social) on est sidéré par le schématisme des analyses de cette militante de la Fraction armée rouge, qui se caractérise par un antiaméricanisme primaire, une exaltation acritique des luttes de libération nationale et l’assimilation de la démocratie bourgeoise au fascisme. Si Ulrike Meinhof avait vécu dans un petit bled paumé au fin de l’Ethiopie ou du Soudan, où elle n’aurait eu accès qu’à une feuille de chou stalinienne introduite en contrebande ou à des traductions falsifiées des écrits de Marx, Engels ou Lénine, on pourrait essayer de comprendre ses positions et de les mettre sur le compte d’une ignorance tout à fait pardnable.

Mais elle vivait en Allemagne dans un pays à l’histoire politique extrêmement riche, où elle disposait de tous les moyens de prendre connaissance des différents courants du mouvement ouvrier allemand, hollandais, anglais, américain, russe, italien, français, etc., et de leurs débats théoriques depuis un siècle.

On suppose donc qu’elle ne défendait pas ces positions par ignorance, mais par choix, tout comme aujourd’hui, dans un tout autre registre, les trotskystes britanniques du SWP qui n’avaient aucune illusion sur les mouvements de libération nationale dans les années 60, discutent tranquillement avec des représentants irakiens de l’Armée du Mahdi au Liban, font l’éloge du Hamas et mènent campagne en faveur de Tariq Ramadan. Il s’agit de choix politiques qui ne peuvent être «excusés» par un quelconque manque d’informations.

3. Yann Moulier-Boutang et Pierre Rival *Les Autoréductions : Grèves d’usagers et luttes de classes en France et en Italie (1972-1976)*, Christian Bourgois, 1976.

4. C’est ainsi que, dans son introduction à *Pour un municipalisme libertaire* de Murray Bookchin, (Atelier de création libertaire, 2003) Mimo Puccarelli

écrit à propos de ce texte : «Un des éléments intéressants que l'on peut en retenir c'est sans doute la possibilité de faire vivre un municipalisme libertaire en agissant dans les quartiers, dans les petites villes, c'est-à-dire à une échelle 'humaine' ou horizontale, mais c'est aussi l'esquisse d'une sorte de fédéralisme des groupes et des activités vivant dans ces municipalités.» Après le «socialisme à visage humain», voilà l'«anarchisme à visage «humain... et municipal» ! Décidément, plus on avance dans le XXI^e siècle, plus les «révolutionnaires», privés de boussole et de sextant politiques, raffolent des pâtisseries rances de la vieille social-démocratie.

Le coup du «municipalisme», on nous l'a déjà fait, en France notamment, et il y a plus d'un siècle, avec les brillants résultats que l'on sait. Bookchin réinvente l'eau chaude...et Puccarelli rajoute un peu de savon liquide pour faire de jolies bulles libertaires. Mais il faut dire, à leur décharge, qu'ils sont en bonne compagnie : Lutte ouvrière a consacré toute une brochure pour défendre la «démocratie communale» ; quant au Parti des travailleurs, c'est son pain quotidien...

5. Une première version de ce texte, restée inédite, avait été écrite en avril 2007, raison pour laquelle y figurent ces références à des articles écrits il y a trois ans par Larry Portis et Jacques Julliard...

Le communisme, une médiation ?

À partir d'un commentaire
d'Yves Coleman

Dans son commentaire* de la préface à la seconde édition du livre de Jacques Wajnsztein, *Individu, révolte et terrorisme* (L'Harmattan, 2010), Yves Coleman présente sommairement au lecteur les principales thèses de la revue *Temps critiques*. Il souligne la «lucidité» des auteurs pour tenter d'analyser les caractéristiques du capitalisme contemporain autrement qu'en référence au programme communiste classique, mais il «regrette» que ceux-ci versent soit dans un anarchisme anti-étatique qui n'exprime rien d'autre que le «désespoir» ou le nihilisme de «l'action directe», soit dans la vieille alternative du «Socialisme ou Barbarie ?», qui, dans la version *Temps critiques*, deviendrait «Communisation ou Barbarie ?». Cette dernière tendance semble d'ailleurs la plus critiquable aux yeux d'Yves Coleman puisqu'il titre son texte «*Temps critiques* ou le communisme-tout-de-suite».

Voyons tout d'abord le premier point :

I. Sur la question de la lutte armée et plus généralement du niveau de violence des luttes

Dans *De la violence politique*, compilation de textes de sa revue *Ni patrie, ni frontières*, n° 4, 2009, Yves Coleman (YC pas la suite) semble distinguer le niveau de légitimité de la violence principalement en fonction du caractère de masse ou non de celle-ci, une distinction qui est justement celle établie par toutes les organisations «de masse» dont on sait (domination sans partage du stalinisme et du syndicalisme aidant) quel rôle elles ont joué dans l'écrasement des tentatives de subvertir ce monde. La critique de l'«l'idéologie du petit groupe révolutionnaire» (p. 143, article de *Combat communiste* de 1977, auquel YC a participé) se fait au nom d'une violence «vraie» à attendre de la classe ouvrière organisée¹. Cette critique ne pose pas la question de savoir pourquoi cette dernière ne s'est par exemple pas manifestée dans l'Italie des années 60-70 alors que certaines conditions objectives et subjectives étaient réunies, en tout cas plus qu'ailleurs. La critique des petits groupes de lutte armée devient alors purement formelle ou principielle puisqu'il n'y a pas eu d'alternative et la faute semble en incomber au PCI. Cela n'a pas été un mauvais choix de la part de ces groupes mais un choix. Le simple fait de relever cela et d'essayer de l'expliquer, comme le fait Jacques Wajnsztein (JW) dans sa préface à la seconde édition d'*Individu, révolte et*

terrorisme, devient alors pour YC un soutien ou une apologie de ces groupes. Dans cette mesure et en défendant ses arguments, JW semblerait alors effectivement soutenir ces groupes. Il faut sortir de ce genre de polémique dans laquelle on juge tout avec les yeux d'aujourd'hui. Ainsi, dans *Combat Communiste* des années 70, revue à laquelle participe YC, il n'est pas du tout fait état des liens entre la RAF et la Stasi. La critique doit-elle se baser sur des révélations postérieures des archives de la Stasi dont certaines contiennent des éléments de contre-information et de contre-espionnage ? Nous disons non, d'autant que, la plupart du temps, ces documents concernent la deuxième ou troisième «génération» de l'organisation alors que les éléments de la première sont déjà tous morts ou en prison (c'est le cas pour la RAF de Baader-Meinhof) et pour les BR de Curcio-Franceschini). Si on continue de lire *Combat Communiste* de l'époque on s'aperçoit que le n° 31 accorde quasiment son soutien à la RAF face aux arguments débiles des groupes gauchistes en relevant les caractères particulièrement formels de la démocratie allemande. Le titre est explicite : «Le vrai terrorisme c'est celui de l'État²».

Or aujourd'hui, YC reproche à *Temps critiques* une analyse en termes de démocratie autoritaire, laquelle empêcherait d'utiliser toutes les médiations possibles laissées par les libertés bourgeoises³ ! Et *Combat Communiste* de demander en fin de texte la libération de tous les prisonniers et la levée de la mesure d'extradition contre l'avocat Klaus Croissant (convaincu aujourd'hui d'être un agent de la Stasi !). Ah, Yves, si à l'époque tu avais été un auditeur de la radio «libre» *Free Europe* que d'erreurs auraient été évitées ! De la même façon nous demandons aujourd'hui les libérations de Persichetti et des deux Allemands arrêtés dernièrement en France comme celle de Battisti que le dissocié (non repent pour toi) Sergio Segio continue de poursuivre de sa vindicte dans tous les journaux «bourgeois» parce qu'il n'aurait pas payé sa dette !

Quelle évolution, Yves, au regard de ce que nous étions il y a trente ans ! Nous n'allons pas faire dans la psychologie, mais il nous semble qu'il y a un problème avec toute cette période. De fait, tu nies son importance ou pour le moins tu te refuses à en faire un événement. Ta méfiance vis-à-vis de tout ce qui touche à Mai 68 en est une première manifestation. Ensuite, il y a, comme JW te l'a déjà dit dans sa réponse à ton intervention sur opéraïsme et stalinisme, un problème avec l'Italie. Il semble que dans les deux cas, ces événements ont brouillé tes repères théoriques et que tu ne t'y retrouves pas. À partir de là, tu les minimises. À l'inverse, nous les considérons comme un élément central de notre réflexion d'aujourd'hui. En fait, les positions se sont inversées : à l'époque, en France nous étions, par exemple, très peu enthousiastes par rapport à ce qui se passait en RFA parce que nous avions fait la critique de l'anti-impérialisme et que nous n'étions pas encore coupés de la classe et donc peu disposés à nous lancer à couper le fil historique des luttes prolétariennes et à chercher un nouveau sujet⁴ de la révolution (ce sont surtout

les «autonomes» qui ont soutenu «la bande à Baader et non les anarchistes et l'ultra-gauche et encore moins les situationnistes), peu enthousiastes par rapport à ce qui se passait en Italie parce que cela nous semblait participer des luttes du passé et que nous ne comprenions pas vraiment les luttes pour le salaire politique. Ce n'est qu'avec 1977 que nous avons fait une première réinterprétation de la situation.

Dès lors, il nous faut distinguer plusieurs choses :

- Premièrement, il faut distinguer le livre de JW et la revue *Temps critiques*. Si son livre a été l'un des points de regroupement pour créer la revue, cette dernière n'a jamais eu de position univoque sur la question. Si on veut faire simple, on peut y distinguer au moins trois positions. Celle de JW et de JG sur le lien entre révolte et lutte armée et sur la nécessité de comprendre ce phénomène en rapport avec une analyse commune de la crise des antagonismes en termes de classes ; ensuite une position de soutien critique à la lutte armée chez Loïc Debray et Anne Steiner qui venaient d'écrire leur ouvrage sur la Fraction armée rouge⁵ et une position de critique absolue de la lutte armée de la part des «Allemands» de la revue, dans la lignée de la critique de l'activisme par Adorno et Horkheimer. Cela allait se retrouver tout au long des quatre premiers numéros de la revue avec des articles assez polémiques entre Debray-D'Eaubonne d'un côté, Joachim Brühn de l'autre.

- Deuxièmement, la distinction que nous faisons entre deux types de lutte armée ne repose pas essentiellement sur une éthique de l'action qui ferait que le premier (ETA, IRA, OLP) n'hésiterait pas à tuer des «civils» et pas le second. En effet, à partir du moment où l'on ne conçoit plus les autres que comme des ennemis, les stratégies se rapprochent comme les méthodes se rapprochent et il ne s'agit plus que de degrés différents de violence. Toutefois dans le premier cas, les ennemis sont assimilés à l'ensemble de la population «étrangère» ce qui rend légitime de la terroriser alors que dans le second (RAF, BR, PL, AD, MIL), cela ne concerne que quelques ennemis de classe qu'il faut soigneusement trier, un peu dans la tradition des révolutionnaires russes à l'époque du tzar.

Notre distinction repose surtout sur le rapport entre révolte sociale et lutte contre le pouvoir. Dans la première forme, la lutte prend immédiatement la dimension d'une guerre au profit d'une Cause (la nation en devenir) qui est isolée du reste et particulièrement des rapports sociaux. Ainsi, le patron basque est appelé à payer l'impôt «révolutionnaire» à l'organisation «socialiste» basque que représente l'ETA. Une Cause circonscrite donc mais suffisamment globale pour qu'on doive s'y sacrifier alors que dans la seconde forme, la lutte est avant tout sociale et le produit d'une révolte d'abord individualisée qui, en se faisant collective, devient «guerre sociale» – d'ailleurs plus métaphorique que réellement militaire. Ce passage à une forme plus militaire que sociale n'est jamais joué à l'avance dans cette perspective puisque vont être essayées toutes les possibilités de l'action, légale puis illégale, au grand

jour puis clandestine. Mais le passage à la lutte armée proprement dite n'est presque jamais volontaire. C'est la criminalisation des luttes qui pousse souvent à la clandestinité puis à l'usage des armes. Qui pouvait penser que Fritz Teufel, leader fantaisiste du mouvement extra-parlementaire berlinois, pourrait passer à la lutte armée et tel ou tel ouvrier de Fiat à Turin ou technicien de Siemens à Milan ?

Ce qui distingue aussi ces deux formes, c'est un rapport différent à l'histoire. Les luttes de libération nationale s'inscrivent dans un combat de près de deux siècles mais sur des bases inchangées, excepté le fait que ce combat représente des aspirations à des «nationalités» toujours plus petites. Il s'agit toujours de bâtir un nouvel État et donc de mettre en place les éléments d'un contre-État. La dimension armée y est donc présente dès le début et l'importance de la branche militaire de l'organisation est bien marquée. À l'inverse, les luttes sociales violentes prennent des formes diverses en fonction des conditions spécifiques de chaque époque : grève générale insurrectionnelle, révolution type coup d'État, commune de Kronstadt ou de Bavière, grand conseil de Budapest, cortèges ouvriers dans les usines, blocage du fonctionnement normal des institutions comme en France en mai 68, lutte contre la police pour défendre des piquets de grève, lutte physique contre les «jaunes», séquestrations et actions diverses contre les chefs et plus généralement la hiérarchie, luttes de rue contre la police.

Or à l'époque de la crise de toutes les institutions (famille, Eglises, État, syndicats et partis politiques), la révolte devient un élément essentiel de l'insubordination sociale. Il ne s'agit pas «d'admirer» la révolte mais de la reconnaître sans la condamner à l'avance pour ses manques de perspective et de sens stratégique. Cette révolte a pris effectivement, au contour des années 60-70, une tonalité et une importance de contestation du capitalisme et non pas seulement de lutte de classes entre protagonistes grosso modo d'accord sur le type de société progressiste de croissance et de consommation. YC ne voit pas dans cette période le dernier assaut révolutionnaire prolétarien, mais qu'y voit-il alors ? Apparemment rien puisqu'il n'y aurait eu ni pouvoir ouvrier ni conseils ouvriers, ni situation de «double pouvoir⁶». Là où YC cherche les traces d'une lutte pour le pouvoir, la gestion ouvrière, etc., le mai 68 français lui renvoie l'image d'un mouvement qui ne se situe pas sur ce terrain et qui ne va justement pas profiter de ce que beaucoup d'observateurs ont considéré comme une période de vacance du pouvoir gaulliste. Lorsqu'il est tenté d'y penser ou plutôt conduit à valoriser certaines de ses franges plus politistes (JCR, MAU), il ne sait pas quoi en faire (voir l'épisode de la Bourse de Paris le 24).

Quant aux luttes italiennes, à aucun moment elles n'ont affirmé de perspectives gestionnaires mais bien plutôt la révolte contre le travail et la hiérarchie de l'usine. Dans cette mesure, elles exprimaient un véritable «travail du néga-

tif» et non pas encore, comme aujourd'hui, l'impossible affirmation d'une identité prolétarienne, mais son refus. Dans cette sorte de nihilisme surtout dû à la présence nombreuse de prolétaires venus du sud et non encore soumis à l'idéologie ouvrière du respect de l'outil de travail et des progrès dus au capitalisme, il est sûr que les conditions subjectives d'un passage à la lutte armée se sont progressivement faites jour. Elles ont rencontré leurs conditions objectives quand, dès 1974, il est devenu clair pour beaucoup de jeunes ouvriers que la lutte interne à l'usine avait atteint ses limites. Cela a d'ailleurs été moins clair pour les groupes politiques comme *Potere operaio* ou *Lotta Continua*, les plus proches de ces jeunes prolétaires, mais pour qui le slogan de «pouvoir ouvrier» gardait encore un sens. *Potere operaio* ne s'en est d'ailleurs jamais relevé.

Il faut dissiper un malentendu. Quand nous parlons de dernier assaut révolutionnaire, nous le concevons chronologiquement et théoriquement, ce que ne font justement pas les groupes d'extrême gauche qui attendent le prochain assaut. Nous entendons «dernier» parce qu'il est encore relié aux précédents assauts prolétariens du début du siècle et même à 36 en Espagne dans la continuité d'un fil rouge reliant les luttes de classes, mais il est aussi «le dernier», et c'est ça qui est important aujourd'hui pour nous, au sens où il ne se reproduira plus. Il y aura bien des luttes, des révoltes, mais le fil est rompu avec l'histoire de la dialectique des classes.

Ce qui a fait la qualité de ces années-là, ce n'est pas d'avoir plus ou moins repris ou négligé des formes anciennes et par exemple les conseils⁷, mais d'avoir été à la charnière entre deux époques. Il ne sert à rien, dès lors, d'opposer en distribuant des bons ou mauvais points des formes de lutte armée dont les contextes étaient différents en fonction de l'état de la restructuration du capital dans ces zones : en «avance» pour la RAF, en «retard» pour les BR. Le rapport avec le passé était dans tous les cas ambigu, non pas comme le croit YC parce que les groupes de lutte armée n'étaient pas assez anti-stalinien⁸, pas assez conseillistes, mais justement parce qu'ils souffraient d'être encore à cheval sur deux périodes : celle de la révolution classiste et celle de la révolution à titre humain⁹. Ce qui faisait leur force d'un côté : l'assimilation et l'utilisation des thèses de Marcuse sur les nouveaux sujets pour la RAF (quoi qu'en dise YC qui les traite d'illettrés), le bouillon de culture que représentaient les grandes firmes du nord de l'Italie avec leurs prolétaires encore à demi paysans pour les groupes italiens étaient aussi leur faiblesse : isolement au sein d'une population de RFA où la classe salariée était «riche» et collaborationniste, croyance en une extension du pouvoir ouvrier d'usine en Italie alors que les restructurations de la Fiat, comme des autres entreprises automobiles mondiales, annonçaient déjà la fin de l'époque des «forteresses ouvrières».

Nous sommes donc bien d'accord pour dire qu'il y a un rapport entre déclin des luttes ouvrières ou sociales et émergence d'une violence plus directement

politique, voire militaire, que sociale à partir du moment où les voies traditionnelles semblent bouchées. À l'époque, il est patent que cette voie est bien plus bouchée en RFA et en France qu'en Italie. Les risques sont alors bien plus grands et expliquent, sans les légitimer, la recherche de sujets de substitution et le retour progressif de certains groupes vers l'anti-impérialisme, via le combat palestinien par exemple. Et même si c'est l'une des raisons possibles, ce n'est pas parce que la critique de l'URSS et du stalinisme a été insuffisante mais parce qu'à partir d'une position de plus en plus difficile et disons-le faible, tous les moyens deviennent bons pour réaliser des fins de moins en moins questionnées. Les dérives des «Cellules révolutionnaires» allemandes sont là pour le prouver.

Ce qui manquait à ces groupes... et à nous tous à l'époque, ce n'est pas une vision politique, une absence de naïveté ou on ne sait quelle vertu militante, mais une claire compréhension de la dynamique du capital qui se met alors en place et du fait que le capital est un rapport social de dépendance réciproque et non un extérieur qui nous fait face. C'est de là que vient la fixation sur l'État comme ennemi, alors même que ces mouvements extra-parlementaires en RFA comme en France et en Italie développent une critique de la totalité de ce qu'ils voient à l'époque comme un «système».

Aujourd'hui, la révolte est toujours présente, en particulier chez les jeunes, mais pas uniquement, comme le montrent les actions «desperados» des salariés de certaines entreprises en liquidation ou des entrées en dissidence comme dans l'Éducation nationale. Mais ces individus en révolte ne constituent effectivement plus une nouvelle composition de classe du prolétariat (comme les opéraïstes italiens l'imaginaient avec les figures de l'ouvrier-masse d'abord puis celle de l'ouvrier social) sur laquelle s'appuyer.

Nous avons plutôt affaire à une décomposition sans recomposition, et donc sans véritables «sujets», de la révolte ou de l'insubordination sociale. La tendance est alors forte de compenser par une sorte de décisionnisme tel que celui qui anime actuellement les courants dits insurrectionnalistes¹⁰, ce qui les amène à ne concevoir l'État que comme État du ministère de l'intérieur ou comme État pénal, en négligeant toutes ses fonctions sociales, son organisation en réseau et sa symbiose avec le capital. C'est en cela que nous disons que l'État se fait total comme le capital s'est fait total. Cet État-là – YC n'en parle pas, mais il ne peut pas faire tenir tout *Temps critiques* en quelques pages – n'est plus l'État-nation que l'on pouvait effectivement analyser encore dans les termes de la démocratie autoritaire, mais un État-réseau dont nous analysons les formes achevées dans le numéro 15 de la revue.

II. Sur le communisme tout de suite

Nous allons maintenant répondre à la critique principale sur ce qui constitue, aux yeux d'YC, une dérive de *Temps critiques* vers «une illusion très ancienne : celle du communisme-tout-de-suite».

1) La médiation des classes n'est plus opératoire

Nous ne dirons rien ici sur les remarques et les objections portées par Y.C. sur les questions du terrorisme dans les années 65-80¹¹, mais nous répondons d'abord à sa critique principale sur ce qui constitue à ses yeux une dérive de *Temps critiques* vers «une illusion très ancienne : celle du communisme-tout-de-suite».

Désigner Marx comme étant à l'origine de «l'éternelle alternative entre communisme immédiat ou barbarie» constitue une méprise. Marx n'est pas immédiatiste ; il attribue à la classe sociale une puissance décisive d'intervention dans l'histoire, une fonction majeure de médiation. Marx est classiste. Dès ses écrits de 1848, il assigne à la classe pour soi, la classe négative, la classe du travail vivant c'est-à-dire le prolétariat, une mission historique : la révolution communiste. Cette révolution n'est pas «sociale» comme le pensèrent les courants gauchistes et les anarchistes et comme Y.C. semble le penser aujourd'hui ; cette révolution marxienne opère «à titre humain», au titre de la communauté humaine, puisque «l'être humain est la véritable communauté des hommes».

Si le Manifeste communiste de 1848 contient un programme de mesures politiques immédiates pour rendre irréversible la révolution (notamment l'abolition de la propriété privée), la lutte et la victoire doivent être conduites par la classe qui va établir «le pouvoir organisé de la classe», puis «détruire sa propre domination de classe». La médiation historique est celle de la classe. Il y a donc toujours eu chez Marx coexistence entre ces deux aspects : la vision d'anticipation vers le communisme et le programme prolétarien. C'est pour cette raison que nous ne reprenons pas à notre compte les idées de rupture entre un Marx jeune et un Marx mûr (Althusser), un Marx ésotérique et un Marx exotérique (Postone, Jappe et *Krisis*), un Marx économiste et un Marx éthique (Rubel), etc.

Si la couverture du numéro 13 de *Temps critiques*¹² porte en titre «Une révolution à titre humain ?», on constatera la présence d'un point d'interrogation. Ce questionnement n'est pas un effet de style, il porte sur ce qui a constitué l'opérateur central des révolutions de l'époque moderne à savoir un bouleversement des rapports entre l'individu et la communauté humaine.

Que l'État-nation bourgeois, une fois établi, ait plutôt servi les intérêts de telle ou telle fraction politique de la classe bourgeoise ne peut que confirmer le rôle déterminant de cette médiation fondamentale que constitue la classe sociale dans le déroulement des révolutions (et contre-révolutions) de la période moderne. Mais nous ne sommes plus dans cette dynamique historique ; nous ne sommes plus dans ce cycle des luttes de classes où l'enjeu des affrontements était de savoir qui, de l'État-bourgeois ou de l'État-ouvrier, allait diriger le développement des forces productives... période qui, selon la Tradition, semblait nécessaire et progressiste, et devait conduire à l'émancipation

de l'humanité (définie par l'expression politique : «le programme de transition»).

Dès l'instant où il ne semble pas abandonner la référence communiste – notamment celle du communisme des conseils ouvriers – au nom de quoi Y.C. énonce-t-il sa critique d'un «communisme-immédiat» envers *Temps critiques* ? Malgré ses démarcations avec toutes idéologies de gauche, gauchistes et anarchistes, c'est la médiation de la classe qui reste toutefois chez lui l'intervenant historique. Bien que voilée, la référence à la classe n'est pas absente des propos d'Yves Coleman. Il partage l'idée, selon lui «prémonitoire», d'une classe ouvrière «en expansion permanente» comme en témoigne sa référence à Simon Rubak et il en trouve la preuve dans la situation «des pays comme la Chine, l'Inde, le Pakistan ou le Brésil».

La lutte des classes se poursuivrait-elle là-bas sur le modèle qui a prévalu en Europe de 1848 à 1923 ? Certainement pas. L'histoire ne repasse pas les plats. YC reprend cette antienne de la croissance numérique de la classe ouvrière mondiale comme si on était encore à l'époque de la révolution industrielle, comme si c'était la même classe ouvrière, comme s'il était encore possible de suivre le cheminement d'une classe en soi vers une classe pour soi à travers le long processus de maturation qui allait faire passer les paysans des pays européens à une pure condition ouvrière, comme si le nombre croissant des ouvriers au niveau mondial n'était pas à rapporter à celui du nombre total de populations actives incluses dans le procès de globalisation du capital. Bien sûr que les luttes séculaires des ouvriers du textile de Bombay font partie du fil rouge des luttes ouvrières, mais plutôt que l'émergence de quelque chose de nouveau, elles sont une survivance de l'ancien.

La dynamique de restructuration-délocalisations est telle que même en Asie, là où le regard de tous les nostalgiques d'une nouvelle classe ouvrière se tournent, l'État chinois n'arrive pas à fixer la masse de migrants (il ne le veut d'ailleurs pas pour des raisons que nous expliquons dans notre article sur la Chine dans le n° 15 de la revue) et qu'en Afrique et en Amérique du sud, pour quelques millions de nouveaux ouvriers ou employés, ce sont des dizaines de millions de prolétaires qui viennent s'agréger dans les bidonvilles des capitales ; prolétaires inemployables qui ne constituent en rien une nouvelle «armée industrielle de réserve» qui serait nécessaire à une croissance extensive d'une production qui ne correspond plus aux exigences de la phase actuelle.

Certes, nous n'utilisons pas de façon forcenée, à l'inverse de groupes comme *Mouvement Communiste* ou *Échanges et Mouvement*, les statistiques de l'OCDE et autres officines du capital, mais qui croira que nous ne les connaissons pas ? Nous préférons dégager des tendances plutôt que d'aligner des courbes de taux de profit comme viennent encore de le faire certains experts marxistes anglo-saxons pour condamner les thèses hétérodoxes de Bihr et Husson sur ce point. Il semble que c'était d'ailleurs la démarche de Marx et,

quand il l'a oubliée pour se lancer dans des calculs mathématiques qu'il ne maîtrisait d'ailleurs pas, il en a résulté une véritable catastrophe pour des épigones qui se sont escrimés deux siècles durant sur ces erreurs (cf. les schémas de la reproduction).

Parler de substitution capital/travail signale, pour nous, un fait objectif qui ne nous paraît pas discutable et nous n'en sommes d'ailleurs ni les initiateurs ni les seuls tenants. Il n'en est pas de même de notre notion fondamentale «d'inessentialisation de la force de travail» qui, si elle découle de ce même processus objectif, est une interprétation de notre part (donc en grande partie subjective) des transformations en cours. En tant que telle, elle est parfaitement discutable et critiquable. Toutefois, la discuter ne signifie pas l'interpréter comme si elle signifiait la «fin du travail», une confusion trop souvent entretenue en raison de sa proximité avec certaines thèses à la mode sur la fin du travail (Méda, Rifkin). Nous ne parlons d'ailleurs jamais «d'inessentialisation du travail» (des termes employés par le groupe *Théorie Communiste*), mais «d'inessentialisation de la force de travail». Nous n'avons donc jamais soutenu qu'il n'y avait plus de travail ni de travailleurs, mais seulement que ce travail vivant devenait, tout d'abord de plus en plus secondaire pour la valorisation (une sorte de résidu) et, ensuite, que sa fonction tendait à être de plus en plus une fonction de reproduction des rapports sociaux plutôt qu'une fonction de production. C'est d'ailleurs pour cela que nous considérons que le maintien du système du salariat comme le cadre de l'imposition d'une obligation à travailler est le seul accès légal possible au revenu primaire, en dehors donc de tout travail concret effectué. Les notions d'emplois et d'employabilité ont donc remplacé la notion de travail au sens «noble» du terme : le travail qui permettait d'affirmer l'identité ouvrière, le travail censé transformer le monde, même à travers une condition subordonnée.

Si notre analyse se développe principalement à partir de celle des capitaux et des États dominants, elle ne nie pas ce qui se passe ailleurs.

Ainsi, nous ne nions pas l'importance des luttes sociales en Chine. Toutefois leur existence ne traduit pas à notre avis la résurgence d'un mouvement ouvrier massif, mais plutôt l'incapacité de l'État chinois, pas encore totalement débarrassé des stigmates du «mode de production asiatique», à traiter la question paysanne.

Temps critiques, loin de «passer sous silence ce qui se passe dans ces pays», a montré, aussi bien dans son n° 10 sur globalisation et mondialisation que dans son n° 15¹³, que la Chine «n'est pas l'atelier du monde» et que la dynamique du capital qui s'y déploie n'est pas celle d'une «accumulation primitive» avec constitution d'une vaste classe du travail et d'un antagonisme entre classes. On voit que dans ces pays abusivement nommés «émergents» sont à l'œuvre les mêmes processus de totalisation du capital que partout ailleurs, à condition de faire la différence entre ce processus et ses formes politiques (la Chine n'est pas une société capitaliste mais le capital y prospère). Avec la

globalisation, la vision que nous a léguée la Tradition – en particulier celle des anciens découpages du monde héritée des théories marxistes de l'impérialisme – ne tient plus.

Temps critiques a proposé un modèle de compréhension en trois «niveaux¹⁴» qui s'appuie à la fois sur les recherches de Braudel au sujet des diverses formes du capital, sur l'analyse de la notion de capital fictif chez Loren Goldner et sur ses propres développements à propos de ce que cette revue nomme *révolution du capital*. Sans méconnaître les actuelles déterminations géopolitiques mondiales, *Temps critiques* s'efforce d'analyser les effets de puissance du capital et les résistances à sa domination dans les différentes régions de la planète.

Sur cette question du communisme immédiat ou de la classe comme médiation de la révolution (prolétarienne), il est quelque peu étonnant qu'Yves Coleman, qui pourtant utilise le mot «communisation» et qui est toujours très attentif à fournir aux lecteurs des références et des conseils bibliographiques, ne cite pas l'une des composantes – et pour tout dire le moteur – de ce qu'il est convenu de nommer «le courant communisateur», à savoir la revue *Théorie communiste*. Il y trouverait pourtant une conception de la révolution qui prend acte de la disparition de l'identité ouvrière dans les «restructurations» des années 1975-90, mais qui maintient l'existence d'une dialectique des classes et perçoit l'ouverture d'un «nouveau cycle de luttes» prolétariennes¹⁵. Il se peut qu'YC n'apprécie pas l'idée que la communisation de *Théorie communiste*, comme celle, pourtant différente, de *Temps critiques*, ne puisse être en accord qu'avec des conceptions qui ont rompu avec l'ouvriérisme, sous quelque forme que ce soit, et avec la théorie conseilliste.

2) Le communisme n'émergera pas d'une «décadence du capitalisme» ni d'une peur de la grande catastrophe.

Temps critiques, depuis ses débuts, n'a jamais été décadentiste. On trouvera dans ses articles de nombreuses critiques des divers courants marxistes théorisant l'effondrement du capitalisme sous l'effet de la contradiction entre les forces productives et les rapports de production ou à cause de la baisse tendancielle du taux de profit.

De la même manière, nous avons critiqué tous les catastrophismes, qu'ils soient écologiques, techno-scientifiques ou «industriels». Les derniers articles¹⁶ à ce sujet, ceux d'André Dréan et de Jacques Wajnsztein, décrivent les inadéquations des analyses qui accordent une importance excessive aux technologies dans les conditions présentes¹⁷ ; ils montrent également pourquoi la nostalgie du temps de l'artisanat (ou de la cueillette !) ne nous aide pas à comprendre notre situation actuelle simplement en la comparant avec ce que nous aurions perdu. Notre critique de l'intégration de la techno-science dans le procès du capital ne contient, de notre part, aucune nostalgie pour d'autres époques.

3) Le communisme n'est pas une «idée», «une hypothèse» (Badiou) ni une «mobilisation pour de justes causes» (Coleman)

Ne serait-ce que pour des raisons heuristiques, afin de lever de lourdes confusions qui traversent aujourd'hui les débats sur le communisme et la communisation, il n'est pas vain de réfuter les discours qui font du communisme «une idée» ou pire encore «une hypothèse». C'est, par exemple, le cas d'Alain Badiou dans un de ses exercices médiatiques récents¹⁸. Pour le philosophe antisarkozyste, l'idée communiste doit conduire les pauvres et les opprimés à exercer leur propre discipline et ne pas s'en tenir à la spontanéité des masses. En régime-communiste-Badiou, voici ce que cela donne :» Les opprimés n'ont pas d'autre ressource que leur discipline. Quand vous n'avez rien, pas l'argent, pas d'armes, pas de pouvoir, vous n'avez pas grand-chose d'autre que votre unité. Notre question centrale est donc : quelle forme peut prendre une nouvelle discipline ? Du point de vue philosophique, je pense que c'est nécessairement une discipline de la vérité, une discipline du processus lui-même». Autrement dit, lorsque les opprimés seront capables de penser la vérité... ils seront prêts à réaliser «l'idée communiste» ! Et c'est évidemment Badiou qui va leur indiquer le chemin de la vérité.

Marx avait déjà répondu à ces inepties dans les termes suivants :

«Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux.» (*Manifeste du Parti communiste*, p. 38). Dans cette acception stricte, eh bien ! nous ne sommes tout simplement plus communistes car nous pensons que les conditions posées par Marx ne sont plus présentes («réelles») aujourd'hui.

Pourtant très éloigné de Badiou, Y. Coleman ne reste-t-il pas toutefois sur le terrain de l'idéologue gauchiste lorsqu'il achève sa diatribe contre les «révolutionnaires» qui croient encore à l'alternative «communisme immédiat ou barbarie» en réduisant leur activité à de la propagande pour «convaincre les gens de se mobiliser pour de justes causes... ou pour s'en convaincre eux-mêmes» ?

Pour ce qui est de la première proposition, nous pouvons dire que dès l'instant où la perspective politique se réduit à la défense «de justes causes», on est prisonnier d'une conception humaniste qui sépare les individus sur comme des monades isolées et les «causes» conçues comme des facteurs extérieurs sur lesquels il faudrait se pencher. C'est d'ailleurs en flattant cet «humanisme» que s'est élaborée progressivement la conception léniniste puis stalinienne des rapports entre le Parti représentant des ouvriers et les intellectuels «compagnons de route». Cette conception perdure aujourd'hui au sein du milieu altermondialiste.

En ce qui concerne la seconde, il semble qu'YC ignore les rapports entre critique et mouvement. L'activité critique en période de faible intensité des luttes ne peut être renvoyée sans discussion et de manière univoque à une activité vaine, à «une croyance». Pour nous, elle est un élément de la pratique et, sous différentes formes, elle s'applique aux luttes quotidiennes sans pour cela avoir besoin de plaquer la première sur les secondes.

Il n'y a d'ailleurs pas lieu d'attribuer le titre de «révolutionnaires» à des individus qui n'ont, pour l'instant, accompli aucune révolution¹⁹.

4) L'activisme et le militantisme ne peuvent remplir le vide laissé par la rupture du fil historique des grandes luttes prolétariennes. Leurs partisans se reclassent dans l'humanitaire et les nouvelles «causes».

Nous ne méprisons pas les «militants de base» et ne refusons pas l'intervention politique. À en croire YC, nous aurions une position de principe sur les questions du militantisme et de l'activisme alors que si nous avons bien une position, c'est une position située historiquement. C'est d'ailleurs aussi le cas de la position dite ultra-gauche qui ne s'est pas exercée abstraitement mais après les défaites des révolutions allemandes de 1918 à 1923 et la prise du pouvoir par Mussolini en Italie. Ces positions se sont en effet distinguées des positions prises par les organisations trotskistes qui, en période globalement contre-révolutionnaire, ont choisi l'entrisme pour ne pas être contraintes justement à un repli de type avant-gardiste. En toute période, ces positions critiques vis-à-vis de l'activisme ont été accompagnées aussi d'intéressants développements sur la distinction entre «parti formel» et «parti historique» – particulièrement au sein de la gauche italienne en exil et plus généralement sur la question de l'organisation dans la gauche germano-hollandaise (remise en cause des organisations de masse institutionnalisées comme les syndicats et des partis de type léniniste). Que ces positions aient pu parfois pousser à des extrêmes discutables (la position du groupe Bilan déqualifiant la révolution espagnole) est possible, mais il est dur de ne pas faillir à un moment ou un autre (sur la même question voir les divergences entre le POUM et les trotskistes orthodoxes).

Cette critique de l'activisme au sein de *Temps critiques* reposait aussi sur la présence d'Allemands dans la revue se revendiquant de l'École de Francfort, et particulièrement d'Adorno et encore plus précisément de son article de 1968 consacré au mouvement extra-parlementaire, article qui critiquait l'activisme érigé en position politique²⁰. Mais si certains reprenaient cela au sein de la revue, ils cohabitaient néanmoins avec les positions de L. Debray, A. Steiner et F. d'Eaubonne plus liés au mouvement autonome et proches des milieux de la lutte armée et de ce qu'on peut appeler l'activisme.

D'autre part, même si la revue n'a pas toujours défini clairement son mode d'intervention politique, cette question s'est posée dès notre n° 8 et cela n'empêchait d'ailleurs pas des membres d'avoir des interventions pratiques et

même de les mener (au sens de «meneurs») des actions sur leur lieu de travail ou/et dans la rue). Oublier cela, c'est confondre activisme et activité.

L'activisme est forcément soutenu par l'adhésion à une organisation politique qui transforme aussi les individus de cette organisation en militants (quasi-professionnels), tu en sais quelque chose, Yves, avec LO. Sinon, si cela reste individuel, c'est de l'ordre du compulsif plutôt que du politique. Mais refuser l'activisme, ce n'est pas refuser toute activité. Il peut d'ailleurs y avoir dissociation au sein du même individu d'une participation active à une lutte sur son propre terrain, avec l'immédiateté qui en résulte, et un refus de l'immédiatisme qui consisterait à se trouver a-critique par rapport à cette lutte.

Passons maintenant au militantisme. Sa critique a été posée à la fin des années 60 quand les événements de l'époque ont bouleversé les conditions et les modes de luttes. Des dizaines de milliers d'individus se sont alors lancés dans l'action sans avoir eu un parcours d'assimilation de l'histoire des luttes de classes et des divergences qui en sont nées. Les protagonistes de Mai 68 se sont certes jetés sur les livres et particulièrement sur des classiques du marxisme ou de l'anarchisme ou sur quelques auteurs ou revues oubliées, mais c'était plus une soif de connaissance qu'une recherche de la vérité historique ou théorique. C'est ce que ne semble pas comprendre YC qui voudrait que chacun parcoure à nouveau toute l'histoire des conflits et débats qui ont émaillé l'histoire des luttes de classes²¹. Ils ont alors procédé par collage avec un zeste de spontanéité de R. Luxembourg, un zeste d'anarchisme non formalisé, quelques slogans situationnistes, un brin de révolution culturelle chinoise comprise dans sa dimension anti-hiérarchique et anti-bureaucratique, un brin de conseilisme ou même de camattisme, mais en aucun cas ils n'ont fait de chacune de ces composantes un phare unique à suivre. Ainsi, pour être plus précis, les membres du 22 mars nanterrois ne cherchaient pas avant tout à produire une critique des limites de l'anarchisme, mais s'ouvraient aussi à certains textes de Marx et à la Gauche communiste germano-hollandaise.

Seul le gauchisme organisé a engendré ce genre de comportement quand il transformait la révolte et la critique en simple militance. Le militant étant alors celui qui se sacrifie à la cause parce qu'il n'existe plus qu'à travers son organisation. Qu'on le veuille ou non, 68 a mis fin à cela et la défaite a évidemment entraîné que ce mouvement de critique du militantisme, majoritaire dans les forces vives du mai français surtout, se transforme en cynisme critique, en individualisme passif, en désenchantement et même en désespoir.

Pour maintenir le cap, la tension est donc permanente entre les bases théoriques classiques qu'il faut maintenir et les perspectives critiques à tracer.

5) Il est désormais impossible d'affirmer une quelconque médiation communiste.

C'est donc une immédiateté qu'il convient de penser et d'agir, mais une immédiateté qui implique une autre connaissance et une autre pratique du

rapport individu communauté humaine ; une autre représentation du rapport à la nature extérieure que celle du travail²² défini par les marxismes comme l'activité générique d'Homo sapiens.

Quels seraient les opérateurs à activer pour qu'émerge un procès de connaissance s'écartant de celui qui fut initié par le logos occidental (mésopotamien, gréco-latin) puis poursuivi et amplifié par le rationalisme cartésien, le scientisme des Lumières et les productivismes marxistes ? Parmi les plus efficaces, il en est un qui semble décisif : sortir de la pensée dualiste du sujet et de l'objet. Il est vrai que plusieurs ruptures majeures dans l'histoire des sciences du XX^e siècle ont déjà ébranlé le dogme de la séparation du sujet et de l'objet et ceci autant dans les sciences de la matière que dans celle de la vie et de la société²³.

Un autre opérateur d'immédiateté relève d'un abandon de la relation historique établie par le mouvement ouvrier révolutionnaire entre luttes contingentes et débouché révolutionnaire (prolétarien) des luttes – cela fut nommé «transcroissance des luttes» – une première étape de ce processus consistant à socialiser la sphère de la production. Examinons de plus près cette question.

La question de l'objectif politique, dans la Tradition-imitation, a généralement une condition implicite : celle que la sphère de production doit être socialisée, autogérée (ou collectivisée, dans la visée traditionnelle marxiste léniniste). Mais on ne sait pas trop ce que va devenir cette sphère de production. Va-t-on l'écologiser ? La traiter dans une perspective décroissante ? Va-t-on tous rouler à vélo et plus en voiture ? L'image du gentil consommateur final décroissant qui pourra enfin rouler «propre» la fleur entre les dents ne nous dit pas qui, dans ce cas, aura envie de devenir un mineur «conseilliste» ou un sidérurgiste «décroissant» pour extraire et fabriquer l'acier indispensable au vélo. Les penseurs révolutionnaires, communistes ou décroissants rêvent-ils secrètement que leurs progénitures auront de la matière grise à échanger contre le travail de ceux qui, dans les pays pauvres, croiront encore au développement et descendront vaillamment dans les mines pour nous livrer ensuite le minerai en traversant les mers sur leurs conques ?

Plaçons-nous dans une optique plus radicale : on abandonne la production d'acier, l'industrie et l'importation de minerai, et on devient tous agriculteurs indépendants ou organisés en communes. On dissout l'armée, l'État, on ne fabrique plus d'armes et on se laisse pousser la barbe. En gros, on se néolithise et on attend patiemment de se faire piller ou détruire par des hordes d'envahisseurs qui, moins écolos et moins pacifistes que nous, n'ont pas honte de fabriquer des armes et de venir piller nos champs de carottes bio.

En résumé, la question de la perspectivisation des luttes semble insoluble aujourd'hui. Insoluble parce que l'histoire est – Cornélius Castoriadis avait raison de le dire – une création. Le modèle révolutionnaire²⁴ auquel reste accrochée la Tradition-imitation ne s'est produit qu'une seule fois dans l'histoire :

quand la bourgeoisie, après sept siècles de développement de l'échange, de la connaissance rationnelle, des moyens de communication, des techniques, des réseaux et des territoires, n'a plus eu qu'à cueillir comme une pomme mûre un appareil d'État déjà largement transformé selon ses besoins, et donc à effectuer une révolution conclusive et nullement anticipative. Depuis lors, cette classe n'a cessé de faire la révolution jusqu'à se dissoudre elle-même – son avatar capitaliste-connexionniste continue bien sûr à la faire en suivant une logique purement prédatrice et destructrice.

Le schéma révolutionnaire proprement dit est caduque et cet accident historique ne se reproduira pas. La métaphore du prolétariat comme nouvelle classe révolutionnaire a montré qu'elle est une illusion dangereuse (illusion qui ne s'est pas encore totalement dissoute apparemment). Ce qui ne veut pas dire que les luttes prolétariennes n'étaient que cela, mais, contrairement à ce que pense YC, c'est sous l'aspect de la révolte qu'elles sont le plus intéressantes et non à cause de leur intégration à une quelconque stratégie révolutionnaire.

L'histoire est création. Le schéma capitaliste-connexionniste est basé sur des flux d'énergie concentrés et une réticulation de plus en plus poussée et polymorphe, à la fois physique et symbolique. Ce schéma a une ambition et une portée planétaires. Il a unifié des populations d'une importance considérable et il a géré leurs pulsions au moyen de systèmes très coûteux en énergie. En cas d'affaiblissement du système connexionniste, que deviendront ces pulsions ? S'attend-on à une pacifique «période de transition» vers on ne sait trop quoi ? Non, il est plus probable que la société va se morceler, que la période unitaire réticulaire coûteuse en énergie et canalisant les pulsions de milliards d'êtres humains par le sport, le travail, le sexe, la drogue, la hiérarchie ou autre va donner lieu, lorsqu'elle s'achèvera, à une multitude de petites sociétés plus ou moins pacifiques dont les objectifs sont imprévisibles. Imprévisible aussi l'état du monde physique à ce moment-là : quels territoires seront encore habitables malgré les pollutions, les épidémies, etc.

Même si l'on se contente de réfléchir à l'évolution souhaitable de «notre» ou «des» société/s, et même dans une optique largement utopiste, il faut, si l'on propose des solutions, penser la technique comme un tout et ne pas croire qu'on puisse abandonner le capitalisme en bannissant une partie de sa technique (les centrales nucléaires, les nanos, les pesticides...) et en gardant tout le reste, selon la vision éco-naturaliste humaniste. Ni qu'on puisse encore avoir des stratégies «nationales» comme le veut la Tradition-imitation. Réfléchissons plutôt à des stratégies locales et pragmatiques : orienter l'action vers la récupération des territoires, tout simplement parce qu'en cas d'effondrement du commerce international, les biens alimentaires seront hors de prix. Il ne s'agit donc pas d'anticiper de possibles catastrophes en souhaitant qu'elles ne se produisent pas, ni de se moquer des catastrophistes officiels ou des catastrophistes humanistes ou libertaires. La catastrophe a déjà eu lieu : déposses-

sion de la majeure partie des communautés humaines de leurs territoires en à peine deux siècles, c'est-à-dire, à l'échelle de l'histoire humaine, en l'espace d'un éclair. Tout le reste n'est que gestion de crise. Mais rien ne garantit qu'il pourra y avoir retour en arrière, en tout cas selon une logique programmatique et ordonnée. Voilà pourquoi résumer en un mot l'action que l'on se propose d'accomplir (révolution) ou l'objectif (communisme ou conseillisme ou autonomie, etc.) paraît un réflexe appartenant à la Tradition-imitation. Se contenter de parler de reterritorialiser les collectifs dans une perspective assembléiste, serait-ce incompatible avec le devenir-autre immédiat de la communauté humaine ?

juillet 2010

Notes

1. «Il est particulièrement vain d'opposer une "mauvaise" violence minoritaire à une "bonne violence" de masse car le plus souvent les groupes ou individus qui procèdent ainsi entendent par masse non pas un nombre important d'ouvriers, mais ceux qui sont censés les représenter, c'est-à-dire les grands partis et syndicats ouvriers qui ont condamné depuis longtemps tout usage de la violence de masse» (J.W., Préface à la seconde édition d'*Individu, révolte et terrorisme*. L'Harmattan. 2010).

2. C'est dans la continuité que le n° 36 à propos de l'enlèvement de Moro ne dit pas un mot de critique des BR dans sa première page mais s'attaque à tous ceux qui, de la droite jusqu'au PCI en passant par *Lotta Continua*, défendent la démocratie. Le numéro fait toutefois état de la sorte de guerre privée que mènent les BR contre l'État et nous sommes parfaitement d'accord là-dessus. Dans le n° 37, la mort de Moro est même assimilée à «un accident du travail d'un homme d'État bourgeois».

3. Les anciennes médiations des «libertés bourgeoises» n'existent plus aujourd'hui. Les médiations de l'État-nation, celles qui permettaient l'existence de la «société civile» dans l'État républicain ont été résorbées dans une gestion des intermédiaires, englobées dans des «dispositifs» et des réseaux. Ces intermédiaires se veulent opérants et efficaces mais ils n'ont plus de portée politique de type universel ; c'est la particularisation et le cas par cas qui est le mode d'action des dispositifs et des réseaux (y compris de l'État-réseau). L'entrisme cher aux trotskistes n'a plus de prise dans les réseaux puisque leur pouvoir est à la fois nodal et diffus. Ces processus puissants et généralisés ont été décrits et analysés par J. Guigou dans «L'institution résorbée», *Temps critiques* n° 12, 2001.

4. C'était l'époque de notre théorisation sur le passage du prolétaire-individu (l'individu soumis à sa classe) à l'individu-prolétaire.

5. Cf. L. DEBRAY et A. STEINER, *RAF. Guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens-Klincksieck, coll. «Réponses sociologiques», 1987, [ré-

édition : L'Échappée, coll. «Dans le feu de l'action», 2006]. Cet ouvrage ne recueille aucune adhésion de la part de JW et de Bodo Schulze qui, avec J. Guigou, fonderont peu après la revue *Temps critiques*. Un débat contradictoire et animé aura d'ailleurs lieu à la librairie Publico à Paris sur cette question. Les principales divergences reposent sur la critique de l'activisme, bien sûr, de la part de Schulze et, pour JW, sur les positions de la RAF (proches de celles de la Gauche prolétarienne) quant à l'appréciation de l'État démocratique autoritaire en termes de «social-fascisme» d'une part, et sur la définition de nouveaux «sujets révolutionnaires» d'autre part.

6. L'utilisation de cette notion montre à quel point YC est encore dépendant ou contre-dépendant de ce concept trotskyste alors que parallèlement tout son travail dans *Ni patrie ni frontières* tend à mettre en perspective, justement, et donc à relativiser tous les concepts qui semblent aller de soi. YC semble se dédoubler entre d'un côté un chercheur impertinent qui fait se côtoyer ou mieux se rencontrer des courants d'origines diverses et, de l'autre – cela apparaît d'ailleurs parfois dans ces commentaires des textes qu'il présente et surtout sur son site –, en gardien d'une certaine orthodoxie sans qu'on voie bien le lien avec le reste de son travail et surtout vers quoi elle le mène.

7. Ce point a d'ailleurs été très sérieusement abordé par Adriano Sofri, le leader de *Lotta Continua*, du point de vue théorique, dans un article des *Temps modernes* et discuté au sein du groupe dans le cadre des tactiques à appliquer en relation à la question des délégués (cf. notre *Mai 68 et le mai rampant italien*, L'Harmattan, 2008). Il en ressort que «l'automne chaud» de 69 et les années qui suivirent furent beaucoup plus «assembléistes» que «conseillistes». Par pitié, ne transformons pas l'expérience historique des conseils ouvriers en «conseillisme» et surtout n'en faisant pas un discriminant du jugement sur les luttes situées historiquement. Cela ne peut conduire justement qu'à de l'idéologie simplificatrice comme quand YC parle des «conseils ouvriers» hongrois !

8. Cf. le livre de Debray Steiner, *RAF. Guérilla urbaine...*, sur cette question controversée de l'appréciation de l'URSS par la RAF (p. 181-183).

9. Il est difficile d'ôter au mot «révolution» sa signification sociale, ce qui rend sans doute aporétique l'expression «révolution à titre humain», l'humain n'étant pas réductible au social. La problématisation du mot «révolution» sera à peine effleurée ici, mais elle demeure une question en suspens qui sera sans doute abordée dans un prochain numéro de *Temps critiques*. Le lecteur est supposé faire la différence et établir les nuances contextuelles lorsqu'on parle de révolution bourgeoise, prolétarienne, industrielle, classiste, à titre humain, communiste, culturelle, sociale, marxienne ou révolution du capital. Sans se préoccuper de savoir comment le sens premier du mot qui correspond au «mouvement en courbe fermée autour d'un axe ou d'un point, réel ou fictif, dont le point de retour coïncide avec le point de départ» a pu dériver vers celui de «renversement soudain du régime politique d'une nation, du gouverne-

ment d'un État, par un mouvement populaire, le plus souvent sans respect des formes légales et entraînant une transformation profonde des institutions etc.», on notera que son usage réintroduit sans cesse la vision traditionnelle du déterminisme historique : l'histoire comme contradiction fondamentale et «dialectique» entre les classes. Or, précisément, l'interaction entre les classes est certes conflictuelle, mais elle n'est pas contradiction, bien au contraire. Elle est aussi complémentarité et identité de devenir.

10. Nous sommes en train de préparer un numéro du bulletin *Interventions*, sur cette question avec des individus actifs dans les dernières luttes étudiantes ou de quartiers.

11. Ce point fait partie de l'histoire de la revue. Dans la mesure où sa création correspondant à une tentative de bilan menée conjointement en France, en Italie et en RFA, elle ne pouvait l'ignorer. La discussion entamée par le livre de JW, *Individu, révolte et terrorisme* (Nautilus 1987) continua donc pendant les quatre premiers numéros. Cette question a été largement développée et précisée ensuite dans *Mai 68 et le mai rampant italien* (L'Harmattan, 2008) de JG et JW, puis dans des compléments sur le site de la revue, particulièrement dans la critique des «théories du complot» et enfin dans la préface à la nouvelle édition d'*Individu, révolte et terrorisme* (L'Harmattan, 2010).

12. Cf. *Temps critiques* n° 13, hiver 2003.

13. Cf. J. Wajnsztein, «La Chine dans le procès de totalisation du capital», *Temps critiques* n° 15, p. 151-180.

14. Cf. «Quelques précisions sur capitalisme, capital, société capitalisée», *Temps critiques* n° 15, p. 5-64.

15. Un cycle au cours duquel le prolétariat, «luttant en tant que classe contre le capital, se remet lui-même en cause et porte le dépassement révolutionnaire de cette société par la production immédiate du communisme comme l'abolition de toutes les classes, l'immédiateté sociale de l'individu». Cf. site de *Théorie communiste*, <http://theoriecommuniste.communisation.net/>

16. Cf. *Temps critiques*, n° 14, hiver 2006, p. 73-104.

17. Cf. la polémique entre Raoul Victor et JW sur les logiciels libres sur «le réseau de discussion».

18. Dans un entretien avec une journaliste de *L'Humanité*, l'ex-maoïste déclare ceci :

«Question : *Vous êtes convaincu qu'il faudra à l'avenir faire exister l'hypothèse communiste sur un nouveau mode. Mais vous dites finalement peu de chose de la manière dont cette hypothèse devra se présenter.*

Alain Badiou : J'aimerais pouvoir en dire plus. Pour l'instant, je soutiens qu'il faut affirmer sans peur que nous sommes dans le maintien de cette hypothèse. Il faut dire que l'hypothèse de l'émancipation, fondamentalement, reste l'hypothèse communiste. Ce premier point peut trouver des formes d'élaboration. Il faut comprendre ensuite qu'il s'agit là d'une idée au sens fort. Je propose de la travailler comme telle. Ce qui signifie que dans une si-

tuation concrète, conflictuelle, nous devons l'utiliser comme critère pour distinguer ce qui est homogène avec cette hypothèse égalitaire et ce qui ne l'est pas.» *L'Humanité* du 6 novembre 2007.

19. Sur ce point précis, on peut se reporter à la réponse de JW à YC sur la question des rapports entre opéraïsme et stalinisme, disponible sur notre site et sur le site mondialisme.org.

20. Cf. Adorno : «Notes sur la théorie et la pratique» in *Modèles critiques*, Payot, 1984.

21. Nous avons déjà eu l'occasion d'en parler dans notre réponse à son texte sur les rapports entre opéraïsme et stalinisme (cf. À nouveau sur l'opéraïsme : <http://tempscritiques.free.fr/spip...>). Pour YC, explicitement l'individu révolté ne peut développer aucune compréhension des choses s'il ne s'est pas prononcé pour les conseils ouvriers, s'il n'a pas «dressé un bilan critique du bolchévisme et du léninisme» ou «perdu toute illusion sur la nature prétendument socialiste du Vietnam, de la Chine ou de Cuba. Dans ces conditions on comprend pourquoi les organisations trotskistes se déchirent et s'entredéchirent sans jamais avoir aucun poids sur les événements. À ce niveau, la JCR de 68 est restée un peu une exception mais il ne faut pas oublier qu'elle n'était pas officiellement trotskiste.

22. «On saisit mal comment des travailleurs à domicile, des intérimaires, des chômeurs, etc., pourraient s'organiser (probablement sur une base locale) et avoir le même poids économique et politique que ceux qui font partie des «garantiti» comme on dit en italien, ceux qui ont un emploi garanti soit par leur statut de fonctionnaires ou assimilés, soit par un CDI dans des entreprises ayant les reins solides – ou pas.», écrit YC. Il semblerait que pour YC le travail (à la fois essence de l'Homme et ciment de l'Organisation ?) soit le seul tremplin libérateur et que la «révolution» soit une affaire de CDI.

23. Sur cette question, cf. Bernard Pasobrola, «Remarques sur le procès d'objectivation marchand», *Temps critiques* n° 15, hiver 2010. Disponible sur le site de la revue : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article209>

24. C'est en partie à cause de la polysémie du mot, en partie parce que le mot se réfère à un schéma légué par la Tradition progressiste qu'il est renvoyé à sa matrice historique : la révolution bourgeoise, alors qu'il a été abusivement étendu à l'insurrectionnalisme, prolétarien ou autre (libération nationale, grèves étudiantes, renversement d'un rapport de forces entre factions rivales au sein de l'État comme dans la «révolution Orange» ukrainienne, etc.) L'ambiguïté est beaucoup moins gênante lorsqu'on parle de révolution dans un contexte qui n'est pas purement social (révolution verte, révolution technologique, scientifique ou industrielle, agricole, sexuelle, copernicienne, etc.) car on voit la métaphore. Cf. note 9.

Peut-on discuter du terrorisme d'extrême gauche... Ou faudra-t-il attendre encore un siècle ?

La réponse de *Temps critiques* intitulée «Le communisme une médiation ?» contient de nombreux points de discussion intéressants mais aussi des procédés qui me semblent stériles. Cet article se contentera de souligner ce qui constitue à la fois :

- une méthode de discussion nocive dans l'extrême gauche et l'ultragauche (considérer que quiconque est en désaccord avec vous est influencé par la propagande de l'ennemi de classe et refuse toute solidarité avec les victimes de la répression étatique, ce qu'insinue à plusieurs reprises *Temps critiques*) ;
- un mode de pensée qui empêche délibérément toute discussion (cf. le bouquin de Scalzone et Persichetti *La Révolution et l'Etat* qui renvoie tout bilan critique aux calendes... grecques) quand on aborde les questions de la lutte armée en Europe dans les années 70.

Je me contenterai d'une liste de questions, indiquant ainsi les points sur lesquels il serait temps de trancher, de façon franche et claire sans botter en touche. Sauf si l'on préfère s'égarer dans des considérations tellement générales qu'on perd tout lien avec la réalité concrète des luttes et de la répression.

A) Sur l'appréciation de la situation en Italie

- Pourquoi la classe ouvrière italienne n'est-elle pas montée «à l'assaut du ciel» en Italie (ou en France d'ailleurs) ?
- Est-il possible de raisonner en d'autres termes que de chercher des responsables : le PCI ou les Brigades rouges ?
- Existe-t-il des situations où l'affrontement armé produit des résultats catastrophiques ? Lesquelles ? Comment doit-on agir dans ces situations ? Par le silence ? En encourageant les camarades qui risquent leur vie à affronter encore davantage la répression de l'Etat ?

B) Sur les dangers (réels ou supposés) d'une analyse rétrospective

- Doit-on juger d'un événement historique seulement à partir de la conscience qu'en avaient certains des acteurs 40 ans auparavant ? Quel crédit accorder aux récits des militants de l'époque, quand leurs souvenirs sont publiés de nombreuses années après ? Avec quels critères précis fait-on le tri dans ces souvenirs ?
- Quel profit peut-on tirer des acquis de la recherche historique sur les évé-

nements ?

- Pourquoi de nombreux groupes d'extrême gauche ou libertaires n'ont-ils pas fait le choix de la lutte armée ? Quels arguments avaient-ils à l'époque ? Ces arguments étaient-ils justifiés ou pas ?

- Les seuls arguments recevables et les seules analyses intéressantes sont-elles celles de ceux qui ont fait le choix de la lutte armée ?

- Quels étaient les liens, les complicités, les connexions entre les groupes d'extrême gauche pratiquant la lutte armée et

* les services secrets des Etats staliniens

* le Parti communiste italien

* les services secrets italiens

* les mouvements de guérilla d'autres pays

* certains Etats du Moyen-Orient ou d'ailleurs (Cuba, Corée du Nord)

* le milieu mafieux local ?

Ces questions ont-elles été abordées et par qui ? Quelles informations diffusées à l'époque se sont révélées fiables et quelles sont celles qui relevaient de la désinformation, d'un côté comme de l'autre ?

Les groupes pratiquant la lutte armée ont-ils commis des erreurs et lesquelles ? Ces erreurs étaient-elles inévitables ? Etaient-elles seulement dues à la pression des «jeunes révoltés» qui voulaient foutre en l'air le système ou de l'Etat qui voulait les abattre ?

C) Sur la solidarité face à la répression hier comme aujourd'hui

- Existe-t-il une seule forme de solidarité, celle fondée la loi du silence, le travestissement de la vérité historique, la dissimulation de complicités ou de relations avec l'ennemi de classe, etc. ? Peut-on envisager des formes de solidarité critique ? Lesquelles ?

- Peut-on à la fois (comme je le pense) réclamer la libération des militants d'Action directe et considérer que leur projet, tout comme celui de la RAF et des Brigades rouges, ne dépassait pas les limites du gauchisme anti-impérialiste ?

Le lecteur soucieux de vérifier ce jugement qui peut sembler sectaire ou méprisant, s'il ne s'est jamais plongé dans la littérature de ces groupes, pourra par exemple lire ce texte de la RAF écrit en 1972-<http://www.contre-informations.fr/doc-inter/allemande/allemande2.html> ; ou cet autre des BR de 1975 <http://www.contre-informations.fr/doc-inter/italie/italb7.html> ; ou encore ce florilège de textes d'AD des années 1982-1984 <http://linter.overblog.com/categorie-1240880.html>.

- Toute personne qui critique Action directe, la RAF ou les Brigades rouges est-il un auditeur acritique de Radio Free Europe (alimentée par la CIA), un partisan de la répression de l'Etat contre le terrorisme d'extrême gauche, etc.

?

- Quelles sont les critiques autorisées par *Temps... critiques* ?

D) Sur la nature des groupes terroristes d'extrême gauche

- N'étaient-ils composés que de «jeunes révoltés» et de militants qui faisaient du bricolage idéologique mêlant joyeusement Rosa, Mao et Bakounine ?

- Quel était le parcours politique de leurs dirigeants ?

- Quel était leur discours politique, leurs forces et leurs faiblesses ?

- S'agissait-il de groupes qui se contentaient de réagir seulement à la violence de l'Etat ou de groupes qui avaient une stratégie politique précise ? et dans ce cas laquelle ? Cette stratégie était-elle justifiée ? Fut-elle discutée ? Comment et par qui ?

- Etaient-ils composés de militants qui suivaient la stratégie fixée par des chefs indiscutés ou de «jeunes révoltés» au sens critique affiné qui pouvaient à tout moment remettre en cause la ligne officielle ?

- En quoi ces groupes se différenciaient-ils des Partis staliniens ? des Etats staliniens ? des mouvements de libération nationale ?

- Quelles sont les analyses de ces groupes qui présentent encore un intérêt aujourd'hui ?

- Quelles critiques furent formulées à l'époque contre ces groupes par les libertaires, les ultragauches, etc. ? Etaient-elles toutes erronées ? Faisaient-elles toutes le «jeu de la bourgeoisie» ? Ou bien certains groupes ou individus ont-ils mieux analysé la situation politique, ses potentialités que d'autres ?

Si *Temps critiques* voulait bien se coltiner avec ces questions précises d'une façon autre que polémique et dilatoire, peut-être avancerions-nous un peu.

Sinon, je crains que, tout comme ceux qui continuent à voir la révolution d'Octobre avec les yeux de John Reed dans ses *Dix jours qui ébranlèrent le monde* ou de Trotsky dans sa mythologique *Histoire de la révolution russe*, dans un siècle on continuera encore à voir l'Italie, l'Allemagne ou la France des années 60 et 70 à travers le filtre des communiqués des BR, de Prima Linea, de la RAF ou d'Action directe...

Est-ce vraiment souhaitable ?

Y.C.

13/07/2010

Les 6 péchés capitaux de la Gauche identitaire postmoderne

Un article d'Eric Fassin paru dans *Libération* du 6 septembre 2010 («Xénophobes, les Français, pas si sûr Monsieur Sarkozy») et appelant la gauche à se ressaisir face à la «xénophobie d'Etat», à faire preuve d'audace et d'imagination face à la campagne de la droite, à rompre avec sa coupable passivité antérieure face à des idées comme le «seuil de tolérance», nous offre l'occasion d'analyser comment fonctionne l'idéologie de la Gauche identitaire postmoderne dont fait partie ce sociologue. Si son texte part d'une intention généreuse et se situe dans une démarche sympathique (en finir avec la «xénophobie d'Etat», aussi vague soit ce concept), ses conclusions politiques relèvent du réformisme le plus plat. Pour illustrer notre propos nous avons puisé dans d'autres textes du même auteur. Si des lectrices et lecteurs veulent nous communiquer leurs réflexions pour enrichir cet article (et trouver un septième péché capital...), celles-ci sont les bienvenues.

*** Le premier élément commun à tous les identitaires de gauche, c'est l'appel à la compassion, compassion qui fait l'objet d'une manipulation politique.**

Pour la Gauche identitaire postmoderne, il ne s'agit pas de miser sur la révolte contre les injustices, la volonté de mettre à bas le système capitaliste et détruire ses fondements, mais sur un «sursaut moral» comme l'écrit Fassin en invoquant les réactions du Pape et de certains dirigeants de la droite. Il faut absolument canaliser cette révolte vers une compassion charitable et «citoyenne» en faveur des «victimes» des multiples «phobies» dénoncées par Fassin et ses amis : xénophobie, islamophobie, judéophobie, homophobie, etc.

Les mots en «isme» (racisme, antisémitisme, etc.) ne gagnent rien à être transformés en mots en «phobie», car on passe ainsi, sans s'en rendre compte, du registre politique au registre psychologique, la phobie étant davantage une peur irrationnelle, éternelle, qu'une idéologie que l'on peut décortiquer et démonter, et contre laquelle on peut combattre collectivement. La phobie fait avant tout partie de l'imaginaire individuel, personnel. Il existe évidemment une dimension psychologique à ces phénomènes mais la mode des «phobies» traduit davantage une capitulation devant l'idéologie dominante qui tend à psychologiser les questions et les relations sociales qu'un affinement des analyses politiques.

Mais ce choix compassionnel du postmodernisme identitaire de gauche est logique. Dans la continuité des mouvements de l'après 68 qui mettaient en avant la libération immédiate des désirs des individus contre toutes les dominations, le «personnel est (effectivement devenu) politique», mais de façon inattendue et parfaitement réactionnaire. Et la Gauche identitaire postmoderne est tombée dans le piège, croyant rompre avec le dogmatisme marxiste (pour tant bien réel), les prétendus vieux schémas éculés de la lutte de classe, etc.

C'est l'idéologie qui inspire à la fois la télé-réalité et la communication politique des grands partis de gauche comme de droite, qui met en scène les problèmes sociaux en les présentant comme «individuels» : les femmes battues ou violées ; les enfants martyrisés par leurs parents ; les épouses ou les compagnes d'hommes qui les négligent, ne savent plus les apprécier, n'assument aucune tâche ménagère, etc. ; les immigrés et leurs enfants qui subissent des discriminations, risquent d'être expulsés, vivent dans l'angoisse et la précarité ; les ouvriers et les ouvrières licenciés que l'on amène sur un plateau télé face à des hommes politiques tétanisés ; les sans domicile fixe qui ont du mal à trouver à manger – l'appellation même des «Restaus du cœur» est d'ailleurs significative : du très chrétien «À votre bon cœur messieurs dames» à la politique du «care» de Martine Aubry, on patauge dans les discours humanitaires consensuels et inoffensifs pour le système capitaliste.

Les producteurs de télé-réalité et les hommes politiques de gauche prônent eux aussi le «respect» des «différences» et des «identités», les «identités» étant autant de niches qu'il faut rentabiliser au maximum pour des raisons électorales ou commerciales.

La principale différence entre les producteurs de télé-réalité et les professionnels de la communication politique est que les producteurs de télé considèrent que c'est à la victime de se prendre en main (cf. l'émission «Super Nanny» et sa culpabilisation des parents) ou alors d'attendre le geste d'un généreux bienfaiteur et/ou de voisins compatissants (cf. «Les maçons du cœur», dont le titre glorifie une nouvelle fois les vertus du fameux organe dispensateur de compassion...).

Les partisans sociaux-démocrates de la politique du «care», eux, admonestent moins les pauvres pour leurs comportements que les présentateurs de télévision (quoique Ségolène Royal ou Manuel Valls soient plutôt des adeptes enthousiastes de la politique sécuritaire et des centres de redressement pour les prolétaires sauvagesons) ; ils préfèrent nous vanter les bienfaits de l'Etat providence ou ceux de l'adhésion à des associations, des «réseaux» censés diffuser et mobiliser toute la compassion nécessaire pour «faire bouger les choses»...en clair colmater péniblement les brèches de la misère sociale et économique grandissante.

Les victimes plongées dans la misère sociale ou psychologique se confessent sur le petit écran ; on produit des émissions de télévision et des livres fabriqués en un temps record autour de leur cas ; des images chocs circulent

(dans une interview parue dans *Libération* un participant à la manif du 4 septembre 2010 contre la «xénophobie d'Etat» raconte s'être décidé à descendre dans la rue après avoir vu la vidéo d'une femme rom enceinte et maltraitée par la police. Il ne s'agit pas de se moquer de l'indignation suscitée par cet acte ignoble, mais de souligner l'impact de l'émotion, au détriment de la connaissance – ici celle des politiques migratoires, qui ont toujours été hostiles aux Roms, et même aux «gens du voyage» français, bien avant le énième tournant sécuritaire du gouvernement Sarkozy-Fillon monté en épingle par la gauche morale).

Dans le même registre, l'appel «Non à la politique du pilori» (le pilori, voilà encore une métaphore de la compassion et de la pitié pour des victimes !) lancé par la Ligue des droits de l'homme, mais repris et soutenu de façon acritique par la gauche et l'extrême gauche, exprimait bien cette idéologie compassionnelle pour les «pauvres» immigrés «victimes» de la «xénophobie d'Etat» et du «racisme».

*** Le deuxième pilier de l'idéologie de la Gauche identitaire est l'assimilation de toutes les discriminations au racisme et si possible à l'antisémitisme (1) génocidaire, aux pratiques des Etats fascistes ou para-fascistes, etc.**

L'antifascisme postmoderne est avant tout compassionnel, infrapolitique (2). Les camps de concentration, les camps d'extermination, la Gestapo, la Milice, Hitler, Pinochet, Franco, Salazar, Videla, etc., sont certes «horribles», «ignobles», «barbares», «inhumains», tout ce que l'on veut, mais ils ne sont pas que cela. Leur domination, leurs dictatures ne relèvent pas seulement de l'utilisation politique des pulsions de haine et des frustrations sociales d'une partie des dominés, ou, pour utiliser un terme à la mode chez les philosophes de gauche et les psy, du «ressentiment» des exploités. Ils ont une fonction sociale, une rationalité économique et politique qu'il faut dégager sous peine de rester cantonnés à des explications psychologiques ou «essentialistes» du type «C'est dans la nature humaine...». Et pour cela il faut quitter le registre de l'indignation morale et de la seule solidarité sentimentale avec les victimes.

Mais la Gauche identitaire ne veut pas voir le lien entre fascisme, nazisme et capitalisme, pas plus d'ailleurs qu'elle ne dispose de clés pour comprendre le stalinisme dont une des composantes essentielles a partout été la défense de l'identité nationale derrière un vernis pseudo internationaliste.

*** Le troisième credo de la Gauche identitaire est le respect des lois, de la Constitution et de la démocratie bourgeoise.**

C'est ainsi que Eric Fassin prend en exemple les bonnes lois qui ont su réprimer l'homophobie et donner leur place aux homosexuels dans la société française : *«C'est la leçon du Pacs : lorsque Lionel Jospin a fini par assumer la loi votée par la gauche, c'est Nicolas Sarkozy lui-même qui, dès l'été 1999, rejetant les surenchères homophobes de son camp, s'est engagé sur le terrain de la tolérance, pour ne pas l'abandonner à la gauche. Les droits des homo-*

sexuels sont bien devenus un enjeu de concurrence».

Ses considérations montrent bien que, contrairement à tous les raisonnements en vogue dans les années 70 et à certains arguments féministes et libertaires encore aujourd'hui, le combat contre l'homophobie ne menace pas radicalement la domination du Capital et de l'Etat (capitalisme, patriarcat et «hétéronormativité» – *excuse my French*, ce terme désigne la domination des hétérosexuels sur les homosexuels, les transgenres, etc., par l'imposition, entre autres, de normes – étant censés être indissociables). Qu'il est un combat interclassiste, et que, comme tous ces combats, il profite surtout aux bourgeois et aux petits bourgeois homosexuels, et très peu aux ouvriers, aux employés et aux travailleurs immigrés homosexuels victimes de discriminations au travail ou dans leur quartier.

Ce respect pour la légalité bourgeoise, Fassin l'avait déjà exprimé en signant, le 17 décembre 2003, un texte sur le hijab avec d'autres intellectuels, texte qui proclamait *«tant qu'elle... refusera de donner aux descendants des peuples qu'elle a colonisés l'égalité promise par sa Constitution, par ses lois internes autant que par ses obligations internationales, la France aura des problèmes»*. Ou dans son introduction à *«L'inversion de la question homosexuelle»* : *«Sans doute sommes-nous tous d'accord pour considérer que les choix économiques ou politiques relèvent de la négociation politique. Mais doit-on considérer que les questions sexuelles, qu'il s'agisse de genre ou de sexualité, de mariage ou de famille, de filiation ou de reproduction, échappent à la délibération démocratique ?»*

«Délibération démocratique», «obligations internationales», «négociation politique», «Constitution», «lois internes», on a bien affaire à un démocrate bourgeois classique.

*** Le quatrième credo de la Gauche identitaire est le respect des identités nationales et donc aussi, nolens volens, des Etats nationaux qui défendent ces identités nationales.**

Puisque la Gauche identitaire ne peut attaquer frontalement le mythe de la nation, elle est obligée de séparer et d'opposer, de façon artificielle, les bons nationalismes progressistes du Sud aux mauvais nationalismes (impérialistes, colonialistes, post-colonialistes) du Nord. C'est par exemple ce que dit très explicitement Houria Bouteldja, des Indigènes de la République, dans une intervention dans un débat sur l'identité nationale dans l'émission de Frédéric Taddei (<http://www.youtube.com/watch?v=FH2L...>) ou dans son interview à la revue *Hérodote*, et que l'on retrouve aussi dans le livre de Sadri Khiari *Politique de la racaille*.

Il n'est donc pas étonnant qu'un identitaire comme Eric Fassin croie que la gauche pourrait prendre l'initiative sur le plan de l'immigration et ainsi obliger la droite à reculer dans sa campagne xénophobe, voire créer une dynamique électorale qui ferait progresser un seuil d'intolérance à la xénophobie et au racisme *«pourquoi la gauche ne pourrait-elle de même reprendre la main*

en matière d'immigration ? L'évidence du problème de l'immigration pourrait ainsi se défaire bientôt, sous l'effet d'une croyance nouvelle, au seuil d'intolérance», écrit-il dans son article

Cette proposition montre l'incapacité de Fassin et surtout de la Gauche identitaire à comprendre la fonction de l'Etat national, et particulièrement de l'Etat républicain français.

La «xénophobie d'Etat» que Fassin dénonce certainement avec la plus grande sincérité est constitutive de la naissance et du développement de la République française non seulement dans ses lointaines colonies mais aussi sur son territoire, non seulement vis-à-vis des immigrés coloniaux mais vis-à-vis des immigrés européens (des Allemands aux Polonais, en passant par les Italiens, les Portugais et les Espagnols) – et, si l'on voulait en rajouter une couche, on pourrait même dire, comme Houria Bouteldja dans l'interview précitée, que l'Etat national-républicain français écrasa aussi les particularismes régionaux...

Il ne sert donc à rien d'invoquer les mânes de la République (surtout celles de la Troisième, de la Quatrième et de la Cinquième !) pour combattre la xénophobie.

*** Le cinquième credo de la Gauche identitaire est la négation de la lutte de classe.**

Une seule identité n'existe pas, aux yeux de la Gauche identitaire, c'est l'identité ouvrière ou prolétarienne (ou alors dans un passé lointain et vague, folklorique mais qui n'est même pas digne de son fameux «respect»). Comme la haine des travailleurs (l'«ouvriérophobie» ?) est un sentiment rarement exprimé ouvertement dans les principaux médias aujourd'hui et qu'elle ne susciterait guère la compassion des petits bourgeois et des médias de gauche qui ne s'intéressent qu'aux problèmes des «classes moyennes», les identitaires de gauche nient ou ignorent l'existence des combats de classe, hier mais surtout aujourd'hui.

Ces combats ne peuvent que les effrayer car ils mobilisent (ou ont mobilisé), non pas des «victimes» qui quémandent des «réparations» ou des «indemnités de licenciement», des excuses (du Pape ou d'un quelconque Premier ministre ou président de la République) ou davantage de «respect» des institutions bourgeoises, mais des hommes et des femmes qui veulent renverser et anéantir l'ordre existant, pas simplement grignoter quelques acquis ou quelques droits sans toucher à la domination de classe de la bourgeoisie et de son Etat. Ces combats reposent non seulement sur des affrontements physiques, mais aussi sur des affrontements idéologiques qui aujourd'hui font peur à tous les intellectuels, ennemis du «sectarisme», du «dogmatisme», du «schématisme».

C'est ainsi que l'on peut comprendre les consensus mous auxquels arrivent

toujours les militants de la gauche et de l'extrême gauche quand ils agissent ensemble, ce plus petit dénominateur commun politique qui n'est rien d'autre que l'idéologie humanitaire de la Gauche identitaire.

*** Le sixième credo de la Gauche identitaire est un grand «respect» pour les religions, donc une incapacité à affronter l’obscurantisme religieux et les tentatives des Eglises de gagner plus de pouvoir dans la société.**

Cet aspect n’est pas évoqué dans la tribune libre d’Eric Fassin parue dans *Libération*, mais il fait partie du patrimoine politique des identitaires de gauche, comme en témoignent leurs positions favorables à la «laïcité ouverte» et au multiculturalisme dans toutes les discussions sur les «signes religieux ostensibles», le port du hijab et de la burqa, etc. On ne trouve jamais chez eux de critique radicale de la religion.

C’est ainsi que, dans *Le Nouvel Observateur* du 06/05/2010 Fassin réussit encore à semer la confusion tout en dénonçant les propos crapuleux du ministre de l’Immigration : «*Hortefeux, écrit-il, envisage ainsi de retirer sa nationalité au mari d’une femme qui porte le niqab en l’accusant de polygamie. Or quand Paul Bocuse s’est vanté de ses trois femmes («Il y en a une pour le déjeuner, une pour le thé, une pour le dîner»), qui s’est indigné ? Faut-il être français de souche pour être polygame ?*»

Partant d’une critique juste des délires d’Hortefeux sur l’identité nationale, Fassin en arrive à une comparaison absurde, ridicule, qui met sur le même plan la polygamie islamique imposée par la charia, et reconnue par les tribunaux des Etats musulmans, et la pluralité des partenaires féminins d’un homme, dans un cadre qui n’est réglementé par aucune loi, d’inspiration religieuse ou laïque. Le fait d’avoir plusieurs maîtresses peut reposer sur un rapport de domination (financière, s’il les entretient !) ou autre, mais au moins ce rapport n’a-t-il aucun fondement juridique ou légal.

En établissant cette comparaison, Fassin justifie, sans s’en rendre compte, la domination masculine sur les femmes (ici musulmanes), domination que la Gauche identitaire postmoderne a pourtant tellement à cœur de dénoncer avec des trémolos dans la voix.

Mais l’idéologie identitaire postmoderne se moque de toutes ces contradictions tant qu’elle arrive à conquérir de l’espace médiatique et politique.

Y.C.

7/09/2010

Notes

1. «D’autre part, l’expérience des discriminations n’est pas sans effet sur les victimes : elle contribue à les constituer en tant que sujets. Dans les années 1930, beaucoup se sont découverts juifs sous l’effet de l’antisémitisme», écrit Fassin dans un article au titre ébouriffant : «Race objective vs. [contre] race subjective». La référence à l’antisémitisme est souvent pour les identitaires de gauche, mais aussi pour de nombreux intellectuels de toutes sortes de sensibilités, un moyen de faire passer en contrebande leur idéologie, en bloquant toute objection éventuelle par la référence au judéocide.

2. Cet antifascisme compassionnel peut aussi faire référence à la fameuse et fumeuse théorie de la «déconstruction» : le fascisme est alors réduit à un «discours» et on veut nous faire croire que les fascistes et les nazis auraient réussi et réussiraient demain à prendre le pouvoir en prenant le contrôle des esprits par la propagande, la publicité, la diffusion de mots et d'expressions spécifiques. Une telle interprétation du fascisme permet ainsi de crier à la «fascisation» dans n'importe quelle circonstance, au sein de nos sociétés dominées par la communication politique de masse, et de totalement se désintéresser de ce que représentent socialement les mouvements fascistes et de la façon concrète dont ils s'implantent dans un pays et arrivent à mobiliser les masses, et ce pas simplement sur le plan électoral ou idéologique

Commentaires d'une lectrice :

Sur la compassion :

1) N'est-ce pas elle qui est aussi en partie en œuvre dans le mouvement palestinien, ce qui pourrait illustrer la montée en puissance des idées religieuses, et signifier que les militants et militantes sont à leur insu influencés par la notion de «martyr» ? Un des dangers de la montée de l'islam politique, (et une des forces de celui-ci) ne serait-il pas que le terrain compassionnel qu'il met en avant réactive notre fond judéo-chrétien aux dépens des analyses sur la lutte des classes ?

2) Devenue ressort principal de RESF, même s'il n'a pas été créé sur ce principe et dans ce but. Mais d'une part, les gens qui fonctionnent sur la compassion ne pouvaient qu'être attirés par une telle organisation (les enfants, la famille ! ! !), d'autre part, RESF avait besoin d'eux et d'elles pour grandir et besoin de soutiens (élus, personnalités, etc.). De ce fait, pour des raisons d'intérêt mutuel, mise au rencart de la dimension politique.

3) Les associations : le pire, ce sont celles qui prônent et fonctionnent en «Economie Sociale et Solidaire». Et l'ESS a le vent en poupe ! Et elle est devenue matière universitaire (preuve s'il en fallait qu'elle est bien dans le système capitaliste !) «Elle met l'Homme au cœur de son action»... avec des CAE ? des emplois à temps partiel ? des chantiers «d'insertion», des associations intermédiaires ? Écœurante mystification qui prétend faire du social mais maintient les gens en état de dévalorisation, participe à la dérégulation du travail et à la disparition du service public (voir Matthieu Hély, «L'ESS n'existe pas»). L'ESS, quoi qu'elle en dise, n'est ni sociale, ni à gauche... Elle est compassionnelle et c'est un truc de curés/bonnes sœurs et de bourgeois et bourgeoises qui se donnent bonne conscience aux frais des pauvres et des précaires

M.

Les maocidents **de Jean Espstein** **ou comment fabriquer** **un livre** **à partir de... «rien»**

Malgré son titre, ce livre ne nous apprend rien de nouveau ni surtout d'essentiel sur les maoïstes de la Gauche prolétarienne, les positions qu'ils défendaient après 1968 et leur évolution politique après la dissolution de ce groupe en 1973. Parsemé de quelques citations tirées d'entretiens avec une brochette avariée d'ex-«Chefs» de la GP, ce livre est surtout (à part sa conclusion cinglante (1) qui tombe comme un cheveu sur la soupe) un exposé très complaisant qui reflète fidèlement le nombrilisme et reproduit complaisamment les considérations fumeuses d'un quarteron d'intellectuels qui n'ont rien à dire d'intéressant sur le plan politique.

Peut-être ces intellectuels (fort antipathiques, du moins de notre point de vue de classe – «ouvriériste» dirait sans doute Espstein) ont-ils avancé quelques propositions lumineuses et renouvelé la théologie chrétienne, la mystique musulmane ou le judaïsme contemporains ; peut-être ont-ils révolutionné la pensée philosophique hexagonale depuis trente ans (bien que l'auteur n'ose avancer une telle énormité), en tout cas ce livre nous laisse sur notre faim (y compris quant à son contenu pseudo «philosophique») et ne remplit absolument pas le contrat qu'annonce son titre provocateur.

Jean Epstein est victime du même strabisme (volontaire) et du même snobisme élitiste que Patrick Hamon et Patrick Rotman (les auteurs de Génération, les deux livres et les documentaires télé) et tous les prétendus «historiens» ou journalistes qui se sont penchés sur les maoïstes, en ne s'intéressant ni à leurs pratiques réelles, ni à leurs idées (il faut dire que leurs textes «théoriques» étaient pénibles à lire et le sont sans doute davantage quelques décennies plus tard), ni au contexte social et politique dans lequel ont prospéré ces idées et ces organisations. Mais seulement à ceux qui ont «socialement réussi»...

- Des quelques livres écrits sur les «maos», un seul vaut la peine d'être lu, celui de Mannix Drexel sur les établis car au moins cet auteur a pris la

peine d'interviewer longuement une certaine de personnes et non pas 6 ou 7 Grands-Dirigeants-Autodésignés-Représentants-d'une-Génération, aujourd'hui résignés, cyniques et prétentieux. De plus, quoi qu'on pense de ses conclusions sociologiques et politiques, pas toujours convaincantes, Mannix Drexel a cherché à restituer en profondeur, avec une vraie empathie, leurs motivations, leurs activités de militants de base. Son livre nous restitue toute la richesse et la diversité humaine de ces militants dont on retrouve aussi quelques échos dans la partie réservée aux interviews du livre de Virginie Linhart, même si cet ouvrage est moins intéressant politiquement (l'auteure a surtout côtoyé des Chefs et des copains de son père) et beaucoup plus succinct.

Il est dommage que Jean Epstein n'ait pas posé de véritables questions politiques à ses quelques interlocuteurs bouffis de prétention, mais cultivés et sans doute capables de nous offrir quelques réflexions pour peu qu'on les bouscule un peu de leur piédestal en carton pâte. Par exemple, il aurait pu leur demander quelle était leur lecture géopolitique dans les années 60 et 70. Quel était le rôle de leurs sentiments et leur idéologie anti-soviétiques et anti PCF, tant il est vrai que le clivage fondamental au sein de l'extrême gauche est souvent passé entre les groupes plus hostiles au stalinisme soviétique et ceux plus hostiles à la social-démocratie et à l'impérialisme américain. (Les seuls à échapper – le plus souvent – à cet efficace principe classificatoire (2) étant les groupes «ultra-gauches», dits du «troisième camp».)

Dis-moi quel est ton «ennemi principal» et je te dirai qui tu es.

De ce point de vue, il est curieux que Jean Epstein ne se soit pas demandé pourquoi José Manuel Barroso, actuel responsable de l'Union européenne, était un ex-dirigeant du MRPP, mouvement maostalinien portugais (3). Cela lui aurait peut-être fourni des pistes intéressantes par rapport à son titre sur les penchants pro-occidentaux (sur le plan politique mais aussi philosophique) de ce qu'il faudrait plutôt appeler des apostats du maoïsme, que des ex-maoïstes, tant leurs écrits prennent le contre-pied de tout ce qu'ils écrivaient et pensaient il y a 30 ans.

Epstein prend pour argent comptant les visions rétrospectives, les confessions individuelles sans intérêt politique des ex-Chefs désabusés qu'il interviewe (y compris les vantardises grotesques des «gépistes» prétendant qu'ils disposaient de davantage d'armes que les Brigades rouges en Italie ! Jean Epstein ne leur demande même pas ce qu'ils ont fait de leurs prétendus stocks... La réponse, aussi mensongère soit-elle, aurait pourtant été intéressante) qui continuent à prétendre (avec l'appui intéressé ou ignare des médias) qu'ils ont «évité le terrorisme à la France», comme s'ils avaient dirigé une armée disciplinée de militants décérébrés (ceux que j'appelais à l'époque les maocrétins, dans mon mépris sectaire pour ces camarades dont un certain nombre venaient de la gauche chrétienne – comme moi) et obéissants au doigt et à l'œil à des Chefs Omniscients. Les ex-Stratèges «Militaires» de la GP

continuent à nous faire croire que quelques entraînements en salle d'arts martiaux, quelques affrontements avec des fascistes au Quartier latin et un petit stage d'une semaine au Liban, en Syrie ou ailleurs leur auraient procuré une expérience militaire. Qui peut avaler de telles fariboles ?

La vérité est plus banale : en France, le mouvement ouvrier et les travailleurs ont soigneusement évité tout affrontement armé avec l'Etat depuis la Commune de Paris, y compris pendant la période 1939-1944. Ce qui ne fut pas du tout le cas de la Résistance italienne qui affronta «son» Etat bourgeois, ni le cas surtout des ouvriers italiens, qu'ils soient stalinien, anarchiste, sociaux-démocrates de gauche pendant la Seconde Guerre mondiale. On ne comprend rien non seulement aux Brigades rouges, mais à tous les groupes armés des années 1967-1977 si on ne tient pas compte de cette dimension. Mais cela nos maoïstes gaulois – avant de devenir des gaullo-maoïstes, puis des gaullistes tout court, quand ce n'est pas des sarkozystes – l'ignoraient, tant ils ont toujours cru que le Mai 68 français éclairait de ses pâles lueurs le monde...

La GP n'a pas empêché la «guerre civile» en France pour la bonne raison (comme l'un d'eux l'admet au détour d'une phrase) qu'ils étaient complètement à côté de la plaque, n'influençaient pas la masse des travailleurs, et que cette guerre civile n'était imminente que... dans leur tête. Quant à la petite fraction d'ouvriers et de jeunes travailleurs qui pouvaient se reconnaître dans certaines de leurs actions, ce ne sont pas eux qui ont fourni des recrues à Action directe, contrairement là aussi à l'Italie, où le P38 n'était pas le privilège des seuls rejetons de la grande bourgeoisie transalpine.

Une histoire sérieuse et documentée des maoïstes reste à écrire. Y compris de leur confusion théorique. Contrairement à ce que croient les ex-Chefs Omniscent et les journalistes qui leur passent la brosse à reluire, il existe bien une postérité politique à la GP, pour le meilleur mais (hélas !) surtout pour le pire.

Ce n'est pas un hasard si l'on en trouve encore quelques spécimens à la base de la CNT, de Sud ou de la CGT (pour le meilleur), et autrefois de la CFDT, dans des associations locales des quartiers populaires, ou (pour le pire) dans toutes sortes de comités anti-impérialistes et de mouvements altermondialistes.

Leur anti-impérialisme réactionnaire et leur antisionisme douteux sont par contre toujours vivaces et se sont bien transmis aux générations suivantes.

Par contre, leur critique féroce de la hiérarchie capitaliste, leurs quelques intuitions sur le rôle réactionnaire des syndicats, leur saine utopie d'abolir toute différence entre travail manuel et intellectuel (qui renvoyait confusément au projet communiste originel et non à ses caricatures stalinien ou maoïstes), leur illégalisme rafraîchissant, la révolte brute de décoffrage de leurs sympathisants dans les usines et les classes populaires, tout cela a bel et bien disparu, remplacé par un «anticapitalisme» modéré (qui se borne à faire l'apologie

des services publics sans remettre en cause leur fonctionnement capitaliste et hiérarchisé), un militantisme associatif financé par l'Etat et parrainé par le PS ou les Verts, et un légalisme qui s'est traduit par plus de trente années de campagnes électorales insipides de la prétendue «gauche radicale».

Il n'est resté des «idées» maos que la métaphore grotesque des «nouveaux résistants» : tout comme ces maos qui assimilaient la France du général De Gaulle à celle de Pétain, certains gauchistes ou libertaires actuels comparent aujourd'hui la France de Sarkozy à celle de Vichy, passant complètement à côté d'une analyse pertinente et efficace de l'ennemi de classe, de sa capacité à créer un bloc social et politique qui dépasse le cercle étroit des copains milliardaires ou «people» du pensionnaire de Neuilly.

Le populisme maoïste (la défense des petits artisans, paysans et commerçants) n'a pas disparu non plus, comme on peut le constater dans la propagande des écologistes ou des altermondialistes, voire des partisans de la décroissance, partisans du «small is beautiful», y compris le petit commerce, la petite propriété et le petit capitalisme.

La détestable habitude qu'avaient les maoïstes de personnaliser à outrance leurs dénonciations de l'ennemi de classe (patron ou homme politique) perdure, comme en témoignent les lancinantes et creuses dénonciations de la personne de Sarkozy, de ses frasques, de ses rodomontades et singeries, et de sa famille aux dépens d'une compréhension politique qui dépasserait les blagues et les banderilles satiriques du Canard Enchaîné...

Mais tout cela n'apparaît pas dans le bouquin de Jean Epstein qui a voulu rester dans le ciel éthéré et brumeux des propos de ses interlocuteurs sans jamais les obliger à livrer le fond de leur pensée politique.

Ce genre de livre relève de ce que l'on appelle en anglais le «namedropping» (le «lâchage de noms» célèbres), il n'est qu'un (petit) bottin mondain parsemé d'anecdotes faiblardes ; il s'ajoute à la liste des ouvrages qui prétendent s'intéresser à l'extrême gauche française, et font comme si cette «gauche radicale» s'était limitée à une élite germanopratine (4), ou plus réduite encore, ulmienne (5), et non à des dizaines voire des centaines de milliers d'hommes et de femmes qui n'ont pas fait carrière dans la société bourgeoise, et ne méprisent pas non plus la classe ouvrière comme ces Chefs à qui Epstein tend un micro complaisant – sauf dans une conclusion qui n'a rien à voir avec l'ensemble du livre.

Ces quelques pages finales auraient pu être le centre d'un ouvrage fort intéressant, si l'auteur avait pris le temps de creuser ses propres hypothèses et s'il avait pris de la distance avec les «raisonnements» de ses interlocuteurs plutôt que d'écrire un livre au titre choc qui ressemble à ces produits hautement périssables qui encombrant les librairies...

Y.C., 2010

Notes

1. Dans ces 3 pages, on a l'impression que l'auteur se lâche enfin après avoir écouté sagement pendant des heures ces interlocuteurs blablater. Curieusement Epstein leur fait le reproche (très typique des personnes trop jeunes pour avoir connu 1968 ou pas encore nées à cette date) de ne pas vouloir transmettre ce qu'ils ont fait et pensé à l'époque. Pourtant, ce ne sont pas les ex-maos de base qui manquent et que l'auteur aurait pu interviewer... Mais évidemment, cela aurait fait moins glamour que d'interviewer un éditeur, un romancier ou un philosophe médiatiques.

2. C'est Phillippe Raynaud qui avance cette hypothèse pertinente pour ceux qui n'ont pas le temps ni l'envie de se pencher sur les innombrables divergences et polémiques entre les groupes trotskystes (L'extrême gauche).

3. À ce propos, on se méfiera de la notice de Wikipedia sur Jose Manuel Barroso qui a le culot d'affirmer que le MRPP était le «seul parti d'opposition actif au Portugal à part le PCP» en 1974 !

4. Germanopratin : habitant de Saint-Germain-des-Prés, petit quartier abritant, avant 1968, des cafés où se rencontraient les intellectuels et les cadres de nombreuses maisons d'édition.

5. Adjectif forgé à partir de la rue d'Ulm, siège de l'Ecole nationale supérieure où enseignait Louis Althusser, gourou d'une fraction des étudiants staliniens, puis des militants de l'UJCml, organisation maoïste qui précéda la Gauche prolétarienne.

*Les terroristes
disent toujours
ce qu'ils vont faire,*
**Alain Bauer
et François-Bernard Huyghe,**

Editions PUF, 2010, 29 euros

Sous-titré «Terrorisme et révolution par les textes» et prétendant nous offrir un travail aussi approfondi que «Al-Qaida dans le texte : Ecrits d'Oussama ben Laden, Abdallah Azzam, Ayman al-Zawahiri et Abou Moussab al-Zarqawi» recueil publié aux PUF sous la direction de Gilles Keppel et Jean-Pierre Milleli, ce livre est bien davantage une analyse de ce que fut «l'euroterrorisme d'extrême gauche» qu'une compilation de textes des groupes pratiquant l'action armée en Europe, des années 1960 à nos jours. D'ailleurs, il n'est pas sûr qu'une telle compilation aurait eu un grand intérêt, tant ces textes sont écrits dans une langue de bois et un style illisibles.

Un ouvrage grand public

Les fins connaisseurs de l'histoire groupusculaire européenne relèveront certainement des erreurs dans le récit des multiples scissions des groupes d'extrême gauche (nous en avons trouvé quelques-unes, dont l'effet négatif est renforcé par les fautes d'orthographe, coquilles ou mots manquants – les PUF se refusant sans doute à employer des correcteurs...).

Objection plus importante, certains remettront sans doute en cause les classifications idéologiques établies par les auteurs, classifications qui leur sembleront injustes ou inexactes. Soucieux de produire un livre délibérément pédagogique et grand public, Bauer et Huyghe n'ont pas voulu écrire une minutieuse histoire critique des faits et des théories politiques relevant de l'«euroterrorisme d'extrême gauche».

Une tâche impossible}}

Il est de toute façon impossible (sauf si l'on pioche sans vergogne dans les archives policières – de toute façon fermées puisque trop récentes – et les témoignages d'indicateurs) de dresser en 200 pages (les 90 premières pages formant l'introduction et les 10 dernières une annexe sur les théoriciens et artisans du tyrannicide à travers l'histoire et sur les «sectes tueuses» avant le XXe siècle) un panorama complet de tous ces groupes, de l'histoire de leurs militants, sans oublier l'évolution du contexte politique, social et idéologique

des années 60 à aujourd'hui en France, en Italie, en Allemagne, en Belgique, etc.

D'ailleurs les auteurs évitent de se pencher en détail sur les causes sociales profondes du terrorisme d'extrême gauche dans les métropoles «impérialistes».

La guérilla n'est pas le terrorisme

Bauer et Huyghe établissent une différence entre terrorisme et guérilla. «Le terrorisme, méthode asymétrique de lutte du faible au fort, s'inscrit dans la gamme d'actions de contrainte, quelque part au-dessus de la protestation ou de la manifestation qui dégénèrent, quelque part en dessous de la guerre civile ou de la révolution où les masses s'affrontent de façon permanente». On a affaire à du terrorisme quand des «organisations clandestines» se lancent dans des «attentats» sur «des cibles symboliques dans un but politique, entraînant ou risquant d'entraîner mort d'homme». Ils font remarquer que l'usage de termes comme guérilla urbaine ou métropolitaine est «une façon pompeuse d'éviter les termes (...) d'attentats» car «la guérilla est un phénomène trop lié au territoire (voire sa conquête) pour être confondu avec le terrorisme, suite discontinuée d'actions menées par surprise, presque toujours sur des cibles urbaines, par des acteurs mobiles».

Ils tracent ensuite un portrait assez «journalistique» des principaux groupes terroristes européens (Fraction Armée Rouge (1), Brigades rouges, Cellules communistes combattantes, Action directe), mêlant récits autobiographiques (surtout ceux traduits en français donc en petit nombre et pas toujours les plus intéressants, notamment pour ce qui concerne l'Italie) de quelques «ex», résultats des enquêtes policières et judiciaires (évidemment sujettes à caution), et un florilège de citations qui illustrent, certes, le point de vue critique défendu par les auteurs mais dont on ne peut pas dire qu'elles trahissent les idées de ceux qui ont «pensé» et pratiqué l'«euroterrorisme d'extrême gauche».

Notre compte rendu se comptera de relever les points les plus intéressants, sans entrer dans une polémique stérile avec les positions politiques des auteurs, dont il nous faut quand même commencer par préciser les fonctions.

Deux réacs polyvalents

Alain Bauer est un habitué des plateaux de télévision, des émissions sensationnalistes et un «spécialiste des questions de sécurité» ; il enseigne ou a enseigné dans des institutions aussi éminemment sympathiques que le Centre national de formation judiciaire de la Gendarmerie nationale, l'École nationale supérieure de la Police en France ou l'Académie de Police criminelle de Chine ! Il conseille ou a conseillé les gérants du pouvoir économique (Air France ; Générale des Eaux, devenu aujourd'hui Vivendi ; Groupe SARI du promoteur Christian Pellerin, etc.) et politique (Rocard) fonctions qui ne peuvent que nous le rendre à la fois suspect et antipathique. Sans compter la société dont il est le PDG (AB associates SA) dont les «domaines de compétence» sont, d'après son site, les «diagnostics de sécurité», «l'insécurité inté-

rieure et la défense nationale». Et nous ne mentionnerons pas tout ce que raconte le Réseau Voltaire sur Alain Bauer, car nous ne sommes pas en mesure de vérifier les informations de ce site expert en théories du complot et pour qui Bauer serait un cheval de Troie de l'impérialisme américain – un comble pour un monsieur qui se verrait plutôt comme un chevènementiste, ou un «vallsien» bon teint !

De toute façon, ce ne sont pas non plus ses fonctions d'ex-Grand maître, entre 2000 et 2003, du Grand Orient de France qui le feront remonter dans notre estime, la franc-maçonnerie ayant toujours pratiqué la collaboration de classe et les magouilles politiques. Certains ne manqueront pas de souligner que son itinéraire – de la MNEF à la franc-maçonnerie en passant par FO – ressemble furieusement à celui de certains militants partisans de l'entrisme dans ces institutions, mais ce n'est sans doute qu'une malheureuse coïncidence...

Quant à son partenaire d'écriture, François Bernard Huygue, il a deux casquettes, l'une d'universitaire, docteur en sciences politiques, l'autre de gérant de la Sarl «Huyghe Infostratégie» qui fournit des «prestations intellectuelles et de conseil à des organisations et à des entreprises dans le domaine de l'intelligence économique, de la stratégie de l'information, de l'édition, de la sécurité». Cette double activité ressemble fort à celle (plutôt banale aux Etats-Unis) d'un intello proche des services de renseignements ou des directions des grandes entreprises, mais nous ignorons ses sympathies politiques exactes et n'avons lu aucun de ses ouvrages. Cependant un rapide coup d'œil sur son site (<http://www.huyghe.fr/index.htm>) laisse penser que les passages les plus intéressants et les plus subtils de ce livre ont été écrits par Huyghe et non par Bauer.

Etat bourgeois et terroristes : de faux ennemis ?

Malgré ses limites, ce livre écrit à quatre mains expose des questions pertinentes et des réflexions utiles, en cette période où des sites Internet, mais aussi quelques éditeurs, «libertaires» ou pas, et de petits groupes «radicaux» ici ou là, reproduisent de plus en plus fréquemment des textes des années 60 et 70, avec des présentations dont l'esprit critique n'est pas vraiment la qualité principale – voire sans aucune présentation.

Après avoir explicité leur définition du terrorisme d'extrême gauche, les auteurs nous précisent que les groupes politiques dont ils traitent «ne s'adresse(nt) à l'Etat que pour lui annoncer sa perte» (ils excluent donc de leur étude le terrorisme des nationalistes basques et irlandais qui visent à changer seulement la forme de l'Etat bourgeois, ou les mouvements de lutte armée contre Franco et Salazar qui se battaient dans un contexte très différent).

Il nous semble que ce rejet radical (du moins en paroles) de l'Etat bourgeois caractérise effectivement le terrorisme d'extrême gauche, dans toutes ses ver-

sions, qu'elles soient anarchisantes, «autonomes», ou même marxistes-lénistes, maoïstes, etc.

En même temps, on ne peut s'empêcher de se demander si une «minorité, se pensant comme élite révolutionnaire (même si cela contredit son idéologie) agissant clandestinement et sporadiquement» peut devenir autre chose que le centre dirigeant d'un futur Etat, ou les cadres d'une future armée ou d'une future police (on sait en effet que la meilleure solution pour mettre fin à une guerre civile, du moins dans les pays de l'ex-tiers monde, est de proposer aux guérilleros de se reconvertir dans la police ou l'armée)...

Antifascisme de l'urgence

Soucieux de radicalité, le «terrorisme d'extrême gauche» se «légitime comme acteur volontaire de l'Histoire en un état d'urgence et d'exception». Il prétend parler «au nom de l'Universel ou de ses déclinaisons: le peuple, le prolétariat, le sujet historique cohérent avec la théorie marxiste» (ou avec la pseudo-«théorie» qu'il a bricolée, ajouterons-nous), et «il lui faut démontrer que son adversaire n'est pas ce qu'il prétend : la démocratie formelle dissimule le masque haineux du fascisme ou de la contre-révolution préventive».

L'idéologie confuse de l'antifascisme est commune à tous les «euroterroristes» et à presque toute l'extrême gauche. Les auteurs offrent de nombreuses citations pour illustrer cet antifascisme dont on sait qu'il aboutit, en France, à l'apologie de l'union nationale de type stalino-gaulliste, ou au citoyennisme républicain et à l'antiracisme les plus plats, mais ils n'en tirent aucune conclusion, bien sûr, vu leurs positions politiques.

Reproduisons donc quelques perles glanées dans leur livre :

«Le fascisme d'aujourd'hui ne signifie plus la prise du ministère de l'Intérieur par des groupes d'extrême droite, mais la prise de la France par le ministère de l'Intérieur... Chaque fourgon de police mis en déroute par une résistance violente, chaque manifestation qui oblige la police à céder le pavé, chaque séquestration où les forces de l'ordre n'osent pas intervenir de peur de la colère populaire est une victoire antifasciste».

Gageons que les auteurs de tant d'articles ou de tracts actuels sur la «démocratie totalitaire», le totalitarisme soft, Vichy 2 et autres comparaisons oiseuses entre Pétain et Sarkozy, auront du mal à admettre que cette citation provient d'un personnage qu'ils honnissent, à savoir...André Glucksman, mais en 1971 !

On retrouve le même thème de la fascisation... gaulliste (? !) chez les Brigades rouges : «La bourgeoisie, face à sa crise, n'a pas d'autre alternative que la militarisation non pas de type fasciste traditionnelle mais fasciste gaulliste» (1971)

Comme l'expliqua Alain Geismar, en 1981, après être revenu de ses illusions de jeunesse, la stratégie de la Gauche Prolétarienne était simple et simpliste : «Une fois déchiré le masque et brisé un consensus social trompeur, le fascisme latent deviendra visible et le prolétariat jusque-là assoupi pourra ac-

complir sa mission historique antifasciste: il reconnaîtra alors comme son avant-garde les premiers à avoir osé prendre les armes» ; «la Gauche prolétarienne se vivra comme le germe de la Résistance dans un monde où l'Etat et ses forces de répression représentent les nazis et le PC-CGT les collabos».

Il est intéressant de noter que cette théorie de la «fascisation» progressive de la société française, européenne, voire aujourd'hui «néolibérale», est un lieu commun dans certains milieux libertaires et post-autonomes. Certains intellectuels, fascinés à l'époque par la Gauche prolétarienne, ne sont finalement jamais sortis de leur antifascisme philostalinien (2) qui, comme on le sait, n'est que l'autre face du démocratism bourgeois le plus banal. Et leurs héritiers postmodernes actuels, aussi radicaux soient-ils en paroles, ne font que nous servir une soupe post-maoïsante, assaisonnée de nouvelles herbes et épices post-situationnistes, déconstructivistes, post-coloniales, mais au goût bien fade.

Ajoutons que cette vision fantasmatique de la réalité sociale («fascisme ou révolution») en Europe occidentale (si l'on excepte la Grèce, le Portugal et l'Espagne qui ont connu des dictatures réelles, mais que les auteurs évoquent seulement en passant, à cause des différences profondes qui séparaient ces trois pays occidentaux à l'époque) était en fait partagée par la majeure partie des militants d'extrême gauche qui croyaient se trouver dans une situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire, en tout cas durant les années 1968-1975 – voire un peu plus tard.

Ce que le Brésilien Carlos Marighela écrivait en 1968 («nous sommes entrés dans un état de guerre révolutionnaire» et «le guérillero urbain doit donc concentrer tous ses efforts sur l'extermination des agents de la répression et l'expropriation des exploités») était bien sûr partagé aussi par les groupes européens du type Fraction Armée Rouge, Brigades rouges ou Action directe.

Philostalinisme et anti-impérialisme à sens unique

Les auteurs n'insistent pas sur cet aspect, mais les «euroterroristes d'extrême gauche» se caractérisaient (tout comme le mouvement altermondialiste et l'extrême gauche internationale actuels) par une dénonciation unilatérale de «l'impérialisme américain». Non pas que les services secrets américains et les interventions des GIs n'aient pas joué un rôle néfaste et meurtrier (de la Grèce de 1963 au Chili de 1973 en passant par l'Indonésie de 1965, puis les massacres et bombardements au Laos, au Vietnam et au Cambodge). Mais cette dénonciation de «l'impérialisme américain» allait souvent de pair avec un philostalinisme prosoviétique, prochinois ou procastriste.

En témoignent les citations reproduites dans ce livre ou d'autres que l'on peut aisément retrouver sur Internet. Par exemple, les Weathermen américains (qui au moins avaient le mérite de ne pas ignorer le rôle de leur propre bourgeoisie, contrairement à beaucoup de «gauchistes» prompts à s'enflammer contre l'impérialisme américain mais beaucoup plus timides quand il s'agissait de dénoncer les interventions extérieures de leur propre Etat) :

«nous déterminons qui sont nos amis et qui sont nos ennemis selon qu'ils aident l'impérialisme américain ou combattent pour sa défaite»). Les auteurs évoquent aussi les positions d'Elridge Cleaver, dirigeant des Panthères noires, mais sans fournir de citation à l'appui. Cleaver qui préfaça en 1971 un recueil de textes du dictateur coréen Kim Il Sung, publia dans le journal *The Black Panther* des articles de ce dirigeant stalinien et écrivit dans un texte intitulé «Sur l'idéologie du BPP» : «Avec la fondation de la République populaire démocratique de Corée en 1948 et la République populaire de Chine en 1949, un élément nouveau a été injecté dans le marxisme-léninisme, qui a cessé d'être seulement un phénomène étroitement et exclusivement européen. Le camarade Kim Il Sung et le camarade Mao Tsé-toung ont appliqué les principes classiques du marxisme-léninisme à la situation dans leur propre pays et, partant, fait de l'idéologie [marxiste] quelque chose d'utile pour leur peuple.»

La vision du monde des «euroterroristes» d'extrême gauche, tout comme celle de la majorité des groupes maoïstes européens, tournait uniquement autour du rôle international de la puissance américaine et ignorait ou sous-estimait le rôle international néfaste d'Etats staliniens comme la Chine. Même si les partisans du Grand Timonier et les diffuseurs de Petit Livre Rouge n'avaient pas de mots assez durs contre le «social-impérialisme soviétique» après 1956 c'était pour réhabiliter le rôle de Staline durant les 30 années précédentes !

Aussi groupusculaires qu'aient été Action directe, les Cellules communistes combattantes belges, ou la Fraction Armée rouge (quelques dizaines de militants chacun), ils baignaient dans un climat idéologique très favorable aux différentes variétés de marxisme et de léninisme (y compris dans les milieux intellectuels et universitaires). Aujourd'hui, le statut du marxisme dans les médias de la gauche caviar ou de la gauche roquefort et l'Université a complètement changé, ce qui rend encore plus difficilement compréhensibles les différentes tentatives de réhabiliter les combats «politico-militaires» de ces années-là, ou l'espèce de nostalgie qu'on voit émerger dans certains milieux dits libertaires ou «autonomes». Quand il ne s'agit pas d'opérations commerciales comme celle de Canal Plus, d'Olivier Asayas et de son film sur Carlos...

Actions «exemplaires» ?

Mais revenons, à ce que les auteurs ont à nous dire du rôle du terrorisme, de façon très générale et à une hypothèse qu'ils exposent sans que l'on sache s'ils la partagent: «les terroristes (ou une partie d'entre eux) cherchent moins à effrayer l'adversaire – l'affaiblir ou le contraindre – qu'à encourager le camp dont ils se disent l'avant-garde (...). Le spectacle de l'ennemi frappé à la tête est censé dissiper les ténèbres idéologiques ou briser les habitudes de soumission qui empêchent les opprimés de se révolter».

On a là effectivement une bonne explication de ce qui sous-tend la plupart des actions «exemplaires» violentes, qu'il s'agisse de briser la vitrine d'une

banque, de casser la gueule à un chef, de faire sauter la villa d'un millionnaire (si possible quand il n'y a personne dedans) ou de liquider un tortionnaire, un dictateur, un flic, un juge, etc.

Ces actes prétendument exemplaires remplissent «une double fonction: une satisfaction immédiate (la tyrannie est humiliée et frappée dans ses représentants ou ses symboles les plus visibles), et, dans un second temps», ces actes sont censés créer des vocations, stimuler des révoltes et obliger «le dominé à prendre simultanément conscience de sa domination et de sa force».

En fait, les terroristes modernes n'ont rien inventé puisque les populistes russes de la Narodnaia Volia (Volonté du peuple) déclaraient déjà:

«L'activité terroriste consiste en la destruction des membres les plus dangereux du gouvernement, la protection du parti contre les espions, et la punition de l'arbitraire et de la violence officielle, dans tous les cas où elles se manifestent le plus visiblement et avec le plus d'excès. Le but d'une telle activité est de détruire le prestige du gouvernement, de démontrer constamment qu'il est possible de poursuivre la confrontation avec le gouvernement, de stimuler ainsi l'esprit révolutionnaire au sein du peuple, et finalement de former un corps adapté et entraîné à la guerre.»

Et les auteurs de commenter:

«Frapper au cœur, se défendre, choisir des cibles emblématiques, humilier l'ennemi, encourager l'ami, préparer le vrai conflit: difficile de mieux résumer les fonctions du terrorisme. (...) Or c'est cette attitude que condamne par exemple Lénine et pour des motifs qui n'ont rien à voir avec la morale ou l'horreur du sang.» La condamnation du «terrorisme individuel» par Lénine n'est faite que pour des «raisons d'opportunité» comme l'avoue le dirigeant bolchevik, qui lui préfère la «terreur exercée par un parti révolutionnaire victorieux», évidemment «assiégé par la bourgeoisie du monde entier».

Hier comme aujourd'hui, les apôtres de la violence armée, déploient des «trésors de dialectique» pour «prouver qu'ils ne sont pas une bande d'utopistes armés, mais que leur action est en accord avec le sujet historique du changement» (hier le prolétariat ou les peuples du tiers monde, aujourd'hui, ajouterons-nous, ce pourrait très bien être le précaire, les «sans», ou tout autre nouveau sujet révolutionnaire), «qu'ils sont tout sauf isolés, dotés d'une conscience supérieure à la plupart des opprimés qui ne vont pas tarder à les rejoindre dans la lutte. Et qu'ils respectent les sacro-saintes conditions objectives».

Dans la version «libertaire» ou «anarchisante» du terrorisme la violence est justifiée non par les conditions objectives, mais par les besoins de l'individu, de l'être humain opprimé, d'exprimer sa haine de l'ordre établi et de ses représentants. Mais cela ne change pas grand-chose au permis de tuer que se délivrent ces petits groupes, sans se poser la moindre question éthique quant à la décision de «liquider», «punir» non seulement les ennemis de classe, mais leurs complices, la complicité étant évidemment une notion extensible à

l'infini.

Le rôle des «intellectuels de poudre»

Après avoir exposé ces quelques généralités, les auteurs soulignent un autre aspect important du terrorisme d'extrême gauche: sa dimension idéologique. Pour ces groupuscules, en effet, l'explication politique et théorique (aussi indigeste soit-elle) de l'acte est aussi importante que l'acte lui-même.

«Le terroriste croit que chacun de ses actes doit révéler encore un peu plus combien l'idéologie est vraie, et faire partager à d'autres la révélation de la vérité. En ce sens tout terroriste est un intellectuel (ou se prend) pour un intellectuel au sens moderne où l'intellectuel n'est pas quelqu'un qui se caractérise par un usage particulièrement fréquent de son cerveau, mais par la volonté de peser sur les affaires du monde par le poids des idées. (...) Intellectuel d'un genre particulier (...), l'intellectuel de poudre s'autorise à interpeller le monde par l'audace de son acte.» «Tout acte doit être pédagogique, il doit faire progresser la conscience et dévoiler une situation – une oppression, un rapport de force, la «vraie nature» du régime – et ouvrir les yeux des opprimés.»

Les explications idéologiques des «euroterroristes» d'extrême gauche sont toujours marquées par le catastrophisme : l'impérialisme mène à la guerre (hier, les guerres coloniales, les interventions américaines, aujourd'hui on ajouterait la destruction écologique de la planète) ; les démocraties européennes sont en train de se «fasciser» ; les actions armées (de l'attentat ne causant aucune victime à l'assassinat ciblé) remportent un soutien de plus en plus massif de la part des travailleurs ou des exploités, etc.

Les «euroterroristes» d'extrême gauche, tout en utilisant un vocabulaire très militaire, voire militariste (armée, brigades, etc.) et en prétendant être engagés dans une guerre civile qui aurait déjà commencé ou serait sur le point d'éclater (conception que l'on trouvait aussi à la Gauche prolétarienne – cf. le livre d'Alain Geismar et Serge July «Vers la guerre civile» 1969 – même si la GP s'est dissoute avant que certains ne se transforment en exécuteurs de Tramoni, Audran, Besse, etc.) se sont le plus souvent défendus d'être des terroristes.

Quatre arguments...

Bauer et Huyghe répertorient quatre types d'arguments brandis face à l'accusation de terrorisme. Ces arguments permettent à ces groupes, et surtout à ceux qui les défendent contre la répression sans partager forcément toutes leurs analyses, d'effectuer un «retournement qui leur permet de se présenter comme les vraies victimes du vrai terrorisme, celui de l'Etat détenteur du monopole de la violence légitime, éventuellement associé à des groupes armés contre-révolutionnaires».

Pour les auteurs, ces quatre arguments sont :

- l'argument du type «justificatif et éthique : tel acte ne peut être terroriste car il est défensif (l'éternel argument que le vrai terroriste est l'Etat ; ou que l'initiative de la violence est venue d'en haut, pas d'en bas. Ou que le terme

infamant de terrorisme est incompatible avec des buts nobles (comme la lutte contre l'occupant nazi en 1939-1945 ou les luttes de la décolonisation). Ou encore que le terroriste n'a recouru à l'attentat que faute d'un espace d'expression ou de moyens de contestation démocratique. Et le plus souvent les trois à la fois» ;

- l'argument d'ordre technique: «une simple dégradation, un simple sabotage, une simple séquestration restent encore dans le registre de la protestation violente, pas du terrorisme». Et aussi l'argument selon lequel «à qualifier de terroriste n'importe quelle forme d'action directe, l'Etat réussirait à criminaliser toute protestation sociale».

Notons que le thème de la «criminalisation des mouvements sociaux» est un leitmotiv fréquent aujourd'hui, à gauche et à l'extrême gauche. Mais il faut user de ce terme avec prudence: quand on parle de criminalisation, par exemple, du Réseau Education sans frontières par le porte-parole de l'UMP Frédéric Lefebvre, il s'agit bien évidemment d'une exagération grossière, si on compare cette «criminalisation» imaginaire à celle, bien réelle, qui s'est abattue sur les amis de Julien Coupat qui ont été jetés en prison et accusés de sabotage et d'entreprise terroriste, le tout sans la moindre preuve. Criminalisation surtout préventive ou dissuasive, si on la compare à son tour aux tortures puis au meurtre des prisonniers de la RAF dans les geôles de la République fédérale allemande.

- l'argument d'intention: «certains actes visent moins à faire peur qu'à faire sens, à démontrer quelque chose, telles les contradictions de ceux qui prétendent lutter contre le terrorisme et à révéler leur vrai visage. La nature symbolique des actes fait qu'ils instruisent les masses. Ils sont plutôt de communication que de violence».

Je ne suis pas vraiment convaincu que les terroristes d'extrême gauche aient été de grands maîtres de la communication à leur époque, mais on peut retenir de cette analyse qu'effectivement les «euroterroristes» n'avaient pas (consciemment du moins) l'intention d'établir un régime de terreur même si leur admiration pour Mao, Castro ou Ho chi minh était pour le moins inquiétante, puisque à l'époque on disposait déjà de toutes les informations nécessaires sur ces régimes.

- l'argument historique : «parler de terrorisme serait se tromper d'époque. Nous en serions déjà au stade de la guerre civile pour ne pas dire de la révolution. De façon souvent nombriliste, les acteurs ont tendance à ne considérer les crimes qu'ils accomplissent que comme des «étapes» d'un schéma historique, allant, par exemple, de la propagande armée à la construction du parti politico-militaire destiné dans leur esprit à remplacer les partis communistes «révisionnistes».

Cet argument historique est d'ailleurs ce qui rendait et rend encore les textes de ces groupes illisibles, car les démonstrations économiques étaient particu-

lièrement lourdingues et les comparaisons historiques avec Pétrograd, la Sierra Maestra ou le Yunan plutôt ridicules.

...et trois techniques d'esquive pour empêcher toute discussion

A ces quatre types d'arguments nous ajouterons trois techniques d'esquive qui ne sont pas des arguments en faveur du terrorisme d'extrême gauche mais des moyens d'empêcher toute discussion sur l'usage de la violence politique aujourd'hui:

- le refus de prendre position sur les moyens employés. C'est ainsi que Léon de Mattis, auteur contemporain fort apprécié dans les milieux libertaires et post-autonomes, écrit: «Le «terrorisme d'origine islamiste n'est pas à rejeter parce qu'il serait du terrorisme mais bien à cause des objectifs qu'il poursuit»... L'auteur ne se demande même pas si les moyens employés par les terroristes islamistes ne seraient pas par hasard en harmonie avec leurs objectifs criminels et totalitaires.

- L'amalgame avec les flics : «le mot terrorisme, écrit de Mattis, (...) est devenu par excellence l'instrument de l'amalgame policier». En clair si on utilise ce mot défendu, ou si l'on dénonce les moyens utilisés par les groupes terroristes, ou simplement si l'on se dissocie de ces groupes, on est complice des flics...

- La dénonciation du «moralisme abstrait» : pour de Mattis il ne faut pas se laisser «aller au piège de la condamnation abstraite et générale du terrorisme ou au contraire admettre que cette qualification pourrait renvoyer à (ses) propres actes». Et de nous proposer un tour de passe qui résout bien sûr tous les problèmes: «C'est le mot lui-même qu'il faut bannir.» Où l'on voit l'influence délétère du postmodernisme sur les analyses politiques «radicales»: il suffirait de supprimer un mot pour éliminer le problème qu'il désigne...

Pour conclure, disons que ce livre au prix prohibitif peut constituer une base de discussion utile sur la violence politique à partir des années 60 et sur ses justifications théoriques, malgré le point de vue réac de ses auteurs, et à condition de lire avec prudence les informations factuelles qu'il contient sur les groupes d'extrême gauche «euroterroristes».

Y.C., 2010

1. Rappelons que la Gauche prolétarienne écrivait des morceaux d'anthologie comme celui-ci : «appliquant la pensée de Maotsétoung à la réalité française nous avons défini et appliqué une politique politico-militaire (*sic*), une guérilla originale que nous avons appelée lutte violente de partisans».

2. La Fraction armée rouge combinait les références à Lénine avec une culture «marcusienne» qui témoignait d'une certaine condescendance pour les exploités : «Le système a réussi dans les métropoles à plonger les masses si profondément dans sa propre merde, qu'elles ont apparemment perdu leur vision d'elles-mêmes, en tant qu'exploitées et opprimées: de sorte que pour

elles l'auto, une assurance vie, un contrat épargne logement, leur font accepter tous les crimes du système.» Où l'on voit que les post-situs ou post-autonomes actuels n'ont rien inventé quand ils dénoncent les méfaits de la «société de consommation», de la télé, etc.

4 septembre 2010 : «fêter» l'anniversaire de la III^e République ou honorer les Communards ?

(Ce texte écrit avant la manifestation est paru sur le site mondialisme.org et a été en grande partie repris – et de mon point de vue amélioré – dans un tract de l'Organisation communiste libertaire et également par des militants qui l'ont diffusé le 4 septembre, Ni patrie ni frontières)

Une grande manif doit se tenir le 4 septembre 2010, convoquée par toute la gauche, les syndicats, les associations antiracistes ou de soutien aux travailleurs immigrés, etc.

Cette date a été choisie parce qu'elle coïncide avec le 140^e anniversaire de la fondation de la Troisième République qu'il faudrait «fêter» selon les organisateurs de l'appel «Non à la politique du pilori» (on trouvera cette pétition insipide (1), pardon cet "appel citoyen", sur le site <http://nonalapolitiquedupilori.org/>).

Curieusement, jusqu'ici aucun des historiens ou des intellectuels qui fustigent Nicolas Sarkozy pour sa manipulation ou son ignorance de l'Histoire n'a fait remarquer que la Troisième République a été fondée sur le sang des Communards, les persécutions, les condamnations à l'exil, au bagne et à la prison, quand ce n'était pas le poteau d'exécution décidé par les conseils de guerre qui siègeront pendant les quatre premières années de la Troisième République ou les cours prévôtales qui fusillaient les hommes et les femmes pris les armes à la main.

Les rédacteurs et les 30 000 signataires de l'appel "Non au pilori" ont complètement oublié les 20 000 morts de la Commune de Paris, les 38 000 arrestations, les 50 000 jugements qui se poursuivront jusqu'en 1877, les 4000 personnes expédiées au bagne, le tout pour quoi ?

Pour célébrer, le 4 septembre 2010, la Troisième République.... des bour-

reaux du peuple parisien.

Le citoyenisme, qui est l'idéologie dominante à gauche, est décidément bien un négationnisme (à peine dissimulé) de l'histoire du mouvement ouvrier et de ses combats.

Le 4 septembre 2010, si vous tenez à descendre dans la rue contre ce pléonasme (faussetment) naïf qu'est la «xénophobie d'Etat» (tout Etat est xénophobe, sinon il ne remplit pas sa fonction essentielle : défendre la nation), criez au moins le nom des communards et des pétroleuses !

Ayez une pensée pour le général Dombrowski mort sur les barricades près de la rue Myrha, Théophile Ferré, Louis Rossel et tous les anonymes exécutés par cette Troisième République que les rédacteurs de l'appel "Non au pilori" voudraient nous voir "fêter" le 4 septembre 2010.

N'oubliez pas qui était Adolphe Thiers, le chef des Versaillais, celui qui a lancé 130 000 soldats contre les ouvriers et les artisans parisiens, le premier président de cette Troisième République qui a commencé aussi mal qu'elle a fini et que nos citoyenistes sans mémoire voudraient que nous fêtions en enterrant une seconde fois les Communards.

Des conseils de guerre fusillant les Communards en septembre 1870 aux pleins pouvoirs votés à Pétain en juillet 1940 par les trois quarts des députés socialistes, de la guerre du Rif aux massacres et aux bagnes d'Indochine en passant par les interventions des armées françaises contre la révolution russe, des fichiers de l'immigration les plus sophistiqués de la planète aux lois restreignant (déjà) les droits des immigrés, la Troisième République a une belle continuité que les sans-mémoire de la gauche s'apprêtent à "fêter" en toute bonne (in)conscience !

Y.C., 26/08/2010

Notes

1. Comme me le fait remarquer justement un lecteur perspicace, cet appel contient des expressions inadmissibles comme la référence au "nécessaire respect de l'ordre public" (comme quoi la gauche nous prend pour des imbéciles quand elle prétend dénoncer la politique sécuritaire de Sarkozy) et au respect de " la Constitution".

On rappellera aux sans-mémoire de gauche que deux réformistes bon teint, Messieurs François Mitterrand et André Chandernagor, dénoncèrent, il y a déjà 40 ans, l'un dans "Le coup d'Etat permanent" (1964), l'autre dans "Un parlement pour quoi faire" (1967), la Constitution de la Cinquième République comme totalement et viscéralement antidémocratique et propice aux coups d'Etat et à toutes les manœuvres autoritaires du gouvernement contre les "élus de la nation".

Même si nous ne croyons guère aux vertus de la démocratie bourgeoise, la vacuité de cet appel permet de mesurer la régression politique de cette gauche

réformiste qui a oublié même ses petits combats contre la Constitution de la Cinquième République.... et de l'extrême gauche (le NPA en tête) qui lui emboîte allégrement le pas.

Quant à la phrase qui conclut l'appel et fait mention d'une "République que nous voulons plus que jamais, libre, égale et fraternelle" on se demande sur quelle planète vivent les rédacteurs et les signataires de cet "appel". La République des Bisounours, sans doute...

Post scriptum du 8 septembre 2010

Plusieurs lecteurs m'ont écrit pour me dire qu'il aurait fallu nuancer mon propos (notamment l'expression "la Troisième République a été fondée sur le sang des Communards"), que la République de 1870 n'était pas celle de 1871 même si Thiers représente un élément de continuité entre les deux. Bref, que la Commune aurait vu l'affrontement de deux fractions au sein du camp républicain, et que la Troisième République dès ses débuts ne pouvait donc être tenue pour collectivement responsable de ce qui se passera un an plus tard. Dont acte, j'aurai dû être plus précis et nuancé. Je maintiens néanmoins que fêter la "Troisième République" n'est pas innocent pour la gauche sans mémoire actuelle. Il aurait suffi de ne pas mentionner du tout cet anniversaire et personne n'aurait prêté attention à ce hasard du calendrier. Et quand je vois qu'un historien du Comité de vigilance face aux usages de l'Histoire (<http://www.liberation.fr/politiques...>) reprend Eric Besson pour avoir confondu la "sûreté des personnes" du temps de la Révolution avec la politique en faveur de la "sécurité" actuelle, cela me renforce dans la conviction que la gauche citoyenniste respecte fondamentalement l'ordre (comme le disait la pétition "Non à la politique du pilori") et l'Etat, positions qu'il fallait dénoncer.

C'est ce point que j'ai voulu souligner, sans doute maladroitement à propos de l'appel à cette manif du 4 septembre.

Mercredi 1^{er} décembre 2010

Contre leur liberté d'expression

Dans les moments de lutte, les pauvres se fichent de la liberté d'expression de l'ennemi :

- Quand des travailleurs séquestrent un patron, accessoirement, ils l'empêchent d'expliquer benoîtement à la télé pourquoi il lui est nécessaire de briser leurs vies.

- Quand des chômeurs occupent une administration, y interrompant le travail en cours, on ne se préoccupe pas de savoir que ladite administration ne pourra pas édicter en temps et en heure la circulaire qui nous prive de nos droits, c'est même l'un des objectifs de l'occupation.

- Quand on se bat dans la rue, quand on y érige des barricades, on bloque physiquement d'autres hommes, mais on récupère aussi un territoire où leur voix modèle le paysage et l'atmosphère en temps normal.

Mais les pauvres engagés dans la lutte concrète contre la bourgeoisie n'ont guère le temps de s'exprimer longuement, même s'ils en ont le droit, au moins formel.

D'autres en ont fait métier : professeurs d'université ou de grandes écoles, ils sont les penseurs de ce temps, se vivent comme *«la voix des sans-voix»* sans jamais s'interroger sur leur légitimité.

Pierre Bourdieu avait inauguré cette manière de faire pendant le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-98: l'Ecole Normale Supérieure était occupée depuis plusieurs jours par des centaines de précaires, cernés par des escadrons de flics dont l'objectif premier était bien d'empêcher la diffusion de la lutte et de son contenu à l'extérieur.

Le prestigieux professeur s'était planté là, dos à l'Ecole, dos aux occupants, face à des dizaines de caméras, pour expliquer pourquoi les autres affrontaient la police, cette même police qui le laissait s'exprimer, lui.

Devenu spécialiste après cet épisode, le digne homme se vit cité par les organisations «représentatives» des chômeurs et précaires quand il s'agissait d'expliquer le sens profond de la lutte. Les concernés, ceux qui vivaient la précarité dans leur peau, se trouvèrent vite réduits au statut d'exemples illustrant les théories des professeurs, car Bourdieu n'était pas seul en lice, de Moullet-Boutang à Negri, beaucoup de gens avaient des mots à mettre dans la bouche de ceux qui faisaient le mouvement.

A la fin des années 1990, au moment où l'attaque capitaliste contre les acquis sociaux entraînait économiquement la chute des catégories sociales in-

termédiaires, et notamment des professions intellectuelles, une petite niche d'emploi innovant commença ainsi à se développer : parler à la place du mouvement social du haut de sa chaire d'universitaire devint un moyen commode de se distinguer des concurrents, dans un contexte de privatisation des universités.

Le modèle était évidemment celui de l'intellectuel révolutionnaire d'autrefois. Mais si Lénine ou Trotsky étaient pourchassés par toutes les polices européennes pour leur activité d'écriture, si la réunion dans un café où fut élaborée la plateforme makhnoviste au milieu des années 20 fut interrompue par les flics, si empêcher la diffusion des brochures et des écrits fut l'un des principaux objectifs des structures répressives jusqu'au milieu du siècle dernier, aujourd'hui, l'intellectuel «révolutionnaire» n'a pas ce souci.

Invité à la télé, il peut y dénoncer la censure atroce qui s'exerce contre ses idées car *«il passe à Ce soir ou jamais, certes, mais pas au journal de Jean Pierre Pernaut.»*

Certes ses journées sont épuisantes: entre son emploi à l'Université, les tribunes à rédiger pour les médias internet, Rue 89 ou Mediapart, et les débats du mouvement où ouvriers, sans papiers ou étudiants en lutte sont conviés à l'écouter,...sa vie n'est pas de tout repos.

Une vie de mots sans importance mais bien payés et reconnus socialement.

Mais comme toute marchandise en monde capitaliste, le commerce des mots est livré à la concurrence. A l'extrême gauche, pour une lutte médiatisée, trente «intellectuels» désormais pour vouloir en parler.

Ainsi le jeune émeutier de banlieue comme son alter ego palestinien sont-ils des cibles très convoitées. Tout le monde a quelque chose à en dire, mais on tourne vite en rond. La sphère médiatique se lasse vite des idées neuves, le concept d'Indigène seul a fait son temps, le scandale bien réel enfin dévoilé du «post-colonialisme» ne suffit plus à lui seul. Récemment, dans *Libération*, nombre d'intellectuels et d'universitaires ont innové à propos du procès de Villiers-le-Bel en annonçant l'évènement comme le passage à la lutte armée des classes dangereuses «noires et arabes».

Accessoirement, aucun jeune de Villiers-le-Bel, aucun habitant n'avait formulé les choses de cette manière à propos des tirs contre des policiers. Accessoirement, cette tribune libre intervenait dans un procès où l'objectif des inculpés était justement de démonter une version selon laquelle des groupes parfaitement organisés auraient prémédité de «tuer du flic». Accessoirement, la tribune de libre expression provocatrice de nos intellectuels «pas habitants» de Villiers-le-Bel fut-elle reprise par une partie des media d'extrême droite et présentée comme la parole de la banlieue.

Les jeunes inculpés qui n'avaient pas parlé de lutte armée ont été condamnés à des peines de dizaines d'années de prison.

Pour les intellectuels universitaires, la question est surtout celle de la prochaine provocation, de la prochaine surenchère sur les luttes, du prochain usage de la liberté d'expression qui leur est concédée.

Ils en ont le droit, ils savent s'en servir, et ils en vivent.

Là-dessus, la liberté d'expression ne diffère pas des autres libertés bourgeoises inscrites dans le marbre des constitutions des pays démocratiques. Les libertés sont exactement comme les produits dans les rayons du supermarché, la question n'est pas la pénurie, mais la possibilité d'acheter la marchandise disponible.

Personne ne remettra cette idée en cause pour certaines libertés, ainsi personne à gauche n'ira dire que chacun dispose à parts égales de la liberté d'entreprendre ou d'être propriétaire. Bien au contraire, tout anticapitaliste, même modéré, part du principe que ces libertés fonctionnent sur le principe d'un exploiteur et d'un exploité, d'une partie qui fait ce qu'elle veut et de l'autre qui subit forcément et se fait déposséder.

De fait, l'ensemble du mouvement révolutionnaire, et même une grande partie du réformisme socialiste originel, se sont construits sur un objectif : priver la bourgeoisie de ces deux libertés, celles de s'approprier la marchandise et le travail des autres.

Et pour tous les révolutionnaires, il ne s'agissait pas de se réapproprier ces libertés, de les transmettre d'une classe à une autre, mais d'abolir le salariat et la propriété.

Le rêve révolutionnaire repose sur la destruction sociale de ces deux libertés bourgeoises, c'est celui d'un monde où personne ne pourra plus entreprendre d'exploiter les autres.

Dans le cadre de la lutte des classes, la liberté d'expression du prolétariat est elle aussi muselée, tout naturellement. La destruction des moyens de communication de l'ennemi de classe est donc une nécessité immédiate pour les prolétaires. Virer des espaces de décision collective du mouvement, ceux qui ne partagent pas la volonté de lutter aussi. Ne pas laisser la parole à tout le monde, c'est même la base du combat. Quand cette base n'existe pas ou est remise en cause, très vite le mouvement s'effondre: ainsi dans ces AG d'université où on laisse s'exprimer ceux qui sont contre la grève ou le blocage, où l'on revient en arrière en débattant sur l'existence même du mouvement. Ainsi en est-il aussi lorsque le syndicalisme passe de la négociation, où chacun expose l'état du rapport de forces et les revendications qui vont avec, à la concertation où les représentants des patrons et des ouvriers sont censés s'exprimer, s'écouter et s'entendre....sur le dos du prolétariat.

«Le prolétaire s'exprime mal», c'est un lieu commun entendu durant toute notre scolarité. Et pour cause, cela ne fait pas partie des savoirs que l'on veut bien nous transmettre, et individuellement, l'exploitation ne nous permettra pas de les développer plus tard.

La liberté d'expression est donc une liberté virtuelle au niveau individuel: seule la lutte, la construction d'outils collectifs, le partage des savoirs permettent aux pauvres de pouvoir dire et communiquer efficacement entre eux.

Mais dans le cadre capitaliste, ils ont toujours un train de retard et ne sont jamais à égalité car il ne s'agit pas seulement de dire, mais d'être entendu. Tout le monde peut faire son blog, tout le monde peut envoyer des communiqués de presse, tout le monde peut donner son avis, mais tout le monde ne sera pas repris, pas référencé, et pas entendu de la même manière.

Comme pour toutes les autres libertés, l'accès aux moyens de production, le côté de la barrière de classe où l'on est, détermine tout. C'est la raison pour laquelle l'extrême droite et les mouvements fascistes règnent quasiment sans partages sur le net, en termes d'audience et de nombre de sites, en termes de participation au débat «libre et ouvert» sur les forums des grands médias.

C'est la raison pour laquelle aucune loi ne peut contrer cette domination: loi Gayssot ou pas, il n'y a rien de plus facile, malheureusement qu'accéder aux discours révisionnistes ou négationnistes, il est même difficile d'y échapper. Des centaines de commentaires sont postés chaque jour sur les plateformes vidéos, sur les forums généralistes avec des liens vers les sites néonazis, ou plus subtilement vers des sites apparemment neutres mais qui renvoient à leur tour vers la propagande raciste et antisémite. Il arrive que des sites soient fermés: ils mettent généralement quarante-huit heures à rouvrir ailleurs, parfois un tout petit peu plus.

Dans ce contexte, on peut comprendre que l'extrême droite fasse du foin autour de la loi Gayssot et déclare la liberté d'expression «menacée». Le propre du fascisme est de se présenter comme une rébellion anticapitaliste, comme l'ennemi du système et d'utiliser les quelques freins étatiques à son développement pour entretenir cette image.

De la même manière, lorsqu'un ministre d'Etat va un peu trop loin et trop ouvertement dans l'enrichissement personnel, lorsqu'un chef d'entreprise abuse un peu sur le nombre de valises de billets qu'il balade à droite à gauche, lorsque des conflits de pouvoir au sein même de la bourgeoisie donnent lieu au sacrifice de quelques lampistes, les lampistes en question hurleront au «populisme», à la remise en cause de la «liberté» de l'industrie, voire au retour des «rouges» qui criminalisent le brave producteur et crient haro sur l'argent.

Aucun anticapitaliste n'ira les prendre au sérieux, évidemment.

Pourtant, lorsqu'il arrive qu'un néonazi, un fasciste ou un révisionniste soit condamné pour ses propos et la diffusion de sa propagande, lorsqu'il arrive que l'un d'eux se retrouve en prison, toute une partie de l'extrême gauche, et une partie des libertaires se sentent brusquement investis d'une mission: défendre la liberté d'expression, au prétexte que cette épisodique répression des propos de leurs ennemis fascistes serait une atteinte aux fondements éthiques du combat révolutionnaire, et menacerait leur propre liberté d'expression.

A chaque fois, les mêmes arguments ressortent : l'attaque étatique contre des négationnistes ou des fascistes serait le prélude et le prétexte à un muselage du camp adverse, et des Noam Chomsky, des Jean Bricmont, seraient d'une lucidité salvatrice lorsqu'ils les défendent. Depuis dix ans, l'on nous annonce que la loi Gayssot sera suivie de bien d'autres.

Mais c'est bien là un point de vue externe à la lutte, un point de vue qui émane d'une classe qui a elle-même le privilège de la liberté d'expression.

-Les délits d'outrage, les délits d'incitation à l'émeute, les délits de manifestation non autorisée existent depuis que la république est née et répriment invariablement les mêmes, les prolétaires en révolte qui n'ont jamais eu le droit de dire ce qu'ils voulaient.

-La diffamation et l'injure sont des infractions qui ont toujours permis de faire taire ceux qui s'attaquaient aux intérêts de la bourgeoisie et n'avaient pas les moyens financiers de faire face à de longues et coûteuses procédures juridiques, pas les moyens de se payer des avocats spécialisés.

-Le devoir de réserve dans la fonction publique a toujours été utilisé pour imposer le silence aux agents de l'Etat sur le véritable fonctionnement des administrations où ils travaillent.

Depuis la fin de la guerre d'Algérie, les lois d'amnistie votées à cette occasion ont un effet particulier sur la liberté d'expression. Si l'on dénonce les crimes commis par un membre de l'Etat français à cette époque, et que l'on est attaqué en diffamation, on ne pourra pas se défendre en apportant la preuve des crimes allégués car ceux-ci sont couverts par la loi d'amnistie.

Ce dernier exemple montre bien que des lois existent dans ce pays contre la liberté d'expression des victimes du racisme et du colonialisme. Elles n'ont jamais donné lieu à une levée de bouclier comparable à celle contre la loi Gayssot, qui après tout ne s'attaque qu'à la liberté d'expression des bourreaux et de leurs soutiens, et de manière bien peu efficace.

La question qui se pose aujourd'hui à tout prolétaire en lutte menacé par la montée du fascisme est donc simple : comment faire taire les bourgeois et les fascistes, comment détruire ou neutraliser les moyens de propagande de l'ennemi ?

La «liberté d'expression» doit être détruite, au même titre que toutes les libertés bourgeoises, il ne s'agit pas de les reprendre pour nous, c'est impossible.

Le monde que nous voulons sera celui de la liberté d'apprendre, de la liberté d'accès à la vérité scientifique, celui de la liberté de réflexion, qu'entrave nécessairement la liberté d'exprimer des mensonges, de manipuler le prolétariat en laissant libre cours aux manipulations des charlatans de l'irrationnel.

Reconnaître à nos ennemis le droit de s'exprimer, c'est leur reconnaître le droit de gagner la bataille : car les mots sont des armes mortelles.

-En Europe de l'Est, les antifascistes tombent sous les coups de la liberté d'expression capitaliste, parce que les néonazis publient leur nom et leur adresse sur des sites hébergés aux Etats Unis.

-En France, des femmes voient leur vie brisée par la culpabilité parce qu'elles ont cherché sur Internet des informations sur l'avortement et sont tombées sur les sites des anti-IVG, bien mieux référencés que ceux du planning familial.

Des jeunes Juifs se font tabasser parce que se répand sur toute la toile le négationnisme qui les présente comme les plus grands manipulateurs de l'Histoire.

La révolution, c'est nécessairement bâillonner la bourgeoisie et ses alliés fascistes.

Nécessairement donc, ceux qui défendent le droit de nos ennemis à propager leur haine sont dans leur camp, volontairement ou pas.

En ce qui concerne les «intellectuels» progressistes qui défendent Faurisson ou Reynouard, peu nous importe qu'ils ne soient pas des fascistes : sans doute défendent-ils leur bout de gras pour la plupart, ce qui leur reste de privilèges concédés par la bourgeoisie : parler à tort et à travers, provoquer sans rien risquer.

Concernant Chomsky, le cas est plus grave.

Nous n'avons pas de temps à perdre à nous interroger longuement sur le hasard étrange, qui fait qu'un écrivain et universitaire américain, par deux fois, signe une pétition en faveur de révisionnistes français, qui ne sont pas si nombreux tout de même, sans les avoir lus. Nous nous contenterons de remarquer que Noam Chomsky ne connaît pas non plus les précaires français mis en examen suite à des plaintes de la CFDT pour leurs propos sur cette confédération, qu'il ne connaît pas non plus les antifascistes russes réprimés depuis août pour leur simple appartenance revendiquée à des mouvements d'opposition à l'extrême droite, qu'il ne connaît pas non plus les nombreuses personnes condamnées pour outrage au chef de l'Etat français, qu'il n'a pas lu les textes antipatronaux pour lesquels des syndicalistes et des travailleurs sont régulièrement condamnés suite à une plainte de leur boîte. Et que Noam Chomsky n'a pas signé les pétitions de soutien à leur sujet, et ce bien que leur liberté d'expression soit aussi directement mise en cause

De ceci, l'on ne peut déduire que deux choses: ou Noam Chomsky a lu Faurisson et Reynouard, et trouve un intérêt spécifique à les défendre, eux et pas d'autres, ou Chomsky ne les a effectivement pas lus, auquel cas il semblerait que ses contacts en France, qui l'amènent à signer des pétitions parmi d'autres sont manifestement prioritairement des antisémites et pas des militants révolutionnaires.

Mais peu importe : on peut défendre les fascistes parce qu'on l'est soi-même ou seulement parce qu'on y trouve un intérêt matériel, ou même parce qu'on s'est laissé manipuler.

Mais de toute façon, dans la lutte à mort entre le fascisme et les prolétaires, il n'y a pas de troisième voie, pas plus qu'il n'y a de «troisième voie» entre le capitalisme ou la Révolution sociale.

Les soldats perdus de l'extrême gauche qui défendent la liberté d'expression des fascistes sont des soldats quand même, au service des généraux de l'extrême droite.

Etre liberticide c'est une nécessité, faire fermer leur gueule aux fascistes une priorité vitale.

Luftmensch, 2010

A propos des théories du complot : La conspiration des bergers allemands

Un élément commun à tous les conspirationnistes, essentiel à capter pour les combattre sans perdre son temps, qu'il s'agisse d'égares ou au contraire de militants, c'est l'inversion de la charge de la preuve.

Le discours complotiste est toujours articulé de la même manière, qu'il s'agisse de dénoncer les Illuminati, les islamistes, les sionistes, les extra terrestres, les franc maçons et bien d'autres, qu'il s'agisse du complot pour faire sauter les tours, pour propager un poison mortel dans les vaccins, ou pour remplacer les humains par des reptiliens. Cette dernière hypothèse peut faire ricaner avec condescendance, mais le fait est qu'elle tourne dans nombre de milieux, que ceux qui la propagent tiennent des conférences assez fréquentées au point que les fascistes plus classiques doivent s'acharner à la démontrer sur certains de leurs forums.

Bref, le complotiste commence par énoncer sa thèse, le complot, avec ses objectifs et ses auteurs.

Ensuite, seulement, il énonce un certain nombre de faits, généralement beaucoup à la fois qui iraient dans son sens, toujours selon lui. Puis face au contradicteur, il lui demande de prouver qu'il a tort.

La première réaction de bonne foi consiste souvent à entrer dans le débat sur ces bases : à prendre fait après fait pour en donner d'autres explications, à essayer de trouver des faits contradictoires, à montrer que tel fait peut s'expliquer totalement autrement, et ainsi de suite.

Mais c'est de cette manière que les réseaux conspirationnistes ont réussi à s'imposer dans les débats, un peu partout sur internet et surtout dans la tête des gens. Sur la base évidente pour tous, que les versions officielles du capitalisme ne sont qu'un point de vue orienté et subjectifs, sur la base évidente que la stratégie des différentes entités qui constituent la bourgeoisie n'est évidemment pas toujours explicitée de manière publique.

Leur objectif a été rempli au sens où il n'a jamais été question pour eux de débattre d'une hypothèse, mais d'orienter les débats sur leurs terrains, et selon leurs méthodes.

Beaucoup de militants ont ainsi perdu de vue l'essentiel : c'est à celui qui avance une théorie de démontrer rationnellement qu'elle est vraie, et non à son contradicteur de démontrer qu'elle est fausse.

Car, dans ce dernier cadre de débats, on est forcément piégés : avec la méthode conspirationniste exposée ci dessus, chacun peut faire le test. Et bâtir sa théorie du complot, par exemple que les bergers allemands contrôlent le monde depuis au moins deux siècles par injonctions télépathiques.

Et la démontrer, si elle est bien foutue prendra un temps énorme : sur mon site internet, je posterai une dizaine d'articles par jour minimum ; tous les faits divers impliquant des bergers allemands que je pourrai trouver. Des biographies des personnages historiques ayant eu ce type de chiens (quitte à mentir d'ailleurs, mes contradicteurs devront alors se faire chier à prouver que untel avait en fait un chat ou détestait les chiens). Je montrerai la corrélation entre les périodes de leur vie ou ils ont eu un berger allemand et les décisions qu'ils ont prises. Naturellement, vu le nombre de personnes possédant un berger allemand, je sélectionnerai celles dont les opinions et les activités correspondent à l'objectif que j'ai assigné aux "comploteurs " : la destruction de la race humaine, ou de celle des épagneuls bretons. J'y adjoindrai des articles spécialisés dans l'anatomie canine, dans la sociologie animale, de préférence très longs et inaccessibles à des personnes ne maîtrisant pas les connaissances scientifiques des méthodes en question, rédigés par des "scientifiques reconnus". J'en ferais un résumé, en expliquant qu'à la page 53 de l'article, l'auteur évoque très précisément un élément qui peut aller dans mon sens.

Et naturellement à ceux qui me diront que ma théorie est farfelue, je répondrais en préalable qu'il est tout de même étrange de se préoccuper de la démolir et de la discréditer si elle est aussi farfelue que ça. Bien évidemment, j'aurai pris soin de me faire exclure de quelques conférences et forums vétérinaires, ce qui me permettra de démontrer l'acharnement de la censure à mon égard. Et j'aurai avec mes camarades également foutu le bordel par exemple au Noël de la SPA, je me serais fait jeter par la police et j'aurai mis la vidéo. Avec un exposé, là très précis et très argumenté des divers scandales ayant touché la SPA ces dernières années, et de comment certains de ses animateurs s'en sont mis plein les poches

Ça paraît très con avec les bergers allemands, mais c'est exactement de cette manière que fonctionnent toutes les entreprises conspirationnistes, on peut le vérifier sur les sites innombrables consacrées à la grippe A ou au 11 septembre. Et c'est aussi avec ce type de stratégies que l'extrême droite a fait son trou à l'extrême gauche, et par ricochet dans le mouvement social. Sur les médias qui ne lui appartiennent pas, l'extrême droite postera l'article sur la SPA, pour les bergers allemands, sur les massacres d'enfants palestiniens pour les juifs, sur l'assassinat des femmes en Afghanistan pour les islamistes. Le truc, c'est de toujours choisir les sujets qui font l'actualité et ceux dont on pense qu'ils préoccupent les gens et qu'ils sont les plus à même de les révolter.

(Extrait d'une contribution de **Wiecha** sur le Forum Rouge & Noir en 2010
: <http://cnt.ait.caen.free.fr/forum>)

La burqa, Sarkozy et la confusion de la Gauche

Pour lutter contre un gouvernement réactionnaire,
mieux vaut analyser correctement sa politique !

Cet article est une version légèrement modifiée d'un texte paru dans Solidarity, le journal bimensuel de l'Alliance for Workers Liberty de Grande-Bretagne en août 2010.)

Tout a été dit mais....

Tout a été dit au sujet de cette loi dont le lancement a été, de facto, préparé par un député du Parti néostalinien (1) –, André Gérin, qui a présidé une commission parlementaire multipartite pendant plusieurs mois sur le sujet. Cette loi doit être discutée en septembre 2010 et toutes sortes d'explications ont été invoquées : Sarkozy est en chute libre dans les sondages ; il veut séduire les électeurs du Front national ; l'économie française connaît de graves problèmes et l'UMP est à la recherche d'une diversion ; le gouvernement veut justifier une intervention militaire française en Afghanistan ; les salafistes (2) tentent de s'infiltrer dans les quartiers populaires peuplés par une majorité d'étrangers ou de Français «musulmans» originaires de l'Afrique du Nord ou de l'Afrique subsaharienne ; cette nouvelle loi est la suite du débat vicieux sur l'identité nationale lancée par l'UMP ; parmi les 2 000 (!?) femmes qui sont censées porter la burqa en France, on compte de nombreuses jeunes Franco-Gauloises, nouvellement converties, qui se comportent comme les membres d'une secte et ne représentent pas la majorité des femmes «musulmanes» vivant en France, etc.

Sans doute toutes ces explications rendent-elles compte d'une partie de la réalité, mais aucune d'elles n'explique le désarroi de la gauche et de l'extrême gauche face à cette nouvelle loi, présentée par le gouvernement français comme une loi «féministe» (!).

Abstention et critiques du projet de loi

Si l'on considère l'attitude prise par les deux principaux partis de la gauche réformiste, nous ne pouvons que constater une certaine division dans leurs

rangs. En principe, les députés «communistes» s'abstiendront mais André Gérin votera pour cette loi. Le Parti socialiste voulait présenter un autre texte pour unir tous les partis «républicains» contre les dérives sectaires religieuses, mais il va finalement s'abstenir, même si plusieurs députés «socialistes» ont déjà annoncé qu'ils voteront peut-être la loi.

En ce qui concerne les trois principaux groupes d'extrême gauche, Lutte ouvrière, après avoir pris une position peu critique à l'égard de la loi, semble avoir changé sa ligne et désormais dénoncer clairement la manœuvre du gouvernement tout en soutenant la «lutte» médiatique du groupuscule satellite du PS qu'est Ni putes ni soumises.

Le NPA a publié deux communiqués de presse pour dénoncer la loi, mais ne s'est pas engagé dans une campagne nationale contre «l'islamophobie», à la grande déception de la fraction de ses militants influencés par l'idéologie postmoderne des Indigènes de la République et opportuniste du SWP britannique, qui considèrent que l'islam serait la «religion des pauvres», comme si le protestantisme, le bouddhisme ou le catholicisme n'étaient populaires que chez les milliardaires....

Quant au POI (le Parti ouvrier indépendant, héritier de l'OCI-PT, animé par les trotskystes dits «lambertistes»), il a pris position contre la loi, en soulignant, comme tous les adversaires de ce texte, qu'elle va obliger les femmes voulant porter la burqa à rester cloîtrées à la maison, mais la dénonciation de la future loi ne semble pas occuper une place centrale dans sa presse, car ses militants consacrent leur énergie à attaquer la politique du gouvernement sur les retraites et les fermetures d'entreprises.

Sarkozy profite de la division

Le fait que la gauche et l'extrême gauche soient incapables de prendre une position active et unie contre la loi anti-burqa souligne au moins le talent tactique de l'ex-maire de Neuilly qui prépare sa (très probable) prochaine campagne présidentielle. Durant les trois dernières années, il a su utiliser les divisions de la gauche, ses ambiguïtés envers le nationalisme français et le racisme institutionnel qui règne en France, sa réticence à défendre une position critique à l'égard de toutes les religions (y compris l'islam), son militantisme déclinant (pour ne pas dire inexistant) dans les quartiers populaires.

Des réponses abstraites

La gauche a seulement été capable de hisser l'étendard de la lutte contre le racisme, lutte plutôt abstraite, qui ne la différencie pas vraiment des partis majoritaires à droite et au centre, même si certains membres de l'élite politique expriment régulièrement une certaine forme de racisme, inconscient ou cyniquement électoraliste, envers les Africains du Nord, les Africains, les Roms, etc.

Dénoncer le racisme de la droite uniquement à partir de petites phrases ne sert à rien. Il vaudrait beaucoup mieux s'attaquer de façon frontale aux dis-

criminations sociales qui gangrènent la société française, à commencer par la représentation municipale et parlementaire des partis de gauche...du moins pour ceux qui feignent de croire à l'utilité des élections.

Quant à l'extrême gauche elle a évoqué d'une manière très générale le féminisme et les droits des femmes, mais sa présence dans les quartiers populaires est trop faible et trop discrète pour faire la différence.

Lorsque certains républicains de gauche, féministes, gaullistes, militants d'extrême droite et postfascistes ont essayé d'organiser ensemble, le 18 juin 2010, un «apéro saucisson-pinard», dirigé contre les musulmans qui, faute de place, prient le vendredi, durant quelques minutes, dans une rue du 18^e arrondissement de Paris, tous les partis de gauche et d'extrême gauche se sont rencontrés et ont confectionné une toute petite affiche antiraciste, faute d'avoir pu se mettre d'accord sur le texte d'un tract commun.

Comme on pouvait s'y attendre avec une coalition aussi large (elle comprenait aussi un prêtre et un pasteur du quartier, des membres d'associations locales et des libertaires), il n'a été possible que de dénoncer «le racisme» et le «fascisme» d'une façon désincarnée, sans être en mesure de mobiliser les habitants, premiers concernés par cette manifestation xénophobe – qui a finalement été interdite à la Goutte d'or mais a tranquillement eu lieu sur les Champs-Élysées sans être dérangée par la moindre contre-manifestation !

Pour en revenir au titre du présent article, le problème posé par la loi sur la burqa est lié à au moins trois difficultés pour la gauche et l'extrême gauche, liées à la vacuité de leurs discours automatiques contre le pouvoir actuel.

Sarkozy = Pétain, ou le degré zéro de la réflexion politique

Première difficulté pour ces partis et ces groupes, l'incapacité de comprendre la tactique et la stratégie de Sarkozy (d'ailleurs, le président français a bien du mal à expliquer, lui-même, la cohérence de sa propre politique tant il tient des discours différents voire opposés !). L'extrême gauche présente souvent Sarkozy comme un «néo-libéral» qui veut privatiser tous les services publics, et même comme une copie du Front national, ou un digne héritier du maréchal Pétain. Il est bien évident que Sarkozy est un ennemi de la classe ouvrière, et qu'il va réduire – pour le moment – une bonne partie des services «offerts» par l'Etat-providence.

Mais sa force réside aussi dans sa capacité à jouer sur la tradition gaulliste-étatiste (unanimentement partagée par la gauche réformiste, voire par les trotskystes qui croient encore que les nationalisations sont un progrès, une étape vers le socialisme) et essayer de faire croire aux électeurs que l'Etat français va sauver l'industrie, sauver l'euro, et empêcher la crise mondiale de toucher la France – un peu comme le nuage de Tchernobyl était censé contourner le territoire français et aller polluer directement l'Italie!

En se concentrant uniquement sur la dénonciation de son «libéralisme» ou de son «néolibéralisme» (concepts qui permettent à ATTAC and Co de plaider pour un capitalisme plus moral et plus équitable) la gauche prend un parti

facile : dissimuler ce qu'elle partage en fait avec la droite gaulliste-étatiste, ses références à la Résistance bourgeoise, son nationalisme républicain, etc. De plus elle rend incompréhensibles les interventions de l'Etat dans l'économie, que ce soit pour venir au secours des banques et de l'industrie automobile ou sauver telle ou telle entreprise.

Confusion entre racisme institutionnel et islamophobie, en grande partie imaginaire

En ce qui concerne l'islam, la gauche et l'extrême gauche ont la même difficulté et la même incapacité à expliquer et comprendre la politique de l'UMP comme en témoigne leur dénonciation de l'«islamophobie» imaginaire de Sarkozy. C'est un non-sens d'appeler «islamophobe» un homme qui a forcé les grandes tendances de l'islam français à s'unir dans une organisation commune (le Conseil Français du Culte Musulman) afin d'organiser la coopération entre le ministre de l'Intérieur et les principales associations musulmanes, mesure qui ne peut que les rendre plus efficaces et plus puissantes...si elles savent s'unir entre elles ; qui a décidé que l'Etat français va financer la formation laïque de 50 imams chaque année à l'Institut Catholique de Paris ; qui a emmené avec lui en Irak les dirigeants des principales associations musulmanes françaises, afin que celles-ci puissent envoyer un message religieux aux ravisseurs de Florence Aubenas quand celle-ci était retenue en otage.

Avec la même cécité, la gauche et d'extrême gauche ont dénoncé André Gérin comme un «islamophobe» alors que ce néostalinien ( lu comme député en 1985 et membre du Comité central du Parti «communiste» jusqu'en 2000) a coopéré pendant des années dans sa circonscription (Vénissieux, une banlieue de Lyon) avec toutes les associations musulmanes afin de gérer la paix sociale, qu'il a soutenu le retour en France de plusieurs Français musulmans détenus à Guantanamo (geste, comme chacun sait, typique de l'«islamophobe» moyen !), qui a invité Tariq Ramadan à la Commission parlementaire sur la loi antiburqa, et qui se réfère à toutes sortes d'autorités religieuses musulmanes pour prouver que la burqa est... anti-islamique.

Des bonnes et mauvaises raisons de ne pas aimer toutes les religions, donc aussi l'islam

Troisième problème, plus délicat : la gauche et l'extrême gauche ne veulent pas se demander pourquoi une bonne partie des travailleurs franco-gaulois sont hostiles à la burqa et n'apprécient pas non plus la visibilité de plus en plus fréquente du hidjab dans les rues. Nous avons d j écrit au moment de la discussion sur le voile, que le véritable sujet du débat n'était pas les quelques centaines de jeunes filles sur plusieurs millions d'élèves qui voulaient porter le voile en classe, mais la diffusion de plus en plus grande du hijab dans l'espace public.

  l'époque, la droite n'osait pas poser ouvertement la question d'interdire le port du hijab en dehors des écoles ou des administrations ; elle a désormais commencé à avancer sur ce terrain, de façon détournée, en s'attaquant au port

de la burqa, sans pour autant rejoindre les républicains de gauche xénophobes de Riposte laïque et leurs alliés d'extrême droite qui voudraient interdire le port du hijab dans la rue, mais la voie est tracée vers d'éventuelles nouvelles mesures restrictives des libertés pour les musulmans – et donc pour tous les «citoyens» de ce grand pays «démocratique» qu'est la France.

Si la visibilité croissante du hijab gêne ou met en colère les travailleurs et les travailleuses franco-gaulois, ce n'est certainement pas parce qu'ils seraient plus féministes, par exemple, que les travailleurs britanniques ou allemands. Mais c'est probablement lié au fait que la République bourgeoise française s'est construite au cours d'un long conflit avec l'Église catholique. La religion est un sujet explosif : beaucoup de gens savent que lorsqu'on donne la main à un curé, il ne vous la lâche plus ; que l'Église catholique fait profil bas mais s'est toujours livrée à un intense lobbying politique, y compris sur des questions comme l'avortement ou la contraception. En clair, beaucoup de travailleurs savent que les religieux veulent contrôler non seulement leurs ouailles mais toute la société. De plus, le développement visible d'une religion non «occidentale» au cœur de la France ne pouvait manquer de provoquer des réactions xénophobes ou au moins la méfiance et l'incompréhension.

L'absence de structuration de l'islam en France (absence liée à la fois à l'absence d'un clergé clairement identifiable et disposant d'une hiérarchie centralisée, et aux rivalités entre les États dits musulmans qui veulent contrôler politiquement leurs ressortissants et leurs lieux de culte) ; le fait que les immigrés musulmans aient longtemps hésité entre une migration temporaire et l'installation définitive en France avec leur famille ; le racisme structurel de ce que l'on ose appeler la société «d'accueil» française, tout cela et bien d'autres facteurs ont empêché que les musulmans puissent poser publiquement le débat sur la place de leur religion en France.

Un rejet diffus et sournois a donc pu s'installer, d'autant que le discours officiel était toujours celui de la France, «pays des droits de l'homme», même quand on torturait les Algériens dans les commissariats, qu'on les jetait à la Seine par dizaines ou qu'on les laissait croupir dans des bidonvilles, des foyers misérables ou des immeubles en ruine.

Aujourd'hui ce rejet n'est plus accepté par les enfants et les petits enfants des travailleurs du Maghreb qui ont immigré après la Seconde Guerre mondiale. Tous ceux qui ont pu faire des études supérieures, ou simplement grimper un peu dans l'échelle sociale, n'acceptent plus d'être discriminés. Cela se traduit par un engagement politique plus fort, à droite comme à gauche, pour les carriéristes, et par la diffusion de l'idéologie identitaire post-moderne, dont les Indigènes de la République ou le CRAN sont des incarnations, mais qu'on retrouve dans tous les médias communautaires (radio comme Internet).

Dans ce rejet diffus d'une partie des Français contre les travailleurs issus du Maghreb et leurs descendants, qu'ils soient musulmans ou pas, la marge entre le nationalisme, la xénophobie et le racisme est assez mince, mais il ne faut

pas pour autant se précipiter et mélanger aujourd'hui toutes les réactions négatives contre le hijab ou la burqa et les englober sous l'étiquette confuse et manipulatrice de «l'islamophobie» Il faut essayer de les différencier, même si nous devons toutes les condamner comme l'expression de divisions nuisibles parmi les exploités et qui ne profitent qu'à la classe dominante.

Car en même temps nous ne devons surtout pas renoncer à la liberté de critiquer, y compris violemment, toutes les religions (dont l'islam) et d'exprimer notre athéisme et notre matérialisme. Au nom d'un prétendu «respect» des croyances, des coutumes, des traditions ou de la liberté de choix vestimentaire on voit aujourd'hui des militants de gauche et d'extrême souhaiter un «bon Ramadan» à des musulmans, alors que cela ne leur viendrait pas à l'idée de souhaiter de «bonnes Pâques» à des travailleurs catholiques ou une «bonne Soukot» à des travailleurs juifs.

L'argumentaire de la gauche et de l'extrême gauche à propos de l'islamophobie n'est qu'une version light de celui de l'Organisation de la Conférence islamique (qui rassemble les Etats qui se disent musulmans) et de son lobby à l'ONU (3).

Les travailleurs français, même quand ils expriment des commentaires négatifs sur les «signes religieux ostensibles» que portent certaines musulmanes sont en même temps souvent prêts à exprimer leur solidarité concrète envers un «musulman» ou une «musulmane» quand il est arrêté ou menacé d'être expulsé de France, du moins s'ils le connaissent, s'ils travaillent dans la même entreprise, vivent dans le même quartier, si leurs enfants étudient dans la même école, etc. Il ne faut donc pas traiter systématiquement de racistes tous ceux qui n'aiment pas l'islam en tant que religion, et qui veulent que les religions contrôlent le moins possible sur les individus, croyants, incroyants, ou athées.

Limites du multiculturalisme

En France, la droite et la gauche prennent une orientation politique de plus en plus «multiculturaliste», qui devrait logiquement conduire à une modification de la loi de 1905 réglementant les relations entre l'État et les «cultes», à savoir les religions. Ce changement juridique aurait certainement des effets négatifs et donnerait plus de pouvoir aux autorités religieuses sur leurs fidèles et plus de pouvoir aussi dans la société. Mais même s'il existe beaucoup de débats sur une forme «ouverte» de laïcité, aucun parti politique important n'est prêt à appeler à un référendum qui obligerait à s'interroger sur la place des religions dans la France d'aujourd'hui ou à sérieusement lancer un débat national à ce sujet.

C'est pourquoi ce débat est à la fois permanent (tantôt dans les cercles fermés des élites politiques ou intellectuelles, tantôt dans les médias) et jamais terminé. Evidemment, ce débat est manipulé par tous les partis politiques, mais il touche à des questions auxquelles l'extrême gauche (ou la gauche) n'a pas de réponses solides et convaincantes. L'appel à la «solidarité des travail-

leurs» ou à l'«égalité des droits entre les hommes et les femmes, les nationaux et les étrangers», lorsque le chômage augmente de façon spectaculaire, lorsque de nouveaux partis populistes et postfascistes se mettent à défendre la laïcité, le féminisme, les homosexuels et les conquêtes des Lumières [comme par exemple le font Geert Wilders et son PVV, Parti des liberté (4)], ne suffit pas.

Il faut proposer une autre perspective générale, une vision du monde alternative à la lutte de tous contre tous et au culte de l'individualisme qui est au cœur du capitalisme moderne. Cette vision révolutionnaire nouvelle est tragiquement absente aujourd'hui, et, en son absence, l'extrême gauche ne sait que défendre les acquis de l'Etat providence ainsi que la démocratie et la République bourgeoises, comme on l'a encore vu avec son soutien à l'appel calamiteux «Non au pilori» pour la manifestation du 4 septembre 2010 contre la «xénophobie d'Etat».

Y.C., 31/08/2010

Notes

1. On trouve quelques exemples de ce néostalinisme dans un récent ouvrage de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, sociologues toujours passionnants quand ils écrivent sur les moeurs des classes dirigeantes. C'est ainsi que dans le *Président des riches* nos deux sympathiques sociologues nous servent les clichés les plus éculés de la propagande néostalinienne, clichés qui sont en train de devenir le mantra de beaucoup de gens de gauche qui n'ont jamais rien compris au stalinisme (l'annonce récente de 500 000 licenciements dans la fonction publique cubaine leur ouvrira-t-elle les yeux ? J'en doute). Ils font allusion au "socialisme (???) des pays de l'Est", puis affirment que "l'Etat providence n'a pu exister que parce qu'il y avait le contrepois des pays socialistes", oubliant les effets de la crise de 1929 sur l'organisation du capitalisme mondial, l'augmentation prodigieuse de la productivité du travail, donc du taux d'exploitation des prolétaires pendant les fameuses Trente Glorieuses, et les luttes de ceux-ci pour conquérir quelques droits supplémentaires.

2. Les «fondamentalistes» religieux, les «intégristes» musulmans, c'est-à-dire ceux que l'on appelle plus précisément les salafistes (ceux qui suivent la voie des «prédécesseurs» des «ancêtres», des compagnons du Prophète Muhammad, donc qui sont censés respecter la lettre de la parole d'Allah contenue dans le Coran) sont censés représenter entre 5 000 à 50000 personnes (cette fourchette nous donne l'occasion d'admirer, tout comme pour les chiffres avancés concernant le nombre porteuses de burqa, la précision des informations fournies par les ex-Renseignements généraux). D'après les sociologues, sur les 4 millions de «musulmans» vivant en France, 2 millions seraient français, 2 millions seraient étrangers. Cet article, sauf dans quelques cas précis, utilisera presque systématiquement les guillemets pour le mot musulmans car les médias, les sociologues en quête de crédits, de postes ou de nouvelles

chaires – ainsi que la gauche et l'extrême gauche – confondent délibérément, même si c'est pour des raisons différentes, l'origine nationale (le fait qu'une personne soit née, voire que ses parents soient nés, dans un pays où l'islam est la religion officielle) avec la pratique religieuse de ces personnes (qui ne touche, en fait, que 10% desdits «musulmans»... selon les mêmes sociologues qui voient en tout Algérien, Turc ou Pakistanais un musulman !).

3. Il ne m'est pas possible de développer ici mais, pour résumer à gros traits, là où les 57 Etats de l'OCI (islamique) et l'extrême gauche (et jusqu'à certains libertaires) se rejoignent c'est dans la dénonciation de l'universalisme occidental (censé être uniquement impérialiste, raciste, colonialiste) et des droits de l'homme. C'est ainsi que l'OCI qui est opposée à l'universalisme occidental envisage, après avoir adopté une Déclaration des droits de l'homme en islam en 1990 (http://www.aidh.org/Biblio/Txt_Arabe/inst_org-decla90.htm), de rédiger une Charte islamique des droits de l'homme. On attend toujours une analyse critique de ces positions par l'extrême gauche, et on pourra l'attendre longtemps.... C'est ainsi que l'OCI dénonce le traitement des travailleurs émigrés en France (traitement effectivement discriminatoire et contraire à toutes les belles lois démocratiques) mais n'a rien à dire sur la façon dont Kadhafi traite les émigrés dans son pays. Ou qu'elle s'indigne des lois contre le hijab et la burqa en France, mais bien sûr pas des applications de la charia dans les pays «musulmans». L'extrême gauche est tout aussi silencieuse sur ces questions que l'OCI, car elle a pour l'essentiel renoncé à l'universalisme qui était celui des fondateurs du marxisme (et d'ailleurs aussi de l'anarchisme), universalisme qu'elle dénonce aujourd'hui en prônant le relativisme culturel, le multiculturalisme. En cela, elle ne fait que suivre de façon acritique les courants intellectuels à la mode, c'est-à-dire les apôtres du post-modernisme et de la "déconstruction" qui réduisent l'exploitation à des "discours" qu'il faudrait décortiquer pour les démolir (déconstruire).

4. Les Pays-Bas sont un véritable laboratoire des nouvelles idéologies et pratiques réactionnaires. Cf. notamment le livre *La fable de l'illégalité : migration et intégration forcée aux Pays-Bas*, publié par *Ni patrie ni frontières*.

Sommaire

(Les articles sans nom d'auteur indiqué en caractères gras dans ce sommaire sont de la revue *Ni patrie ni frontières*. Les textes sont présentés selon leur ordre chronologique de parution – sur Internet ou dans la revue – sauf quelques exceptions.)

- Introduction, 1

2002

- Présentation des 2 articles suivants sur Lutte ouvrière, 5
- Les médias «de gauche» et Lutte Ouvrière, 8
- Le pseudo-«Gourou» et la Travailleuse. Ou comment Lutte ouvrière se piège elle-même, 17
- «Moralisme» ou esprit d'entreprise ? 30
- De Malatesta à Arlette Laguiller: un gouffre révélateur, 32
- Voter les yeux fermés: une curieuse conception de la démocratie (2002), 35
- **N.T.** : À propos de «Voter les yeux fermés...», 46
- «Tournantes», «mâles dangereux» et «classes dangereuses», 48
- Quelques précisions à propos de *Ni patrie ni frontières*, 50
- **Guy Fargette** : Principes du verbalisme «radical» (1989), 52

2003

- Un bain de haine chauvine, 63
- **Adriano Sofri** : A Bagdad, la liberté d'expression n'existe pas, 69
- **Guy Fargette** : Faiblesse des forces «anti-guerre», 70
- **Guy Fargette** : Misère de l'anti-guerre en Europe, 72
- **Guy Fargette** : Débats stratégiques aux Etats-Unis, 76
- **Guy Fargette** : Faut-il confondre «choc» et «conflit» ? 78
- Quelques précisions sur Huntington et la politique étrangère américaine, entretien avec **Guy Fargette**, 87
- A propos des «discours automatiques» contre la guerre et l'impérialisme : certitudes et questions, 96
- Extrême gauche, libertaires, grève générale et «trahisons», vrais débats, illusions et fausses polémiques, 111
- Quelques remarques sur les grèves d'avril-mai-juin 2003. Des questions «oubliées» pendant le mouvement, 123
- Sur la «pédagogie» de la droite: carottes et coups de bâton, 126

2004

- Quand la LCR cire les bottes du colonel Chavez, 129
- Le Venezuela en noir et blanc ? 132
- Interview de **Miguel Rossetto**, ministre trotskyste brésilien, 133

- Un ministre trotskyste à l'OMC, 135
- Aujourd'hui, ils cognent le PS, demain à qui le tour ? 136
- Débat à propos des actions contre le PS, 140
- Peut-on purger le mouvement altermondialiste de ses réformards ? 147
- Les racines historiques de la laïcité, 152
- Le PCF et la laïcité, 154
- Citoyennisme ? Attraction fatale ! 155
- Vincent Prémey : À propos de deux articles sur la laïcité, 158
- Les révolutionnaires, la laïcité et le multiculturalisme, 164
- Les comiques «antiracistes» surmédiatisés renforcent les préjugés qu'ils prétendent combattre, 166
- A propos de l'émission : Les filles des cités doivent-elles se rebeller ? «Lovers» et «filles des cités», 168
- RER D et Marie L.: Religions, nations, ethnies, communautés, y'en a marre ! 171

2005

- La triste farce de la «victoire du non» Du nationalisme des partis bourgeois de gauche et des manœuvres politiciennes de l'extrême gauche, 177
- Quelques précisions à propos de «La triste farce de la "victoire du non"», 189
- Réponse à Xavier, 191
- **Temps critiques** : Quelques remarques sur «La triste farce de la victoire du non», 197
- Réponse à *Temps critiques* : Malentendus et désaccords, 202
- «Tsunami» politique ou tempête dans un verre d'eau ? 219
- **Janine Booth** (AWL) : Les «différences culturelles» peuvent-elles excuser le sexisme ? 226
- «Suceurs (1)» de lepénistes, chauvins antiracistes et gauchistes confus: un débat sans fin intérêt, 235
- Des agressions contre la manifestation lycéenne du 8 mars aux «émeutes» d'octobre- novembre 2005, 238
- **Jim Denham** (AWL) : Les fruits amers du communautarisme, 245
- Finkielkraut-Dieudonné: A chaque «communauté» son petit Farakhan et l'esclavage salarié se perpétuera, 248
- Quand les jeunes révoltés «dansent avec les loups», 252
- A propos de la police de proximité, 278
- Mai 68 = Novembre 2005 ? Du danger de certaines comparaisons hâtives, 280
- Une société de classe impitoyable ? 282

2006

- Chavez antisémite ? Le fond du problème (janvier 2006), 284

- De Mai 68 à Février- Avril 2006: Tordons le cou à quelques mythes pour mieux comprendre le présent, 298

- Critiquer François Burgat, oui, soutenir le stalinisme, 3 fois non ! 316

2007

- «De la LCR au NPA» Quelques remarques à propos d'un article de Patrick Mignard, 319

- Chaussées trappes de l'humanisme, 325

- Sur les microsectes et la nécessité d'un bilan préalable, 330

- De quelques clichés gauchistes sur les crises, 331

2009

- Christophe Bourseiller est un falsificateur et un diffamateur, 336

2010

- Misère et continuité du philostalinisme de gauche :des *Quaderni Rossi* à Toni Negri, 339

- Quelques précisions d'un lecteur, 345

- **Jacques Wajnsztein** : À nouveau sur l'opéraïsme, 349

- Toni Negri, Jacques Wajnsztein et le «philostalinisme de gauche», 369

- *Temps critiques* ou «le communisme- tout- de- suite» ? Sur les positions de Jacques Wajnsztein à propos du terrorisme d'extrême gauche, 376

- **Temps critiques** : Le communisme, une médiation ? À partir d'un commentaire d'Yves Coleman, 391

- Peut-on discuter du terrorisme d'extrême gauche ou faudra-t-il attendre encore un siècle ? 410

- Les 6 péchés capitaux de la Gauche identitaire postmoderne, 413

- *Les maocidents* de Jean Esptein ou comment fabriquer un livre à partir de... «rien», 420

- *Les terroristes disent toujours ce qu'ils vont faire* d'Alain Bauer et François- Bernard Huyghe, 425

- 4 septembre 2010 : «fêter» l'anniversaire de la III^e République ou honorer les Communards ?, 435

- **Luftmenschen** : Contre la liberté d'expression, 438

- **Wiecha** : La conspiration des bergers allemands, 445

- La burqa et la confusion de la Gauche, 448

Index thématique

Anarchistes

- Extrême gauche, libertaires, grève générale et «trahisons», vrais débats, illusions et fausses polémiques, 111
- Aujourd'hui, ils cognent le PS, demain à qui le tour ?, 136
- Peut-on purger le mouvement altermondialiste de ses réformards ?, 147

Citoyennisme

- Citoyennisme ? Attraction fatale !, 155
- 4 septembre 2010 : «fêter» l'anniversaire de la III^e République ou honorer les Communards ?, 438

Complot (théories du)

- La conspiration des bergers allemands, 445

Démocratie

- Voter les yeux fermés: une curieuse conception de la démocratie, 35
- Contre la liberté d'expression, 438

«Emeutes de 2005»

- Suceurs (1)» de lepénistes, chauvins antiracistes et gauchistes confus: un débat sans intérêt, 235
- Des agressions contre la manifestation lycéenne du 8 mars aux «émeutes» d'octobre-novembre 2005, 238
- Quand les jeunes révoltés «dansent avec les loups», 252

Extrême gauche

- Les médias «de gauche» et Lutte Ouvrière, 8
- Le pseudo-«Gourou» et la Travailleuse. Ou comment Lutte ouvrière se piège elle-même, 17
- «Moralisme» ou esprit d'entreprise ? 30
- De Malatesta à Arlette Laguiller: un gouffre révélateur, 32
- Extrême gauche, libertaires, grève générale et «trahisons», vrais débats, illusions et fausses polémiques, 111
- Quand la LCR cire les bottes du colonel Chavez, 129
- Un ministre trotskyste à l'OMC, 135
- «De la LCR au NPA» Quelques remarques à propos d'un article de Patrick Mignard, 319
- Chaussées trappes de l'humanisme, 325
- Sur les microsectes et la nécessité d'un bilan préalable (2007), 330
- De quelques clichés gauchistes sur les crises, 331
- *Les maocidents* de Jean Esptein, 420

Laïcité

- Les racines historiques de la laïcité (2004), 152
- Le PCF et la laïcité, 154
- Les révolutionnaires, la laïcité et le multiculturalisme, 164
- La burqa et la confusion de la Gauche, 448

Mouvement antiguerre de 2003 et analyse de Huntington

- Un bain de haine chauvine, 63
- A propos des «discours automatiques» contre la guerre et l'impérialisme : certitudes et questions, 96
- Faiblesse des forces «anti-guerre», 70
- Misère de l'anti-guerre en Europe, 72
- Débats stratégiques aux Etats-Unis, 76
- Faut-il confondre «choc» et «conflit» ? 78
- Quelques précisions sur Huntington et la politique étrangère américaine, entretien avec Guy Fargette, 87

Multiculturalisme, antiracisme et «communautarisme»

- Les «différences culturelles» peuvent-elles excuser le sexisme ? (Janine Booth, AWL, 2005), 226
- Les 6 péchés capitaux de la Gauche identitaire postmoderne (2010), 413
- Les fruits amers du communautarisme, 245
- Les comiques «antiracistes» surmédiatisés renforcent les préjugés qu'ils prétendent combattre, 166
- A propos de l'émission : Les filles des cités doivent-elles se rebeller? «Lovers» et «filles des cités», 165
- RER D et Marie L.: Religions, nations, ethnies, communautés, y'en a marre ! 171
- Finkelkraut-Dieudonné: A chaque «communauté» son petit Farakhan et l'esclavage salarié se perpétuera, 248

Opéraïsme italien

- Misère et continuité du philostalinisme de gauche : des *Quaderni Rossi* à Toni Negri, 339
- Quelques précisions d'un lecteur,, 345
- À nouveau sur l'opéraïsme, 349
- Toni Negri, Jacques Wajnsztein et le «philostalinisme de gauche», 369

Référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel européen

- La triste farce de la «victoire du non», 177
- Quelques précisions à propos de «La triste farce de la “victoire du non”», 189
- Réponse à Xavier, 191

- Quelques remarques sur «La triste farce de la victoire du non», 197
- Réponse à Temps critiques : Malentendus et désaccords, 202
- «Tsunami» politique ou tempête dans un verre d'eau ?, 219

Syndicats et mouvements sociaux : 1968, 2003, 2005, 2006

- Quelques remarques sur les grèves d'avril-mai-juin 2003, 123
- Sur la «pédagogie» de la droite: carottes et coups de bâton, 126

Temps critiques (débat avec)

- Misère et continuité du philostalinisme de gauche :des *Quaderni Rossi* à Toni Negri, 339
- Quelques précisions d'un lecteur, 345
- À nouveau sur l'opéraïsme, 349
- Toni Negri, Jacques Wajnsztein et le «philostalinisme de gauche», 369
- *Temps critiques* ou «le communisme-tout-de-suite» ? 376
- Le communisme, une médiation? 391
- Peut-on discuter du terrorisme d'extrême gauche ou faudra-t-il attendre encore un siècle ? 410

Terrorisme d'extrême gauche

- Temps critiques ou «le communisme-tout-de-suite» ?, 376
- *Les terroristes disent toujours ce qu'ils vont faire*, d'Alain Bauer et François-Bernard Huyghe, 2010, 425
- Peut-on discuter du terrorisme d'extrême gauche ou faudra-t-il attendre encore un siècle ? 410

Venezuela

- Chavez antisémite ? Le fond du problème, 284
- Quand la LCR cire les bottes du colonel Chavez, 129
- Le Venezuela en noir et blanc ?, 132

-

Depuis septembre 2002

Ni patrie ni frontières a publié

Reuves :

- N° 1 : Sur l'URSS – Elections 2002 – Nouveau parti «anticapitaliste» – Lutte ouvrière (2002), 7, 5 €
- N° 2 : Famille, mariage et morale sexuelle (2002), 7, 5 €
- N° 3 : Que faire contre les guerres ? (2003), 7, 5 €
- N°4/5 : États, nations et guerre ; Grèves de mai-juin (2003), 10 €
- N° 6-7 : Les syndicats contre les luttes ? – Athéisme et religion (2003)
- N° 8-9 : Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme et à Israël (2004), 10 €
- N° 10 : religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme, «islamophobie» et laïcité (2004), 7, 5 €
- N° 11-12 : Terrorismes et violences politiques (2004), 10 €
- N° 13-14 : Europe ? Référendum ? Démocratie ? (2005), 10 €
- N° 15 : «Quand les jeunes dansent avec les loups» – Tracts – Analyses – Témoignages (2005), 7, 5 €
- N° 16-17 : «Rêve général» – Tracts, interviews et analyses du mouvement contre le CPE (2006), 10 €
- N° 18-19-20 : Dieu, race, nation : mythes mortifères (2007), 10 €
- N° 21-22 : Offensives réactionnaires : Sarkozy – Blairisme – Banlieues et guérilla urbaine – Trotskystes et obsessions électorales – Questions noires en France (2007), 10 €
- N° 23-24 : Justice sociale contre démocratie occidentale (2008), 10 €
- N° 25-26 : Sans-papiers – Venezuela – Précarité (2008), 10€
- N° 27-28-29 Gauchisme post-moderne – Iran, Israël, Venezuela – Sans-papiers – Insurrectionnisme (2009) 12 €
- N° 30-31-32. Travailleurs contre bureaucrates (1876-1968), 464 pages

Brochures

- Emma Goldman et la révolution russe (2002, 4 €)
- La révolution russe : L. Goldner, C. Harman, M. Martin (2002, 4 €)
- Voltairine de Cleyre, militante anarchiste-féministe (2002, 4 €)

Anthologies et livres :

- Compil'1 : «Question juive» et antisémitisme, sionisme et antisionisme (anthologie), 2008, 336 p., 10 €
- Compil'2 : Islam, islamisme, «islamophobie» (anthologie), 2008, 344 p., 10 €
- Compil'3 : La Fable de l'illégalité : les sans-papiers aux Pays-Bas, les limites de l'altermondialisme et de l'écologie (recueil d'articles), 2008, 360 p., 10 €

- Loren Goldner, Demain la Révolution (recueil d'articles) tome 1, 2008, 12 €
- Compil'4 : De la violence politique (anthologie), 2009, 300 p., 10 €
- Compil'5 : Religion et politique (anthologie), 2010, 400 p. 12 €
- Encyclopédie anarchiste : La Raison contre Dieu (anthologie), 484 p, 2010, 12 €
- Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mondiale (recueil articles d'*Echanges* et Mouvement 1979-2009), 230 p, 2010, 6 €
- Le monde comme il va, Patsy, Chroniques 1999-2010, 345 p., 2010, 12 €

Abonnements et commandes : Tous les prix incluent les frais de port. Certaines revues sont épuisées mais nous pouvons les envoyer en format PDF par mail ou les photocopier. Les articles les plus intéressants sont repris dans les «compil'». L'abonnement coûte 28 € pour 3 numéros (simples, doubles ou triples) et 54 € pour 6 numéros (Idem). – Site mondialisme.org – Contact : écrire à Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris ou bien yvescoleman@wanadoo.fr

Ni patrie ni frontières

Revue de traductions et de débats

«Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste.»
Emma Goldman

Au moment où l'Europe tente de réaliser son unification politique, les divisions linguistiques, politiques et culturelles sont encore suffisamment fortes pour entretenir l'isolement entre les militants de différents pays. Certes le capitalisme repose aujourd'hui sur des multinationales, les États possèdent de multiples structures de dialogue et de confrontation, les possédants et les technocrates utilisent la visioconférence, mais le mouvement ouvrier semble encore très en retard par rapport à ses adversaires.

À l'heure où la prétendue lutte contre la mondialisation a le vent en poupe, force est de constater que l'isolement national se perpétue dans les luttes de classe. Malgré Internet, les voyages militants à Seattle, Gênes, Göteborg, Barcelone ou Porto Alegre, et la multiplication des chaînes de télévision, le flux d'informations qui circulent n'a, en fait, que peu d'incidences sur la vie quotidienne, les pratiques des groupes existants et les luttes des travailleurs dans chaque pays. C'est un tel constat pessimiste qui nous incite à vouloir créer cette revue. Mais c'est aussi la conviction qu'une autre attitude est possible face au riche patrimoine politique et théorique qui existe à l'échelle internationale.

Pour débloquer la situation, toute une série de conditions seraient nécessaires, conditions qui ne sont pas liées à la simple volonté de ceux qui rejettent absolument cette société et toute solution de rafistolage. Mais nous pourrions au moins commencer par discuter et réfléchir ensemble autrement.

Dans les milieux d'extrême gauche, en effet, on débat rarement dans le but d'avancer, d'apprendre des autres «camarades», qu'ils militent en France ou dans d'autres pays. Il s'agit surtout de «(con)vaincre» son interlocuteur, de le coincer, de le dominer. Il n'est pas vraiment utile de connaître les positions de son vis-à-vis, toujours perçu comme un «adversaire». Un petit vernis politique et un bon bagout suffisent largement à la tâche.

Non seulement on est fier de son ignorance, mais on la théorise : les autres groupes ne diraient rien d'essentiel, ils feraient tous le jeu du réformisme ou de la bourgeoisie ; ce seraient d'obscurs intellectuels souvent carriéristes, toujours confus ; la situation dans telle ou telle région du globe serait trop différente ; les autres organisations seraient «activistes», «ouvriéristes», «syndica-

listes», etc. Le stock d'anathèmes et de faux-fuyants est inépuisable. Pourtant la réflexion politique et théorique n'avance pas du même pas, suivant les États et les continents, et — ne serait-ce qu'à ce niveau — les échanges devraient être fructueux.

Malheureusement, chaque groupe se contente d'un petit «capital» de références qui, avec les ans, non seulement ne s'accroît pas mais s'amenuise régulièrement. Plus grave encore : l'indifférence à la réflexion ne se limite pas aux questions dites «théoriques».

Elle concerne aussi la réalité des luttes ouvrières, des pratiques syndicales ou extra-syndicales dans d'autres pays. Lorsque des centaines de milliers d'ouvriers portugais ont occupé leurs usines en 1974-1975, qu'ils ont essayé de les gérer eux-mêmes, il ne se s'est trouvé que fort peu de militants pour se mettre à leur écoute et les soutenir efficacement. Certains ont fait le voyage jusqu'au Portugal ou se sont précipités sur les différents journaux militants pour avoir des «nouvelles». Mais toute leur attention était centrée sur le groupuscule ou le parti qui allait grossir le plus vite, voire qui allait prendre le pouvoir. Résultat, les travailleurs portugais ont dû se dépatouiller tout seuls avec leurs problèmes. On pourrait établir la même constatation à propos de l'Iran au moment de la prise de pouvoir par Khomeyni (où l'agitation ouvrière ne fut presque jamais évoquée), de Solidarnosc, des grèves ouvrières dans la Russie de Poutine, sans parler de l'Argentine ou du Venezuela actuels.

Dans tous les cas, on a l'impression que seuls comptent les discours des possédants et les récits dithyrambiques des «victoires» minuscules des groupuscules ou des partis politiques. Les luttes des travailleurs, les formes originales d'organisation qu'ils créent, tout cela passe à la trappe — à l'exception de quelques revues confidentielles qui s'en font l'écho. Et l'incompréhension est encore aggravée par le fait que, les rares fois où on les interroge, les militants ont souvent du mal à synthétiser leur expérience et qu'ils adoptent, sans le vouloir, un langage de politicien ou de commentateur, qui affadit la valeur de leur témoignage.

À notre échelle, nous ne sommes évidemment pas en mesure de renverser une telle situation. Mais nous pouvons poser quelques infimes jalons, notamment en traduisant des textes théoriques et politiques classiques qui ont formé des générations de militants dans d'autres pays et ne sont jamais parvenus jusqu'à nous, ainsi que des textes plus récents, liés à l'actualité.

Quels seront nos critères de choix ? Tout d'abord la lisibilité. Ce qui exclut les commentaires verbeux, les sempiternelles et vaines exégèses de textes sacralisés. Nous ne sommes pas opposés aux polémiques, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de diatribes sectaires et stériles. L'objectif n'est pas de rassurer, de ronronner, mais d'apprendre quelque chose. Nous puiserons dans les traditions marxistes, libertaires, ou autres, sans exclusive. À condition que leurs auteurs soient mus par une saine révolte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous souhaitons éveiller la curiosité, le sens critique. Nous voulons sortir des carcans mentaux et idéologiques imposés par de longues années d'isolement. Rien ne nous est plus étranger que le patriotisme, y compris sa variante étriquée : le patriotisme d'organisation. Le célèbre : RIGHT OR WRONG, MY PARTY («Qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti et je défends sa ligne et ses frontières») a montré ses aspects catastrophiques pour tous les aspects du mouvement d'émancipation.

Cette revue essaiera, en tâtonnant, de provoquer la réflexion et l'échange, en ces temps d'apathie et de désintérêt pour les idées, et de peur de la discussion. Elle présentera des positions différentes voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde. Enfin, cette revue se prononcera aussi sur la situation française puisqu'il parait dans ce pays. Notre contribution à la clarification politique consistera à rappeler quelques principes et à mettre en évidence les conceptions, à notre avis erronées, qui sous-tendent les schémas d'interprétation les plus courants.

Livres imprimés sur des papiers labellisés

FSC

Certification garantissant une gestion durable de la forêt

Dépôt légal 2^e trimestre 2011

Achevé d'imprimer sur les presses du

Centre Littéraire d'Impression Provençal

Artizanord n° 203

42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille

www.imprimerie-clip.com

N° d'impression 07100227